

2016

Document de référence
Rapport financier annuel



Sommaire général

1. Présentation du Groupe

1.1	Présentation générale	4
1.2	Informations financières sélectionnées	6
1.3	Organigramme	7

2. Environnement de l'activité, stratégie et facteurs de risque

2.1	Le marché mondial des Technologies de l'Information et de la Communication	10
2.2	La réglementation	13
2.3	La stratégie du groupe Orange	31
2.4	Facteurs de risque	35

3. Présentation des activités

3.1	Présentation générale de l'activité	42
3.2	Réseau et immobilier	75
3.3	Recherche et innovation	80
3.4	Brevets et marques	82

4. Rapport financier

4.1	Documents consolidés	86
4.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	187
4.3	Examen de la situation financière et du résultat du Groupe	189
4.4	Événements récents	240
4.5	Perspectives d'avenir	240
4.6	Politique de distribution des dividendes	240
4.7	Comptes annuels d'Orange SA	241
4.8	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	273

5. Gouvernance et RSE

5.1	Composition des organes d'administration et de direction	276
5.2	Gouvernement d'entreprise	287
5.3	Rémunération et avantages versés aux mandataires sociaux et cadres dirigeants	294
5.4	Cadre de maîtrise de l'activité et des risques	303
5.5	Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du président du Conseil d'administration	310
5.6	Responsabilité sociale, sociétale et environnementale	311

6. Actionnariat et Assemblée générale

6.1	Capital social	344
6.2	Principaux actionnaires	345
6.3	Projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée générale mixte du 1 ^{er} juin 2017	347
6.4	Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale mixte du 1 ^{er} juin 2017	357
6.5	Rapports des Commissaires aux comptes sur les résolutions et les conventions réglementées	365

7. Informations complémentaires

7.1	Personne responsable	372
7.2	Contrôleurs légaux	372
7.3	Informations statutaires	373
7.4	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	375
7.5	Conventions réglementées et opérations avec des apparentés	376
7.6	Contrats importants	376

8. Annexes

Glossaire des termes techniques	378
Glossaire financier	382
Tables de concordance	384



Société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros
Siège social : 78-84, rue Olivier de Serres, Paris (XV^e arrondissement)
RCS Paris 380 129 866

Document de référence 2016

Rapport financier annuel

Le présent document de référence contient
l'ensemble des éléments composant le rapport financier annuel

AMF

Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 6 avril 2017 conformément à l'article 212-13 du Règlement général de l'AMF. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles au siège d'Orange.
Ce document est également disponible sur le site Internet d'Orange : www.orange.com,
sur celui de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org
et sur le site officiel dédié à l'information réglementée : www.info-financiere.fr

Le présent document de référence inclut :

- le rapport financier annuel établi en application de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier ;
- le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale établi en application des articles L. 225-100 et suivants du Code de commerce ;
- le rapport du président du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne, établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce ;
- le rapport du Conseil d'administration sur les rémunérations et les avantages attribuables aux dirigeants mandataires sociaux, établi en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce.

Des tables de concordance entre les éléments obligatoires de ces rapports et le présent document de référence figurent aux pages 384 et suivantes.

Informations incorporées par référence

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document :

- les comptes consolidés et le rapport d'audit correspondant figurant aux pages 87 à 177 du document de référence D. 16-0266, ainsi que l'examen de la situation financière et du résultat du Groupe figurant aux pages 179 à 234 du même document ;
- les comptes consolidés et le rapport d'audit correspondant figurant aux pages 92 à 181 du document de référence D. 15-0293, ainsi que l'examen de la situation financière et du résultat du Groupe figurant aux pages 182 à 230 du même document ;
- les comptes annuels et le rapport d'audit correspondant figurant aux pages 235 à 263 et 266 du document de référence D. 16-0266, ainsi que les autres éléments relatifs aux états financiers de la Société figurant aux pages 264 et 265 du même document ;
- les comptes annuels et le rapport d'audit correspondant figurant aux pages 231 à 261 et 264 du document de référence D. 15-0293, ainsi que les autres éléments relatifs aux états financiers de la Société figurant aux pages 262 et 263 du même document.

Les références à des sites Internet contenues dans le présent document sont données à titre indicatif ; les informations contenues sur ces sites Internet ne sont pas incorporées par référence dans le présent document.

Définition

Dans le cadre du présent document de référence, sauf indication contraire, les termes « la Société » et « Orange SA » se réfèrent à la société anonyme Orange (ex France Télécom) et les termes « Orange », « le Groupe » et « le groupe Orange » à l'ensemble formé par la société Orange et ses filiales consolidées.

Documents accessibles au public

Tous les documents mis à la disposition des actionnaires dans les conditions légales peuvent être consultés au siège d'Orange, 78 rue Olivier de Serres à Paris (15^e), en France.

En outre, les statuts d'Orange sont disponibles sur le site Internet www.orange.com, à la rubrique *Groupe/Gouvernance*.

Les comptes consolidés d'Orange pour les trois derniers exercices sont également disponibles sur le site www.orange.com à la rubrique *Groupe/Investisseurs* et sur le site www.info-financiere.fr.

Indications prospectives

Le présent document contient des indications prospectives, notamment aux sections 2.1 *Le marché mondial des technologies de l'information et de la communication*, 2.3 *La stratégie du groupe*

Orange, 3.1 *Présentation générale de l'activité*, 4.3 *Examen de la situation financière et du résultat du Groupe* (en particulier à la section 4.3.1 *Vue d'ensemble*) et 4.5 *Perspectives d'avenir*. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes tels que devrait, pourrait, serait, ou introduites par des formes conjuguées ou non des expressions s'attendre à, envisager, estimer, croire, anticiper, poursuivre, prévoir, planifier, viser, ou encore par des mots tels que stratégie, objectif, perspectives, tendances, but, évolution, intention, ambition, risque, potentiel ou engagement.

Bien qu'Orange estime que ses objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables, ces indications prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes, y compris des risques que nous pouvons actuellement ignorer ou considérer comme non significatifs, et il ne peut être garanti que les événements attendus auront lieu ou que les objectifs énoncés seront effectivement atteints.

Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives d'Orange comprennent notamment :

- le succès du plan stratégique *Essentiels2020* et plus généralement de la stratégie d'Orange, particulièrement en ce qui concerne ses efforts pour garder le contrôle de la relation client face à la concurrence des acteurs *over-the-top* (OTT) et le succès de certains investissements innovants ;
- les risques liés aux activités bancaires et au développement des services financiers mobiles ;
- la perte ou divulgation à des tiers des données de ses clients et les risques liés à ses activités de fournisseur d'accès Internet et d'hébergeur ;
- sa capacité à faire face à une concurrence aiguë sur les marchés matures ;
- les défaillances de réseaux et de logiciels suite à des cyberattaques ;
- les dommages causés à ses installations et infrastructures par notamment des catastrophes naturelles ou des actes terroristes ;
- les fraudes diverses qui peuvent viser Orange ou ses clients ;
- sa capacité à disposer des compétences nécessaires à son activité du fait des nombreux départs de salariés et de l'évolution des besoins ;
- sa capacité à intégrer efficacement les sociétés qui pourraient être acquises dans le cadre de la consolidation du secteur des télécommunications en Europe ;
- sa capacité à exploiter des opportunités de croissance sur de nouveaux marchés et les risques spécifiques à ces marchés ;
- les éventuels effets nocifs sur la santé de l'usage des équipements de télécommunication ;
- les risques liés à la stratégie de marque unique ;
- la survenance d'une crise financière ou économique de grande ampleur ;
- les évolutions et contraintes fiscales et réglementaires et l'issue des procédures judiciaires liées notamment à la réglementation et à la concurrence ;
- les désaccords avec ses partenaires dans des sociétés dont Orange n'a pas le contrôle ;
- les conditions d'accès aux marchés de capitaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt ou des taux de change ;
- la notation de la dette d'Orange ;
- des changements d'hypothèses supportant les valeurs comptables de certains actifs et entraînant leur dépréciation ;
- les risques de crédit ou de contrepartie sur opérations financières.

Orange ne s'engage nullement à mettre à jour les informations prospectives, sous réserve de la réglementation applicable, notamment les articles 223-1 et suivants du règlement général de l'AMF.

Les risques les plus importants sont exposés à la section 2.4 *Facteurs de risque*.

Présentation du Groupe



1.1	Présentation générale	4
1.2	Informations financières sélectionnées	6
1.2.1	Compte de résultat consolidé	6
1.2.2	État consolidé de la situation financière	6
1.2.3	Tableau des flux de trésorerie consolidés	6
1.3	Organigramme	7

1.1 Présentation générale

Orange est l'un des principaux opérateurs de télécommunications dans le monde, avec un chiffre d'affaires de 41 milliards d'euros et 155 000 employés au 31 décembre 2016, dont 96 000 en France. Présent dans 29 pays, le Groupe servait 263 millions de clients au 31 décembre 2016. Orange est également l'un des leaders mondiaux des services de télécommunications aux entreprises multinationales sous la marque Orange Business Services. En mars 2015, le Groupe

a présenté son nouveau plan stratégique *Essentiels2020* qui place l'expérience de ses clients au cœur de sa stratégie, afin que ceux-ci puissent bénéficier pleinement du monde numérique et de la puissance de ses réseaux très haut débit.

La Société est cotée depuis 1997 sur Euronext Paris (symbole ORA) et sur le New York Stock Exchange (symbole ORAN).

Historique

Orange, anciennement France Télécom, est l'opérateur historique de télécommunications en France. Le Groupe est issu du ministère des Postes, Télégraphes et Téléphone, puis de la direction générale des Télécommunications qui a pris en 1990 le statut d'exploitant autonome de droit public et, à partir du 1^{er} janvier 1991, le nom de France Télécom. Le 31 décembre 1996, France Télécom a été transformée en société anonyme. En octobre 1997, l'action France Télécom a été introduite à la Bourse de Paris et à celle de New York pour permettre la cession par l'État de 25 % de ses actions au public et au personnel du Groupe. La part de la sphère publique dans le capital est par la suite descendue par étapes à 53 %. La loi du 31 décembre 2003 ayant autorisé le transfert de la Société au secteur privé, la sphère publique a cédé, entre 2004 et 2008, 26 % supplémentaires du capital, puis à nouveau 4 % en 2014 et 2015. Au 31 décembre 2016, l'État détenait, directement ou de concert avec Bpifrance Participations, 22,95 % du capital social.

Le domaine d'activité de France Télécom et son environnement réglementaire et concurrentiel ont connu des changements majeurs à partir des années 1990. Dans un contexte de déréglementation et de concurrence accrue, le Groupe a, durant la période 1999-2002, poursuivi une stratégie de développement de nouveaux services et accéléré son développement international en réalisant de nombreux investissements stratégiques, en particulier l'acquisition de l'opérateur de téléphonie mobile Orange et de sa marque créée en 1994, et la prise de contrôle de l'opérateur historique polonais, Telekomunikacja Polska.

En 2002, France Télécom a lancé un vaste plan de refinancement de sa dette et de renforcement des fonds propres, ainsi qu'un programme d'amélioration opérationnelle dont la réussite a permis au Groupe de développer une stratégie d'opérateur global intégré en anticipant les changements de l'industrie des télécommunications.

À partir de 2005, le Groupe s'est développé de manière stratégique en Espagne en faisant l'acquisition de l'opérateur mobile *Amena*, puis en 2015 de l'opérateur fixe Jazztel. Avec plus de 12 % du chiffre d'affaires consolidé en 2016, l'Espagne est le deuxième pays du Groupe.

Parallèlement, le Groupe a rationalisé son portefeuille d'actifs en cédant des filiales ou participations non stratégiques.

Depuis une dizaine d'années, le Groupe poursuit une politique d'acquisition sélective et créatrice de valeur en se concentrant sur les marchés sur lesquels il est déjà présent.

Orientée principalement vers les marchés émergents d'Afrique et du Moyen-Orient où le Groupe est historiquement présent (notamment au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Jordanie, au Mali et au Sénégal), cette stratégie s'est concrétisée par la prise de contrôle de Mobinil en Égypte (2010) et de Médi Télécom au Maroc (2015) et plus récemment par l'acquisition de plusieurs opérateurs africains (au Liberia, au Burkina Faso, en Sierra Leone et en République démocratique du Congo) (2016).

Elle s'est traduite aussi par la mise en commun avec Deutsche Telekom des activités au Royaume-Uni sous la marque EE (2010) puis par la cession d'EE en 2016, ainsi que par la cession d'Orange Suisse (2012), d'Orange Dominicana (2014), d'Orange Arménie (2015) et de Telkom Kenya (2016).

Dans le cadre de sa stratégie, le Groupe poursuit également le développement de ses activités de services financiers sur mobile, en particulier de paiement, et a pris le contrôle en 2016 de Groupama Banque, devenue Orange Bank.

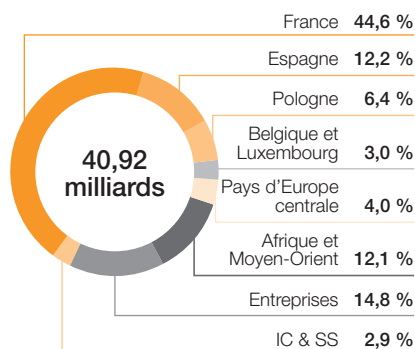
Orange est devenue en 2006 la marque unique du Groupe pour l'Internet, la télévision et le mobile dans la majorité des pays où le Groupe est présent, notamment en Espagne où l'ensemble des activités ont été regroupées dans une entité unique opérant sous la marque Orange. Cette politique de marque unique s'est poursuivie avec l'adoption de la marque Orange par Telekomunikacja Polska en 2013 puis par Mobinil en Égypte, Mobistar en Belgique et Méditel au Maroc en 2016. Les services aux entreprises dans le monde sont offerts sous la marque Orange Business Services.

En 2013, la Société a adopté la dénomination sociale Orange.

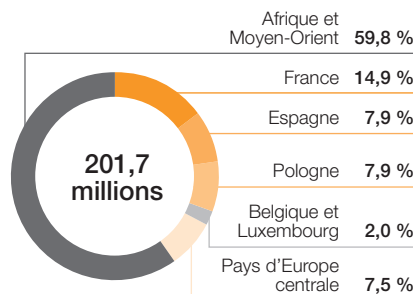
Pour plus d'informations sur la stratégie d'Orange, voir section 2.3 *La stratégie du groupe Orange*.

Activités en 2016

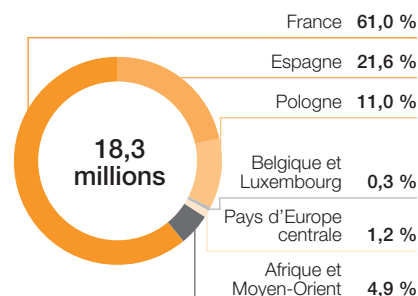
Chiffres d'affaires (en euros)



Clients mobile



Clients Internet haut débit



Le groupe Orange comptait 262,8 millions de clients dans le monde fin 2016, dont 201,7 millions de clients mobile (hors MVNO) et 18,3 millions de clients fixe haut débit, parmi lesquels 3,3 millions de clients de la fibre optique (en augmentation de 75 %).

En France, le nombre de clients mobile s'élevait à 30 millions dont 26,5 millions de forfaits et 11,3 millions de clients 4G. Les offres *SIM-only* ont poursuivi leur développement rapide et la croissance des offres convergentes est restée soutenue avec 7,8 millions de clients *Open Grand Public* et 3,3 millions de clients *Sosh* fin 2016. La base clients haut débit fixe s'élevait à 11,2 millions d'accès dont 57 % des clients grand public en offres convergentes, et 1,45 million d'accès fibre en progression de + 51 % sur un an.

Dans la zone Europe, le nombre de clients mobile s'élevait à 51 millions, dont 33,6 millions de clients forfaits, en hausse de 6,9 % sur un an, et qui représentaient 65,9 % de la base clients mobile totale. La base clients du haut débit fixe s'élevait à 6,2 millions de clients au 31 décembre 2016 dont 1,8 million de clients fibre.

En Espagne, Orange comptait 15,9 millions de clients mobile, dont 12,7 millions de clients forfaits et 7,9 millions en 4G, et 3,9 millions de clients haut débit fixe, dont 1,6 million pour la fibre optique. Les offres convergentes représentaient 84,5 % de la base clients grand public

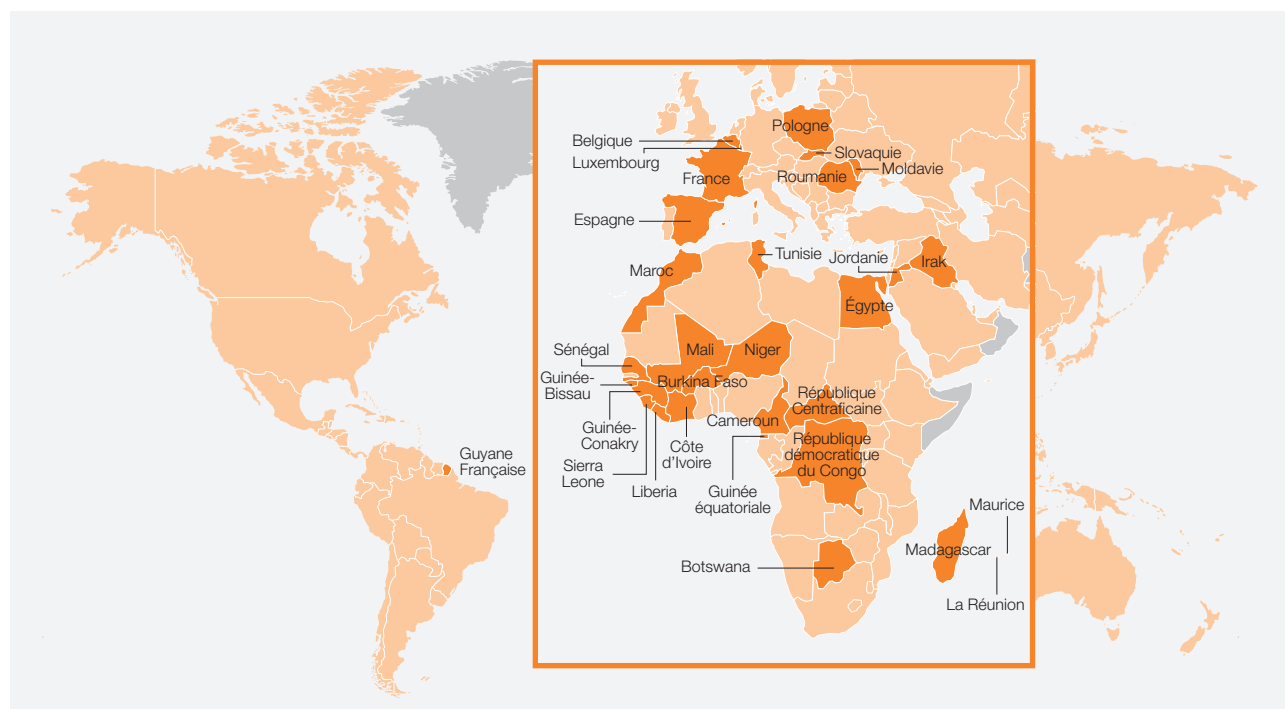
du haut débit fixe. En Pologne, Orange comptait 16 millions de clients mobile, dont 9,5 millions de forfaits et 4,3 millions d'utilisateurs de la 4G, et 2 millions de clients haut débit fixe. En Belgique et Luxembourg, Orange comptait 4 millions de clients mobile, dont 3,2 millions de forfaits. En Roumanie, Slovaquie et Moldavie, Orange comptait 15,1 millions de clients mobile, dont 8,2 millions de forfaits et 3,2 millions de clients 4G.

Les services mobile en Afrique et au Moyen-Orient totalisaient 120,7 millions de clients au 31 décembre 2016, en hausse de + 9,5 % (10,4 millions de clients supplémentaires) et l'application Orange Money comptait 28,9 millions de clients, contre 16,4 en 2015.

Le chiffre d'affaires du groupe Orange s'est établi à 40,918 milliards d'euros en 2016, soit une progression de 0,6 % à base comparable après la stabilisation observée en 2015, et le résultat net à 3,263 milliards d'euros, en augmentation de + 10,3 % par rapport à 2015.

Les investissements se sont élevés à 6,971 milliards d'euros en 2016, en progression de 3 % à base comparable. La stratégie d'investissement du Groupe est restée ciblée sur le déploiement de la fibre optique, l'extension de la couverture mobile 4G, et l'amélioration de l'expérience client.

Implantation du Groupe en 2016



1.2 Informations financières sélectionnées

Les informations financières sélectionnées présentées ci-après, relatives aux exercices clos les 31 décembre 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016, sont extraites des comptes consolidés qui ont été audités par Ernst & Young Audit et Deloitte et Associés pour les exercices 2012 à 2014 et par Ernst & Young Audit et KPMG SA pour les exercices 2015 et 2016.

Les informations financières sélectionnées portant sur les exercices clos les 31 décembre 2016, 2015 et 2014 doivent être lues conjointement avec les comptes consolidés et le rapport de gestion du Groupe sur ces exercices.

1.2.1 Compte de résultat consolidé

Montants établis en normes IFRS

(en millions d'euros, exceptées les données relatives au résultat par action)

	2016	2015	2014	2013	2012
Chiffre d'affaires, net	40 918	40 236	39 445	40 981	43 515
Résultat d'exploitation	4 077	4 742	4 571	5 333	4 180
Résultat financier	(2 097)	(1 583)	(1 638)	(1 750)	(1 728)
Résultat net des activités poursuivies	1 010	2 510	1 360	2 178	1 221
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	2 253	448	(135)	(45)	(117)
Résultat net (attribuable aux propriétaires de la société mère)	2 935	2 652	925	1 873	820
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la société mère					
Résultat net par action de base ⁽¹⁾	0,19	0,76	0,36	0,73	0,36
Résultat net par action dilué ⁽¹⁾	0,19	0,75	0,36	0,73	0,35
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession attribuable aux propriétaires de la société mère					
Résultat net par action de base ⁽¹⁾	0,85	0,17	(0,05)	(0,02)	(0,05)
Résultat net par action dilué ⁽¹⁾	0,85	0,17	(0,05)	(0,02)	(0,04)
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère					
Résultat net par action – de base ⁽¹⁾	1,04	0,93	0,31	0,71	0,31
Résultat net par action – dilué ⁽¹⁾	1,04	0,92	0,31	0,71	0,31
Dividende par action au titre de l'exercice	0,60 ⁽²⁾	0,60	0,60	0,80	0,78

(1) Résultats par action calculés sur une base comparable.

(2) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires.

1.2.2 État consolidé de la situation financière

Montants établis en normes IFRS

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014	2013	2012
Immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	41 758	41 398	36 595	36 732	37 591
Immobilisations corporelles nettes	25 912	25 123	23 314	23 157	23 662
Total de l'actif	94 668	91 430	88 404	85 833	89 980
Endettement financier net ⁽²⁾	24 444	26 552	26 090	30 726	30 545
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	30 688	30 907	29 559	24 349	24 306

(1) Comprend les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles.

(2) Les composantes de l'endettement financier net sont décrites en note 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.2.3 Tableau des flux de trésorerie consolidés

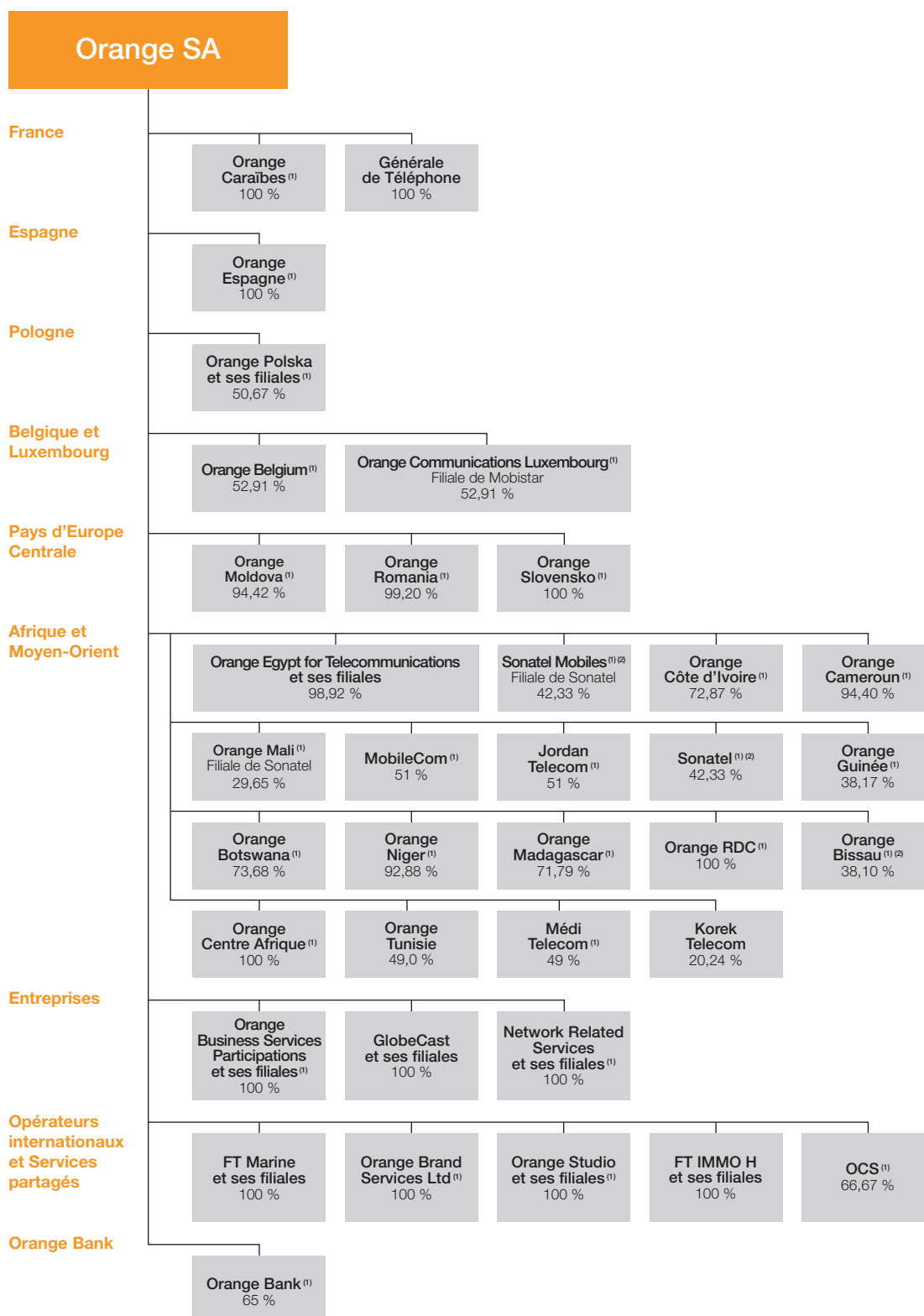
Montants établis en normes IFRS

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014	2013	2012
Flux net de trésorerie généré par l'activité	8 750	9 527	8 802	7 259	10 016
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(4 879)	(9 406)	(6 352)	(6 044)	(4 710)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(8 492)	(7 771)	(6 111)	(6 117)	(6 763)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 883)	(3 924)	(154)	(3 537)	(5 072)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 355	4 469	6 758	5 934	8 321

1.3 Organigramme

En application du règlement n° 2016-09 du 2 décembre 2016 de l'Autorité des normes comptables françaises, la liste complète des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, des entreprises exclues du périmètre de consolidation et des titres de participation non consolidés, est disponible sur le site internet (www.orange.com, rubrique Groupe/Investisseurs/Information réglementée). Le schéma ci-dessous présente les principales filiales et participations opérationnelles d'Orange SA au 31 décembre 2016.



(1) Société opérant sous la marque Orange.

(2) Orange a le contrôle du Comité stratégique qui formule les recommandations au Conseil d'administration.

Environnement de l'activité, stratégie et facteurs de risque

2

2

2.1	Le marché mondial des Technologies de l'Information et de la Communication	10
2.2	La réglementation	13
2.2.1	Union européenne	13
2.2.2	France	17
2.2.3	Espagne	23
2.2.4	Pologne	25
2.2.5	Autres pays du périmètre du groupe Orange, au sein de l'Union européenne	28
2.2.6	Autres pays du périmètre du groupe Orange, en dehors de l'Union européenne	30
2.3	La stratégie du groupe Orange	31
2.4	Facteurs de risque	35
2.4.1	Risques opérationnels	35
2.4.2	Risques juridiques	38
2.4.3	Risques financiers	39

Ce chapitre contient des indications prospectives concernant Orange, notamment à la section 2.3 *La stratégie du groupe Orange*. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les

objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque*. Voir également les informations sous le titre Indications prospectives au début de ce document.

2.1 Le marché mondial des Technologies de l'Information et de la Communication

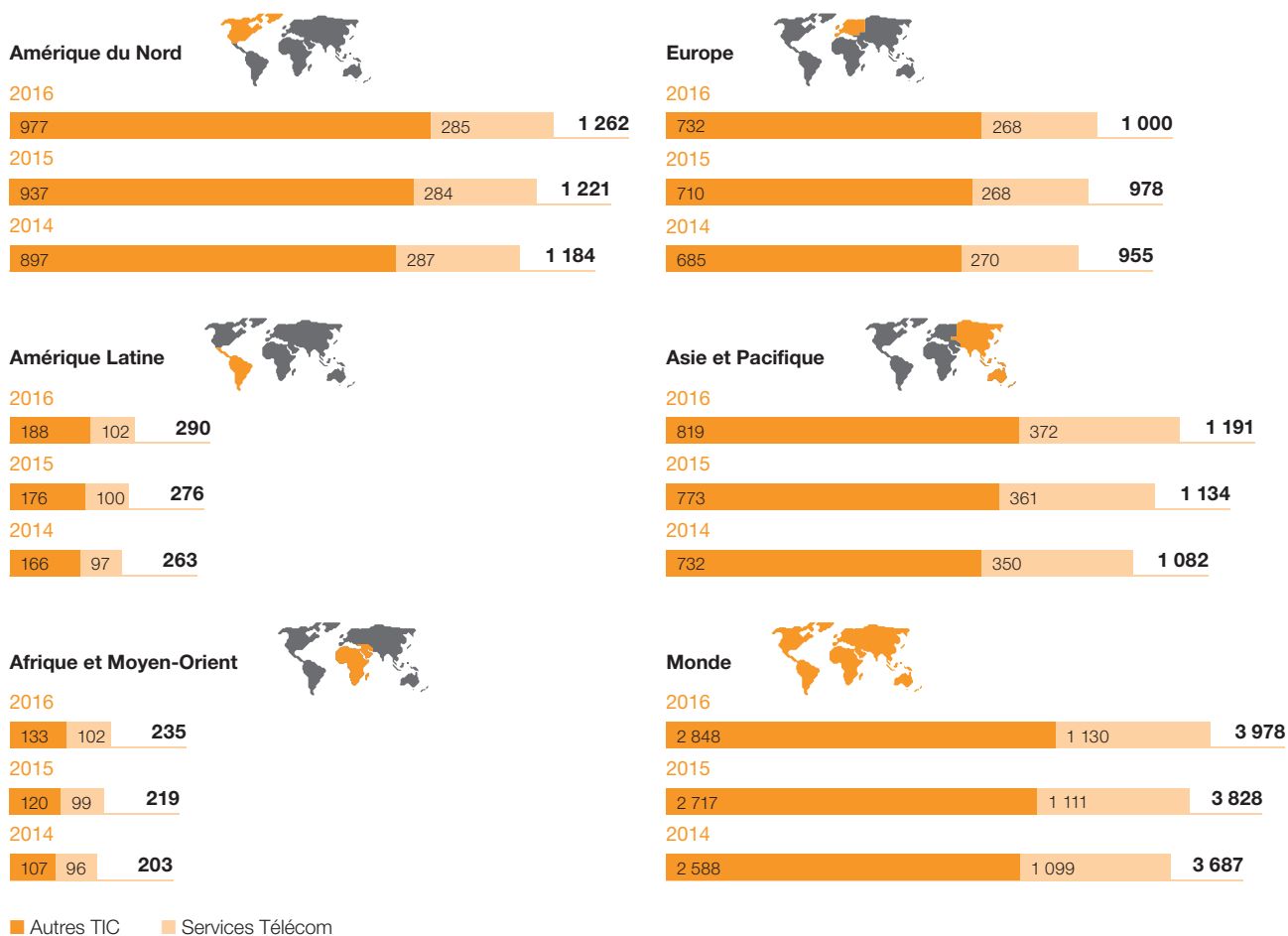
L'année 2016 a été caractérisée par la poursuite de la croissance mondiale du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui regroupe l'informatique, l'audiovisuel, les équipements, l'Internet et les télécommunications. Après la reprise enregistrée en 2014, puis en 2015, la croissance des revenus des TIC s'est poursuivie en 2016 à un rythme de +3,9 % (+0,1 point par rapport à 2015), pour atteindre 3 978 milliards d'euros au niveau mondial.

Le marché des TIC reste une composante essentielle de la croissance économique, et représente d'importants gisements de création de valeur par la diffusion de nouveaux services et de nouveaux usages.

Les revenus des services télécoms qui s'établissaient à 1 130 milliards d'euros à fin 2016 ont légèrement accéléré leur croissance à +1,7 %, à un rythme moindre cependant que celui de l'ensemble des TIC (+3,9 %).

Évolution du marché par zones géographiques

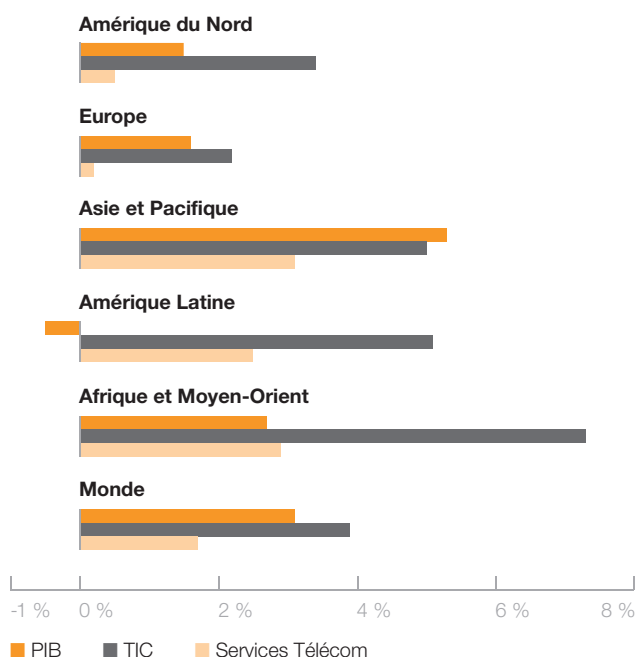
Figure 1 : Répartition géographique des revenus globaux du marché des TIC (en milliards d'euros)



Source : Idate.

Le marché des TIC a crû en 2016 à des rythmes différents selon les zones géographiques : +3,4 % pour l'Amérique du Nord, +2,2 % pour l'Europe, +5,0 % pour l'Asie Pacifique et +7,3 % pour l'Afrique Moyen-Orient. La zone Afrique Moyen-Orient continue d'offrir les meilleures perspectives de croissance pour le marché des TIC. L'ensemble des pays émergents qui compte pour un peu plus du tiers du marché mondial contribue pour plus de la moitié de sa croissance en valeur (source : Idate).

Figure 2 : Taux de croissance 2016/2015 par régions géographiques



Source : Idate et FMI.

Afrique et Moyen-Orient

En 2016, la croissance du marché des TIC est toujours élevée à +7,3 %, alors que la croissance économique sur ce continent est quasi stable à +2,7 % (contre +2,5 % en 2015). Le potentiel de cette région où le groupe Orange est très présent reste fort en matière d'équipements comme en infrastructures d'accès. Les services télécoms qui représentent 43 % du marché des TIC sont en croissance de +2,9 %, supérieure à celle de l'ensemble du marché mondial, mais cependant en ralentissement par rapport à 2013 et 2014 et croissent désormais à un rythme inférieur à celui de la zone Asie Pacifique. Le poids des revenus des services télécoms dans le marché mondial, qui s'élèvent à 102 milliards d'euros, soit 9 %, reste parmi les plus faibles par rapport aux autres régions du monde.

Amérique Latine

Malgré un niveau de maturité avancé des services, la dynamique de développement des équipements et des usages reste forte. La croissance du marché des TIC est en augmentation par rapport à 2015 à +5,1 %. Les services télécoms représentent 36 % du marché des TIC avec une croissance de +2,5 % en 2016. Les revenus des services télécoms s'élèvent à 102 milliards d'euros, soit 9 % du marché mondial.

Asie et Pacifique

Cette région, qui englobe à la fois des économies avancées et des pays émergents, affiche des taux de croissance de PIB élevés,

notamment en Chine (+6,6 %). La croissance du marché des TIC, évalué à 1 191 milliards d'euros en 2016, s'est stabilisée à +5 %. Les revenus des services de télécommunication qui atteignent 372 milliards d'euros en 2016, en croissance de +3,1 %, représentent 33 % du marché mondial, soit le poids le plus important de toutes les régions du monde. Dans cette région, les services télécoms représentent toujours presque un tiers des revenus des TIC, malgré une croissance inchangée à +3,1 % en 2015 et en 2016.

Europe

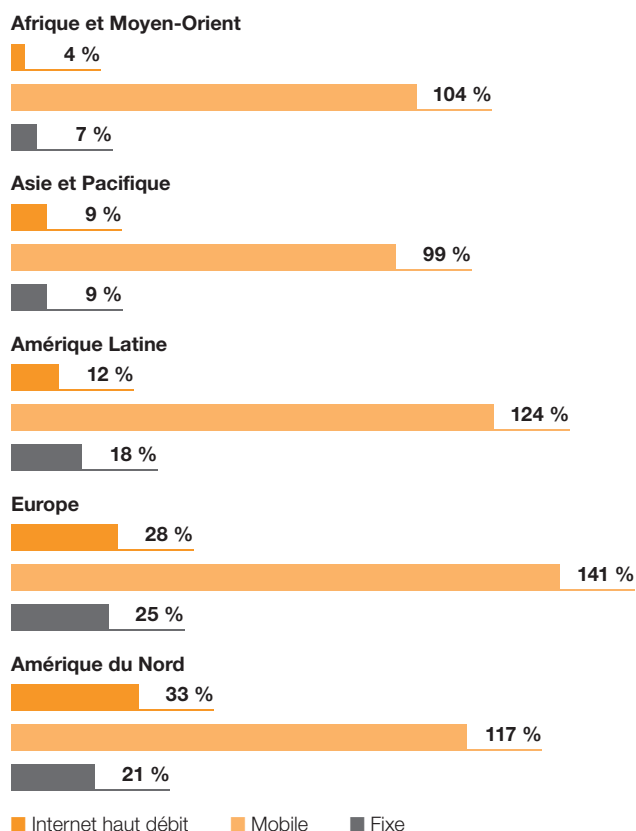
En 2016, les revenus des services télécoms européens renouent avec la croissance, avec une progression de +0,2 % par rapport à 2015, après 5 années de repli de 2010 à 2015 (-1,9 % en 2014 et -0,6 % en 2015). L'Europe reste la région du monde la moins dynamique en terme de croissance, et son poids dans le marché mondial des télécoms ne représente plus que 24 % derrière l'Asie Pacifique et l'Amérique du Nord (source : Idate).

Amérique du Nord

En 2016, la croissance du marché des TIC progresse légèrement, passant de +3,1 % à +3,4 %, dans un contexte où la croissance du PIB nord-américain a nettement baissé, passant de +2,5 % en 2015 à +1,5 % en 2016. La zone retrouve la croissance dans les services télécoms, le marché passant d'une décroissance de -1 % en 2015 à +0,5 % en 2016.

En 2016, les revenus des services télécoms s'élevaient à 285 milliards d'euros, soit 25 % du marché mondial.

Figure 3 : Taux de pénétration du mobile et de l'Internet fixe haut débit par régions géographiques en 2016 (en % de la population)



Source : Idate.

Principales tendances et évolutions

Le ralentissement de la croissance des services de télécommunications avec 3 années consécutives autour de 1 % (contre 3 % en 2012), est dû au ralentissement du marché des mobiles. Le développement du très haut débit fixe et mobile et la forte pénétration du *smartphone* partout dans le monde, conduisent à une demande toujours croissante de bande passante. Le trafic de données devrait ainsi doubler entre 2016 et 2019. La dynamique du secteur des TIC est désormais essentiellement tirée par les services Internet qui contribuent au tiers de la croissance en 2016 contre 12 % pour les services télécoms (source : Idate).

Convergence des services et consolidation du marché

La convergence qui permet aux opérateurs qui disposent d'infrastructures de réseau à la fois fixe et mobile de faire face à la concurrence d'opérateurs uniquement fixe ou mobile, continue de progresser, notamment en Europe. Cette convergence se traduit par le développement d'offres dites *quadruple PLAY* (voix, Internet, télévision, mobile), mais aussi par l'utilisation croissante du Wifi dans les réseaux mobile. De leur côté, les câblo-opérateurs intègrent également le Wifi dans leurs offres pour contrecarrer les offres *quadruple PLAY* des opérateurs télécoms et, aux États-Unis, manifestent un intérêt croissant pour les opérateurs mobiles.

En Europe, le mouvement de consolidation, qui avait donné lieu en 2014-2015 à des rapprochements d'acteurs télécoms, et répondait à des besoins de convergence ou de réduction du nombre d'opérateurs mobiles, s'est ralenti. En 2016, Iliad s'est positionné en Italie sur les services mobiles via un accord signé avec Hutchison et Vimpelcom, en Espagne Masmovil a acheté 100 % de Yoigo pour créer un 4^e acteur convergent après Telefónica, Orange Espagne et Vodafone. Tandis qu'au Royaume-Uni, la Commission européenne, inquiète des effets négatifs sur la concurrence, a refusé la fusion entre les opérateurs Three (groupe Hutchison) et O2 (groupe Telefónica).

En revanche, les câblo-opérateurs ont poursuivi leurs acquisitions, en particulier Liberty Global et Altice.

Comme en témoignent certains mouvements récents, la convergence des opérateurs télécoms et de contenus constituent une caractéristique spécifique des marchés nord-américain et britannique. Aux USA, AT&T a ainsi le projet d'acheter le groupe de médias Time Warner, propriétaire des chaînes de télévision HBO et CNN (opération soumise à l'approbation des autorités). Au Royaume-Uni, BT a racheté les droits du football pour contrecarrer Sky, bouquet TV par satellite.

En Europe, l'inflation des montants des droits à acquitter pour accéder aux contenus pousse les acteurs à s'organiser et à réagir pour réussir la convergence et proposer à leurs clients les meilleurs contenus audiovisuels. Orange en Espagne a acquis les droits de retransmission des plus grands matchs de football de la Liga dans ce pays. En France, SFR a annoncé une nouvelle organisation regroupant l'ensemble des activités médias du groupe (presse, radio TV et sport).

Verizon qui cherchait à s'emparer de Yahoo, pour en faire un numéro 3 du marché de la publicité digitale, pourrait y renoncer suite à des problèmes de piratage de données.

Développement des réseaux et croissance des usages de télécommunication dans le monde

Alors qu'en Afrique et au Moyen Orient, les réseaux d'accès à Internet se développent principalement via le déploiement des réseaux mobile, en Europe les investissements dans les réseaux sont concentrés sur les accès très haut débit, avec le développement des offres fixe sur fibre dites FTTH (Fibre-to-the-Home) et le déploiement des réseaux mobile 4G. Parallèlement, les opérateurs font évoluer leurs réseaux

pour les rendre plus agiles et plus simples à gérer (grâce à la *virtualisation*) et plus ouverts (grâce aux API). Les usages explosent sous l'effet conjoint du déploiement de nouveaux réseaux, de l'augmentation des capacités des réseaux existants et de la croissance du taux de pénétration de terminaux mobile de plus en plus sophistiqués (*smartphones*). L'explosion des usages est principalement liée au développement de la vidéo, accessible via une multiplicité d'écrans (ordinateurs, *smartphones*, tablettes, liseuses, TV connectées, montres connectées). Par ailleurs, le développement des technologies de réseau radio longue portée pour relier des objets à basse consommation d'énergie (LPWA) permettra une multiplication du nombre d'objets connectés.

Les attentes des consommateurs et des entreprises

La numérisation pénètre progressivement tous les aspects de la vie quotidienne : la famille, la maison, le bien-être, les divertissements, le travail, et l'argent. Ils touchent en effet de plus en plus de domaines à travers les objets connectés : la domotique, le secteur automobile, la santé, l'énergie, le bien-être, et sont susceptibles d'être intégrés à terme dans toutes les industries et les services. L'émergence de l'intelligence artificielle et de la réalité virtuelle et augmentée devrait significativement faire évoluer les services destinés au Grand Public (assistants vocaux personnels d'Apple ou d'Amazon, contenus en 3D à 360°) ainsi que les processus au sein des entreprises.

Les géants de l'Internet génèrent des revenus grâce à la monétisation des données (collecte et croisement via des techniques de *Big data*). Dans ce contexte, les utilisateurs expriment de fortes attentes sur la qualité et la fiabilité des réseaux de communication, mais aussi sur la protection de leurs données personnelles et sur l'existence d'une relation de confiance avec leur opérateur.

Au sein des entreprises, la numérisation (IoT, *Big data*) permet d'améliorer leurs performances à travers une meilleure connaissance et une meilleure gestion de leurs relation client ainsi que de leurs processus internes. Par ailleurs, face aux menaces accrues de cyber-attaques, les besoins en matière de cyber-sécurité augmentent. Les entreprises doivent donc être accompagnées dans leur processus de transformation dans ces deux domaines.

Essor des plate-formes de messagerie

L'année 2016 a vu l'essor des plate-formes de messagerie mobile, qui se positionnent dans l'écosystème digital pour en capter l'essentiel de la valeur avec le développement du commerce conversationnel. Par exemple, WeChat (du groupe chinois Tencent) qui est passée en 4 ans d'une simple application de messagerie à un ensemble de services intégrés, y compris le paiement, est devenue le modèle de référence dans ce domaine. Grâce à une couche d'intelligence artificielle, WeChat permet à l'utilisateur de rentrer directement en relation avec une marque et d'acheter toutes sortes de services sans quitter la messagerie. Facebook cherche également sur ce modèle à réunir toute l'expérience utilisateur à partir d'une seule application. Ainsi, Facebook a ouvert son *bot store* en avril 2016, permettant aux utilisateurs de Messenger de chatter avec des robots (*bots*) conçus par des marques ou des services. Les consommateurs peuvent ainsi demander des renseignements directement, en dialoguant avec les marques, ou acheter des objets grâce à l'ajout de la fonctionnalité de paiement. L'industrie des télécoms s'est associée pour sa part à Google, sous la houlette de la GSMA, pour accélérer la disponibilité du service des *Rich Communications Services* (RCS), et ainsi fournir un service de messagerie ouvert, globalement interopérable sur tous les appareils *Android*, permettant également de faire du commerce conversationnel.

2.2 La réglementation

Dans tous les pays où il opère, le groupe Orange doit se conformer à un ensemble d'obligations réglementaires relatives à la fourniture de ses produits et services, liées notamment à l'obtention et au renouvellement de licences de télécommunications, ainsi qu'au contrôle des autorités qui veillent au maintien d'une concurrence effective sur les marchés des communications électroniques. Orange

est par ailleurs soumis dans certains pays à des contraintes réglementaires du fait de sa position historiquement dominante sur le marché des télécommunications fixes. Pour la présentation des risques liés à la réglementation du secteur des communications électroniques, voir la section 2.4.2 *Risques juridiques*.

2.2.1 Union européenne

L'environnement réglementaire du secteur des communications électroniques au sein des États membres de l'Union européenne dans lesquels opère le groupe Orange répond à une exigence d'harmonisation résultant de l'obligation pour les Autorités réglementaires nationales de mettre en œuvre, au niveau national, le cadre réglementaire défini au niveau de l'Union européenne, même si cet environnement réglementaire est empreint de certaines disparités.

Ce cadre réglementaire commun est présenté ci-après, avec ses déclinaisons par grand pays du périmètre du groupe Orange.

2.2.1.1 Cadre législatif et réglementaire

Le cadre juridique général de l'Union européenne relatif aux communications électroniques comprend cinq directives principales issues du *Paquet Télécoms* de 2002 :

- directive *Cadre* 2002/21/CE du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques ;
- directive *Autorisation* 2002/20/CE du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques ;
- directive *Accès* 2002/19/CE du 7 mars 2002 relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées ainsi qu'à leur interconnexion ;
- directive *Service Universel* 2002/22/CE du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques ;
- directive *Vie privée et communications électroniques* 2002/58/CE du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.

L'ensemble de ces cinq directives a fait l'objet d'une révision en 2009⁽¹⁾, entièrement transposée par les États membres de l'Union européenne, et a été complété par l'instauration d'un organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE)⁽²⁾.

La Commission a présenté le 14 septembre 2016 son projet de révision du cadre réglementaire des télécom en Europe, sous la forme d'un Code européen de communications électroniques accompagné de nouveaux objectifs politiques de connectivité pour l'Europe à l'horizon 2025, d'un projet de règlement pour l'accès au Wifi dans les espaces publics et d'un plan d'action pour la 5G. À l'issue du processus législatif que la Commission espère voir aboutir avant fin 2017, ce Code devra être transposé dans chaque état membre pour une entrée en application à l'horizon 2019.

Le 9 octobre 2014, la Commission européenne a adopté une nouvelle recommandation (2014/710/CE) identifiant quatre marchés pertinents de produits et de services susceptibles de faire l'objet d'une régulation *ex ante*, contre sept dans sa précédente recommandation de 2007 :

- M 1 : fourniture en gros de terminaison d'appel sur réseaux téléphoniques publics individuels en position déterminée ;
- M 2 : fourniture en gros de terminaison d'appel vocal sur réseaux mobiles individuels ;
- M 3 :
 - M 3a : fourniture en gros d'accès local en position déterminée,
 - M 3b : fourniture en gros d'accès central en position déterminée pour produits de grande consommation ;
- M 4 : fourniture en gros d'accès de haute qualité en position déterminée.

À ce cadre réglementaire s'ajoutent différents textes.

Roaming

Le règlement n° 531/2012 du 13 juin 2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union (dit *Roaming III*) a été amendé par le règlement n° 2015/2120 *Marché unique des télécommunications* (dit TSM) du 25 novembre 2015, qui vise notamment à supprimer des surcharges liées à l'itinérance internationale au sein de l'Union européenne d'ici le 15 juin 2017 (voir la section 2.2.1.2). Ces textes :

- octroient, sur le marché de gros, un droit d'accès régulé aux prestations de *roaming* européen pour les MVNO et les revendeurs ;
- prolongent les plafonds tarifaires décroissants en les étendant au marché de détail *data* jusqu'en avril 2016 ;
- prévoient, dans le cadre d'un usage raisonnable, l'alignement des prix de détail en itinérance internationale sur les prix nationaux pour les communications intra européennes à partir du 15 juin 2017 (sous réserve d'une révision du marché de gros). Une période transitoire à partir du 30 avril 2016 permet d'appliquer une surcharge aux prix nationaux égale aux prix de gros plafonds ;
- introduit, sur le marché de détail une solution structurelle permettant de dissocier la prestation domestique de la prestation de *roaming* internationale ;
- étend, pour les clients des opérateurs européens, les mesures de transparence tarifaire et de prévention des « factures surprises » (*bill shocks*) aux communications hors de l'Union européenne.

(1) Directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les Directives Cadre, Accès et Autorisation et directive 2009/136/CE du 25 novembre 2009 modifiant les Directives Service Universel et Vie privée et communications électroniques.

(2) Règlement (CE) n°1211/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 instituant l'ORECE.

		Règlement Roaming II		Règlement Roaming III		Règlement Roaming III amendé
		1 ^{er} juillet 2011	1 ^{er} juillet 2012	1 ^{er} juillet 2013	1 ^{er} juillet 2014	30 avril 2016
Plafonds tarifaires (en euros HT)						
Voix	Appels émis détail	0,35 €	0,29 €	0,24 €	0,19 €	RL@H +
	Appels reçus détail	0,11 €	0,08 €	0,07 €	0,05 €	RL@H +
	Tarifs de gros voix	0,18 €	0,14 €	0,10 €	0,05 €	0,05 €
SMS	SMS émis détail	0,11 €	0,09 €	0,08 €	0,06 €	RL@H +
	SMS gros	0,04 €	0,03 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €
Data	Data détail	-	0,70 €	0,45 €	0,20 €	RL@H +
	Data gros	0,50 €	0,25 €	0,15 €	0,05 €	0,05 €

Voix : prix par minute hors taxe/SMS : prix par SMS hors taxe/data : prix par Mo hors taxe.
RL@H + : prix domestiques + plafond des prix de gros.

Terminaisons d'appel

Le 7 mai 2009, la Commission européenne a adopté une recommandation sur le traitement réglementaire des tarifs de terminaison d'appel (TA) vocal fixe et mobile dans l'Union européenne (2009/396/CE).

La Commission recommande aux Autorités réglementaires nationales d'appliquer les principes suivants :

- symétrie dans chaque État membre entre les tarifs de TA vocal fixe des différents opérateurs et entre les tarifs des TA mobiles, avec la possibilité d'introduire une asymétrie transitoire de ces TA fixes ou mobiles limitée à quatre ans au bénéfice d'un nouvel entrant ;
- orientation du prix des TA vers le coût évitable de ce service pour un opérateur efficace (soit de l'ordre d'un centime d'euro/min pour la TA vocal mobile et d'un ordre de grandeur moindre pour la TA vocal fixe).

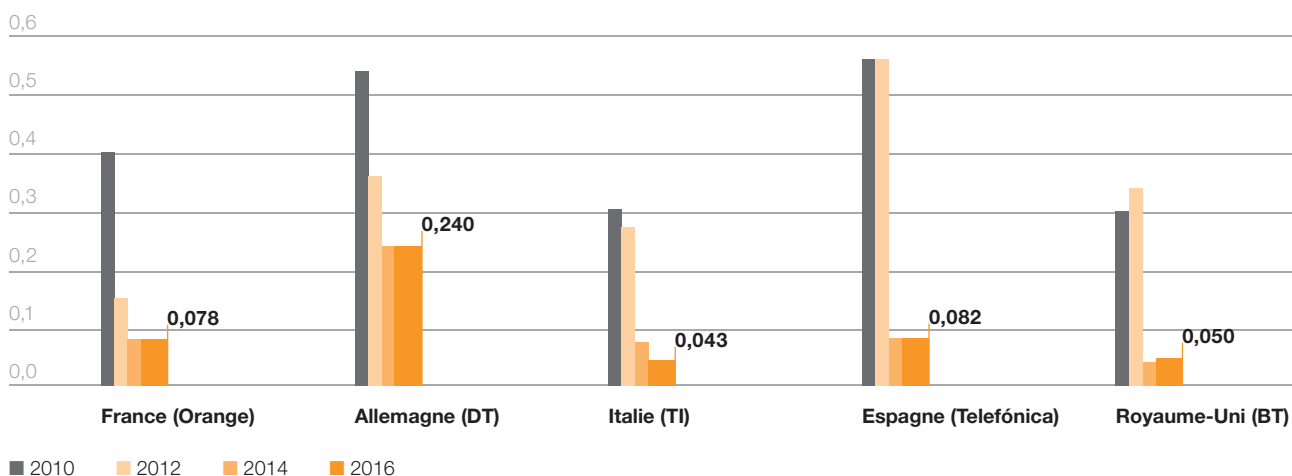
Évolution des terminaisons d'appel vocal mobile (en centimes d'euros par minute)

	2013		2014			2015				2016			2017					
Trimestre	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
Orange France	0,8						0,78				0,76			0,74				
Orange Espagne	3,16	2,76	1,09															
Orange Polska	1,87		0,97															
Orange Belgium	1,08									1,18			0,74					
Orange Romania	3,07			0,96														
Orange Slovensko	3,18		1,23															

Source : Cullen International décembre 2016.

Les taux de change utilisés sont les taux de change moyens du dernier mois de clôture pour toute la période.
Les données chiffrées en italique sont des prix fixés dans des projets de décisions non encore approuvés.

Évolution des terminaisons d'appel vocal fixe (en centimes d'euros par minute)⁽¹⁾



Source : Cullen International – Décembre 2016. Tarifs du mois de décembre de l'année au niveau local.
Taux de change au 31/12/2016 utilisé pour toute la période

(1) Méthodologie pour le benchmark des terminaisons d'appel fixe : Prix moyen à la minute (en centimes d'euros) ; au niveau local, c'est-à-dire au point d'interconnexion le plus bas (l'équivalent de l'caa en France) ; uniquement sur les minutes heures pleines (car les plages horaires heures creuses ne sont pas homogènes d'un opérateur à l'autre).

Accès à l'infrastructure fixe

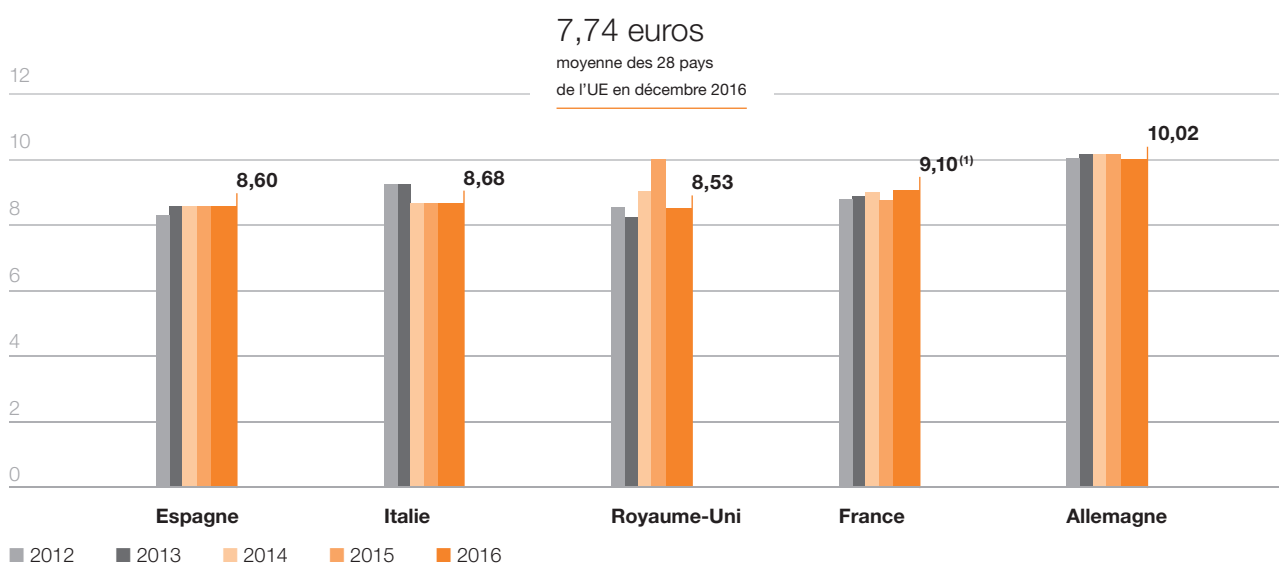
Recommandation « sur des obligations de non-discrimination et des méthodes de calcul des coûts cohérentes pour promouvoir la concurrence et encourager l'investissement dans le haut débit »

La recommandation adoptée le 11 septembre 2013 par la Commission européenne vise :

- à renforcer les règles de non-discrimination par la mise en œuvre de l'équivalence d'accès pour les nouveaux réseaux, la publication d'indicateurs de performance et la mise en œuvre de tests de reproductibilité technique ;

- à instaurer une stabilité en monnaie constante des tarifs du cuivre autour du niveau moyen actuel du prix d'accès au sein de l'Union européenne (fourchette de 8 € à 10 € en euros courants et avant taxes) ; et
- à permettre une plus grande flexibilité pour la détermination des prix de gros du très haut débit dans la mesure où les Autorités réglementaires nationales ont la possibilité de ne pas imposer une obligation d'orientation des tarifs vers les coûts lorsque des règles de non-discrimination renforcées sont en place et que la concurrence entre plateformes (cuivre, câble, mobile) est effective.

Dégroupage total – éléments de benchmark européen (tarif mensuel récurrent hors frais de mise en service)



Source : Cullen International – Décembre 2016.

(1) Tarifs du mois de décembre de l'année – France, tarif au 1^{er} janvier 2017 : 9,45 euros.
Taux de change au 31/12/2016 utilisé pour toute la période.

2.2.1.2 Faits marquants en 2016 et début 2017

Roaming

Avril 2016	Entrée en vigueur de la période transitoire RL@H + surcharge
Juin 2016	Projet de règlement sur les prix de gros de <i>roaming</i>
Décembre 2016	Acte d'exécution sur les règles d'usage raisonnables en <i>roaming</i> intra européen
Février 2017	Compromis portant sur la régulation des marchés de gros

Fréquences

Décembre 2016	Utilisation de la bande 700 MHz pour le très haut débit mobile
---------------	--

Net neutralité

Août 2016	Publication des lignes directrices de l'ORECE pour une interprétation harmonisée du volet Open Internet du règlement Marché unique européen des télécommunications
-----------	--

Révision du cadre

Septembre 2016	Publication du projet de Code Européen des Communications Électroniques, et des textes d'accompagnement (Gigabit Society, Plan 5G, règlement Wifi, règlement ORECE)
----------------	---

Protection des données personnelles

Avril 2016	Adoption par le Parlement européen d'un règlement sur la protection des données personnelles
Juillet 2016	Déclaration d'accord de conformité du <i>privacy shield</i> par la Commission européenne
Janvier 2017	Projet de règlement modifiant la directive e-privacy

Amendement du règlement

Le règlement *Marché unique des télécommunications* du 25 novembre 2015 amende le règlement *Roaming III* et a pour objectif politique la fin des majorations applicables en *roaming* aux appels intra-européens ; il tient compte de l'existence de difficultés techniques sérieuses à résoudre afin que cette mesure emblématique pour l'Europe n'ait pas de conséquences néfastes sur les prix des services mobiles domestiques ou sur les investissements dans les réseaux.

En application de ce règlement, une période transitoire du 30 avril 2016 au 14 juin 2017 permet, pour tous les plans tarifaires, une tarification des appels en itinérance intra européenne au prix domestique plus une surcharge maximale correspondant aux plafonds régulés des tarifs de gros actuellement en vigueur. Le coût des appels *roaming* entrants est plafonné à la moyenne pondérée des terminaisons d'appels régulées en Europe (1,08 cent€). Un modèle « RL@H + surcharge » est permis pour tous les plans tarifaires.

Après cette période transitoire, la fin des majorations applicables aux appels intra-européens en *roaming* devra survenir selon des modalités techniques définies à l'aide :

- d'un acte d'exécution sur les règles d'usage raisonnables en *roaming* intra européen adopté le 15 décembre 2016 ;
- d'un règlement sur les prix de gros de *roaming* devant être adopté au cours du premier semestre 2017.

Le 1^{er} février 2017, le Parlement européen et le Conseil Européen, sous l'égide de la Commission, ont trouvé un Compromis sur les plafonds des prix de gros devant s'appliquer à compter du 15 juin 2017 : 3,2 cent€ pour la minute de voix, 1 cent€ pour le SMS et une échelle dégressive de 7,7 € en juin 2017 à 2,5 € en janvier 2022 pour le Go de données. En outre, il est prévu que les opérateurs puissent fournir des offres excluant la possibilité de *roaming*. Pour entrer en application, le règlement devra formellement être approuvé par le Conseil Européen et voté par le Parlement européen.

		Règlement <i>Roaming III</i>	Règlement <i>Roaming III</i> amendé						
Plafonds tarifaires (en euros HT)		1 ^{er} juillet 2014	30/04/2016	15/06/2017 ⁽¹⁾	01/01/2018 ⁽¹⁾	01/01/2019 ⁽¹⁾	01/01/2020 ⁽¹⁾	01/01/2021 ⁽¹⁾	01/01/2022 ⁽¹⁾
Voix	Appels émis détail	0,19 €	RL@H +	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H
	Appels reçus détail	0,05 €	RL@H +	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H
	Tarifs de gros voix	0,05 €	0,05 €	0,032 €	0,032 €	0,032 €	0,032 €	0,032 €	0,032 €
SMS	SMS émis détail	0,06 €	RL@H +	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H
	SMS gros	0,02 €	0,02 €	0,01 €	0,01 €	0,01 €	0,01 €	0,01 €	0,01 €
Data	Data détail	0,20 €	RL@H +	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H	RL@H
	Data gros	0,05 €/Mo	0,05 €/Mo	7,7 €/Go	6,0 €/Go	4,5 €/Go	3,5 €/Go	3,0 €/Go	2,5 €/Go

Voix : prix par minute hors taxe/sms : prix par sms hors taxe/data : prix par Mo hors taxe, par Giga à partir de 2017. RL@H + : prix domestiques + plafond des prix de gros.

(1) Plafonds en cours de processus d'adoption.

Net neutralité

Le règlement *Marché unique des télécommunications* du 25 novembre 2015 fixe les règles applicables depuis le 30 avril 2016 dans toute l'Europe visant à préserver l'Internet ouvert. L'ORECE a publié les lignes directrices en août 2016, pour une interprétation harmonisée de ces dispositions.

Le texte autorise une gestion technique raisonnable et une certaine liberté tarifaire pour le trafic d'accès à Internet, l'offre de services optimisés des opérateurs parallèlement à l'accès à Internet, ainsi qu'une transparence renforcée vis-à-vis des utilisateurs.

Révision du cadre

En septembre 2016, la Commission européenne a présenté ses propositions pour un nouveau cadre réglementaire, fusionnant les quatre directives du *Paquet Télécoms* en un *Code européen des communications électroniques* (ECC) sous la forme d'une seule directive. Ce Code redirige les objectifs du cadre vers l'investissement, et place la connectivité de « très grande capacité » comme objectif explicite de la réglementation.

La Commission fixe trois objectifs stratégiques de connectivité pour 2025, complémentaires aux objectifs déjà définis pour 2020 :

- tous les principaux moteurs socioéconomiques, tels que les écoles, les universités, les centres de recherche, les centres de transport, tous les prestataires de services publics tels que les hôpitaux et les administrations, et les entreprises qui s'appuient sur les technologies numériques, devront avoir accès à une connectivité à très haut débit permettant aux utilisateurs de télécharger 1 gigabits de données par seconde (débits montant et descendant) ;
- tous les ménages européens, ruraux ou urbains, devront avoir accès à une connectivité offrant une vitesse de téléchargement d'au moins 100 Mbps, pouvant être mise à niveau à 1 Gbps ;

- toutes les zones urbaines ainsi que les grandes routes et chemins de fer devront avoir une couverture 5G continue. À titre d'objectif intermédiaire, la 5G devra être commercialement disponible dans au moins une grande ville dans chaque État membre de l'UE d'ici 2020.

Ce nouveau code vise ainsi à faciliter les conditions opérationnelles et économiques incitant tous les acteurs du marché à investir dans le très haut débit, à travers notamment une déréglementation des réseaux FTTH ouverts au co-financement, et une réglementation adaptée aux situations concurrentielles locales.

Il propose une durée minimale des licences mobiles de 25 ans et une attribution des projets des régulateurs nationaux selon des procédures sécurisées par des mécanismes de validation de l'ORECE et de la Commission.

Il vise une réglementation identique pour tous les services de communications interpersonnelles interconnectés au réseau téléphonique, quel que soit le fournisseur.

Le projet est discuté au sein du Parlement européen et du Conseil européen, la Commission envisageant une adoption avant fin 2017. Il devra ensuite être transposé en droit national dans les États membres.

Utilisation de la bande 700 MHz

Le 14 décembre 2016, le Parlement européen, le Conseil européen et la Commission européenne ont validé le principe de libéralisation de la bande 700 MHz au profit du haut débit mobile au plus tard le 30 juin 2020. Les États membres devront motiver leur demande de report portant sur une période maximale de 2 ans. La décision est attendue au printemps 2017.

Protection des données personnelles

Le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre

circulation de ces données, abroge la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). Les nouvelles règles renforcent et harmonisent au sein de l'UE les droits de protection et la maîtrise des données personnelles existants ; elles s'appliqueront à partir de mai 2018.

La directive 2002/58/CE *Vie privée et communications électroniques* spécifique au secteur des communications électroniques sera également mise à jour pour rester en cohérence avec la directive intersectorielle. Un projet de règlement a été publié à cette fin en janvier 2017.

Faisant suite à l'invalidation par la Cour de Justice de l'UE de la Décision 2000/520/CE dite *Safe Harbour*, un nouvel accord cadre pour l'échange de données transatlantiques a été trouvé entre la Commission européenne et les autorités américaines. Ainsi, la Commission européenne a rendu le 12 juillet 2016 une décision d'adéquation visant à reconnaître au mécanisme *EU-US Privacy Shield* un niveau de protection essentiellement équivalent aux exigences européennes. Cet accord est destiné à garantir que les données personnelles des citoyens européens bénéficient des mêmes protections qu'en Europe lorsqu'elles sont prises en charge aux États-Unis.

2.2.2 France

2.2.2.1 Cadre législatif et réglementaire

Cadre légal

Le secteur des communications électroniques est principalement régi par le code des postes et des communications électroniques (CPCE) ainsi que par les dispositions légales relatives au commerce électronique, à la société de l'information, à la protection des consommateurs et à la protection des données personnelles.

L'État français a transposé en droit national le *Paquet Télécom*, modifié au niveau européen en 2009, par l'ordonnance du 24 août 2011 ainsi que par le décret du 12 mars 2012 pour le volet réglementaire.

Les services de communication audiovisuelle édités ou distribués par le groupe Orange relèvent de la régulation spécifique s'appliquant à ce secteur et sont encadrés par la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

Autorités de régulation

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) est une autorité administrative indépendante créée par la loi du 26 juillet 1996 en charge de la régulation du secteur des communications électroniques et du secteur postal, au niveau national. Dans le secteur des communications électroniques, l'Arcep a pour principales missions de fixer la régulation (obligations générales ou spécifiques) s'imposant aux opérateurs présents sur les marchés concernés. Elle dispose d'un pouvoir de sanction à l'encontre des opérateurs ne respectant pas les obligations réglementaires et d'une compétence pour régler les différends entre opérateurs portant sur les conditions techniques et tarifaires de l'accès et de l'interconnexion

aux réseaux. L'Arcep procède également à l'attribution des ressources en fréquences et en numérotation. Enfin, elle détermine les montants des contributions au financement des obligations de service universel et assure la surveillance des mécanismes de ce financement.

L'Autorité de la concurrence est une autorité administrative indépendante chargée de veiller au libre jeu de la concurrence sur les marchés et de garantir le respect de l'ordre public économique. Sa compétence s'étend à l'ensemble des secteurs d'activité, y compris le secteur des communications électroniques. Elle dispose de pouvoirs de répression des pratiques anticoncurrentielles et de compétences consultatives. Elle est également en charge du contrôle des opérations de concentration.

L'Agence nationale des fréquences (ANFR) est l'organisme chargé d'assurer la planification, la gestion et le contrôle de l'utilisation des fréquences radioélectriques et de coordonner l'implantation de certaines stations radioélectriques. Le spectre des fréquences est réparti entre onze affectataires : administrations, Arcep et Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). L'Arcep et le CSA sont chargés à leur tour d'assigner à des utilisateurs les fréquences dont elles sont affectataires.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est une autorité administrative indépendante créée par la loi du 17 janvier 1989 qui a pour mission de garantir l'exercice de la liberté de communication audiovisuelle par tout procédé de communication électronique en matière de radio et de télévision dans les conditions définies par la loi du 30 septembre 1986.

2.2.2.2 Réglementation de la téléphonie mobile

Principales attributions des fréquences dans les bandes affectées aux services mobiles en France métropolitaine (700 MHz, 800 MHz, 900 MHz, 1 800 MHz, 2,1 GHz et 2,6 GHz)

700 MHz	– Autorisations délivrées à Orange et Free en décembre 2015 pour 10 MHz duplex chacun et à Bouygues Telecom et SFR pour 5 MHz duplex chacun pour une durée de 20 ans.
800 MHz	– Autorisations délivrées à Bouygues Telecom, Orange et SFR en janvier 2012 pour 10 MHz duplex chacun pour une durée de 20 ans. – Free Mobile dispose d'un droit d'accès en itinérance sur le réseau de SFR dans la zone dite de déploiement prioritaire (ZDP) qui correspond aux zones les moins denses du territoire (18 % de la population et un peu moins des deux tiers de la surface métropolitaine).
900 MHz	– Renouvellement des licences délivrées à Orange et SFR en mars 2006 pour 10 MHz duplex chacun, à Bouygues Telecom en 2009 pour 9,8 MHz duplex pour une durée de 15 ans ; autorisation délivrée à Free en 2010 pour 5 MHz duplex pour une durée de 20 ans. – Les opérateurs 2G et 3G sont autorisés à réutiliser la bande des 900 MHz en 3G depuis février 2008. – 5 MHz duplex ont été rétrocédés à Free Mobile par Orange et par SFR en zone très dense le 1 ^{er} janvier 2013 et par Bouygues Telecom sur le reste du territoire en juillet 2011
1 800 MHz	– Les autorisations actuellement en vigueur pour Orange et SFR sont de 20 MHz duplex chacun jusqu'en mars 2021, et de 20 MHz également pour Bouygues Telecom jusqu'en décembre 2024. – Ces autorisations sont neutres technologiquement – i.e. possibilité d'exploiter la 4G dans la bande – depuis octobre 2013 pour Bouygues Telecom et depuis mai 2016 pour Orange et SFR. – Autorisation délivrée à Free pour son réseau Très haut débit mobile en décembre 2014 pour 5 MHz duplex, et pour 10 MHz duplex supplémentaires à compter de mai 2016, soit un total de 15 MHz duplex jusqu'en octobre 2031.
2,1 GHz	– Autorisations délivrées en juillet 2001 à Orange et SFR et décembre 2002 à Bouygues pour une durée de 20 ans pour 14,8 MHz duplex chacun. – Autorisation délivrée en juin 2010 à Orange et SFR et en janvier 2010 à Free pour une durée de 20 ans pour 5 MHz duplex chacun.
2,6 GHz	– Autorisations délivrées en 2011 pour des services 4G à Orange et Free Mobile pour 20 MHz duplex chacun et à Bouygues Telecom et SFR pour 15 MHz duplex chacun, pour une durée de 20 ans.

Obligations de déploiement 3G des opérateurs en métropole

À date, l'Arcep a considéré que les opérateurs ont respecté leurs obligations de déploiement de réseau 3G en métropole au regard des échéances fixées dans leurs autorisations.

À la fin décembre 2016, la couverture 3G d'Orange était de 99,6 % de la population et de 95,7 % du territoire.

Obligations de déploiement 4G des opérateurs en métropole

	17/01/2017	11/10/2019	17/01/2022	11/10/2023	17/01/2024	17/01/2027	Fin 2030
Réseau ferré régional (couverture dans chaque région)						60 % (700 MHz)	80 % (700 MHz)
Réseau ferré régional (couverture au niveau national)			60 % (700 MHz)			80 % (700 MHz)	90 % (700 MHz)
Axes routiers prioritaires						100 % (800 MHz)	100 % (700 MHz)
Centres-bourgs du programme <i>Zones blanches</i> (1 % de la population et 3 800 centres-bourgs)						100 % (700 MHz)	
			90 % (800 MHz)				
Dans la zone de déploiement prioritaire (18 % de la population et 63 % du territoire)	40 % (800 MHz)		50 % (700 MHz)			92 % (700 MHz)	97,7 % (700 MHz)
						95 % (800 MHz)	
					90 % (800 MHz)	90 % (700 MHz)	95 % (700 MHz)
Dans chaque département						99,6 % (800 MHz)	
						98 % (700 MHz)	
Sur l'ensemble du territoire métropolitain		60 % (2,6 GHz)	75 % (2,6 GHz)	98 % (800 MHz)	98 % (700 MHz)	99,6 % (700 MHz)	

Source : Arcep

À la fin décembre 2016, la couverture 4G d'Orange était de 87,6 % de la population et de 51,5 % du territoire.

Analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel mobile (4^e cycle)

Terminaison d'Appel (TA) vocal mobile

L'Arcep a adopté, le 9 décembre 2014, une décision n° 2014-1485 d'analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel vocal mobile et fixe pour la période 2014-2017. Elle a fixé les plafonds tarifaires des terminaisons d'appel vocal mobile suivants :

	3 ^e cycle d'analyse de marché (décisions mars 2011 et juillet 2012) ⁽¹⁾						4 ^e cycle d'analyse de marché (décision décembre 2014)			
	Janv. 11 - Juin 11	Juil. 11 - Déc. 11	Janv. 12 - Juin 12	Juil. 12 ⁽²⁾ - Déc. 12	Janv. 13 - Juin 13	Juil. 13 - Déc. 13	Janv. 14 - Déc. 14	Janv. 15 - Déc. 15	Janv. 16 - Déc. 16	Janv. 17 - Déc. 17
(cent€/min)										
Orange France	3,00	2,00	1,50	1,00	0,80	0,80	0,80	0,78	0,76	0,74
SFR	3,00	2,00	1,50	1,00	0,80	0,80	0,80	0,78	0,76	0,74
Bouygues Telecom	3,40	2,00	1,50	1,00	0,80	0,80	0,80	0,78	0,76	0,74
Free Mobile, Full MVNO			2,40	1,6 ⁽²⁾	1,1 ⁽²⁾	0,80	0,80	0,78	0,76	0,74
Asymétrie	13%	0%	0%	60%	38%	0%	0%	0%	0%	0%

(1) Pour Free Mobile et les Full MVNO Lycamobile et Omea Telecom, décision du 27 juillet 2012 portant effet à compter du 1^{er} août 2012 – prix maximum pour le 1^{er} semestre 2012.

(2) Hors BPN.

L'Arcep a entamé les travaux préparatoires à son 5^e cycle d'analyse de marché couvrant 2018/2020 par une consultation sur son modèle de coûts en décembre 2016.

TA SMS

Le 29 janvier 2015, l'Arcep a placé le marché de la terminaison d'appel SMS, auparavant régulé, sous surveillance.

Faits marquants en 2016 et début 2017

Fréquences	
Mai 2016	Autorisation donnée à tous les opérateurs d'utiliser en 4G la bande 1 800 MHz Attribution de 10 MHz duplex dans la bande des 1 800 MHz à Free suite à leur restitution par Orange et SFR
Novembre 2016	Outre-mer : attribution des fréquences 800 MHz et 2,6 GHz encore non attribuées, et des fréquences encore disponibles dans les bandes 900 MHz, 1 800 MHz et 2,1 GHz
Couverture mobile	
Février 2016	Convention entre opérateurs portant sur le programme 3G RAN sharing pour la couverture des zones blanches
Mai-juin 2016	Publication par l'Arcep des lignes directrices de partage de réseau mobile Déclaration de conformité du contrat d'itinérance national conclu entre Free et Orange
Juin 2016	Lancement du programme <i>Orange Territoires Connectés</i> , engageant Orange au-delà de ses obligations réglementaires en matière de couverture 4G
Juillet 2016	Décision de sanction à l'encontre d'Orange relative à la couverture de zones blanches 2G

Fréquences

Bande 1 800 MHz

En juillet 2015, l'Arcep a autorisé Orange et SFR à utiliser la 4G dans la bande 1 800 MHz à compter du 25 mai 2016, après restitution de fréquences. Orange et SFR conservent 20 MHz duplex dans la bande et Free s'est vu attribuer 10 MHz supplémentaires.

L'Arcep avait attribué 5 MHz duplex à Free Mobile dans la bande 1 800 MHz par décision du 16 décembre 2014 suite à restitution de fréquences par Bouygues Telecom. Cette attribution a été portée par décision de l'Arcep de septembre 2015 à 15 MHz duplex à compter de mai 2016 : il s'agit des 15 MHz duplex réservés à Free Mobile dans le schéma cible de répartition de la bande 1 800 MHz à l'horizon mai 2016. Ces 15 MHz duplex sont neutres technologiquement.

Attribution de fréquences dans les DOM

Suite à l'appel à candidatures lancé en février 2016 pour l'attribution de fréquences 800 MHz, 900 MHz, 1,8 GHz, 2,1 GHz et 2,6 GHz dans les DOM (5 zones définies par l'Arcep : la Guadeloupe et la Martinique formant une seule zone, la Guyane, la Réunion, Mayotte et les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy), l'Arcep a sélectionné à l'issue d'une procédure de sélection comparative sur des critères non financiers quatre lauréats dans chacune des cinq zones géographiques concernées ; Orange est le mieux disant sur 4 des 5 zones. Les autorisations d'utilisation de fréquences ont été délivrées le 24 novembre 2016 :

Guadeloupe – Martinique	St Barthélemy – St Martin	Guyane	La Réunion	Mayotte
Orange Caraïbe	Orange Caraïbe	Orange Caraïbe	Orange	Telco OI
Free Mobile	Free Mobile	Outremer Telecom	SRR	SRR
Outremer Telecom	Digicel AFG	Digicel AFG	Telco OI	Orange
Digicel AFG	Dauphin Telecom	Free Mobile	ZEOP Mobile	BJT Partners

Orange Caraïbe dispose donc suite à cet appel à candidatures des quantités de spectre totales suivantes, en MHz duplex : 10 MHz en 800 MHz, 20 MHz en 1 800 MHz et 20 MHz en 2 600 MHz dans chaque zone.

Dans la bande 900 MHz, la quantité diffère selon la zone : 12,4 MHz en Guadeloupe-Martinique, 10 MHz en Guyane, 5,6 MHz dans les îles du Nord.

Dans la bande 2 100 MHz : 14,8 MHz en Guadeloupe-Martinique et Guyane, 14,8 MHz dans les îles du Nord.

Orange dispose à la Réunion et à Mayotte des quantités de spectre totales suivantes : 10 MHz en 800 MHz, 20 MHz en 1 800 MHz, 14,8 MHz en 2 100 MHz et 20 MHz en 2 600 MHz.

Seule la quantité dans la bande 900 MHz diffère : 12,4 MHz à la Réunion et 10 MHz à Mayotte.

Orange a lancé la 4G sur tous ces territoires dès le 1^{er} décembre 2016.

Couverture mobile

Par décision n° 2016-1015 en date du 28 juillet 2016, l'Arcep a sanctionné Orange pour un montant de 27 000 € pour non-respect de l'échéance du 1^{er} janvier 2016 en ce qui concerne la couverture de 5 communes du programme *Zones blanches 2G* sur les 8 devant être couvertes dans le cadre de la mise en demeure décidée par l'Arcep fin juillet 2015 ; rappelons qu'Orange avait la charge de la couverture de plus de 1 100 communes dans ce programme en tant qu'opérateur leader.

Dans le cadre de la loi Macron du 6 août 2015, des dispositions ont été adoptées pour améliorer la couverture en téléphonie mobile, celle-ci devant concerner d'ici fin 2016 l'ensemble des centres-bourg non couverts. Il s'agit de finaliser le programme *Zones blanches 2G* et de le compléter par la couverture de centres-bourg supplémentaires, qui pourront être déployées en 3G. Par ailleurs le programme existant de réseau mutualisé 3G (*3G RAN sharing*) dans ces mêmes zones devra être finalisé pour mi-2017 ; celui-ci a fait l'objet d'une convention entre les 4 opérateurs approuvée par l'Arcep en février 2016. Au-delà des centres-bourgs, certaines zones à intérêt économique qui sont actuellement non couvertes pourront faire l'objet d'une demande d'une collectivité territoriale concernée, d'aide financière de l'État devant un guichet, que l'État organise.

Par décision n° 2016-1678 en date du 6 décembre 2016, homologuée par arrêté du 11 janvier 2017 l'Arcep oblige les opérateurs à publier des cartes de couverture mobile plus détaillées, avec l'objectif que des premières publications de cartes en *open data* puissent être effectives durant l'été 2017. Dans un premier temps, ces cartes visent les services voix/SMS, les travaux devant se poursuivre ultérieurement pour les cartes relatives aux services *data*.

Au-delà des obligations de couverture 4G fixées dans les licences, Orange a lancé en juin 2016 le programme *Orange Territoires Connectés* destiné à accélérer la couverture fixe et mobile des zones rurales en haut et très haut débit. Orange s'est notamment engagé à

faire bénéficier 5 millions d'habitants supplémentaires de la 4G d'Orange en zone rurale d'ici juin 2017, portant au total la couverture en 4G d'Orange à 68 % de la population à la mi-2017 sur ces territoires (depuis 2015, la couverture mobile en 4G d'Orange dans les zones rurales, est passée de 30 % à 42 % de la population). Cette décision d'accélération se traduit pour Orange par une anticipation de trois ans des obligations en matière de couverture de la zone de déploiement prioritaire spécifiées dans sa licence 4G.

Conformément à la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, publiée le 7 août 2015, qui a conféré à l'Arcep de nouveaux pouvoirs en la matière, cette dernière a publié en mai 2016 ses lignes directrices relatives au partage de réseaux mobiles, lesquelles soulignent que l'itinérance, tant qu'elle reste transitoire ou limitée en terme de périmètre, peut avoir des effets bénéfiques et peut se justifier au regard des objectifs de régulation ; et que la mutualisation des réseaux peut être pertinente sur la partie la moins dense du territoire, et acceptable sous réserve que les impacts négatifs, notamment concurrentiels, puissent être compensés par des impacts positifs, en particulier une amélioration de la couverture et de la qualité du service mobile. Par un communiqué de presse en date du 30 juin 2016, l'Arcep indiquait que le contrat d'itinérance entre Orange et Free et le contrat de mutualisation de réseaux entre SFR et Bouygues répondaient à ses lignes directrices.

2.2.2.3 Réglementation de la téléphonie fixe et de l'Internet haut débit et très haut débit

Depuis juillet 2008, à l'exception des offres de détail de téléphonie fixe relevant du service universel, toutes les obligations réglementaires d'Orange sur les marchés de détail de la téléphonie fixe (accès et communication) Grand Public et professionnel ont été levées. Ainsi, la régulation *ex ante* asymétrique des services fixes à laquelle est soumise Orange concerne les offres de détail relevant du service universel et les offres de gros permettant d'assurer une concurrence effective sur les marchés de détail (départ d'appel, terminaison d'appel, vente en gros de l'abonnement, dégroupage, accès au génie civil, bitstream, accès passif aux parties terminales de réseau FTTH et services de capacités).

Obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable d'Orange sur l'activité fixe

La décision n° 06-1007 de l'Arcep du 7 décembre 2006 décrit les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable des activités de gros et de détail imposées à Orange. Lorsque les activités de détail utilisent des ressources de réseau qui correspondent à des prestations de gros soumises à une obligation de séparation comptable, ces ressources sont valorisées dans les comptes réglementaires selon les tarifs des offres de gros. Les obligations ainsi définies ont été mises en œuvre pour la première fois en 2007 au titre de l'année 2006. L'exercice a été jugé conforme par l'Arcep et a été renouvelé depuis chaque année.

Analyse des marchés pertinents du haut et du très haut débit fixe, de la téléphonie fixe et des terminaisons d'appel vocal fixe (4^e cycle)

Analyse des marchés du haut et du très haut débit fixe pour la période mi-2014 – mi-2017

L'Arcep a adopté le 26 juin 2014 trois décisions d'analyse des marchés du haut et du très haut débit fixe pour la période mi-2014 – mi-2017 :

- décision n° 2014-0733 relative à l'analyse du marché pertinent de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire (marché 4) ;
- décision n° 2014-0734 relative à l'analyse du marché pertinent de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational (marché 5) ;
- décision n° 2014-0735 relative à l'analyse des marchés pertinents de gros des services de capacité (marché 6).

Les périmètres de ces trois décisions ont été définis, en cohérence avec les modifications apportées par la Commission européenne dans sa recommandation du 9 octobre 2014 sur les marchés pertinents susceptibles d'être soumis à une régulation *ex ante*, afin de distinguer les offres de gros dites « généralistes », visant à titre principal les clients Grand Public des offres de gros conçues spécifiquement pour répondre aux besoins des entreprises. S'agissant de ces dernières offres, la décision n° 2014-0735 de l'Arcep prévoit la levée des obligations tarifaires imposées à Orange (cuivre et fibre) dans certaines zones géographiques concurrentielles, à compter du 1^{er} janvier 2015.

L'Arcep a lancé un nouveau cycle d'analyse des marchés du haut débit et du très haut débit fixe généraliste et entreprise pour lequel elle a publié un document de bilan et perspectives en juillet 2016, et mis en consultation publique ses projets de décision d'analyse de marché en février 2017, en vue de leur adoption à l'automne 2017.

Analyse des marchés pertinents de la téléphonie fixe pour la période 2014-2017

L'Arcep a adopté, le 30 septembre 2014, une décision n° 2014-1102 d'analyse des marchés pertinents de la téléphonie fixe pour la période 2014-2017. L'obligation imposée à Orange de fournir une offre de

vente en gros de l'accès au service téléphonique (VGAST) à des tarifs reflétant les coûts sous-jacents est maintenue. La décision instaure un allègement progressif des obligations tarifaires imposées à Orange sur les prestations sèches de sélection du transporteur. Enfin, la décision lève la régulation asymétrique imposée à Orange sur le marché du départ d'appel pour les communications à destination des numéros SVA au profit d'une régulation symétrique (décision de l'Arcep n° 2007-0213).

Analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel vocal fixe pour la période 2014-2017 : baisse du niveau des terminaisons d'appel

L'Arcep a adopté le 9 décembre 2014 une décision n° 2014-1485 d'analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel vocal fixe et mobile pour la période 2014-2017. Elle a fixé les plafonds tarifaires des terminaisons d'appel fixe suivants :

Plafonds (en centimes d'euros/min)	Terminaison d'appel	Variation
1 ^{er} janvier 2013	0,08	(46,6) %
1 ^{er} janvier 2015	0,079	(1,25) %
1 ^{er} janvier 2016	0,078	(1,26) %
1 ^{er} janvier 2017	0,077	(1,28) %

Régulation des offres de services de communications électroniques fixes

Évolutions tarifaires des offres de gros soumises à l'orientation vers les coûts (dégrouper, vente en gros de l'abonnement analogique et numérique et départ d'appel)

Suite aux décisions de l'Arcep en date du 16 février 2016 et portant sur les années 2016 et 2017 :

- n° 2016-0206 portant sur l'encadrement tarifaire de l'accès à la boucle locale filaire en cuivre ;
- n° 2016-0208 portant sur l'encadrement tarifaire de la vente en gros de l'accès au service téléphonique et du départ d'appel associé ;
- n° 2016-0207 portant sur l'encadrement tarifaire de l'offre d'accès activé généraliste sur DSL livré au niveau infranational de la société Orange.

Les tarifs suivants s'appliquent :

		Tarifs 2014	Tarifs 2015	Tarifs 2016	Tarifs 2017
Dégrouper	Total	9,02 €	9,05 € ⁽¹⁾	9,10 €	9,45 €
	Partiel	1,64 €	1,77 €	1,77 €	1,77 €
VGA	Abonnement VGA analogique	12,19 €	12,32 €	12,32 €	12,32 €
	Abonnement VGA numérique	18,35 €	18,57 €	18,57 €	18,57 €
Bitstream	Accès DSL	4,39 €	4,79 €	4,79 €	4,79 €
	Accès DSL nu	12,41 €	12,53 €	12,63 €	12,93 €

(1) Tarif porté à 8,78 € à partir du 1^{er} août 2015.

Réglementation des réseaux en fibre optique

Rappel des principes du cadre réglementaire des offres de gros très haut débit :

- régulation asymétrique de l'accès aux infrastructures de génie civil permettant aux opérateurs alternatifs de déployer leurs réseaux horizontaux dans les infrastructures d'Orange (accès non discriminatoire à un tarif reflétant les coûts) ;
- principe de mutualisation de la partie terminale des réseaux FTTH entre opérateurs ;
- régulation symétrique pour l'accès à la partie terminale des réseaux FTTH : mêmes obligations d'offrir l'accès passif à la partie terminale des réseaux FTTH dans des conditions raisonnables et non discriminatoires, applicables à tous les opérateurs équipant des

immeubles en fibre optique sur tout le territoire français. Cet accès se fait à partir d'un point de mutualisation raisonnablement situé (décision de l'Arcep n° 2009-1106 du 22 décembre 2009 complétée par les décisions n° 2010-1312 du 14 décembre 2010 et n° 2015-0776 du 2 juillet 2015). Les tarifs doivent être raisonnables et respecter les principes d'efficacité, de pertinence, d'objectivité et de non-discrimination.

L'Agence nationale du numérique

Le 4 février 2015 a été publié au Journal officiel un décret portant sur la création d'un service à compétence nationale : l'Agence nationale du numérique, qui reprend trois missions à sa charge : assurer le pilotage et la mise en œuvre du déploiement du *Plan France Très Haut Débit*, assurer la coordination et l'animation des différentes actions de la *French Tech*, veiller à la diffusion des outils numériques et au

développement de leur usage. Elle coordonne son action avec plusieurs institutions telles que la Caisse des Dépôts, BPI France, le Conseil national du numérique, l'Arcep ainsi que les autres services de l'État intervenant dans le domaine du développement numérique.

Le *Plan France Très Haut Débit* vise une éligibilité de 100 % de la population française au très haut débit en 2022, avec un objectif intermédiaire de couverture de la moitié de la population et des entreprises en 2017. Le FTTH est considéré comme l'outil majeur pour le très haut débit même si l'apport des autres technologies est pris en compte (montée en débit comme solution transitoire, satellite, LTE). La Commission européenne a procédé à l'appréciation du *Plan France Très Haut Débit* et a décidé en novembre 2016 de ne pas soulever d'objections. Ce plan, dont on estime l'enveloppe à 20 milliards d'euros d'investissements privés et publics pour atteindre l'objectif 2022, est donc compatible avec les règles de l'UE en matière d'aides d'État. Il se décline en trois composantes : 6 à 7 milliards d'euros correspondent aux investissements des opérateurs privés qui prévoient d'apporter sur leurs fonds propres la fibre (FTTH) à 57 %

des foyers français d'ici 2022. 13 à 14 milliards correspondent à la couverture des 43 % des foyers français restant ; les collectivités sont appelées à participer sous la forme de réseaux d'initiative publique :

- la moitié de ces foyers a été jugée suffisamment rentable pour que la couverture soit réalisée en co-investissement entre les collectivités et les opérateurs privés ;
- l'autre moitié concerne les zones les plus rurales dont la couverture sera financée à part égale entre l'État et les collectivités.

La Cour des comptes a publié le 31 janvier 2017 un premier bilan du déploiement des réseaux fixes à très haut débit en France. Elle réévalue à la hausse l'enveloppe d'investissement nécessaire à l'atteinte de ces objectifs, notamment en complétant son assiette, et envisage l'éligibilité de la totalité de la population française au très haut débit à l'horizon 2030. Elle préconise de mettre en œuvre plus largement des solutions de montée en débit sur cuivre permettant d'améliorer les débits actuels significativement à plus court terme.

Faits marquants intervenus en 2016 et début 2017

Déploiement des réseaux en fibre optique	
Avril 2016	Ordonnance transposant la directive européenne visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit
Juin 2016	Consultation de l'Arcep sur les évolutions de la tarification des offres d'accès de gros utilisant la boucle locale cuivre
Marché Entreprise	
Juin 2016	Consultations de l'Arcep portant sur l'accès aux réseaux en fibre optique à très haut débit avec une qualité de service améliorée
Analyse des marchés du haut et du très haut débit	
Février 2017	Projets de décision relatif au 4 ^e cycle d'analyse des marchés du haut et très haut débit généraliste et haute qualité
Divers	
Février 2016	Décisions de l'Arcep portant sur les tarifs de gros de l'accès fixe 2016/2017 (voir ci-dessus)
Juin 2016	Projets d'appels à candidatures relatifs à la prochaine désignation de l'opérateur en charge du SU téléphonie fixe
Octobre 2016	Promulgation de la loi pour une république numérique instaurant le principe de <i>Net neutrality</i>

Déploiement des réseaux en fibre optique

Dans le cadre des réflexions sur la transition du réseau cuivre vers la fibre optique et dans le prolongement du « rapport Champsaur » de 2015 visant à préciser les conditions et le calendrier de l'extinction du cuivre, l'Arcep a lancé une consultation en juin 2016 portant sur la définition du concept de « zone fibrée » et la pertinence d'un allègement de l'obligation tarifaire applicable à la boucle locale cuivre d'Orange (tarif du dégroupage) dans de telles zones.

L'ordonnance n° 2016-526 du 28 avril 2016 transpose en droit national la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit. Celle-ci introduit un droit pour les opérateurs d'accéder aux infrastructures de génie civil existantes – communications électroniques, transports, énergie et eau – pour déployer leurs réseaux à très haut débit.

Marché Entreprise

L'Arcep a lancé deux consultations publiques en juin 2016 relatives au marché fixe Entreprise :

- un projet de document d'orientations sur les marchés des services de communications électroniques fixes à destination de la clientèle entreprise ;
- et un projet de recommandation sur l'accès aux réseaux en fibre optique à très haut débit avec une qualité de service améliorée ou portant sur l'utilisation de fibres surnuméraires, dans lequel l'Arcep vise à favoriser l'émergence d'offres de gros passives permettant

d'élargir les usages couverts par la boucle locale optique mutualisée et, notamment, de satisfaire les besoins spécifiques des entreprises.

4^e cycle d'analyse des marchés du haut et du très haut débit

L'Arcep a engagé en juillet 2016 la révision triennale des analyses des marchés du haut et du très haut débit, en soumettant à consultation publique un document dans lequel elle dresse un bilan de la régulation du haut et du très haut débit en France pour le marché généraliste et entreprise, et propose des pistes d'évolutions pour 2017-2020.

Elle a également soumis à consultation en février 2017 les projets de décision d'analyses de marché du haut et très haut débit fixe :

- marché 3a : marché de fourniture en gros d'accès local en position déterminée : dégroupage sur la boucle locale cuivre, accès au génie civil, accès passif à la boucle locale FTTH ou bitstream avec livraison au nœud de raccordement optique, offre passive FTTH avec qualité de service ;
- marché 3b : marché de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse : bitstream régional cuivre ou FTTH ;
- marché 4 : marché de fourniture d'accès en gros de haute qualité : LPT, bitstream SDSL, offres de gros FTTO, FTTE, FTTH.

Ces projets de décision conduisent aux conclusions qu'il convient de prolonger la quasi-totalité des obligations imposées actuellement à Orange qui resterait le seul acteur dominant sur les différents marchés. Ils envisagent la possibilité d'imposer de nouvelles obligations à

Orange sur le marché généraliste FTTH, et affirment qu'il est nécessaire de faire évoluer la réglementation concernant les offres à qualité de service renforcée (marché des accès Entreprises).

L'Arcep a également publié en février 2017 un projet de décision relatif à la mise à jour de la tarification de l'offre d'accès au génie civil d'Orange à partir de 2018.

Service Universel téléphonie

La DGE a publié le 27 juin 2016 deux projets d'appels à candidatures (raccordement et service) soumis à consultation publique jusqu'au 31 août 2016, relatifs à la prochaine désignation de l'opérateur en

charge du SU téléphonie fixe jusqu'en 2019. L'appel à candidature pour la composante « raccordement » a été publié au JO du 11 janvier 2017. Orange s'est porté candidat.

Neutralité du Net

Suite à l'adoption du règlement européen sur l'Internet ouvert le 25 novembre 2015 et la publication des lignes directrices de l'ORECE le 30 août 2016, la loi n° 2016-1321 pour une République numérique, promulguée le 7 octobre 2016, insère dans le cadre juridique national le principe de neutralité de l'Internet et confie à l'Arcep un pouvoir d'enquête et de sanction afin d'en assurer le respect.

2.2.3 Espagne

2.2.3.1 Régime législatif et réglementaire

Cadre légal

Le *Paquet Télécom* de 2009 a été transposé en droit national par le décret royal 726/2011 relatif à la fourniture du service universel en mai 2011 et par le décret royal 13/2012 du 31 mars 2012.

Le secteur des télécommunications relève également de la loi n° 15/2007 du 3 juillet 2007 relative à l'application des règles de concurrence.

La loi n° 34/2002 du 11 juillet 2002 relative à la société de l'information et au commerce électronique précise les obligations et limites de responsabilité applicables aux prestataires de services de la société de l'information.

Le cadre réglementaire applicable à la protection des données en Espagne est fondé sur la loi n° 15/1999 du 13 décembre 1999 relative à la protection des données personnelles et sur l'ordonnance n° 999/1999 relative aux mesures de sécurité. Dans le domaine de la protection des droits de propriété intellectuelle, la loi n° 23/2006 du

7 juillet 2006 modifie la loi n° 1/1996 du 12 avril 1996 et transpose la directive européenne 2001/29/CE relative à l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits associés dans la société de l'information.

Autorités de régulation

- La *Comisión Nacional de los Mercados y la Competencia* (CNMC), créée par la loi n° 3/2013 du 4 juin 2013 portant création de la Commission nationale des marchés et de la concurrence, réunit les autorités de régulation de différents secteurs économiques dont les télécommunications ainsi que l'autorité chargée de la concurrence.
- Depuis le 4 novembre 2016, un nouveau ministère de l'énergie, du tourisme et de l'agenda numérique (MINETAD) a été créé, reprenant les compétences de l'ancien ministère de l'industrie. Le MINETAD est en charge de la gestion des autorisations, de l'attribution des fréquences, de la numérotation, de l'approbation du coût du service universel, de la qualité de service, ainsi que du règlement des différends entre les consommateurs et les opérateurs ne détenant pas de position dominante.

2.2.3.2 Réglementation de la téléphonie mobile

Tarifs de terminaison d'appel voix mobile

La CMT a adopté le 10 mai 2012 la décision ES/2012/1291 concluant son 3^e cycle d'analyse de marché de la terminaison d'appel mobile (marché 7/2007) comportant une baisse progressive des plafonds de terminaison d'appel mobile, aboutissant à une symétrie tarifaire en juillet 2013. Les plafonds adoptés sont les suivants :

(en cents d'euros/min)	16/04/2012- 15/10/2012	16/10/2012- 29/02/2013	01/03/2013- 30/06/2013	À partir de juillet 2013
Movistar, Vodafone, Orange	3,42	3,16	2,76	1,09
Yoigo	4,07	3,36	2,86	1,09

Fréquences

En mai 2011, les autorités espagnoles ont alloué un bloc de 5 MHz duplex dans la bande 900 MHz à Orange Espagne. La licence, accordée selon le principe de neutralité technologique, est valable jusqu'en décembre 2030.

En juillet 2011, les autorités espagnoles ont mis aux enchères les fréquences 800 MHz, 900 MHz et 2,6 GHz. En juillet 2013, la licence d'Orange Espagne a été étendue, dans la bande des 900 MHz de 2025 à 2030 et dans celle des 1 800 MHz de 2023 à 2030.

En mars 2016, des enchères ont permis à Orange d'obtenir un bloc de 2 x 10 MHz (régional) dans la bande 2,6 GHz et un bloc de 20 MHz dans la bande des 3,5 GHz.

À l'issue des différentes attributions, les opérateurs détiennent les fréquences suivantes en Espagne (licences nationales) :

	800 MHz	900 MHz	1 800 MHz	2,1 GHz		2,6 GHz		3,5 GHz
				FDD	TDD	FDD	TDD	FDD
Orange	2*10 MHz	2*10 MHz	2*20 MHz	2*15 MHz	5 MHz	2*20 MHz	10 MHz	2*20 MHz
Vodafone	2*10 MHz	2*10 MHz	2*20 MHz	2*15 MHz	5 MHz	2*20 MHz	20 MHz	
Telefónica	2*10 MHz	2*10 MHz	2*20 MHz	2*15 MHz	5 MHz	2*20 MHz		
Yoigo			2*15 MHz	2*15 MHz	5 MHz			

Le calendrier d'allocation de fréquences 700 MHz pour les opérateurs de télécommunication n'a pas encore été annoncé.

Faits marquants en 2016 et début 2017

Janvier 2016	Proposition d'augmentation du plafond des fréquences par opérateur
Mars 2016	Attribution à Orange Espagne d'un bloc de fréquences de 2 x 10 MHz (régional) dans la bande 2,6 GHz et d'un bloc de 20 MHz dans la bande des 3,5 GHz
Juillet 2016	Initialisation du 4 ^e cycle d'analyse de marché de la terminaison d'appel mobile

Plafond des fréquences par opérateur

Le plafond de cumul des fréquences fixé par la CNMC depuis 2011 à 185 MHz par opérateur, avec une limite de 135 MHz dans les bandes de fréquences élevées (1 800 MHz, 2 100 MHz, 2,6 GHz et 3,5 GHz) et 50 MHz dans les bandes inférieures (< 1 GHz) a été modifié le 14 janvier 2016 par la décision INF/DTSA/026/15. La CNMC fixe ainsi dans les bandes les plus élevées un nouveau plafond de 210 MHz, assorti d'une obligation pour le détenteur de fréquence d'offrir un accès en gros à des « conditions raisonnables ».

Attribution des fréquences

Suite aux enchères closes le 21 mars 2016, Orange Espagne a acquis l'ensemble des fréquences régionales proposées dans la bande 2,6 GHz (à l'exception de Madrid et Melilla achetées par Telefónica), pour un montant de 28 millions d'euros. Ces fréquences permettent à Orange Espagne d'assurer une couverture 4G sur une grande partie du territoire. Orange Espagne a également acquis les fréquences (licence nationale) dans la bande 3,5GHz (valable jusqu'en 2030) pour la 5G pour un montant de 20 millions d'euros.

Initialisation du 4^e cycle d'analyse du marché de la terminaison d'appel mobile (marché 2/2014)

En juillet 2016, la CNMC a lancé une consultation sur la méthode de coût de fixation de la terminaison d'appel mobile, en vue de procéder à un nouveau cycle d'analyse de ce marché.

2.2.3.3 Réglementation de la téléphonie fixe et de l'Internet haut débit et très haut débit

Marchés de gros du haut débit (marchés 4 et 5/2007)

Par les décisions du 18 juillet 2013 révisant les tarifs de l'accès à la boucle locale de Telefónica, du 30 janvier 2014 révisant les tarifs des services de gros GigADSL, ADSL IP et NEBA, et du 18 janvier 2017 révisant les tarifs de la composante capacité de l'offre NEBA, la CNMC a validé les tarifs suivants :

Tarifs en 2017

(par mois et par accès)

Offre de dégroupage

Dégroupage total	8,60 €
Dégroupage partiel	1,30 €

Offres Bitstream

Neba FTTH	19,93 €
Neba DSL	6,48 €
Supplément DSL nu	8,60 €
Offre de collecte (par Mbps)	4,79 € ⁽¹⁾
GigADSL et IP-ADSL (offre régionale) à 10 Mbps	10,20 €
IP-ADSL (offre nationale) à 10 Mbps	13,60 €

(1) 5,14 € à partir de 2018.

Depuis avril 2014, les offres GigADSL et ADSL IP, remplacées par l'offre NEBA, sont sorties du champ réglementaire sur les parties du territoire où cette offre est disponible.

Poursuite du décommissionnement du réseau cuivre

En octobre 2014 la CNMC a approuvé les premières demandes de Telefónica de décommissionner deux répartiteurs dans son réseau de cuivre. Selon les conditions imposées par la décision du régulateur sur l'analyse du marché de gros de l'infrastructure d'accès (marché 4/2007) en 2009, complétées par la décision de la CNMC d'octobre 2014, Telefónica doit continuer à fournir les possibilités de dégroupage pendant cinq ans après la demande de décommissionnement à la CNMC. Cette période est réduite à un an seulement en l'absence d'opérateurs dégroupageurs dans le répartiteur concerné. Jusqu'à présent, Telefónica a annoncé la suppression de 89 répartiteurs, soit 15 répartiteurs accueillant des opérateurs utilisant l'offre de dégroupage et 74 répartiteurs accueillant des opérateurs utilisant l'offre de bitstream. À la fin de 2016, 17 répartiteurs fournissant des services de bitstream ont déjà été fermés.

Faits marquants en 2016 et début 2017

Février 2016	Adoption du 3 ^e cycle d'analyse des marchés 3a et 3b/2014 et 4/2014 imposant des remèdes géographiques
	Révision de l'offre de référence – NEBA
Décembre 2016	Révision de l'offre de référence NEBA local
	3 ^e cycle d'analyse du marché du départ d'appel en téléphonie fixe

Marchés de gros d'accès au haut débit : troisième cycle d'analyse des marchés 3a et 3b/2014 et 4/2014

La CNMC a adopté son troisième cycle d'analyse des marchés 3a et 3b/2014 et 4/2014, le 25 février 2016. Celle-ci décide :

- pour le marché 3a :
 - de maintenir les obligations de dégroupage sur le réseau cuivre de la précédente analyse de marché de 2009, ainsi que l'accès au génie civil de Telefónica,
 - de ne pas imposer des obligations *ex ante* asymétriques à Telefónica sur le réseau fibre dans 66 villes considérées comme effectivement concurrentielles, soit 35 % de la population espagnole, une offre de dégroupage virtuel (VULA) devant être fournie sur le reste du territoire ;
- pour le marché 3b :
 - de lever progressivement les obligations de réglementation *ex ante* sur le cuivre dans la partie du territoire déclarée concurrentielle, et couvrant 58 % des lignes haut débit existantes ; et sur le reste du territoire jugé non concurrentiel, de maintenir une obligation d'accès au réseau de Telefónica, avec l'offre NEBA-cuivre, sans limitation de débit, et selon une orientation vers les coûts,
 - et de maintenir des obligations *ex ante* avec une offre bitstream sur le réseau fibre sur la partie du territoire déclarée non concurrentielle, cette obligation étant transitoire sur la partie déclarée concurrentielle ;
- et pour le marché 4 :
 - de maintenir sur l'ensemble du territoire l'obligation d'une offre NEBA-business orientée vers les coûts pour le cuivre et satisfaisant le test de réplabilité économique pour la fibre.

Révision de l'offre de référence NEBA

Le 18 janvier 2017, la CNMC a approuvé la nouvelle offre de gros fibre optique (OFE/DTSA/005/16) – NEBA – qui contient les conditions techniques d'accès au réseau de fibre optique de Telefónica à l'exception de 66 municipalités espagnoles considérées comme concurrentielles. En outre la CNMC a approuvé une réduction significative des prix de gros pour le transport de 7,98 euros à 4,79 euros (5,14 euros à partir de 2018) par Mbps par mois.

Proposition relative à l'offre de référence NEBA LOCAL (VULA)

Le 16 décembre 2016, la Commission européenne a accepté le principe de la nouvelle offre de référence de Telefónica pour le « NEBA local ». Il s'agit d'un substitut à l'accès physique à la fibre, en dehors des 66 communes déclarées concurrentielles. NEBA local sera offert initialement avec un profil contenant la bande passante la plus élevée (300 Mb/s), aux conditions techniques définies dans l'offre de référence. Les prix de « NEBA local » seront établis plus tard, suite à l'approbation de la méthodologie du test de réplabilité économique (notification prévue en juin 2017).

Troisième cycle d'analyse du marché de départ d'appels en téléphonie fixe (marché 2/2007)

Le 16 décembre 2016, la CE a approuvé la décision de la CNMC relative au troisième cycle d'analyse de marché du départ d'appel en téléphonie fixe. Celle-ci maintient les obligations *ex ante* déjà imposées à Telefónica en matière de non-discrimination, de séparation comptable et de transparence, ainsi que l'obligation de fournir une offre de vente en gros de l'abonnement à des tarifs orientés coûts (l'offre par sélection du transporteur pure est éliminée) et un accès au départ d'appel *via* l'interconnexion IP. Elle supprime l'interdiction des pratiques de reconquête de clients et l'obligation de fournir une offre de départ d'appel en double transit, le marché de détail étant considéré comme suffisamment concurrentiel.

2.2.4 Pologne

2.2.4.1 Régime législatif et réglementaire

Cadre légal

Les activités de Orange Polska sont encadrées par la loi du 16 juillet 2004 relative aux télécommunications transposant en droit national le *Paquet Télécom* de 2002 relatif aux communications électroniques et par la loi du 16 février 2007 relative à la concurrence et à la protection des consommateurs. La loi de décembre 2012, transposant les directives communautaires de 2009, est entrée en vigueur le 21 janvier 2013.

La loi du 7 mai 2010 sur le développement des réseaux et services de télécommunication prévoit l'accès aux infrastructures de télécommunication et autres infrastructures techniques financées par des fonds publics.

S'agissant du commerce électronique, la loi du 18 juillet 2002 régissant la fourniture des services électroniques transpose en droit national la directive 2000/31/CE sur le commerce électronique et définit les obligations des fournisseurs de services électroniques.

Le cadre applicable en matière de protection des données personnelles est défini par la loi du 29 août 1997 relative à la protection des données personnelles, modifiée en 2002. La loi de 2004 relative aux télécommunications précise également certaines règles applicables en matière de protection et de conservation des données personnelles.

Autorités de régulation

Le ministère de la numérisation, créé en novembre 2015, est chargé des télécommunications.

Le Bureau des communications électroniques (UKE) est chargé, en particulier, de la réglementation des télécommunications et de la gestion des fréquences ainsi que de certaines fonctions concernant les services de radiodiffusion.

Le Bureau de la concurrence et de la protection des consommateurs (UOKIK) est chargé de l'application du droit de la concurrence, du contrôle des concentrations et de la protection des consommateurs.

Pologne numérique (Digital Poland)

Le plan d'action du gouvernement pour mettre en œuvre les objectifs de la stratégie numérique en Pologne a été adopté en janvier 2014 ; ce plan d'une enveloppe de 2,7 milliards d'euros vise à assurer que d'ici 2020, tous les ménages auront accès à un service de communication d'au moins 30 Mbps. Près de la moitié des fonds est allouée à des projets de construction de réseaux haut débit, l'autre partie, au développement des services numériques, en particulier dans l'administration. L'État polonais contribuera à hauteur de 409,4 millions d'euros.

2.2.4.2 Réglementation de la téléphonie mobile**Tarifs de terminaison d'appel mobile**

L'UKE a publié le 14 décembre 2012 sept décisions stipulant que Orange Polska, T-Mobile, Polkomtel, P4, CenterNet, Mobyland et Aero2 détiennent chacun une position dominante sur le marché de la terminaison d'appel mobile à destination des numéros mobiles ouverts à l'interconnexion sur leur réseau (troisième cycle d'analyse de marché). L'UKE a également fixé des tarifs de terminaison d'appel vocal mobile symétriques pour tous les opérateurs à compter du 1^{er} janvier 2013 ainsi que des tarifs de terminaison basés sur les purs coûts incrémentaux de long terme à partir du 1^{er} juillet 2013.

Date	À partir du 1 ^{er} juillet 2013 (pour CILT)
Zlotys/min	0,0429
Centimes d'euro/min	0,973

Taux de change au 31/12/2016 : 1 euro = 4,41 PLN.

Fréquences

En 2011, l'UKE a adopté trois décisions qui introduisent la neutralité technologique dans les bandes de fréquence 900, 1 800 et 2 100 MHz.

Les fréquences attribuées sont réparties comme suit :

	800 MHz ⁽¹⁾	900 MHz	1 800 MHz	2,1 GHz	2,6 GHz
Orange Polska	10 MHz duplex	7 MHz duplex	10 MHz duplex	15 MHz duplex	5 MHz 15 MHz duplex
T-Mobile Polska	10 MHz duplex	9 MHz duplex	20 MHz duplex	15 MHz duplex	5 MHz 15 MHz duplex
Polkomtel + Sferia +					5 MHz 20 MHz duplex
Aero2 (Cyfrowy Polsat Group)	10 MHz duplex	14 MHz duplex	30 MHz duplex	15 MHz duplex	+ 50 MHz TDD
Play (P4)	5 MHz duplex	5 MHz duplex	15 MHz duplex	15 MHz duplex	5 MHz 20 MHz duplex

(1) Un bloc de 5 MHz duplex dans la bande des 800 MHz a été attribué à NetNet dans le cadre des enchères, mais cet opérateur a refusé cette attribution, et ces 5 MHz ont été ré-attribués à T-Mobile Polska.

En 2016, Polkomtel a acquis 100 % du groupe Midas, lui-même agrégateur des opérateurs Aero2, Mobyland, Centernet et détenant le contrôle de Sferia. Polkomtel est lui-même détenu par le groupe de TV payante par satellite Cyfrowy Polsat. En conséquence, Polkomtel contrôle directement ou indirectement près d'un tiers des fréquences mobiles inférieures à 1 GHz et près de 2/5 de l'ensemble des fréquences.

Suite à l'accord politique entre le Conseil et le Parlement européen conclut en présence de la Commission le 14 décembre 2016, la bande de fréquences des 700 MHz devra être dédiée aux réseaux mobiles dans tous les pays membres à partir de 2020. L'UKE a engagé un processus de coordination avec les pays voisins et a d'ores et déjà signé un accord avec l'Ukraine et la Suède.

Faits marquants en 2016 et début 2017

Octobre 2016	Allocation des fréquences dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz à l'issue du processus d'enchères
Décembre 2016	Extension de l'accord de partage de réseau entre Orange Polska et T Mobile Polska aux réseaux LTE
Janvier 2017	Renouvellement de la licence d'Orange dans la bande des 450 MHz Décision visant la déréglementation de la terminaison d'appel des sms

Allocation des fréquences dans les bande 800 MHz et 2,6 GHz

À l'issue du processus d'enchères en octobre 2015, ont été attribués 5 blocs de 5 MHz duplex dans la bande 800 MHz et 14 blocs de 5 MHz duplex dans la bande 2,6 GHz, pour une durée de 15 ans. Le nouvel entrant NetNet s'étant retiré après avoir remporté un bloc de 5 MHz duplex dans la bande des 800 MHz, celui-ci a été réattribué à T Mobile Polska et les licences ont été allouées par les décisions de l'UKE du 26 janvier 2016. Orange a obtenu 10 MHz duplex dans la bande 800 MHz et 15 MHz duplex dans la bande 2,6 GHz pour un montant total de PLN 3 168 millions.

Les licences dans la bande 800 MHz sont assorties d'obligations de couverture en zone blanche au niveau de la commune, conduisant à une couverture de 62 % de la population polonaise dans 4 ans.

Le 29 septembre 2016, la Commission européenne a mis en demeure le Gouvernement polonais de respecter les règles de l'Union concernant le processus d'enchères, contestant notamment le caractère non

engageant des offres remises lors des enchères et l'attribution en 2015, hors processus d'enchères, de la bande 800 MHz à l'opérateur mobile SFERIA. La procédure est toujours en cours.

Partage de réseau

En 2016, l'Autorité de la concurrence UOKiK et la Commission européenne ont continué leur étude d'impact relative aux accords de partage d'infrastructure et de fréquences en Pologne. Le 15 janvier 2016, l'UOKiK a fait savoir qu'elle avait achevé son analyse préliminaire du cadre des coopérations entre opérateurs, comprenant les offres d'accès de gros, les utilisations conjointes et le partage des fréquences et des infrastructures, et qu'elle avait partagé cette analyse avec les Autorités de la Concurrence européenne. L'analyse des autorités de la concurrence est quant à elle toujours en cours.

En décembre 2016, Orange Polska et T-Mobile Polska ont annoncé que leur accord de partage de réseaux au sein de « NetWorkS ! » a été étendu au LTE, sans partage des fréquences,

Renouvellement de la licence d'Orange Polska dans la bande des 450 MHz

Compte tenu des conditions fixées par l'UKE dans sa décision publiée le 13 janvier 2017, Orange Polska n'a pas demandé le renouvellement du bloc de 5 MHz en technologie CDMA dont elle disposait.

Déréglementation de la terminaison d'appel des SMS

Dans le cadre de son deuxième cycle d'analyse de marché de la terminaison sms, l'UKE n'a mis en évidence aucun pouvoir de marché de la part des opérateurs ou MVNO et par conséquent a notifié à la Commission européenne un projet de décision visant à déréglementer ce marché, s'alignant par-là sur la grande majorité des pays européens. Le 20 septembre 2016, la Commission européenne a approuvé l'analyse de l'UKE selon laquelle le marché des SMS était totalement concurrentiel et devait être déréglementé. La décision finale de déréglementation a été publiée le 31 janvier 2017.

2.2.4.3 Réglementation de la téléphonie fixe et de l'Internet haut débit et très haut débit

Toutes les obligations réglementaires d'Orange Polska sur les marchés de détail de la téléphonie fixe (accès et communication) Grand Public et professionnel ont été levées. Ainsi, la régulation *ex ante* des services fixes à laquelle est soumise Orange Polska concerne, pour les zones définies comme non concurrentielles, les offres de gros permettant d'assurer une concurrence effective sur les marchés de détail (départ d'appel, terminaison d'appel, vente en gros de l'abonnement, dégroupage, bitstream).

Obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable de Orange Polska sur l'activité fixe

La décision n° DHRT-WORK- 6090-1/14 (66) de l'UKE du 10/04/2015 décrit les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable des activités de gros et de détail imposées à Orange Polska. Lorsque les activités de détail utilisent des ressources de réseau qui correspondent à des prestations de gros soumises à une obligation de séparation comptable, ces ressources sont valorisées dans les comptes réglementaires selon les tarifs des offres de gros.

Analyse du marché de gros des accès haut débit (marché 5/2007)

Le 7 octobre 2014, l'UKE a adopté sa décision sur le marché de gros de l'accès haut débit (3^e cycle d'analyse de marché). La décision exclut de la réglementation *ex ante* 76 communes en Pologne, soit 24 % de la population et supprime l'ensemble des obligations réglementaires imposées à Orange Polska sur ce marché dans ces communes. Dans ces zones déréglementées, Orange Polska offre ses prestations de gros sur une base commerciale. Dans les autres zones, les obligations imposées à Orange Polska par la décision précitée sont maintenues (obligations d'accès, de non-discrimination, de transparence, de séparation comptable et d'orientation vers les coûts).

Analyse du marché de gros de l'accès au haut débit (marché 4/2007)

Dans ses décisions sur le marché 4 adoptées le 2 juin 2014 dans le cadre du 2^e cycle d'analyse de marché, portant sur le cuivre et sur la fibre, l'UKE a maintenu les obligations imposées à Orange Polska (obligations d'accès, de non-discrimination, de transparence, de séparation comptable et d'orientation vers les coûts).

Le 3^e cycle d'analyse du marché 3a/2014 est en cours (voir les *faits marquants*).

Offre de référence des marchés fixe

Cette offre de référence est relative à l'ensemble des prestations de gros des services fixes : le départ et la terminaison d'appel, la vente en gros de l'abonnement, le dégroupage partiel et total, et les accès bitstream.

Le 3 juillet 2014, l'UKE a autorisé une nouvelle version de l'offre de référence intégrée, dans laquelle le prix mensuel du dégroupage total est maintenu à 22 zlotys.

Tarifs de terminaison d'appel fixe

Depuis la décision de l'UKE du 22 septembre 2009 suite à son deuxième cycle d'analyse de marché, les tarifs de terminaison d'appel doivent être orientés vers les coûts, sans plus de précision. L'UKE se réserve cependant un droit de contrôle par la méthode des *benchmarks* ou de *retail minus* et a donné une orientation générale de symétrie à atteindre en 2014. Ainsi, l'UKE impose systématiquement aux opérateurs alternatifs la terminaison d'appel fixe de PLN 0,0273, correspondant à la terminaison d'appel au niveau local d'Orange Polska.

Sur un réseau de nouvelle génération (NGN) d'un opérateur générique efficace, la recommandation de la Commission européenne du 7 mai 2009 prévoit que les Autorités réglementaires nationales fixent les tarifs de terminaison d'appel fixe en référence aux seuls coûts incrémentaux de long terme. Ainsi, l'UKE prépare un projet de décision afin d'appliquer cette recommandation.

Service universel

Expiration des décisions imposant à Orange Polska l'obligation de service universel

En 2006, l'UKE a chargé Orange Polska des obligations de service universel jusqu'au 9 mai 2011. Depuis lors, l'UKE n'a pas engagé de procédure en vue de la désignation d'un nouveau prestataire de service universel. Le 5 mai 2014, l'UKE a publié un rapport supprimant les obligations de service universel en Pologne.

Compensation

Pour toute la période durant laquelle elle était chargée des obligations de service universel (de novembre 2006 à mai 2011), Orange Polska a estimé avoir supporté un coût de 1,1 milliard de zlotys tandis que la compensation accordée par l'UKE s'est élevée à 137 millions de zlotys. Orange Polska a donc fait appel des décisions de l'UKE afin d'obtenir leur réexamen.

En mars 2014, l'UKE a désigné les opérateurs supportant le coût du service universel pour 2006. D'autres décisions devraient être rendues pour les années 2007 à 2011.

Faits marquants en 2016 et début 2017

Août 2016	Notification à la Commission européenne du projet de décision relatif au 3 ^e cycle d'analyse du marché 3a
Septembre 2016	Retrait du projet de décision portant sur l'analyse de marché 3a

3^e cycle d'analyse du marché 3a

Après consultation, l'UKE a notifié à la commission en août 2016 son projet d'analyse du marché 3a/2014, puis l'a retiré le 21 septembre 2016. Un nouveau projet est attendu en 2017 qui regrouperait à la fois le marché 3a et 3b.

Mise en œuvre de la directive sur la réduction des coûts des déploiements des réseaux haut débit

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive sur la réduction du coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit, le gouvernement a émis un projet de loi, le 18 janvier 2016, incluant une procédure accélérée pour l'installation des stations de base mobiles et l'accès aux infrastructures alternatives. Cette loi est entrée en vigueur le 9 juin 2016.

2.2.5 Autres pays du périmètre du groupe Orange, au sein de l'Union européenne**2.2.5.1 Belgique****Terminaisons d'appels voix mobiles**

Le niveau de la terminaison d'appel mobile de Mobistar est actuellement de 1,18 centime d'euro/min.

Le régulateur a soumis en septembre 2015 à la Commission européenne son projet de décision de troisième cycle d'analyse de marché, dans laquelle il propose une baisse de la terminaison d'appel à 0,74 centime d'euro/min. La décision pourrait être adoptée et appliquée au cours du premier semestre 2017.

Allocation des fréquences

L'allocation des fréquences en Belgique est actuellement la suivante :

Opérateur	800 MHz	900 MHz	1 800 MHz	2 GHz	2,6 GHz
Proximus	10 MHz duplex	12 MHz duplex	25 MHz duplex	15 MHz duplex + 5 MHz	20 MHz duplex
BUCD					45 MHz
Telenet (Base)	10 MHz duplex	10 MHz duplex	25 MHz duplex	15 MHz duplex + 5 MHz	15 MHz duplex
Orange Belgium	10 MHz duplex	12 MHz duplex	25 MHz duplex	15 MHz duplex + 5 MHz	20 MHz duplex

Source : Cullen International.

Allocation des fréquences dans la bande 700 MHz : des travaux entre les régions et de gouvernement fédéral sont en cours afin de respecter l'échéance fixée par la Commission européenne de libérer cette bande pour le trafic mobile à l'horizon 2020.

Marchés de gros haut débit câble

Le cadre réglementaire de l'accès aux réseaux des câblo-opérateurs a été fixé par deux décisions de la conférence des régulateurs du secteur des communications électroniques (CRC) du 1^{er} juillet 2011 et du 11 décembre 2013. Ce cadre oblige les câblo-opérateurs à fournir des offres de gros d'accès à leur réseau et définit des conditions tarifaires basées sur un modèle *retail minus*. Le 19 février 2016, la CRC a publié la décision révisant les tarifs d'accès aux réseaux câblés à la baisse, et dissociant les tarifs des offres de gros applicables i) pendant et ii) après la période de lancement des offres commerciales par l'opérateur alternatif.

Le régulateur a entamé un nouveau cycle d'analyse du marché de gros du haut débit et de la distribution TV, avec un questionnaire qualitatif en juin 2016. Le projet de décision est attendu pour le premier semestre 2017.

2.2.5.2 Roumanie**Terminaisons d'appels voix mobiles**

Le 1^{er} février 2014, l'autorité de régulation (ANCOM) a rendu une décision relative au niveau des terminaisons d'appel des opérateurs mobiles. L'ANCOM a mis en place un nouveau mode de calcul entraînant une baisse du niveau des terminaisons d'appel mobile, passant de 3,07 centimes d'euro/min à 0,96 centime d'euro/min. Ces tarifs sont entrés en vigueur le 1^{er} avril 2014.

Allocation des fréquences

L'allocation des fréquences en Roumanie est actuellement la suivante :

	800 MHz	900 MHz	1 800 MHz	2,1 GHz	2,6 GHz
Telemobil (OTE)				5 MHz duplex + 5 MHz	
Vodafone Romania	10 MHz duplex	10 MHz duplex	30 MHz duplex	5 MHz duplex + 5 MHz	15 MHz duplex
Orange Romania	10 MHz duplex	10 MHz duplex	20 MHz duplex	15 MHz duplex + 5 MHz	20 MHz duplex
Cosmote Romania (OTE)	5 MHz duplex	10 MHz duplex	25 MHz duplex	15 MHz duplex + 5 MHz	10 MHz duplex
RCS&RDS		5 MHz duplex		15 MHz duplex + 5 MHz	
2K Telecom					30 MHz duplex

Source : Cullen International.

Marchés de gros haut débit

Dans le cadre de son 2^e cycle d'analyse des marchés 3a & 3b achevé en novembre 2015, l'ANCOM a estimé que le marché de détail haut débit est effectivement concurrentiel et que, en conséquence, aucune obligation ne doit être imposée sur les deux marchés de gros. La Commission européenne a accepté les propositions du régulateur roumain sans faire de commentaires. La décision finale a été publiée au JO roumain du 29 décembre 2015. Les obligations pesant sur RomTelecom au titre du marché de gros de l'accès aux infrastructures seront levées un an après publication de la décision.

2.2.5.3 Slovaquie

Terminaisons d'appels voix mobiles

Le 29 juillet 2013, l'autorité de régulation TUSR a rendu une décision relative au niveau des terminaisons d'appel des trois opérateurs mobiles, et a fixé la terminaison d'appel maximum à 1.226 centimes d'euros par minute. Le quatrième opérateur mobile, Swan applique également cette terminaison depuis son lancement en octobre 2015.

Dans le cadre de son 4^e cycle d'analyse de ce marché, le TUSR a notifié son projet de décision à la Commission européenne le 18 novembre 2016, dans lequel les tarifs des terminaisons mobiles sont de 0,749 centimes d'euro/min pour tous les opérateurs. Le 15 décembre 2016, la Commission européenne n'a pas formulé de commentaires sur l'analyse de marché elle-même.

Allocation des fréquences

L'allocation des fréquences en Slovaquie est actuellement la suivante :

	800 MHz	900 MHz	1 800 MHz	2,1 GHz	2,6 GHz
Slovak Telekom (Deutsche Telekom)	10 MHz duplex	10 MHz duplex	15 MHz duplex	20 MHz duplex + 5 MHz	40 MHz duplex
Orange	10 MHz duplex	10 MHz duplex	20 MHz duplex	20 MHz duplex + 5 MHz	30 MHz duplex
O2	10 MHz duplex	10 MHz duplex	20 MHz duplex	20 MHz duplex + 5 MHz	
Swan			15 MHz duplex		

Source : Cullen International.

Marchés de gros haut et très haut débit fixe

Le Régulateur slovaque a achevé son 3^e cycle d'analyse des marchés 3a, 3b et 4/2014. Il a notifié ses projets de décisions à la Commission européenne le 19 Août 2016, laquelle n'a pas fait de commentaire.

Le régulateur se propose d'alléger la réglementation :

- sur le marché 3a, en excluant le dégroupage à la sous-boucle, tout en maintenant le dégroupage à la boucle pour le cuivre, et en

limitant les obligations réglementaires des offres NGA au test de répliquabilité économique et à une équivalence technique des intrants.

- sur le marché 3b, en imposant un test de répliquabilité des offres 2P et un accès de gros IPTV multicast, en lieu et place de prix régulés.

La décision du régulateur sur le marché 4 a été adoptée le 7 novembre 2016 ; elle supprime les obligations réglementaires sectorielles sur le marché 4, en raison de son caractère concurrentiel.

2.2.6 Autres pays du périmètre du groupe Orange, en dehors de l'Union européenne

Les activités du groupe Orange sur le marché Grand Public en dehors de l'Union européenne étant principalement celles d'opérateurs mobiles, les principaux enjeux réglementaires nationaux sont ceux de la terminaison d'appel voix mobile et de l'accès aux fréquences radioélectriques.

Le tableau ci-dessous présente le niveau des terminaisons d'appel mobile national dans chacun des pays concernés :

Terminaison d'appel voix mobile dans la zone AMEA (centimes d'euro/min)

Maroc	1,289
Tunisie	0,632
Égypte	1,058
Jordanie	1,656
Mali	2,408
Sénégal	1,372
Niger	1,905
Bissau	0,403
Guinée	2,060
Côte d'Ivoire	3,658
Cameroun	3,962
RDC	3,073
RCA	5,334
Botswana	2,447
Madagascar	3,550
Île Maurice	1,525
Burkina Faso	3,048
Sierra Leone	4,518

Source : Orange, d'après les données des régulateurs nationaux. Taux de change au 31/12/2016.

Le tableau ci-dessous présente la date de renouvellement de licence ainsi que le type de licence dans chacun des pays concernés :

Renouvellement des licences dans la zone MEA

	Échéance de la licence en cours	Type de licence
Botswana	avril 2022	2G – 3G
Botswana	août 2025	4G
Burkina Faso	avril 2020	2G et Fixe
Burkina Faso	septembre 2022	3G
Cameroun	janvier 2030	2G – 3G – 4G
Côte d'Ivoire	avril 2032	Globale (incluant la 4G)
Guinée Conakry	janvier 2022	2G
Guinée Conakry	janvier 2022	3G
Guinée Bissau	janvier 2027	2G
Guinée Bissau	juillet 2026	3G – 4G
Guinée Équatoriale	mai 2019	Globale ⁽¹⁾ (hors 4G)
Égypte	octobre 2022	2G – 3G
Irak	août 2022	2G – 3G
Jordanie	mai 2019	2G – 3G
Jordanie	septembre 2030	4G
Jordanie	mai 2024	Fixe
Liberia	juillet 2030	Globale (inclut 4G)
Madagascar	avril 2025	2G – 3G – 4G
Mali	juillet 2017	2G – 3G
Maroc	août 2024	2G
Maroc	décembre 2031	3G
Maroc	avril 2035	4G
Maroc	avril 2036	Fixe
Île Maurice	novembre 2018	2G – 3G – 4G
Île Maurice	novembre 2025	Fixe
Niger	décembre 2022	Globale ⁽¹⁾ (hors 4G)
Sénégal	juillet 2017	Globale ⁽¹⁾ (hors 4G)
Sierra Leone	juillet 2031	2G – 3G
RCA	mai 2027	Globale ⁽¹⁾ (hors 4G)
RDC	octobre 2031	2G – 3G
Tunisie	juillet 2024	Globale ⁽¹⁾ (hors 4G)

Source : Orange, d'après les données des régulateurs nationaux.

(1) Globale : désigne le type de licence qui permet à un opérateur d'offrir des services aussi bien fixes que mobiles sur grâce à l'ensemble des technologies disponibles (selon les pays, la licence Globale n'inclut pas la technologie 4G)

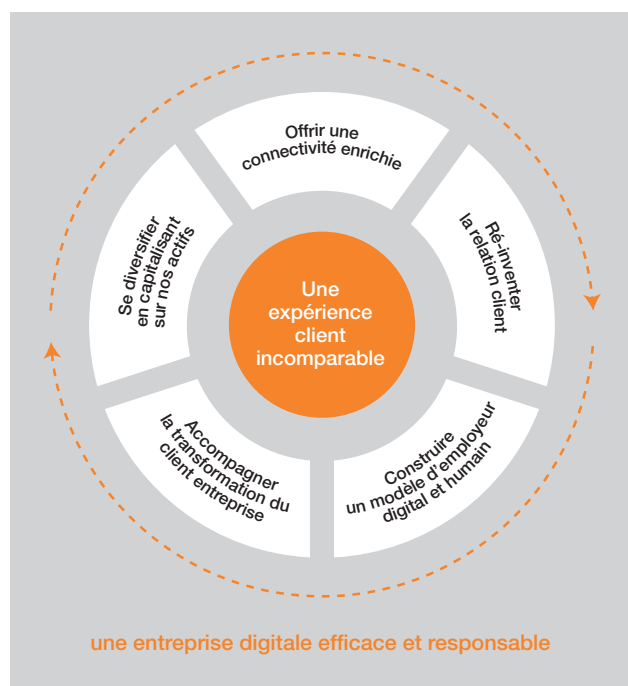
2.3 La stratégie du groupe Orange

Lancé en 2015, le nouveau plan stratégique *Essentiels2020*, est centré sur l'ambition d'Orange à l'horizon 2020 de « faire vivre à ses clients une expérience incomparable » en étant toujours présent pour « connecter chacun à ce qui lui est essentiel ». Ceci passe par le fait d'être exemplaire sur les services de base, la qualité et la fiabilité de l'accès, la connexion des clients à tout moment partout où ils le souhaitent, et au-delà par une personnalisation plus poussée des services et des offres.

Orange s'adresse à toutes les catégories de clients : ceux attentifs au prix et ceux plus exigeants sur le niveau de service, qu'il s'agisse de particuliers, de très petites entreprises ou de multinationales. Pour assumer la mission qu'il se donne, le Groupe dispose de nombreux atouts. Avec sa marque et ses 155 mille salariés, il est en effet présent en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient sur le marché résidentiel, et partout dans le monde pour le marché Entreprise. L'ambition d'Orange ainsi formulée se décline en cinq leviers :

1. offrir aux clients une connectivité enrichie ;
2. réinventer la relation client ;
3. construire un modèle d'employeur digital et humain ;
4. accompagner la transformation du client entreprise ;
5. se diversifier en capitalisant sur ses actifs.

Par ailleurs, ce plan stratégique s'inscrit dans une dynamique d'entreprise digitale, efficace et responsable.



1. Offrir une connectivité enrichie

La multiplication des écrans, la généralisation de la vidéo sur Internet et l'appétit croissant des clients pour les services et contenus en ligne sont à l'origine de l'explosion des usages et du trafic *data* mobile. Par ailleurs, la révolution digitale fait naître de nouvelles attentes de la part des clients et change leur comportement, rendant le besoin de connectivité beaucoup plus important. L'enjeu n'est plus seulement de proposer un réseau performant pour tous les clients, mais d'offrir des services adaptés à chacun et à chaque moment.

Orange souhaite fournir à tous ses clients, particuliers ou entreprises, une connectivité enrichie. Pour la réalisation de son ambition, le Groupe réalisera des investissements importants d'environ 17 milliards d'euros dans ses réseaux entre 2015 et 2018 de façon ciblée. Une priorité claire est donnée aux investissements dans le très haut débit pour répondre à l'explosion du trafic et aux attentes des clients. Ils permettront à Orange de développer des services haut débit, fixe ou mobile, ainsi que des services convergents en Europe. Compte-tenu de cette priorité, les investissements devraient conserver un niveau toujours soutenu au-delà de 2018.

Les investissements seront réalisés notamment dans les domaines suivants :

Le développement du très haut débit fixe et de la convergence

Le développement du très haut débit fixe passe par un ambitieux programme de déploiement en Europe de la fibre optique (FTTH). Orange agit de façon pragmatique et adaptée aux moyens et situations de chaque pays : acquisition (Espagne), déploiement d'un réseau fibre (France, Pologne), utilisation du câble quand il est présent (Belgique), partenariat (Roumanie). En France, Orange a pour objectif de rattraper et rapidement dépasser l'empreinte géographique du câble afin de pouvoir proposer des services très haut débit au plus grand nombre. Le FTTH est un outil de création de valeur pour le Groupe, par la reconquête de parts de marché, la fidélisation des clients et l'amélioration du revenu par abonné (ARPU). Partout en Europe, cette approche permet également de mieux servir les clients entreprises. Le nombre de clients de la fibre du groupe Orange était de 3,3 millions fin 2016 ; en un an, il a doublé en Espagne, a été multiplié par 5 en Pologne et par 1,5 en France. Le nombre de logements raccordables atteignait 6,9 millions en France à la fin 2016 et 9,6 millions en Espagne, pays dans lequel le Groupe est devenu le deuxième opérateur fixe haut-débit et a pour ambition d'atteindre 14 millions de foyers raccordables d'ici la fin 2019. Cette extension permettra également de renforcer la stratégie de développement de la convergence fixe-mobile en Espagne, où elle représente 84 % de la base client du très haut débit fixe à fin 2016. En Pologne, Orange Polska a poursuivi le déploiement de son réseau FTTH avec plus de 1,5 millions de logements raccordables en fin d'année 2016, et un objectif d'atteindre 3,4 millions de foyers d'ici 2018. En Belgique, Orange a lancé en 2016 ses premières offres convergentes et de télévision à très haut débit sur le câble. Fin 2016, Orange s'imposait ainsi comme le leader de la convergence en Europe avec 9,2 millions d'abonnés convergents grand public.

Le développement du très haut débit mobile

Le développement du très haut débit mobile concerne toutes les zones géographiques où le Groupe est présent. Sur le continent européen, le nombre de clients 4G d'Orange a atteint 28 millions fin 2016, soit une croissance de 58 % en 1 an (cette croissance repose sur l'extension de la couverture haut débit, avec l'objectif de disposer en Europe d'un taux de couverture 4G supérieur à 95 % d'ici 2018 tant en déplacement qu'à l'intérieur des bâtiments, en s'appuyant sur la qualité du portefeuille de fréquences). En Afrique et au Moyen-Orient, la base totale de clients mobile d'Orange atteignait près de 121 millions fin 2016. Le Groupe continue à investir fortement dans la couverture géographique de cette zone avec un effort particulier dans la poursuite du déploiement des réseaux haut débit : 10 pays de la zone ont aujourd'hui accès au réseau 4G. Orange a par ailleurs obtenu en 2016 de nouvelles fréquences 4G au Sénégal, en Tunisie et en Égypte.

La poursuite de la modernisation des réseaux

Anticipant les usages futurs des clients, le Groupe fait évoluer ses réseaux pour les rendre plus agiles et adaptables automatiquement. Orange poursuit ainsi la transition de ses réseaux vers le tout-IP, le *Cloud*, et la virtualisation des fonctions de réseaux avec pour objectif de pouvoir les rendre programmables en temps réel et de manière dynamique en fonction de l'évolution du trafic et des besoins. Le Groupe prépare également l'arrivée de la 5G adaptée aux nouveaux usages de l'Internet mobile et de l'Internet des Objets. Ces évolutions permettront en outre de réduire la structure de coûts des réseaux du Groupe ainsi que leur émissions de CO₂. Pour plus d'informations, voir section 3.2.1 *Réseaux*.

Une expérience de contenus enrichie

La qualité des réseaux du Groupe, notamment très haut débit, permet d'accompagner le développement des usages et de répondre aux attentes de ses clients en proposant une expérience multi-écrans. Le développement des usages repose également sur l'accès à des contenus de qualité. Dans ce domaine, la stratégie contenus du Groupe consiste à renforcer son rôle de distributeur en privilégiant un positionnement d'agrégateur, capable de sélectionner, mettre en avant, packager et proposer des contenus attractifs correspondant aux attentes des clients, de manière simple et fluide. Par exemple OCS est aujourd'hui disponible en distribution directe sur Internet (OTT) et Orange a lancé une nouvelle gamme Fibre incluant les meilleures chaînes TV pour la famille, proposées par CANAL+. Pour plus d'informations, voir section 3.1.9.2 *Services partagés – Contenus*.

La Nouvelle *Livebox* d'Orange, présentée en avant-première le 16 mars 2016 lors du *Show Hello* et lancée officiellement le 19 mai en France, répond aux attentes exprimées par les clients et à l'évolution de leurs usages par la puissance de la connectivité offerte sur tous leurs écrans et dans toutes les pièces du foyer.

Dans le cadre du plan *Essentiels2020*, Orange se donne comme objectif de tripler (par rapport à 2014) le débit moyen *data* de ses clients sur ses réseaux fixes et mobiles d'ici à fin 2018.

2. Réinventer la relation client

La relation client est un facteur clé de succès grâce à l'établissement d'un lien direct avec le client final, notamment face au développement des plateformes OTT. Le Groupe ambitionne donc d'être irréprochable dans sa relation avec ses clients, grâce notamment à :

- la puissance de la marque Orange ;
- la simplification du parcours client en limitant les étapes et les intermédiaires ;
- l'amélioration de l'expérience client.

L'identité de marque

Orange dispose d'une marque forte et a décidé, dans le cadre du plan stratégique *Essentiels2020*, de faire évoluer son identité visuelle pour mieux refléter sa volonté d'être plus à l'écoute de ses clients. Trois nouveaux pays ont adopté la marque Orange en 2016 : l'Égypte, la Belgique et le Maroc. Pour plus d'informations, voir section 3.4.2 *La Marque Orange*.

Un parcours client unifié

Avec l'essor d'Internet et des *smartphones*, le mobile devient le point de contact privilégié pour la vente et le service, ce qui amène le Groupe à optimiser le maillage et à repenser le rôle de ses espaces de ventes physiques. Le client aspire à plus d'autonomie, une rapidité et une disponibilité permanentes *via* le *smartphone* qui devient alors le point de contact privilégié à travers l'espace client *Orange et Moi* qui permet aux clients de gérer depuis leur *smartphone* leurs offres Internet et mobile, de contacter facilement Orange ou de résoudre une panne. Cette application comptait fin 2016 presque 13 millions

d'utilisateurs actifs. Elle est disponible sur l'ensemble des pays où le Groupe est présent. Par ailleurs, en avril 2016, Orange a annoncé une prise de participation dans Africa Internet Group qui opère dans 23 pays africains un ensemble de dix plateformes de e-commerce utilisées par plus de 50 000 entreprises locales et internationales.

Les accueils physiques peuvent pour leur part se concentrer sur des fonctions plus élaborées d'accueil et de conseil des clients et sur les opérations les plus complexes. La logique de proximité qui prévalait pour les accueils physiques fait alors place à une logique d'excellence du service, assuré au sein de surfaces plus grandes, plus accueillantes, et organisées par univers d'expérience : maison, famille, travail, bien-être, divertissement. Les *Smart stores* se trouvent ainsi intégrés dans un parcours numérique-physique unifié. Fin 2016, Orange comptait 157 *Smart stores*, dont 144 se situent en Europe parmi lesquels figure le mégastore Opéra à Paris.

L'amélioration de l'expérience client

De nouveaux outils de gestion de la relation client permettent de mieux cibler les services en fonction des usages des clients. Ces outils visent à reconstruire l'historique de la relation d'un client avec Orange, quels que soient les points de contact, afin de mieux le connaître et lui proposer des solutions individualisées en phase avec ses besoins et attentes.

Pour répondre au besoin de simplification du parcours client et aux besoins d'autonomie et de réactivité de nos clients, Orange se donne comme ambition de réaliser 50 % de ses interactions clients *via* le canal digital en Europe d'ici à 2018.

3. Construire un modèle d'employeur digital et humain

Orange veut être une entreprise à laquelle les femmes et les hommes qui y travaillent sont fiers d'appartenir. Pour mesurer la qualité sociale, gage de performance économique, Orange a mis en place un dispositif d'écoute de ses salariés avec un baromètre social bi-annuel en France et annuel à l'international.

Une politique de développement des ressources humaines reconnue

L'ambition d'Orange de construire un modèle d'employeur digital et humain s'est déjà matérialisée par l'obtention dans 29 pays du label *Top Employer* délivré par le *Top Employers Institute*. Ce label récompense les actions mises en place dans chacun de ces pays dans le domaine de l'évolution professionnelle, de la formation et du développement des compétences. Le Groupe a obtenu en 2016 la certification mondiale *Top Employer Global 2016* pour la première fois.

Développement de l'agilité collective et accompagnement des salariés dans la transformation digitale

L'utilisation des outils numériques par les collaborateurs au sein d'Orange est destinée à favoriser l'évolution des compétences et la transversalité des métiers, à encourager l'engagement au sein du Groupe, et à contribuer à la qualité de vie au travail.

Orange a affirmé en 2016 sa promesse d'être un « employeur digital et humain » comme un élément fondamental de son plan stratégique *Essentiels2020*. L'année 2016 a vu la signature du premier accord sur l'accompagnement de la transformation numérique au sein d'Orange, qui a pour ambition d'accompagner les salariés pour que chacun participe à cette démarche et y trouve sa place.

Développement de l'engagement de chacun

L'association des salariés à hauteur de plus de 5 % au capital d'Orange permet de développer leur engagement et leur participation à la vie de l'entreprise. Orange a pour ambition de continuer à développer cet actionnariat. Ainsi, en 2016, 11,2 millions d'actions

ont été souscrites par 45 000 salariés dans le cadre de l'Offre Réservée au Personnel, *Orange Ambition 2016*.

Orange a aussi lancé en avril 2016 un challenge international *Cube*, qui a pour objectif principal de permettre à chacun des salariés du Groupe de mieux s'approprier sa stratégie et de s'engager dans une dynamique à la fois collective, digitale, et fédératrice, autour de la culture Orange.

Convaincu qu'une expérience réussie pour ses clients repose sur une expérience salarié de qualité, le Groupe s'est fixé pour objectif que 90 % de ses salariés recommandent Orange comme employeur à l'issue du plan stratégique *Essentiels2020*.

4. Accompagner la transformation du client entreprise

Porteuse d'opportunité, d'efficacité, et de croissance, la révolution digitale transforme profondément l'activité, l'organisation, les outils (relations client, salariés) et les processus des entreprises. Dans ce contexte, Orange se positionne comme le partenaire de confiance des entreprises pour les accompagner dans leur transformation numérique. Pour y parvenir, le Groupe est à l'écoute des besoins et spécificités de chaque industrie, métier, et processus, et des contraintes de sécurité de ses clients, qui vont de la PME à la multinationale. En complément de son métier traditionnel de fournisseur de connectivité partout où il est présent, le Groupe se concentre sur quatre domaines principaux :

- la fourniture de solutions de travail digitales pour les salariés qui deviennent plus mobiles, plus connectés et travaillent de façon plus collaborative. Orange ambitionne ainsi de devenir un leader de l'intégration de la mobilité dans le poste de travail ;
- l'amélioration des processus métiers, en particulier grâce aux applications et objets connectés qui ouvrent de nouvelles possibilités pour les entreprises ;
- la fourniture de solutions de *Cloud* privé et hybride pour les multinationales, dont le Groupe veut être le leader en France. Les services de *Cloud* sont un outil essentiel pour amener de l'agilité et de la flexibilité aux entreprises (virtualisation, intégration de systèmes, applications métiers, API, briques de développement pour les objets connectés, *Big data* et analytics) ;
- les solutions de sécurité pour la protection de tous les domaines d'activité vitaux des entreprises qui représentent un enjeu croissant : infrastructures, données stratégiques de l'entreprise et interaction avec ses clients (site Internet, outils de prise de commande et de gestion client).

L'année 2016 a vu le développement des activités de cyber sécurité (marqué par une croissance en 2016 de 17 % de son chiffre d'affaire) avec l'acquisition de Lexsi, ainsi que des services de *Cloud* (+ 17 % de croissance du chiffre d'affaire en 2016) avec l'acquisition de Log'in consultants (activité dédiée aux services d'intégration en matière de virtualisation de poste de travail du groupe Log'in International). Par ailleurs, 2016 a été marquée par le lancement international d'*Easy Go Network*, service offrant aux multinationales à la recherche de réseaux plus intelligents et plus flexibles des solutions de virtualisation des fonctions réseaux. Pour plus d'informations, voir section 3.1.8 *Entreprises*.

Dans le cadre du plan *Essentiels2020*, Orange se fixe comme objectif de faire croître de 10 points la part des services IT dans le mix de revenus d'Orange Business Services d'ici à 2020.

5. Se diversifier en capitalisant sur ses actifs

Orange privilégie deux domaines où il peut capitaliser sur ses actifs et être légitime aux yeux de ses clients pour développer de nouveaux relais de croissance : les objets connectés et les services financiers sur mobile.

Objets connectés et services financiers sur mobiles sont deux transformations majeures dans le quotidien des clients sur lesquels Orange pense pouvoir apporter une véritable valeur ajoutée aux clients. Ces services nécessitent une connectivité enrichie et présentent de nombreuses synergies avec les principaux actifs du Groupe : relation clients, expertise digitale, puissance de distribution tant physique que digitale, capacité d'innovation, force de la marque (porteuse de valeurs de confiance et de sécurité auprès des clients), réseaux et présence internationale. Le Groupe se fixe pour objectif de dépasser un milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2018 dans ces nouveaux relais de croissance.

Objets connectés

Le Groupe souhaite être présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur des objets connectés :

- la distribution d'objets connectés ;
- la fourniture de services à valeur ajoutée autour de ces objets, notamment dans le domaine de la santé et du bien-être ou encore dans celui de la maison connectée ;
- la gestion des données issues des objets connectés, notamment avec *Datavenue*, sa plateforme d'intermédiation ouverte.

L'année 2016 a été marquée par deux initiatives du Groupe dans ce domaine :

- le lancement de *Datavenue* à l'international, afin de compléter la position du Groupe sur la chaîne de valeur de l'IoT et de valoriser les données collectées *via* des objets connectés ;
- la poursuite du déploiement progressif d'un réseau ultra-bas débit dans l'Internet des Objets connectés, utilisant la technologie LoRa (*Long Range*), et déjà disponible dans 18 agglomérations en France. Le Groupe a aussi rejoint le Conseil de l'Alliance LoRa®, qui compte aujourd'hui plus de 300 entreprises membres, pour contribuer au succès mondial du protocole LoRaWAN™.

Services financiers sur mobile

Les perspectives de croissance des services financiers sur mobile sont significatives tant en Europe qu'en Afrique où la pénétration mobile est beaucoup plus élevée que le taux de bancarisation de la plupart des pays concernés, et où les clients souhaitent pouvoir effectuer de plus en plus de paiements sur mobile, de manière simple et fluide grâce à la diffusion des *smartphones*.

En 2016, le Groupe a poursuivi son développement dans plusieurs domaines :

- dans les services financiers avec le développement d'Orange Money en Afrique, leader du service financier digital qui a connu en 2016 une croissance de 58,5 % de son chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente. En Afrique et au Moyen-Orient, Orange compte déjà près de 29 millions d'utilisateurs de services de transfert d'argent et de paiement avec un volume de transactions de plus d'un milliard d'euros par mois ;
- dans le paiement mobile avec le paiement sans contact *via* la technologie NFC en Europe et l'application de paiement sans contact Orange Cash lancée en Espagne et généralisée en France, y compris sur iPhone ;
- dans la banque sur mobile qui offre des perspectives de croissance importantes et sur lequel le Groupe a concentré ses efforts. Orange est entré en 2016 au capital de Groupama Banque, filiale de Groupama rebaptisée à cette occasion Orange Bank, à hauteur de

65 %. La filiale commune des deux groupes lancera en France début 2017 une offre bancaire 100 % mobile qui sera commercialisée sous la double marque Orange et Groupama dans leurs réseaux de distribution physique respectifs, ainsi que directement sur *smartphone*.

À travers Orange Bank, Orange et Groupama proposeront l'essentiel des services bancaires tels que la gestion de compte courant, le paiement, l'épargne, le crédit et l'assurance. L'ambition des deux acteurs est d'attirer à terme plus de 2 millions de clients en France.

Une entreprise digitale, efficace et responsable

Le Groupe souhaite atteindre ses objectifs dans le respect de la performance sociale en étant une entreprise éthique, respectueuse de l'écosystème et de l'environnement dans lequel elle évolue.

Open innovation

Pour développer ses nouveaux services, Orange continue de miser sur l'innovation, en complétant ses propres ressources par une démarche d'*open innovation*. Orange accompagne 236 *start-ups* dans le monde à travers ses programmes d'*open innovation* et a pour ambition d'en accompagner 500 d'ici à 2020. Pour plus d'informations, voir section 3.3.2 *Innovation ouverte* et 3.3.3 *Capital-investissement*.

Responsabilité d'entreprise

Afin de répondre aux enjeux sociaux et environnementaux liés à la diffusion croissante des terminaux (*smartphones*, tablettes, objets connectés) ainsi qu'à la multiplication des usages consommateurs d'énergie, Orange a marqué son engagement en se fixant deux priorités : réduire de 50 % ses émissions de CO₂ par usages client d'ici 2020 par rapport à 2006, et favoriser l'intégration des principes de l'économie circulaire au sein de son organisation et de ses processus. En 2016, les émissions de CO₂ par usages client avaient été réduites de 48 % depuis 2006.

À l'occasion de l'Assemblée générale 2016, Orange a publié pour la première fois un rapport annuel Intégré qui invite les actionnaires mais également tous ses publics à une lecture sociétale de sa stratégie. Il a pour objectif de montrer comment Orange, entreprise digitale, efficace et responsable, inscrit son projet d'entreprise dans la durée pour se mettre au service de ses clients et créer de la valeur pour la société toute entière en faisant du numérique un accélérateur de progrès pour tous.

Efficacité opérationnelle

Orange continue d'améliorer son efficacité opérationnelle à travers la mise en œuvre du programme *Explore2020*. Depuis 2015, Orange a réalisé des économies brutes de 1,7 milliard d'euros, en ligne avec son ambition d'atteindre 3 milliards d'euros d'économies entre 2015 et 2018.

Ambitions

La stratégie d'Orange sur son cœur de métier comme dans les nouvelles activités a pour but de renouer avec la croissance tout en conservant une situation financière solide. Concernant le volet opérationnel, le Groupe suivra quelques grands indicateurs qui lui permettront d'apprécier la réalisation du plan *Essentiels2020* présenté en mars 2015 :

Deux indicateurs globaux et synthétiques mesurent la réalisation de l'ambition centrale d'*Essentiels2020* concernant l'expérience digitale des clients Orange :

- un indicateur de leadership en recommandation client (*Net Promoter Score* ou NPS). Cet indicateur englobe l'ensemble des leviers du plan stratégique. Orange veut devenir et rester numéro 1 en NPS auprès de 3 clients sur 4 d'ici à 2018 ;
- un indicateur qui mesure la puissance de la marque Orange : le *Brand Power Index*. Orange vise une progression continue de cet indicateur sur ses différents marchés d'ici à 2018, grâce à la fois à l'amélioration par le Groupe de l'expérience digitale de ses clients et à sa nouvelle identité de marque.

Pour le reste, Orange retient une ambition par levier :

- pour le premier levier sur la connectivité enrichie, Orange se fixe un objectif de triplement du débit moyen *data* de ses clients sur ses réseaux fixes et mobiles d'ici à fin 2018 par rapport à 2014 ;
- pour le deuxième levier sur la relation client, Orange vise un taux de digitalisation de 50 % des interactions avec ses clients d'ici à 2018 ;
- pour le troisième levier sur le modèle d'employeur digital et humain, Orange a choisi un indicateur symétrique de celui retenu pour ses clients, fondé sur la recommandation. Orange vise à ce que 9 salariés sur 10 recommandent Orange comme employeur d'ici à 2018 ;
- pour le quatrième levier sur le marché Entreprises, Orange a choisi de mesurer la réussite de la transformation du *business model* de son activité Entreprises vers les services. Le Groupe vise une augmentation de 10 points de la part des services IT et intégration dans le mix de revenus d'Orange Business Services d'ici à 2020 ;
- enfin, pour le dernier levier, l'indicateur retenu permettra de mesurer la réussite de la diversification dans les nouveaux services, avec les objets connectés et les services financiers sur mobile. L'objectif est que ces nouveaux services contribuent pour plus de un milliard d'euros au chiffre d'affaires du Groupe en 2018.

Objectifs financiers

Concernant le volet financier, voir section 4.5 *Perspectives d'avenir*, et 4.6 *Politique de distribution des dividendes*.

2.4 Facteurs de risque

Outre les informations contenues dans le présent document de référence, les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les risques exposés ci-dessous avant de prendre leur décision d'investissement. Ces risques sont, à la date du présent document de référence, ceux dont la Société estime que la réalisation pourrait avoir un effet négatif significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats d'Orange et/ou de ses filiales. Par ailleurs, d'autres risques et incertitudes, qui ne sont pas encore identifiés ou sont considérés, à la date du présent document de référence, comme non significatifs par Orange, pourraient avoir le même effet négatif. Les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement si ces risques se matérialisaient.

Les risques présentés dans ce chapitre concernent :

- les risques liés à l'activité d'Orange (voir section 2.4.1) ;
- les risques de nature juridique (voir section 2.4.2) ;
- les risques financiers (voir section 2.4.3).

Au sein de chaque section, les facteurs de risque sont présentés selon un ordre d'importance décroissante déterminé par la Société à la date du présent document de référence. L'appréciation par Orange de cet ordre d'importance peut être modifiée à tout moment, notamment en raison de la survenance de faits nouveaux externes ou propres à elle.

Plusieurs autres chapitres du présent document traitent également de risques de manière substantielle :

- en ce qui concerne les risques liés à la stratégie générale d'Orange, voir section 2.3 *La stratégie du groupe Orange* ;
- en ce qui concerne les risques liés à la réglementation et à la pression réglementaire, voir section 2.2 *La réglementation* et note 16 *Litiges* de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1) ;

- en ce qui concerne les risques liés aux litiges dans lesquels le Groupe est impliqué, voir également les notes 9 *Impôts* et 16 *Litiges* de l'annexe aux comptes consolidés ainsi que le cas échéant la section 4.4 *Événements récents* ;
- en ce qui concerne les risques liés à la vulnérabilité de l'infrastructure technique et les risques environnementaux, voir section 5.6.2 *Informations environnementales* ;
- en ce qui concerne les risques financiers, voir :
 - les notes 7, 8 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés pour les dépréciations d'actif,
 - la note 11.8 de l'annexe aux comptes consolidés pour les instruments dérivés,
 - la note 12 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers de l'annexe aux comptes consolidés pour la gestion du risque de taux, du risque devise, du risque de liquidité, des covenants, du risque de crédit et du risque de contrepartie, et du risque du marché des actions. Le cadre de gestion des risques de taux, change et liquidité est fixé par le Comité trésorerie financement. Voir section 5.2.3.3 *Comité exécutif et comités de gouvernance du Groupe* ;
- en ce qui concerne le plan d'assurances, voir section 5.4.7 *Assurances* ;
- plus généralement, le cadre de maîtrise des risques au sein du groupe Orange fait dans son ensemble l'objet du rapport du président sur la gouvernance et le contrôle interne. Voir section 5.4 *Cadre de maîtrise de l'activité et des risques*.

2.4.1 Risques opérationnels

Les risques opérationnels incluent principalement des risques liés au secteur des télécommunications, des risques liés à la stratégie et à l'environnement économique et des risques concernant les ressources humaines.

Le développement rapide des usages du haut débit (fixe ou mobile) et l'apparition de nouvelles technologies d'accès réseau donnent aux acteurs mondiaux de la sphère Internet l'occasion d'établir un lien direct avec les clients des opérateurs de télécommunications, privant ces derniers – dont Orange – d'une partie de leurs revenus et de leurs marges. Si ce phénomène s'intensifiait, il pourrait affecter gravement la situation financière et les perspectives des opérateurs.

Le développement de l'usage des réseaux pour les services à valeur ajoutée a favorisé l'émergence de nouveaux acteurs puissants, les *over-the-top* ou OTT. La compétition avec ces acteurs pour le contrôle de la relation client s'intensifie et pourrait marginaliser la position des opérateurs. En effet, cette relation directe avec les clients est source de valeur pour les opérateurs et sa perte (partielle ou totale) au profit des nouveaux entrants pourrait affecter les revenus, les marges, la situation financière et les perspectives des opérateurs de télécommunications tels qu'Orange.

En réponse, Orange a adopté une stratégie visant à procéder à des investissements importants afin d'adapter la capacité de ses réseaux de transport et de collecte, et ainsi se différencier par la qualité de service offerte dans le très haut débit, et à fournir des services de communication plus innovants et attractifs.

Il n'existe toutefois aucune garantie que cette stratégie, et notamment le caractère innovant de certains investissements, suffise à faire face à la pression des nouveaux entrants. Si la rentabilité de ces investissements ne pouvait être assurée, la situation financière et les perspectives d'Orange pourraient alors en être affectées.

Le Groupe a inclus dans son plan *Essentiels2020* le développement des activités de services financiers mobiles, matérialisé en 2016 par l'obtention d'agréments d'établissements de monnaie électronique en Afrique et la prise de participation dans Groupama Banque, puis au 1^{er} semestre 2017 par le lancement d'Orange Bank. Ces activités sont susceptibles de générer des risques nouveaux spécifiques ou d'accroître l'impact des risques actuels.

Le développement des activités dans le domaine des services financiers mobiles confronte le Groupe à des nouveaux risques, propres à ce secteur, tels que le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le non-respect des programmes de sanctions économiques. En outre, les risques de fraude, cyber-attaques, perte, divulgation ou communication non autorisée de données des clients et d'interruption de services (voir ci-après) pourraient être particulièrement sensibles dans le domaine des services financiers.

Par ailleurs, les entités du Groupe ayant le statut d'établissement financier réglementé pourraient être confrontées à un risque de non-conformité avec la réglementation propre au secteur financier.

Enfin, le dispositif de contrôle interne renforcé, nécessaire aux activités dans le domaine des services financiers, qui est actuellement mis en place, pourrait s'avérer insuffisant.

Ces risques sont d'autant plus élevés que les établissements financiers réglementés du Groupe devraient connaître dans les prochaines années une phase importante de transformation en raison du développement de leurs offres et de leurs activités, et de l'élargissement de leur clientèle.

S'ils se réalisaient, ces risques pourraient avoir un impact significatif sur la situation financière, l'accomplissement de la stratégie et l'image du Groupe.

Orange est exposé à des risques liés aux données de ses clients, notamment de divulgation ou de modification inappropriée, et ses activités de fournisseur d'accès à Internet et d'hébergeur sont susceptibles d'engager sa responsabilité ou de nuire à sa réputation.

Les activités d'Orange l'exposent à un risque de perte, de divulgation, de communication non autorisée à des tiers ou de modification inappropriée des données de ses clients ou du Grand Public en général, et en particulier leurs coordonnées bancaires, qui sont stockées sur ses infrastructures ou transmises par ses réseaux.

Ces pertes peuvent notamment résulter (i) de la mise en place de nouveaux services ou de nouvelles applications relatives par exemple à la facturation et à la gestion des relations avec les clients, (ii) du développement d'activités nouvelles dans le domaine des objets connectés, (iii) d'actes de malveillance (comme les cyber-attaques) visant notamment les données personnelles ou (iv) d'actes de négligence pouvant être commis au sein d'Orange comme chez des partenaires du Groupe auprès desquels certaines activités sont externalisées.

La mise en cause de la responsabilité d'Orange est possible dans de nombreux pays au travers des législations qui renforcent les obligations des opérateurs, et vont en se durcissant.

En outre, dans certains pays, Orange peut être soumis à des obligations de communication des données personnelles à des tiers dans un cadre légal qui n'offrirait pas les mêmes garanties de protection que celles existantes en France, ce qui pourrait nuire à sa réputation et sa marque.

S'ils se matérialisaient, ces risques pourraient avoir pour le Groupe un impact considérable de réputation et un impact élevé en termes de responsabilité, y compris pénale, et donc un impact négatif sur ses résultats futurs.

Une grande partie du chiffre d'affaires d'Orange est réalisée dans des marchés matures où la concurrence vive entre les opérateurs s'exerce sur les prix et sur la capacité des opérateurs à proposer aux clients des offres convergentes, et il peut en résulter une baisse de la rentabilité ou des parts de marché.

Les principaux marchés sur lesquels opère Orange sont matures voire saturés. Dans ces conditions, Orange doit faire face à une concurrence extrêmement vive qui s'exerce essentiellement sur les prix mais aussi sur la capacité à proposer des offres convergentes (fixe, mobile et très haut débit), notamment face à la concurrence récente des câblo-opérateurs (comme celle de SFR-Numericable en France).

En réponse, Orange a choisi de procéder à des investissements importants dans l'innovation, de poursuivre une politique de transformation et de réduction de ses coûts fixes mais aussi d'ajuster son portefeuille d'actifs par des acquisitions (comme celles réalisées en 2016 dans 4 pays africains) ou des cessions. Par ailleurs, Orange s'est engagé dans le développement d'activités nouvelles telles que les services financiers mobiles et les objets connectés. Enfin, Orange a participé activement début 2016 à la tentative de consolidation du marché en France.

Face à cette concurrence, si Orange ne parvenait pas à mettre en œuvre sa stratégie, il pourrait perdre des parts de marché et/ou voir se réduire ses marges ; cette situation pourrait également se produire dans l'hypothèse d'une consolidation des marchés à laquelle le Groupe ne participerait pas.

Pour plus d'informations sur la concurrence, voir chapitre 3 *Présentation des activités*.

Orange est exposé au risque d'interruption de ses réseaux et services à la suite de cyber-attaques, de sabotages, de pannes ou d'erreurs humaines portant sur des matériels ou logiciels critiques, du dysfonctionnement d'un équipement réseau, de la défaillance d'un fournisseur clé, ou de la saturation du réseau.

Des dommages ou des interruptions du service fourni aux clients peuvent se produire à la suite de cyber-attaques (des réseaux ou des systèmes d'information), de pannes (matérielles ou logicielles), d'erreurs humaines, de sabotages de matériels ou de logiciels critiques, de la défaillance d'un fournisseur critique, de l'insuffisance de capacité du réseau concerné à faire face au développement des usages, ou lors de la mise en place de nouvelles applications ou de nouveaux logiciels.

Parmi ces risques d'interruption, les opérateurs de télécommunications sont tout particulièrement exposés aux actes de malveillance et aux cyber-attaques en raison du caractère vital des télécommunications dans le fonctionnement des économies. En dépit des mesures déployées par Orange pour protéger son réseau, la recrudescence de ce type d'attaques accroît le risque d'interruption de ses services.

Compte tenu de la rationalisation du réseau s'appuyant sur la mise en œuvre de technologies tout IP, de l'augmentation de la taille des plateformes de services et du regroupement des équipements sur un nombre réduit de bâtiments, de telles interruptions des services pourraient à l'avenir concerner un nombre plus élevé de clients et plusieurs pays à la fois.

Bien que leur impact soit difficile à quantifier, de tels événements pourraient causer de graves dommages à la réputation du Groupe, provoquer la mise en cause de sa responsabilité et entraîner une réduction du trafic et du chiffre d'affaires d'Orange et donc de ses résultats et perspectives. S'ils devaient survenir à l'échelle d'un ou plusieurs pays, ils seraient en outre susceptibles de provoquer des situations de crise affectant potentiellement la sécurité des pays concernés.

Les infrastructures techniques des opérateurs de télécommunications sont vulnérables aux dommages ou aux interruptions provoqués par des catastrophes naturelles, incendies, guerres, actes terroristes, dégradations intentionnelles, actes de malveillance ou autres événements similaires.

Une catastrophe naturelle ou d'autres incidents imprévus touchant les installations d'Orange peuvent conduire à des destructions importantes entraînant des coûts de réparation élevés. Dans la plupart des cas, Orange n'est pas assuré pour les dommages à ses lignes et doit autofinancer la réparation de ces dommages. De plus, les dégâts causés par ces catastrophes de grande ampleur peuvent avoir des conséquences à plus long terme susceptibles d'entraîner des coûts significatifs restant à la charge d'Orange et qui seraient nuisibles pour son image, ses résultats et ses perspectives. En outre, les phénomènes météorologiques liés aux changements climatiques actuels pourraient s'accroître en fréquence, aggraver les sinistres et augmenter ces dommages.

L'étendue des activités d'Orange et l'interconnexion des réseaux exposent le Groupe au risque de nombreuses fraudes, qui pourraient impacter son chiffre d'affaires et sa marge et nuire à son image.

Comme tous les opérateurs, Orange est confronté à divers types de fraude qui peuvent la viser directement ou viser ses clients. De plus, avec la complexification des technologies et des réseaux, et l'accélération de la mise en place de nouveaux services ou de nouvelles applications relatives notamment à la facturation et à la gestion des relations avec les clients, de nouveaux types de fraudes plus difficiles à détecter ou à combattre pourraient également se développer. Dans tous les cas, le chiffre d'affaires, la marge, la qualité des services et la réputation d'Orange pourraient être affectés.

Le Groupe pourrait être dans l'incapacité de fournir les compétences nécessaires à son activité du fait des nombreux départs de salariés ou de l'évolution des besoins dans les prochaines années.

Le nombre important des départs en retraite ou préretraite depuis quelques années qui vont s'accroître jusqu'en 2020 du fait de la démographie d'Orange en France, ainsi que les besoins de nouvelles compétences sur les axes de développement du Groupe, pourraient affecter la capacité d'Orange à renouveler ses compétences en attirant ou en formant le personnel qualifié nécessaire, et à mener à bien ses projets et sa stratégie de développement. Dans cette hypothèse, les résultats et les perspectives d'Orange pourraient en être affectés.

Dans le cadre de la consolidation du secteur des télécommunications en Europe, Orange est susceptible de procéder à des acquisitions significatives qui pourraient entraîner des risques d'intégration.

Après l'acquisition de Jazztel en 2015, le Groupe a participé à des négociations en vue d'une consolidation du marché en France qui n'a pas abouti. Toutefois, si Orange devait procéder à d'autres acquisitions significatives dans le cadre d'une consolidation du secteur, il pourrait se trouver confronté à un risque d'intégration des nouvelles entités ou activités avec un impact significatif sur ses marges et sa rentabilité.

Orange compte sur des relais de croissance dans les pays où il a investi. Les investissements déjà réalisés pourraient ne pas donner les résultats escomptés, voire s'avérer source d'obligations inattendues, et le Groupe pourrait être confronté à un accroissement du risque pays, y compris sous l'angle de la corruption. Les résultats du Groupe, ses perspectives et son image pourraient en être affectés.

La croissance du Groupe repose en partie sur sa présence dans des zones géographiques en développement économique rapide. Orange a ainsi réalisé des investissements dans des entreprises de télécommunications situées au Moyen-Orient et en Afrique. L'instabilité politique ou l'évolution de la situation économique, juridique ou sociale dans ces zones géographiques pourrait remettre en cause les perspectives de rentabilité retenues à l'occasion de ces investissements. La valeur de ces investissements pourrait aussi être affectée par des sanctions économiques internationales à l'encontre de ces pays.

En outre, ces zones géographiques peuvent présenter des difficultés ou des risques spécifiques relatifs au contrôle interne ou au non-respect des lois et réglementations applicables, telle que la réglementation anti-corruption. Malgré les efforts réalisés par le Groupe pour renforcer sa politique anti-corruption, des cas de corruption pourraient survenir, ce qui pourrait avoir un impact négatif, notamment sur l'image du Groupe.

Les autres zones d'implantation géographique du Groupe, notamment en Europe centrale et orientale, sont également exposées à des risques d'instabilité géopolitique et de non-respect des lois et réglementations applicables qui sont susceptibles de remettre en cause les perspectives de rentabilité retenues lors des décisions d'investissement.

Si le développement attendu du chiffre d'affaires de ces différentes zones géographiques n'était pas réalisé ou si Orange ne parvenait pas à les développer de manière rentable, sa situation financière et ses résultats pourraient en être affectés.

Les opérateurs de télécommunications tels qu'Orange pourraient être affectés par les éventuels effets nocifs sur la santé de l'exposition aux champs électromagnétiques des équipements de télécommunication.

Suite aux préoccupations exprimées dans de nombreux pays au sujet d'éventuels risques pour la santé humaine dus à l'exposition aux champs électromagnétiques provenant des équipements de télécom-

munication, les pouvoirs publics ont généralement adopté des réglementations contraignantes et les autorités sanitaires ont édicté différentes précautions d'usage.

La perception d'un risque par le public pourrait entraîner une diminution du nombre de clients et des usages de ces derniers, une baisse de la consommation par client, une augmentation des recours contentieux, notamment contre l'existence des antennes mobiles, et un durcissement des réglementations, avec comme conséquence la réduction des zones de couverture, la dégradation de la qualité de service ainsi que l'augmentation des coûts de déploiement du réseau.

Bien qu'il existe un consensus majoritaire entre les groupes d'experts et les autorités sanitaires dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour constater qu'il n'a pas été établi jusqu'à présent de risque pour la santé en cas d'exposition aux champs électromagnétiques inférieure aux limites recommandées par la commission internationale spécialisée (ICNIRP), Orange ne peut pas préjuger des conclusions de futures publications de recherche scientifique ou de futures évaluations des organisations internationales et comités scientifiques mandatés pour examiner ces questions. Si un effet nocif sur la santé devait un jour être établi scientifiquement, cela aurait un impact significatif sur les activités d'Orange et l'image de la marque Orange et sur le résultat et la situation financière du Groupe.

Pour plus d'informations, voir section 5.6.3.7 *Protection de la santé et de la sécurité des clients*.

Le Groupe commercialise ses produits et services essentiellement sous la marque Orange. La stratégie de diversification vers de nouveaux domaines d'activité et d'expansion géographique vers de nouveaux territoires se fonde dans la politique de marque unique qui en fait aujourd'hui un actif majeur du Groupe.

À ce titre, Orange a choisi des relais de croissance qui ne sont pas nécessairement dans son cœur de métier comme la banque digitale, ou bien d'exercer son métier d'opérateur de télécommunications dans des pays émergents où le contexte politico financier peut être versatile. Dans ce contexte, le groupe porte une grande attention à préserver la valeur de la marque malgré les risques d'exécution des opérations qui pourraient porter atteinte à l'image de l'entreprise en particulier sur le secteur mature de la téléphonie mobile.

Si une crise financière ou économique de grande ampleur intervient dans le futur, son impact sur l'activité pourrait se traduire par une diminution de la consommation et affecter ainsi de manière significative les résultats d'Orange.

En cas de crise financière ou économique affectant les marchés mondiaux, la dégradation de la situation macroéconomique pourrait entraîner une diminution de la consommation des ménages et de l'activité des entreprises pouvant affecter de manière significative le chiffre d'affaires et les résultats d'Orange.

Pour plus d'informations concernant l'impact de la situation économique sur le groupe Orange, voir également les risques financiers à la section 2.4.3 ci-après.

Orange fait face à différents facteurs de risques humains internes et externes qui pourraient avoir un impact significatif sur l'image, le fonctionnement et les résultats du Groupe.

La promesse Orange d'être un employeur digital et humain, inscrite dans le plan stratégique *Essentiels2020*, pourrait être affectée par différents facteurs humains liés à des risques psycho sociaux, à la sécurité des personnes, ou à des tensions dans certains pays ou zones. S'ils se matérialisaient, ces risques pourraient freiner le déploiement de la stratégie du Groupe et avoir un impact significatif sur son image, son fonctionnement et ses résultats.

2.4.2 Risques juridiques

Orange opère dans des marchés fortement réglementés où il bénéficie d'une marge de manœuvre réduite pour gérer ses activités. Les activités et le résultat d'Orange pourraient être affectés de manière significative par des changements législatifs, réglementaires ou de politique gouvernementale.

Dans la plupart des pays où il opère, Orange doit se conformer à un ensemble d'obligations réglementaires relatives à la fourniture de ses produits et services, liées notamment à l'obtention et au renouvellement de licences de télécommunications, ainsi qu'au contrôle des autorités qui veillent au maintien d'une concurrence effective sur les marchés des communications électroniques. En outre, Orange est soumis dans certains pays à des contraintes réglementaires du fait de sa position historiquement dominante sur le marché des télécommunications fixes.

Les activités et le résultat d'exploitation d'Orange pourraient être affectés de manière significative par des changements législatifs, réglementaires ou de politique gouvernementale, et notamment par des décisions prises par les autorités réglementaires ou les autorités de la concurrence en ce qui concerne :

- la modification ou le renouvellement à des conditions défavorables, voire le retrait, de licences d'opérateur fixe ou mobile ;
- les conditions d'accès aux réseaux (notamment celles concernant l'itinérance ou la mutualisation d'infrastructures) ;
- la tarification des services ;
- l'instauration de nouvelles taxes ou l'alourdissement de taxes existantes sur les entreprises de télécommunications ;
- la législation sur le consumérisme ;
- la politique en matière de concentrations ;
- la réglementation applicable aux opérateurs des secteurs concurrents comme le câble ;
- la réglementation sur la sécurité des données ;
- la réglementation des activités bancaires et financières, et toute réglementation annexe en matière de conformité telle que les lois et règlements sur les sanctions économiques.

De telles décisions pourraient affecter le chiffre d'affaires et les résultats du Groupe de manière significative.

Pour plus d'informations sur les risques liés à la réglementation, voir section 2.2 *La réglementation*.

Orange est continuellement impliqué dans des procédures judiciaires et des litiges avec des autorités de régulation, des concurrents, des administrations ou d'autres parties. L'issue de ces procédures est généralement incertaine et pourrait avoir un impact significatif sur ses résultats ou sa situation financière.

Orange estime respecter, d'une manière générale et dans tous les pays où il poursuit ses activités, l'ensemble de la réglementation

spécifique en vigueur, ainsi que les conditions d'exercice de ses licences d'opérateur, mais il ne peut préjuger sur ce point de l'appréciation des autorités de contrôle et des autorités judiciaires qui sont régulièrement saisies. Si Orange était condamné par les autorités compétentes d'un pays dans lequel il opère à payer une indemnité ou une amende, ou à suspendre certaines de ses activités, sur le fondement d'un manquement à la réglementation en vigueur, sa situation financière et ses résultats pourraient en être négativement affectés.

Par ailleurs, Orange (notamment en France et en Pologne) est fréquemment mis en cause dans des procédures avec ses concurrents et les autorités réglementaires en raison de sa position prééminente sur certains marchés où il opère (les réclamations formulées à l'encontre d'Orange pouvant être très significatives) et a déjà été condamné à des amendes de plusieurs dizaines de millions d'euros, voire plusieurs centaines de millions d'euros pour des pratiques d'entente ou pour avoir abusé de sa position dominante, telle l'amende de 350 millions d'euros qui lui a été infligée le 17 décembre 2015 par l'Autorité française de la concurrence pour avoir freiné abusivement le développement de la concurrence sur le marché de la clientèle « entreprise » depuis les années 2000. Enfin, le Groupe peut être engagé dans de lourds litiges commerciaux dont les enjeux s'élèvent aussi à des montants très importants. Le résultat des procédures contentieuses est par nature imprévisible.

Dans le cadre des procédures devant les autorités de la concurrence européennes, le montant maximum des amendes prévues par la loi s'élève à 10 % du chiffre d'affaires consolidé de la société fautive (ou du groupe auquel elle appartient, selon le cas).

Les principales procédures dans lesquelles Orange est impliqué sont décrites dans les notes 9 *Impôts* et 16 *Litiges* des comptes consolidés. L'évolution ou l'issue de certaines de ces procédures en cours ou de l'ensemble d'entre elles pourrait avoir un impact négatif significatif sur les résultats ou la situation financière d'Orange.

La rentabilité de certains investissements et la stratégie d'Orange dans certains pays pourraient être affectées par des désaccords avec ses partenaires dans des sociétés dont elle n'a pas le contrôle.

Orange exerce certaines de ses activités à travers des sociétés dont elle n'a pas le contrôle exclusif. Les documents constitutifs ou les accords qui régissent certaines de ces activités prévoient que certaines décisions importantes, telles que l'approbation des plans d'affaires ou le calendrier et le montant des distributions de dividendes, nécessitent l'approbation des différents partenaires. Dans le cas où Orange et ses partenaires seraient en désaccord sur ces décisions, la rentabilité de ces investissements, leur contribution aux résultats d'Orange et la stratégie poursuivie par Orange dans les pays où se situent ces sociétés pourraient en être négativement affectées.

2.4.3 Risques financiers

Risque de liquidité

Les résultats et les perspectives d'Orange pourraient être affectés si les conditions d'accès aux marchés de capitaux devenaient difficiles.

Le durcissement des règles prudentielles du secteur financier résultant des réglementations « Bâle III » et « Solvabilité II » qui visent à renforcer les fonds propres des banques et des compagnies d'assurance va contraindre les entreprises à accroître la part de leur financement sur les marchés obligataires. La politique de Quantitative Easing de la Banque Centrale Européenne (BCE) favorise au demeurant la liquidité de ces marchés.

Orange se finance essentiellement au travers des marchés obligataires. En cas d'arrêt de la politique non conventionnelle de la BCE et d'évolution défavorable de la situation macroéconomique, l'accès d'Orange à ses sources de financement habituelles pourrait se trouver limité ou renchéri significativement par une hausse des marges appliquées à ses emprunts.

Toute impossibilité d'accéder aux marchés financiers et/ou d'obtenir du crédit à des conditions raisonnables pourrait avoir un effet défavorable significatif sur Orange. En particulier, le Groupe pourrait être dans l'obligation d'allouer une partie importante de ses liquidités disponibles au service ou au remboursement de sa dette, au détriment de l'investissement ou de la rémunération des actionnaires. Dans tous les cas, les résultats, les flux de trésorerie et, plus généralement, la situation financière, ainsi que la marge de manœuvre d'Orange pourraient être affectés de manière défavorable.

Voir note 12.3 *Gestion du risque de liquidité* de l'annexe aux comptes consolidés qui précise notamment les différentes sources de financement dont dispose Orange, les échéances de sa dette et l'évolution de sa notation, ainsi que la note 12.4 *Gestion des covenants* qui contient des informations sur les engagements limités du groupe Orange en matière de ratios financiers et en cas de défaillance ou d'évolution défavorable significative.

Risque de taux

Les activités d'Orange pourraient être affectées par l'évolution des taux d'intérêt.

Dans le cadre normal de son activité, Orange se finance essentiellement sur les marchés de capitaux (et notamment le marché obligataire) et fait peu appel au crédit bancaire.

L'essentiel de sa dette actuelle étant à taux fixe, Orange est peu exposé à une hausse conjoncturelle des taux d'intérêt. Le Groupe reste bien entendu exposé au risque de hausse des taux pour ses financements futurs.

Pour limiter les risques encourus du fait de l'évolution des taux d'intérêt, Orange a parfois recours à des instruments financiers (produits dérivés), mais la Société ne peut pas garantir que les opérations réalisées avec de tels instruments financiers limiteront totalement ce risque, ou que les instruments financiers adéquats seront disponibles et à des prix raisonnables. Dans l'éventualité où Orange n'aurait pas eu recours à des instruments financiers, ou si sa stratégie d'utilisation de tels instruments financiers n'était pas efficace, ses flux de trésorerie et ses résultats pourraient s'en trouver affectés.

Par ailleurs les coûts de couverture liés à une évolution du taux d'intérêt pourraient de manière générale augmenter en fonction de la liquidité des marchés, de la situation des banques et, plus généralement, de la situation macroéconomique (ou de sa perception par les investisseurs).

La gestion du risque de taux et l'analyse de sensibilité de la situation du Groupe à l'évolution des taux sont présentées dans la note 12.1 *Gestion du risque de taux* de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque sur la notation

Une revue à la baisse, une mise sous surveillance ou une révision de la perspective de la notation de la dette du Groupe par les agences de notation pourrait augmenter le coût de la dette et limiter dans certains cas l'accès de la Société au capital dont elle a besoin.

La notation financière d'Orange repose en partie sur des facteurs qu'elle ne maîtrise pas, à savoir les conditions affectant l'industrie des télécommunications en général ou les conditions affectant certains pays ou certaines régions dans lesquelles elle poursuit ses activités, et elle peut être modifiée à tout moment par les agences de notation.

La notation financière du Groupe et ses perspectives ont été abaissées en 2012, 2013 et 2014. Cette notation pourrait à nouveau être revue à tout moment, à la lumière des conditions économiques en évolution, ou du fait d'une dégradation des résultats ou de la performance de la Société, ou simplement du fait de la perception par les agences de notation de ces différents facteurs, ce qui aurait un effet défavorable et significatif sur ses résultats et sa condition financière.

Risque de dépréciation des actifs

Orange a enregistré des écarts d'acquisition importants à la suite des acquisitions qu'il a réalisées. Des dépréciations de ces écarts d'acquisition ou d'autres actifs ont été et pourraient à nouveau être constatées en application des normes comptables dans les comptes d'Orange, y compris les comptes sociaux d'Orange SA, ce qui pourrait réduire la capacité de cette dernière à verser des dividendes. Par ailleurs, les résultats d'Orange et sa situation financière pourraient être affectés par la baisse des marchés d'actions en cas d'opération sur le capital de certaines de ses filiales.

Au 31 décembre 2016, la valeur brute des écarts d'acquisition enregistrés par Orange à la suite des acquisitions et cessions réalisées est de 32,7 milliards d'euros, en excluant les écarts d'acquisition des sociétés mises en équivalence.

Les valeurs d'utilité des activités qui constituent l'essentiel des valeurs recouvrables et supportent les valeurs comptables des actifs long-terme, dont les écarts d'acquisition (et les titres de participation dans les comptes sociaux), sont sensibles aux méthodes d'évaluation et aux hypothèses utilisées dans les modèles. Elles sont également sensibles à toute évolution de l'environnement différente des anticipations retenues. Orange constate une dépréciation de ces actifs en cas de survenance d'événements ou de circonstances comprenant des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date de l'acquisition.

Au cours des cinq dernières années, Orange a notamment déprécié de manière significative ses investissements en Pologne, en Égypte, en Roumanie et en Belgique. Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des pertes de valeur des écarts d'acquisition est de 5,5 milliards d'euros, en excluant les dépréciations des écarts d'acquisition des sociétés mises en équivalence.

De nouveaux événements ou circonstances défavorables pourraient conduire Orange à revoir la valeur actuelle de ses actifs et à enregistrer de nouvelles dépréciations significatives qui pourraient avoir un effet défavorable sur ses résultats.

De plus, en cas de cession ou d'introduction sur le marché boursier, la valeur de certaines filiales peut être affectée par l'évolution des marchés boursiers et de dettes.

Pour plus d'informations sur les écarts d'acquisitions et les valeurs recouvrables (notamment hypothèses clés et sensibilité), voir la note 7 *Écarts d'acquisition* de l'annexe aux comptes consolidés et la section 4.3.2.2 De l'EBITDA ajusté au résultat d'exploitation du Groupe.

Risque de crédit et/ou de contrepartie sur opérations financières

L'insolvabilité ou une détérioration de la situation financière d'une banque ou autre institution avec laquelle Orange a conclu un contrat financier pourrait avoir un impact négatif significatif sur la Société et sa situation financière.

Dans le cadre de son activité, Orange a recours aux produits dérivés pour gérer les risques liés aux taux de change et aux taux d'intérêt et, à ce titre, il a comme contrepartie des institutions financières. Bien que des remises en garanties en numéraire (*cash collateral*) soient mises en place avec l'ensemble des contreparties bancaires avec lesquelles sont contractés des produits dérivés, un risque résiduel de crédit peut subsister en cas de non-respect par une ou plusieurs de ces contreparties de leurs engagements.

Par ailleurs, Orange pourrait à l'avenir avoir des difficultés pour utiliser son crédit syndiqué de 6 milliards d'euros (dont l'échéance principale est en 2021), qui est non tiré, si plusieurs institutions financières avec lesquelles la Société a contracté rencontraient des problèmes de liquidité ou n'arrivaient plus à faire face à leurs obligations.

Enfin, le placement de ses liquidités disponibles expose Orange au risque de faillite des établissements financiers auprès desquels il a fait de tels placements. Voir note 12.5 *Gestion du risque de crédit et du risque de contrepartie* de l'annexe aux comptes consolidés.

Le système bancaire international fait que les institutions financières sont interdépendantes. Par conséquent, la faillite d'une seule institution (voire des rumeurs concernant la situation financière de l'une d'entre elles) pourrait entraîner un risque accru chez les autres institutions, ce qui augmenterait le risque de contrepartie auquel Orange est exposé. Le positionnement d'Orange sur les activités régulées du secteur bancaire focalise ce risque sur certaines des entités du groupe.

S'agissant du risque de crédit et de contrepartie vis-à-vis des clients, voir note 12.5 et la note 4.3 *Créances clients* de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque de change

Les résultats et la trésorerie d'Orange sont exposés aux variations des taux de change.

De manière générale, les marchés de devises ont continué de connaître en 2016 et au début de 2017 une forte volatilité, accroissant l'incertitude sur l'évolution des taux de change.

Les principales devises pour lesquelles Orange est exposé à un risque de change significatif sont le zloty polonais, la livre égyptienne, le dollar américain et la livre sterling. Des variations d'une période à l'autre du taux de change moyen d'une devise particulière pourraient affecter de manière importante le chiffre d'affaires et les charges libellés dans cette devise, ce qui affecterait de manière significative les résultats d'Orange, comme par exemple la dévaluation de près de 50 % de la livre égyptienne en novembre 2016. En plus des devises principales, Orange poursuit ses activités dans d'autres zones monétaires notamment dans certains pays émergents (pays africains). Une dépréciation des devises de ces pays affecterait de manière négative le chiffre d'affaires et le résultat consolidés du Groupe. Sur la base des données de 2016, l'impact théorique d'une appréciation de 10 % de l'euro face à l'ensemble des devises dans lesquelles opèrent les filiales du Groupe aurait été une baisse de 867 millions d'euros (- 2 %) du chiffre d'affaires consolidé et de 195 millions d'euros (- 2 %) de l'EBITDA présenté.

Enfin, dans le cadre de sa stratégie de développement axée sur les pays émergents, la part de l'activité du Groupe exposée au risque de change pourrait augmenter dans le futur.

Dans le cadre de la consolidation des états financiers du Groupe, les actifs et passifs des filiales étrangères sont convertis en euros au taux de change de la fin de l'exercice. Cette conversion pourrait entraîner un effet négatif sur les postes du bilan consolidé, actifs et passifs, et capitaux propres pour des montants qui pourraient être significatifs, ainsi que sur le résultat net en cas de cession de ces filiales.

Orange gère le risque de change des transactions commerciales (liées à l'exploitation) et des transactions financières (liées à l'endettement financier) dans des conditions qui sont exposées à la note 12.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

Orange a notamment recours à des instruments financiers (produits dérivés) pour limiter son exposition au risque de change mais la Société ne peut pas garantir que les instruments financiers adéquats seront disponibles et à des prix raisonnables.

Dans la mesure où Orange n'aurait pas contracté d'instruments financiers pour couvrir une partie de ce risque, les flux de trésorerie et les résultats d'Orange pourraient s'en trouver affectés.

Voir la note 11.8 *Instruments dérivés (hors activités d'Orange Bank)*.

Présentation des activités

3

3.1	Présentation générale de l'activité	42
3.1.1	France	42
3.1.2	Espagne	47
3.1.3	Pologne	50
3.1.4	Belgique et Luxembourg	54
3.1.5	Pays d'Europe Centrale	56
3.1.6	Pays d'Afrique et Moyen-Orient	62
3.1.7	Entreprises	70
3.1.8	Opérateurs internationaux et Services partagés	73
3.1.9	Orange Bank	75
3.2	Réseau et immobilier	75
3.2.1	Réseau	75
3.2.2	Immobilier	80
3.3	Recherche et innovation	80
3.3.1	Recherche et innovation	80
3.3.2	Innovation ouverte (<i>open innovation</i>)	81
3.3.3	Capital-investissement	81
3.4	Brevets et marques	82
3.4.1	Brevets	82
3.4.2	La Marque Orange	82

Ce chapitre contient des indications prospectives concernant Orange, notamment à la section 3.1 *Présentation générale de l'activité*. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque*. Voir également les informations sous le titre *Indications prospectives* au début de ce document.

3.1 Présentation générale de l'activité

Les activités du Groupe sont présentées dans le document de référence selon les secteurs opérationnels suivants : France, Espagne, Pologne, Belgique et Luxembourg, Europe centrale, Afrique et Moyen-Orient, Entreprises, Opérateurs internationaux et Services partagés, Orange Bank. Sauf indication contraire, les parts de marchés indiquées dans ce chapitre correspondent à des parts de marché en volume.

3.1.1 France

3.1.1.1 Le marché des services de télécommunications

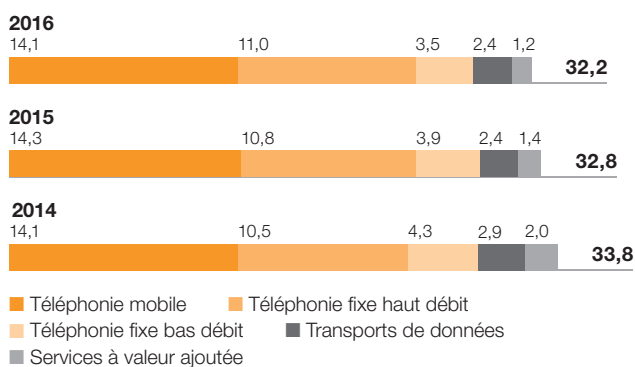
Principaux indicateurs macroéconomiques

	2016	2015	2014
Population (en millions)	66,7	66,4	66,1
Ménages (en millions)	29,1	28,9	28,7
Croissance du PIB (en %)	+ 1,1 %	+ 1,2 %	+ 0,6 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	42 384	41 475	40 703

Source : FMI, octobre 2016 – INSEE.

L'économie française a connu en 2016 une croissance positive (1,1 %) comparable à celle de 2015.

Revenus des services de télécommunications (en milliards d'euros)



Source : Arcep (cumul sur 12 mois glissants au 3^e trimestre de chaque année).

Nombre de clients (en millions)

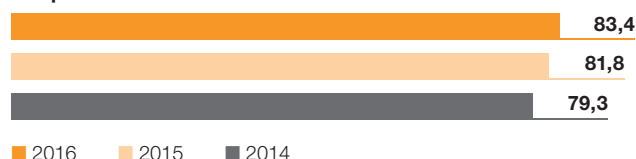
Internet fixe



Téléphonie fixe



Téléphonie mobile



Source : Arcep (Observatoire du 3^e trimestre de chaque année).

Le revenu des opérateurs de télécommunications s'est élevé à 32,2 milliards d'euros sur 12 mois au 3^e trimestre 2016, en recul de 1,6 % en un an (source : Arcep, 3^e trimestre 2016). Tandis que les revenus de la téléphonie fixe bas débit poursuivent leur baisse liée à la diminution constante du nombre de lignes, les revenus du fixe haut débit continuent de progresser du fait de la croissance du nombre d'accès. La baisse des revenus des services mobiles, interrompue en 2015, a repris en 2016 du fait de l'intensité concurrentielle.

Le marché de la téléphonie fixe

Le nombre d'abonnements téléphoniques fixe (39,0 millions au 30 septembre 2016) poursuit sa baisse tendancielle (0,3 % en un an au 3^e trimestre 2016). En effet, l'augmentation du nombre des abonnements téléphoniques haut débit (27,2 millions au 3^e trimestre 2016, soit une augmentation de 1,1 million en un an) ne compense pas le reflux du nombre d'abonnements téléphoniques sur le réseau commuté (- 1,2 million en un an). La part des lignes fixes uniquement en Voix sur IP (21,0 millions à fin septembre 2016, soit + 0,4 million en un an) qui est majoritaire s'accroît de façon continue. Par ailleurs, le nombre de lignes totalement dégroupées qui représente 11,6 millions de lignes à fin septembre 2016 est en décroissance (source : Arcep, 3^e trimestre 2016).

Le nombre d'accès Internet à haut et à très haut débit est de 27,5 millions au 30 septembre 2016, soit une croissance de 3,3 %. La croissance du nombre d'accès Internet est entièrement portée par la croissance des accès à très haut débit qui représente 5 millions d'accès (source : Arcep, 3^e trimestre 2016).

La croissance des revenus des services fixe (téléphonie et Internet) qui totalisaient 16,9 milliards d'euros sur 12 mois au 3^e trimestre 2016 est assurée par la progression du haut et très haut débit qui représentait 65,1 % de l'ensemble du revenu des services fixe (source : Arcep, 3^e trimestre 2016).

Les offres dites de convergence (avec le regroupement de la téléphonie fixe, mobile, de l'accès à Internet, et d'un service de télévision), continuent de progresser. Par ailleurs, la généralisation de l'utilisation d'Internet est assurée par le développement des réseaux sociaux, de la télévision, et de téléchargements de musiques et de vidéos.

Le marché de la téléphonie mobile

Le nombre total de cartes SIM atteignait 83,4 millions au 30 septembre 2016. La croissance de 1,6 millions de cartes sur un an au 3^e trimestre 2016, reste portée par les forfaits. À l'inverse, le nombre de cartes prépayées poursuit sa baisse avec une diminution de 1,5 million (source : Arcep, 3^e trimestre 2016). Hors cartes *Machine to Machine* (M2M), le nombre de cartes SIM s'élevait à près de 72,5 millions, soit un taux de pénétration de 109 % par rapport à la population.

Le marché des cartes SIM dédiées aux objets connectés continue de se développer et le nombre de cartes M2M atteignait 10,9 millions au 30 septembre 2016. Leur croissance a cependant été impactée par le retrait d'environ 1,5 millions de cartes SIM par un opérateur en 2016. Les cartes SIM M2M sont utilisées pour la communication entre équipements distants (traçage des flottes de véhicules, relevés à distance de compteurs, capteurs, alarmes, interventions à distance).

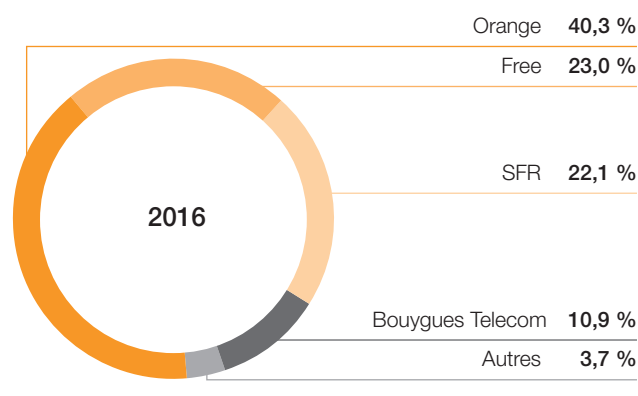
Le trafic au départ des mobiles atteignait 39,3 milliards de minutes au 3^e trimestre 2016, en hausse de 5,6 % par rapport au 3^e trimestre 2015. Les modes de consommation évoluent toujours au profit des services de données dont le trafic s'est accru de 86 % au 3^e trimestre 2016. Le revenu des services mobile s'élevait à 14,1 milliards d'euros sur 12 mois au 3^e trimestre 2016, en baisse d'environ 169 millions sur un an (source : Arcep, 3^e trimestre 2016).

Le nombre de SMS et MMS émis (52,7 milliards) au cours du 3^e trimestre 2016 a continué d'augmenter mais sur un rythme qui s'est ralenti (3,9 % en un an). Le nombre de MMS envoyés poursuit sa croissance annuelle soutenue (20 % au 3^e trimestre 2016).

3.1.1.2 L'environnement concurrentiel

Téléphonie fixe et Internet

Part de marché de l'Internet haut débit



Source : estimation Orange (3^e trimestre).

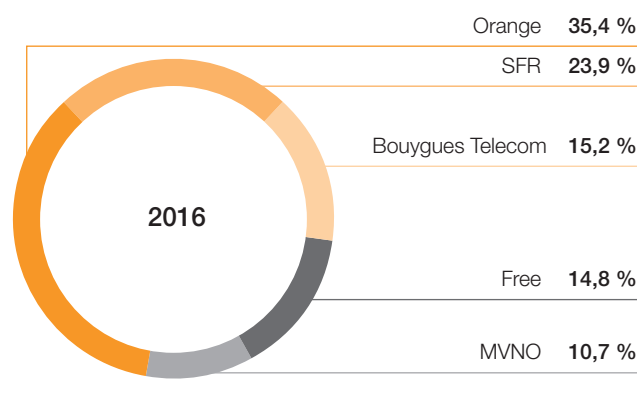
Orange est leader du marché haut débit français, devant ses concurrents Free, SFR/NC et Bouygues Telecom. À fin septembre 2016, la part de marché d'Orange sur le haut-débit atteignait 40,3 %, en hausse de 0,4 points par rapport à 2015. Orange est également leader sur le segment des offres convergentes avec plus de 6 millions de clients pour ses offres *Open multi-ligne* et *Sosh* à fin 2016.

Très haut débit

En matière de très haut débit, Orange est leader du déploiement des réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) avec environ 1,5 million de clients à fin 2016, soit une part de marché estimée à 67,8 % à fin septembre 2016.

Téléphonie mobile

Part de marché mobile



Source : estimation Orange (données à fin septembre).

Orange est leader du marché mobile français, devant ses concurrents SFR/NC, Bouygues Telecom, Free Mobile, et l'ensemble des MVNO. À fin septembre 2016, la part de marché d'Orange atteignait selon ses estimations 35,4 %, en hausse de 0,9 point sur un an.

L'année 2016 a vu la poursuite du déploiement du très haut débit mobile 4G, et de la croissance du nombre d'abonnés 4G qui atteignait 11,3 millions à fin décembre 2016 (en croissance de 3,3 millions sur un an).

Le marché des offres prépayées reste en net retrait. Le nombre de cartes prépayées (11,6 millions au 30 septembre 2016), poursuit sa baisse de 1,5 million en rythme annuel, de même que le nombre de cartes prépayées actives (source : Arcep, 3^e trimestre 2016).

3.1.1.3 Les activités d'Orange en France

Les activités de téléphonie fixe et Internet

Principaux indicateurs

	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)	11,0	10,9	11,0
Services Grand Public	6,4	6,4	6,6
Services de vente en gros	4,0	3,9	3,9
Autres services	0,6	0,6	0,5
Nombre de lignes téléphoniques (en millions)	30,0	30,2	30,3
dont lignes Grand Public	16,0	16,3	16,6
dont lignes vendues en gros	14,0	14,0	13,8
Nombre de clients Internet (en millions)	11,2	10,8	10,4
dont bas débit	0,0	0,1	0,1
dont haut débit	11,2	10,7	10,3
Abonnés aux services Voix sur IP	10,2	9,6	9,1
Abonnés aux offres TV par ADSL ou satellite	6,6	6,4	6,1
ARPU (en euros par mois)			
Internet haut débit	33,3	33,0	33,3

Source : Orange.

Services de téléphonie fixe classiques

Suite au développement rapide du dégroupage total, de la vente en gros de l'abonnement ainsi que de la vente en gros d'accès ADSL nu aux fournisseurs d'accès Internet tiers, l'activité de service de téléphonie classique est en déclin. Cependant, la tendance baissière ralentit grâce à la politique marketing visant à simplifier les offres tout en offrant des services plus complets.

Services en ligne, d'accès à Internet et multimédia

À fin décembre 2016, le parc de clients Internet haut débit d'Orange s'élevait à 11,2 millions, soit une progression annuelle de 3,9 %. Le développement d'offres convergentes s'est poursuivi avec succès en 2016 cumulant plus de 7,8 millions de clients *Open* (fixe et mobile) à la fin de l'année 2016 (+ 11,2 % par rapport à décembre 2015). La téléphonie sur IP qui comptait 10,2 millions de clients à fin décembre 2016 a poursuivi sa progression en 2016 (+ 5,7 %). Les services de la télévision par ADSL et satellites ont progressé de 2,9 % avec 6,6 millions de clients à fin décembre 2016.

La base clients haut débit a augmenté de 3,9 %, avec une part de conquête des nouveaux clients haut et très haut débit estimée autour de 50 % sur l'année, tirée par les performances commerciales des offres fibres et des offres convergentes. L'ARPU haut débit s'est amélioré de 0,9 %, grâce à l'augmentation du poids des offres fibre dans la base clients.

Orange a lancé en mai 2016 une nouvelle *Livebox* permettant une amélioration du débit de la ligne et de la Wi-Fi, notamment en association avec la Fibre d'Orange. Cette nouvelle *box* s'est accompagnée de nouvelles fonctionnalités comme la possibilité de créer des espaces de stockage sur un disque dur local, d'accéder *via* une application aux fichiers stockés sur le *Cloud* d'Orange, ou de

simplifier le processus d'installation. En parallèle de sa nouvelle *Livebox*, Orange a lancé en mai 2016 un nouveau décodeur TV permettant d'améliorer l'expérience client, notamment grâce à une connexion sans fil avec la *Livebox*, et à la technologie Ultra Haute Définition 4K permettant une image 4 fois plus nette qu'avec la Haute Définition et un son en 3 dimensions avec la technologie Dolby Atmos.

Portails et activités de régie publicitaire

Le principal portail du Groupe, Orange.fr, est disponible en multi-écrans web, mobile et tablette et se classe parmi les 5 premiers sites en France avec près de 25 millions d'internautes mensuels. 1^{er} site français sur l'Internet fixe, ce portail se place en 5^e position derrière Google, Facebook, YouTube et Microsoft, avec 19,5 millions de visiteurs uniques mensuels. Sur les audiences web quotidiennes, Orange.fr est au 3^e rang avec 5,7 millions de visiteurs uniques chaque jour, derrière Google et Facebook. Sur les écrans mobiles, Orange.fr fédère chaque mois 12,2 millions de mobinautes et 5,2 millions de tablonateurs (source : Panel Médiamétrie/Netratings Audience Internet fixe, novembre 2016 – Internet global, mobile et tablette, septembre 2016).

Activités liées aux contenus

Voir le paragraphe *Contenus* de la section 3.1.8.2 *Services partagés*.

Services aux opérateurs

Les services aux opérateurs comportent les services d'interconnexion des opérateurs concurrents, ainsi que les services de dégroupage et de marché de gros (ADSL et fibre), régulés par l'Arcep. L'ensemble des services aux opérateurs est en croissance, notamment les services de collecte et de transports de données des opérateurs et les services d'accès aux lignes FTTH déployés par Orange.

Les activités de téléphonie mobile

Principaux indicateurs

	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)	8,0	8,2	8,3
Nombre total de clients (en millions)	30,0	28,4	27,1
dont forfaits	26,5	24,1	22,0
dont offres prépayées	3,5	4,3	5,1
Nombre de clients MVNO	0,7	0,8	1,1
ARPU total (en euros par mois)	22,2	22,5	22,8
ARPU abonnements	25,3	26,5	28,0
ARPU prépayés	5,7	5,5	5,5
AUPU total (en minutes par mois)	270	254	241
Taux de résiliation (en %)	22,4 %	22,5 %	24,8 %

Source : Orange.

Le nombre de clients mobile d'Orange à fin 2016 s'élevait à 30 millions, en hausse de 5,7 %. Cela est dû à la croissance significative du nombre d'abonnements (y compris M2M) alors que la décroissance des offres prépayées se poursuit. Orange a porté sa base d'abonnés à 26,5 millions de contrats à fin décembre 2016 (soit une augmentation de 9,7 % par rapport à 2015), grâce à la stratégie de segmentation des offres sur les marchés Grand Public et Entreprise et au développement des offres M2M.

Orange est présente sur l'ensemble des segments du marché, y compris sur le bas du marché en proposant sous la marque *Sosh* des abonnements à des tarifs peu élevés, disponibles uniquement sur Internet, sans engagement et sans terminal. À fin décembre 2016, le nombre de clients *Sosh* atteignait 3,3 millions.

Le nombre de clients Orange 4G s'élevait à environ 11,3 millions au 31 décembre 2016, ce qui représente une hausse de 3,3 millions de clients sur l'année. Toutes les offres commercialisées par Orange sont des offres 4G depuis 2015, y compris les offres dites d'entrée de marché (*Sosh*, *Mini*, *Zen*). Les offres principales d'Orange, ont évoluées mais restent segmentées en 4 gammes principales :

- les offres *Mini* s'adressent aux clients qui n'ont besoin que de peu de connectivité Internet mais qui veulent profiter de services complémentaires (*Cloud* et *TV d'Orange*), ainsi que d'une assistance 24/24 incluant le prêt d'un téléphone en cas de panne, casse ou vol ;
- l'offre *Zen* permet de profiter de davantage de connectivité Internet ainsi que de possibilité de communication accrues ;
- les offres *Play* sont adaptées à des usages Internet plus intenses et à un besoin de connectivité à l'international et permettent le renouvellement des *smartphones* à prix réduit ;
- les offres *Jet* répondent aux besoins des clients souhaitant les meilleurs *smartphones* et des usages de connectivité très intenses en France et à l'international.

Orange poursuit sa stratégie centrée autour de la famille avec le développement des forfaits multi-lignes à travers son offre phare *Open*. Les offres *Open* sont déclinées selon les mêmes gammes que les offres mobile classiques (*Zen*, *Play* et *Jet*) et comprennent les mêmes niveaux de services. Ces différentes refontes ont permis d'accroître le volume des offres du cœur de gamme *Open* et Mobile et ont également contribué à améliorer le mix client premium en 2016, qui se reflète dans la croissance de la proportion des contrats d'abonnements (88,2 % des clients à fin décembre 2016 contre 84,9 % à fin 2015).

Parallèlement, la base des clients MVNO hébergés sur le réseau d'Orange continue de diminuer (- 7 % sur un an après - 25 % en 2015) en raison du succès des offres à bas prix et de l'intensification de la concurrence sur le bas de marché.

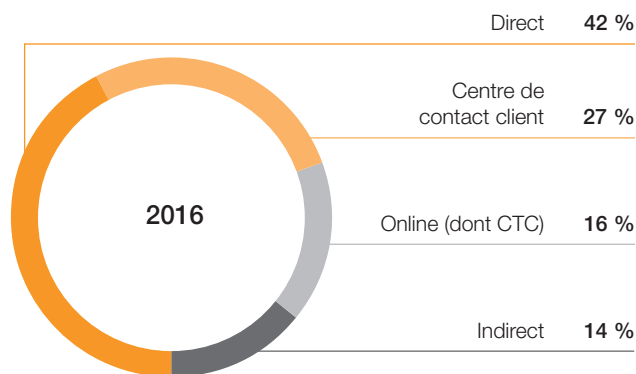
Le revenu mensuel moyen par client (ARPU) était en retrait de 1,3 % à fin 2016 par rapport à décembre 2015. Ce déclin du revenu moyen

par rapport à 2015 s'explique par un marché qui reste toujours agité par des campagnes de promotions régulières et agressives ainsi qu'une baisse des revenus notamment liés au *Roaming*.

Les cartes SIM *Machine to Machine* poursuivent leur développement avec une croissance de près de 50 % sur un an et un parc de cartes atteignant 5,7 millions à fin décembre 2016. Le M2M constitue un des vecteurs de croissance d'Orange.

Dans un contexte de forte concurrence et de restructuration du marché, Orange a maintenu son leadership sur les activités traditionnelles de l'accès tout en continuant d'innover à travers le lancement de nouveaux services comme le paiement sur mobile avec Orange Cash.

La distribution

Répartition des canaux de distribution
(en % des actes commerciaux)

Source : Orange.

Les canaux de distribution et de relations clients d'Orange sont les suivants :

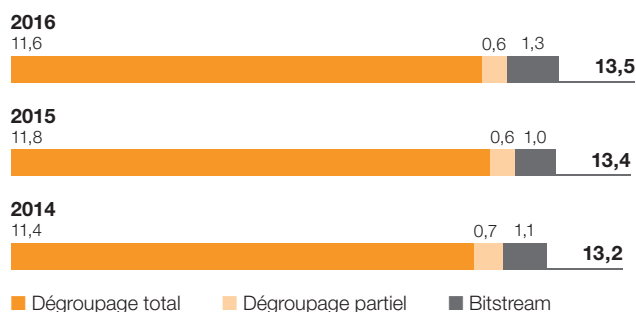
- des canaux digitaux qui se développent avec la mise en place de parcours clients 100 % digitaux à travers la boutique en ligne Orange disponible sur le portail Internet Orange.fr. Ce canal permet déjà la commercialisation des offres *Sosh* (via *Sosh.fr*) non distribuées dans les réseaux physiques et apporte simplicité et fluidité à nos clients les plus digitaux. Le canal digital est renforcé par la nouvelle version multi-contrats de l'application mobile *Orange et Moi* qui permet la gestion de ses offres et de ses options (Deezer, bouquet TV, *Pass data*.) depuis son *smartphone*. Via le canal digital, le client a également la possibilité de demander à être rappelé afin de discuter de vive voix avec un conseiller (*Click to Call* ou CTC). Le canal digital pèse pour 16 % des actes commerciaux ;
- des centres clients par téléphone dédiés par types de services commercialisés (pesant pour 27 % des actes commerciaux) ;

- un réseau de distribution physique réparti sur toute la France et qui s'adapte aux besoins de nos clients avec la poursuite du déploiement de notre concept *Smart store* lancé en 2015 afin de proposer une expérience incomparable. Ce réseau est composé à fin 2016 de 487 boutiques dont Orange est propriétaire (dont 9 *Mégastores* et 42 *Smart stores*), de 202 partenaires exclusifs (dont 12 *Smart stores* GdT). Le réseau en propre correspond au canal de distribution direct et pèse pour 42 % des actes commerciaux tandis que le réseau de partenaires correspond au canal de distribution indirect et pèse pour 14 % des actes commerciaux.

Le réseau

Le réseau fixe

Dégroupage des lignes fixes en France (en millions)



Source : Arcep (observatoire du 3^e trimestre de chaque année).

Nombre de lignes

	2016	2015	2014
Nombre de lignes en cuivre (en milliers)	29 502	30 144	30 576
Nombre de foyers raccordables en FTTH (en milliers)	6 879	5 061	3 642
Nombre de NRA (en milliers)	18,5	17,5	16,5
Nombre de sous-répartiteurs (en milliers)	94,8	94,7	94,5
Nombre de NRA vDSL (en milliers)	15,0	11,1	7,8

Source : Orange.

Couverture du haut débit fixe

(en % de la population)

	2016	2015	2014
< 512 Kbit/s	0,4 %	0,5 %	0,6 %
≥ 512 Kbit/s ≤ 2 Mbit/s	5,9 %	7,0 %	9,9 %
> 2 Mbit/s	93,6 %	92,5 %	89,5 %

Source : Orange.

En 2016 Orange a à nouveau accéléré son programme de déploiement du très haut débit fixe avec près de 7 millions de foyers raccordables en FTTH, soit un accroissement de 1,8 million de foyers en 2016.

Les actions de montée en débit du réseau visant à améliorer significativement l'expérience Internet des foyers et des professionnels

en zone rurale ont été intensifiées avec le volet Internet du programme *Orange Territoires Connectés* lancé le 8 juin 2016 : déploiement de la fibre dans les centres-bourg (opticalisation de nœuds de raccordement d'abonnés, fibre jusqu'au sous-répartiteur), participation dans les Réseaux d'Initiative Publique (RIP) FTTH des collectivités territoriales.

Le réseau mobile

Couverture

(en % de la population)

	2016	2015	2014
GSM Voix/Edge	99,9 %	99,9 %	99,9 %
3G (UMTS)/HSDPA	99,6 %	99,0 %	99,0 %
4G (LTE)	87,6 %	79,6 %	74,1 %
Nombre de sites radio 2G (en milliers)	20,8	20,6	20,4
Nombre de sites radio 3G (en milliers)	20,9	19,4	18,5
Nombre de sites radio 4G (en milliers)	10,2	8,3	6,9

Source : Orange.

L'année 2016 a été marquée par :

- la poursuite du déploiement de la 4G permettant d'atteindre une couverture de 87,6 % de la population française ;
- l'extension de la couverture dans les lieux où se déplacent les clients, notamment les zones touristiques, les stades, les trajets en

train (couverture des lignes du Paris-Lyon TGV, l'euro 2016) ou en voiture (couverture des principales autoroutes) ;

- la poursuite du déploiement de l'UMTS 900 dans les zones denses pour améliorer la réception à l'intérieur des logements.

Réseau d'agrégation, de transmission et de transport

L'ingénierie des accès hauts débits fixe (vDSL et FTTH) a été simplifiée, rendue plus flexible, et adaptée à la forte croissance du

trafic. Des travaux préparatoires à une expérimentation de la transition des services de téléphonies classiques vers la téléphonie IP, prévue sur 2 ans à partir de février 2017, ont été réalisés.

3.1.2 Espagne

3.1.2.1 Le marché des services de télécommunications

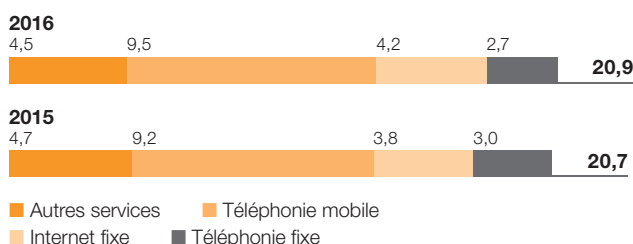
Principaux indicateurs macroéconomiques

	2016	2015	2014
Population (en millions)	46,4	46,4	46,5
Ménages (en millions)	18,4	18,3	18,3
Croissance du PIB (%)	+ 3,1 %	+ 3,2 %	+ 1,4 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	36 451	34 861	33 393
Taux de chômage	19,4 %	22,1 %	24,5 %
Évolution de la consommation des ménages (en %)	1,8 %	1,7 %	0,6 %

Source : INE, FMI (octobre 2016), Eurostat.

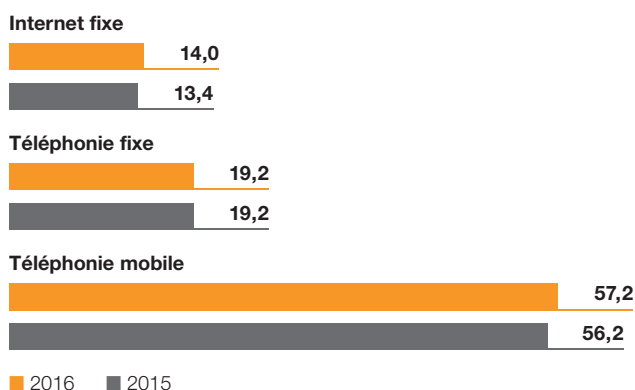
L'année 2016 a été marquée par une amélioration des principaux indicateurs macroéconomiques. Le PIB a augmenté de 3,1 % (contre +3,2 % en 2015), le taux de chômage est tombé à 19,4 % (-2,7 points par rapport à 2015) et la consommation des ménages a atteint 1,8 % (contre 1,7 % en 2015).

Revenus des services de télécommunications (en milliards d'euros)



Source : CNMC (3^e trimestre 2016 et estimation pour le 4^e trimestre 2016, hors services audiovisuels).

Nombres de clients (en millions)



Source : CNMC (3^e trimestre 2016 et estimation pour le 4^e trimestre 2016).

La tendance d'évolution des revenus confirme la reprise en 2016, avec une croissance de 1 % (contre une diminution de 3,5 % en 2015), liée à l'utilisation croissante de données à très haut débit, elle-même favorisée par le développement des réseaux 4G et FTTH. La convergence est par ailleurs devenue une réalité très présente sur le marché.

Le marché de la téléphonie fixe et Internet

Le nombre de lignes téléphoniques fixes a diminué de 0,1 % en 2016, tandis que le nombre de clients Internet a atteint 14 millions, soit une augmentation de 4,9 % (contre +4,1 % en 2015).

Tout au long de l'année 2016, le marché espagnol a été marqué par une croissance du très haut débit. Telefónica, Orange/Jazztel et Vodafone/ONO ont massivement investi dans la technologie FTTH, ce qui a permis d'atteindre plus de 31 millions de foyers raccordés fin 2016. Le nombre d'abonnés FTTH a atteint 5 millions fin 2016.

La convergence est devenue la norme sur le marché. Le nombre d'offres convergentes combinant accès fixe et mobile a atteint 10,9 millions, soit plus de 78 % de la base client totale (source : estimation Orange). Les offres de convergence incluant la télévision ont aussi enregistré une solide croissance, accélérant ainsi le développement du marché des contenus audiovisuels. À la fin de l'année 2016, 6 millions de clients avaient souscrit aux services TV, attirés par les nouvelles offres de diffusion du football, de contenus enrichis, et l'arrivée de grands diffuseurs TV (HBO, Netflix).

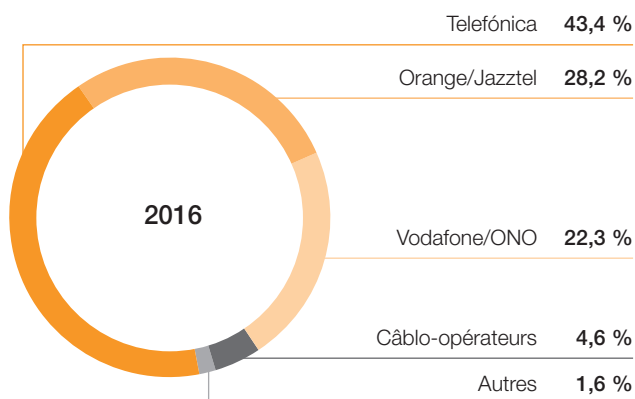
Le marché de la téléphonie mobile

Le nombre total de clients en 2016 a augmenté de 1,8 % et atteint 57,2 millions, avec une proportion croissante des abonnements qui ont augmenté de 4,1 % pour atteindre 44,4 millions, soit 78 % de la base totale des clients. À l'inverse, le nombre de clients en prépayé a diminué de 2,9 % pour atteindre 12,8 millions. Le nombre d'offres mobile convergentes a atteint 20 millions, soit plus de 51 % de la base totale des clients. Les services mobiles à très haut débit ont poursuivi leur expansion. Fin 2016, plus de 21 millions de clients avaient souscrit à une offre 4G, soit une pénétration sur le marché mobile de 37 % (source : estimation Orange).

3.1.2.2 L'environnement concurrentiel

Téléphonie fixe et Internet

Part de marché de l'Internet haut débit

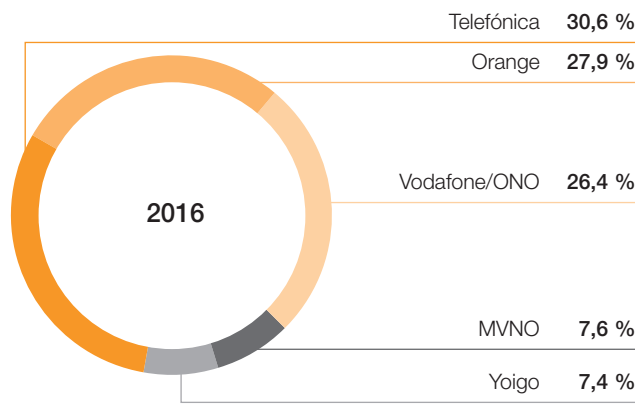


Source : CNMC (3^e trimestre 2016) et estimation Orange pour le 4^e trimestre 2016.

Le marché de l'Internet est dominé par trois principaux acteurs qui représentent plus de 90 % du marché, avec des parts de marché de 43,4 % pour Telefónica, 28,2 % pour Orange/Jazztel et de 22,3 % pour Vodafone/ONO. En 2016, les parts de marché d'Orange/Jazztel et de Vodafone/ONO avaient augmenté respectivement de 0,1 et de 0,2 point par rapport à 2015 tandis que la part de marché de Telefónica avait diminué de 0,3 point par rapport à 2015.

Téléphonie mobile

Part de marché mobile



Source : CNMC (3^e trimestre 2016) et estimation Orange pour le 4^e trimestre 2016.

Le marché mobile est dominé par trois principaux opérateurs qui représentent presque 85 % du marché : Telefónica (30,6 %), Vodafone/ONO (26,4 %), et Orange/Jazztel (27,9 %). Les parts de marché de Vodafone/ONO, d'Orange/Jazztel, de Yoigo, et de Telefónica ont augmenté au détriment des MVNO dont la part de marché a diminué de 2,9 points.

3.1.2.3 Les activités d'Orange Espagne

Les activités de téléphonie fixe, Internet et téléphonie mobile

Principaux indicateurs

Indicateurs financiers clés	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	5 014	4 253	4 355
Téléphonie mobile	2 630	2 403	2 517
Téléphonie fixe et Internet	1 872	1 375	1 301
Équipement mobile	508	470	489
Autres revenus	4	5	7
Nombre de clients Internet haut débit (en millions)	3,94	3,75	3,52
ARPU Internet haut débit (en euros par mois)	31,4	29,2	27,9
Nombre de clients mobile (en millions)	15,9	15,2	14,5
dont forfaits	12,7	12,0	11,2
dont offres prépayées	3,2	3,2	3,3
Nombre de clients MVNO	2,4	1,5	3,2
ARPU total (en euros par mois)	13,7	13,7	15,6
ARPU abonnements	16,2	16,6	19,7
ARPU prépayés	4,9	4,9	5,0
AUPU total (en minutes par mois)	206	204	189
Taux de résiliation (%)	-25,4 %	-26,8 %	-29,0 %

Source : Orange (Jazztel est intégré sur 6 mois en 2014 et en 2015).

Après le succès de l'intégration de Jazztel dans Orange Espagne durant le second semestre de 2015, les deux opérateurs ont formé une seule entreprise en 2016. Orange Espagne fonde la stratégie du nouvel ensemble sur le potentiel combiné des réseaux 4G et FTTH favorisé par l'amélioration des services, l'augmentation du nombre de clients TV, et l'élargissement de la base de clients convergents.

L'année 2016 a été marquée par une augmentation de 6,0 % des revenus sur une base comparable (+ 17,9 % en données historiques), soutenue par la croissance des revenus des services. Le chiffre

d'affaires des services fixes a progressé de 5,0 % en base comparable, tandis que les services mobiles ont continué de s'améliorer avec un chiffre d'affaires de 2,6 milliards d'euros en 2016, en hausse de 7,7 % à base comparable. Le succès de ses offres convergentes a permis à Orange de faire croître sa base de clients haut débit de 5 % en un an.

Orange a augmenté considérablement sa capacité de connexion à très haut débit (VHBB), avec 9,6 millions de foyers raccordables à fin 2016. En 2016, la base de clients FTTH d'Orange (incluant Jazztel) a été multipliée par 2, et atteignait 1,6 million d'abonnés à la fin de l'année.

Les offres TV ont également constitué un levier de la croissance. À fin 2016, *Orange TV* comptait 507 mille abonnés (multipliant par 1,7 la base de clients TV de 2015), grâce au succès de l'offre de diffusion de football et à l'amélioration des contenus proposés.

En ce qui concerne le marché mobile, Orange a maintenu sa position en tête du marché des ventes nettes et a aussi élargi sa base d'abonnés à 12,7 millions, soit une augmentation de 5,8 % par rapport à 2015. La stratégie d'Orange se concentre sur la fourniture de services de haute qualité au meilleur rapport qualité-prix, ainsi que des offres *low cost*, afin de répondre aux attentes de tous les segments de clientèle. Orange Espagne a refondu son offre convergente en la remplaçant par une offre intitulée *Love*, qui rencontre beaucoup de succès, et en introduisant de nouvelles offres à haute valeur pour répondre à l'usage grandissant des clients utilisateurs de données. Orange Espagne est aussi un acteur clef du marché du *low cost* avec des offres disponibles uniquement sur Internet, *Amena* et *Simyo*, ainsi que *Mundo* qui cible le marché des immigrants. *Simyo* a atteint 802 mille clients en 2016 et *Amena* 376 mille. De plus, Orange Espagne propose une large gamme d'offres 4G, à la fois pour les clients convergents et les clients uniquement mobile, dont le nombre qui atteignait 7,9 millions de clients en décembre 2016 a été multipliée par 1,5 par rapport à 2015.

La distribution

Le réseau de distribution de détail d'Orange comporte 1 809 points de vente, et est constitué :

- de boutiques détenues en propre ;
- de points de vente franchisés ;
- de boutiques spécialisées sous la marque Orange ;
- des stands Jazztel spécialisés et des boutiques sous les marques de Jazztel, *Amena* et *Simyo* ;

Haut débit fixe

Haut débit fixe

	2016	2015	2014
Nombre de lignes accessibles en cuivre (en millions)	18,50	18,50	17,77
Nombre de foyers raccordables en FTTH (en milliers)	9 600	6 800	830
Nombre de noeuds de raccordement abonné (en milliers)	1 323	1 319	1 127

Source : Orange (décembre 2016).

Les infrastructures d'accès fixe d'Orange Espagne basées sur son réseau de fibre optique et un large déploiement de l'ADSL, permettent la fourniture de services de télécommunications avancés, incluant l'accès haut débit, la Voix sur IP, la TV en streaming, la VoD et les services avancés pour les entreprises.

- des boutiques spécialisées non exclusives et d'espaces dédiés dans les hypermarchés.

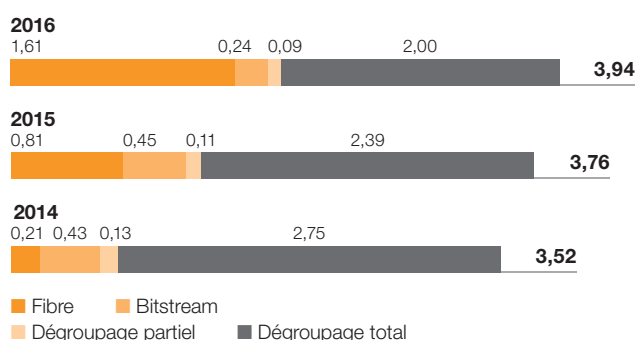
La part des ventes en ligne continue de croître et représente maintenant 16 % de ventes totales (Grand Public). Le canal indirect est également en croissance grâce à de nouveaux canaux tels que les stands et les kiosks. Les ventes par téléphone sont réalisées par 4 000 agents répartis sur 16 plateformes.

En 2016, Orange Espagne a optimisé son réseau de distribution de détail en transformant ses magasins en *Smart stores* qui privilégient les services et l'expérience client.

Le réseau

Le réseau fixe

Dégroupage des lignes fixes en Espagne (en millions)



Source : Orange.

À fin 2016, Orange offrait des connexions à très haut débit (VHBB) à 9,6 millions de foyers par l'intermédiaire de son propre réseau de fibre optique et de l'accord de partage d'infrastructures passé avec Vodafone. Orange Espagne disposait également d'interconnexion téléphoniques et ADSL avec 1 323 commutateurs principaux, couvrant ainsi 82,6 % de la population.

Le réseau mobile

Couverture (en % de la population)

Couverture	2016	2015	2014
2G Voix/Edge	99,4 %	99,4 %	99,4 %
3G (UMTS)/HSDPA	98,9 %	97,6 %	97,6 %
4G	90,3 %	84,6 %	70,1 %

Source : Orange.

Le réseau mobile d'Orange couvrait 99,4 % de la population en technologie 2G, 98,9 % en 3G, et 90,3 % en 4G.

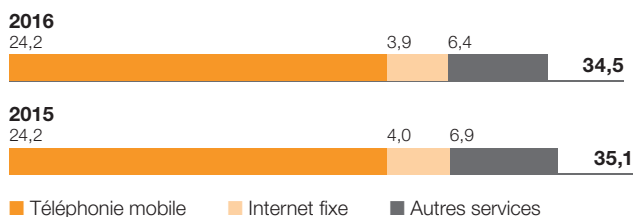
3.1.3 Pologne

3.1.3.1 Le marché des services de télécommunications

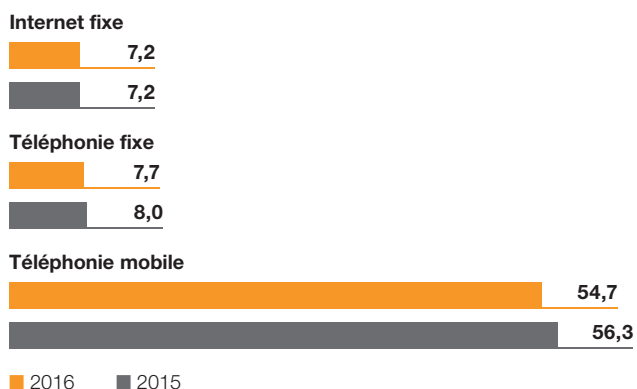
Principaux indicateurs macroéconomiques

	2016	2015	2014
Population (en millions)	37,9	38,0	38,0
Ménages (en millions)	ND	14,1	14,0
Croissance PIB (en %)	+ 3,1 %	+ 3,6 %	+ 3,3 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	27 714	26 500	25 286
Évolution de la consommation des ménages (en %)	3,6 %	3,2 %	2,6 %

Source : Eurostat et FMI, octobre 2016.

Revenus des services de télécommunications
(en milliards de zlotys)Source : estimation Orange Polska.
1 zloty = 0,229189 euro (taux moyen en 2016).

Nombre de clients (en millions)



Source : estimation Orange Polska.

L'économie polonaise a poursuivi sa croissance en 2016 à un taux légèrement inférieur à celui de 2015. Dans le même temps, les prix bas du pétrole et des biens de consommation courante ont contenu l'inflation à 0,6 % en 2016, alors que le taux de chômage est tombé à 8,3 % (source : Office central Polonais de statistiques). Tous ces facteurs ont influencé positivement le revenu disponible et la consommation des ménages, dont la croissance a dépassé 3,6 %.

Le marché de la téléphonie fixe

Le taux de pénétration des lignes fixes a continué de décroître de 5,0 % en 2016, atteignant 20 % de la population en fin d'année, contre 21 % à fin 2015. Le nombre total de lignes d'accès fixe à haut débit a diminué en 2016, ce qui est lié à la croissance du haut débit mobile basé sur la technologie LTE. Ce processus est particulièrement accentué dans les zones rurales ou peu urbanisées rarement couvertes par des infrastructures à très haut débit (fibre ou câble).

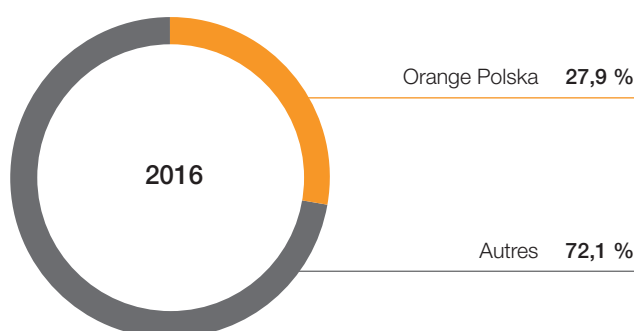
Le marché de la téléphonie mobile

Le nombre de clients de la téléphonie mobile a diminué de 2,7 % en 2016. Cela est principalement dû à la mise en place d'un décret imposant l'enregistrement de toutes les cartes prépayées, et également à la désactivation par les opérateurs des cartes SIM prépayées qui ne génèrent ni trafic, ni revenu. À la suite de ce décret, tous les opérateurs ont enregistré une baisse de leurs ventes brutes avec la diminution du nombre des utilisateurs occasionnels. Le taux de pénétration mobile s'établissait à 144,2 % la population à fin décembre 2016.

3.1.3.2 L'environnement concurrentiel

Téléphonie fixe et Internet

Part de marché de l'Internet haut débit



Source : estimation Orange Polska.

De même que pour la téléphonie fixe, où une forte substitution fixe-mobile a été observée depuis de nombreuses années, le succès grandissant du haut débit mobile a affecté le développement du haut débit fixe qui a diminué en 2016. Cette tendance s'est accélérée après le lancement des services 4G par tous les opérateurs mobile et la mise en place d'offres haut débit mobile attractives (en termes de prix ou de trafic de données élevé, voire illimité), ainsi que l'amélioration de la couverture géographique. La technologie LTE a aussi été utilisée en Pologne pour offrir des services de bornes Wifi mobile haut débit (par exemple à domicile).

Sur le marché du haut débit fixe, Orange Polska rencontre toujours une forte pression concurrentielle de la part des opérateurs de télévision par câble dont la part de marché progresse régulièrement. Leur position globale sur le marché ne cesse de croître, en raison principalement du succès de leurs offres télévisuelles. Les offres commerciales de ces opérateurs sont également soutenues par les investissements qu'ils réalisent dans les infrastructures pour déployer la norme DOCSIS 3.0 et étendre l'accès à la fibre. Les opérateurs du câble élargissent également leurs offres vers les segments de clients SoHo et les PME.

Les opérateurs alternatifs, principalement Netia, utilisent encore les services de bitstream et de dégroupage. Toutefois, le volume total des lignes utilisant l'accès bistream diminue depuis plusieurs années avec 110 000 lignes dégroupées à la fin de 2016, contre 131 000 en 2015.

3.1.3.3 Les activités d'Orange Polska

Les activités de téléphonie fixe et Internet

Principaux indicateurs

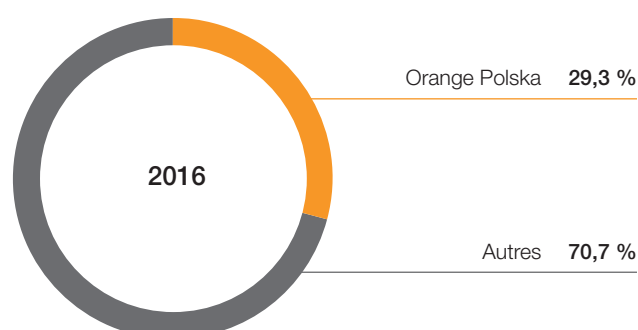
	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires (en millions de zlotys)	5 117	5 699	6 072
Nombre de lignes téléphoniques Grand Public (en millions)	3,9	4,2	4,5
dont téléphonie classique	3,3	3,6	4,0
dont VoIP (ligne principale)	0,7	0,6	0,5
Lignes téléphoniques vendues en gros (en millions)	0,7	0,8	1,0
Nombre de clients Internet (en millions)	2,0	2,1	2,2
Abonnés aux offres TV ADSL ou satellite	0,8	0,8	0,7
ARPU (en zlotys par mois)			
Lignes téléphoniques fixes (RTC/RNIS)	38,6	40,0	41,0
Internet haut débit, TV et VoIP	60,2	61,2	60,4

Source : Orange Polska.

1 zloty = 0,229189 euro (taux moyen en 2016).

Téléphonie mobile

Part de marché mobile



Source : estimation Orange Polska.

La Pologne compte quatre principaux opérateurs de téléphonie mobile : Orange Polska, T-Mobile (entièrement détenu par Deutsche Telekom), Polkomtel (opérant sous la marque PLUS, en combinaison avec Polsat Cyfrowy, diffuseur TV et plateforme de télévision satellitaire, détenus par l'homme d'affaire polonais Zygmunt Solorz-Zak), et P4 (détenu par Tollerton Investments Ltd et Novator Telecom Poland SARL, opérant sous la marque Play). En 2016, les quatre principaux opérateurs mobiles représentaient 98 % du nombre total de carte SIM actives en Pologne.

La part de marché d'Orange Polska a légèrement augmenté à 29,3 % fin 2016. L'enregistrement obligatoire des cartes prépayées a entraîné la baisse du nombre de clients de tous les opérateurs. En 2016, Orange a enregistré une croissance notable de ses services d'abonnement – en seconde position sur le marché concernant les ventes nettes, et une troisième année de croissance consécutive.

En raison de différences de méthodologies croissantes entre les opérateurs dans le décompte des cartes SIM, il devient cependant de plus en plus difficile de comparer les données présentées par les différents opérateurs.

Solutions convergentes

Un des principaux objectifs stratégiques d'Orange Polska est d'être le leader de la convergence, en fournissant des offres fixes et mobiles groupées. En traitant les besoins en télécommunications des ménages d'une manière globale et en incitant les clients à acheter des services additionnels, la convergence améliore la satisfaction des clients et les fidélise, le taux de renouvellement des clients étant beaucoup plus faible que celui des utilisateurs d'un service unique. Elle contribue également à la croissance des revenus et améliore l'efficacité des dépenses des systèmes d'information et de marketing. Orange Polska est le seul opérateur qui offre des services convergents sur le marché Grand Public, ce qui constitue un facteur différenciant et un avantage compétitif.

Orange Polska propose son offre convergente *push* à la fois sur le marché Grand Public et celui des clients professionnels (petites à moyennes entreprises). Les principaux éléments qui ont contribué à l'extension et à l'attractivité des offres convergentes sont le déploiement du réseau fibre et le développement d'une offre IPTV basée sur l'agrégation de contenu. Le nombre total de services vendus dans le cadre des offres convergentes atteignait presque 4 millions, soit en moyenne plus de quatre services utilisés par chaque client.

Voix fixe

Le nombre de lignes fixes continue de diminuer avec une perte nette de clients voix (RTC traditionnel ou VoIP). Ce déclin peut être attribué principalement à des facteurs démographiques structurels ainsi qu'à l'attractivité croissante des services mobiles proposant des appels illimités pour tous les réseaux.

Orange Polska poursuit ses efforts pour contrer l'érosion de sa base d'abonnés fixe, principalement grâce aux services d'offres convergentes.

Accès haut débit fixe

Orange Polska a enregistré en 2016 une baisse de 68 000 accès fixe haut débit contre 136 mille en 2015. Le ralentissement du déclin résulte entièrement d'une augmentation de 50 % de la base de clients très haut-débit. Cette augmentation a été favorisée par les investissements importants réalisés dans le réseau fibre et par la migration de la technologie ADSL qui devient de moins en moins compétitive. La part des services très haut-débit est ainsi passée à environ 25 % des accès fixe haut débit (contre 15 % à la fin de 2015). L'ARPU du haut débit a légèrement diminué en 2016, les effets d'importantes réductions de prix en 2015 ayant été partiellement compensés par les ventes croisées de services.

Les initiatives d'Orange Polska dans le segment du haut débit fixe correspondent aux objectifs annoncés en février 2016 dans le cadre de son plan d'action à moyen terme. Orange Polska privilégie une approche différenciée dans les grandes villes, les villes moyennes et petites, et les zones rurales, en tenant compte des différences locales de l'environnement concurrentiel, du potentiel lié à la densité de la population, et des besoins des clients. Dans les grandes villes, Orange Polska se concentre sur le développement de la couverture FTTH et le redressement de sa part de marché dans le haut débit fixe. Son principal objectif est de défendre sa base de clients haut débit fixe en capitalisant sur son excellente position sur le marché mobile par des ventes croisées de services fixes et mobiles. Dans les zones rurales, les technologies mobiles constituent en revanche la première solution d'accès haut débit.

Les activités de téléphonie mobile

Principaux indicateurs

	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires (en millions de zlotys)	6 421	6 141	6 140
Nombre de clients (sauf MVNO – en millions)	16,0	15,9	15,6
dont forfaits	9,5	8,4	7,7
dont offres prépayées	6,5	7,5	8,0
dont haut débit	2,7	2,0	1,5
Nombre de clients MVNO (en milliers)	5,0	7,0	22,0
ARPU total (en zlotys par mois)	28,4	30,3	31,5
ARPU abonnements	43,8	49,2	54,0
ARPU prépayés	12,2	12,7	12,4
AUPU total⁽¹⁾ (en minutes par mois)	233	219	199
Taux de résiliation (en %)	36,4 %	39,4 %	39,3 %
Dont forfaits	11,4 %	12,8 %	13,6 %

Source : Orange Polska.

(1) Hors cartes SIM M2M.

1 zloty = 0,229189 euro (taux moyen en 2016).

Orange Polska comptait environ 16 millions de clients mobile à fin 2016, en légère hausse d'environ 84 mille, soit + 0,5 % par rapport à fin 2015.

Les forfaits d'abonnement ont augmenté de 1,1 million, dans le prolongement d'une excellente dynamique commerciale démarrée en 2015. Cette croissance est le résultat des actions commerciales menées et de l'accélération de la migration venant du prépayé, ainsi que des initiatives visant à diminuer les taux de résiliation. Les nouveaux clients se répartissent de manière équilibrée entre les entreprises, le Grand Public, et les cartes M2M.

En revanche, la base de cartes prépayées a fortement diminué. Cela est largement dû à l'obligation d'enregistrement des cartes qui est rentrée en vigueur en juillet 2016. Cependant, la majorité de la baisse concernant des cartes à usages uniques et à faible revenu, cette réduction n'impacte pas de manière significative le chiffre d'affaires correspondant.

Le revenu moyen par abonné a diminué de 6 % en 2016. La baisse est due à de nombreux facteurs : le succès des offres avec plusieurs cartes SIM, le développement des offres sans terminal, les ventes à crédit de terminaux (dans lesquelles la partie des revenus correspondant à la vente du terminal est exclue du calcul de l'ARPU, les

réductions liées à la souscription de services convergents, les baisses de prix principalement sur le segment B2B, et la moindre croissance du trafic entrant qu'en 2015.

La distribution

Orange Polska dispose de différents canaux de distribution : les points de vente physiques traditionnels (détenus par Orange, franchisés, ou indépendants), les ventes en ligne, les centres d'appel, et les ventes à domicile.

Orange Polska s'efforce de développer particulièrement le canal des ventes en ligne, de favoriser l'utilisation croisée de ses différents canaux de distribution, et de moderniser ses points de ventes physiques, afin d'améliorer la satisfaction des clients et de gagner en efficacité. Fin 2016, Orange Polska détenait :

- directement ou sous franchise environ 755 points de ventes qui proposent un portefeuille complet de services mobiles et fixes. En outre, Orange Polska a ouvert progressivement des magasins *Smart stores* pour servir ses clients de manière plus efficace dans des espaces plus accueillants et innovants. Enfin, Orange Polska

exploitait 38 magasins *Fibre Shops* dédiés à l'offre de fibre et situés à proximité des zones raccordées en FTTH ;

- un canal de distribution indépendant constitué de 740 points de vente de distributeurs comme Media Markt, Saturn et Neonet ;
- un canal de ventes en ligne qui est en croissance rapide. Dans le cadre de l'offre de fibre, Orange Polska a introduit une option pour vérifier en ligne l'éligibilité au raccordement et raccourcir le processus d'achat. La mise en œuvre progressive de solutions multicanal assure aux clients un traitement continu de leurs demandes à tout moment et en tout lieu ;
- un canal des ventes par téléphone utilisé principalement pour fidéliser les clients et pour favoriser la conversion des ventes en ligne dans le cadre de ventes croisées, tandis que le produit et le contrat sont ensuite livrés par courrier ou retirés en magasin ;
- un canal de ventes en porte-à-porte des services de fibre optique FTTH qui constitue le mode de distribution le plus efficace pour concurrencer les opérateurs de câble.

Le réseau

Le réseau fixe

Dégroupage des lignes fixes en Pologne (en millions)

	2016	2015	2014
Nombre total de lignes fixes	3,9	4,4	5,0
Dégroupage total	0,1	0,1	0,2
Bitstream	0,2	0,2	0,3
Nombre de foyers raccordables en FTTH (en milliers)	1 471	716	79

Source : Orange Polska.

En 2016, Orange Polska a poursuivi le déploiement de son réseau FTTH, l'étendant à presque 1,5 million de foyers raccordables dans 37 villes. La couverture de vDSL a légèrement augmenté pour

atteindre environ 4,8 millions de ménages. Parallèlement, la migration du réseau d'agrégation de l'ATM vers l'IP s'est poursuivie au rythme du développement du FTTH et du vDSL et de la demande des clients.

Le réseau mobile

Couverture

(en % de la population)

	2016	2015	2014
3G (UMTS)/HSDPA	99,6 %	99,6 %	99,4 %
4G (LTE)	99,1 %	83,7 %	60,9 %

Source : Orange Polska.

En 2015, le Groupe a remporté une enchère lancée par le régulateur (UKE) pour deux blocs de fréquence de 5 MHz chacun dans le spectre des 800 MHz, et de trois blocs de 5 MHz dans le spectre de 2600 MHz. Suite à l'acquisition de ces fréquences, Orange a développé la technologie LTE en utilisant le spectre 800 MHz pour étendre la couverture des services d'accès haut débit mobile, tandis que le spectre 2600 MHz a été utilisé principalement pour augmenter la capacité des zones où le trafic de données mobiles est particulièrement élevé.

Orange Polska a également poursuivi sa coopération de partage de réseaux d'accès radio (RAN) avec T-Mobile. En décembre 2016, le partage de réseau a été étendu aux spectres 800 MHz et 2600 MHz. Une société commune de gestion des réseaux radio appartenant à Orange et T-Mobile, NetWorkSI, a aussi été créée dans le cadre de cette coopération.

À fin 2016, la couverture des services LTE d'Orange s'étendait à plus de 99 % de la population et plus de 90 % du territoire.

3.1.4 Belgique et Luxembourg

3.1.4.1 Belgique

Le marché des services de télécommunications

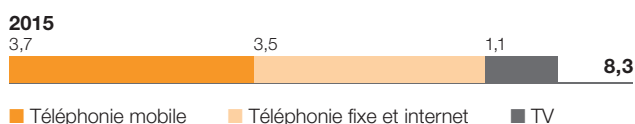
Principaux indicateurs macroéconomiques

	2016	2015	2014
Population (en millions)	11,3	11,2	11,2
Ménages (en millions)	Nd	4,7	4,7
Croissance du PIB (en %)	+ 1,4 %	+ 1,4 %	+ 1,3 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	44 881	44 148	43 105

Sources : FMI, octobre 2016, Eurostat.

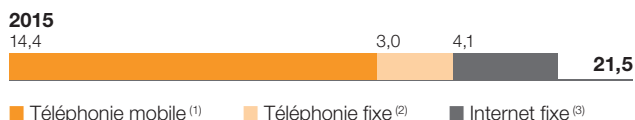
L'économie belge a continué de croître à un rythme légèrement plus rapide en 2016 qu'en 2015, soutenue par une consommation plus forte des ménages. L'inflation a été plus élevée que la moyenne de la zone euro, en raison de l'augmentation de la fiscalité indirecte et de l'indexation des salaires. Le taux de chômage a continué de baisser en 2016 et est passé en dessous de 8 % vers la fin de l'année.

Revenus des services de télécommunications (en milliards d'euros)



Source : IBPT.

Nombre de clients (en millions)



Source : IBPT.

(1) Y compris M2M.

(2) Résidentiel.

(3) Haut-débit.

Le marché de la téléphonie fixe

Après la reprise de la croissance en 2015, le marché belge de la téléphonie fixe a maintenu le rythme en 2016. Le retour à la croissance est principalement lié au marché résidentiel, notamment en raison des hausses de prix de la télévision numérique et des services fixe haut débit favorisées par une augmentation régulière de la demande pour ces services. Cette tendance positive a plus que compensé la baisse des services téléphoniques fixes. Le marché des entreprises a légèrement diminué en 2016, principalement en raison de la baisse des revenus de la téléphonie fixe.

Le marché de la téléphonie mobile

Le marché de la téléphonie mobile a été marqué en 2016 par une demande soutenue pour les services de données mobiles. Au second

semestre 2016, la plupart des opérateurs de téléphonie mobile ont introduit de nouvelles offres sur le marché, afin de répondre à la demande continue de données mobiles et afin de rendre plus accessibles les plans tarifaires intermédiaires et supérieurs. La répartition entre formules prépayées et abonnement évolue toujours en faveur des abonnements. Cette tendance est appuyée par le succès des offres convergentes d'abonnements, l'obligation d'enregistrement du prépayé, et le succès des offres groupées couplant service et terminal. La majorité des terminaux du marché est constituée par des appareils à la norme 4G qui expliquent l'augmentation continue de la pénétration des *smartphones*.

L'environnement concurrentiel

La structure concurrentielle du marché de la téléphonie fixe est restée relativement stable en 2016, avec la prédominance de l'opérateur historique Proximus et des opérateurs régionaux de câble Telenet, VOO, et SFR. En décembre 2016, Telenet a annoncé l'acquisition de SFR détenue par Altice.

Les offres de *triple play* demeurent chères et tous les opérateurs présents sur le marché ont annoncé des augmentations de prix pour le début de 2017. Les distributeurs de câbles et Proximus ont communiqué leurs intentions d'investir dans leurs propres réseaux. En termes de stratégie de contenu, les opérateurs câble privilégient l'intégration verticale en achetant ou produisant du contenu exclusif et en contrôlant leur canal de diffusion, tandis que Proximus vise à se positionner davantage comme un agrégateur.

Sur le marché de la téléphonie mobile, le nombre et le positionnement des opérateurs a évolué en 2016 avec la présence de trois grands opérateurs au lieu de quatre, suite à l'acquisition de BASE par le câblo-opérateur Telenet, en plus de nombreux MVNO de plus petite taille. Dans la continuité de l'année 2015, les opérateurs se concentrent de plus en plus sur la promotion des offres de convergence, qui sont devenues l'outil le plus important pour acquérir et fidéliser les clients.

Après la baisse des prix enregistrée entre 2012 et 2014, les prix abonnements sont restés stables depuis 2015 (source : IBPT). Des baisses de prix ont été constatées sur les offres incluant des données en prépayé.

Les activités d'Orange Belgium

Orange opère en Belgique à travers Orange Belgium (anciennement Mobistar) cotée à la Bourse de Bruxelles. Le groupe Orange détient 52,9 % du capital.

Indicateurs opérationnels

	2016	2015	2014
Nombre de clients (en millions)			
Lignes fixes	0,16	0,19	0,22
Clients mobiles (hors M2M)	2,97	3,04	3,04
ARPU (en euros par mois)	24,5	23,9	24

Source : Orange Belgium.

L'année 2016 a été une année charnière pour Orange Belgium avec le lancement à l'échelle nationale d'une offre Internet et télévision, et le changement de nom de la société pour renforcer sa position d'opérateur convergent sur le marché belge des particuliers et des professionnels.

À fin décembre 2016, le nombre de clients d'Orange Belgium (hors M2M) s'établissait à 2,97 millions, dont 2,25 millions d'abonnements, en augmentation de + 1,8 %, et 0,72 million de prépayé, en diminution de - 12,8 %. La clientèle MVNO s'établissait à 2,04 millions (+ 14,4 %) et les cartes M2M actives à 0,83 million.

Avec son offre Internet et TV, Orange Belgium est devenu le premier opérateur en Belgique à proposer une offre de réseau câblé à l'échelle nationale et a ainsi enregistré une forte progression de sa base clients.

En outre, Orange Belgium a réorganisé en 2016 toutes ses offres mobiles en mettant clairement l'accent sur les données. Orange Belgium a franchi le seuil des 2 millions d'utilisateurs de *smartphones*, dont plus de 1,4 million d'utilisateurs de *smartphones* 4G. Le *smartphone* représentait ainsi 68 % de la clientèle totale d'Orange Belgium, tandis que le taux de pénétration des *smartphones* 4G et 4G+ atteignait respectivement 48 % et 10 %. En décembre 2016, le trafic 4G représentait plus de 80 % du trafic total. Les clients qui optent pour la 4G expriment un meilleur niveau de satisfaction et consomment une plus grande quantité de données mobiles en comparaison des autres clients, ce qui se traduit par un revenu moyen par abonné plus élevé. En 2016, l'ARPU a ainsi progressé de + 2,7 %.

Le changement de nom d'Orange Belgium, conjugué au lancement d'offres convergentes, a permis également de renforcer la position d'Orange Belgium sur le segment entreprise en bénéficiant de la force internationale du portefeuille du groupe Orange.

Le réseau

Couverture

(en % de la population)

	2016	2015	2014
3G (UMTS)/HSDPA	99 %	99 %	99 %
4G (LTE)	99 %	99 %	88 %
4G+	54 %	21 %	0 %

Source : Orange Belgium.

L'investissement dans les réseaux mobiles est resté important avec le déploiement continu de la 4G, principalement pour renforcer la couverture à l'intérieur des habitations, et la réalisation d'investissements dans le cœur de réseau de transmission. À la fin 2016, Orange Belgium assurait une couverture en 4G de 99,6 % de la population en extérieur et 91,9 % en intérieur. La couverture en 4G+, qui offre

La distribution

À fin 2016, Orange Belgium comptait 144 points de vente, en plus de 69 points de présence (shop-in-shops) dans les hypermarchés Carrefour et Media Market. Dans le cadre de la transformation de son réseau de distribution, Orange Belgium a renforcé ses canaux directs et les a numérisés afin d'augmenter le nombre de visiteurs et les taux de conversion, et d'améliorer la satisfaction de la clientèle.

Les réseaux de distribution et de relation client d'Orange Belgium sont constitués :

- d'un réseau de points de vente implanté dans toute la Belgique, offrant un accès facile à tous ses clients. En 2016, Orange Belgium a également ouvert trois *Smart stores* ;
- de canaux numériques, dont principalement le magasin Orange en ligne. Les clients peuvent y découvrir les terminaux, les offres Internet, les offres haut débit mobiles et multimédia proposées par Orange, et les commander directement en ligne pour une livraison à domicile ;
- de centres clients spécialisés en fonction du type de service proposé ;
- d'un *Smart Service Network* qui commercialise des services mobiles, énergétiques, télévisuels, au marché résidentiel et aux petites entreprises. Le *Smart Service Network* utilise une stratégie de marketing relationnel (dite Multi Level Marketing ou MLM) qui assure avec mille vendeurs indépendants la proximité, la souplesse et une meilleure expérience client.

aux utilisateurs un débit de téléchargement jusqu'à trois fois plus rapide que la 4G, était de 54,0 %. Par ailleurs, Orange Belgium a renforcé les montants investis dans les équipements chez les clients tels que les décodeurs, les modems et les télécommandes TV, ainsi que dans l'activation associée et les coûts d'installation de l'offre Internet + TV.

3.1.4.2 Luxembourg

Principaux indicateurs macroéconomiques

	2016	2015	2014
Population (en milliers)	576	563	550
Croissance du PIB (en %)	+ 3,5 %	+ 4,8 %	+ 4,0 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	101 936	99 505	96 163

Sources : FMI, octobre 2016.

Le marché luxembourgeois est resté en 2016 fortement axé sur la convergence. L'utilisation des services voix diminue fortement sur les réseaux fixes et stagne sur les réseaux mobiles, tandis que les services de données ont augmenté fortement en volume, en particulier sur les réseaux mobiles. Le prix des communications mobiles a diminué pour presque tous les profils d'utilisateurs, tant pour les abonnements que pour les prépayés.

La technologie de cuivre FTTN/vDSL de nouvelle génération couvre pratiquement tout le territoire et le câble atteint plus de 70 % des ménages. La couverture en fibre optique atteignait plus de 60 % des ménages à la fin 2016.

L'environnement concurrentiel

Orange Communications Luxembourg – filiale d'Orange Belgium – occupe le troisième rang en termes de part de marché, derrière le leader du marché Post Luxembourg, filiale de l'opérateur historique,

et Tango, filiale de l'opérateur belge Proximus. Post Luxembourg détient également la part de marché la plus importante sur le marché fixe et Internet. En décembre 2016, Telenet a acquis les activités de SFR Belux au Grand-Duché de Luxembourg.

Les activités d'Orange Luxembourg

À la fin 2016, Orange Luxembourg disposait de 159,3 mille clients mobile, contre 139,9 mille à fin 2015, soit une progression d'environ + 14 %. La clientèle d'abonnés soutenue par le positionnement convergent d'Orange Luxembourg a légèrement augmenté pour atteindre 97,3 mille, soit + 6,3 %. L'introduction de nouveaux services dans les offres haut de gamme a permis de réduire l'érosion de l'ARPU. Les clients Internet et TV haut débit s'élevaient à 9,6 mille. Orange Luxembourg a enrichi son offre Internet + TV avec l'ajout de deux chaînes haute définition. En outre, Orange Luxembourg a offert en promotion à ses nouveaux clients convergents les frais d'installation et d'activation du service.

3.1.5 Pays d'Europe Centrale

3.1.5.1 Roumanie

Le marché des services de télécommunications

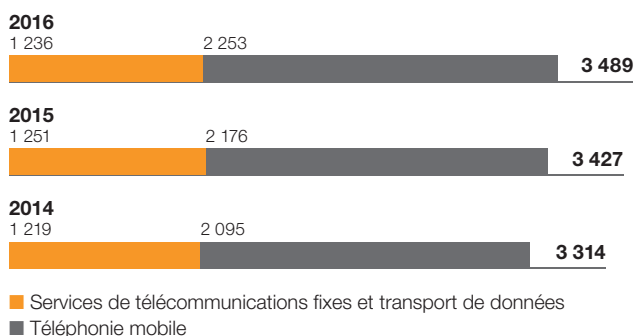
Principaux indicateurs macroéconomiques

	2016	2015	2014
Population (en millions)	19,8	19,9	19,9
Croissance du PIB (en %)	+ 5,0 %	+ 3,8 %	+ 3,0 %
PIB par personne (en dollars PPA)	22 319	20 872	19 827

Source : FMI, octobre 2016.

En 2016, l'économie roumaine a poursuivi sa croissance à un rythme qui a été le plus élevé en Europe, grâce aux assouplissements fiscaux et aux augmentations de salaire qui ont stimulé la consommation des ménages, ainsi qu'à la croissance des services et de l'industrie.

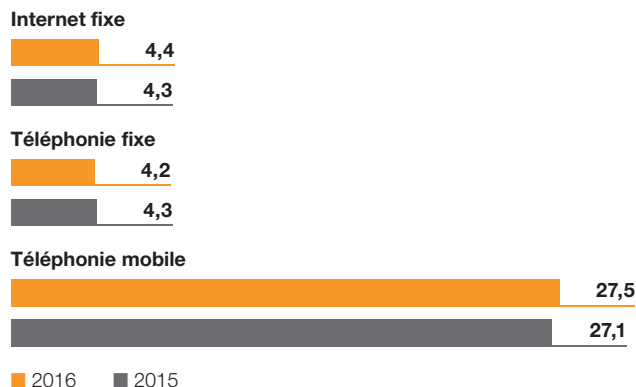
Revenus des services de télécommunications (en millions d'euros)



Source : ANCOM et estimation Orange Romania.

La valeur du marché roumain des services de télécommunications a augmenté de 1,8 % en 2016, le marché mobile étant le principal moteur de la croissance, tandis que la téléphonie fixe a continué de baisser.

Nombre de clients (en millions)

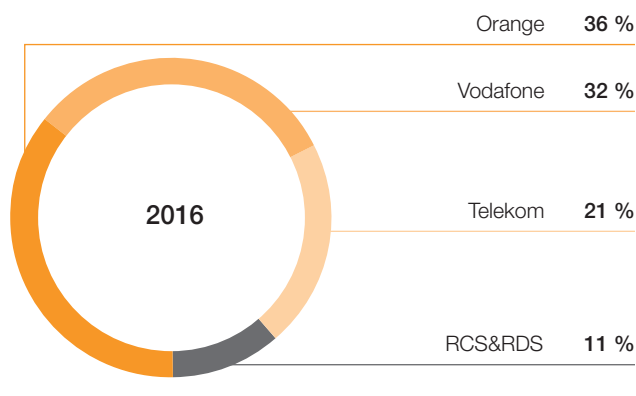


Source : estimation Orange Romania.

En 2016, la croissance du marché mobile a ralenti en volume à +1,5 %, selon les estimations d'Orange Romania, mais a augmenté en valeur, grâce à la monétisation des données mobiles et à l'intérêt accru des clients pour les offres d'abondance. Les investissements lourds qui ont été réalisés dans la fibre et l'achat de contenus se sont traduits par la hausse du marché du haut débit fixe et de la télévision tandis que le marché de la voix fixe continuait de décroître.

L'environnement concurrentiel

Part de marché mobile



Source : estimation Orange Romania.

Les activités d'Orange Romania

Indicateurs opérationnels

	2016	2015	2014
Nombre de clients (en millions)			
Clients mobiles	10,1	10,2	10,5
ARPU (en euro par mois)	6,9	6,4	6,2

Source : Orange Romania.

En 2016, le nombre de clients mobile d'Orange Romania s'élevait à 10,1 millions (y compris M2M), dont 5 millions d'abonnés en hausse de 3 points par rapport à l'année précédente. Ce développement est dû au déploiement de la 4G, à une diffusion plus large des *smartphones*, et à la migration accélérée du prépaiement vers les abonnements. Orange a continué à offrir plus de données dans ses offres, en remaniant son portefeuille et en le centrant sur les familles et les ménages. Ces nouvelles offres ont augmenté l'attrait des clients pour les tablettes et les *smartphones*, en particulier ceux compatibles avec la 4G. Orange a conservé son leadership dans la 4G avec 2 millions de clients à la fin de 2016.

Orange est entrée dans les services financiers mobiles en novembre 2016 avec le lancement d'Orange Money. Les services de paiement et de transfert de fonds sont disponibles pour tous les clients à l'échelle nationale. Les utilisateurs peuvent payer les services, recharger les cartes de prépaiement, recevoir et envoyer de l'argent à l'aide de leur téléphone mobile.

En septembre 2016, Orange a lancé *Orange Home*, sa première offre de services convergents dans plus de 90 villes de Roumanie, permettant l'accès à Internet jusqu'à 1 Gbit/s, à la télévision par câble, et aux services vocaux fixes.

Le service Orange TV a atteint environ 328 mille abonnés à la fin de l'année et l'application *Orange TV Go* a enrichi son contenu avec plus de 80 chaînes et plus de 500 films et séries disponibles.

Orange a continué à être leader en matière d'innovation à travers le lancement de *Smart Home*, solution d'objets connectés, et la mise en œuvre d'une solution de *Smart City* à Alba Iulia.

En 2016, le marché s'est concentré sur le développement des services de données et la concurrence s'est exercée dans le domaine du déploiement de la 4G. Tous les opérateurs ont proposé des offres illimitées et d'abondance à des prix compétitifs. Dans un marché en concurrence croissante sur les prix, l'abondance de données et les offres prépayées, Orange a enregistré une baisse de sa part de marché en volume tout en dominant le marché en valeur. Les offres de *smartphones* subventionnées ont accéléré la migration du prépaiement vers les abonnements et ont facilité la portabilité entre les opérateurs. Le marché a évolué vers trois opérateurs convergents lorsqu'Orange Romania a rejoint sur ce marché Telekom et RCS & RDS au 3^e trimestre 2016.

Enfin, Orange s'est affirmé comme intégrateur de services innovants pour ses clients entreprises de toute taille, tant à travers son offre d'abonnements *Orange Pro* que de solutions intégrées ayant un impact direct sur leur productivité.

La distribution

Répartition des canaux de distribution (en % des acquisitions clients)



Source : estimation Orange Romania.

Orange Romania a continué en 2016 d'optimiser la performance de son réseau de distribution en accueillant ses clients dans 18 *Smart stores*, en choisissant de meilleurs emplacements, en numérisant ses points de vente, et en renégociant certains contrats de location.

Le réseau

Couverture

(en % de la population)

	2016	2015	2014
3G (UMTS)/HSDPA	99,5 %	99,3 %	99,0 %
4G (LTE)	80,2 %	71,6 %	62,4 %
Nombre de sites radio 3G (en milliers)	5,5	5,0	4,4

Source : Orange Romania.

La mise en œuvre de l'accord de partage de réseau conclu avec Vodafone pour améliorer la couverture 2G et 3G a été finalisée en 2016. Les investissements dans le réseau se sont poursuivis en 2016 pour atteindre un taux de couverture mobile 4G de 80 % de la population

totale, et de 97 % de la population urbaine. Cette couverture étendue a permis une adoption rapide des *smartphones* et une croissance importante du trafic et des revenus des services de données.

3.1.5.2 Slovaquie

Le marché des services de télécommunications

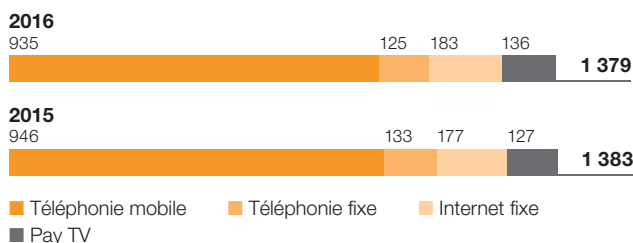
Principaux indicateurs macroéconomiques

	2016	2015	2014
Population (en millions)	5,4	5,4	5,4
Croissance du PIB (%)	+ 3,4 %	+ 3,6 %	+ 2,5 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	31 182	29 758	28 447

Source : FMI.

Avec son industrie fortement orientée vers les exportations à destination de l'Europe, l'économie slovaque a continué de croître de +3,4 % en 2016. Cette croissance a été également soutenue par la reprise de la consommation intérieure et une baisse du taux de chômage.

Revenus des services de télécommunications (en millions d'euros)



Source : estimation Orange Slovensko.

Nombre de clients (en millions)

Internet fixe



Téléphonie fixe



Téléphonie mobile



Source : estimation Orange Slovensko.

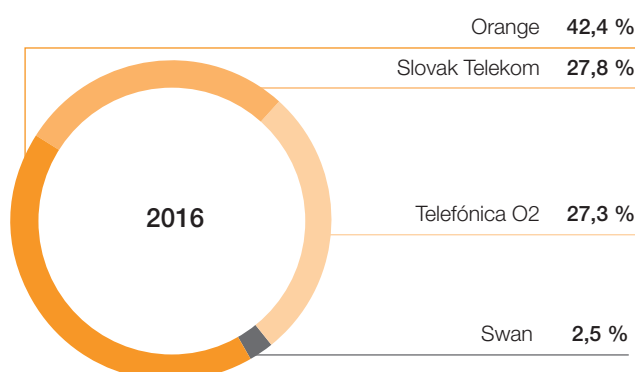
En 2016, la contraction des services du marché des télécommunications s'est poursuivie à hauteur de -0,3 %. La baisse des services vocaux traditionnels (mobiles et fixes) a été partiellement compensée par l'augmentation des services de données et de télévision. Le marché des services Internet fixe a augmenté de 3,4 % et celui des services de télévision de 7,1 %.

L'environnement concurrentiel

Marché de l'Internet haut débit

Le marché du haut débit fixe en Slovaquie est dominé par l'opérateur historique Telekom, dont l'infrastructure couvre l'ensemble du pays. Orange Slovensko, qui a déployé son propre réseau de fibre optique pour desservir environ 349 mille foyers en Slovaquie et commercialise des services Internet DSL via un accord commercial avec Telekom, occupe la deuxième place sur le marché.

Part de marché mobile



Source : estimation Orange Slovensko.

Orange Slovensko est en concurrence avec trois autres opérateurs mobile : Telefónica O2, Slovak Telekom (détenue à 100 % par Deutsche Telekom) et SWAN. La poste slovaque et Swan ont commencé à offrir des services mobiles en octobre 2015, uniquement sous forme prépayés et disponibles dans tous les bureaux de poste. Orange Slovensko reste le leader du marché, avec une part de marché de 42,4 %, en baisse de 1,2 point. Slovak Telekom est en deuxième position, en baisse de 0,5 point. La part de marché d'O2 a augmenté de 0,7 points en 2016. Le taux de pénétration du marché mobile est proche de 124 %.

Les activités d'Orange Slovensko

Indicateurs opérationnels

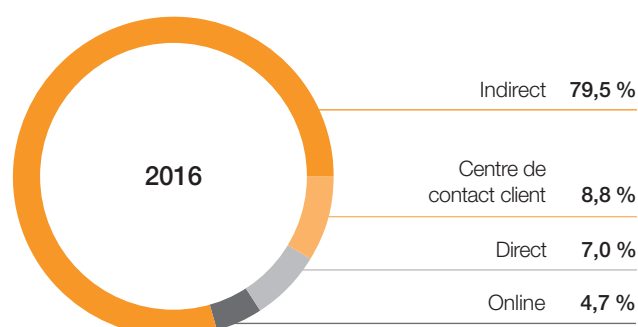
	2016	2015	2014
Nombre de clients (en millions)			
Lignes Internet FTTH	0,07	0,07	0,06
Clients Mobile	2,883	2,896	2,84
ARPU (en euros par mois)	12,8	13,3	14,7

Source : Orange Slovensko.

En 2016, les activités commerciales d'Orange Slovensko visaient principalement à maintenir sa position sur le marché après l'arrivée d'un quatrième opérateur au dernier trimestre de 2015. Malgré une légère diminution de 10 mille clients, Orange conserve son leadership en volume et en valeur. L'offre Family voice d'Orange est conçue pour se positionner de manière privilégiée auprès des familles. Un nouveau portefeuille de tarifs mobiles ainsi que de nouvelles offres convergentes segmentées ont été lancés pour atténuer la baisse de valeur et se différencier des concurrents. Orange a prêté attention aux innovations et a introduit plusieurs nouvelles propositions (traçabilité des enfants, Wifi à l'intérieur des automobiles, ou innovations dans le domaine de la santé).

La distribution

Répartition des canaux de distribution (% d'actes commerciaux)



Source : Orange Slovensko.

Orange Slovensko commercialise ses produits et services à travers divers canaux de distribution :

- 137 boutiques exclusives sous franchise, qui ne vendent que les produits d'Orange ;
- des revendeurs et distributeurs pour les cartes prépayées ;
- des espaces dédiés dans les magasins d'électronique *May* ;
- une équipe dédiée d'une cinquantaine de membres pour les clients importants ou les PME, et des vendeurs de porte-à-porte spécialisés dans les produits et services de fibre optique ;
- une équipe de vente spécialisée au sein d'Orange Slovensko, dédiée à l'acquisition et à la fidélisation des clients entreprise (grands comptes) ;
- une plate-forme de service à la clientèle gérée directement par Orange Slovensko ;
- une boutique en ligne où les clients peuvent acheter des produits, services et accessoires Orange.

Le réseau

Couverture

(en % de la population)

	2016	2015	2014
3G (UMTS)/HSDPA	94,2 %	93,0 %	86,2 %
4G (LTE)	80,0 %	64,7 %	30,2 %
Nombre de sites radio 3G (en milliers)	1,9	1,8	1,7
Nombre de sites radio 4G (en milliers)	1,2	0,9	0,5
Nombre de foyers raccordables en FTTH (en milliers)	349	342	333

Source : Orange Slovensko.

Orange Slovensko assure la meilleure couverture haut débit mobile avec 93,4 % de la population. En 2016, la couverture LTE a été étendue à 80 % de la population, et celle en LTE+ à 25 %. L'évolution vers le tout IP a été poursuivie en vue de la virtualisation des

ressources du réseau. L'expérimentation de la voix sur LTE (VoLTE) a été lancée fin 2016 pour un lancement commercial prévu en avril 2017.

3.1.5.3 Moldavie

Le marché des services de télécommunications

Principaux indicateurs macroéconomiques

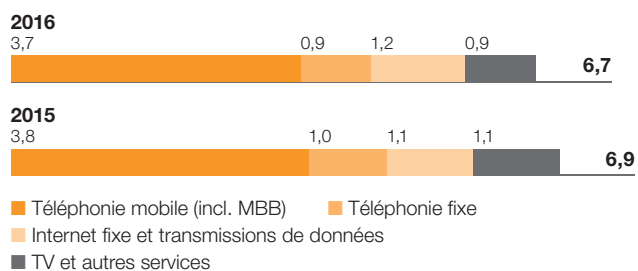
	2016	2015	2014
Population (en millions)	3,6	3,6	3,6
Croissance du PIB (en %)	+ 2,0 %	- 0,5 %	+ 4,8 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	5 218	5 047	5 013

Source : FMI, octobre 2016.

L'économie moldave a enregistré des signes de reprise en 2016 :

- le PIB a enregistré une croissance estimée à 2 %, grâce au soutien de la demande intérieure tandis que la baisse des exportations avait un impact négatif ;
- l'inflation a ralenti à 6,7 % contre 13,6 % en 2015, ce qui a permis à la banque nationale de Moldavie de réduire les taux d'intérêt ;
- la Moldavie reste toutefois toujours très dépendante des fonds de l'Union européenne et du FMI pour relancer son économie.

Revenus des services de télécommunications (en milliards de lei)



Source : ANRCETI au 3^e trimestre de chaque année.
1 lei = 0,045377 euro (taux moyen en 2016).

La valeur du marché des télécommunications est estimée à 6,7 milliards de lei, en baisse de 3,1 % sous l'effet de la tendance à la baisse des revenus de téléphonie mobile et fixe. Le marché mobile affiche une diminution annuelle de 1,1 % due aux effets opposés de la reprise de 8,7 % des revenus du haut-débit, et de la baisse de

1,8 % des revenus de la téléphonie en raison de la décroissance des revenus du trafic international. La même situation est observée sur le marché fixe, où la croissance provenant du marché de l'accès haut débit fixe et du transport des données (+6,1 %) est compensée par le recul du chiffre d'affaires fixe (-8,6 %). Les principaux facteurs favorables d'évolution des services d'accès à haut débit ont été les offres d'abondance Internet haut débit fixe et mobile, avec l'accent mis sur la 4G, et les offres groupées avec des volumes de trafic plus élevés.

Nombre de clients (en millions)

Internet fixe



Téléphonie fixe



Téléphonie mobile (incl. MBB, M2M)



Source : ANRCETI au 3^e trimestre 2016.

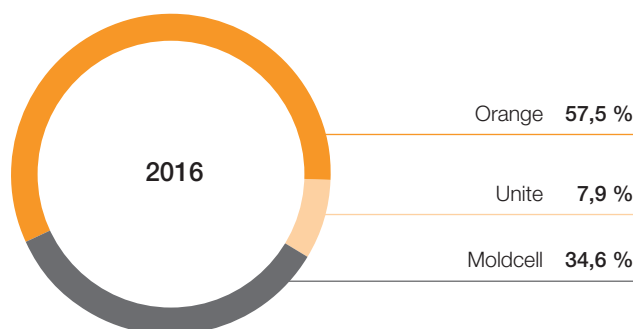
Le volume total du marché est estimé à 6,68 millions de clients au 3^e trimestre 2016, en croissance de 0,8 % sur un an. Le marché mobile a légèrement progressé (+0,9 %), tandis que le marché fixe a diminué en

raison de la baisse de la clientèle des services de téléphonie fixe (-1,7 %), qui n'a pas été entièrement compensé par l'augmentation de l'Internet fixe (+4,7 %).

Le taux de pénétration mobile était de 129,7 % à la fin de 2016.

L'environnement concurrentiel

Part de marché mobile



Source : ANRCETI au 3^e trimestre 2016.

Le paysage concurrentiel du marché mobile est restée plutôt stable, permettant à Orange Moldova de conserver sa place de leader avec une part de marché de 57,5 % (-0,8 point). Moldcell a progressé légèrement à 34,6 % (+0,2 point) et Unite a quasi maintenu sa part de marché de 7,9 %. Par ailleurs, les opérateurs OTT ont concurrencé les opérateurs de télécommunications traditionnels, en particulier sur les appels internationaux.

Les activités d'Orange Moldova

Indicateurs opérationnels

	2016	2015	2014
Nombre de clients (en millions)			
Clients mobile	2,19	2,14	2,22
ARPU (en euros par mois)	4,2	4,6	5,4

Source : Orange Moldova.

Orange Moldova a augmenté ses revenus facturés de 3 % en 2016, grâce aux initiatives de révision de prix prises au 1^{er} semestre et à la migration des offres prépayées vers les abonnements qui ont atténué en partie la tendance à la baisse des revenus internationaux.

Les efforts commerciaux ont été axés sur l'adoption de la 4G par :

- l'augmentation des ventes de *smartphones* 4G ;
- l'accélération de l'adoption d'offres de données dans le cadre des abonnements, et d'options d'essai avant achat pour les clients en prépayés ;

- le développement de l'expérience numérique parmi les clients à travers l'application *My Orange App*, et l'utilisation des réseaux sociaux.

Le réseau d'Orange Moldova a été reconnu comme le meilleur réseau du pays en termes de performance et de qualité, avec une couverture 4G de 97,5 % de la population.

En octobre 2016, OMD a acquis 100 % du capital de Sun Communications, principal fournisseur de télévision payante en Moldavie.

3.1.6 Pays d'Afrique et Moyen-Orient

3.1.6.1 Égypte

Le marché des services de télécommunications

Principaux indicateurs macroéconomiques

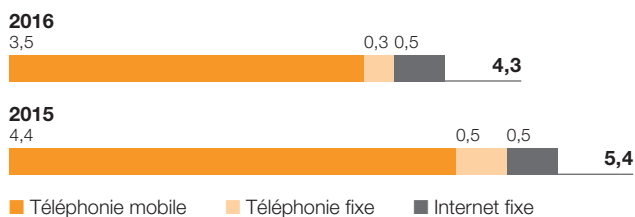
	2016	2015	2014
Population (en millions)	91,0	88,4	86,7
Croissance du PIB (en %)	+ 3,8 %	+ 4,2 %	+ 2,2 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	12 137	11 262	11 918

Source : FMI.

En 2016, le gouvernement égyptien a pris des mesures économiques pour la libéralisation de la livre égyptienne, l'élimination partielle des subventions des prix de l'énergie et l'augmentation des taux d'intérêt. À la suite de ces mesures, la livre a perdu plus de la moitié de sa valeur, ce qui a eu des répercussions importantes tant sur les coûts de production que sur le niveau de vie. L'inflation est passée de 19,4 % en novembre à 23,3 % en décembre, et les taux d'intérêt moyens d'emprunt à un an ont atteint 16,3 % en décembre (Sources : FMI et Banque Centrale d'Égypte).

Par ailleurs, l'industrie touristique égyptienne souffre toujours de l'instabilité liée à l'insécurité qui, à son tour, a eu un effet sérieux sur les revenus d'itinérance.

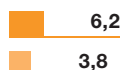
Revenus des services de télécommunications (en milliards de dollars)



Source : Estimation Orange Égypte.
1 US dollar = 0,903693

Nombre de clients (en millions)

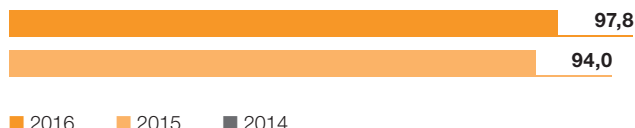
Internet haut débit fixe ADSL



Téléphonie fixe



Téléphonie mobile



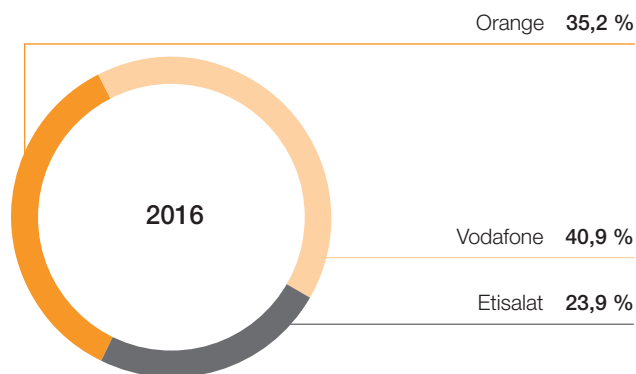
Source : Ministère des Communications (MCIT).

L'autorité de régulation (*National Telecom Regulatory Authority*) continue d'imposer des restrictions à la vente de lignes pour des raisons de sécurité, ce qui a entraîné une diminution du nombre d'abonnés mobile en Égypte pour la première fois en 2015. En 2016, les opérateurs mobiles ont pris des mesures pour surmonter et atténuer les effets de ces restrictions ce qui s'est traduit par la reprise de la croissance sur le marché mobile. Le marché égyptien de la téléphonie mobile se compose essentiellement de clients prépayés. Les opérateurs développent de plus en plus leurs offres à destination du segment bas du marché, réduisant les frais de connexion, offrant des téléphones peu coûteux et permettant aux clients de recharger de faibles montants. Cette stratégie vise à acquérir des clients de la classe moyenne et de la campagne et a entraîné une réduction du revenu moyen par utilisateur (ARPU).

Fin 2016, les abonnés mobiles ont atteint 97,8 millions en croissance de 4 % sur un an, soit un taux de pénétration de 107 % de la population. Les abonnés ADSL ont atteint 4,4 millions, en croissance de 17 % sur un an.

L'environnement concurrentiel

Part de marché mobile



Source : BMI Research.

Le marché égyptien se caractérise par un environnement de plus en plus concurrentiel. L'essentiel de la concurrence s'exerce entre les opérateurs de téléphonie mobile, mais elle est également de plus en plus présente sur les marchés Internet et B2B. Dans le même temps, les opérateurs OTT concurrencent le secteur des télécommunications traditionnelles.

Malgré le marché très concurrentiel et la pression réglementaire, Orange a réussi à augmenter son nombre de clients en 2016 et a maintenu sa position de numéro deux, avec une part de marché de 35,2 % derrière Vodafone qui reste leader sur le marché avec une part de marché de 40,9 %, et devant Etisalat en troisième position avec 23,9 %.

Les activités d'Orange Egypt

Indicateurs opérationnels

	2016	2015	2014
Nombre de clients (en millions)	33,9	33,1	33,7
dont forfaits	6,8	6,2	5,8
dont offres prépayées	27,1	26,8	27,9
ARPU (en euros par mois)	2,5	2,9	2,5

Source : Orange.

Le changement de nom de Mobinil en Orange a eu lieu en mars 2016 afin de tirer parti notamment d'une puissante marque internationale, des relations solides avec les clients et une forte présence sur le marché, d'une base client de valeur et d'une large gamme de produits et d'offres compétitives. Le positionnement d'Orange sur le marché est en train de passer du lien émotionnel avec une marque perçue comme celle d'une société égyptienne à une marque reconnue internationalement offrant une connectivité et des services de pointe.

La clientèle mobile d'Orange s'établissait à 33,9 millions à fin 2016, en augmentation de 2,4 % par rapport à 2015. Environ 80 % des clients mobile sont positionnés sur les offres prépayées. Toutefois, la proportion de clients prépayés a diminué en 2016 en raison du succès continu des abonnements à consommation plafonnée. Le chiffre d'affaires annuel s'établissait à 1,13 milliards d'euros en 2016, en baisse de 15,3 %.

La distribution

Orange vend ses produits et services en Égypte à travers différents canaux de distribution :

- 54 boutiques Orange ;
- 55 boutiques franchisées ;
- 15 kiosques Orange ;
- 144 magasins express ;
- 1460 magasins distributeurs et détaillants.

Réseau et licences

Orange Égypte détient une licence GSM et une licence UMTS-3G obtenue en 2007 pour une période de 15 ans. Un plan de couverture détaillé sur cinq ans accompagne l'octroi de la licence 3G et le régulateur égyptien (NTRA) a garanti à Orange l'attribution d'autres bandes de fréquences, la possibilité d'appliquer une tarification spéciale à ses clients pour les communications à l'intérieur du réseau Orange (trafic on net) et la réservation d'un nouveau code réseau. En 2013, des fréquences supplémentaires ont été acquises.

En octobre 2016, Orange Egypt a acquis une licence LTE avec des fréquences supplémentaires de 10 MHz pour 484 millions de dollars, en vue d'un déploiement en 2017, ainsi qu'une licence d'opérateur fixe virtuel (FVNO) pour 11,3 millions dollars.

3.1.6.2 Sénégal

Le marché des services de télécommunications

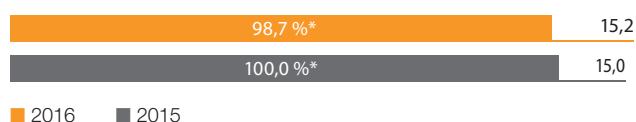
Principaux indicateurs macroéconomiques

	2016	2015	2014
Population (en millions)	15,4	15,0	14,5
Croissance du PIB (en %)	+ 6,6 %	+ 6,5 %	+ 4,3 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	2 578	2 456	2 349

Source : FMI, octobre 2016.

Avec une population de 15,4 millions d'habitants, le Sénégal représente la troisième économie de la région ouest-africaine.

Nombre de clients mobile (en millions)

Source : ARTP, 4^e trimestre 2016.

* Taux de pénétration (en % de la population).

Le marché mobile a atteint 15,2 millions de cartes SIM en 2016 en légère croissance de 1,5 %, soit 227 mille clients de plus qu'en 2015

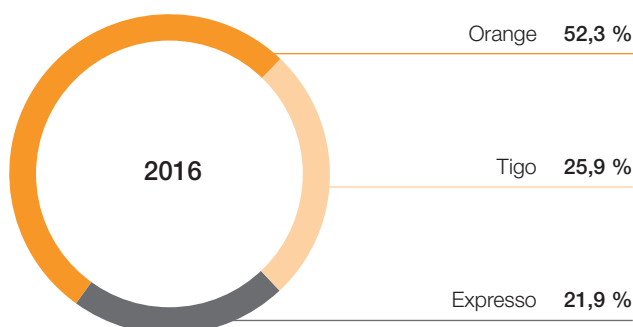
malgré des actions de mise en conformité des bases d'abonnés ayant conduit à des résiliations de clients ne remplissant pas les critères d'identification définis par le régulateur. Dans le même temps, le taux de pénétration du mobile est passé d'environ 100 % en 2015 à 98,7 % à fin 2016.

Les tarifs réglementés de terminaison des appels sur les mobiles ont connu en 2016 une nouvelle baisse accompagnée de la réintroduction de l'asymétrie (passant de 12 à 9 francs CFA la minute pour Orange et de 12 à 11 francs CFA la minute pour les concurrents).

Sonatel, entité à travers laquelle Orange opère dans le pays, a bénéficié en 2016 du renouvellement de sa concession pour l'exploitation de ses réseaux au Sénégal pour une durée de 17 ans et a acquis des fréquences pour l'exploitation de la 4G.

L'environnement concurrentiel

Part de marché mobile



Source : ARTP, 4^e trimestre 2016.

Le marché des télécommunications au Sénégal compte trois acteurs : Orange, Tigo-Sentel (filiale du groupe Millicom International) et Expresso Sénégal (filiale de Sudan Telecom). Malgré une forte intensité concurrentielle, notamment autour des offres d'abondance et des services de données, Orange a conservé en 2016 sa première place même si sa part de marché mobile est sensiblement en baisse sous l'effet de la résiliation des clients ne répondant pas aux nouveaux critères d'identification. Cette performance résulte du renforcement des offres et des actions d'animation commerciale développées notamment autour des services de données mobile. Le développement du réseau mobile, l'amélioration constante de la qualité de service et l'enrichissement des offres a ainsi permis à Orange, dans un contexte de démocratisation des *smartphones*, de profiter largement de l'explosion des usages de données mobile.

Les activités d'Orange Sénégal

Indicateurs opérationnels

	2016	2015	2014
Nombre de clients (en milliers)	8 276	8 797	8 493
Lignes Fixes	278	283	291
Lignes Internet (ADSL)	98	101	105
Clients Mobile	7 900	8 413	8 097
ARPU mobile (en euros par mois)	4,6	4,5	4,7

Source : Orange Sénégal.

Le nombre de clients mobile d'Orange est quasi exclusivement constitué de formules prépayées. Après une croissance de 3,9 % en 2015, le parc d'abonnés d'Orange enregistre en 2016 une baisse de 6,1 % suite aux opérations de mise en conformité des bases clients ayant conduit à la résiliation de plus de 850 mille clients actifs ne répondant pas aux nouveaux critères d'identification.

Malgré la diminution de la base d'abonnés mobile et du prix moyen de la voix consécutive à l'accentuation du niveau de gratuité proposé autour des offres d'abondance, l'ARPU est resté relativement stable par rapport à 2015 compte tenu d'une part d'une meilleure monétisation des usages de données mobile et des services à valeur ajoutée, et d'autre part du développement d'Orange Money. Cette relative stabilité de l'ARPU est d'autant plus notable qu'elle s'inscrit dans un contexte de décroissance des revenus de terminaison mobile impactés par la baisse asymétrique des tarifs d'interconnexion mobile.

Le développement de l'offre d'Internet mobile s'est poursuivi en 2016 autour des *Pass Internet 3G et 4G* commercialisés au détail à partir

de 100 francs CFA. Quant à l'offre de paiement mobile Orange Money, qui comptait près de 1,1 million de clients actifs à fin 2016, soit 14 % du parc de clients mobile, elle a pleinement bénéficié de l'élargissement du partenariat avec de nouveaux acteurs du paiement marchand et du paiement de factures ainsi que du lancement de nouvelles offres qui ont permis de faire croître le volume des transactions de 73 % par rapport à 2015.

La distribution

Le réseau de distribution d'Orange est constitué :

- d'un pôle regroupant les opérations commerciales du réseau de distribution direct autour de 7 directions régionales des Ventes et administrant les 37 boutiques détenues en propre dont 11 à Dakar ;
- et d'une agence dédiée au développement des ventes des réseaux indirects qui comptent notamment 116 boutiques Orange et 60 360 partenaires indirects (grossistes – demi-grossistes – vendeurs détaillants).

3.1.6.3 Côte d'Ivoire

Le marché des services de télécommunications

Principaux indicateurs macroéconomiques

	2016	2015	2014
Population (en millions)	24,3	23,7	23,1
Croissance du PIB (en %)	+ 8,0 %	+ 8,5 %	+ 7,9 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	3 581	3 359	3 141

Source : FMI, octobre 2016.

L'année 2016 a été marquée par la consolidation des acquis sur le plan économique et la poursuite des réformes du secteur privé soutenues par le Plan National de Développement couvrant la période 2016-2020 pour un coût total de 30 000 milliards de francs CFA (45,7 milliards d'euros). Ce plan, qui comprend 58 réformes identifiées par le gouvernement, devrait en 2017 contribuer à la poursuite de l'amélioration du climat des affaires dans le pays. L'environnement politique et institutionnel devrait pour sa part continuer à se consolider avec l'avènement en 2016 de la 3^e république.

Nombre de clients mobile (en millions)

2016	113,2 %*	27,5
2015	107,2 %*	25,4

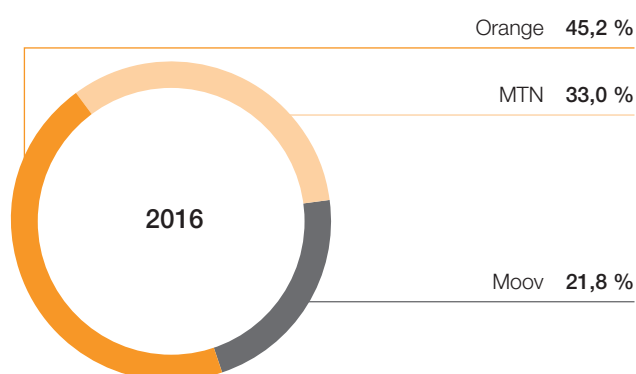
Source : ARTCI.

* Taux de pénétration (en % de la population).

Malgré le retrait du marché de deux opérateurs (Koz et GreenN) au 1^{er} trimestre 2016, le marché mobile est passé entre 2015 et fin septembre 2016 de 25,4 à 27,5 millions de cartes SIM, soit une croissance de 8,3 %. Dans le même temps, le taux de pénétration a sensiblement augmenté à 113,2 % sous l'effet notamment du développement du *multi-SIM*, des offres d'abondance, de la baisse des tarifs de communication, et du coût des terminaux.

L'environnement concurrentiel

Part de marché mobile



Source : ARTCI.

L'année 2016 a été marquée par une intensification de la concurrence tant sur les offres voix que sur les offres de données mobile. Dans ce contexte, Orange Côte d'Ivoire est parvenu à améliorer sa part de marché qui s'établit à 45,2 % à fin 2016 (contre 42,5 % à fin 2015), consolidant ainsi sa première place devant MTN. Cette performance est le résultat d'une stratégie active d'acquisition, mais également de segmentation et de différenciation des offres, notamment autour des services de données et de paiement mobile.

Le niveau de compétition sur le marché devrait demeurer soutenu en 2017 suite à l'attribution de la 4^e licence globale à Libyan Post Telecommunication and Information Technology, en remplacement des quatre plus petits opérateurs.

Les activités d'Orange Côte d'Ivoire

Indicateurs opérationnels

	2016	2015	2014
Nombre de clients (en milliers)	12 754	11 111	9 166
Lignes Fixes	278	264	231
Lignes Internet (ADSL)	69	49	39
Clients Mobile (yc MBB)	12 407	10 798	8 896
ARPU (en euros par mois)	5,0	5,5	6,1

Source : Orange.

Le nombre de lignes fixes d'Orange Côte d'Ivoire représente un faible pourcentage du total des clients, fortement concurrencé par le développement du mobile. Une très forte progression est enregistrée au niveau du marché du haut débit mobile, avec la technologie 3G.

Par ailleurs, Orange Côte d'Ivoire comptait à la fin 2016 environ 69 mille clients Internet ADSL, soit une croissance de 41 %, grâce au lancement d'une nouvelle gamme ADSL et à la promotion réalisée à l'occasion de la fête des parents.

La distribution

Depuis la fusion opérationnelle en 2010 des activités d'Orange Côte d'Ivoire et de Côte d'Ivoire Télécom, Orange possède le premier

réseau de distribution physique du secteur des télécommunications en Côte d'Ivoire, avec 137 boutiques, dont 37 détenues en propre et 100 franchises à fin 2016. La distribution indirecte est gérée à travers un réseau de 14 partenaires exclusifs comprenant près de 80 mille détaillants.

Orange Côte d'Ivoire a poursuivi en 2016 ses actions de professionnalisation et de formation de ses partenaires. Des actions ont également été menées auprès de l'ensemble du réseau de distribution pour soutenir la croissance des services Orange Money, avec notamment le déploiement de Kiosques Millénium.

3.1.6.4 Jordanie

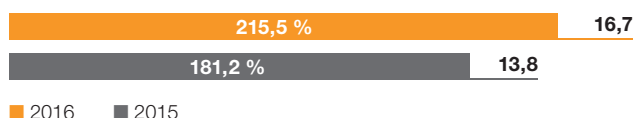
Le marché des services de télécommunications

Principaux indicateurs macroéconomiques

	2016	2015	2014
Population (en millions)	7,75	7,59	7,42
Croissance du PIB (in %)	+ 2,8 %	+ 2,4 %	+ 3,1 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	11 125	10 902	10 789

Source : FMI, 3^e trimestre 2016 – chiffres excluant réfugiés et expatriés.

Nombre de clients mobile (en millions)

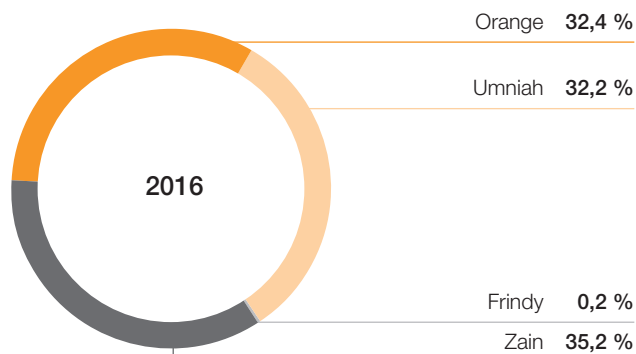


Source : TRC, 3^e trimestre 2016 – chiffres excluant réfugiés et expatriés.

Le marché mobile est passé de 13,8 millions de cartes SIM à la fin de 2015 à 16,7 millions en 2016. L'augmentation du marché des téléphones portables a été stimulée par la concurrence, avec des offres d'abondance de données qui ont pris le pas sur les offres vocales en prépayées, ainsi qu'avec la croissance régulière des services haut débit mobiles.

L'environnement concurrentiel

Part de marché mobile



Source : TRC.

La Jordanie compte trois grands opérateurs mobiles. Orange est restée en deuxième position sur le marché du mobile avec 32,4 % de part de marché. La concurrence intense a continué d'être la caractéristique principale de 2016, car tous les opérateurs ont présenté des offres 4G et ont introduit des offres mixtes de données et de voix pour bénéficier de la différence de taux d'imposition entre la voix et les données.

Les activités d'Orange Jordanie

Indicateurs opérationnels

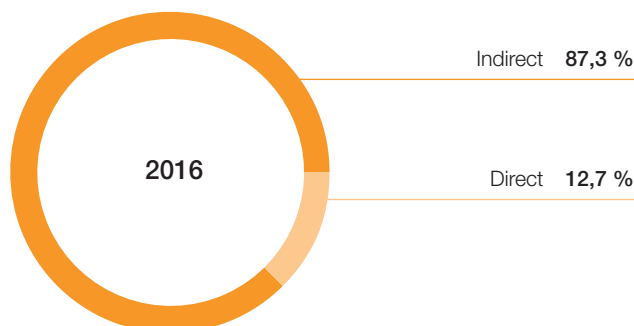
	2016	2015	2014
Nombre de clients (en milliers)	4 415	3 654	3 776
Lignes Fixes	404	430	433
Lignes Internet	202	214	206
Clients Mobile	3 809	3 010	3 137

Source : Base commerciale d'Orange Jordanie.

Orange avait une base totale de 4,4 millions de clients à fin 2016, dont 3,8 millions de clients mobile. La hausse de la base mobile s'explique notamment par la croissance du mobile principalement en matière de services de données en raison de la substitution du fixe internet par le haut débit mobile et de la forte concurrence sur la fibre. Orange a continué de déployer une gamme complète de services internet basés sur les technologies ADSL et fibre et sur la mise en œuvre d'offres d'abondance pour mieux servir les clients.

La distribution

Répartition des canaux de distribution (en % des acquisitions clients)



Source : Orange Jordanie.

La distribution indirecte est le principal canal de distribution d'Orange Jordanie, du fait que les ventes de cartes prépayées représentent la majorité de ses ventes. Les magasins Orange et les centres de contacts clients effectuent toutes les ventes concernant les services de téléphonie fixe, ADSL, mobile et Enterprise. Orange Jordan a lancé un service de vente en ligne depuis 2014.

3.1.6.5 Botswana

Avec trois opérateurs mobiles (Orange Botswana, Mascom Wireless Botswana et Botswana Telecommunications Corporation Limited ou BTCL), le marché des télécommunications mobiles a continué à se développer en 2016, en dépit d'un taux de pénétration élevé. L'année 2016 a été marquée par l'entrée en Bourse de BTCL qui a fusionné ses activités fixe et mobiles opérant sous la marque Be-mobile pour créer un opérateur convergent sous le nom de BTC, et l'introduction par Mascom des services mobiles 4G et de la *Flybox* (routeur Internet mobile).

Orange a continué à occuper en 2016 la deuxième position sur le marché mobile avec une part de 32 % (source : Botswana Communications Regulatory Authority), et une base d'abonnés de 906 mille à la fin de l'année (source : Orange Botswana).

Les services mobiles en gros sont fournis par Botswana Fibre Networks (BoFiNet) et un nouvel arrivant, Liquid Telecom, en association avec l'opérateur d'électricité Botswana Power Corporation (BPC).

Orange a été le premier opérateur mobile à lancer des services 4G et a poursuivi en 2016 l'extension de sa couverture 4G qui atteignait 30 % en fin d'année. Orange couvre 55 % de la population avec ses services 3G, et presque toute la population en mobile (Source : Orange Botswana). La solution Orange Money a maintenu sa position de fournisseur leader de services de paiement mobile avec une part de marché de 68 % (source : Botswana Communications Regulatory Authority).

Orange dispose d'un réseau de distribution de 15 magasins à travers le pays, plus un réseau de distribution indirecte composé de chaînes de vente au détail et de grossistes. À la fin de l'année 2016, le premier *Smart store* a été lancé.

3.1.6.6 Burkina Faso

Le Burkina Faso occupe une position géographique stratégique au cœur de l'Afrique de l'Ouest, au carrefour entre la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger. Le pays compte une population essentiellement rurale, estimée à 18,4 millions d'habitants. Le pays se caractérise par une longue période de stabilité politique qui a permis une croissance économique moyenne de 5,5 % entre 2011 et 2016.

L'opérateur acquis en 2016 par Orange au Burkina Faso est le second opérateur du pays avec près de 6 millions de clients mobile, dont près de 700 mille nouveaux clients en 2016, et une part de marché de 36 %. Une part croissante de son parc d'abonnés, soit le tiers en 2016, est consommatrice de services de données. Les services financiers mobiles sont également en plein essor avec plus de 3,4 millions de d'utilisateurs à fin 2016, soit une part de marché de l'ordre de 95 %.

3.1.6.7 Cameroun

Le marché des télécommunications au Cameroun affiche une croissance de 4,6 % malgré un léger repli du fait du durcissement de la réglementation sur l'identification des abonnés.

Orange Cameroun a terminé l'année 2016 avec un parc de clients mobile actifs de 5,8 millions en baisse de 1,2 millions par rapport à 2015, impacté par l'implémentation de la nouvelle réglementation sur l'identification des abonnés.

En 2016, les tendances du marché des télécommunications Camerounaises observées précédemment se sont poursuivies, telles que l'intensification de la concurrence avec pour conséquence une pression sur les prix, et la substitution progressive des usages voix et sms par les communications de données et les services à valeur ajoutée.

En réponse, Orange Cameroun a lancé un vaste programme d'extension de sa couverture 3G et 4G et de modernisation de son réseau d'accès, visant à permettre d'adapter la capacité de son réseau aux nouveaux usages et au développement du haut et du très haut débit.

Par ailleurs, Orange Cameroun a consolidé sa première place dans le paiement mobile en multipliant par trois sa base d'abonnés actifs, grâce à l'extension de son réseau et à de nombreuses innovations de son service Orange Money. Une carte *Visa Orange Money* a été lancée en décembre.

3.1.6.8 Guinée-Bissau

Le marché mobile de la Guinée Bissau, principalement orienté vers les usages de la voix, poursuit sa progression avec un taux de pénétration d'environ 76,5 % (source : TeleGeography). Dernier entrant sur un marché qui se partage entre deux opérateurs, Orange confirme à fin 2016 son leadership en volume et en valeur sur le mobile. Orange Bissau comptait près de 600 mille clients mobile actifs à fin 2016 (+ 7,3 % par rapport à 2015) correspondant à une part de marché de 52 %. Orange Bissau a été le premier opérateur à lancer la 4G dans la zone Afrique à la fin de l'année 2015. L'arrivée de cette nouvelle technologie a permis à Orange Bissau de compter plus de 58 mille abonnés de données mobile à la fin décembre 2016, contre 27 mille en décembre 2015. Orange Bissau est leader sur le marché de l'Internet.

3.1.6.9 Guinée Conakry

Orange Guinée, 4^e entrant sur le marché des télécommunications mobiles en 2007, maintient son leadership acquis depuis 2013 en clôturant l'année 2016 avec une part de marché de 57,6 % correspondant à plus de 6 millions d'abonnés. La voix prédomine toujours dans les usages mobiles, mais l'Internet mobile, les services à valeur ajoutée et le paiement mobile se développent de plus en plus.

Le service Orange Money totalisait ainsi à fin 2016 509 mille clients actifs. Orange est en Guinée Conakry le seul opérateur à couvrir, à fin 2016, l'ensemble des chefs-lieux de sous-préfectures aussi bien en 2G qu'en 3G. L'opérateur dispose d'un réseau de distribution directe composé de 22 agences et d'un réseau indirect comprenant 250 boutiques.

3.1.6.10 Île Maurice

Mauritius Telecom – Orange est l'opérateur leader des services de télécommunications fixe de l'Île Maurice devant DCL, et des services mobiles devant Emtel et MTML (source : GSMA). L'opérateur offre une gamme complète de services voix et de données fixe et mobile. Il propose également des services convergents (voix, IP, et TV) à travers son service My7. Premier opérateur à avoir lancé la 4G et le service de paiement par mobile Orange Money en 2012, Orange a lancé son réseau de fibre optique (FTTH) avec un débit de 10 à 100 Mbit/s en 2013.

Mauritius Telecom – Orange a enregistré en 2016 une progression de son nombre de clients sur l'ensemble des segments Internet (+ 8,1 %, soit 198 mille clients haut débit), mobile (+ 4,7 %, soit 934 mille clients), et fixe (+ 0,5 %, soit 367 mille clients). Cette croissance a permis à Mauritius Telecom – Orange de renforcer sa position de leader du marché. Outre les offres de *Cloud* qu'il propose aux entreprises, l'opérateur dispose d'un bouquet TV enrichi qui lui permet d'occuper la première position en *pay TV* avec plus de 134 mille clients (+ 12,6 %).

La société offre également une connectivité mondiale via les câbles sous-marins à fibre optique SAT3/WASC/SAFE, LION/LION2, Eassy, et GIE. Mauritius Telecom – Orange est enfin présent à l'étranger via ses investissements dans Orange Madagascar, CSL Madagascar, et sa participation dans TVL, l'opérateur historique de Vanuatu.

3.1.6.11 Irak

L'Irak comptait une population de 38,1 millions d'habitants à la fin 2016 (source : GSMA, Mars 2017). Au troisième trimestre de l'année 2016, le marché des services mobiles atteignait 32,3 millions d'utilisateurs, soit un taux de pénétration de 84,6 % (source : GSMA, Mars 2017). En 2011, le groupe Orange a acquis une part minoritaire de 20 % de l'opérateur irakien Korek Telecom, qui détient des licences mobiles 2G et 3G. Les conditions économiques ont profondément changé à partir de juin 2014 avec la guerre dans les parties nord et ouest du pays, les problèmes de sécurité venant affecter tant le niveau de dépenses et de consommation des irakiens que les opérations de Korek Telecom. À fin 2016, la base de clients actifs de Korek Telecom atteignait 7 millions de clients.

3.1.6.12 Liberia

Le Libéria compte 4,6 millions d'habitants et le taux de pénétration mobile y est de 70 %. Orange Côte d'Ivoire, filiale du groupe Orange, a acquis dans ce pays l'opérateur Cellcom en avril 2016. Cellcom est le premier opérateur mobile du marché avec plus de 1,5 millions de clients mobile, devant MTN qui a lancé une deuxième marque sous le nom de Novafone. Malgré une forte concurrence sur le marché et la fragilité de la situation économique, Cellcom a enregistré en 2016 une croissance de 3,8 % de son chiffre d'affaires. Le succès de Cellcom réside dans de nouvelles offres attractives lancées en 2016. L'année 2016 a également été marquée par le lancement d'*Orange Money* en avril et le lancement de la 4G/LTE qui lui permet d'être leader sur les communications de données.

3.1.6.13 Madagascar

L'année 2016 a été marquée par l'amélioration de la situation politique du pays et le déblocage des aides internationales avec notamment l'octroi d'un financement de 9,7 milliards de dollars pour soutenir la reprise économique. La mise en œuvre du programme budgétaire et

d'une politique monétaire prudente devraient par ailleurs permettre de consolider cette stabilité et poser les bases d'une croissance durable. Le taux de pénétration des mobiles à fin 2016 était de 23,4 % de la population (source GSMA), en progression de 1,3 point par rapport à 2015.

Orange dispose à Madagascar d'une licence globale (2G, 3G et 4G). Alors que son parc de clients mobile est resté stable par rapport à 2015, Orange a renforcé en 2016 sa position de leader sur le marché de l'Internet mobile à très haut débit 3G et 3G+, notamment à destination des entreprises, en capitalisant sur la qualité de la connectivité internationale que lui procure le câble LION. Fort d'une politique commerciale attractive et de la qualité de son expérience client sur les communications de données, Orange s'appuie sur son réseau couvrant 68 % des clients de données mobiles (source : Autorité de régulation des Technologies de Communication).

Le service Orange Money a confirmé en 2016 sa dynamique de croissance avec une augmentation de plus de 23,4 % de sa base de clients actifs par rapport à 2015, qui a généré près de 555,7 millions d'euros de transactions (source : Orange).

3.1.6.14 Mali

Le marché des télécommunications a été marqué en 2016 par la poursuite de la baisse du taux de pénétration des mobiles, qui s'est établi à fin 2016 à 102 % en retrait de 17 points par rapport à 2015 (source : estimation Orange Mali). Cette évolution est la conséquence de la mise en œuvre de nouvelles règles d'identification des abonnés entrées en vigueur fin 2015.

Orange, second entrant sur le marché mobile, a néanmoins maintenu son positionnement de leader sur ce segment, avec une part de marché de 59,3 % (source : estimation Orange Mali). Les autres opérateurs présents sur ce marché sont l'opérateur historique Sotelma détenu par Maroc Télécom, et le consortium Planor-Monaco Telecom International qui opère via la société d'exploitation de droit malien Alpha Télécommunication Mali SA (Atel-SA).

Orange Mali, dont le réseau couvre à fin 2016 environ 95 % de la population et 46 % du territoire, compte à fin 2016 un parc d'abonnés mobiles composé de 11,3 millions de clients actifs dont plus de 99 % en formule prépayée. Leurs usages portent essentiellement sur la voix, l'Internet mobile et le paiement mobile. Le service Orange Money, lancé en juin 2010, compte désormais 3,5 millions de clients à fin 2016 (contre 3,4 millions à fin 2015). Le parc Internet mobile qui compte près de 191 mille abonnés à fin 2016 est pour sa part en croissance de plus de 15 % par rapport à 2015.

3.1.6.15 Maroc

Le marché des télécommunications marocain a été marqué en 2016 par une baisse de 15 % des prix moyens des services mobiles, ce qui a entraîné une croissance de 12 % de l'usage moyen par client (source : ANRT, 4^e trimestre 2016). Néanmoins, les nouvelles règles d'approbation des offres par le régulateur ont permis, pour la première fois depuis plusieurs trimestres, une remontée des prix au 3^e trimestre 2016. La dynamique du marché de l'Internet se poursuit en 2016 avec un taux de pénétration passé de 43 % à fin 2015 à 50 % à fin 2016, principalement sous l'effet de la croissance de l'Internet mobile qui représente 93 % de l'accès à Internet et dont le nombre d'utilisateurs a cru de 18,6 % en 2016 (source : ANRT, 4^e trimestre 2016).

Orange est présent sur le marché des télécommunications au Maroc à travers une filiale qui, après avoir opéré sous la marque Meditel, commercialise désormais depuis le 8 décembre 2016 ses services sous la marque Orange. Orange Maroc, qui compte un parc d'abonnés mobile de 13,9 millions de clients à fin décembre 2016, a vu en 2016 sa part de marché mobile passer à 32,8 %, soit +0,9 point (source : ANRT). Orange Maroc conforte ainsi sa position de numéro deux sur le marché, derrière Maroc Telecom et devant Wana Telecom dont les parts de marché mobile à fin 2016 étaient respectivement de

44 % et 23 %. Le nombre d'abonnés Internet mobile d'Orange Maroc s'élève par ailleurs à 3,8 millions à fin décembre 2016, ce qui représente une part de marché de 23,8 % (source : ANRT).

Parmi les faits marquants de l'année 2016, Orange Maroc a notamment :

- procédé à la refonte de ses offres résidentielles et B2B conformément aux nouvelles directives réglementaires, et a mis fin à la commercialisation de ses offres illimitées ;
- déposé auprès de l'ANRT une saisie à l'encontre d'IAM pour pratiques anticoncurrentielles dans le cadre du dégroupage ;
- rétabli le 4 novembre, sur instruction du régulateur, la Voix sur IP, coupée au 1^{er} janvier 2016 à sa même demande, ce qui a entraîné l'accélération de la baisse du trafic international sortant et entrant ;
- basculé l'ensemble de ses activités et offres commerciales de la marque Meditel vers la marque Orange ;
- continué à accompagner de façon innovante et attractive le développement du marché des abonnements.

3.1.6.16 Niger

Dernier entrant sur le marché mobile, Orange Niger est le second opérateur du pays avec une part de marché mobile de 29,5 % (source : estimation Orange). Cette position est demeurée inchangée en dépit de la naissance de l'opérateur public Niger Télécoms résultant du rapprochement de Sonitel et Sahelcom à la fin de l'année 2016.

À fin 2016, Orange Niger comptait 1,6 million de clients mobile actifs avec un taux de couverture de 82 % de la population. Premier opérateur à avoir lancé la 3G dès 2011, Orange Niger est par ailleurs le leader de l'Internet mobile haut débit.

L'activité commerciale d'Orange Niger s'appuie sur un réseau de distribution directe composé de 10 boutiques, auquel s'ajoute une distribution indirecte composée de 28 distributeurs et de plus de 22 mille points de vente répartis dans tout le pays.

3.1.6.17 République centrafricaine

Le développement des télécommunications dont le potentiel est important du fait d'un taux de pénétration qui reste faible, demeure affecté par les difficultés que rencontre le pays (forte inflation, carence des infrastructures), notamment en raison des troubles connus depuis 2013.

Orange est le dernier entrant sur le marché qui compte quatre opérateurs. Orange compte plus de 400 mille abonnés mobile actifs, quasi exclusivement en formule prépayée. Après avoir été le premier opérateur à avoir lancé la 3G en 2013, Orange assure la couverture en services de données mobile des quatre principales villes du pays et se distingue par son positionnement dans les offres à destination des entreprises, des organisations, et des forces militaires internationales. Orange est par ailleurs le seul opérateur à proposer des services de paiement mobiles depuis le lancement en 2016 de son offre Orange Money.

Orange Centrafrique dispose du second réseau de distribution du pays en termes d'étendue avec un total de 109 sites et s'appuie sur des canaux de distribution directs et indirects constitués notamment de 30 distributeurs et 8 000 revendeurs.

3.1.6.18 République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo compte 84,1 millions d'habitants et se place au 4^e rang en Afrique pour sa population (source : FMI octobre 2016). Cependant, son taux de pénétration mobile atteint seulement 36 % (source : autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo, 3^e trimestre 2016), soit à un niveau très en deçà de celui de la plupart des pays voisins.

En 2016, l'environnement économique global du pays a été marqué par des difficultés notamment consécutives à la dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain (deux monnaies utilisées en République démocratique du Congo) et aux évolutions institutionnelles attendues avec notamment le report des élections présidentielles initialement prévue en novembre 2016.

Dans un contexte de faible pénétration du mobile qui représente un formidable potentiel de croissance, Orange, qui disposait déjà d'une licence nationale 2G et 3G, s'est renforcé en 2016 en acquérant en avril 2016 l'opérateur Oasis qui opérait sous la marque Tigo. Cette acquisition a permis à Orange de continuer à développer sa position de marché en se hissant au second rang en termes de part de marché sur le mobile avec 30,8 %, soit 1,6 point derrière le leader et en devenant leader sur l'Internet Mobile avec 41,6 % de part de marché, loin devant son concurrent AIRTEL à 32,7 % (source : autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo, 3^e trimestre 2016).

Le nombre de clients mobile d'Orange, qui était de 5,3 millions à fin 2015, atteignait 7,3 millions à fin 2016, soit une progression de 38 % principalement due au rachat d'Oasis. À base comparable, le parc de clients est en effet en retrait de 27 % compte tenu de l'impact défavorable de la dépréciation du franc congolais et de la loi sur l'identification des abonnés qui a considérablement ralenti les acquisitions notamment sur le 1^{er} semestre 2016. Dans ce contexte, Orange RDC a enregistré une décroissance des revenus de 10 % sur l'année 2016.

3.1.6.19 Sierra Leone

Le Sierra Leone compte 6,4 millions d'habitants, avec une part importante de la population vivant en milieu rural. Le pays a connu une croissance de son PIB de 4,3 % en 2016, avec une inflation de plus de 9,7 % (source : FMI, octobre 2016). L'économie est fragilisée par sa dépendance au dollar américain.

La filiale a été acquise en juillet 2016 par Orange. Elle compte 1,5 million de clients. Le taux de couverture mobile de la population et celui de la pénétration mobile sont faibles et présente donc un fort potentiel de croissance. Dans un contexte où le taux de bancarisation est faible, l'activité d'Orange Money concerne près d'un client sur deux. Enfin les communications internationales, libéralisées en avril 2016, représentent une opportunité de croissance.

3.1.6.20 Tunisie

Orange Tunisie est le 3^e opérateur fixe et mobile tunisien qui, dès son entrée sur le marché mobile en 2010, a pris une forte position sur la 3G. La stratégie d'Orange Tunisie, axée sur le développement des services de données, s'est poursuivie en 2016 à travers notamment le lancement de la 4G.

Orange Tunisie comptait à fin 2016 4,3 millions de clients mobile (en augmentation de 316 mille clients par rapport à 2015), soit une part de marché mobile de 26 % (source : Instance National des Télécommunications), en progression de 3 points par rapport à fin 2015. La société confirme par ailleurs sa position de leader sur le segment de l'Internet mobile avec une part de marché de 40,1 % (source : INT).

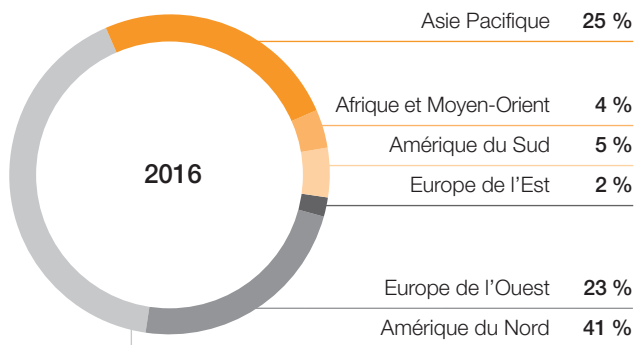
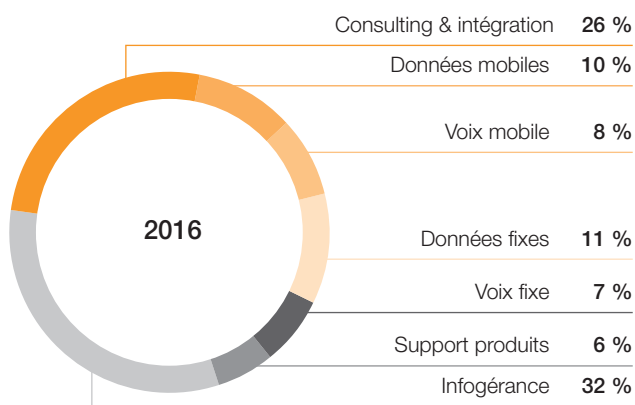
La stratégie de croissance d'Orange Tunisie est basée sur une offre commerciale innovante et diversifiée, notamment sur le segment du mobile prépayé et de l'Internet mobile. Cette dynamique a été renforcée en 2016 par le lancement de la portabilité du numéro qui a permis à Orange Tunisie d'acquérir 27,0 mille nouveaux numéros mobiles, soit 58,5 % du nombre total des portabilités réalisées. Outre le développement continu de la distribution, l'année 2016 a été marquée, sur le plan technique, par la réussite du déploiement de la 4G, et la poursuite du plan d'extension et de densification du réseau.

3.1.7 Entreprises

3.1.7.1 Le marché

Orange Business Services associe l'expertise et le savoir-faire d'Equant, d'Orange et de ses filiales, et porte la marque Orange partout dans le monde sur l'ensemble du marché des communications et des services informatiques aux entreprises. Ce marché appartient au marché plus large des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui regroupe les technologies utilisées dans le traitement et la transmission des informations. Il a représenté près de 1 300 milliards d'euros au niveau mondial en 2016, dont un peu moins de 40 % pour les télécommunications :

Répartition du marché mondial des communications et des services informatiques aux entreprises en 2016, en valeur (%)



Source : Gartner.

Orange Business Services accompagne les grands comptes, collectivités locales et PME en France et les multinationales dans le monde entier dans leur transformation numérique et la mise en œuvre de leurs projets de communication. Pour ce faire et ainsi devenir le partenaire de confiance de la transformation digitale de ses clients, Orange Business Services propose un portefeuille complet d'offres réparties en majorité sur les marchés des communications fixes et des services IT.

Au niveau mondial, la décroissance des services de connectivité fixes (voix et données) d'une part et le fort développement des services IT d'autre part s'est traduit par une croissance globale du marché proche de 3 %, à taux de change constant, en 2016 :

- le marché de la connectivité continue de se dégrader en 2016, affichant une décroissance comprise entre 2 et 2,5 %, à taux de

change constant. Le déclin des marchés de la voix et des données historiques n'a été que très partiellement compensé par la demande en réseaux IP VPN et en réseaux haut et très haut débit, notamment Ethernet ;

- le marché des services IT a cru de l'ordre de 4,5 %, toujours à taux de change constant, les différents services – consulting, intégration, infogérance, support produit – contribuant tous à cette croissance.

En France, le marché est resté orienté à la hausse en 2016, avec une croissance supérieure à 1 %. Le déclin continu du marché de la voix fixe et l'érosion du marché des données fixes ont été largement compensés par l'augmentation du marché des services IT :

- le marché des services réseaux d'entreprises a continué de décroître, autour de 4 % en 2016. Le marché de la voix fixe a poursuivi son déclin, du fait de la diminution du nombre d'accès, de l'érosion des prix, des migrations technologiques (SIP) et de la substitution par d'autres modes de communication (téléphonie mobile, communications unifiées, e-mail, services OTT *over-the-top*, etc.). Et le marché des données a continué de baisser, la croissance des marchés du haut et très haut débit n'ayant pas compensé la baisse tendancielle forte du marché des services historiques et la diminution du marché des réseaux MPLS ;
- le marché des services IT a connu une accélération de sa croissance qui s'est élevée à près de 3 % en 2016. Cette croissance, revue régulièrement à la hausse en cours d'année par les analystes et les associations professionnelles telles que le Syntec Numérique, reflète la bonne santé des marchés des services de consulting, d'intégration, et d'infogérance.

Du point de vue des acteurs, les grandes tendances au sein du marché entreprises sont les suivantes :

- les frontières entre les différents acteurs, opérateurs de télécommunications, intégrateurs, éditeurs, etc. s'estompent, du fait de la commoditisation du réseau et de la convergence : les opérateurs proposent des solutions de communication avancées toujours plus intégrées avec le système d'information de l'entreprise et entrent en concurrence directe avec les intégrateurs, les éditeurs et les acteurs issus du monde de l'Internet (dont les OTT). Réciproquement, ces derniers enrichissent leurs solutions informatiques avec une composante réseau, accompagnant l'essor des nouveaux usages de type *Cloud Computing*, ou proposent des offres à valeur ajoutée intégrant de plus en plus de composantes de communication au-dessus du réseau (communications unifiées) ;
- face aux développements des usages mobile en entreprise (BYOD, *Bring Your Own Device* ou BYOA, *Bring Your Own Application* par exemple), les acteurs – tant opérateurs qu'intégrateurs – font évoluer leurs offres, afin de proposer des réponses adaptées en matière d'administration, sécurité, applications et services à valeurs ajoutées ;
- l'expansion géographique est également un axe de développement, aussi bien pour les opérateurs des économies avancées qui s'étendent vers les pays émergents ou en développement que pour les opérateurs de ces pays qui gagnent des parts de marché dans les pays avancés ;
- enfin, les acteurs peuvent procéder à de nombreuses opérations de croissance externe pour accélérer leurs transitions vers de nouveaux modèles économiques, que ce soit *via* des acquisitions ou des partenariats.

3.1.7.2 L'environnement concurrentiel

Les principaux concurrents d'Orange sur le marché des entreprises sont :

- des opérateurs de télécommunication :
 - **SFR Business**, l'entité du groupe **Numéricable-SFR** en charge des activités entreprises : SFR Business propose une gamme de solutions fixe, mobile et Internet, et agit désormais en tandem avec Completel, depuis le rachat-fusion de SFR par Altice/Numéricable, et inclut également des services IT, notamment grâce au rachat de Telindus France,
 - des opérateurs alternatifs de boucle locale, tels que **Colt**, qui peuvent cibler tant des entreprises en France que des multinationales,
 - des opérateurs de services globaux de télécoms, tels que **BT Global Services**, **Verizon Enterprises**, **AT&T Business Services**, **T-Systems**, **NTT Communications**, ou encore **Telefónica Business Solutions** (qui opère en France via Telefónica Global Solutions France, sa *joint-venture* avec Bouygues Telecom) : ils offrent aux entreprises multinationales des services distribués dans le monde entier. En complément de leur cœur d'offre de services internationaux, ils sont capables d'acheminer en France les communications voix locales et nationales en utilisant les prestations d'interconnexion avec le réseau d'Orange,
 - des opérateurs télécoms nationaux s'internationalisant, comme l'Américain **Zayo** qui a fait de la France la tête de pont de son développement en Europe et opère via **Zayo France**, créée en 2014 avec l'acquisition de **Neo Telecoms**,
 - des opérateurs internationaux issus de pays émergents, tels **Tata Communications**, **PCCW**, **SingTel**, ou **China Telecom**, qui mettent en place des solutions hybrides basées sur leurs propres réseaux et complétées par des solutions d'opérateurs tiers qu'ils pilotent,
 - des opérateurs historiques dans certains pays ;
- des intégrateurs de réseaux et fournisseurs de services managés, avec lesquels Orange travaille dans un mode de « coopération » (mélange de coopération et de compétition), notamment pour les sociétés développant une approche multifournisseurs comme **Spie ICS** (anciennement Spie Communications) ou **Dimension Data** ;
- des acteurs tels que **IBM**, **HP Enterprise**, **Atos**, **Capgemini**, **Econocom** et également **Sopra-Steria**, spécialisés dans l'accom-

pagnement des entreprises dans leurs projets de transformation IT ; les principales catégories de prestations de services sur lesquelles ces sociétés se positionnent incluent l'intégration de réseaux, la gestion des infrastructures, l'*outsourcing*, la *Tierce Maintenance Applicative* (TMA), le consulting et l'ingénierie ;

- des acteurs issus du monde de l'Internet ou spécialisés sur des marchés de niches, qui proposent des services de VoIP, messagerie ou des solutions en mode *Cloud Computing* : **Microsoft Skype** ou **Azure**, **Amazon Web Services**, **Google** ou **Salesforce.com** qui ont un rayonnement mondial, ou encore le spécialiste américain de la virtualisation de réseaux, **Masergy**, ou l'hébergeur français **OVH**. À noter que le positionnement concurrentiel d'OVH s'est notamment renforcé en France, avec la création de l'opérateur *wholesale* **Kosc Telecom**. Ce dernier est issu du rachat du réseau DSL de Completel, acquis par OVH par le biais du consortium Kosc ;
- des grands fournisseurs de logiciels proposant leurs applications en ligne sous forme de services, comme **Microsoft**, **Oracle**, **SAP**.

3.1.7.3 Les activités d'Orange Business Services

Orange Business Services se positionne en tant que partenaire de confiance de la transformation digitale de ses clients, en France et à l'international. Les activités d'Orange Business Services s'articulent autour de cinq problématiques essentielles pour ses clients :

- un besoin de la bonne connectivité au bon moment, qu'elle soit fixe ou mobile ;
- l'évolution vers des façons de travailler plus mobiles et plus efficaces, en s'appuyant sur les solutions de collaboration et de communications unifiées ou sur l'essor des *smartphones* et tablettes dans le monde entreprise ;
- un besoin d'infrastructures informatiques plus flexibles, grâce aux technologies de virtualisation et aux services IT fournis à la demande (*as a Service*) ;
- l'utilisation de l'Internet des Objets, de l'analyse des données et des centres de contact multicanaux au service de la performance métier et des clients des clients.

Orange Business Services répond à ces besoins en apportant un soin tout particulier à la sécurisation des données de ses clients et des systèmes d'information grâce à sa filiale **Orange Cyberdéfense** riche de plus de 1 000 experts sur le sujet.

Indicateurs opérationnels

	2016	2015	2014
France + International (nombre d'accès en milliers)			
Nombre des accès IP-VPN	352	349	345
France (nombre d'accès en milliers)			
Lignes téléphoniques Entreprises (PSTN)	2 818	2 961	3 161
Accès IP-VPN	296	294	294
XoIP	95	89	87

Source : Orange.

Principaux Indicateurs opérationnels liés à l'activité de services de communication aux entreprises

Nom	Définitions	Lignes de produits
Accès IPVPN (France + International)	Nombre des accès IPVPN (réseau privé virtuel sur la base du protocole Internet) commercialisés par Orange Business Services tant en France qu'à l'international. Ces accès permettent aux entreprises de mutualiser leurs applications et d'introduire de nouveaux usages (Voix sur IP/Téléphonie sur IP).	IPVPN France, IPVPN International.
Lignes téléphoniques Entreprise (PSTN)	Accès au réseau téléphonique commuté (RTC), à partir de lignes analogiques ou de lignes Numeris.	Lignes analogiques, accès de base, accès primaires.
Accès permanents aux réseaux de données	Cet indicateur regroupe essentiellement l'IPVPN et une partie de l'offre XoIP en France : <ul style="list-style-type: none"> les accès à Internet haut débit associés à un ensemble de services prêts à l'emploi (<i>Business Internet Office</i> et <i>Business Internet</i>) principalement pour les PME ; les accès Internet haut débit et de Voix sur IP (avec ou sans Centrex permettant au client de s'affranchir des contraintes de gestion et de maintenance d'un standard téléphonique) pour les entreprises évoluant sur des sites indépendants ; les accès au Réseau privé virtuel des entreprises en <i>Internet Protocol</i> en France. 	<i>Business Internet, Business Internet Office, Business Internet Voix, Business Internet Centrex, IPVPN France, Ethernet.</i>
Offres XoIP	Cet indicateur regroupe : <ul style="list-style-type: none"> les accès à Internet haut débit offrant un service de Voix sur IP (VoIP), avec ou sans Centrex, pour les entreprises évoluant sur des sites indépendants ; les solutions managées de téléphonie sur IP qui s'appuient sur un accès IPVPN existant. Ces solutions permettent la mise en réseau de postes de travail, le transport de la voix et la connectivité entre le monde IP et le monde RTC. 	<i>Business Internet Voix, Business Internet Centrex, Business Talk IP, Business Talk IP Centrex.</i>

Les offres

Orange Business Services propose une large gamme de produits et services sur le marché français (depuis le marché des professionnels jusqu'à celui des grands comptes), ainsi que pour les multinationales. Les solutions portées par Orange Business Services, qu'elles soient packagées ou sur mesure, en mode intégré, managé ou *Cloud*, visent à accompagner l'entreprise dans sa transformation numérique. Elles s'organisent autour de cinq grands enjeux pour les entreprises :

- connecter les hommes, les sites et les machines au bon moment, avec un réseau performant, robuste et sécurisé ;
- favoriser de nouvelles façons de travailler plus mobiles et plus efficaces entre les salariés de l'entreprise, au travers de services de communication unifiés et de collaboration ;
- contribuer à dynamiser l'activité et les processus de l'entreprise au moyen d'applications et de solutions innovantes et pérennes au service de la performance ;
- fluidifier les échanges avec les clients de l'entreprise pour leur assurer un suivi exemplaire ;
- s'appuyer sur un opérateur partenaire de confiance capable d'accompagner l'entreprise dans ses projets et ses objectifs de développement, avec plus de flexibilité grâce aux infrastructures *Cloud*.

Pour répondre à ces besoins, Orange Business Services a organisé son portefeuille d'offres autour de trois grandes familles de produits et services :

- les offres de téléphonie (traditionnelles ou IP) et de conférence audio ;
- les offres réseaux, assorties de niveaux de garanties de service (connectivité des accès mobile et fixe, transport des données, réseaux hybrides, offres convergentes fixe-mobile) ;
- les offres de Services IT et d'intégration, regroupant :
 - les services de communication unifiés et de collaboration (interopérabilité entre les solutions de téléphonie, de messagerie et de visioconférence, en *triple play* ou *quadruple play*),
 - les solutions IT/*Cloud* (virtualisation, intégration de systèmes, applications métiers, API, briques de développement pour les objets connectés, *Big data* et analytics),
 - les solutions de sécurité couvrant les infrastructures et les utilisateurs, en mode managé et intégré ou *Cloud* (infrastructure et environnement de travail de confiance, cyberdéfense, management et gouvernance), supervisées à partir d'un Cybersoc (centre de sécurité opérationnel),
 - les conseils et services clients (analyse des besoins, architecture de solutions, accompagnement du déploiement jusqu'à la mise en place, formation des utilisateurs, administration de services et solutions) dans différents domaines : passage en tout-IP, adoption du *Machine to Machine* et de l'Internet des Objets, supervision et gestion de la qualité de service, passage aux solutions sur infrastructures *Cloud*, transformation digitale des entreprises.

Ces offres sont par ailleurs utilisées pour l'élaboration de solutions métiers transverses (finance, transport, énergie, gouvernement et secteur public, géolocalisation et gestion de flotte...).

Distribution, opérations et partenariats

Le marché composé des Pro, TPE, PME/PMI, est traité par un réseau d'agences commerciales réparties sur le territoire national qui, via des vendeurs dédiés à un portefeuille de clients et/ou des téléconseillers, qui assure la promotion et la vente des offres, tient les clients informés sur la situation de leurs commandes et s'attache à offrir une qualité de service exemplaire.

Sur le marché des grandes entreprises, Orange Business Services prospecte, conseille et accompagne ses clients en mettant à leur disposition un ensemble de solutions et de compétences pour les aider dans leur développement tant en France qu'à l'international. Des équipes commerciales dédiées, tissent un lien étroit avec les clients tant en avant-vente, lors des phases de vente et en après-vente, pour faire d'Orange Business Services le partenaire de confiance de leur transformation digitale. Elles promeuvent également les démarches partenariales. Enfin, le site Internet d'Orange permet aux entreprises de gérer leurs contrats et de passer directement des commandes en temps réel.

Orange Business Services s'appuie également sur des partenaires internationaux pour compléter son offre et sa couverture géographique dans les zones où ses clients sont présents et où sa présence ne permet pas de répondre de manière globale. Orange Business Services renforce ce type de partenariats sur les marchés les plus développés, de préférence avec l'opérateur leader ou son concurrent direct, comme au Japon avec NTT Communications ou aux États-Unis avec AT&T.

La direction Services Clients & Opérations (CSO) est l'entité en charge de la production et de la maintenance des solutions partout dans le monde. CSO s'appuie sur une présence régionale qui accompagne les clients dans le pilotage de leurs projets de déploiements réseaux et IT et dans la gestion quotidienne de leurs services jusqu'aux interventions sur sites. Dans certains pays, CSO s'appuie en outre sur des partenaires locaux pour les déploiements et la fourniture d'équipements. Pour le suivi et le support des clients en mode 24/24, CSO s'appuie sur des structures fonctionnant avec des processus et des outils standardisés : deux Unités de Service Client (USC) pour les clients français, et cinq Major Service Centres (MSC) situés en Inde, Égypte, Brésil, Île Maurice et en France, pour l'international. Ce dispositif, associé à la redondance des réseaux, permet d'assurer la continuité des services pour les clients, notamment dans le cadre d'événements exceptionnels (catastrophes naturelles, événements politiques, coupures de câbles sous-marins).

Orange Business Services travaille en collaboration étroite et de manière bilatérale avec les acteurs technologiques majeurs, comme Cisco, Microsoft, Alcatel-Lucent, EMC, Avaya, Juniper, Polycom, Netapp, VMware, Genesys ou avec des industriels du mobile comme Samsung, Apple, BlackBerry. Orange Business Services développe aussi des partenariats avec des acteurs du service comme Akamai ou GFI pour développer une approche commerciale commune permettant d'offrir des solutions innovantes à ses clients. L'année 2016 a été marquée par un développement des partenariats avec des entreprises de services numériques françaises telles qu'Altran, CGI, Sopra-Steria ou Proservia ou des Intégrateurs IT tels que TechMahindra ou Infosys. À noter également le renforcement de Huawei comme partenaire technologique dans le domaine du *Cloud* et du *Big data*, et l'extension du partenariat avec EMC sur tout le périmètre de Dell (serveurs et workspaces).

3.1.8 Opérateurs internationaux et Services partagés

3.1.8.1 Opérateurs internationaux

Le marché

Le marché voix international total est estimé à 550 milliards de minutes en 2015. Sa croissance est ralentie par la progression du trafic « on-net » des OTT mais reste positive grâce au développement de la téléphonie mobile (particulièrement en Afrique et de la Voix sur IP).

La vente en gros de trafic voix et données ainsi que la fourniture de moyens de transmission (ou *trafic wholesale*) représentent environ 65 % du marché voix international total et sont estimées à 360 milliards de minutes en 2014 (sources : Telegeography 2016).

Le marché des opérateurs mobile est constitué de plus de 1 400 opérateurs dans 237 pays (source : GSM Association) dont 581 réseaux 4G/LTE ouverts commercialement dans 186 pays (source : GSA janvier 2017).

L'environnement concurrentiel

Les opérateurs grossistes se déclinent en trois catégories, grossistes globaux (*global wholesalers*), opérateurs de détail multinationaux (*retail*), et acteurs régionaux ou spécialisés :

- les grossistes globaux possèdent la masse critique pour obtenir les prix les plus compétitifs et en faire bénéficier leurs clients : Tata, Bics et iBasis en sont les acteurs principaux ;
- les opérateurs multinationaux de détail ont pour objectif d'optimiser le trafic de leurs clients finaux et de générer des revenus et des profits complémentaires de ceux de leur trafic de détail. Orange, Vodafone, Telefónica, Deutsche Telekom et Telia Sonera font partie des acteurs principaux ;
- enfin, la 3^e catégorie d'acteurs se spécialise sur un périmètre régional ou sur des produits voix ou données pour lesquels ils proposent généralement des prix compétitifs. Parmi les acteurs principaux figurent Interoute, Primus, Citic et Calltrade.

La clientèle du marché de vente en gros se compose de spécialistes du marché de la voix (*call-shop*, cartes prépayées), d'opérateurs domestiques de détail (y compris les MVNO), et de fournisseurs d'accès Internet. Les opérateurs internationaux peuvent aussi se vendre entre eux du trafic en gros.

L'activité Opérateurs internationaux

L'activité Opérateurs internationaux d'Orange repose sur une importante infrastructure de réseaux longue distance et propose un large portefeuille de solutions à l'international.

Sa double présence sur les marchés de détail et de gros permet à Orange de développer des solutions particulièrement adaptées aux besoins des opérateurs de détail. Orange compte plus de mille clients, dont des opérateurs fixe et mobile, des fournisseurs d'accès Internet et de contenus, et des OTT.

Le groupe Orange se distingue par une forte implication dans la conception, la construction, et l'exploitation de câbles sous-marins. Propriétaire à titre unique ou partiel de plusieurs systèmes de câbles, le Groupe se classe ainsi parmi les plus gros propriétaires de liaisons sous-marines au monde. Cela lui a notamment permis de répondre à l'augmentation du trafic transatlantique.

L'activité de gros (*wholesale*) du Groupe s'appuie sur :

- un réseau mondial sans couture et un réseau au protocole IPX supportant la voix et la *data* avec des points de présence partout dans le monde ;
- un réseau mondial de routes IP dédiées avec des utilisateurs finaux dans plus de 220 pays, des connexions à plus de 200 fournisseurs d'accès, et une connectivité dans plus de 100 pays en un seul saut de réseau IP (*Autonomous System*) ;
- une disponibilité du réseau à 99,99 % et une supervision de réseau centralisée 24 h/24 et 7 j/7.

En 2016, l'activité Opérateurs internationaux affiche une décroissance du trafic voix d'environ 4 % en volume, ainsi qu'un développement soutenu du trafic *data*.

Les offres

Services Voix

Le réseau voix d'Orange compte des routes à commutation ou tout IP vers 400 opérateurs, une couverture dépassant 1 500 destinations, et un support technique disponible 24h/24 et 7j/7.

Services aux opérateurs mobile

Orange accompagne 185 opérateurs mobile à travers le monde en leur fournissant des services d'interconnexion, d'itinérance, de signalisation SS7 et *Diameter*, accompagnés de services à valeur ajoutée et de transport GRX/IPX. Orange est également fournisseur de solutions d'itinérance Hub Voix 3G/4G et SMS Hub et opère l'itinérance voix/*data*.

La division Opérateurs internationaux d'Orange propose la connectivité d'itinérance 4G, sur IPX, vers un nombre croissant d'opérateurs et continue d'étendre sa couverture. Cette offre permet aux opérateurs mobile d'offrir une couverture 4G à leurs clients en situation d'itinérance (*roaming*).

Partie prenante dans l'élaboration des normes GSMA avec l'offre *Open Connectivity*, Orange a étendu sa connectivité LTE en direct et *via* des accords de *peering*. La division Opérateurs internationaux fournit des solutions de management mobiles OTA (*Over the Air*) et de messagerie A2P (*Application to Person*) sécurisées.

Services Internet et transmission

Les solutions modulables d'Orange répondent aux besoins spécifiques des fournisseurs d'accès Internet comme des fournisseurs de contenu. L'offre inclut une large gamme d'options de connexion en Europe, en Afrique, en Amérique et en Asie. Les mises en service des câbles sous-marins SMW5 (entre Singapour et marseille) et Ace le long de la côte orientale de l'Afrique, sont venues renforcer cette offre.

En juin 2016, Orange a ouvert un premier Point de Présence (PoP) IP de très grande capacité au Moyen-Orient. Ce nouveau service, situé à Amman en Jordanie, apporte dans la région une meilleure connectivité Internet, des vitesses de connexions plus rapides, et une sécurité accrue.

Pour offrir plus de sécurité aux clients, l'offre transit Internet s'est enrichie d'une option de protection (*OTI DDOS protection*) contre les attaques par déni de service.

Service de convergence

Orange est fournisseur de solutions IPX au travers de son offre *Multiservice IP eXchange*. Ce service propose aux opérateurs des services voix et de données mobile à travers une prise unique, et offre également une optimisation de la qualité de service et des coûts réseaux.

Services anti-fraude

L'offre *@first* (*anti fraud interconnect roaming & Security of Transactions*) est un système anti-fraude global qui permet de protéger le trafic et les revenus d'interconnexion. L'offre intègre des outils de lutte contre la fraude *bypass*, des services de revenu assurance et des prestations d'amélioration de la qualité de service et de sécurisation des transactions financières. Initialement basée sur des appels de test, l'offre s'est enrichie fin 2015 d'une solution de profiling de type *Big data* et fin 2016, d'un bouclier anti fraude *bypass* permettant de contourner les contre mesures prises par les fraudeurs. *@first* permet non seulement de lutter contre les fraudes voix mais aussi contre les fraudes SMS en complément de la solution *SMS Control*.

Orange Marine

Orange Marine est un acteur majeur dans le domaine des câbles sous-marins, depuis la phase d'étude et d'ingénierie, jusqu'à l'installation de liaisons intercontinentales et la maintenance de câbles existants. Au total, Orange Marine a installé plus de 160 000 kilomètres de câbles sous-marins de fibre optique dans tous les océans. Les navires ont réalisé environ 540 réparations sur des câbles en défaut, dont certaines par 5 500 mètres de profondeur. La flotte câblière d'Orange Marine compte aujourd'hui 6 navires. Elle représente 15 % de la flotte mondiale et est l'une des plus expérimentées au monde.

3.1.8.2 Services partagés

Orange poursuit le développement d'activités de croissance, connexes à son cœur de métier et qui en développent la valeur, dans les domaines de la distribution de contenus et de la monétisation de l'audience.

Contenus

La stratégie d'Orange dans le domaine des contenus s'appuie principalement sur le développement de partenariats avec des détenteurs de droits et des éditeurs de services. Orange se concentre principalement sur un rôle d'agrégateur et distributeur en référençant les meilleurs services de divertissement pour les proposer grâce à ses réseaux haut débit à ses clients.

Le Groupe met l'accent sur la qualité de l'image et du son et sur les usages à la demande sur tous les écrans. En 2016, Orange a ainsi lancé en France la nouvelle *Livebox* qui offre une expérience de divertissement enrichie, grâce notamment à la disponibilité de contenus en ultra haute définition et de quelques services autour de la réalité virtuelle.

En Europe, le Groupe poursuit sa stratégie de déploiement de services de contenus, notamment autour de la télévision, élément clé des offres de convergence. En Espagne, Orange commercialise des bouquets de chaînes TV, notamment autour d'offres de football dont les droits de distribution ont été renouvelés à partir de la saison 2016/2017. Cette stratégie TV se développe également sur les autres géographies en Europe.

En Afrique, Orange a lancé l'IPTV en Côte d'Ivoire en fin d'année 2016 et a été retenu mi-décembre en tant qu'adjudicataire d'une licence TNT payante *via* la co-entreprise constituée avec son partenaire Canal+ Overseas.

Dans le domaine de l'édition, Orange concentre ses efforts en France sur son service premium OCS (ex. Orange Cinéma Séries), dont l'ensemble des programmes inédits et exclusifs sont disponibles en diffusion linéaire et à la demande sur tous les écrans. OCS est proposé par la plupart des distributeurs en France et est désormais disponible en distribution directe sur Internet (OTT) au-delà de la distribution traditionnelle *via* les FAI ou opérateurs satellites.

Dans le domaine de la vidéo à la demande (VOD), Orange propose les programmes des principaux catalogues en location et en téléchargement définitif (EST).

Dans le domaine de la musique, Orange continue d'innover sur le segment du streaming musical, en partenariat avec Deezer depuis 2010 et grâce au développement de son service Orange Radio sur la zone OMEA. L'année 2016 a été marquée par la poursuite en France du nombre des abonnés Orange payants au service Deezer.

Dans le secteur très innovant du jeu vidéo, l'offre de jeux en streaming sur la *TV d'Orange* confirme son développement. Plus de 200 jeux sont désormais disponibles en illimité dans le *Pass Famille* en France, sans qu'il soit nécessaire de disposer d'un autre terminal que la *box* Orange et une manette de jeux.

Sur le mobile, l'essor de l'abonnement illimité et des jeux *Freemium* se poursuit avec l'ouverture d'un nouveau service en Espagne et une dynamique très soutenue dans les pays d'Afrique.

Pour la cinquième année consécutive, Orange a présenté des innovations majeures dans le domaine des jeux vidéo à la manifestation *Paris Games Week*. L'action d'Orange dans le domaine de la Réalité Virtuelle et de l'eSport a également été présentée à cette occasion.

Les services de contenus ont continué à valoriser les offres très haut débit, fibre et 4G.

Viaccess Orca

Viaccess Orca, filiale d'Orange, conçoit et commercialise des solutions innovantes destinées aux distributeurs de contenu numérique (télévision à péage, vidéo à la demande) pour leur permettre de monétiser les contenus premium et l'expérience utilisateur en environnement multi-réseaux et multi-terminaux. Le portefeuille de solutions comprend la protection de contenus, les plateformes de services, et les solutions de gestion de l'engagement des utilisateurs (de découverte et de recommandation de contenus notamment).

3.1.9 Orange Bank

Orange a acquis 65 % de Groupama Banque en octobre 2016, qui est devenue Orange Bank début 2017. L'offre d'Orange Bank sera commercialisée en France au premier semestre 2017. Cette offre proposera progressivement l'ensemble des services bancaires (paiement, compte courant, épargne, crédit) et sera accessible sur mobile, en ligne, et dans le réseau de distribution d'Orange France.

3.2 Réseau et immobilier

3.2.1 Réseau

3.2.1.1 Vue d'ensemble

Fin 2016, le groupe Orange exploitait des réseaux dans près de 30 pays pour desservir ses clients Grand Public, ainsi que dans près de 200 pays ou territoires pour ses clients entreprise. Ces réseaux permettent à Orange de fournir à ses clients une connectivité toujours plus grande et enrichie dans toutes ses implantations.

Afin de fournir cette connectivité enrichie, les investissements dans les réseaux visent à faire évoluer les réseaux d'Orange selon plusieurs axes :

- le développement du très haut débit (FTTH et 4G), l'augmentation des volumes de données transportées, et la réduction des temps de latence des connexions ;
- la mise en œuvre du programme visant à basculer tous les services sur des infrastructures IP (programme « tout IP ») ;
- la préparation de la virtualisation progressive des fonctions de contrôle de réseau (« programmabilité ») ;
- l'automatisation de l'exploitation des réseaux et la mise en place de mécanismes permettant la personnalisation de la qualité de service rendu à chaque client en fonction de ses attentes.

L'architecture du réseau est décomposée en :

- réseaux d'accès (fixe ou mobile) ;
- réseaux de transmission nationaux et internationaux ;
- réseaux de transport IP ;
- réseaux de commande de services.

3.2.1.2 Les réseaux d'accès fixe

Accès analogique et accès haut débit ADSL/vDSL

Orange est un opérateur du réseau d'accès cuivre en France, en Pologne et dans différents pays d'Afrique (Côte d'Ivoire, Jordanie, Sénégal).

Des services d'accès voix analogique sont fournis à plus de 12 millions de clients dans ces pays.

Des services d'accès haut débit fixe sur ADSL/vDSL (pour les usages voix, accès Internet, télévision) sont fournis :

- en France et en Pologne avec un taux de couverture proche de 100 % sur la boucle locale historique ;
- dans les pays de la zone MEA où Orange est l'opérateur de la boucle locale cuivre ;
- dans d'autres pays (par exemple Égypte, Espagne, Slovaquie), en utilisant la boucle locale des opérateurs historiques, soit en dégroupage, soit *via* des offres de type bitstream ;
- en Belgique, des offres haut débit sont commercialisées en utilisant le réseau cablé d'opérateurs tiers.

Accès à très haut débit FTTH

L'accès sur fibre optique FTTH permet d'étendre l'offre de service haut débit disponible par ADSL/vDSL vers des très hauts débits descendants et remontants (100 Mbit/s et au-delà), avec une performance accrue notamment dans le délai de réponse.

En France, Orange déploie depuis plusieurs années une architecture FTTH, point à multipoint, utilisant la technologie GPON qui permet de mutualiser sur une même fibre plusieurs accès à très haut débit, sans affecter les capacités de montée en débit de chaque accès.

Le déploiement FTTH a démarré en 2007 dans quelques grandes villes françaises et s'est étendu ensuite aux grandes villes. Orange a signé en 2011 et 2012 des accords de mutualisation avec les opérateurs concurrents pour accélérer le déploiement de la fibre optique. Fin 2016, la fibre d'Orange est présente dans 1 000 communes dont une dizaine 100 % fibrées, avec plus de 6,5 millions de logements éligibles.

En Espagne, le réseau FTTH dépasse les 9,6 millions de foyers raccordables. Un réseau fibre FTTH a aussi été déployé en Pologne, avec près de 1,5 million de foyers raccordables à fin 2016, et en Slovaquie, avec près de 349 mille foyers raccordables à fin 2016. Le déploiement FTTH a aussi démarré en Jordanie et Côte d'Ivoire.

Accès fixes radio

Dans différents pays, des services fixe sont offerts sur des accès radio UMTS, Wimax (Roumanie, Afrique), et CDMA (Pologne, Sénégal). Ces services migrent vers la technologie 4G/LTE.

3.2.1.3 Les réseaux d'accès mobile

Les réseaux d'accès GSM (2G), UMTS (3G) et LTE (4G) supportent des services de communication de voix et de données qui atteignent plusieurs dizaines de Mbit/s et permettent d'émettre et recevoir facilement des contenus volumineux (audio, photo, vidéo). Le groupe opère un réseau mobile (2G/3G/4G) dans chacun des pays où il offre des services de télécommunication Grand Public.

L'année 2016 a été marquée par :

- la poursuite de la croissance des usages et des trafics, sur l'ensemble des réseaux du groupe. Afin d'anticiper cette croissance, qui se poursuivra dans les années à venir, le groupe investit dans ses réseaux pour en augmenter la capacité et les performances ;
- la poursuite du déploiement des réseaux 4G/4G+ dans les pays d'Europe pour augmenter la couverture de la population et augmenter les débits. Par exemple, Orange Belgium et Orange Pologne assurent une couverture 4G de 99 % de la population ;
- la poursuite des déploiements de la 4G dans la zone MEA, avec des ouvertures commerciales dans une dizaine de pays au cours de l'année 2016 ;
- le déploiement d'un réseau radio pour l'Internet des Objets, utilisant la technologie LoRa (*Long Range*), dans 18 agglomérations en France.

3.2.1.4 Les réseaux de transmission**Réseaux domestiques**

Cette infrastructure est principalement constituée de fibres optiques, mais également de faisceaux hertziens, en particulier pour les réseaux alternatifs ou purement mobile dans les pays MEA.

Les liaisons optiques offrent des débits allant jusqu'à 100 Gbit/s par longueur d'onde, et la technologie de multiplexage en longueur d'onde à forte densité (DWDM) permet de disposer jusqu'à 80 longueurs d'onde par fibre. Orange figure parmi les leaders mondiaux concernant le déploiement de fonctions optiques avancées permettant d'accroître la flexibilité de ses réseaux de transport. Par exemple, une liaison optique à 400 Gbit/s par longueur d'onde a été mise en service courant 2013, une première mondiale par Orange entre Paris et Lyon.

En outre, Orange offre des connexions directes en fibres optiques aux entreprises clientes pour bénéficier de services à très haut débit.

Le réseau longue distance étendue en France (WELDON)

Le réseau WELDON (*Wide Long distance Domestic Optical Network*) dont le déploiement a commencé en avril 2012, a pour vocation de renouveler dans sa totalité le réseau longue distance existant, tout en étendant le périmètre de celui-ci à la desserte de Francfort, Londres, Barcelone et Madrid aux stations de câbles sous-marins, et à d'autres relations limitrophes de la France selon les besoins à venir.

Bénéficiant des dernières évolutions de la technologie du WDM, ce réseau offre une connectivité et un transport à un débit minimum de 100 Gbit/s par longueur d'onde et jusqu'à 88 longueurs d'onde par artère.

Le réseau de transmission international

Ce réseau international s'appuie sur deux réseaux interconnectés au réseau WELDON : le réseau dorsal nord-américain desservi par les deux parcours du câble transatlantique TAT-14 et le réseau dorsal asiatique à Singapour desservi par les câbles sous-marins SEA-ME-WE3 et SEA-ME-WE4.

Les satellites

Orange utilise les communications par satellite pour assurer le raccordement au réseau général des départements d'Outre-mer, des liaisons IP ou voix vers les autres opérateurs, et des services VSAT (*Very Small Aperture Terminal*) pour les clients entreprises terrestres ou maritimes d'Orange Business Services. Pour assurer ces services, Orange utilise de la capacité spatiale louée à des opérateurs satellitaires (Eutelsat, Intelsat, SES, Arabsat).

Les câbles sous-marins

Afin de répondre à l'accroissement du trafic international de télécommunications, Orange investit dans des systèmes de câbles sous-marins selon plusieurs modalités :

- participation à un consortium pour construire un câble dont Orange deviendra copropriétaire ;
- achat de droits d'usage ou location de capacités de transmission sur d'autres câbles.

Comme dans le cas des réseaux terrestres, la montée en débit sur les câbles sous-marins est en cours et la mise en service de systèmes à 40 Gbit/s puis 100 Gbit/s a déjà été réalisée sur plusieurs câbles du Groupe.

Nom du câble	Départ – Arrivée	Nombre de stations d'atterrissage	Nombre de pays	Kilomètres	Mise en service	Dernier upgrade
TAT-14	États-Unis – Europe	7	6	15 400	Juil. 2001	2013
SAT3-WASC-SAFE	Portugal – Malaisie	17	15	27 850	Avr. 2002	2014
SEA-ME-WE3	Allemagne – Japon/Australie	39	33	39 000	Août 2009	2015
SEA-ME-WE4	France – Singapour	15	14	19 000	Déc. 2005	2015
SEA-ME-WE5	France – Singapour	18	17	20 000	Déc. 2016	
Americas-II	États-Unis – Brésil	11	9	8 300	Juil. 2000	2015
ECFS	Tortola – Trinidad & Tobago	14	10	1 600	Juil. 2005	2015
LION	L'Île Maurice – Madagascar	3	3	1 050	Nov. 2009	2015
LION2	Extension LION vers Mayotte et Kenya	2	2	2 700	Avr. 2012	2015
CBUS	États-Unis – Royaume-Uni	3	2	3 200	Sept. 2009	2015
IMEWE	Inde – France	10	8	12 000	Déc. 2010	2012
ACE (phase 1) (phase 2)	France – Gabon/Sao Tomé Extension ACE vers Afrique du Sud	16 1	18 4	11 500 5 500	Déc. 2012 2018	2016
EASSy	Afrique du Sud – Soudan	9	9	10 500	Juil. 2010	2014

Europe-Asie

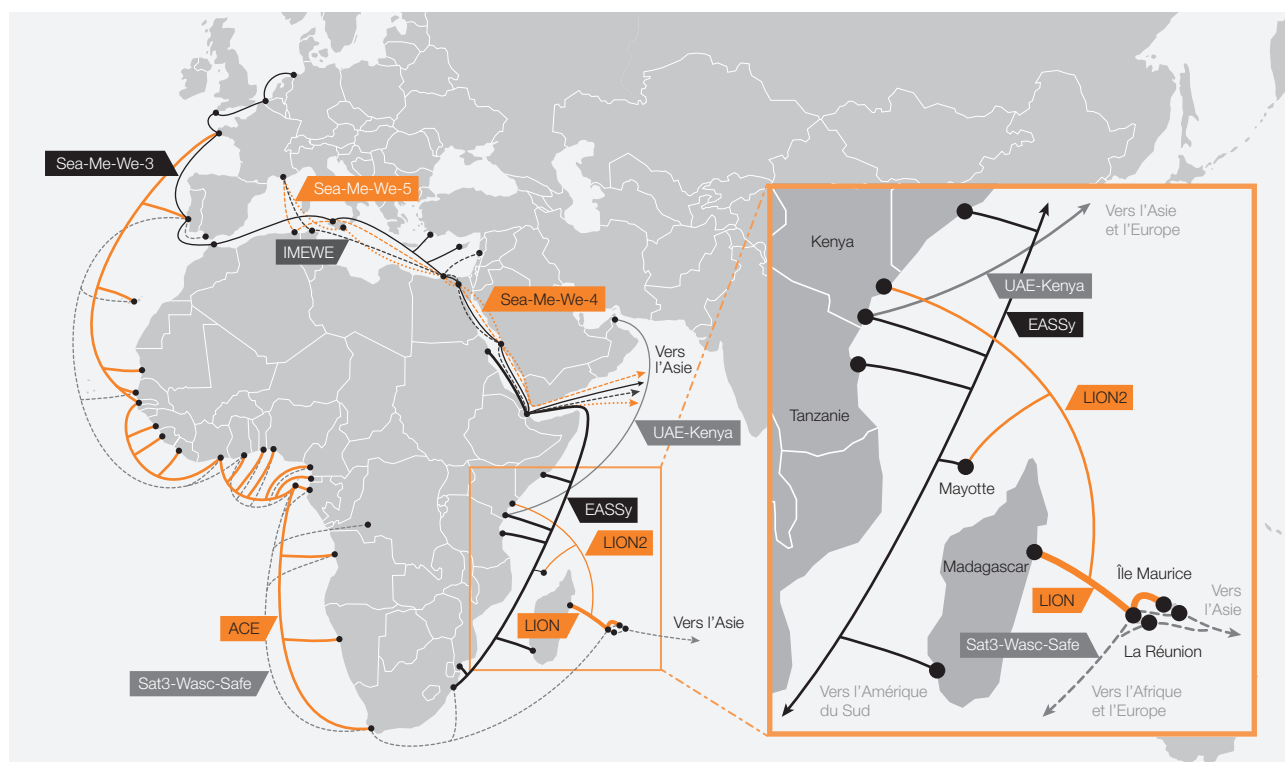
Le passage à la technologie 100 Gbit/s sur les câbles SEA-ME-WE3 et SEA-ME-WE4 réalisé en 2015 permet à Orange d'accompagner la croissance de trafic sur l'axe Europe-Asie.

Pour le plus long terme, Orange participe au SEA-ME-WE5, un câble reliant Singapour à l'Europe, avec une connectivité vers l'Océan Indien, et dont la mise en service a eu lieu fin 2016. Construit aussi en technologie 100 Gbit/s, il multiplie les capacités d'Orange sur la route Asie-Europe et assure une nouvelle connectivité vers l'océan indien via Djibouti pour la montée en débit à la Réunion et Mayotte, tout en préparant la relève des plus anciens SEA-ME-WE3 et SEA-ME-WE4.

Afrique de l'Ouest

Dans le cadre d'un consortium, Orange a mis en service, en décembre 2012, la première phase du câble ACE (*Africa Coast to Europe*). Long d'environ 17 mille kilomètres, sa capacité potentielle s'élèvera à 5,12 Tbit/s grâce à l'utilisation de la technologie de transmission à 40 Gbit/s. Depuis la France, ACE s'étend à ce jour jusqu'au Gabon et à Sao Tomé-et-Principe. Les travaux d'extension jusqu'en Afrique du Sud ont commencé fin 2015 pour une mise en service début 2018.

En parallèle, afin de garantir la sécurisation du trafic d'Orange par la diversification de ses routes, une augmentation des capacités d'Orange sur le câble SAT3-WASC-SAFE a été réalisée en 2014.



Océan Indien

Orange est copropriétaire des câbles LION (*Lower Indian Ocean Network*), qui relie Madagascar au réseau haut débit mondial via la Réunion et l'île Maurice, et LION2, qui prolonge LION jusqu'au Kenya en desservant Mayotte. Pour accompagner la croissance continue du trafic, le Groupe a investi régulièrement dans des augmentations de capacités de LION et de LION2, dont la dernière a été mise en œuvre fin 2015. Orange a décidé de co-investir dans un nouveau câble pour Mayotte, avec pour objectif une mise en service en 2018.

Océan Atlantique et Caraïbe/Guyane

Orange est également actif dans la zone Caraïbes, où il dispose de capacités sur 3 câbles majeurs : Americas-II, ECFS et CBUS. Afin d'accompagner l'essor du haut débit dans les départements d'Outre-mer, le Groupe a participé pour ces trois câbles à des augmentations de capacité qui ont été mises en service en 2015.

3.2.1.5 Les réseaux de transport IP

Les IP nationaux

Dans chacun des pays où il offre des services Grand Public, Orange opère un réseau IP national, supportant les trafics voix et données, pour les services fixe, mobile, entreprise, et vente en gros.

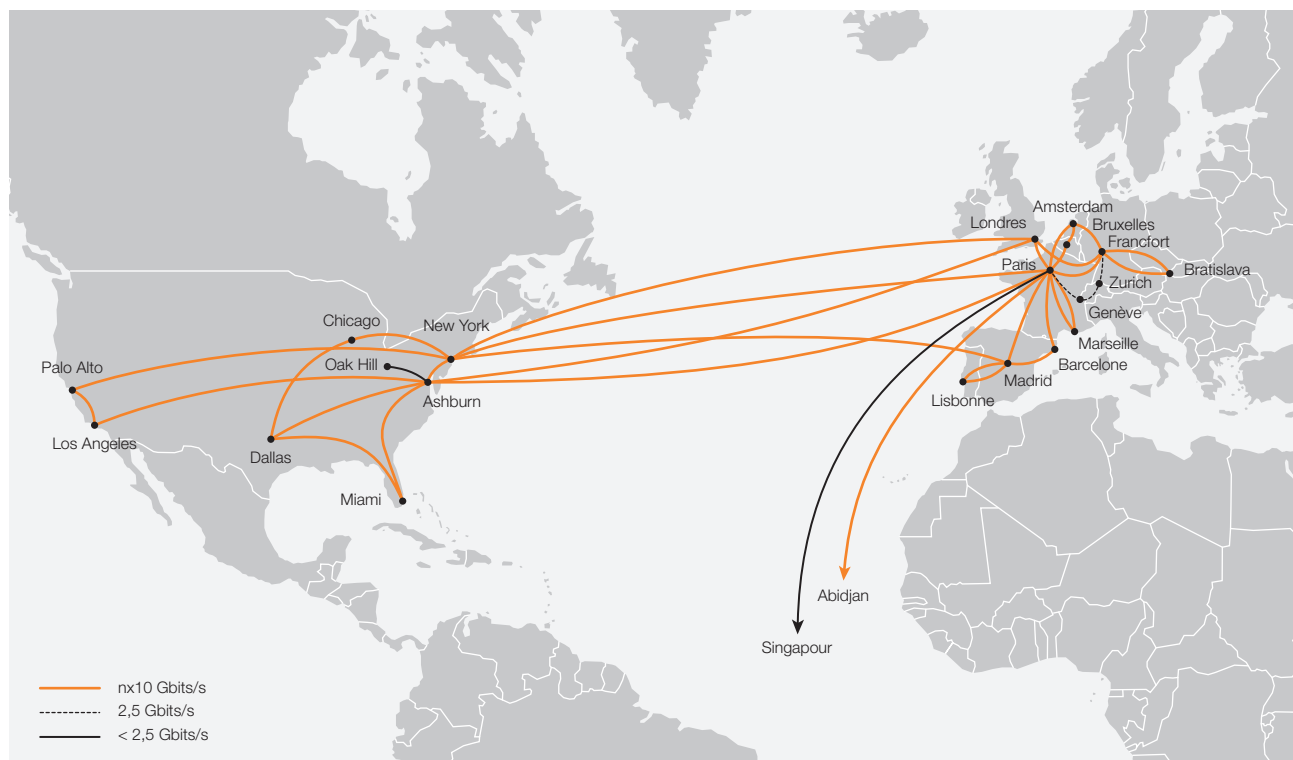
Le réseau IP international

Le réseau IP international d'Orange baptisé *Open Transit Internet (OTI)* a pour objectif de fournir la connectivité Internet mondiale aux divers réseaux IP domestiques des filiales du Groupe ainsi qu'à des clients opérateurs, fournisseurs d'accès Internet (ISP) et fournisseurs de contenus. Il est construit sur la base des toutes dernières technologies de transmission et de commutation IP.

Fin 2016, l'OTI reliait 24 villes entre elles (douze en Europe, deux en Asie, huit en Amérique du Nord, une en Afrique et une au Moyen Orient), par des liens à haut débit de 155 Mbit/s à 100 Gbit/s, et écoulait plusieurs centaines de Gbit/s de trafic à l'heure de pointe. Fin 2016, le trafic écoulé dépasse les 5 Tbits.

Le réseau IP Multiservice

Le réseau IMN (*IP Multiservice Network*) est un réseau dédié, conforme aux standards IPXGSM IR.34, en charge du transport des flux sensibles et à forte valeur ajoutée des opérateurs mobile ainsi que du transport du trafic VoIP international d'Orange.



3.2.1.6 Réseaux supports de service et couche de commande de réseau

Les réseaux de commande de service nationaux

Réseau voix fixe

Dans les pays où il est opérateur fixe, Orange opère un réseau téléphonique commuté (RTC) pour délivrer les services voix analogique et numérique RNIS. Ces réseaux sont en constante optimisation du fait de la décroissance des usages.

Orange a aussi déployé des réseaux de VoIP fixe en technologie IMS (*IP multimedia subsystem*) dans de nombreux pays pour des usages résidentiels et entreprise.

Réseau voix mobile

Jusqu'en 2015, tout le trafic voix mobile était géré en mode commuté par le réseau mobile de chaque pays. En 2015 et 2016, Orange a déployé une infrastructure IMS mobile dans les pays d'Europe pour offrir les services VoLTE (voix IP en LTE) et voix Wifi (voix mobile en Wifi). Le premier usage commercial de cette technologie a été réalisé en Roumanie avec le lancement commercial VoLTE en septembre 2015. D'autres ouvertures commerciales VoLTE et VoWifi ont suivi en 2015 et 2016. À fin 2016, la voix VoLTE et/ou VoWifi était en service commercial dans plusieurs pays d'Europe : Espagne, France, Pologne, Roumanie.

Le réseau voix international

Réseau voix

Orange dispose de trois nœuds de commutation internationaux (CTI 4G) pour gérer en France le trafic départ et arrivée en mode circuit (TDM) des marchés fixe et mobile Grand Public, entreprises et opérateurs, et permettre le transport en central du trafic international des filiales Orange. Ces commutateurs ont évolué en nœuds hybrides NGN afin de pouvoir traiter le trafic Voix sur IP (VoIP). Courant 2013, l'architecture du réseau voix international a connu une évolution majeure avec l'installation de quatre équipements de contrôle des appels SBC (*session border controllers*) avec fonctions de routage dédiées au traitement de la Voix sur IP (VoIP). En décembre 2016, plus de 80 % du trafic en VoIP sont entièrement supportés par cette nouvelle infrastructure. Les CTI4G resteront encore en place pour accompagner la décroissance du TDM.

Orange dispose aux États-Unis de deux *softswitches* et à Hong Kong d'une passerelle média (*Media gateway*) pour le traitement en mode TDM ou VoIP des clients et opérateurs des zones Amérique et Asie.

Réseau de signalisation

La signalisation sémaphore code 7 (SS7) du réseau international est assurée par deux *points de transfert sémaphore* (PTS) supportant la signalisation associée aux trafics voix, itinérance et SMS des opérateurs mobile 2G et 3G. Un nombre croissant de liens desservant les clients itinérance et SMS est supporté par la signalisation sur IP SIGTRAN.

Avec l'arrivée des réseaux 4G (LTE), la signalisation utilisée pour l'itinérance internationale est supportée par l'IP (routeurs de type *Diameter*). Deux DRF (*Diameter Router Function*) sont déployés dans le réseau international pour le trafic d'itinérance des filiales et clients externes d'Orange.

Enfin, plusieurs plateformes centralisées ont été déployées sur les points de transfert internationaux pour fournir des services à valeur ajoutée aux opérateurs mobile.

3.2.1.7 Les réseaux dédiés aux services aux entreprises

Les réseaux X.25

L'offre X.25 n'est plus commercialisée depuis mi-2010 et la fermeture technique du service est intervenue en juin 2012. Le réseau X.25 supporte encore un client en France métropolitaine et dans les DOM,

pour une offre de secours monétique auxquels sont liés des prestations de type « Réseau intelligent ».

La migration de ce dernier client dans un réseau IP sera terminée à la fin du premier trimestre 2017. À compter de cette date le réseau X.25 sera définitivement fermé.

Les réseaux *Frame Relay*/ATM

En France, l'activité du réseau FR/ATM est en décroissance, la montée en débit des entreprises étant désormais satisfaite par les services IP/MPLS disponibles sur le réseau d'accès des entreprises à l'IP (RAEI). Un programme d'optimisation du réseau FR/ATM a été initialisé.

Cependant, le réseau *Frame Relay*/ATM est conservé en tant que réseau d'accès aux services dédiés aux entreprises *via* les offres de collecte TDSL (Turbo Digital Subscriber Line). Ce réseau maintient donc des points de présence en France métropolitaine, dans les cinq départements d'Outre-mer ainsi que dans deux territoires d'Outre-mer (Nouvelle-Calédonie et Polynésie française) pour accompagner la transformation de la collecte TDSL vers la collecte GE (Gigabit Ethernet) dans le cadre du programme *all-IP*.

Le réseau d'accès des entreprises à l'IP (Internet et IP VPN) en France (RAEI)

Le RAEI a pour mission principale de raccorder les sites des entreprises en France pour assurer à la fois leurs échanges internes de données (sur réseau privé virtuel ou VPN) et leur connectivité Internet. Il permet également de transporter la Voix sur IP des entreprises.

Il est composé d'une infrastructure cœur d'une soixantaine de routeurs de transit interconnectés par des liens à plusieurs fois 10 Gbit/s ou à 100 Gbit/s.

Sur ce *backbone* sont raccordés l'ensemble des composants et routeurs portant les fonctions réseaux qui assure notamment l'interconnexion avec le RBCI pour le trafic Internet et le trafic de collecte des entreprises en provenance des NAS et des BAS.

La couronne d'environ 900 routeurs PE (*Provider Edge*) raccorde les accès des entreprises sur des technologies de type xDSL et Ethernet pour des débits de 75 Kbit/s à 10 Gbit/s. Ces routeurs sont localisés dans les principales villes et zones d'activités.

Ce réseau est interconnecté au réseau IP international (*IP Global Network*) par l'intermédiaire de quatre passerelles (situées à Paris, Lille, et Lyon) pour la connectivité des clients entreprises internationaux.

Le Réseau MPLS/IP VPN à l'international (*IP Global Network* IGN et réseau d'accès AGN)

Comme le réseau IP en France (RAEI), ce réseau est destiné à la fourniture de services de réseau privé virtuel (VPN), Internet et Voix sur IP. À fin novembre 2016, le réseau comprend 633 points de présence (incluant les réseaux MPLS partenaires) répartis sur 110 pays. La présence directe dans les pays diminue (141 pays en 2015) car Orange développe une stratégie de partenariats (*Network to Network Interface* ou NNI) afin de couvrir certaines régions ou pays plus efficacement. 93 pays supplémentaires sont couverts par de tels partenariats.

En renfort d'un réseau « tout IP » (IGN+), un programme de virtualisation des services a été initié en 2016 avec le projet SDN-NFV déployé sur 6 Points de Présence hors France (deux en Europe, deux en Amérique du Nord, deux en Asie).

Le réseau voix entreprises international (NEO)

NEO est un réseau de fourniture de services voix pour les entreprises internationales. Reposant sur le réseau IP MPLS international (IGN), ce réseau voix entreprise comporte environ 70 points de présence dans 38 pays, et s'interconnecte à une soixantaine d'opérateurs dans le monde.

En 2016 une nouvelle architecture de réseau a été mise en place pour de l'interconnexion en protocole SIP dans 6 nouveaux Points de présence.

3.2.2 Immobilier

Au 31 décembre 2016, les actifs immobiliers d'Orange sont inscrits à son bilan pour une valeur nette comptable de 2,7 milliards d'euros contre 2,7 milliards d'euros en 2015.

Les bâtiments sont caractérisés par une grande diversité de tailles et de destinations : si certains campus tertiaires comme Orange Gardens en France, inauguré le 8 juin 2016, ont des superficies de plus de 50 000 m² au profit de quelques milliers de salariés, de nombreux petits édicules techniques ont une très petite surface au sol et sont vides d'occupants.

À la fin 2016, les surfaces occupées sur 25 327 sites (dont 217 ont une surface supérieure à 5 000 m²) représentaient 5,6 millions de m², dont 2,1 millions en location et 3,5 millions en pleine propriété.

En France, les bâtiments techniques sont détenus à plus de 82 % en pleine propriété tandis que les immeubles tertiaires sont à près de 58 % en location.

La direction de l'Immobilier Groupe gère l'ensemble du parc immobilier en France qu'il s'agisse d'immeubles de bureau, de bâtiments techniques ou de points de vente.

Elle poursuit une politique d'optimisation des investissements immobiliers en répondant à la fois aux besoins liés à l'évolution du réseau de télécommunications et à la mise en place d'environnements de travail innovants. Le bâtiment est toujours pensé dans ses usages et comme un service.

De nombreux points de vente du réseau de distribution ont été réaménagés au concept *Smart store*. La boutique de Paris Opéra, ouverte le 8 novembre 2016, est la vitrine emblématique du Groupe dans sa nouvelle approche de l'expérience client.

Conformément à la dynamique du plan *Essentiels2020*, la direction de l'Immobilier participe à l'amélioration des espaces de travail des salariés du Groupe ainsi qu'aux objectifs de transition écologique par le renforcement de la qualité environnementale du parc d'immeubles.

En Pologne, la surface des propriétés construites d'Orange Pologne à fin 2016 représentait 1,7 million de m². La surface des terrains bâtis et nus représente 12,8 millions de m².

3.3 Recherche et innovation

Le secteur des technologies de l'information et de la communication a connu, au cours de ces dernières années, un bouleversement de sa chaîne de valeur avec la multiplication des acteurs. De nouveaux modèles économiques développés par des grands acteurs du Web

apparaissent tandis que les fabricants d'électronique Grand Public progressent vers les services à valeur ajoutée. Pour tirer parti de ce contexte, l'innovation constitue un levier majeur de croissance pour le groupe Orange.

3.3.1 Recherche et innovation

Afin de réaliser ses ambitions en matière de recherche et d'innovation, Orange a constitué un réseau d'expertise présent sur quatre continents.

Les Orange Labs, qui portent les activités de recherche, de conception et de déploiement techniques, sont situés dans huit pays à travers le monde : France, Chine, Japon, Pologne, Roumanie, Tunisie, Inde et Égypte. Chaque Orange Labs est immergé dans un environnement spécifique qui lui permet de saisir et d'anticiper les ruptures technologiques et l'évolution des usages partout dans le monde, de favoriser les partenariats et d'accélérer ainsi la capacité d'innovation du Groupe.

Le réseau Orange Labs est complété par un Technocentre présent en France, au Royaume-Uni, en Jordanie et en Côte d'Ivoire. Celui-ci a pour mission de concevoir et de mettre sur le marché de nouveaux produits et services au plus près des besoins des clients dans tous les pays où le Groupe est présent. Il est également en charge d'assurer la cohérence des interfaces utilisateurs des différentes offres du Groupe (stratégie *design*).

Pour faire face aux nouvelles vagues technologiques et contribuer à l'invention des usages de demain, la recherche du groupe Orange est organisée en neuf domaines de recherche :

- vie personnelle numérique : concevoir les nouveaux services personnels et interpersonnels pour communiquer, produire, gérer et échanger des contenus numériques enrichis ;
- société numérique : dessiner les contours d'une société renouvelée, de l'éducation à la santé, du nomadisme aux transports connectés, de la vie citoyenne à l'industrie ou à l'agriculture de demain,

progressivement et profondément transformés par le numérique qui est désormais pleinement un enjeu social ;

- pays émergents numériques : mettre en place des écosystèmes numériques adaptés aux enjeux et contraintes des pays en développement afin d'offrir une connectivité accessible au plus grand nombre dans les pays émergents, ainsi que des services adaptés aux infrastructures disponibles et aux besoins locaux ;
- entreprise numérique : accompagner la transformation numérique des entreprises, pour qu'elles soient à la fois humaines, responsables et performantes, à travers l'étude d'outils, de formes d'organisations et de modes de fonctionnement agiles, collaboratifs et responsabilisants ;
- connectivité ambiante : développer de nouvelles technologies de connectivité pour les humains et les objets et contribuer à concevoir la 5G, avec en priorité sa capacité à devenir une norme globale pour la connectivité de l'Internet des Objets ;
- infrastructure logicielle : préparer les briques techniques, les plateformes et les systèmes d'information virtualisés et automatisés, pour la communication, le calcul et le stockage répartis entre réseaux, *data centers*, *boxes* et terminaux, en établissant un environnement logiciel de confiance au sein même des équipements ;
- Internet des Objets : étudier la manière dont les utilisateurs, entourés de ces objets connectés au sein de systèmes cyber-physiques, vont modifier leur manière d'interagir avec des services, *via* les objets ou leurs « avatars numériques » ;

- données et connaissances : développer des algorithmes, des briques techniques et des plateformes respectueuses de la vie privée pour le *Big data*, et pour l'intelligence artificielle ;
- confiance et sécurité : investiguer de nouvelles architectures dites de haute confiance, prouvées sûres, protectrices des données personnelles et enrichies par les usages.

3.3.2 Innovation ouverte (*open innovation*)

L'innovation ouverte est plus que jamais une stratégie indispensable à la recherche et l'innovation afin de capter les tendances et bénéficier des compétences des partenaires dans un mode équilibré et gagnant-gagnant. Cela permet également de s'appuyer sur des écosystèmes qui permettent de se développer dans la durée.

Les principales modalités sont les suivantes :

- le soutien aux *start-up* et aux PME. Orange a développé un réseau d'accélérateurs de *start-ups* baptisé *Orange Fab* présent dans douze pays sur quatre continents. Créé dans la Silicon Valley en mars 2013, le programme *Orange Fab* a été déployé internationalement cette même année en France, puis dès 2014 au Japon (avec une extension en Corée du Sud et à Taïwan), en Pologne, en Israël, en Côte d'Ivoire, et en Jordanie. Le réseau *Orange Fab* a été étendu à l'Espagne en 2015, puis au Sénégal et au Cameroun en 2016. Les *start-ups* sélectionnées sont accompagnées par Orange dans le développement de leurs activités et bénéficient également, dans certains pays, d'un financement et d'un soutien logistique. Plus de 220 *start-ups* ont déjà été accélérées ou sont en cours d'accélération par *Orange Fab* à fin 2016. Pour favoriser la croissance de ces *start-ups*, Orange et Deutsche Telekom ont annoncé en juin 2014 une collaboration dans le cadre de leurs programmes d'accélération respectifs *Orange Fab* et *hub:raum*. Pour étendre les ambitions des *start-ups* à l'horizon international, Orange a créé, en septembre 2015, une alliance, *Go Ignite*, aux côtés de Deutsche Telekom, Singtel et Telefónica. Les *start-ups* sélectionnées peuvent ainsi accéder aux ressources et aux marchés de ces partenaires, représentant un potentiel de plus d'un milliard de clients, avec une complémentarité des présences géographiques en Europe, en Afrique, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient, contribuant ainsi à l'émergence de nouveaux leaders au niveau européen, voire mondial. Enfin, Orange est très présent en France dans le réseau *French Tech* afin d'être à même d'identifier des *start-ups* pouvant devenir de futurs partenaires ;
- le programme *Orange Developer*, par lequel le Groupe ouvre ses plateformes de services aux développeurs d'applications pour apporter plus de services innovants à ses clients. À fin 2016,
- l'implication forte dans les écosystèmes de la recherche et de l'innovation. Orange est un acteur majeur des programmes de recherche développés en partenariat et contribue à plus de 80 projets coopératifs, tant au niveau français (projets FUI, ANR, programme *Investissements d'Avenir*) qu'au niveau européen (7^e programme-cadre de la Commission européenne, EUREKA-CELTIC, Horizon 2020, PPP FI, PPP 5G, PPP *Big data*). Dans le cadre du programme *Investissements d'Avenir*, le Groupe est présent dans deux Instituts de recherche technologique (IRT). Il préside l'IRT B-com qui travaille sur les réseaux fixe et mobile à ultra haut débit et les contenus du futur et contribue également à l'institut SystemX dont les travaux portent sur l'ingénierie numérique des systèmes. De plus, Orange participe à dix pôles de compétitivité en France, constitués pour favoriser des synergies locales autour de projets innovants, et préside notamment le pôle Images et Réseaux dans lequel il est chef de file du plan Réalité augmentée. Orange contribue enfin à plusieurs des neuf solutions développées dans le cadre du programme *La nouvelle France industrielle*, présentées par le gouvernement français en mai 2015, en vue d'accélérer la recherche et l'innovation ;
- une politique de partenariats stratégiques avec les universités et les laboratoires publics en France et à l'étranger. Ainsi en France, le Groupe est membre fondateur des fondations de l'Institut Mines-Télécom, de Supélec, de l'Université de Cergy-Pontoise, de l'Université de Rennes 1 et de l'Université Joseph Fourier de Grenoble. Le Groupe finance par ailleurs plusieurs chaires de recherche. Enfin, Orange mène une politique active de partenariats stratégiques avec des industriels de premier plan au niveau international, ce qui lui permet d'enrichir son portefeuille de produits et services et de s'ouvrir à de nouveaux écosystèmes.

3.3.3 Capital-investissement

Acteur important du financement de l'innovation dans le domaine des technologies de l'information, le groupe Orange s'appuie sur différents vecteurs d'investissement, désormais regroupés sous la bannière d'Orange Digital Investment :

- des véhicules d'investissement détenus à 100 % par le Groupe, dits *mono-corporate ventures*, parmi lesquels figurent notamment :
 - Orange Digital Ventures qui est le véhicule d'investissement du Groupe dans les jeunes *start-ups*. Il vient compléter la palette d'*open innovation* d'Orange en particulier dans les domaines suivants : nouvelles connectivités, services numériques pour les entreprises (SaaS, *Big data*, Sécurité, numérisation des process), banque mobile & paiement mobile (*fintech*), Internet des Objets, et services numériques pour la zone Afrique et Moyen-Orient,
 - et la holding Orange Technologies Investissements (OTI), historiquement destinée à valoriser la propriété intellectuelle d'Orange, en échange de prises de participations dans des *start-ups* technologiques ;
- des véhicules d'investissement dits *multi-corporate ventures*, dans lesquels Orange a généralement investi de façon conjointe avec d'autres partenaires-investisseurs de profil plutôt industriel, auxquels se joignent parfois des investisseurs de profil purement financier, et parmi lesquels on peut citer :
 - les trois fonds Orange Publicis Ventures (Growth, Global et Early-stage), créés dans le cadre d'un partenariat avec le Groupe Publicis, et gérés par la société de gestion Iris Capital Management, dans laquelle le Groupe a acquis une participation de 24,5 %,
 - le fonds Écomobilité Ventures, créé en partenariat avec la SNCF, Total, Air Liquide et Michelin, et géré par la société Idinvest,
 - le fonds Technocom 2, cofinancé en partenariat avec Alcatel-Lucent, le Groupe SEB, Soitec et le Fonds National d'Amorçage, et géré par la société de gestion Innovacom Gestion,

- et le fonds Robolution Capital, cofinancé notamment par Bpifrance, le Fonds Européen d'Investissement, EDF et Thalès, et géré par la société de gestion 360 Capital Partners ;
- et des fonds de capital-investissement de forme plus classique, ouverts à un plus grand nombre de partenaires-investisseurs au profil beaucoup plus diversifié (financiers, industriels, particuliers), et gérés par des sociétés de gestion indépendantes, d'origine géographique également très diverses (Europe, États-Unis, Canada) ;
- enfin, le financement de *start-ups* plus matures ou *late stage* qui peut être réalisé *via* des investissements stratégiques directement portés par le Groupe, dans le cadre de son activité de Corporate Development Digital, tels que par exemple Dailymotion, Deezer ou plus récemment Jumia.

3.4 Brevets et marques

3.4.1 Brevets

Au 31 décembre 2016, le groupe Orange détient un portefeuille de 6 844 brevets en France et à l'étranger (titres délivrés ou déposés) dans le but de protéger ses innovations. Afin d'en valoriser les résultats, certains de ces brevets sont licenciés notamment au travers de *patent pools* pour les brevets correspondant à des standards (par

exemple NFC, MPEG Audio, Wifi, HEVC). La valorisation concerne aussi des logiciels, comme les outils d'ingénierie de réseau mobile.

En 2016, 207 nouveaux brevets ont été déposés. Ces brevets sont issus principalement du réseau Orange Labs en France.

3.4.2 La Marque Orange

La marque Orange est protégée dans 200 pays. Elle est classée 51^e dans le TOP 100 des marques internationales par Brand Finance « Global 500 2017 » qui la valorise à 21,5 milliards de dollars.

La marque Orange appartient à *Orange Brand Services Limited*, entité détenue à 100 % par Orange SA qui a conclu des contrats de licence de marque avec les filiales du groupe opérant sous la marque Orange (voir section 7.5 *Opérations avec des apparentés*).

Depuis la résiliation en février 2016 du contrat de licence de marque avec la société israélienne Partner Communications Company Limited, la marque Orange n'est plus utilisée en dehors des filiales du Groupe sauf par les sociétés Altice Hispaniola (ex Orange Dominicana) et Telkom Kenya qui ont été cédées respectivement en avril 2014 et en juin 2016 (voir note 3 *Résultat de cession et principales variations de périmètre* de l'annexe aux comptes consolidés).

Rapport financier

4

4.1	Documents consolidés	86
4.1.1	Comptes consolidés	86
4.1.2	Principes comptables majeurs et estimations	186
4.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	187
4.3	Examen de la situation financière et du résultat du Groupe	189
4.3.1	Vue d'ensemble	189
4.3.2	Analyse des résultats et des investissements du Groupe	194
4.3.3	Analyse par secteur opérationnel	203
4.3.4	Trésorerie, endettement financier et capitaux propres	227
4.3.5	Agrégats financiers non définis par les normes IFRS	232
4.3.6	Informations complémentaires	239
4.4	Événements récents	240
4.5	Perspectives d'avenir	240
4.6	Politique de distribution des dividendes	240
4.7	Comptes annuels d'Orange SA	241
4.7.1	États financiers et notes annexes aux comptes	241
4.7.2	Autres éléments relatifs aux états financiers	271
4.8	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	273

Sommaire détaillé de la section 4.1

États de synthèse

Compte de résultat consolidé	86
État du résultat global consolidé	87
État consolidé de la situation financière	88
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	89
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	89
Tableau des flux de trésorerie consolidés	90

Notes annexes

Note 1 Informations sectorielles	92
1.1 Chiffre d'affaires sectoriel	92
1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel à l'EBITDA sectoriel	94
1.3 De l'EBITDA sectoriel au résultat d'exploitation sectoriel et investissements sectoriels	96
1.4 Actifs sectoriels	98
1.5 Passifs sectoriels	100
1.6 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités de la banque	102
1.7 Contribution des activités télécoms et d'Orange Bank aux actifs et passifs du groupe Orange	103
1.8 Passage de l'EBITDA ajusté à l'EBITDA	104
Note 2 Description de l'activité et base de préparation des états financiers consolidés	105
2.1 Description de l'activité	105
2.2 Base de préparation des états financiers consolidés 2016	105
2.3 Évolution de la présentation des états financiers consolidés	106
2.4 Textes d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2016 et non appliqués par anticipation	107
2.5 Recours à des estimations et au jugement	108
Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre	109
3.1 Résultat de cession de titres et d'activités	109
3.2 Principales variations de périmètre	109
Note 4 Ventes	113
4.1 Chiffre d'affaires	113
4.2 Autres produits opérationnels	115
4.3 Créances clients	115
4.4 Produits constatés d'avance	117
4.5 Autres actifs	117
4.6 Transactions avec les parties liées	118
Note 5 Achats et autres charges	118
5.1 Achats externes	118
5.2 Autres charges opérationnelles	119
5.3 Coûts des restructurations et d'intégration	119
5.4 Stocks d'équipements et droits de diffusion	120
5.5 Charges constatées d'avance	121
5.6 Dettes fournisseurs sur autres biens et services	121
5.7 Autres passifs	122
5.8 Transactions avec les parties liées	123
Note 6 Avantages du personnel	123
6.1 Charges de personnel	123
6.2 Avantages du personnel	123
6.3 Rémunérations en actions et assimilées	127
6.4 Rémunération des dirigeants	129
Note 7 Écarts d'acquisition	129
7.1 Perte de valeur	129
7.2 Écarts d'acquisition	130
7.3 Hypothèses clés utilisées pour la détermination des valeurs recouvrables	131
7.4 Sensibilité des valeurs recouvrables	132

Note 8 Immobilisations	133
8.1 Dotations aux amortissements	133
8.2 Perte de valeur des immobilisations	134
8.3 Autres immobilisations incorporelles	135
8.4 Immobilisations corporelles	137
8.5 Dettes fournisseurs d'immobilisations	138
8.6 Provision pour démantèlement	139
Note 9 Impôts	140
9.1 Impôts et taxes d'exploitation	140
9.2 Impôt sur les sociétés	141
Note 10 Titres mis en équivalence	145
Note 11 Actifs, passifs et résultat financiers (hors activités d'Orange Bank)	146
11.1 Éléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms	146
11.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers (hors activités d'Orange Bank)	147
11.3 Endettement financier net	148
11.4 TDIRA	149
11.5 Emprunts obligataires	151
11.6 Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	152
11.7 Actifs financiers (hors activités d'Orange Bank)	153
11.8 Instruments dérivés (hors activités d'Orange Bank)	154
Note 12 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (hors activités d'Orange Bank)	157
12.1 Gestion du risque de taux	157
12.2 Gestion du risque de change	157
12.3 Gestion du risque de liquidité	159
12.4 Covenants financiers	160
12.5 Gestion du risque de crédit et du risque de contrepartie	161
12.6 Risque du marché des actions	162
12.7 Gestion du capital	162
12.8 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers hors activités d'Orange Bank	163
Note 13 Capitaux propres	166
13.1 Évolution du capital	166
13.2 Actions propres	166
13.3 Distributions	166
13.4 Titres subordonnés	167
13.5 Écarts de conversion	168
13.6 Participations ne donnant pas le contrôle	169
13.7 Résultat par action	170
Note 14 Engagements contractuels non comptabilisés (hors activités d'Orange Bank)	172
14.1 Engagements liés aux activités opérationnelles	172
14.2 Engagements liés au périmètre	173
14.3 Engagements liés au financement	174
Note 15 Activités d'Orange Bank	175
15.1 Éléments des actifs et passifs financiers d'Orange Bank	175
15.2 Informations sur la gestion des risques de marché liés aux activités d'Orange Bank	178
15.3 Engagements contractuels non comptabilisés d'Orange Bank	179
Note 16 Litiges	180
16.1 Litiges France	180
16.2 Litiges Europe	182
16.3 Litiges Moyen-Orient et Afrique	182
16.4 Litiges liés aux activités de la banque	182
16.5 Autres litiges Groupe	182
Note 17 Événements postérieurs à la clôture	183
Note 18 Liste des principales sociétés consolidées	183
Note 19 Honoraires versés aux Commissaires aux comptes	185

4.1 Documents consolidés

4.1.1 Comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros, exceptées les données relatives au résultat par action)

	Note	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	4.1	40 918	40 236	39 445
Achats externes	5.1	(18 281)	(17 697)	(17 251)
Autres produits opérationnels	4.2	739	642	714
Autres charges opérationnelles	5.2	(543)	(1 069)	(856)
Charges de personnel	6.1	(8 866)	(9 058)	(9 096)
Impôts et taxes d'exploitation	9.1.1	(1 808)	(1 783)	(1 795)
Résultat de cession de titres et d'activités	3.1	59	178	390
Coûts des restructurations et d'intégration	5.3	(499)	(172)	(439)
Dotations aux amortissements	8.1	(6 728)	(6 465)	(6 038)
Effets liés aux prises de contrôle	3.2	97	6	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		14	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	7.1	(772)	-	(229)
Perte de valeur des immobilisations	8.2	(207)	(38)	(59)
Résultat des entités mises en équivalence	10	(46)	(38)	(215)
Résultat d'exploitation		4 077	4 742	4 571
Coût de l'endettement financier brut	11.2	(1 407)	(1 597)	(1 653)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	11.2	23	39	62
Gain (perte) de change	11.2	(149)	1	22
Autres produits et charges financiers	11.2	(31)	(26)	(69)
Effets liés à la participation dans BT	11.7	(533)	-	-
Résultat financier		(2 097)	(1 583)	(1 638)
Impôt sur les sociétés	9.2.1	(970)	(649)	(1 573)
Résultat net des activités poursuivies		1 010	2 510	1 360
Résultat net des activités cédées (EE)	3.2	2 253	448	(135)
Résultat net de l'ensemble consolidé		3 263	2 958	1 225
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		2 935	2 652	925
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	13.6	328	306	300
Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère	13.7			
Résultat net des activités poursuivies				
– de base		0,19	0,76	0,36
– dilué		0,19	0,75	0,36
Résultat net des activités cédées				
– de base		0,85	0,17	(0,05)
– dilué		0,85	0,17	(0,05)
Résultat net				
– de base		1,04	0,93	0,31
– dilué		1,04	0,92	0,31

État du résultat global consolidé

(en millions d'euros)

	Note	2016	2015	2014
Résultat net de l'ensemble consolidé		3 263	2 958	1 225
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies	6.2	(80)	53	(150)
Impôt sur les éléments non recyclables	9.2.2	20	(15)	29
Éléments non recyclables du résultat global des MEE ⁽¹⁾	10	(0)	(2)	2
Éléments non recyclables en résultat (a)		(60)	36	(119)
Actifs disponibles à la vente	11.7-15.1	(4)	15	(26)
Couverture de flux de trésorerie	11.8.2	(364)	538	(273)
Couverture d'investissement net	11.8	-	-	(85)
Écarts de conversion	13.5	(227)	77	285
Impôt sur les éléments recyclables ou recyclés	9.2.2	123	(187)	122
Éléments recyclables ou recyclés en résultat (b)		(472)	443	23
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies (a) + (b)		(532)	479	(96)
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies des MEE		52	-	(34)
Impôt sur les éléments non recyclés des MEE		(4)	-	5
Éléments non recyclés en résultat (c)	10	48	-	(29)
Écarts de conversion	13.5	(836)	-	387
Couverture d'investissement net	11.8	65	-	-
Couverture d'investissement net des MEE	10	-	-	(1)
Couverture de flux de trésorerie des MEE	10	(5)	-	2
Impôt sur les éléments recyclés	9.2.2	(22)	-	-
Éléments recyclés en résultat (d)		(798)	-	388
Autres éléments du résultat global des activités cédées (EE) (c) + (d)		(750)	-	359
Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b) + (c) + (d)		(1 282)	479	263
Résultat global consolidé		1 981	3 437	1 488
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		1 669	3 104	1 162
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		312	333	326

(1) MEE : Entités mises en équivalence.

État consolidé de la situation financière

(en millions d'euros)

	Note	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Actif				
Écarts d'acquisition	7.2	27 156	27 071	24 784
Autres immobilisations incorporelles	8.3	14 602	14 327	11 811
Immobilisations corporelles	8.4	25 912	25 123	23 314
Titres mis en équivalence	10	130	162	603
Prêts et créances non courants d'Orange Bank	15.1	1 025	-	-
Actifs financiers non courants	1.7	3 882	835	4 232
Dérivés actifs non courants	1.7	915	1 297	579
Autres actifs non courants	4.5	106	85	76
Impôts différés actifs	9.2.3	2 116	2 430	2 817
Total de l'actif non courant		75 844	71 330	68 216
Stocks	5.4	819	763	709
Créances clients	4.3	4 964	4 876	4 612
Prêts et créances courants d'Orange Bank	15.1	2 066	-	-
Actifs financiers courants	1.7	1 862	1 283	245
Dérivés actifs courants	1.7	57	387	48
Autres actifs courants	4.5	1 073	983	677
Impôts et taxes d'exploitation	9.1.2	918	893	890
Impôt sur les sociétés	9.2.3	170	163	132
Charges constatées d'avance	5.5	540	495	392
Disponibilités et quasi-disponibilités	1.7	6 355	4 469	6 758
Total de l'actif courant		18 824	14 312	14 463
Actifs destinés à être cédés⁽¹⁾		-	5 788	5 725
Total de l'actif		94 668	91 430	88 404
Passif				
Capital social		10 640	10 596	10 596
Prime d'émission et réserve légale		16 859	16 790	16 790
Titres subordonnés		5 803	5 803	5 803
Réserves		(2 614)	(2 282)	(3 630)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		30 688	30 907	29 559
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		2 486	2 360	2 142
Total capitaux propres	13	33 174	33 267	31 701
Passifs financiers non courants	1.7	28 909	29 528	29 482
Dérivés passifs non courants	1.7	578	252	721
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	8.5	907	1 004	564
Dettes non courantes liées aux opérations d'Orange Bank	15.1	518	-	-
Avantages du personnel non courants	6.2	3 029	3 142	3 239
Provision pour démantèlement non courante	8.6	716	715	712
Provision pour restructuration non courante	5.3	185	225	336
Autres passifs non courants	5.7	608	792	677
Impôts différés passifs	9.2.3	658	879	957
Total des passifs non courants		36 108	36 537	36 688
Passifs financiers courants	1.7	4 759	4 536	4 891
Dérivés passifs courants	1.7	50	131	169
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	8.5	2 800	2 728	1 791
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	5.6	6 211	6 227	5 775
Dettes courantes liées aux opérations d'Orange Bank	15.1	3 846	-	-
Avantages du personnel courants	6.2	2 266	2 214	1 984
Provision pour démantèlement courante	8.6	21	18	21
Provision pour restructuration courante	5.3	190	189	162
Autres passifs courants	5.7	1 530	1 695	1 294
Impôts et taxes d'exploitation	9.1.2	1 241	1 318	1 288
Impôt sur les sociétés	9.2.3	338	434	684
Produits constatés d'avance	4.4	2 134	2 136	1 956
Total des passifs courants		25 386	21 626	20 015
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés⁽¹⁾		-	-	-
Total du passif		94 668	91 430	88 404

(1) Telkom Kenya et EE en 2015 et EE en 2014.

Tableau des variations des capitaux propres consolidés

	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle				Total capitaux propres
		Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Titres subordonnés	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	
(en millions d'euros)												
Solde au 1^{er} janvier 2014		2 648 885 383	10 596	16 790	-	(3 210)	173	24 349	1 763	222	1 985	26 334
Résultat global consolidé		-	-	-	-	925	237	1 162	300	26	326	1 488
Rémunération en actions	6.3	-	-	-	-	170	-	170	3	-	3	173
Rachat d'actions propres	13.2	-	-	-	-	109	-	109	-	-	-	109
Distribution de dividendes	13.3	-	-	-	-	(1 846)	-	(1 846)	(294)	-	(294)	(2 140)
Émission des titres subordonnés	13.4	-	-	-	5 803	(88)	-	5 715	-	-	-	5 715
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	3.2	-	-	-	-	(59)	-	(59)	44	-	44	(15)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise/perte de contrôle des filiales	3.2	-	-	-	-	(64)	-	(64)	72	-	72	8
Autres mouvements		-	-	-	-	23	-	23	6	-	6	29
Solde au 31 décembre 2014		2 648 885 383	10 596	16 790	5 803	(4 040)	410	29 559	1 894	248	2 142	31 701
Résultat global consolidé		-	-	-	-	2 652	452	3 104	306	27	333	3 437
Rémunération en actions	6.3	-	-	-	-	4	-	4	6	-	6	10
Rachat d'actions propres	13.2	-	-	-	-	0	-	0	-	-	-	0
Distribution de dividendes	13.3	-	-	-	-	(1 589)	-	(1 589)	(304)	-	(304)	(1 893)
Rémunération des titres subordonnés	13.4	-	-	-	-	(272)	-	(272)	-	-	-	(272)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	3.2	-	-	-	-	24	-	24	4	-	4	28
Variation des parts d'intérêts liées à la prise/perte de contrôle des filiales	3.2	-	-	-	-	-	-	-	185	-	185	185
Autres mouvements		-	-	-	-	77	-	77	(6)	-	(6)	71
Solde au 31 décembre 2015		2 648 885 383	10 596	16 790	5 803	(3 144)	862	30 907	2 085	275	2 360	33 267
Résultat global consolidé		-	-	-	-	2 935	(1 266)	1 669	328	(16)	312	1 981
Augmentation de capital	13.1	11 171 216	44	69	-	-	-	113	-	-	-	113
Rémunération en actions	6.3	-	-	-	-	52	-	52	6	-	6	58
Rachat d'actions propres	13.2	-	-	-	-	3	-	3	2	-	2	5
Distribution de dividendes	13.3	-	-	-	-	(1 596)	-	(1 596)	(259)	-	(259)	(1 855)
Rémunération des titres subordonnés	13.4	-	-	-	-	(291)	-	(291)	-	-	-	(291)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	3.2	-	-	-	-	(94)	-	(94)	72	-	72	(22)
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales	3.2	-	-	-	-	70	-	70	(13)	-	(13)	57
Autres mouvements		-	-	-	-	(145)	-	(145)	6	-	6	(139)
Solde au 31 décembre 2016		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(2 210)	(404)	30 688	2 227	259	2 486	33 174

Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global

	Attribuables aux propriétaires de la société mère							Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle						Total autres éléments du résultat global
	Actifs disponibles à la vente	Instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Gains et pertes actuels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE ⁽¹⁾	Total	Actifs disponibles à la vente	Instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Gains et pertes actuels	Impôts différés	Total	
Solde au 1^{er} janvier 2014	47	(127)	512	(374)	161	(46)	173	-	(3)	240	(22)	7	222	395
Variation	(26)	(360)	640	(142)	151	(26)	237	-	2	32	(8)	(0)	26	263
Solde au 31 décembre 2014	21	(487)	1 152	(516)	312	(72)	410	-	(1)	272	(30)	7	248	658
Variation	15	539	60	36	(196)	(2)	452	-	(1)	17	17	(6)	27	479
Solde au 31 décembre 2015	36	52	1 212	(480)	116	(74)	862	-	(2)	289	(13)	1	275	1 137
Variation	(2)	(301)	(1 049)	(77)	120	43	(1 266)	(2)	2	(14)	(3)	1	(16)	(1 282)
Solde au 31 décembre 2016	34	(249)	163	(557)	236	(31)	(404)	(2)	-	275	(16)	2	259	(145)

(1) MEE : Entités mises en équivalence, montants n'incluant pas les écarts de conversion.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)

	Note	2016	2015	2014
Flux de trésorerie lié à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé		3 263	2 958	1 225
<i>Éléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</i>				
Impôts et taxes d'exploitation	9.1	1 808	1 783	1 795
Résultat de cession de titres et d'activités	3.1	(59)	(178)	(390)
Autres gains et pertes sur cession d'actifs		(132)	(57)	(40)
Dotations aux amortissements	8.1	6 728	6 465	6 038
Dotations (reprises) des provisions	4-5-6-8	(159)	28	340
Effets liés aux prises de contrôle	3.2	(97)	(6)	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		(14)	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	7.1	772	-	229
Perte de valeur des immobilisations	8.2	207	38	59
Résultat des entités mises en équivalence	10	46	38	215
Résultat net des activités cédées (EE)	3.2	(2 253)	(448)	135
Écarts de change nets et instruments dérivés opérationnels		44	17	1
Résultat financier	11.2	2 097	1 583	1 638
Impôt sur les sociétés	9.2	970	649	1 573
Rémunération en actions	6.1	61	9	78
<i>Variations du besoin en fonds de roulement</i>				
Diminution (augmentation) des stocks bruts		(62)	(48)	(73)
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		113	52	(196)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services		85	86	140
Variation des autres éléments d'actif et de passif ⁽¹⁾		(564)	185	(107)
Diminution (augmentation) des flux d'exploitation liés aux opérations d'Orange Bank		(203)	-	-
<i>Autres décaissements nets</i>				
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	9.1	(1 897)	(1 749)	(1 737)
Dividendes encaissés hors EE		63	23	25
Dividendes encaissés EE	3.2	173	446	336
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net		(1 334)	(1 620)	(1 724)
Impôt sur les sociétés décaissé	9.2.3	(906)	(727)	(758)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)		8 750	9 527	8 802
<i>Dont activités cédées (EE)</i>	3.2	208	535	468
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement				
<i>Acquisitions (cessions) d'immobilisations corporelles et incorporelles</i>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽²⁾	8.3-8.4	(8 492)	(7 771)	(6 111)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		32	1 239	98
Produits de cession des actifs corporels et incorporels		145	91	74
<i>Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise</i>				
Liberia	3.2	(122)	-	-
République démocratique du Congo	3.2	(178)	-	-
Burkina Faso	3.2	(515)	-	-
Sierra Leone	3.2	(305)	-	-
Jazztel	3.2	-	(3 306)	-
Médi Telecom	3.2	-	(80)	-
Autres		(69)	(69)	(44)
<i>Investissements dans les sociétés mises en équivalence</i>		(17)	-	(4)
<i>Autres acquisitions d'actifs disponibles à la vente</i>		(12)	-	-
<i>Acquisition de titres de participation évalués à la juste valeur</i>		(1)	(10)	(7)
<i>Produits de cession de titres de participation nets de la trésorerie cédée</i>				
EE	3.2	4 481	-	-
Dailymotion	3.2	-	238	-
Orange Dominicana	3.2	-	-	771
Autres		107	59	305
<i>Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers</i>				
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		(501)	389	(33)
Acquisition d'instruments monétaires pour nantissement en garantie de l'offre Jazztel ⁽³⁾	3.2	-	-	(1 400)
Autres ⁽⁴⁾		568	(186)	(1)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)		(4 879)	(9 406)	(6 352)
<i>Dont activités cédées (EE)</i>	3.2	4 481	-	-

(en millions d'euros)

	Note	2016	2015	2014
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement				
Émissions d'emprunts non courants	11.5-11.6	3 411	817	1 460
Remboursements d'emprunts non courants	11.5-11.6	(2 694)	(4 412)	(5 101)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme		134	(101)	(892)
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>		(884)	1 809	602
Effet change des dérivés net		201	320	91
Émission de titres subordonnés nette des frais et primes	13.4	-	-	5 715
Coupons sur titres subordonnés	13.4	(291)	(272)	-
Cession (rachat) des actions propres	13.2	6	(1)	55
Offres réservées au personnel	6.3	-	32	70
Variations de capital – propriétaires de la société mère	13.1	113	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales				
Égypte	3.2	-	(210)	-
Autres		(24)	(11)	(14)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	13.3	(1 596)	(1 589)	(1 846)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	13.6	(259)	(306)	(294)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)		(1 883)	(3 924)	(154)
<i>Dont activités cédées (EE)</i>	3.2	(220)	(16)	2
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)		1 988	(3 803)	2 296
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités				
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture		4 469	6 758	5 934
<i>Dont disponibilités et quasi-disponibilités des activités poursuivies</i>		4 469	6 758	5 916
<i>Dont disponibilités et quasi-disponibilités des activités cédées</i>		-	-	18
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		1 988	(3 803)	2 296
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		(102)	1 514	(1 472)
<i>Instruments monétaires en garantie de l'offre Jazztel⁽³⁾</i>	3.2	-	1 501	(1 501)
<i>Incidences des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires</i>		(102)	13	29
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture		6 355	4 469	6 758

(1) Hors créances et dettes d'impôts et taxes d'exploitation. En 2016, la variation concerne principalement le règlement du litige concurrence marché Entreprises pour (350) millions d'euros.

(2) Les investissements corporels et incorporels financés par location-financement pour un montant de 91 millions d'euros (43 millions d'euros au 31 décembre 2015 et 87 millions d'euros au 31 décembre 2014) sont sans effet sur le tableau de flux de trésorerie lors de l'acquisition.

(3) Dans le cadre de l'offre Jazztel, le Groupe a nanti, en 2014, 2,9 milliards d'euros d'instruments monétaires (voir note 3.2), dont 1,4 milliard d'actifs financiers courants et 1,5 milliard d'euros de quasi-disponibilités (reclassées en actifs financiers non courants). En 2015, le nantissement a été levé. Cette opération s'est notamment traduite dans le tableau de flux de trésorerie par une variation non monétaire des quasi-disponibilités pour 1,5 milliard d'euros correspondant à l'annulation du transfert des quasi-disponibilités initialement nanties vers les actifs financiers non courants.

(4) Concerne essentiellement les instruments dérivés permettant de couvrir les investissements du Groupe libellés en livres sterling. L'évolution du poste résulte essentiellement de la dépréciation de la livre sterling face à l'euro en 2016.

Note 1 Informations sectorielles

1.1 Chiffre d'affaires sectoriel

France

(en millions d'euros)

		<i>Espagne</i>	<i>Pologne</i>	<i>Belgique et Luxembourg</i>	
2016					
Chiffre d'affaires⁽¹⁾	18 969	5 014	2 644	1 242	
Services mobiles	7 207	2 630	1 222	1 021	
Ventes d'équipements mobiles	775	508	249	122	
Services fixes	10 403	1 872	1 068	73	
Autres revenus	584	4	105	26	
Service de voix	-	-	-	-	
Services de données	-	-	-	-	
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	-	-	-	
Opérateurs internationaux	-	-	-	-	
Services partagés	-	-	-	-	
Externe	18 260	4 978	2 611	1 225	
Inter-secteurs	709	36	33	17	
2015					
Chiffre d'affaires⁽¹⁾	19 141	4 253	2 831	1 235	
Services mobiles	7 507	2 403	1 314	1 006	
Ventes d'équipements mobiles	730	470	154	128	
Services fixes	10 327	1 375	1 215	80	
Autres revenus	577	5	148	21	
Service de voix	-	-	-	-	
Services de données	-	-	-	-	
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	-	-	-	
Opérateurs internationaux	-	-	-	-	
Services partagés	-	-	-	-	
Externe	18 402	4 215	2 800	1 220	
Inter-secteurs	739	38	31	15	
2014					
Chiffre d'affaires⁽¹⁾	19 304	3 876	2 918	1 249	
Services mobiles	7 675	2 492	1 365	1 019	
Ventes d'équipements mobiles	601	489	102	131	
Services fixes	10 535	888	1 319	92	
Autres revenus	493	7	132	7	
Service de voix	-	-	-	-	
Services de données	-	-	-	-	
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	-	-	-	
Opérateurs internationaux	-	-	-	-	
Services partagés	-	-	-	-	
Externe	18 536	3 842	2 883	1 234	
Inter-secteurs	768	34	35	15	

(1) Description des lignes de produits présentées en note 4.1.

(2) Dont, en 2016, chiffre d'affaires réalisé en France pour 4 248 millions d'euros, en Espagne pour 27 millions d'euros, en Pologne pour 17 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 439 millions d'euros et dans les autres pays pour 1 667 millions d'euros.

Dont, en 2015, chiffre d'affaires réalisé en France pour 4 232 millions d'euros, en Espagne pour 26 millions d'euros, en Pologne pour 16 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 592 millions d'euros et dans les autres pays pour 1 539 millions d'euros.

Dont, en 2014, chiffre d'affaires réalisé en France pour 4 362 millions d'euros, en Espagne pour 28 millions d'euros, en Pologne pour 15 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 597 millions d'euros et dans les autres pays pour 1 297 millions d'euros.

(3) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 1 711 millions d'euros en 2016.

Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 1 812 millions d'euros en 2015.

Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 1 790 millions d'euros en 2014.

		Europe		Afrique et Moyen- Orient	Entreprises ⁽²⁾	Opérateurs internationaux et Services partagés ⁽³⁾	Éliminations	Comptes consolidés Orange
	Pays d'Europe centrale	Éliminations Europe	Total					
	1 648	(7)	10 541	5 245	6 398	1 812	(2 047)	40 918
	1 344	(6)	6 211	4 331	-	-	-	-
	122	-	1 001	79	-	-	-	-
	134	(1)	3 146	754	-	-	-	-
	48	-	183	81	-	-	-	-
	-	-	-	-	1 502	-	-	-
	-	-	-	-	2 837	-	-	-
	-	-	-	-	2 059	-	-	-
	-	-	-	-	-	1 527	-	-
	-	-	-	-	-	285	-	-
	1 629	-	10 443	4 971	6 044	1 200	-	40 918
	19	(7)	98	274	354	612	(2 047)	-
	1 648	(4)	9 963	4 899	6 405	1 915	(2 087)	40 236
	1 358	(3)	6 078	3 953	-	-	-	-
	115	-	867	78	-	-	-	-
	130	(1)	2 799	770	-	-	-	-
	45	-	219	98	-	-	-	-
	-	-	-	-	1 528	-	-	-
	-	-	-	-	2 959	-	-	-
	-	-	-	-	1 918	-	-	-
	-	-	-	-	-	1 555	-	-
	-	-	-	-	-	360	-	-
	1 626	-	9 861	4 601	6 055	1 317	-	40 236
	22	(4)	102	298	350	598	(2 087)	-
	1 760	(4)	9 799	4 286	6 299	1 894	(2 137)	39 445
	1 489	(2)	6 363	3 336	-	-	-	-
	101	-	823	74	-	-	-	-
	125	-	2 424	789	-	-	-	-
	45	(2)	189	87	-	-	-	-
	-	-	-	-	1 613	-	-	-
	-	-	-	-	2 900	-	-	-
	-	-	-	-	1 786	-	-	-
	-	-	-	-	-	1 523	-	-
	-	-	-	-	-	371	-	-
	1 727	-	9 686	3 985	5 935	1 303	-	39 445
	33	(4)	113	301	364	591	(2 137)	-

1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel à l'EBITDA sectoriel

	France	Europe					
				Belgique et Luxem- bourg	Pays d'Europe centrale	Élimina- tions Europe	Total
(en millions d'euros)	Espagne	Pologne					
2016							
Chiffre d'affaires	18 969	5 014	2 644	1 242	1 648	(7)	10 541
Achats externes	(7 141)	(3 156)	(1 475)	(805)	(937)	15	(6 358)
Autres produits opérationnels	942	127	61	33	58	(8)	271
Autres charges opérationnelles	(487)	(203)	(60)	(6)	(58)	-	(327)
Charges de personnel	(4 149)	(249)	(375)	(130)	(148)	-	(902)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 000)	(184)	(70)	(18)	(9)	-	(281)
Résultat de cession de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations et d'intégration	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	7 134	1 349	725	316	554	-	2 944
Principaux litiges	-	-	-	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(435)	-	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités	-	-	-	17	(17)	-	-
Coûts des restructurations et d'intégration	(166)	(127)	-	(16)	-	-	(143)
Autres éléments spécifiques	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA ⁽¹⁾	6 533	1 222	725	317	537	-	2 801
2015							
Chiffre d'affaires	19 141	4 253	2 831	1 235	1 648	(4)	9 963
Achats externes	(7 202)	(2 736)	(1 501)	(793)	(925)	12	(5 943)
Autres produits opérationnels	932	107	75	7	44	(8)	225
Autres charges opérationnelles	(565)	(163)	(72)	-	(60)	-	(295)
Charges de personnel	(4 274)	(235)	(419)	(134)	(139)	-	(927)
Impôts et taxes d'exploitation	(957)	(158)	(72)	(39)	(14)	-	(283)
Résultat de cession de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations et d'intégration	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	7 075	1 068	842	276	554	-	2 740
Principaux litiges	(23)	-	-	54	-	-	54
Charges spécifiques de personnel	(472)	-	10	-	-	-	10
Revue du portefeuille de titres et d'activités	1	-	(1)	-	(8)	-	(9)
Coûts des restructurations et d'intégration	(99)	(22)	(31)	(9)	-	-	(62)
EBITDA ⁽¹⁾	6 482	1 046	820	321	546	-	2 733
2014							
Chiffre d'affaires	19 304	3 876	2 918	1 249	1 760	(4)	9 799
Achats externes	(7 396)	(2 516)	(1 461)	(810)	(934)	7	(5 714)
Autres produits opérationnels	977	96	87	32	38	(3)	250
Autres charges opérationnelles	(557)	(147)	(95)	(16)	(58)	-	(316)
Charges de personnel	(4 362)	(205)	(448)	(136)	(148)	-	(937)
Impôts et taxes d'exploitation	(977)	(146)	(79)	(45)	(21)	-	(291)
Résultat de cession de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations et d'intégration	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	6 989	958	922	274	637	-	2 791
Principaux litiges	-	-	-	-	(32)	-	(32)
Charges spécifiques de personnel	(419)	-	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités	1	-	71	-	280	-	351
Coûts des restructurations et d'intégration	(61)	-	1	(19)	-	-	(18)
EBITDA ⁽¹⁾	6 510	958	994	255	885	-	3 092

(1) Les ajustements de l'EBITDA sont définis en note 1.8.

(2) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé.

Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises	Opérateurs internationaux et Services partagés	Élimi- nations activités télécoms	Total activités télécoms	Orange Bank	Élimi- nations activités télécoms/ banque	Total	Ajuste- ments de présen- tation ⁽²⁾	Comptes conso- lidés Orange
5 245	6 398	1 812	(2 047)	40 918	-	-	40 918	-	40 918
(2 575)	(3 381)	(2 943)	4 133	(18 265)	(16)	-	(18 281)	-	(18 281)
124	154	2 445	(3 224)	712	20	-	732	7	739
(270)	(438)	(68)	1 138	(452)	(2)	-	(454)	(89)	(543)
(460)	(1 608)	(1 207)	-	(8 326)	(14)	-	(8 340)	(526)	(8 866)
(406)	(111)	(95)	-	(1 893)	-	-	(1 893)	85	(1 808)
-	-	-	-	-	-	-	-	59	59
-	-	-	-	-	-	-	-	(499)	(499)
1 658	1 014	(56)	-	12 694	(12)	-	12 682	(963)	-
-	-	10	-	10	-	-	10	(10)	-
-	(17)	(73)	-	(525)	-	-	(525)	525	-
16	47	(4)	-	59	-	-	59	(59)	-
(36)	(74)	(80)	-	(499)	-	-	(499)	499	-
-	-	(8)	-	(8)	-	-	(8)	8	-
1 638	970	(211)	-	11 731	(12)	-	11 719	-	11 719
4 899	6 405	1 915	(2 087)	40 236	-	-	40 236	-	40 236
(2 335)	(3 714)	(3 022)	4 519	(17 697)	-	-	(17 697)	-	(17 697)
58	148	2 466	(3 241)	588	-	-	588	54	642
(179)	(174)	(36)	809	(440)	-	-	(440)	(629)	(1 069)
(418)	(1 614)	(1 253)	-	(8 486)	-	-	(8 486)	(572)	(9 058)
(358)	(119)	(66)	-	(1 783)	-	-	(1 783)	-	(1 783)
-	-	-	-	-	-	-	-	178	178
-	-	-	-	-	-	-	-	(172)	(172)
1 667	932	4	-	12 418	-	-	12 418	(1 141)	-
-	-	(481)	-	(450)	-	-	(450)	450	-
-	(29)	(81)	-	(572)	-	-	(572)	572	-
(123)	22	162	-	53	-	-	53	(53)	-
(15)	(27)	31	-	(172)	-	-	(172)	172	-
1 529	898	(365)	-	11 277	-	-	11 277	-	11 277
4 286	6 299	1 894	(2 137)	39 445	-	-	39 445	-	39 445
(2 062)	(3 645)	(3 011)	4 577	(17 251)	-	-	(17 251)	-	(17 251)
48	138	2 512	(3 268)	657	-	-	657	57	714
(122)	(153)	(47)	828	(367)	-	-	(367)	(489)	(856)
(393)	(1 579)	(1 260)	-	(8 531)	-	-	(8 531)	(565)	(9 096)
(354)	(92)	(81)	-	(1 795)	-	-	(1 795)	-	(1 795)
-	-	-	-	-	-	-	-	390	390
-	-	-	-	-	-	-	-	(439)	(439)
1 403	968	7	-	12 158	-	-	12 158	(1 046)	-
-	-	(400)	-	(432)	-	-	(432)	432	-
-	(33)	(113)	-	(565)	-	-	(565)	565	-
(36)	22	52	-	390	-	-	390	(390)	-
-	(47)	(313)	-	(439)	-	-	(439)	439	-
1 367	910	(767)	-	11 112	-	-	11 112	-	11 112

1.3 De l'EBITDA sectoriel au résultat d'exploitation sectoriel et investissements sectoriels

	France	Europe					
				Belgique et Luxem- bourg	Pays d'Europe centrale	Élimina- tions Europe	Total
(en millions d'euros)		Espagne	Pologne				
2016							
EBITDA	6 533	1 222	725	317	537	-	2 801
Dotations aux amortissements	(2 823)	(946)	(623)	(210)	(335)	-	(2 114)
Effets liés aux prises de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	(507)	-	-	-	(507)
Perte de valeur des immobilisations	(1)	-	-	-	-	-	-
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	6	-	-	6
Résultat d'exploitation	3 709	276	(405)	113	202	-	186
2015							
EBITDA	6 482	1 046	820	321	546	-	2 733
Dotations aux amortissements	(2 705)	(771)	(687)	(201)	(331)	-	(1 990)
Effets liés aux prises de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	(12)	-	3	-	(27)	-	(24)
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	(1)	-	-	(1)
Résultat d'exploitation	3 765	275	136	119	188	-	718
2014							
EBITDA	6 510	958	994	255	885	-	3 092
Dotations aux amortissements	(2 632)	(584)	(731)	(194)	(310)	-	(1 819)
Effets liés aux prises de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	(229)	-	-	(229)
Perte de valeur des immobilisations	(6)	-	(4)	-	-	-	(4)
Résultat des entités mises en équivalence	(2)	-	-	-	-	-	-
Résultat d'exploitation	3 870	374	259	(168)	575	-	1 040
2016							
Investissements corporels et incorporels							
Capex ⁽³⁾	3 421	1 086	455	168	251	-	1 960
Licences de télécommunication	-	51	719	-	9	-	779
Locations financements	-	4	4	-	-	-	8
Total investissements⁽⁴⁾	3 421	1 141	1 178	168	260	-	2 747
2015							
Investissements corporels et incorporels							
Capex ⁽³⁾	3 097	864	463	193	263	-	1 783
Licences de télécommunication	954	25	-	76	13	-	114
Locations financements	-	5	13	-	-	-	18
Total investissements⁽⁵⁾	4 051	894	476	269	276	-	1 915
2014							
Investissements corporels et incorporels							
Capex ⁽³⁾	2 799	585	418	215	279	-	1 497
Licences de télécommunication	-	2	90	-	326	-	418
Locations financements	-	1	6	-	-	-	7
Total investissements⁽⁶⁾	2 799	588	514	215	605	-	1 922

(1) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 248 millions d'euros en 2016.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 236 millions d'euros en 2015.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 245 millions d'euros en 2014.

(2) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 329 millions d'euros en 2016.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 353 millions d'euros en 2015.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 277 millions d'euros en 2014.

(3) Les CAPEX correspondent aux investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement et sont un indicateur utilisé en interne pour l'allocation des ressources. Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

(4) Dont 3 007 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 5 576 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(5) Dont 2 771 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 5 043 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(6) Dont 1 905 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 4 293 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises ⁽¹⁾	Opérateurs interna- tionaux et Services partagés ⁽²⁾	Élimi- nations activités télécoms	Total activités télécoms	Orange Bank	Comptes consolidés Orange
1 638	970	(211)	-	11 731	(12)	11 719
(1 056)	(376)	(359)	-	(6 728)	-	(6 728)
-	-	-	-	-	97	97
-	1	13	-	14	-	14
(265)	-	-	-	(772)	-	(772)
(204)	(1)	(1)	-	(207)	-	(207)
(45)	-	(7)	-	(46)	-	(46)
68	594	(565)	-	3 992	85	4 077
1 529	898	(365)	-	11 277		11 277
(1 034)	(367)	(369)	-	(6 465)		(6 465)
-	6	-	-	6		6
-	-	-	-	-		-
-	-	-	-	-		-
-	-	(2)	-	(38)		(38)
(32)	(3)	(2)	-	(38)		(38)
463	534	(738)	-	4 742		4 742
1 367	910	(767)	-	11 112		11 112
(842)	(343)	(402)	-	(6 038)		(6 038)
-	-	-	-	-		-
-	-	-	-	-		-
-	-	-	-	(229)		(229)
(46)	-	(3)	-	(59)		(59)
(195)	(15)	(3)	-	(215)		(215)
284	552	(1 175)	-	4 571		4 571
962	336	277	-	6 956	15	6 971
742	-	-	-	1 521	-	1 521
4	24	55	-	91	-	91
1 708	360	332	-	8 568	15	8 583
922	325	359	-	6 486		6 486
217	-	-	-	1 285		1 285
-	23	2	-	43		43
1 139	348	361	-	7 814		7 814
779	325	236	-	5 636		5 636
57	-	-	-	475		475
2	33	45	-	87		87
838	358	281	-	6 198		6 198

1.4 Actifs sectoriels

France

(en millions d'euros)					
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg	Pays d'Europe centrale
2016					
Écarts d'acquisition	15 382	6 818	232	362	2 160
Autres immobilisations incorporelles	4 269	1 861	1 299	320	713
Immobilisations corporelles	13 054	3 313	2 420	830	874
Titres mis en équivalence	-	1	-	6	-
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	3	-	10	-	-
Total de l'actif non courant	32 708	11 993	3 961	1 518	3 747
Stocks	433	73	37	31	64
Créances clients	1 515	729	512	176	232
Charges constatées d'avance	70	92	18	12	11
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	532	12	9	1	10
Total de l'actif courant	2 550	906	576	220	317
Actifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-
Total de l'actif	35 258	12 899	4 537	1 738	4 064
2015					
Écarts d'acquisition	15 382	6 818	769	362	2 159
Autres immobilisations incorporelles	4 378	2 222	707	347	743
Immobilisations corporelles	12 294	2 768	2 583	840	897
Titres mis en équivalence	1	1	-	-	-
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	4	-	10	1	-
Total de l'actif non courant	32 059	11 809	4 069	1 550	3 799
Stocks	370	67	57	21	63
Créances clients	1 614	903	422	194	181
Charges constatées d'avance	67	43	20	17	12
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	824	29	28	2	14
Total de l'actif courant	2 875	1 042	527	234	270
Actifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-
Total de l'actif	34 934	12 851	4 596	1 784	4 069
2014					
Écarts d'acquisition	15 382	4 723	767	362	2 167
Autres immobilisations incorporelles	3 560	1 219	753	305	795
Immobilisations corporelles	11 696	1 820	2 740	804	980
Titres mis en équivalence	1	1	-	-	-
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	4	-	1	-	-
Total de l'actif non courant	30 643	7 763	4 261	1 471	3 942
Stocks	385	63	47	18	51
Créances clients	1 534	866	354	205	163
Charges constatées d'avance	75	35	17	10	8
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	726	8	35	8	25
Total de l'actif courant	2 720	972	453	241	247
Actifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-
Total de l'actif	33 363	8 735	4 714	1 712	4 189

(1) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 541 millions d'euros en 2016, 577 millions d'euros en 2015 et 525 millions d'euros en 2014. Certaines créances des clients du secteur Entreprises sont présentées au niveau du secteur France en charge de leur recouvrement, pour un montant de l'ordre de 146 millions d'euros en 2016, 182 millions d'euros en 2015 et 264 millions d'euros en 2014.

(2) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 2 203 millions d'euros en 2016, 2 251 millions d'euros en 2015 et 2 320 millions d'euros en 2014. Les immobilisations incorporelles incluent également la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

	Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises ⁽¹⁾	Opérateurs interna- tionaux et Services partagés ⁽²⁾	Élimi- nations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Orange Bank	Élimi- nations activités télécoms/ banque	Comptes conso- lidés Orange
Élimina- tions Europe	Total								
-	9 572	1 709	478	15	-	27 156	-	-	27 156
-	4 193	2 103	327	3 694	-	14 586	16	-	14 602
-	7 437	3 270	487	1 662	-	25 910	2	-	25 912
-	7	111	1	11	-	130	-	-	130
-	-	-	-	-	980	980	-	-	980
-	10	2	11	1 708	2 780	4 514	2 577	(27)	7 064
-	21 219	7 195	1 304	7 090	3 760	73 276	2 595	(27)	75 844
-	205	84	50	49	(2)	819	-	-	819
-	1 649	701	784	864	(549)	4 964	-	-	4 964
-	133	66	189	95	(14)	539	1	-	540
-	-	-	-	-	7 899	7 899	-	-	7 899
-	32	638	150	384	439	2 175	2 427	-	4 602
-	2 019	1 489	1 173	1 392	7 773	16 396	2 428	-	18 824
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	23 238	8 684	2 477	8 482	11 533	89 672	5 023	(27)	94 668
-	10 108	1 117	449	15	-	27 071			27 071
-	4 019	1 936	322	3 672	-	14 327			14 327
-	7 088	3 504	505	1 732	-	25 123			25 123
-	1	155	1	4	-	162			162
-	-	-	-	-	1 392	1 392			1 392
-	11	4	11	-	3 225	3 255			3 255
-	21 227	6 716	1 288	5 423	4 617	71 330			71 330
-	208	71	59	55	-	763			763
-	1 700	728	703	759	(628)	4 876			4 876
-	92	71	179	94	(8)	495			495
-	-	-	-	-	6 086	6 086			6 086
-	73	360	141	92	602	2 092			2 092
-	2 073	1 230	1 082	1 000	6 052	14 312			14 312
-	-	-	-	5 788	-	5 788			5 788
-	23 300	7 946	2 370	12 211	10 669	91 430			91 430
-	8 019	853	447	83	-	24 784			24 784
-	3 072	1 242	309	3 628	-	11 811			11 811
-	6 344	2 970	467	1 837	-	23 314			23 314
-	1	524	72	5	-	603			603
-	-	-	-	-	1 201	1 201			1 201
-	1	6	9	1	6 482	6 503			6 503
-	17 437	5 595	1 304	5 554	7 683	68 216			68 216
-	179	72	25	48	-	709			709
-	1 588	620	665	841	(636)	4 612			4 612
-	70	51	118	85	(7)	392			392
-	-	-	-	-	7 010	7 010			7 010
-	76	247	137	162	392	1 740			1 740
-	1 913	990	945	1 136	6 759	14 463			14 463
-	-	-	-	5 725	-	5 725			5 725
-	19 350	6 585	2 249	12 415	14 442	88 404			88 404

1.5 Passifs sectoriels

France

(en millions d'euros)						
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg	Pays d'Europe centrale	
2016						
Capitaux propres	-	-	-	-	-	
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	322	-	155	-	208	
Avantages du personnel non courants	1 895	-	31	1	2	
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-	
Autres	695	151	66	69	59	
Total du passif non courant	2 912	151	252	70	269	
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 293	539	226	69	98	
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 355	886	327	168	232	
Avantages du personnel courants	1 369	36	44	32	22	
Produits constatés d'avance	1 171	76	127	59	71	
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-	
Autres	429	103	221	138	22	
Total du passif courant	6 617	1 640	945	466	445	
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-	
Total du passif	9 529	1 791	1 197	536	714	
2015						
Capitaux propres	-	-	-	-	-	
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	584	-	180	-	205	
Avantages du personnel non courants	2 017	-	55	-	3	
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-	
Autres	750	168	84	73	60	
Total du passif non courant	3 351	168	319	73	268	
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 252	470	233	129	111	
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 491	847	271	170	219	
Avantages du personnel courants	1 292	47	48	36	21	
Produits constatés d'avance	1 220	89	127	70	67	
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-	
Autres	748	65	232	126	16	
Total du passif courant	7 003	1 518	911	531	434	
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-	
Total du passif	10 354	1 686	1 230	604	702	
2014						
Capitaux propres	-	-	-	-	-	
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	123	-	202	-	237	
Avantages du personnel non courants	2 074	-	82	-	2	
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-	
Autres	820	141	71	67	57	
Total du passif non courant	3 017	141	355	67	296	
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	672	282	167	71	118	
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 411	815	303	152	219	
Avantages du personnel courants	1 144	27	42	34	21	
Produits constatés d'avance	1 189	75	105	80	64	
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-	
Autres	785	64	214	108	27	
Total du passif courant	6 201	1 263	831	445	449	
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-	
Total du passif	9 218	1 404	1 186	512	745	

	Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises	Opérateurs interna- tionaux et Services partagés	Élimi- nations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Orange Bank	Élimi- nations activités télécoms/ banque	Comptes conso- lidés Orange
Élimina- tions Europe	Total								
-	-	-	-	-	32 889	32 889	285	-	33 174
-	363	221	-	-	1	907	-	-	907
-	34	70	312	713	(1)	3 023	6	-	3 029
-	-	-	-	-	29 420	29 420	-	-	29 420
-	345	56	33	177	853	2 159	620	(27)	2 752
-	742	347	345	890	30 273	35 509	626	(27)	36 108
-	932	418	46	104	1	2 794	6	-	2 800
-	1 613	1 073	665	1 008	(549)	6 165	46	-	6 211
-	134	68	348	342	-	2 261	5	-	2 266
-	333	235	293	116	(14)	2 134	-	-	2 134
-	-	-	-	-	4 666	4 666	-	-	4 666
-	484	828	234	792	487	3 254	4 055	-	7 309
-	3 496	2 622	1 586	2 362	4 591	21 274	4 112	-	25 386
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	4 238	2 969	1 931	3 252	67 753	89 672	5 023	(27)	94 668
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	33 267	33 267	-	-	33 267
-	385	35	-	-	-	1 004	-	-	1 004
-	58	60	290	717	-	3 142	-	-	3 142
-	-	-	-	-	29 780	29 780	-	-	29 780
-	385	148	34	183	1 111	2 611	-	-	2 611
-	828	243	324	900	30 891	36 537	-	-	36 537
-	943	399	40	95	(1)	2 728	-	-	2 728
-	1 507	1 086	638	1 133	(628)	6 227	-	-	6 227
-	152	69	347	354	-	2 214	-	-	2 214
-	353	208	270	94	(9)	2 136	-	-	2 136
-	-	-	-	-	4 667	4 667	-	-	4 667
-	439	515	201	940	811	3 654	-	-	3 654
-	3 394	2 277	1 496	2 616	4 840	21 626	-	-	21 626
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	4 222	2 520	1 820	3 516	68 998	91 430	-	-	91 430
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	31 701	31 701	-	-	31 701
-	439	2	-	-	-	564	-	-	564
-	84	80	290	711	-	3 239	-	-	3 239
-	-	-	-	-	30 203	30 203	-	-	30 203
-	336	8	30	308	1 180	2 682	-	-	2 682
-	859	90	320	1 019	31 383	36 688	-	-	36 688
-	638	353	43	87	(2)	1 791	-	-	1 791
-	1 489	821	603	1 087	(636)	5 775	-	-	5 775
-	124	61	338	317	-	1 984	-	-	1 984
-	324	162	188	101	(8)	1 956	-	-	1 956
-	-	-	-	-	5 060	5 060	-	-	5 060
-	413	484	198	673	896	3 449	-	-	3 449
-	2 988	1 881	1 370	2 265	5 310	20 015	-	-	20 015
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	3 847	1 971	1 690	3 284	68 394	88 404	-	-	88 404

1.6 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités de la banque

2016

(en millions d'euros)

	Activités télécoms	Orange Bank (à partir du 4 octobre 2016)	Éliminations activités télécoms/ Orange Bank	Comptes consolidés Orange
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 177	86	-	3 263
Éléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie	10 123	(104)	-	10 019
Variation du besoin en fonds de roulement	(428)	(203)	-	(631)
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(1 345)	11	-	(1 334)
Impôt sur les sociétés décaissé	(906)	(0)	-	(906)
Autres décaissements nets	(1 660)	(1)	-	(1 661)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)	8 961	(211)	-	8 750
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(8 477)	(15)	-	(8 492)
Augmentation (diminution) des fournisseurs d'immobilisations	26	6	-	32
Produits de cession des actifs corporels et incorporels	145	-	-	145
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(1 244)	55 ⁽¹⁾	-	(1 189)
Produits de cession de titres de participation nets de la trésorerie cédée	4 588	-	-	4 588
Diminution (augmentation) des placements et autres actifs financiers	(65)	105	27	67
Autres flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(30)	-	-	(30)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)	(5 057)	151	27	(4 879)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
Émissions d'emprunts non courants	3 411	27	(27)	3 411
Remboursements d'emprunts non courants	(2 667)	(27)	-	(2 694)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	90	44	-	134
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>	(888)	4	-	(884)
Variations de capital – propriétaires de la société mère	113	-	-	113
Variations des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	(124)	100 ⁽²⁾	-	(24)
Coupons sur titres subordonnés	(291)	-	-	(291)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 596)	-	-	(1 596)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(259)	-	-	(259)
Autres flux de trésorerie liés aux opérations de financement	207	-	-	207
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	(2 004)	148	(27)	(1 883)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	4 469			4 469
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	1 900	88	-	1 988
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires	(102)	-	-	(102)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 267	88	-	6 355

(1) Correspond à la trésorerie acquise d'Orange Bank.

(2) Dont 65 millions d'euros souscrits par le groupe Orange.

1.7 Contribution des activités télécoms et d'Orange Bank aux actifs et passifs du groupe Orange

Les comptes d'Orange Bank ci-dessous ont été adaptés au format des comptes consolidés du groupe Orange (voir note 2.3) et peuvent diverger d'une présentation conforme au format bancaire.

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles d'Orange Bank, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activité.

Ainsi, la note 11 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms, la note 12 présente les informations relatives aux risques de marché des activités télécoms et la note 15 est dédiée aux activités d'Orange Bank.

Les tableaux suivants permettent de réconcilier les soldes contributifs des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres avec l'état consolidé de la situation financière (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et Orange Bank sont éliminées).

Actifs et passifs contributifs de l'état de la situation financière

Données contributives au 31 décembre 2016

(en millions d'euros)	Activités télécoms	Note	Orange Bank	Note	Comptes consolidés Orange
Écarts d'acquisition	27 156	7.2	-		27 156
Autres immobilisations incorporelles	14 586	8.3	16	8.3	14 602
Immobilisations corporelles	25 910	8.4	2	8.4	25 912
Titres mis en équivalence	130	10	-		130
Prêts et créances non courants d'Orange Bank ⁽¹⁾	-		1 025	15.1	1 025
Actifs financiers non courants	2 359	11.1	1 523	15.1	3 882
Dérivés actifs non courants	903	11.1	12	15.1	915
Autres actifs non courants	87	4.5	19	4.5	106
Impôts différés actifs	2 116	9.2.3	0	9.2.3	2 116
Total de l'actif non courant	73 248		2 596		75 844
Stocks	819	5.4	-		819
Créances clients	4 964	4.3	-		4 964
Prêts et créances courants d'Orange Bank ⁽¹⁾	-		2 066	15.1	2 066
Actifs financiers courants	1 616	11.1	246	15.1	1 862
Dérivés actifs courants	57	11.1	-		57
Autres actifs courants	1 047	4.5	26	4.5	1 073
Impôts et taxes d'exploitation	918	9.1.2	-		918
Impôt sur les sociétés	170	9.2.3	-		170
Charges constatées d'avance	539	5.5	1	5.5	540
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 266	11.1	89	15.1	6 355
Total de l'actif courant	16 396		2 428		18 824
Passifs financiers non courants	28 909	11.1	-	15.1	28 909
Dérivés passifs non courants	511	11.1	67	15.1	578
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	907	8.5	-	8.5	907
Dettes non courantes liées aux opérations d'Orange Bank ⁽¹⁾	-		518	15.1	518
Avantages du personnel non courants	3 023	6.2	6	6.2	3 029
Provision pour démantèlement non courante	716	8.6	-	8.6	716
Provision pour restructuration non courante	185	5.3	-	5.3	185
Autres passifs non courants	603	5.7	5	5.7	608
Impôts différés passifs	654	9.2.3	4	9.2.3	658
Total des passifs non courants	35 509		599		36 108
Passifs financiers courants	4 616	11.1	143	15.1	4 759
Dérivés passifs courants	50	11.1	-	15.1	50
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	2 794	8.5	6	8.5	2 800
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	6 165	5.6	46	5.6	6 211
Dettes courantes liées aux opérations d'Orange Bank ⁽¹⁾	-		3 846	15.4	3 846
Avantages du personnel courants	2 261	6.2	5	6.2	2 266
Provision pour démantèlement courante	21	8.6	-		21
Provision pour restructuration courante	190	5.3	-		190
Autres passifs courants	1 530	5.7	-		1 530
Impôts et taxes d'exploitation	1 241	9.1.2	-		1 241
Impôt sur les sociétés	338	9.2.3	-		338
Produits constatés d'avance	2 134	4.4	-		2 134
Total des passifs courants	21 339		4 047		25 386

(1) Concerne exclusivement Orange Bank : prêts et créances envers la clientèle et les établissements de crédit à l'actif et dettes envers la clientèle et les établissements de crédit au passif.

1.8 Passage de l'EBITDA ajusté à l'EBITDA

Les principaux litiges comprenaient en 2015 notamment l'amende de (350) millions d'euros au titre du litige concurrence marché Entreprises. En 2014, ceux-ci intégraient principalement l'indemnité transactionnelle entre le Groupe et Bouygues Telecom pour mettre fin à un ensemble de litiges.

Les charges spécifiques de personnel reflètent en 2016 principalement l'impact des changements d'hypothèses et des effets d'expérience des différents accords TPS en France. En 2015, elles correspondaient principalement à l'effet du prolongement d'une année de l'accord TPS 2012. En 2014, ces charges intégraient notamment les effets des changements d'hypothèses des différents accords TPS en France (voir note 6.2).

La revue du portefeuille de titres et d'activités comprend en 2016 le résultat de cession de Fime pour 49 millions d'euros. En 2015, la revue du portefeuille de titres et d'activité intégrait principalement le résultat de cession de Dailymotion pour 170 millions d'euros (voir note 3.2) et les effets de la restructuration du portefeuille d'actifs. En 2014, le produit relatif à la revue du portefeuille de titres et d'activités comprend le résultat de cession d'Orange Dominicana pour 280 millions d'euros.

Les coûts des restructurations et d'intégration sont présentés en note 5.3.

Les autres éléments spécifiques incluent en 2016 les frais de transaction non aboutie avec Bouygues.

Principes comptables

Informations sectorielles

Les décisions sur l'allocation des ressources et l'appréciation de la performance des composantes d'Orange (ci-après dénommé « le Groupe ») sont prises par le président-directeur général (principal décideur opérationnel) au niveau des secteurs opérationnels, principalement constitués par les implantations géographiques. Ainsi, les secteurs opérationnels sont :

- la France (hors Entreprises) ;
- l'Espagne, la Pologne, la Belgique et le Luxembourg, et chacun des pays d'Europe centrale (avec un sous-total regroupant les pays de cette zone) ;
- chacun des pays d'Afrique et du Moyen-Orient (avec un sous-total regroupant les pays de cette zone) ;
- Entreprises ;
- les activités d'Opérateurs internationaux et Services partagés (OI&SP) qui comprend certaines ressources, principalement en matière de réseaux, de systèmes d'information, de recherche et développement, et d'autres expertises communes ainsi que la marque Orange ;
- Orange Bank.

L'utilisation des ressources partagées, fournies principalement par OI&SP et par France à Entreprises, est prise en compte dans les résultats sectoriels sur la base, soit des relations contractuelles existant entre entités juridiques, soit de références externes, soit d'une réallocation des coûts. La fourniture des ressources partagées est présentée en autres produits du secteur prestataire et l'utilisation de ces ressources est présentée parmi les charges incluses dans l'EBITDA du secteur utilisateur. Le coût des ressources partagées peut être affecté par les évolutions des relations contractuelles ou de l'organisation et se répercuter sur les résultats sectoriels présentés sur les différents exercices.

L'EBITDA ajusté et l'EBITDA sont des indicateurs de performance opérationnelle utilisés par le Groupe pour :

- piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels ; et
- mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

Les dirigeants du Groupe considèrent que la présentation de ces agrégats est pertinente puisqu'elle fournit aux utilisateurs des comptes les agrégats de pilotage utilisés en interne.

L'ESMA (*European Securities and Markets Authority*) a publié fin 2015 des orientations sur les indicateurs alternatifs de performance des résultats des sociétés cotées. Dans ce contexte, le Groupe a décidé d'intégrer au sein des états financiers la réconciliation de l'EBITDA ajusté avec l'EBITDA historiquement présenté et commenté dans le rapport de gestion.

L'EBITDA correspond au résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements, effets liés aux prises de contrôle, reprise des réserves de conversion des entités liquidées, perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations et résultat des entités mises en équivalence.

L'EBITDA ajusté correspond à l'EBITDA ajusté des effets des principaux litiges, charges spécifiques de personnel, revue du portefeuille de titres et d'activités, coûts des restructurations et d'intégration et autres éléments spécifiques le cas échéant.

Cet indicateur de mesure permet par rapport à l'EBITDA d'isoler les effets de certains facteurs spécifiques, indépendamment de leur récurrence ou non ou de leur nature de produits ou charges, lorsqu'ils sont liés :

- aux principaux litiges :

Les procédures associées résultent de la décision d'un tiers (autorité de régulation, justice, etc.) et surviennent sur une période décalée par rapport aux activités à la source du litige. Les coûts sont par nature difficilement prévisibles dans leur fondement, dans leur montant et leur période ;

- à des charges spécifiques de personnel :

Indépendamment des plans de départ inclus en coûts des restructurations, certains programmes d'aménagement du temps de travail des salariés affectent négativement la période où ils sont mis en œuvre. Il s'agit principalement des différents accords Temps Partiel Senior (TPS) en France ;

- à la revue du portefeuille de titres et d'activités :

Le Groupe conduit en permanence une revue de son portefeuille de titres et d'activités : dans ce cadre, des décisions de cession sont mises en œuvre qui par nature affectent ponctuellement la période où la cession intervient. Le résultat de cession correspondant affecte soit l'EBITDA soit le résultat net des activités cédées ou en cours de cession ;

- aux coûts des restructurations et d'intégration :

L'adaptation des activités du Groupe à l'évolution de l'environnement peut également générer d'autres natures de coûts de transformation. Ces actions affectent négativement la période où elles sont annoncées et engagées ; il s'agit à titre illustratif et non limitatif des conséquences de plans de transformation validés par les organes de gouvernance internes, par exemple en matière de plan d'occupation immobilière, réseau de distribution, réseau de sous-traitants, plans de départ de personnel, réseaux de communication (pour des coûts autres que l'amortissement ou la dépréciation d'actifs), charges d'intégration d'activités dans les 12 mois suivant leur acquisition (honoraires de conseil, frais de formation du personnel acquis, coûts de migration liés aux offres clients, charges de personnel affecté à la transition) ;

- le cas échéant, à d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges.

L'EBITDA ajusté et l'EBITDA ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux de trésorerie générés par l'activité.

Les CAPEX correspondent aux investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement et sont un indicateur utilisé en interne pour l'allocation des ressources. Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

Les actifs et passifs d'exploitation inter-secteurs sont présentés dans chaque secteur.

Les actifs et passifs non alloués des secteurs des activités télécoms comprennent essentiellement l'endettement financier externe, les disponibilités et quasi-disponibilités externes, les actifs et passifs d'impôt courant et différé ainsi que les capitaux propres. Les éléments d'endettement financier et les placements financiers entre ces secteurs sont présentés en éléments non alloués.

Pour Orange Bank, la ligne « autres » comprend les actifs et passifs listés ci-dessus ainsi que les prêts et créances et les dettes liées aux opérations de la banque.

Les autres principes comptables sont présentés au sein de chaque note à laquelle ils font référence.

Note 2 Description de l'activité et base de préparation des états financiers consolidés

2.1 Description de l'activité

Orange offre à ses clients particuliers, entreprises et autres opérateurs de télécommunications, une gamme étendue de services couvrant les communications fixes et mobiles, la transmission de données ainsi que d'autres services à valeur ajoutée, principalement dans la zone Europe, Afrique et Moyen-Orient. Le Groupe développe par ailleurs ses activités dans les services financiers sur mobile (Orange Money en Afrique, Orange Finance en Pologne, Orange Cash en France et en Espagne, Orange Bank en France).

Les activités d'opérateur de télécommunications sont soumises à licences et à réglementations sectorielles, de même les activités de services financiers sur mobile ont leur réglementation propre.

2.2 Base de préparation des états financiers consolidés 2016

Les états financiers consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration lors de sa séance du 22 février 2017 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2016 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne (disponibles sur Internet : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm) et présentés avec, en comparatif, les exercices 2015 et 2014 établis selon le même référentiel.

Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception du découpage de la norme IAS 39 et des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

Les principes retenus pour l'établissement des informations financières 2016 résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne d'application obligatoire au 31 décembre 2016 ;
- des options de comptabilisation et d'évaluation ouvertes par les normes IFRS :

Norme	Option retenue
IAS 1	Charges de désactualisation des passifs opérationnels (avantages au personnel, passifs environnementaux)
IAS 2	Stocks
IAS 7	Intérêts versés et dividendes reçus
IAS 16	Immobilisations corporelles
IAS 38	Immobilisations incorporelles
IFRS 3R	Participations ne donnant pas le contrôle

- des positions comptables retenues par le Groupe en vertu des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8 :

Objet	Note
Présentation des états financiers consolidés	États de synthèse et informations sectorielles
Impôts et taxes d'exploitation	9.1
Impôt sur les sociétés	9.2
Participations ne donnant pas le contrôle	
– Engagement d'achat de participations ne donnant pas le contrôle	3 et 13.6
– Transactions entre actionnaires d'entité contrôlée	

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

2.3 Évolution de la présentation des états financiers consolidés

Agrégats financiers

Depuis 2016, l'EBITDA ajusté et l'EBITDA sont présentés et définis dans la note 1 relative à l'information sectorielle.

Secteur Orange Bank

Le 4 octobre 2016, le Groupe a acquis Groupama Banque renommée Orange Bank (voir note 3). Les activités de la banque étant spécifiques

et encadrées par une réglementation propre, celles-ci font donc l'objet d'une gouvernance et d'un suivi de gestion dédiés au sein du Groupe. Ces activités répondent à la définition d'un secteur opérationnel indépendamment de leur localisation géographique. Bien que non matériel à date, le Groupe a néanmoins décidé de publier séparément dès 2016 ce secteur au sein de l'information sectorielle afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres des activités télécoms, en présentant un sous-total « activités télécoms » avant « Orange Bank » dans l'état de situation financière, le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie sectoriels consolidés.

Les états financiers consolidés ont par ailleurs été adaptés afin de prendre en compte les spécificités propres au secteur Orange Bank :

- état consolidé de la situation financière : les opérations liées à la clientèle sont présentées sur des lignes spécifiques, les autres actifs et passifs de la banque ont été ventilés au sein des rubriques existantes ;
- compte de résultat consolidé : il n'y a pas eu de création de nouvelles rubriques. Le produit net bancaire (PNB) est présenté au sein des « autres produits opérationnels » et le coût du risque en « autres charges opérationnelles » ;
- tableau des flux de trésorerie consolidés : une ligne complémentaire a été ajoutée au sein des flux nets de trésorerie générés par l'activité pour tenir compte des flux spécifiques liés aux activités de la banque.

2.4 Textes d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2016 et non appliqués par anticipation

Parmi ces textes, les principaux textes qui pourraient avoir un impact sur les comptes consolidés futurs sont les normes IFRS 9, IFRS 15 et IFRS 16 qui font l'objet d'un projet dédié au sein du Groupe :

Norme/Interprétation (date d'application pour le Groupe)	Conséquences pour le Groupe
IFRS 9 Instruments financiers (1 ^{er} janvier 2018)	<p>IFRS 9 modifie les conditions de comptabilisation des opérations de couverture et les grandes catégories comptables d'actifs et passifs financiers : compte tenu de la nature des transactions du Groupe, il n'est pas attendu de modification sensible à ce titre pour les activités télécoms et de la banque.</p> <p>IFRS 9 modifie également la reconnaissance du risque de crédit relatif aux actifs financiers en se fondant sur l'approche des pertes attendues <i>versus</i> les pertes encourues : ceci se traduira notamment pour les activités télécoms par la comptabilisation de dépréciations sur les créances clients non échues et dès l'accord de crédit pour la banque.</p>
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients (1 ^{er} janvier 2018)	<p>Les travaux approfondis réalisés jusqu'à présent confirment le principal effet attendu sur les comptes du Groupe, tel que précédemment communiqué.</p> <p>Celui-ci concernera le marché de la téléphonie mobile et plus spécifiquement la comptabilisation des contrats lorsqu'ils associent la vente à prix réduit d'un équipement et la souscription avec engagement de durée du client à un service de communication : le chiffre d'affaires global du contrat ne sera pas modifié, mais le rythme de reconnaissance et la répartition entre le terminal vendu et la prestation de service seront modifiés (plus de revenu d'équipement, moins de revenu de services).</p> <p>La reconnaissance accélérée du chiffre d'affaires se traduira au bilan par la présentation d'un actif sur contrat qui se transformera en créance client au fur et à mesure de la fourniture des services de communication.</p> <p>En outre, certains coûts incrémentaux d'acquisition et de rétention des clients (i.e. les paiements aux distributeurs directement attribuables au contrat, hors subventions) seront pris en charge de façon étalée sur la durée de la relation contractuelle.</p> <p>Le Groupe estime qu'il sera en mesure de communiquer de premières données quantifiées de l'effet de la norme durant le quatrième trimestre 2017. Il sera alors également en mesure de statuer sur l'option de traitement de l'effet rétrospectif de la norme : soit dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018 sans retraitement des périodes comparatives, soit dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2016 avec présentation des périodes comparatives 2016 et 2017 sous IFRS 15.</p>
IFRS 16 Contrats de locations (1 ^{er} janvier 2019)	<p>Cette norme introduit des dispositions affectant significativement la représentation comptable des locations ainsi que des agrégats financiers chez les locataires.</p> <p>Les locataires comptabiliseront l'ensemble de leurs contrats de location, à la livraison par le bailleur du droit d'usage, comme un actif en contrepartie d'un passif financier de façon similaire à une location-financement sous IAS 17. Outre le bilan, seront modifiés le compte de résultat (amortissements et intérêts au lieu de charges opérationnelles, accélération de la charge résultant de la composante intérêts) et le tableau des flux de trésorerie (seuls les intérêts continueront à affecter les flux d'exploitation, les flux d'investissement ne seront pas modifiés tandis que le remboursement de la dette affectera les flux de financement).</p> <p>La représentation comptable sera sensible :</p> <ul style="list-style-type: none"> – au niveau de jugement requis dans l'application des nouveaux critères de qualification d'un contrat de location ; – au choix de la mise en œuvre ou non d'une comptabilisation comme actif incorporel de certains contrats de capacité ; – aux lois et pratiques propres à chaque juridiction ou secteur d'activité en matière de durées d'engagement ferme de location consentie par les bailleurs ainsi que de combinaison des composantes fixe et variable des paiements contractuels ; – aux politiques d'estimation de la durée raisonnablement certaine des contrats qui seront retenues par chaque locataire ; – aux options retenues en matière de transition. <p>Par ailleurs, les différences entre les normes IFRS (IFRS 16) et US (ASU 2016-02) résulteront en des agrégats financiers divergents.</p> <p>Les modalités de première application rétrospective restent à définir par le Groupe : soit au 1^{er} janvier 2019 sans retraitement des périodes comparatives, soit au 1^{er} janvier 2017 avec présentation des périodes comparatives 2017 et 2018, sous IFRS 16.</p>

2.5 Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes du Groupe, la direction d'Orange procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2016 pourraient être sensiblement modifiées ultérieurement.

Par ailleurs, la direction exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions :

Thème	Nature du jugement comptable	
Note 3	Contrôle	Exercice du jugement dans certaines situations et évaluation permanente de la situation de contrôle qui peut conduire à des évolutions du périmètre de consolidation, par exemple en cas de modification ou d'extinction de pacte d'actionnaires ou de circonstances transformant des droits protectifs en droits participatifs.
Note 4	Ventes	Identification des éléments séparables d'une offre packagée.
Notes 5, 9 et 16	Achats et autres charges, impôts et litiges	Litiges et impôts : hypothèses sous-jacentes aux positions juridique et fiscale et à l'appréciation et quantification des mérites techniques des interprétations de la législation. Contrats fournisseurs onéreux : fait générateur et hypothèses sous-jacentes à la quantification.
Note 8	Immobilisations	Qualification en opérations conjointes des mutualisations de réseaux, sites ou équipements entre opérateurs. Contrats avec les <i>TowerCos</i> : choix de l'unité de compte retenue (tour ou espace occupé) et analyse des accords pour déterminer s'ils contiennent un contrat de location.
Notes 11 et 13	Actifs, passifs et résultat financiers Capitaux propres	Distinction entre instruments de capitaux propres et de dettes : appréciation des clauses particulières contractuelles.
Notes 12 et 15	Juste valeur des actifs et passifs financiers	Modèles, sélection des paramètres, hiérarchie de juste valeur, évaluation des risques de non-exécution, unité de compte des sociétés mises en équivalence.

Suivant les recommandations de l'ESMA reprises par l'AMF et relatives au classement de certaines transactions en dettes d'exploitation *versus* dettes financières, le traitement retenu par le Groupe est présenté dans les notes 5 et 12.

Reflétant les facteurs de risques de l'activité, les sources les plus significatives d'aléas sur le résultat net du Groupe sont liées à (présentées sans ordre d'importance compte tenu de l'incertitude inhérente à ces informations) :

Thème	Sources les plus significatives d'aléas sur le résultat net	
Notes 5, 9 et 16	Risques de sortie de ressources liés aux litiges et à la législation fiscale	Identification et débouclage des positions juridiques et fiscales incertaines.
Notes 7.3, 7.4, 8.2, 8.3, 8.4 et 10	Détermination des valeurs recouvrables dans les tests de pertes de valeur (écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles, titres mis en équivalence)	Sensibilité au taux d'actualisation, au taux de croissance à l'infini, aux hypothèses de plan d'affaires affectant les flux de trésorerie attendus (chiffres d'affaires, EBITDA et investissements). Appréciation de l'environnement concurrentiel, économique et financier des pays dans lequel le Groupe opère.
Note 8	Immobilisations	Détermination de la durée d'utilité des actifs en fonction de l'appréciation de l'évolution des environnements technologiques, réglementaires ou économiques (notamment migration de la boucle locale cuivre vers la fibre et autres technologies de montée en débit, migration de technologies radio). Provision pour démantèlement, remise en état de sites : horizon du démantèlement, taux d'actualisation, coût attendu.
Note 6.2	Avantages du personnel	Sensibilité au taux d'actualisation. Sensibilité au taux d'adhésion pour les dispositifs liés à l'emploi des seniors.
Note 12	Risques de marché financier	Sensibilité du résultat financier au risque de taux et de change (note 12.1). Sensibilité des actifs et passifs au risque de change (note 12.2). Sensibilité des dépôts de garantie-espèces aux taux de marché et aux cours de change (note 12.5).

Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre

3.1 Résultat de cession de titres et d'activités

Le résultat de cession de titres et d'activités s'élève à 59 millions d'euros en 2016 principalement lié à la cession de Fime pour 49 millions d'euros, contre 178 millions d'euros en 2015 (principalement lié à la cession de Dailymotion pour 170 millions d'euros) et 390 millions d'euros en 2014 (principalement lié à la cession d'Orange Dominicana pour 280 millions d'euros).

Le résultat de cession lié aux titres EE est présenté en « résultat net des activités cédées (EE) ».

3.2 Principales variations de périmètre

Variations de périmètre de l'exercice 2016

Cession d'EE

Orange a cédé le 29 janvier 2016 la totalité de sa participation dans EE à BT Group plc (BT) en contrepartie de 3 438 millions de livres sterling (soit 4 500 millions d'euros) en numéraire et d'une participation de 4 % dans l'entité BT valorisée, au cours d'ouverture de l'action du 29 janvier 2016, à 1 877 millions de livres sterling (soit 2 462 millions d'euros). Les engagements pris par le Groupe sur les titres BT ont expiré (voir note 11.7). Après ajustement de prix définitif, le montant encaissé net des coûts liés à la transaction, s'élève à 4 481 millions d'euros.

Le Groupe a mis en place une couverture contre le risque de change auquel il était exposé du fait de sa participation dans EE, libellée en livre sterling (voir note 11.8). L'effet net d'impôt de cette couverture est non significatif sur le résultat de cession.

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016
Valeur nette de cession d'EE ⁽¹⁾ (a)	7 138
Valeur nette comptable d'EE (b)	(5 725)
Reclassement des éléments du résultat global en résultat ⁽²⁾ (c)	840
Résultat net des activités cédées (a) + (b) + (c)	2 253

(1) Inclut des coûts de transaction et 173 millions d'euros de dividendes versés par EE préalablement à la cession en janvier 2016.

(2) Inclut principalement le recyclage en résultat des réserves de conversion pour 836 millions d'euros.

Les garanties données à BT Group Plc dans le cadre de la cession d'EE sont décrites en note 14.2.

Acquisition d'entités en Afrique

Le Groupe a acquis plusieurs opérateurs mobiles dans différents pays d'Afrique, le :

- 5 avril 2016, Cellcom Telecommunications Inc au Liberia, contrôlée par Orange Côte d'Ivoire ;

- 20 avril 2016, Oasis SA en République démocratique du Congo (opérateur Tigo en RDC) auprès du groupe Millicom ;
- 22 juin 2016, Airtel au Burkina Faso auprès du groupe Bharti, contrôlée par Orange Côte d'Ivoire ;
- 19 juillet 2016, Airtel en Sierra Leone auprès du groupe Bharti, contrôlée par le Groupe Sonatel.

2016

(en millions d'euros)

	Liberia	RDC	Burkina Faso	Sierra Leone
Coût d'acquisition ⁽¹⁾	104	160	521	226
Remboursement de prêts aux anciens actionnaires	16	-	-	79
Trésorerie acquise nette des frais liés à l'acquisition	2	18	(6)	-
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	122	178	515	305

(1) Le prix des acquisitions au Burkina Faso et en Sierra Leone est un prix estimé et fera, au cours du premier semestre 2017, l'objet d'ajustements notamment liés à la dette nette, au besoin en fonds de roulement et aux dépenses d'investissements.

Conformément à IFRS 3R – Regroupements d'entreprises, le Groupe dispose d'un an à compter de la date d'acquisition pour procéder à l'évaluation à la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs

assumés. Ces travaux ne sont pas encore finalisés, les montants communiqués au 31 décembre 2016 sont donc provisoires et susceptibles d'être revus au cours du premier semestre 2017.

À la date d'acquisition

(en millions d'euros)

	Liberia	RDC	Burkina Faso	Sierra Leone
Coût d'acquisition (a)	104	160	521	226
Actif net comptable acquis	8	70	59	(21)
Effets de l'évaluation à la juste valeur :				
Base clients ⁽¹⁾	10	-	31	6
Marque ^{(2) (3)}	6	1	1	0
Impôts différés nets	(4)	(0)	(9)	(2)
Actif net réévalué (b)	20	71	82	(17)
Écart d'acquisition (a) - (b)	84	89	439	243

(1) Amorties sur 5 ans au Liberia, 4 ans au Burkina Faso et en Sierra Leone.

(2) Amortie sur 15 ans au Liberia.

(3) Amorties sur 1 an en RDC, au Burkina Faso et en Sierra Leone (droits d'usage octroyés sur 1 an par les vendeurs et rebranding prévu en 2017 par le Groupe).

Les justes valeurs ont été évaluées selon la méthode des redevances (*relief from royalty*) pour la marque et selon la méthode des surprofits (*excess earnings*) pour la base clients.

Les écarts d'acquisition correspondent essentiellement au déploiement d'Orange dans de nouveaux pays d'Afrique ainsi qu'aux synergies attendues en RDC à la date d'acquisition entre Orange RDC et Oasis SA (fusion des deux entités depuis le 30 septembre 2016). La réappréciation des perspectives des activités en RDC au 31 décembre 2016 a conduit à déprécier l'écart d'acquisition (voir note 7.1).

L'effet de l'acquisition de ces entités en 2016 sur le chiffre d'affaires représente 222 millions d'euros.

Acquisition de Groupama Banque (devenue Orange Bank)

Le 4 octobre 2016, le Groupe est entré au capital de 65 % de Groupama Banque. Cette prise de contrôle a été effectuée par échange de titres entre Orange et Groupama pour un montant total

de 170 millions d'euros avec un effet dans les capitaux propres consolidés. Le Groupe a reçu des garanties usuelles générales et spécifiques.

L'allocation du prix d'acquisition à la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés fait apparaître un écart d'acquisition négatif qui se traduit par un profit comptabilisé dans le résultat de la période en application d'IFRS 3R. Cet écart d'acquisition s'explique par une faible rentabilité des fonds propres dont le niveau est déterminé réglementairement à un niveau élevé pour permettre de conduire ce type d'activité. À la date de prise de contrôle, toute insuffisance de rentabilité de l'exploitation ne peut donner lieu à la comptabilisation d'un passif dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix. Cette situation reflète également les caractéristiques actuelles observées sur le marché bancaire : les acquisitions récentes du secteur se sont effectuées généralement à un prix inférieur à la valeur comptable des fonds propres de la cible.

Par ailleurs, les principaux litiges d'Orange Bank sont mentionnés en note 16.4.

À la date d'acquisition

(en millions d'euros)

Coût d'acquisition (a)	170
Actif net comptable acquis	214
Effets de l'évaluation à la juste valeur ⁽¹⁾ :	
Actifs	
Portefeuille de crédits	37
Portefeuille de titres	99
Instruments de couverture	(15)
Autres	4
Passifs	
Opérations avec la clientèle	(66)
Titres de dette	(3)
Impôts différés nets	(3)
Actif net réévalué (b)	267
Écart d'acquisition (a) - (b)	(97)

(1) L'effet de la réévaluation des encours d'actifs et passifs financiers de la banque à la date de prise de contrôle se retournera sur les exercices futurs en contrepartie du résultat (produit net bancaire classé dans la rubrique « Autres produits opérationnels ») en fonction de l'échéance de ces encours.

La promesse d'achat, exerçable en 2023, consentie par Orange à Groupama sur 20 % du capital d'Orange Bank a été comptabilisée en passif financier à la date d'acquisition et la promesse de vente consentie par Groupama Groupe sur sa participation résiduelle (15 %) est un engagement non comptabilisé (voir note 14.2).

Cession de Telkom Kenya

Conformément à l'accord conclu le 6 novembre 2015 avec Helios Investment Partners, et suite à l'obtention des autorisations nécessaires, le Groupe a cédé l'intégralité de sa participation dans Telkom Kenya le 10 juin 2016. Cette cession n'a pas d'effet matériel sur le résultat de l'exercice.

Variations de périmètre de l'exercice 2015**Égypte**

Le 22 février 2015, le Groupe a exercé son option d'achat portant sur la totalité des intérêts résiduels détenus par OTMT dans ECMS en payant 210 millions d'euros (164 millions d'euros au titre des 5 % d'intérêts détenus par OTMT dans ECMS et 46 millions d'euros au titre des 28,75 % de droits de vote détenus par OTMT dans MT Telecom). Cette transaction a éteint la dette liée à l'engagement de rachat vis-à-vis des minoritaires.

Cession de Dailymotion

Orange a cédé la majorité de ses intérêts dans Dailymotion à Vivendi : 80 % le 30 juin 2015 pour 217 millions d'euros et 10 % en juillet 2015 pour 29 millions d'euros (soit 238 millions d'euros, net des frais de cession et de la trésorerie cédée). Des garanties, usuelles dans ce type de transaction, ont été accordées (voir note 14.2).

Cette opération s'est traduite par :

- un gain de cession de 139 millions d'euros ; et
- un gain de 31 millions d'euros au titre de la réévaluation à la juste valeur de l'intérêt résiduel.

Orange conserve 10 % du capital de Dailymotion, évalué à la juste valeur de 26 millions d'euros sur la base de l'option de vente consentie par Vivendi. Orange n'ayant pas exercé cette option, Vivendi peut à son tour exercer l'option d'achat accordée par Orange pour un montant fixe de 29 millions d'euros.

Acquisition de Jazztel

À l'issue d'une Offre Publique d'Achat amicale en numéraire portant sur 100 % des actions de Jazztel Plc, le Groupe a acquis le 1^{er} juillet

2015, 94,75 % de Jazztel au prix de 3 179 millions d'euros et le solde des actions en août 2015 pour 176 millions d'euros en exerçant son droit de retrait obligatoire de la cote. Le coût d'acquisition intègre également le coût du rachat des actions au titre du débouclage des options détenues par le personnel de Jazztel. Le décaissement s'élève à 3 306 millions d'euros, net de la trésorerie acquise (92 millions d'euros).

Parallèlement, le règlement en numéraire de l'acquisition a entraîné la fin du nantissement des 2,9 milliards d'euros d'instruments monétaires qui avaient servi de contre-garantie à la garantie de marché émise dans le cadre de l'offre. Pour mémoire, les actifs financiers concernés avaient été présentés en actifs financiers non courants (i.e. hors des quasi-disponibilités) au 31 décembre 2014.

Après allocation du prix d'acquisition aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés, l'écart d'acquisition s'élève à 2,1 milliards d'euros. L'écart d'acquisition comprend notamment le montant des synergies qui résulteront du rapprochement des entités Orange Espagne et Jazztel, principalement attribuables à l'optimisation des coûts du réseau, à la distribution des offres Jazztel via les boutiques Orange, aux ventes croisées des services ainsi qu'à la réduction de l'utilisation du réseau fibre de Telefónica.

(en millions d'euros)

À la date
d'acquisition

Prix d'acquisition	3 355
Coût du rachat des actions au titre du débouclage des options détenues par le personnel de Jazztel	43
Coût d'acquisition (a)	3 398
Actif net comptable acquis au 30 juin 2015	486
Effets de l'évaluation à la juste valeur :	
Relation clients ⁽¹⁾	672
Marque ⁽²⁾	106
Impôts différés nets	39
Actif net réévalué (b)	1 303
Écart d'acquisition (a) - (b)	2 095

(1) Amortie sur 7,5 ans.

(2) Amortie sur 15 ans.

L'effet de l'acquisition de Jazztel sur le chiffre d'affaires en 2015 représente 552 millions d'euros.

Consolidation de Médi Telecom

Le Groupe a exercé son option d'achat de 9 % du capital de Médi Telecom en juillet 2015 pour 80 millions d'euros et détient désormais 49 % du capital et 50,1 % des droits de vote de la société.

La consolidation de Médi Telecom dans les comptes du Groupe a donné lieu à la constatation d'un écart d'acquisition de 237 millions d'euros, après allocation du prix d'acquisition aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés. La réévaluation des intérêts antérieurement détenus n'a pas dégagé de résultat.

(en millions d'euros)

À la date
d'acquisition

Prix d'acquisition	80
Juste valeur des intérêts antérieurement détenus	335
Coût d'acquisition (a)	415
Actif net comptable acquis au 30 juin 2015	260
Effets de l'évaluation à la juste valeur :	
Relation clients ⁽¹⁾	100
Marque ⁽²⁾	26
Licences ⁽³⁾	21
Impôts différés nets	(44)
Actif net réévalué (b)	363
Quote-part des actifs et passifs revenant aux participations ne donnant pas le contrôle (c)	(185)
Écart d'acquisition (a) - (b) - (c)	237

(1) Amortie sur 5 à 8 ans.

(2) Amortie sur 1,5 an.

(3) Amorties sur 17 à 21 ans.

L'effet de l'acquisition de Médi Telecom sur le chiffre d'affaires en 2015 représente 249 millions d'euros.

Variations de périmètre de l'exercice 2014

Cession d'Orange Dominicana

Orange a finalisé le 9 avril 2014 la cession de 100 % d'Orange Dominicana à Altice.

La cession s'est traduite dans l'état de la situation financière par la sortie des actifs et passifs d'Orange Dominicana, présentés au 31 décembre 2013 en « actifs destinés à être cédés » et en « passifs liés aux actifs destinés à être cédés ».

Sur la base d'une valeur d'entreprise définie entre les parties, le prix de cession des titres d'Orange Dominicana s'élevait à 1,4 milliard de dollars soit 1,02 milliard d'euros, après prise en compte des coûts liés à la transaction.

Le résultat de cession d'Orange Dominicana représentait 280 millions d'euros en 2014. Le Groupe s'est acquitté auprès de l'administration fiscale dominicaine d'un impôt lié à la cession d'un montant de 237 millions de dollars, soit 172 millions d'euros. Le montant net encaissé à fin décembre 2014, après prise en compte principalement de l'impôt, s'élevait à 771 millions d'euros.

Les garanties usuelles accordées dans le cadre de cette cession sont mentionnées en note 14.2.

Perte de contrôle de Telkom Kenya

En 2014, Orange a souhaité mettre en œuvre des solutions permettant de répondre aux difficultés financières de Telkom Kenya. Devant les désaccords persistants avec le gouvernement kenyan, son coactionnaire, Orange a constaté son incapacité contractuelle à mettre en œuvre ces solutions sans l'accord de celui-ci. Cette situation a conduit le Groupe à constater qu'il avait perdu le contrôle de la société.

En conséquence, la participation d'Orange dans Telkom Kenya a été mise en équivalence au 31 décembre 2014. Ce changement de comptabilisation s'est traduit sur l'exercice 2014 par le reclassement de (83) millions d'euros des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle aux capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère et par l'absence d'effet significatif au compte de résultat.

Principes comptables

Variations de périmètre

Sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale les entités pour lesquelles le Groupe :

- détient le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement ; et
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement ; et
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

IFRS 10 requiert l'exercice du jugement et une évaluation permanente de la situation de contrôle.

La note 18, listant les principales sociétés consolidées, fournit des précisions pour les situations où le pourcentage de détention ne donne pas une présomption de fait.

Les coentreprises et les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 20 % et 50 %) sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Lors de la détermination du niveau de contrôle ou d'influence notable exercés sur l'entité à la date de clôture, l'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

Prises de contrôle (regroupements d'entreprises)

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition :

- le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris toute clause d'ajustement de prix, à la date de prise de contrôle. Toute variation ultérieure de juste valeur d'un ajustement de prix est comptabilisée en résultat ou en autres éléments du résultat global, selon les normes applicables ;
- la différence entre la contrepartie transférée et la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris à la date de prise de contrôle représente l'écart d'acquisition, comptabilisé à l'actif de l'état de la situation financière. Compte tenu de l'activité du Groupe, les évaluations à la juste valeur des actifs identifiables sont en général principalement liées aux licences, aux relations contractuelles avec les clients ainsi qu'aux marques (qui ne peuvent être immobilisées lorsqu'elles sont développées en interne) avec en corollaire les impôts différés associés. La juste valeur de ces actifs, qui ne peut être observée, est approchée par des méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts (exemple : la méthode *Greenfield* pour l'évaluation des licences, la méthode *relief from royalty* pour l'évaluation de la marque et la méthode *excess earnings* pour la base clients).

Pour chaque prise de contrôle impliquant une prise de participation inférieure à 100 %, la fraction d'intérêt non acquise (participations ne donnant pas le contrôle) est évaluée :

- soit à sa juste valeur : dans ce cas, un écart d'acquisition est comptabilisé pour la part relative aux participations ne donnant pas le contrôle ;
- soit à sa quote-part d'actif net identifiable de l'entité acquise : dans ce cas, seul un écart d'acquisition au titre de la part acquise est comptabilisé.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont directement comptabilisés en charges opérationnelles de période.

Lorsque la prise de contrôle est réalisée par étapes, la quote-part d'intérêt antérieurement détenue est réévaluée à sa juste valeur à la date de prise de contrôle, en contrepartie du résultat d'exploitation. Les autres éléments du résultat global afférents sont reclassés en totalité en résultat.

Transfert interne de titres consolidés

Les normes IFRS n'apportant pas de précision sur le traitement comptable d'un transfert interne de titres consolidés entraînant une variation de pourcentage d'intérêts, le Groupe applique le principe suivant :

- les titres transférés sont maintenus à leur valeur historique et le résultat de cession est éliminé en totalité chez l'entité acquérant les titres ;
- les participations ne donnant pas le contrôle sont ajustées pour refléter la variation de leur part dans les capitaux propres en contrepartie des réserves consolidées sans que le résultat ni les capitaux propres ne soient affectés.

Actifs détenus en vue de la vente

Le Groupe qualifie un actif ou un groupe d'actifs comme étant destiné à être cédé, lorsque :

- la direction s'est engagée sur un plan de vente ;
- il est disponible pour une vente immédiate dans son état actuel, sous réserve d'éventuelles conditions suspensives habituelles pour des cessions similaires ; et
- sa cession est hautement probable à l'horizon d'un an.

Ainsi, lorsque le Groupe est engagé dans un plan de cession impliquant la perte de contrôle ou d'influence notable sur l'un de ses actifs, il reclasse l'ensemble des actifs et passifs de l'entité concernée sur une ligne séparée dans l'état de la situation financière : « Actifs/Passifs destinés à être cédés », pour la valeur la plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des frais de cession.

Par ailleurs, lorsque l'actif ou le groupe d'actifs à céder est constitutif d'un secteur opérationnel majeur, sa contribution au résultat est présentée sur une ligne distincte après le résultat net des activités poursuivies et sa contribution aux flux de trésorerie est mentionnée dans l'état des flux de trésorerie.

Note 4 Ventes

4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est présenté en information sectorielle (voir note 1.1). Il regroupe les lignes de produits suivants (hors Entreprises et Opérateurs Internationaux & Services Partagés) :

- services mobiles : le chiffre d'affaires des services mobiles comprend le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée, du *Machine to Machine*, le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming*) des clients d'autres réseaux (itinérance nationale et internationale), le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) et le chiffre d'affaires du partage de réseaux ;
- ventes d'équipements mobiles : ventes d'équipements mobiles subventionnés et non subventionnés hors ventes d'accessoires ;
- services fixes : le chiffre d'affaires des services fixes comprend le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe classique, des services fixes haut débit, des solutions et réseaux d'entreprises (à l'exception du secteur opérationnel France, pour lequel les solutions et réseaux d'entreprises sont portés par le secteur opérationnel Entreprises) et des services aux opérateurs (interconnexion nationale et internationale, dégroupage et vente en gros de lignes téléphoniques) ;
- autres revenus : le chiffre d'affaires des autres revenus comprend le chiffre d'affaires des ventes et locations d'équipements fixes, les ventes d'accessoires mobiles et divers autres revenus.

Le chiffre d'affaires du secteur Entreprises est présenté selon les lignes de produits suivantes :

- services de voix : les services de voix comprennent les offres de voix historiques (accès PSTN), et les produits de Voix sur IP (VoIP), les services d'audioconférence, ainsi que le trafic entrant pour centres d'appels ;

- services de données : les services de données comprennent les solutions de données historiques qu'Orange Business Services continue à offrir (*Frame Relay*, *Transrel*, liaisons louées, bas débit), ceux ayant atteint une certaine maturité tels que l'IP-VPN et les produits d'infrastructure haut débit comme les accès par satellite ou la fibre optique. Les services de données incluent également la télédiffusion et les offres de nomadisme *Business Everywhere* ;
- services d'intégration et des technologies de l'information : les services d'intégration et des technologies de l'information incluent les services de communication et de collaboration unifiés (LAN et téléphonie, conseil, intégration, gestion de projet), les services d'hébergement et d'infrastructure (dont le *Cloud Computing*), les services applicatifs (gestion de la relation client et autres services applicatifs), les services de sécurité, les offres de vidéoconférence, ainsi que les ventes d'équipements liées aux produits et services ci-dessus.

Le chiffre d'affaires du secteur Opérateurs Internationaux & Services Partagés regroupe :

- les activités de déploiement du réseau international et longue distance, l'activité de pose et de maintenance des câbles sous-marins ainsi que l'activité de vente et de services aux opérateurs internationaux ;
- les services partagés qui hébergent les fonctions support et transverses de l'ensemble du Groupe, Sofrecom et ses filiales, les activités Contenus et Audience ainsi que la marque Orange. Les services partagés sont en grande partie refacturés aux autres secteurs opérationnels à travers des redevances de marque, des prestations de services Groupe et des refacturations spécifiques au cas par cas.

Principes comptables

Le chiffre d'affaires issu des activités du Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante.

Éléments séparables d'une offre packagée et offres liées : De nombreuses offres de services proposées sur les marchés principaux du Groupe comportent deux éléments : un équipement (par exemple un terminal mobile) et un service (par exemple un forfait de communication).

Ainsi, pour les offres liées comprenant un terminal vendu à prix réduit et une prestation de service de télécommunications, le revenu reconnu au titre de la vente du terminal est limité au montant contractuel non conditionné à la réalisation de la prestation de service, c'est-à-dire au montant payable par le client pour le terminal : ce montant correspond classiquement au montant payé lors de sa livraison, ou pour les offres à paiement échelonné, aux montants actualisés payables sur 12 ou 24 mois.

Pour les offres commerciales pour lesquelles des éléments séparables ne peuvent être identifiés, le chiffre d'affaires relatif à l'offre est reconnu dans sa globalité sur la durée du contrat. Ainsi, la connexion au service, qui constitue le principal cas d'application de cette méthode, ne constitue pas un élément séparable de l'offre d'abonnement et de communication elle-même et les revenus associés à la première connexion au service sont étalés sur la durée moyenne de la relation contractuelle attendue.

La vente d'équipement, quand elle est séparable, est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur. La mise à disposition d'une *box* Internet ne constitue ni un élément séparable de l'offre de service d'accès à Internet ni une location, Orange conservant le contrôle de la *box* et de son usage.

Lorsqu'une vente d'équipement, associée à la souscription d'un service de télécommunications, est réalisée par un distributeur tiers qui s'approvisionne auprès du Groupe et bénéficie d'une rémunération d'apport de clientèle, le chiffre d'affaires est :

- comptabilisé à la date de réalisation de la vente auprès du client final ;
- évalué en fonction de la meilleure estimation du prix de vente au client final, compte tenu des subventions accordées au distributeur au moment du placement et rétrocédées au client final sous la forme d'un tarif remisé sur l'équipement.

L'octroi d'un droit d'usage sur des équipements est analysé conformément aux dispositions d'IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location » pour déterminer si IAS 17 « Contrats de location » est applicable. Les revenus liés à la location d'équipement sont comptabilisés linéairement sur la durée du contrat, sauf lorsque ce dernier est qualifié de location-financement ; dans ce cas l'équipement est alors considéré comme vendu à crédit.

Prestations de services : Pour la clientèle Grand Public et entreprises, les produits des abonnements téléphoniques et d'accès à Internet sont comptabilisés de manière linéaire sur la durée de prestation de l'abonnement et les produits des communications téléphoniques entrantes et sortantes, d'itinérance à l'international, ou d'échanges de données facturés aux clients sont enregistrés lorsque la prestation est rendue. Le Groupe propose à ses clients Entreprises des solutions sur mesure : gestion du réseau de télécommunication, accès, voix et données, migration. Ces contrats comportent des clauses contractuelles relatives à des remises commerciales conditionnelles qui sont comptabilisées en moins du chiffre d'affaires selon les modalités propres à chaque contrat. Les coûts de migration engagés par le Groupe dans le cadre de ces contrats sont comptabilisés en résultat à la date où ils sont encourus sauf lorsque les contrats prévoient une indemnisation en cas de rupture anticipée.

Pour la clientèle opérateurs, les ventes en gros d'abonnement sont reconnues *pro rata temporis* car cela représente la meilleure estimation de la consommation de la prestation, et les ventes en gros de trafic voix ou *data* (terminaison sur le réseau Orange, trafic international) sont enregistrées lorsque la prestation est rendue. Entre les opérateurs de transit majeurs (*carriers* internationaux), les volumes de minute échangés sont facturés et comptabilisés en brut (et réglés le plus souvent sur une base nette) et les volumes de *data* ne sont pas facturés (*Free peering*). Pour les acteurs de l'*over-the-top content* (OTT) (Google, Apple, Microsoft,...) les volumes de données qu'ils émettent ne sont pas facturés (*Free peering* et net neutralité) et non reconnus en chiffre d'affaires.

Les produits relatifs à la vente de capacités de transmission sur des câbles sous-marins et terrestres ainsi qu'aux offres d'accès à la boucle locale sont enregistrés linéairement sur la durée contractuelle.

La comptabilisation des contrats de vente de contenu en brut ou net des reversements au fournisseur dépend de l'analyse des faits et circonstances liés à chaque transaction. Ainsi, les revenus sont comptabilisés en net lorsque les fournisseurs sont responsables de la fourniture du contenu vis-à-vis du client final et fixent les prix de détail. Ce principe est appliqué notamment pour les revenus des numéros à revenus et à coûts partagés (numéros à tarification spéciale, etc.) ainsi que les revenus issus de la vente ou de la mise à disposition de contenus (audio, vidéo, jeux, etc.) au travers des différents moyens de communication du Groupe (mobile, PC, TV, téléphone fixe, etc.).

Le Groupe inclut dans tous ses contrats commerciaux, des engagements de niveaux de services (délais de livraison, temps de rétablissement). Ces niveaux de services couvrent les engagements donnés par le Groupe au titre des processus de commande, de livraison et de service après-vente. Le non-respect de l'un de ces engagements conduit le Groupe à verser une compensation au client final qui prend généralement la forme d'une réduction tarifaire enregistrée en diminution du chiffre d'affaires. Ces pénalités sont comptabilisées dès lors qu'il est probable qu'elles seront versées.

Le chiffre d'affaires est présenté net des remises accordées. Dans le cadre d'offres commerciales relatives à certains contrats comprenant des engagements de durée des clients, le Groupe octroie par contrat une gratuité ou réduction de prix temporaire. Lorsque ces gratuités sont conditionnées à un engagement de durée, le revenu total du contrat peut être étalé sur la totalité de la durée de l'engagement contractuel.

Les points de fidélité attribués aux clients sont considérés comme un élément séparable restant à livrer dans la transaction ayant généré l'acquisition de ces points. Une partie du revenu des prestations facturées est allouée à ces points sur la base de leur juste valeur, compte tenu d'un taux estimé d'utilisation, et différée jusqu'à la date de transformation effective des points en avantages. La juste valeur est définie comme le surcroît de valeur de la prime octroyée au client fidèle sur la prime qui serait octroyée à tout nouveau client. Ce principe est appliqué pour les deux types de programmes existant au sein du Groupe, ceux sous condition de souscription d'un nouvel engagement contractuel et ceux sans condition d'engagement.

Les contrats de concession de services public-privé sont comptabilisés selon les dispositions d'IFRIC 12 « Accords de concession de services ». En phase de construction, le revenu est reconnu à l'avancement des travaux selon la norme IAS 11, et en phase d'exploitation et maintenance, il est reconnu conformément à la norme IAS 18.

En contrepartie de son activité de concessionnaire, le Groupe est titulaire d'un droit à percevoir une rémunération soit de la personne publique soit des usagers du service public. Ce droit est comptabilisé en :

- actif incorporel, si le Groupe dispose d'un droit à percevoir des paiements des usagers du service public. Cet actif correspond à la juste valeur de l'infrastructure et est amorti sur la durée du contrat ;
- créance financière, si le Groupe dispose d'un droit inconditionnel à percevoir des redevances de la personne publique. Cette créance correspond à la juste valeur de l'infrastructure et est comptabilisée au coût amorti.

4.2 Autres produits opérationnels

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Produits du service universel	10	18	14
Intérêts de retard sur créances clients	58	45	44
Redevances de marque et rémunération de gestion ⁽¹⁾	24	93	124
Crédits d'impôts et subventions	70	39	43
Résultat de cession des immobilisations	126	58	41
Produit Net Bancaire (PNB)	21	-	-
Autres produits	430	389	448
Total	739	642	714

(1) Facturées à certaines entités non consolidées.

Le Produit Net Bancaire (PNB) du compte de résultat consolidé est le solde net des produits et charges d'exploitation bancaire d'Orange Bank. Il est établi conformément aux pratiques de présentation comptable habituellement utilisées en France dans le secteur bancaire.

Les autres produits incluent principalement les produits sur créances clients dépréciées, les produits sur dommages aux lignes ainsi que les pénalités et les remboursements des clients.

4.3 Créances clients

(en millions d'euros)

	2016	2015
Valeur nette des créances clients en début de période	4 876	4 612
Variations liées à l'activité	(87)	59
Variations de périmètre ⁽¹⁾	78	189
Écarts de conversion ⁽²⁾	(122)	21
Reclassements et autres ⁽³⁾	219	(5)
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-
Valeur nette des créances clients en fin de période	4 964	4 876

(1) Principalement le Burkina Faso en 2016 et Jazztel en 2015.

(2) En 2016, la variation relative aux écarts de conversion est essentiellement liée à l'effet de la dévaluation de la monnaie égyptienne.

(3) Comprend les créances issues des offres de locations-financement d'équipements aux entreprises proposées notamment par Orange Lease. Celles-ci ont été reclassées en créances clients afin d'harmoniser le traitement des offres à étalement de paiement (voir *principes comptables*).

Au 31 décembre 2014, un programme de titrisation de créances commerciales d'Orange en France était en place. Orange conservant les risques relatifs aux créances commerciales ainsi cédées, et notamment le risque de crédit, les critères de déconsolidation ne sont pas remplis, de sorte que les créances ainsi que la dette externe du véhicule de titrisation demeurent dans l'état de la situation financière. Au cours de l'année 2015, Orange a mis fin à ce programme de cessions de créances à des fonds communs de titrisation (FCT). Ces mêmes FCT ont ensuite été liquidés.

Suite à la commercialisation auprès de ses clients d'offres d'achat de téléphones mobiles avec paiement étalé sur 24 mois, Orange Espagne a mis en place en 2015 un programme de cession sans recours de ces créances de paiement différé. Celles-ci sont dé-reconnues du bilan. Les créances cédées au 31 décembre 2016 ont généré un encaissement anticipé d'environ 185 millions d'euros (environ 100 millions d'euros au 31 décembre 2015).

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Créances clients dépréciées sur la base de l'ancienneté	905	920	967
Créances clients dépréciées sur la base d'autres critères	568	466	384
Créances clients nettes échues	1 473	1 386	1 351
Non échues	3 491	3 490	3 261
Créances clients nettes	4 964	4 876	4 612
Dont part à court terme	4 683	4 773	4 450
Dont part à long terme ⁽¹⁾	281	103	162
Dont créances clients nettes des activités télécoms	4 964	4 876	4 612
Dont créances clients nettes des activités de la banque	-	-	-

(1) Comprend les créances de terminaux mobiles sur vente à paiement échelonné dont l'échéance est au-delà de 12 mois ainsi que les créances issues d'offres de location-financement d'équipements aux entreprises (voir principes comptables).

Pour les créances clients faisant l'objet d'une dépréciation évaluée sur la base de l'ancienneté, la balance âgée des créances nettes échues à la clôture est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Échues – moins de 180 jours	569	585	696
Échues – entre 180 et 360 jours ⁽¹⁾	143	169	117
Échues – plus de 360 jours ⁽¹⁾	193	166	154
Créances clients nettes échues et dépréciées sur la base de l'ancienneté	905	920	967

(1) Comprend principalement des créances envers des services de l'État, des collectivités territoriales et des opérateurs de télécommunications.

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation de la dépréciation sur créances clients dans l'état de la situation financière :

(en millions d'euros)	2016	2015	2014
Dépréciations sur créances clients en début de période	(820)	(661)	(785)
Dotation nette comptabilisée au résultat	(275)	(279)	(269)
Pertes réalisées sur créances clients	315	390	310
Variations de périmètre ⁽¹⁾	(3)	(233)	45
Écarts de conversion	18	(5)	(9)
Reclassements et autres	(9)	(32)	47
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	-
Dépréciations sur créances clients en fin de période	(774)	(820)	(661)

(1) Principalement Jazztel et Média Telecom en 2015.

Principes comptables

Les créances clients, essentiellement à court terme et sans taux d'intérêt déclaré, sont inscrites dans l'état de la situation financière pour la valeur nominale de la créance à l'origine. Les créances clients relatives aux offres de paiement différé à 12 ou 24 mois proposées aux clients pour l'achat de téléphone mobile sont inscrites dans l'état de la situation financière pour leur valeur actualisée, en éléments courants. Les créances résultant de la location-financement d'équipements aux entreprises, sont reconnues en créances d'exploitation courantes car elles s'inscrivent dans le cadre normal d'exploitation.

La dépréciation des créances clients est fondée sur deux méthodes :

- une méthode collective à fondement statistique : elle est fonction de l'historique des pertes et conduit à appliquer un taux de dépréciation par tranche échue de la balance âgée. L'analyse est réalisée sur un ensemble homogène de créances, présentant des caractéristiques de crédit similaires du fait de leur appartenance à une catégorie de client (Grand Public, professionnel) ;
- une méthode individuelle : l'appréciation de la probabilité et du montant de perte est effectuée sur la base de facteurs qualitatifs pertinents (antériorité du retard de règlement, autres encours avec la contrepartie, notation par un organisme externe, situation géographique). Cette méthode est principalement utilisée pour les clients opérateurs (nationaux et internationaux), administrations et collectivités publiques ainsi que pour les grands comptes des Services de Communications Entreprises.

Les pertes de valeur comptabilisées pour un groupe de créances constituent l'étape intermédiaire précédant l'identification des pertes de valeur sur les créances individuelles. Dès que ces informations sont disponibles (client en redressement ou liquidation judiciaire), ces créances sont alors retirées de la base de dépréciation statistique et dépréciées distinctement.

Les créances peuvent faire l'objet de cessions. Lorsqu'elles sont cédées à des fonds communs de titrisation consolidés, elles sont maintenues au bilan. D'autres cessions auprès d'institutions financières peuvent conduire à leur décomptabilisation.

4.4 Produits constatés d'avance

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Cartes téléphoniques prépayées	266	310	309
Frais d'accès aux services	704	664	670
Programmes de fidélisation	58	76	71
Autres chiffres d'affaires constatés d'avance ⁽¹⁾	1 021	987	868
Autres produits opérationnels constatés d'avance	85	99	38
Total	2 134	2 136	1 956

(1) Comprend principalement les abonnements.

(en millions d'euros)	2016	2015
Produits constatés d'avance en début de période	2 136	1 956
Variations liées à l'activité	(33)	97
Variations de périmètre	77	55
Écarts de conversion	(56)	16
Reclassements et autres	10	12
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-
Produits constatés d'avance en fin de période	2 134	2 136

4.5 Autres actifs

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Avances et acomptes	99	85	92
Consortiums câbles sous-marins	235	410	243
Dépôts Garantie et Cautionnements versés	78	57	54
Orange Money – cantonnement de la monnaie électronique ⁽¹⁾	319	-	-
Autres	448	516	364
Total	1 179	1 068	753

(1) Ces créances ont pour contrepartie des dettes du même montant (voir principes comptables et note 5.7).

La hausse des autres actifs « Consortiums câbles sous-marins » entre 2014 et 2015 est due au lancement de la 2^e phase de construction du câble ACE (*Africa Coast to Europe*) sur le 3^e trimestre 2015.

(en millions d'euros)	2016	2015
Autres actifs en début de période	1 068	753
Variations liées à l'activité	24	304
Variations de périmètre ⁽¹⁾	98	12
Écarts de conversion	(16)	4
Reclassements et autres	5	(5)
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-
Autres actifs en fin de période	1 179	1 068
Dont autres actifs non courants	106	85
Dont autres actifs courants	1 073	983

(1) Principalement le Burkina Faso en 2016.

Principes comptables

Les autres actifs « **Consortiums câbles sous-marins** » correspondent aux créances vis-à-vis des membres de consortiums de câbles sous-marins lorsque Orange est mandaté pour centraliser les paiements aux fournisseurs équipementiers assurant la construction et l'exploitation de ces câbles. Ces créances ont pour contrepartie des dettes du même montant (voir note 5.7).

Orange Money est une solution universelle de transferts d'argent, de paiements et d'accession à des services financiers à travers un compte de monnaie électronique (« ME ») associé à un numéro de mobile Orange.

Depuis 2016, le groupe Orange est devenu Émetteur de Monnaie Électronique (« EME ») dans certains des pays dans lesquels il est présent par le biais de filiales internes dédiées et agréées. Les EME, garants en dernier ressort du remboursement des porteurs de ME, sont tenus réglementairement de cantonner les fonds collectés en échange de l'émission de ME (obligation de protection des porteurs). Le modèle de distribution de la ME s'appuie sur les filiales opérationnelles d'Orange et des distributeurs tiers. Les EME émettent de la ME (ou unités de valeur « UV ») sur demande de ces distributeurs en échange de fonds collectés auprès de ceux-ci. Les distributeurs cèdent à leur tour la ME détenue aux porteurs finaux.

Aux bornes du groupe Orange, le cantonnement s'entend comme la protection des porteurs tiers (distributeurs et clients).

Ces opérations sont sans effet sur la dette nette du Groupe et se traduisent dans les comptes du Groupe par la création de deux rubriques dans l'état de la situation financière :

- cantonnement à l'actif pour un montant nécessairement égal à la ME en circulation à l'extérieur du groupe Orange (ou UV en circulation) ;
- UV en circulation au passif, représentatives de l'obligation de rembourser les porteurs tiers (clients et distributeurs tiers).

Ces deux rubriques sont présentées en « autres actifs » et « autres passifs » et en flux de trésorerie de l'activité en « variation du besoin en fonds de roulement ».

4.6 Transactions avec les parties liées

L'État, directement ou à travers Bpifrance Participations, est l'un des principaux actionnaires. Les prestations de communications fournies aux services de l'État sont rendues dans le cadre d'une mise en concurrence par chacun des services individualisés par nature de prestation et sont immatérielles au regard du chiffre d'affaires consolidé.

Les transactions avec les entités mises en équivalence sont présentées en note 10.

Principes comptables

Le groupe Orange retient les catégories de parties liées suivantes :

- les principaux dirigeants du Groupe et leur famille (voir note 6) ;
- l'État français, et ses démembrements Bpifrance Participations et administrations centrales de l'État (voir notes 9 et 13) ;
- les entreprises associées, les coentreprises dans lesquelles le Groupe est coassocié (*joint-venture*), et les entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation significative (voir note 10).

Note 5 Achats et autres charges

5.1 Achats externes

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Charges commerciales et coûts de contenus	(6 800)	(6 549)	(6 499)
<i>dont coût des terminaux et autres équipements vendus</i>	(3 970)	(3 920)	(3 840)
<i>dont dépenses de publicité, promotion, sponsoring et rebranding</i>	(894)	(850)	(840)
Achats et reversements aux opérateurs	(5 459)	(5 228)	(4 743)
Autres charges de réseaux, charges informatiques	(2 999)	(2 871)	(2 830)
Autres achats externes	(3 023)	(3 049)	(3 179)
<i>dont charges de location simple</i>	(1 156)	(1 163)	(1 157)
Total	(18 281)	(17 697)	(17 251)

Principes comptables

Les engagements fermes d'achat sont présentés dans les engagements contractuels non comptabilisés.

Les coûts d'acquisition et de renouvellement des contrats clients autres que ceux encourus dans le cadre des programmes de fidélisation sont enregistrés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, c'est-à-dire lors de l'acquisition ou du renouvellement. Dans certains cas, les clauses contractuelles avec les distributeurs prévoient un intéressement assis sur le chiffre d'affaires généré et encaissé : cet intéressement est constaté en charges lors de la comptabilisation de ce chiffre d'affaires.

Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Contrats onéreux : en cours de contrat, lorsque les circonstances ayant présidé à leur signature ont évolué, certains engagements pris avec des fournisseurs peuvent se révéler être des contrats onéreux, c'est-à-dire que les coûts inévitables pour satisfaire les obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus du contrat : tel peut être le cas de contrats de location comportant des surfaces excédentaires suite à la libération d'espaces par l'évolution technologique ou des effectifs. Le caractère onéreux est constaté lorsque l'entité met en œuvre un plan détaillé de réduction de ces engagements.

5.2 Autres charges opérationnelles

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Charges du service universel	(47)	(30)	(35)
Dépréciations et pertes sur créances clients – activités des télécoms	(275)	(279)	(269)
Litiges	(86)	(506)	(485)
Coût du risque de crédit bancaire	(2)	-	-
Autres charges	(133)	(254)	(67)
Total	(543)	(1 069)	(856)

Les dépréciations et pertes sur créances clients sont détaillées en note 4.3.

Les charges relatives aux litiges faisant l'objet de provision ou de paiement immédiat comprennent essentiellement en 2015 l'amende au titre du litige concurrence marché Entreprises pour 350 millions d'euros ainsi que les effets de la restructuration du portefeuille d'actifs. En 2014, les litiges comprennent principalement l'indemnité transactionnelle prévue dans le protocole d'accord signé en mars 2014 entre le Groupe et Bouygues Telecom pour mettre fin à un ensemble de litiges.

Le coût du risque de crédit concerne uniquement Orange Bank et comprend les dotations et reprises sur les dépréciations des titres à revenus fixes, des prêts et créances à la clientèle ainsi que les dotations et reprises de dépréciations relatives aux engagements de garantie donnés, les pertes sur créances et les récupérations de créances amorties.

5.3 Coûts des restructurations et d'intégration

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Coûts des restructurations	(428)	(151)	(439)
Plans de départ des salariés ⁽¹⁾	(128)	(80)	(43)
Immobilier ⁽²⁾	(74)	36	(316)
Réseaux de distribution ⁽³⁾	(181)	(98)	(40)
Contenus	-	(3)	(11)
Dépréciation d'actifs liée aux contrats onéreux	(25)	-	-
Autres	(20)	(6)	(29)
Coûts d'intégration	(71)	(21)	-
Jazztel ⁽⁴⁾	(43)	(21)	-
Frais d'acquisition sur titres	(23)	-	-
Autres	(5)	-	-
Total	(499)	(172)	(439)

(1) Principalement les plans de départs volontaires d'Orange Espagne en 2016 (environ 500 personnes concernées), les plans de départ d'Orange Polska en 2015 et d'Orange Business Services en 2014.

(2) Concerne essentiellement des contrats onéreux sur baux immobiliers en France.

(3) Concerne principalement les coûts de la cessation de la relation avec certains distributeurs indirects en France.

(4) Concerne principalement les coûts de rupture de contrats opérationnels dans le cadre de l'intégration des activités de Jazztel (essentiellement lié aux IRU et liaisons louées).

Certains coûts de restructurations et d'intégration ne transitent pas par les comptes de provisions dont les mouvements sont présentés ci-après :

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Provision pour restructuration et intégration en début de période	414	498	312
Dotation avec effet au compte de résultat	234	122	349
Reprise de provision non utilisée avec effet au compte de résultat	(19)	(60)	(7)
Actualisation avec effet au compte de résultat	-	-	1
Utilisation sans effet au compte de résultat	(205)	(147)	(157)
Variations de périmètre	-	-	-
Écarts de conversion	(1)	2	1
Reclassements et autres	(48)	(1)	(1)
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	-
Provision pour restructuration et intégration en fin de période	375	414	498
Dont provision non courante	185	225	336
Dont provision courante	190	189	162

Principes comptables

Les coûts des restructurations sont des coûts de programmes conduits régulièrement par le Groupe afin de réorganiser et/ou de transformer son activité.

Une provision est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les natures de coûts admis par le Groupe en restructuration concernent principalement les :

- plans de départs des salariés ;
- indemnités versées aux fournisseurs pour rupture de contrat (réseaux de distribution, activités de contenus,...) ;
- coûts des locaux inoccupés ;
- plans de transformation dans les infrastructures de réseaux de communication.

Les coûts d'intégration constituent un cas particulier des coûts des restructurations. Ces coûts sont encourus lors de l'acquisition d'entités juridiques. Ils sont induits sur une période de 12 mois maximum suivant la date de prise de contrôle.

Les natures des coûts d'intégration admises par le Groupe concernent principalement les coûts des restructurations générés par l'acquisition d'une entité et les frais liés à l'acquisition de l'entité.

5.4 Stocks d'équipements et droits de diffusion

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Stocks de terminaux	594	554	511
Autres produits/services vendus	29	26	21
Droits de diffusion disponibles	45	50	42
Autres fournitures et divers	205	185	179
Valeur brute	873	815	753
Dépréciation	(54)	(52)	(44)
Valeur nette	819	763	709

(en millions d'euros)

	2016	2015
Stocks en début de période	763	709
Variations liées à l'activité	62	42
Variations de périmètre	3	(1)
Écarts de conversion	(9)	1
Reclassements et autres	(0)	12
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-
Stocks en fin de période	819	763

Principes comptables

Les matériels de maintenance des réseaux et les équipements destinés aux clients sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Pour les équipements destinés aux clients, celle-ci prend en compte les produits futurs attendus des nouveaux abonnements liés à la vente des équipements. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production, qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks de terminaux comprennent des stocks assimilés à des stocks en consignation auprès des distributeurs lorsque ceux-ci sont comptablement qualifiés d'agents dans la vente de terminaux acquis auprès du Groupe (48 millions d'euros en 2016, 70 millions d'euros en 2015 et 76 millions d'euros en 2014).

Les droits de diffusion de films et d'événements sportifs sont comptabilisés dans l'état de la situation financière lorsqu'ils sont disponibles pour leur diffusion et comptabilisés en charges lors de la diffusion.

5.5 Charges constatées d'avance

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Loyers et achats externes constatés d'avance	512	463	368
Autres charges opérationnelles constatées d'avance	28	32	24
Total	540	495	392

(en millions d'euros)	2016	2015
Charges constatées d'avance en début de période	495	392
Variations liées à l'activité	35	87
Variations de périmètre	17	6
Écarts de conversion	(18)	9
Reclassements et autres	10	1
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-
Charges constatées d'avance en fin de période	540	495

5.6 Dettes fournisseurs sur autres biens et services

(en millions d'euros)	2016	2015
Dettes fournisseurs sur autres biens et services en début de période	6 227	5 775
Variations liées à l'activité	80	86
Variations de périmètre ⁽¹⁾	134	272
Écarts de conversion ⁽²⁾	(116)	29
Reclassements et autres ⁽³⁾	(114)	65
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-
Dettes fournisseurs sur autres biens et services en fin de période	6 211	6 227
Dont dettes fournisseurs sur autres biens et services des activités télécoms	6 165	6 227
Dont dettes fournisseurs sur autres biens et services des activités de la banque	46	-

(1) Principalement le Burkina Faso en 2016 et Jazztel et Médi Telecom en 2015.

(2) En 2016, la variation des écarts de conversion est essentiellement liée à l'effet de la dévaluation de la monnaie égyptienne.

(3) Principalement Médi Telecom en 2016.

Les délais de règlement fournisseurs sont fixés d'un commun accord entre ces derniers et Orange conformément à la réglementation en vigueur. Certains fournisseurs clés et Orange ont convenu de la possibilité d'une flexibilité du délai de paiement qui peut atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures.

Le montant des dettes de fournisseurs de biens et services et de fournisseurs d'immobilisations qui ont fait l'objet d'une extension du délai de règlement et qui ont généré à la clôture un effet sur la variation des besoins en fonds de roulement s'établit à environ 320 millions d'euros au 31 décembre 2016, environ 370 millions d'euros à fin 2015 et environ 40 millions d'euros à fin 2014.

Principes comptables

Les dettes fournisseurs sur autres biens et services issues des transactions commerciales et réglées dans le cycle normal d'exploitation sont classées en éléments courants. Elles comprennent celles que le fournisseur peut avoir cédé avec ou sans notification auprès d'établissements financiers dans le cadre d'affacturage direct ou inversé, y compris celles pour lesquelles le fournisseur a proposé à Orange un terme de paiement étendu et pour lesquelles Orange a confirmé son accord de paiement au terme convenu. Orange considère que ces passifs financiers conservent les caractéristiques d'une dette fournisseur, notamment en raison de la persistance de la relation commerciale, de délais de paiements *in fine* conformes au cycle opérationnel d'un opérateur télécom en particulier pour l'achat des principales infrastructures, de l'autonomie du fournisseur dans la relation d'escompte et d'un coût financier supporté par Orange qui correspond à la rémunération du fournisseur pour le délai de paiement supplémentaire accordé.

Les dettes fournisseurs sans taux d'intérêt spécifié sont évaluées à la valeur nominale de la dette si la composante intérêt est négligeable. Les dettes fournisseurs portant intérêt sont comptabilisées au coût amorti.

5.7 Autres passifs

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Provision pour litiges	537	528	491
Droits d'usage des réseaux câblés (IRU)	240	285	331
Consortiums câbles sous-marins ⁽¹⁾	235	410	243
Dépôts Garantie et Cautionnements reçus	198	232	219
Orange Money – unités de valeur en circulation ⁽¹⁾	319	-	-
Autres ⁽²⁾	610	1 032	687
Total	2 138	2 487	1 971
Dont autres passifs non courants	608	792	677
Dont autres passifs courants	1 530	1 695	1 294

(1) Voir note 4.5.

(2) Comprend notamment l'amende relative au titre du litige concurrence marché Entreprises pour 350 millions d'euros constatée en 2015 et payée en 2016.

(en millions d'euros)	2016	2015
Autres passif en début de période	2 487	1 971
Variations liées à l'activité ⁽¹⁾	(432)	477
Variations de périmètre	75	5
Écarts de conversion	(19)	9
Reclassements et autres	27	25
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-
Autres passifs en fin de période	2 138	2 487

(1) Comprend l'amende relative au litige concurrence marché Entreprises pour 350 millions d'euros constatée en 2015 et payée en 2016.

(en millions d'euros)	2016	2015	2014
Provision pour litiges en début de période	528	491	414
Dotation avec effet au compte de résultat	24	478	194
Reprise de provision non utilisée avec effet au compte de résultat	(7)	(56)	(19)
Actualisation avec effet au compte de résultat	4	4	4
Utilisation sans effet au compte de résultat ⁽¹⁾	(13)	(402)	(68)
Variations de périmètre	(6)	1	(36)
Écarts de conversion	(5)	-	(2)
Reclassements et autres	12	12	4
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	-
Provision pour litiges en fin de période	537	528	491
Dont provision non courante	69	85	61
Dont provision courante	468	443	430

(1) Dont en 2015 amende au titre du litige concurrence marché Entreprises pour 350 millions d'euros, reclassée en 2015 en dettes à payer et payée en 2016.

Les paiements relatifs à certains litiges sont enregistrés directement en autres charges opérationnelles (voir note 5.2).

Les principaux litiges du Groupe sont décrits en note 16.

Principes comptables

Litiges

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives décrites en note 16.

Les charges pouvant résulter de ces procédures sont comptabilisées s'il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et que son montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas, et la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque. Le cas échéant, les litiges sont analysés comme des passifs éventuels, c'est-à-dire :

- des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ; ou
- des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ou car le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

5.8 Transactions avec les parties liées

Orange n'achète pas de biens ou services à l'État (l'État directement ou à travers Bpifrance Participations), hormis l'utilisation des ressources spectrales. Ces éléments sont attribués à l'issue de processus de mise en concurrence.

Note 6 Avantages du personnel

6.1 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Note	2016	2015	2014
Effectif moyen (équivalent temps plein) ⁽¹⁾		141 257	144 499	151 638
Salaires et charges		(8 625)	(8 852)	(8 827)
<i>dont traitements et salaires</i> ⁽²⁾		(6 074)	(6 164)	(6 184)
<i>dont charges sociales</i>		(2 104)	(2 191)	(2 241)
<i>dont Accords Temps Partiel Senior</i>	6.2	(432)	(455)	(358)
<i>dont production immobilisée</i> ⁽³⁾		809	792	770
<i>dont autres charges de personnel</i> ⁽⁴⁾		(824)	(834)	(814)
Participation		(180)	(197)	(191)
Rémunérations en actions	6.3	(61)	(9)	(78)
Total en résultat d'exploitation		(8 866)	(9 058)	(9 096)
Charge de désactualisation en résultat financier		(28)	(29)	(49)
Variation des hypothèses actuarielles en autres éléments du résultat global		(80)	53	(150)

(1) Dont au 31 décembre 2016, 50 % d'agents fonctionnaires d'Orange SA (56 % d'agents fonctionnaires au 31 décembre 2015 et 59 % d'agents fonctionnaires au 31 décembre 2014).

(2) Net d'environ 98 millions d'euros de Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi pour 2016 en France (contre 104 millions d'euros en 2015 et 110 millions d'euros en 2014).

(3) La production immobilisée correspond aux charges de personnel incluses dans le coût des immobilisations produites par le Groupe.

(4) Les autres charges de personnel incluent les autres indemnités et avantages court terme, les taxes assises sur les salaires, les avantages postérieurs à l'emploi et les autres avantages à long terme (hors Accords Temps Partiel Senior).

6.2 Avantages du personnel

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾	998	936	984
Autres avantages à long terme	2 616	2 693	2 567
<i>dont Accords Temps Partiel Senior</i>	1 956	2 056	2 002
Provision pour indemnités de fin de contrat	7	1	1
Dettes vis-à-vis du personnel et des organismes sociaux	1 631	1 668	1 629
Provision pour litiges et risques sociaux	43	58	42
Total	5 295	5 356	5 223
Dont avantages du personnel non courants	3 029	3 142	3 239
Dont avantages du personnel courants	2 266	2 214	1 984

(1) Ne comprend pas les régimes à cotisations définies.

Les prestations à verser sont estimées sur la base des effectifs présents dans le Groupe au 31 décembre 2016 et comprennent les droits non acquis au 31 décembre 2016, mais dont on estime qu'ils le seront à horizon 2040 environ :

Échéancier des prestations à verser, non actualisées						
(en millions d'euros)	2017	2018	2019	2020	2021	2022 et au-delà
Avantages postérieurs à l'emploi	52	47	50	48	56	2 525
Autres avantages à long terme ⁽¹⁾	629	632	552	370	158	103
<i>dont Accords Temps Partiel Senior</i>	563	568	477	290	90	14
Total	681	679	602	418	214	2 628

(1) Versements liés à l'utilisation du Compte Épargne Temps et aux congés longue maladie et longue durée non inclus.

Typologie des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Conformément aux lois et pratiques de chaque pays dans lequel il opère, le Groupe a des obligations en matière d'avantages au personnel :

- en matière de retraite, la plupart des employés sont couverts par des **régimes à cotisations définies** prévus par les lois ou accords nationaux. En France, les agents fonctionnaires employés d'Orange SA relèvent du régime des pensions civiles et militaires administrées par l'État. La loi relative à l'entreprise nationale (loi n° 96-660 du 26 juillet 1996) dispose que l'obligation d'Orange SA se limite au versement d'une contribution libératoire annuelle. En conséquence, Orange SA n'a pas d'engagement complémentaire de couverture des déficits éventuels futurs relatifs au régime de retraites de ses agents fonctionnaires et autres régimes de la fonction publique. La charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'est établie à 863 millions d'euros en 2016 (980 millions d'euros en 2015 et 1 035 millions d'euros en 2014) ;
- le Groupe est engagé par un nombre limité de **régimes à prestations définies sous forme de rentes** : notamment des régimes Equant au Royaume-Uni pour 326 millions d'euros et un régime destiné aux cadres supérieurs en France pour 213 millions d'euros. Des actifs de couverture ont été transférés pour ces régimes au Royaume-Uni et en France. Depuis plusieurs années, ces régimes sont fermés en terme d'entrée dans les dispositifs, et au Royaume-Uni également pour ce qui concerne l'acquisition de droits ;
- le Groupe est également engagé par des **régimes à prestations définies sous forme de capital** lorsque la législation ou un accord conventionnel prévoit le versement d'indemnités aux salariés à certaines échéances soit à la date de départ à la retraite, soit à certaines échéances postérieurement à leur départ à la retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite ; il s'agit essentiellement des indemnités dues lors du départ à la retraite en France, notamment pour les employés de droit privé (550 millions d'euros pour Orange SA, soit 72 % des régimes en capital) et pour les fonctionnaires (61 millions d'euros, soit 8 % des régimes en capital) ;
- d'**autres avantages postérieurs à l'emploi** sont également accordés aux retraités : il s'agit d'avantages sociaux autres que les pensions ;
- d'**autres avantages à long terme** peuvent enfin être octroyés tels que les médailles du travail, les absences rémunérées de longue durée et les accords Temps Partiel Senior (TPS).

Dans le cadre des renégociations de l'accord intergénérationnel, l'accord Temps Partiel Senior de 2012 a été prolongé d'une année. Les accords Temps Partiel Senior (2009, 2012 et 2015) s'adressent aux fonctionnaires et contractuels des entités françaises éligibles à une retraite dans les 3 à 5 ans et ayant une ancienneté minimum de 15 ans dans le Groupe. Ils sont accessibles aux salariés partant à la retraite au plus tard en 2021.

Ils offrent la possibilité de travailler à 50 % ou 60 % tout en bénéficiant :

- d'une rémunération de base à hauteur de 80 % d'un temps plein,
- d'une validation retraite (part patronale et part salariale) sur une base 100 % durant la période du dispositif,
- d'une rémunération plancher.

Ces dispositifs sont d'une durée minimum de 18 mois et maximum de 5 ans.

Par ailleurs, les bénéficiaires placent une partie de leur rémunération de base (5 %, 10 % ou 15 %) sur un Compte Épargne Temps (CET), abondé par le Groupe. Le CET ainsi constitué permet de réduire la période de temps travaillé.

Le nombre estimé de salariés, bénéficiaires en cours ou futurs bénéficiaires des accords Temps Partiel Senior, et à ce titre compris dans la provision, est d'environ 19 000 salariés au 31 décembre 2016.

Principales hypothèses retenues pour la détermination du montant des engagements

L'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme repose en particulier sur l'âge de départ à la retraite déterminé en fonction des dispositions applicables à chacun des régimes et des conditions nécessaires pour ouvrir un droit à une pension à taux plein, lesquelles sont souvent sujettes à des révisions législatives.

L'évaluation de l'engagement de TPS est sensible aux estimations de la population potentiellement éligible et du taux d'entrée dans les dispositifs (estimé à 69 % en moyenne), ainsi que de l'arbitrage qui sera *in fine* retenu par les bénéficiaires entre les différentes formules proposées.

Les taux d'actualisation retenus sur la zone euro (représentant 89 % des engagements de retraite et autres engagements à long terme d'Orange) sont les suivants :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Supérieur à 10 ans	1,45 % à 1,85 %	2,05 % à 2,25 %	2,05 % à 2,35 %
Inférieur à 10 ans	- 0,10 % à 1,45 % ⁽¹⁾	0,10 % à 1,05 %	0,20 % à 1,15 %

(1) Un taux de - 0,10 % a été retenu dans le cadre de la valorisation des engagements relatifs aux régimes Temps Partiel Senior (contre 0,10 %, 0,25 % et 0,5 % au 31 décembre 2015).

Pour la zone euro, les taux d'actualisation retenus sont déterminés par référence aux taux des obligations *corporate* notées AA et d'une durée équivalente à celle des engagements.

La revalorisation des rentes des régimes Equant au Royaume-Uni est fondée sur l'inflation (3,30 % retenu) dans la limite de 5 %. En France, la revalorisation du régime en rente des cadres supérieurs est fondée sur l'indice INSEE des prix à la consommation (2 % retenu).

Le principal régime à prestations définies sous forme de capital (indemnités de départ à la retraite des employés de droit privé en France) est essentiellement sensible aux hypothèses de politiques d'emploi (avec chez Orange, un taux de présence du personnel à l'âge de départ en retraite historiquement élevé). La revalorisation estimée du capital de ce régime est fondée sur une hypothèse d'inflation long terme de 2 % associé à un effet de revalorisation GVT ⁽¹⁾.

(1) « Glissement-Vieillesse-Technicité » : variation annuelle de la masse salariale indépendamment des augmentations générales ou catégorielles de salaires, du fait des avancements d'échelons, des promotions de grades ou du vieillissement des personnels en place.

Les effets sur les engagements d'une variation des principales hypothèses seraient les suivants :

(en millions d'euros)

	Si le taux augmente de 50 points	Si le taux baisse de 50 points
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	(109)	120
	Si le taux augmente de 5 points	Si le taux baisse de 5 points
Taux d'entrée dans les dispositifs de TPS	(44)	44

(1) Dont (18) millions d'euros au titre des accords Temps Partiel Senior.

Engagements et actifs de couverture

	Avantages postérieurs à l'emploi			Avantages à long terme		2016	2015	2014
	Régimes en rente	Régimes en capital	Autres	TPS	Autres			
(en millions d'euros)								
Valeur totale des engagements en début de période	532	706	72	2 056	643	4 009	3 896	3 589
Coût des services rendus	3	29	-	58	83	173	455	288
Intérêts nets sur le passif au titre des prestations définies	11	18	0	5	3	37	38	67
(Gains) ou Pertes actuariels liés à des changements d'hypothèses	66	17	6	101	-	190	19	350
dont liés au changement de taux d'actualisation	57	40	7	11	-	115	(16)	201
(Gains) ou Pertes actuariels liés à des effets d'expérience	-	24	(1)	273	(4)	292	74	65
Prestations payées	(19)	(24)	(4)	(537)	(56)	(640)	(493)	(419)
Autres ⁽¹⁾	(46)	(4)	1	-	(3)	(52)	20	(44)
Valeur totale des engagements en fin de période (a)	547	766	74	1 956	666	4 009	4 009	3 896
Dont engagements afférents à des régimes intégralement ou partiellement financés	547	4	-	-	8	559	541	519
Dont engagements afférents à des régimes non financés	-	762	74	1 956	658	3 450	3 468	3 377
Duration moyenne pondérée des régimes (en années)	17	13	16	2	-	6	6	6

(1) Dont, en 2016, (46) millions d'euros d'écart de change sur les régimes en rente au Royaume-Uni.

Les régimes en rente préfinancés représentent 14 % des engagements sociaux du Groupe.

	Avantages postérieurs à l'emploi			Avantages à long terme		2016	2015	2014
	Régimes en rente	Régimes en capital	Autres	TPS	Autres			
(en millions d'euros)								
Juste valeur des actifs de couverture en début de période	374	(0)	-	-	6	380	345	408
Intérêts nets sur l'actif au titre des prestations définies	9	(0)	-	-	-	9	9	24
(Gains) ou Pertes actuariels liés à l'effet d'expérience	32	(0)	-	-	(4)	28	4	32
Cotisations versées par l'employeur	28	-	-	-	9	37	26	22
Prestations payées par le fonds	(19)	-	-	-	(5)	(24)	(18)	(23)
Autres ⁽¹⁾	(35)	-	-	-	-	(35)	14	(118)
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (b)	389	(0)	-	-	6	395	380	345

(1) Dont, en 2016, (36) millions d'euros d'écart de change sur les régimes en rente au Royaume-Uni.

Les régimes en rente préfinancés sont principalement localisés au Royaume-Uni (60 %) et en France (37 %) et leurs actifs se répartissent de la façon suivante :

Actifs des plans de retraite	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Actions	40,9 %	39,6 %	40,4 %
Obligations	49,8 %	48,8 %	50,5 %
Actifs monétaires	2,7 %	2,5 %	2,7 %
Autres	6,6 %	9,1 %	6,4 %
Total	100 %	100 %	100 %

Les avantages du personnel dans l'état de situation financière correspondent aux engagements nets des actifs de couverture :

	Avantages postérieurs à l'emploi			Avantages à long terme		2016	2015	2014
	Régimes en rente	Régimes en capital	Autres	TPS	Autres			
(en millions d'euros)								
Situation nette du régime (a) - (b)	158	766	74	1 956	660	3 614	3 629	3 551
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Avantage du personnel dans l'état de la situation financière	158	766	74	1 956	660	3 614	3 629	3 551
Dont non courant	139	735	71	1 395	593	2 933	3 075	3 109
Dont courant	19	31	3	561	67	681	554	442

	Avantages postérieurs à l'emploi			Avantages à long terme		2016	2015	2014
	Régimes en rente	Régimes en capital	Autres	TPS	Autres			
(en millions d'euros)								
Avantage du personnel en début de période	158	706	72	2 056	637	3 629	3 551	3 219
Charge en résultat	6	47	-	437	86	576	625	605
Cotisations versées par l'employeur	(24)	-	-	-	(6)	(30)	(22)	(20)
Prestations directement payées par l'employeur	(4)	(24)	(4)	(537)	(54)	(623)	(477)	(399)
(Gains) ou Pertes actuariels générés sur l'exercice en autres éléments du résultat global	34	41	5	-	-	80	(53)	150
Autres ⁽¹⁾	(12)	(4)	1	-	(3)	(18)	5	(4)
Avantage du personnel en fin de période	158	766	74	1 956	660	3 614	3 629	3 551

(1) Dont, en 2016, (10) millions d'euros d'écart de change sur les régimes en rente au Royaume-Uni.

Le tableau ci-dessous détaille la charge en résultat :

	Avantages postérieurs à l'emploi			Avantages à long terme		2016	2015	2014
	Régimes en rente	Régimes en capital	Autres	TPS	Autres			
(en millions d'euros)								
Coût des services rendus	(3)	(29)	-	(58)	(83)	(173)	(455)	(288)
Charge de désactualisation en résultat financier	(3)	(18)	-	(5)	(2)	(28)	(29)	(49)
Gains ou (Pertes) actuariels	-	-	-	(374)	(1)	(375)	(141)	(267)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	(1)
Total	(6)	(47)	-	(437)	(86)	(576)	(625)	(605)
Dont charge en résultat d'exploitation	(3)	(29)	-	(432)	(84)	(548)	(596)	(556)
Dont charge de désactualisation en résultat financier	(3)	(18)	-	(5)	(2)	(28)	(29)	(49)

Orange prévoit de verser en 2017 des cotisations ou appels de fonds à hauteur de 29 millions d'euros pour ses plans de retraite à prestations définies.

Principes comptables

Les **avantages postérieurs à l'emploi** sont offerts à travers :

- des régimes à cotisations définies : les cotisations, versées à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière, sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus ;
- des régimes à prestations définies : le montant des engagements futurs représentatifs de ces régimes est évalué sur la base d'hypothèses actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées :
 - leur calcul intègre des hypothèses démographiques (rotation du personnel, mortalité,...) et financières (augmentation future de salaire, taux d'inflation,...) définies aux bornes de chacune des entités concernées,
 - le taux d'actualisation, défini par pays ou zone géographique, est déterminé par référence au rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (ou des obligations d'État s'il n'existe pas de marché actif). Il est arrêté sur la base d'indices externes communément retenus comme référence pour la zone euro,
 - les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, sont comptabilisés pour leur totalité en autres éléments du résultat global,
- les régimes à prestations définies du Groupe ne sont en général pas financés. Dans les rares cas où ils le sont, les actifs de couverture sont constitués par des cotisations employeurs et employés qui sont gérées par des entités légales séparées dont les investissements sont soumis aux fluctuations des marchés financiers. Ces entités sont généralement administrées par des conseils paritaires comportant des représentants du Groupe et des bénéficiaires. Chaque conseil adopte une stratégie d'investissement qui vise, sur la base d'études spécifiques menées par des experts externes, la recherche de la meilleure adéquation entre les passifs à financer et les actifs investis. La mise en œuvre des stratégies d'investissement est généralement réalisée par des gestionnaires de fonds sélectionnés par les conseils et dépend des opportunités de marché. Les actifs étant le plus souvent investis en valeurs mobilières cotées (principalement actions et obligations) et le recours aux autres classes d'actifs étant limité, ils sont évalués à leur juste valeur, déterminée par référence au cours de Bourse.

D'autres **avantages du personnel à long terme** peuvent être octroyés tels que les médailles du travail, les absences rémunérées de longue durée et les accords Temps Partiel Senior (TPS). Les avantages afférents sont évalués sur la base d'hypothèses actuarielles comprenant des hypothèses démographiques, financières et d'actualisation de nature similaire à celle des avantages postérieurs à l'emploi. Les écarts actuariels relatifs à ces autres avantages à long terme sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

Les **indemnités de rupture de contrat de travail** font l'objet d'une provision à hauteur de l'engagement en résultant. Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est comptabilisée en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

6.3 Rémunérations en actions et assimilées

Offre Réservée au Personnel

Le Conseil d'administration du 21 octobre 2015 a approuvé la mise en œuvre d'une Offre Réservée au Personnel (ORP) destinée à renforcer l'actionnariat salarié du Groupe via l'émission de 11,2 millions d'actions nouvelles (voir note 13.1).

Le nombre d'actions souscrites au prix de 11,92 euros (compte tenu d'une décote de 20 % par rapport au prix de référence de marché) s'élève à 9,5 millions d'actions, auquel s'ajoute 1,7 million d'actions attribuées gratuitement sous forme d'abondement.

La juste valeur moyenne de l'avantage accordé aux salariés et anciens salariés du Groupe s'élève à 4,45 euros par action attribuée (actions gratuites comprises), soit une charge de 50 millions d'euros dont la contrepartie est enregistrée dans les capitaux propres.

Autres plans

Les plans d'options de souscription d'actions attribués aux salariés d'Orange sont récapitulés ci-après :

Plans d'options	2016		2015		2014	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Titres Orange SA (ex-France Télécom SA 2005/2007)						
Options en circulation en début de période	8 383 170	21,67	19 411 187	22,69	19 583 707	22,69
Options annulées, rendues caduques	(382 170)	22,92	(11 028 017)	23,46	(172 520)	22,56
Options en circulation en fin de période	8 001 000	21,61	8 383 170	21,67	19 411 187	22,69
Titres Orange SA (ex-Orange)						
Options en circulation en début de période	-	-	15 936	16,66	35 382	15,33
Options annulées, rendues caduques	-	-	(15 936)	16,66	(19 446)	14,24
Options en circulation en fin de période	-	-	-	-	15 936	16,66
Titres Orange Polska SA						
Options en circulation en début de période ⁽¹⁾	3 026 928	5,06	3 026 928	5,05	3 096 230	5,19
Options annulées, rendues caduques ⁽²⁾	-	-	-	-	(69 302)	5,15
Options en circulation en fin de période ⁽³⁾	3 026 928	4,89	3 026 928	5,06	3 026 928	5,05

(1) Taux de conversion appliqué : taux de clôture au 31 décembre 2015.

(2) Taux de conversion appliqué : taux moyen de l'exercice.

(3) Taux de conversion appliqué : taux de clôture au 31 décembre 2016.

Options exerçables en fin de période	31 décembre 2016		
	Nombre d'options non exercées et exerçables en fin de période	Durée moyenne pondérée restant à courir jusqu'à la maturité (en mois)	Fourchette de prix d'exercice
Titres Orange SA (ex-France Télécom SA 2005/2007)	8 001 000	5	21,61 € – 22,92 €
Titres Orange Polska SA	3 026 928	9	4,89 €

Au 31 décembre 2016, les options de souscription d'actions sont en dehors de la monnaie. Les prix d'exercice sont supérieurs aux cours moyens annuels des actions en 2016 qui s'élèvent à 14,55 euros pour les titres Orange SA et 1,32 euro pour les titres Orange Polska SA.

Principes comptables

Rémunérations du personnel en actions : la juste valeur des options d'achat, des options de souscription d'actions et des droits d'attribution gratuite d'actions est fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix de l'action sous-jacente à la date d'octroi, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Les conditions d'acquisition des droits autres que les conditions de marché ne sont pas prises en considération dans l'estimation de la juste valeur, mais dans les hypothèses d'attribution (taux de rotation du personnel, probabilité d'atteinte des critères de performance).

Cette valeur est enregistrée en charge de personnel linéairement sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie :

- d'une dette vis-à-vis du personnel pour les plans réglés en numéraire, réévaluée à chaque clôture en contrepartie du résultat ; et
- des capitaux propres pour les plans réglés en instruments de capitaux propres.

6.4 Rémunération des dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération, par Orange SA et les sociétés qu'elle contrôle, des personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été, au cours de l'exercice, membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif d'Orange SA.

(en euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Avantages court terme hors charges patronales ⁽¹⁾	(10 715 699)	(10 189 959)	(10 318 413)
Indemnités de fin de contrat	-	-	(2 096 713)
Avantages court terme : charges patronales	(3 422 030)	(3 191 339)	(3 668 974)
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾	(1 239 432)	(1 667 891)	(1 310 950)
Rémunération en actions ⁽³⁾	(7 242)	-	(16 249)

(1) Comprend l'ensemble des rémunérations comptabilisées sur la période (salaires bruts y compris la part variable, primes, jetons de présence et avantages en nature, intéressement et participation).

(2) Coût des services rendus.

(3) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'attribution gratuite d'actions, des plans d'options sur titres et des offres réservées au personnel.

Le montant global des engagements de retraite (indemnité conventionnelle de départ à la retraite et retraite complémentaire à prestations définies) provisionnés dans les comptes au 31 décembre 2016 au bénéfice des personnes qui sont à la clôture de l'exercice membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif s'élève à 19 718 614 euros (17 320 800 euros en 2015 et 15 738 833 euros en 2014).

Les contrats des membres du Comité exécutif comportent une clause prévoyant une indemnité contractuelle de séparation de 15 mois maximum de leur rémunération annuelle brute totale (incluant l'indemnité

conventionnelle de licenciement). Étant mandataires sociaux, Stéphane Richard n'a pas de contrat de travail et les contrats de travail de Ramon Fernandez, Pierre Louette et Gervais Pellissier ont été suspendus. Ils ne bénéficient d'aucune rémunération différée dans l'hypothèse où il serait mis fin à leur mandat.

Orange n'a pas acquis d'autres biens ou services auprès des personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été, au cours de l'exercice, membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif d'Orange SA (ou à des parties qui leur sont liées).

Note 7 Écarts d'acquisition

7.1 Perte de valeur

(en millions d'euros)	2016	2015	2014
Pologne	(507)	-	-
République démocratique du Congo	(95)	-	-
Cameroun	(90)	-	-
Égypte	(80)	-	-
Belgique	-	-	(229)
Total	(772)	-	(229)

Au 31 décembre 2016

En Pologne, la dépréciation de 507 millions d'euros de l'écart d'acquisition reflète principalement une baisse de la compétitivité sur le marché ADSL, une revue à la baisse des hypothèses de revenus sur le marché mobile et une augmentation du taux d'actualisation après impôts due à une dégradation de la note souveraine du pays par les agences de notation. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 % au 31 décembre 2016, soit 3,8 milliards d'euros.

En Égypte, la dépréciation de 232 millions d'euros (dont 80 millions d'euros au titre de l'écart d'acquisition et 152 millions d'euros au titre des actifs immobilisés (voir note 8.2)) reflète les effets des conditions financières de la licence 4G attribuée en 2016, la forte dévaluation de la livre égyptienne et un contexte politique et économique plus incertain. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 % au 31 décembre 2016, soit 0,8 milliard d'euros.

En République démocratique du Congo, la dépréciation de 109 millions d'euros (dont 95 millions d'euros au titre de l'écart d'acquisition et 14 millions d'euros au titre des actifs immobilisés (voir note 8.2)) reflète un contexte politique et économique incertain, une baisse du pouvoir d'achat avec ses effets sur la consommation des produits et services de télécommunications et une pression réglementaire accrue (notamment liée à la mise en œuvre de l'identification des clients). La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 % au 31 décembre 2016, soit 0,2 milliard d'euros.

Au Cameroun, la dépréciation de 90 millions d'euros de l'écart d'acquisition reflète une baisse des revenus voix liée à l'essor des services de messageries et de Voix sur IP des acteurs *over-the-top* (OTT) et d'un contexte de concurrence accrue sur le marché mobile. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 % au 31 décembre 2016, soit 0,3 milliard d'euros.

Au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, les tests de perte de valeur n'avaient pas conduit le Groupe à comptabiliser de dépréciation.

Au 31 décembre 2014

En Belgique, au 30 juin 2014, la dépréciation reflétait une pression fiscale accrue et une baisse des revenus sur le segment entreprises. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 % au 30 juin 2014 (1,4 milliard d'euros).

7.2 Écarts d'acquisition

	31 décembre 2016			31 décembre 2015	31 décembre 2014
	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
(en millions d'euros)					
France	15 395	(13)	15 382	15 382	15 382
Espagne	6 932	(114)	6 818	6 818	4 723
Pologne	2 731	(2 499)	232	769	767
Belgique	1 006	(713)	293	293	293
Roumanie	1 806	(515)	1 291	1 291	1 291
Slovaquie	806	-	806	806	806
Autres	132	-	132	131	139
Europe	13 413	(3 841)	9 572	10 108	8 019
Égypte	581	(581)	-	92	91
Burkina Faso	439	-	439	-	-
Côte d'Ivoire	417	(42)	375	375	375
Jordanie	298	(59)	239	232	208
Maroc	258	-	258	240	-
Sierra Leone	220	-	220	-	-
République démocratique du Congo	211	(211)	-	-	-
Cameroun	134	(90)	44	134	134
Autres	165	(31)	134	44	45
Afrique et Moyen-Orient	2 723	(1 014)	1 709	1 117	853
Entreprises	1 130	(652)	478	449	447
Opérateurs internationaux et Services partagés	28	(13)	15	15	83
Écarts d'acquisition	32 689	(5 533)	27 156	27 071	24 784

(en millions d'euros)	Note	2016	2015	2014
Valeur brute en début de période		32 606	30 271	30 358
Acquisitions	3	904	2 333	16
Cessions	3	(6)	(69)	(67)
Écarts de conversion ⁽¹⁾		(815)	73	93
Reclassements et autres ⁽²⁾		-	(2)	(131)
Reclassement en activités destinées à être cédées ⁽³⁾	3	-	-	2
Valeur brute en fin de période		32 689	32 606	30 271
Cumul des pertes de valeur en début de période		(5 535)	(5 487)	(5 370)
Pertes de valeur	7.1	(772)	-	(229)
Cessions		-	-	64
Écarts de conversion ⁽¹⁾		774	(48)	(83)
Reclassements et autres ⁽²⁾	3	-	-	131
Reclassement en activités destinées à être cédées		-	-	-
Cumul des pertes de valeur en fin de période		(5 533)	(5 535)	(5 487)
Valeur nette des écarts d'acquisition		27 156	27 071	24 784

(1) En 2016, la variation relative aux écarts de conversion est essentiellement liée à l'effet de la dévaluation de la monnaie égyptienne.

(2) En 2014, perte de contrôle de Telkom Kenya.

(3) Correspond à Orange Dominicana en 2014.

7.3 Hypothèses clés utilisées pour la détermination des valeurs recouvrables

Les hypothèses clés opérationnelles, décrites dans les principes comptables, sont le reflet de l'expérience passée et des évolutions anticipées : des évolutions imprévues ont historiquement affecté et peuvent continuer à affecter significativement ces anticipations. À cet égard, la révision des anticipations a affecté significativement à la baisse les estimations de certaines valeurs recouvrables entre 2015 et 2016.

- Les taux d'actualisation et de croissance à perpétuité utilisés pour déterminer les valeurs d'utilité ont été revus de la manière suivante en 2016 :
 - les taux d'actualisation enregistrent une baisse limitée, sauf dans certaines géographies où ils augmentent. Ils peuvent incorporer une prime spécifique reflétant une appréciation des risques d'exécution de certains plans d'affaires ou des risques pays, c'est ainsi le cas en Pologne afin de tenir compte des facteurs de risque identifiés en 2016,
 - les taux de croissance à perpétuité ont été dans l'ensemble maintenus, les effets de la situation économique ne conduisant pas, dans l'appréciation retenue à fin 2016, à modifier les perspectives à long terme des marchés des services offerts par le Groupe.

- Au 31 décembre 2016, constituent des facteurs majeurs d'aléas :
 - en Europe :
 - l'évolution de la situation politique des différents pays de l'Union européenne à la suite du vote du Royaume-Uni en faveur du Brexit constitue un nouveau facteur de volatilité du marché et de l'activité économique, susceptible d'affecter à l'avenir les activités européennes : en particulier les taux d'intérêts et par conséquent les taux d'actualisation, peuvent être affectés par les réactions des marchés et par la politique de la BCE. La demande des clients pour les produits et services de télécommunications peut aussi se trouver affectée par des politiques gouvernementales et européennes de rétablissement des soldes budgétaires,
 - les décisions des autorités de régulation sectorielle et de la concurrence en termes d'arbitrage entre baisses des prix aux consommateurs et stimulations des investissements, ou en matière de concentration,
 - les capacités d'adaptation des coûts et investissements du Groupe aux variations de revenus ;
 - au Moyen-Orient et au Maghreb (Jordanie, Égypte, Irak, Tunisie) ainsi que dans certains pays africains (Mali, Niger, République démocratique du Congo, République centrafricaine) :
 - l'évolution de la situation politique et de la sécurité avec leurs conséquences économiques. Au cas particulier de l'Égypte et de la République démocratique du Congo, ceci affecte négativement le climat général des affaires et s'est notamment traduit par une forte baisse de la livre égyptienne et du franc congolais.

Les paramètres utilisés pour la détermination de la valeur recouvrable des principales activités consolidées sont les suivants :

31 décembre 2016

	France	Espagne	Pologne	Belgique	Roumanie	Égypte	Entreprises
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité						
Source retenue	Plan interne						
Méthodologie	Flux de trésorerie actualisés						
Taux de croissance à l'infini	0,8 %	1,5 %	1,0 %	0,5 %	2,3 %	4,0 %	0,3 %
Taux d'actualisation après impôt	6,3 % ⁽¹⁾	7,8 %	9,3 %	6,8 %	9,3 %	16,5 % – 13,0 %	7,8 %
Taux d'actualisation avant impôt	9,1 %	9,7 %	10,3 %	9,6 %	10,5 %	18,3 % – 14,8 %	12,1 %

31 décembre 2015

Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité						
Source retenue	Plan interne						
Méthodologie	Flux de trésorerie actualisés						
Taux de croissance à l'infini	0,8 %	1,5 %	1,0 %	0,5 %	2,3 %	4,0 %	0,3 %
Taux d'actualisation après impôt	6,5 %	8,0 %	8,5 %	7,0 %	9,0 %	16,5 % – 13,0 %	7,8 %
Taux d'actualisation avant impôt	9,5 %	10,0 %	9,9 %	10,4 %	10,2 %	18,6 % – 15,1 %	12,0 %

31 décembre 2014

Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité						
Source retenue	Plan interne						
Méthodologie	Flux de trésorerie actualisés						
Taux de croissance à l'infini	0,8 %	1,5 %	1,0 %	0,5 %	2,5 %	4,0 %	0,3 %
Taux d'actualisation après impôt	6,5 %	8,0 %	8,8 %	6,5 %	10,0 %	17,0 % – 13,5 %	7,8 %
Taux d'actualisation avant impôt	9,6 %	9,9 %	10,2 %	9,5 %	11,2 %	19,2 % – 15,7 %	12,2 %

(1) Le taux d'actualisation après impôt de la France n'intègre pas la baisse d'impôt sur les sociétés à 28,92 % à horizon 2020 votée dans la loi Finance 2017 en décembre 2016.

Les filiales cotées du Groupe sont Orange Polska (Bourse de Varsovie), Orange Belgium (Bourse de Bruxelles), Jordan Telecom (Bourse d'Amman), Orange Egypt for Telecommunications (Bourse du Caire) et Sonatel (Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)). Celles-ci,

qui publient leurs propres informations réglementées, représentent collectivement une contribution inférieure ou égale à 20 % du chiffre d'affaires, du résultat d'exploitation et du résultat net de l'ensemble consolidé.

7.4 Sensibilité des valeurs recouvrables

En raison de la corrélation entre les flux de trésorerie d'exploitation et les capacités d'investissement, une sensibilité des flux de trésorerie nets est retenue. Les flux de trésorerie de l'année terminale représentant une part significative de la valeur recouvrable, une modification de plus ou moins 10 % de ces flux de trésorerie est présentée en hypothèse de sensibilité.

31 décembre 2016

(en milliards d'euros)

	France	Espagne	Pologne	Belgique	Roumanie	Égypte	Entreprises
Marge à 100 % de la valeur recouvrable estimée sur la valeur comptable testée	16,2	3,8	0,0	0,8	0,0	0,0	3,5
Effet à 100 % sur la valeur recouvrable :							
d'une variation de 10 % des flux de trésorerie de l'année terminale	4,1	1,2	0,4	0,2	0,2	0,1	0,3
d'une baisse de 1 % du taux de croissance à l'infini	7,0	1,9	0,3	0,3	0,2	0,1	0,4
d'une hausse de 1 % du taux d'actualisation après impôt	7,9	2,2	0,4	0,3	0,3	0,1	0,5

31 décembre 2015

(en milliards d'euros)

	France	Espagne	Pologne	Belgique	Roumanie	Égypte	Entreprises
Marge à 100 % de la valeur recouvrable estimée sur la valeur comptable testée	16,1	2,3	0,0	0,4	0,1	0,2	3,5
Effet à 100 % sur la valeur recouvrable :							
d'une variation de 10 % des flux de trésorerie de l'année terminale	3,9	1,1	0,5	0,2	0,2	0,2	0,3
d'une baisse de 1 % du taux de croissance à l'infini	6,4	1,7	0,4	0,2	0,3	0,2	0,4
d'une hausse de 1 % du taux d'actualisation après impôt	7,2	2,0	0,6	0,3	0,3	0,2	0,5

31 décembre 2014

(en milliards d'euros)

	France	Espagne	Pologne	Belgique	Roumanie	Égypte	Entreprises
Marge à 100 % de la valeur recouvrable estimée sur la valeur comptable testée	11,8	0,3	1,2	0,3	0,0	0,0	2,5
Effet à 100 % sur la valeur recouvrable :							
d'une variation de 10 % des flux de trésorerie de l'année terminale	3,6	0,7	0,5	0,1	0,2	0,1	0,2
d'une baisse de 1 % du taux de croissance à l'infini	7,0	1,1	0,6	0,3	0,2	0,1	0,3
d'une hausse de 1 % du taux d'actualisation après impôt	8,0	1,3	0,8	0,3	0,3	0,2	0,5

Les flux de trésorerie correspondent aux flux de trésorerie générés par l'activité (hors intérêts financiers et incluant une charge d'impôt normative) nets des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les niveaux de sensibilité sont présentés pour permettre aux utilisateurs des états financiers d'estimer les effets de leur propre estimation. Des variations des flux de trésorerie, des taux de croissance à l'infini ou

des taux d'actualisation supérieurs à celles des niveaux de sensibilité présentés ont été historiquement observées.

Les autres entités non présentées ci-dessus, à l'exception de la marque Orange présentée en note 8.2, représentent individuellement une quote-part des valeurs recouvrables des entités consolidées inférieure à 3 %.

Principes comptables

Les écarts d'acquisition inscrits à l'actif de l'état de la situation financière comprennent les écarts calculés :

- soit sur la base du pourcentage d'intérêt acquis (et pour les prises de contrôle postérieures au 1^{er} janvier 2010 sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle) ;
- soit sur la base de 100 %, avec constatation d'un écart d'acquisition pour la part relative aux participations ne donnant pas le contrôle (cas notamment d'Orange Egypt).

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Ainsi, l'évolution du contexte économique et financier général, les différentes capacités de résistance des acteurs de marché des télécommunications face à la dégradation des environnements économiques locaux, l'évolution des capitalisations boursières des opérateurs de télécommunications, et les niveaux de performance économique au regard des attentes du marché constituent des indicateurs de dépréciation externes qui, conjointement avec les performances internes, sont analysés par le Groupe pour déterminer s'il convient de réaliser des tests de perte de valeur avec une périodicité infra-annuelle.

Ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) (ou regroupement d'UGT), ce qui correspond le plus souvent au secteur opérationnel. Cette affectation est revue lorsque le Groupe modifie son appréciation des niveaux de retour sur investissement auxquels sont testés les écarts d'acquisition.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT ou regroupement d'UGT et leur valeur recouvrable, pour laquelle Orange retient le plus souvent la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée comme étant la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie attendus. Les projections de flux de trésorerie sont fondées sur des hypothèses économiques, réglementaires, de renouvellement des licences et des prévisions d'activité commerciale et d'investissement déterminées par la direction du Groupe de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans d'affaires établis sur des périodes allant de 3 à 5 ans ; ils comprennent le flux de trésorerie lié à l'impôt calculé en appliquant le taux d'imposition légal au résultat d'exploitation (sans prendre en compte les effets des impôts différés et des déficits fiscaux reportables non reconnus à la date d'évaluation) ;
- au-delà de cet horizon, les flux de trésorerie après impôt peuvent être extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période d'un an, puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance long terme du marché ;
- les flux de trésorerie après impôt sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation après impôt et en prenant en compte une prime reflétant le risque associé à la mise en œuvre de certains plans d'affaires et le risque pays. La valeur d'utilité résultant de ces calculs est identique à celle qui résulterait des calculs fondés sur les flux de trésorerie avant impôt avec un taux d'actualisation avant impôt.

Les hypothèses clés opérationnelles utilisées pour la détermination des valeurs d'utilité sont communes à tous les secteurs d'activités du Groupe. Parmi ces hypothèses clés figurent :

- celles sur le chiffre d'affaires qui reflètent le niveau de marché, le taux de pénétration des offres et la part de marché, le positionnement des offres des concurrents et leurs effets possibles sur les niveaux des prix de marché et leur transposition dans les bases d'offres du Groupe, les décisions des régulateurs sectoriels en terme de prix des services aux clients, d'accessibilité et de tarification des fournitures d'accès entre opérateurs et de migration technologique des réseaux (par exemple extinction des boucles locales cuivre), les décisions des autorités de la concurrence en terme de concentration ou de régulation de secteurs adjacents comme le câble ;
- celles sur les coûts avec les niveaux des dépenses commerciales nécessaires pour faire face au rythme de renouvellement des produits et au positionnement de la concurrence, les possibilités d'adaptation des coûts à l'évolution du chiffre d'affaires ou les effets de l'attrition naturelle et des plans de départs engagés sur les effectifs ;
- celles sur le niveau des dépenses d'investissements dont l'évolution peut être affectée par le déploiement de nouvelles technologies ou par les décisions des autorités en matière de coût des licences et d'allocation de spectre, de déploiement de réseaux fibre, de couverture des réseaux mobiles, de partage d'éléments de réseaux ou d'ouverture des réseaux aux concurrents.

Les valeurs nettes comptables testées comprennent les écarts d'acquisition, les terrains et les actifs à durée de vie finie (actifs corporels, actifs incorporels et besoin en fonds de roulement net y compris les positions intragroupe). La marque Orange, actif à durée de vie indéterminée, fait l'objet d'un test spécifique, voir note 8.2.

Pour une entité partiellement détenue par le Groupe, la perte de valeur comptabilisée si elle comprend une part d'écart d'acquisition liée aux participations ne donnant pas le contrôle est répartie entre les actionnaires d'Orange SA et les participations ne donnant pas le contrôle sur la base d'affectation du bénéfice ou de la perte (i.e. le pourcentage d'intérêt).

La dépréciation des écarts d'acquisition est enregistrée en résultat d'exploitation de façon définitive.

Note 8 Immobilisations

8.1 Dotations aux amortissements

Au titre de l'année 2016, les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles s'élèvent à 2 195 millions d'euros, contre 2 062 millions d'euros en 2015 et 1 910 millions d'euros en 2014 (voir note 8.3), et les dotations aux amortissements des immobilisations

corporelles s'élèvent à 4 533 millions d'euros, contre 4 403 millions d'euros en 2015 et 4 128 millions d'euros en 2014 (voir note 8.4). La hausse des dotations aux amortissements de 263 millions d'euros sur 2016 correspond essentiellement à l'effet de la prise de contrôle de Jazztel et Médi Telecom en juillet 2015 pour respectivement 124 millions d'euros et 65 millions d'euros.

Principes comptables

L'amortissement est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, en général sans déduction d'une valeur résiduelle. À ce titre, le mode linéaire est en général retenu. Les durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si elles diffèrent des estimations précédentes comme cela peut être le cas des horizons prévisionnels de déploiement de nouvelles technologies (par exemple la substitution de la boucle locale fibre optique à celle de cuivre) ; ces changements d'estimation sont comptabilisés de façon prospective.

Principaux actifs**Période d'amortissement (en moyenne)**

Marques	Jusqu'à 15 ans, sauf la marque Orange à durée de vie indéterminée
Bases d'abonnés	Durée attendue de la relation commerciale : 3 à 8 ans
Licences de réseau mobile	Durée d'octroi, à compter de la date à laquelle le réseau est techniquement prêt pour une commercialisation effective du service
Droits d'utilisation des câbles	Durée la plus courte entre la durée d'utilité prévue et la durée contractuelle, en général inférieure à 20 ans
Brevets	20 ans maximum
Logiciels	5 ans maximum
Frais de développement	3 à 5 ans
Bâtiments et aménagements	10 à 30 ans
Équipements de transmission et autre équipement de réseau	5 à 10 ans
Câbles cuivre, fibres optiques et génie civil	10 à 30 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

8.2 Perte de valeur des immobilisations

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Égypte	(152)	-	-
Niger	(26)	-	-
République démocratique du Congo	(14)	-	-
Arménie	-	(27)	-
Kenya	-	-	(46)
Autres	(15)	(11)	(13)
Total	(207)	(38)	(59)

Les pertes de valeur des immobilisations résultent des tests de dépréciation des UGT décrits en note 7.

Hypothèses clés et sensibilité de la valeur recouvrable de la marque Orange

Les hypothèses clés et sources de sensibilité utilisées dans la détermination de la valeur recouvrable de la marque Orange sont similaires à celles des écarts d'acquisition des activités consolidées (voir note 7.3), qui affectent notamment l'assiette de chiffre d'affaires et potentiellement le niveau de redevances de marque.

Les autres hypothèses qui influencent la détermination de la valeur recouvrable sont les suivantes :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité
Source retenue	Plan interne	Plan interne	Plan interne
Méthodologie	Flux de redevances nettes actualisés	Flux de redevances nettes actualisés	Flux de redevances nettes actualisés
Taux de croissance à l'infini	1,3 %	1,0 %	1,0 %
Taux d'actualisation après impôt	7,8 %	7,5 %	7,8 %
Taux d'actualisation avant impôt	9,2 %	9,0 %	9,5 %

(en milliards d'euros)

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Marge à 100 % de la valeur recouvrable estimée sur la valeur comptable testée	2,1	2,0	1,2
Effet à 100 % sur la valeur recouvrable :			
d'une variation de 10 % des flux de trésorerie de l'année terminale	0,4	0,4	0,3
d'une baisse de 1 % du taux de croissance à l'infini	0,6	0,5	0,5
d'une hausse de 1 % du taux d'actualisation après impôt	0,7	0,7	0,7

Principes comptables

Compte tenu de la nature de ses actifs et de ses activités, la plupart des actifs individuels du Groupe ne génèrent pas d'entrée de trésorerie indépendante de celle des unités génératrices de trésorerie. La valeur recouvrable est alors généralement déterminée au niveau de l'UGT (ou regroupement d'UGT) à laquelle ces actifs sont attachés selon une méthodologie similaire à celle décrite pour les écarts d'acquisition.

La marque Orange, à durée de vie indéterminée, n'est pas amortie et fait l'objet d'un test de dépréciation au moins annuel. Sa valeur recouvrable est estimée à partir du flux actualisé à l'infini des redevances contractuelles attendues (et incluses dans le plan d'affaires), net des coûts attribuables au détenteur de la marque.

8.3 Autres immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Valeur nette des autres immobilisations incorporelles en début de période	14 327	11 811	11 744
Acquisitions d'autres immobilisations incorporelles	3 007	2 771	1 905
<i>dont licences de télécommunications^{(1) (2)}</i>	<i>1 521</i>	<i>1 285</i>	<i>475</i>
Effet des variations de périmètre ⁽³⁾	144	1 805	(2)
Cessions	(3)	(9)	(6)
Dotations aux amortissements	(2 195)	(2 062)	(1 910)
Pertes de valeur ⁽⁴⁾	(183)	(20)	(22)
Écarts de conversion ⁽⁵⁾	(363)	46	74
Reclassements et autres	(132)	(15)	30
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	(2)
Valeur nette des autres immobilisations incorporelles en fin de période	14 602	14 327	11 811

(1) Comprend en 2016 les acquisitions de licences en Pologne pour 719 millions d'euros, en Égypte pour 377 millions d'euros, en Côte d'Ivoire pour 146 millions d'euros et en Jordanie pour 142 millions d'euros. En 2015, comprend les acquisitions de licences au Cameroun pour 114 millions d'euros et en Jordanie pour 91 millions d'euros. En 2014, comprend les acquisitions de licences en Roumanie pour 231 millions d'euros et en Pologne pour 90 millions d'euros.

(2) En 2015, comprend également l'acquisition en France de deux lots de fréquences 700 MHz pour 954 millions d'euros y compris les frais de réaménagement de spectre.

(3) En 2015, concerne principalement Jazztel et Médi Telecom.

(4) Comprend en 2016 les dépréciations décrites en note 7.1 ainsi qu'une dépréciation d'actifs liées aux contrats onéreux pour 20 millions d'euros comptabilisée en coût de restructuration.

(5) En 2016, la variation relative aux écarts de conversion est essentiellement liée à l'effet de la dévaluation de la monnaie égyptienne.

	31 décembre 2016				31 décembre 2015	31 décembre 2014
	Valeur brute	Amort. cumulés	Pertes de valeur cumulées	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
(en millions d'euros)						
Licences de télécommunications	10 324	(3 753)	(131)	6 440	5 842	4 578
Marque Orange	3 133	-	-	3 133	3 133	3 133
Autres marques	1 092	(87)	(903)	102	137	66
Bases d'abonnés	5 010	(4 296)	(11)	703	729	34
Logiciels	11 320	(7 509)	(30)	3 781	3 815	3 594
Autres immobilisations incorporelles	1 714	(1 085)	(186)	443	671	406
Total	32 593	(16 730)	(1 261)	14 602	14 327	11 811

Informations sur les licences de télécommunications au 31 décembre 2016

Les principales obligations d'Orange dans le cadre de l'attribution des licences sont présentées en note 14.

(en millions d'euros)	Valeur brute	Valeur nette	Durée d'amortissement résiduelle ⁽¹⁾
LTE (3 licences) ⁽²⁾	2 179	1 943	14,8 et 15,1 et 19
UMTS (2 licences)	914	360	4,7 et 13,4
GSM	266	68	4,5
France	3 359	2 371	
LTE (3 licences)	525	456	13 et 14 et 14,4
UMTS	639	104	3,3
GSM (2 licences)	336	226	6,7 et 14
Espagne	1 500	786	
LTE (2 licences)	770	718	11 et 14,1
UMTS (2 licences)	383	135	1,6 et 6
GSM (2 licences)	135	68	10,6 et 12,5
Pologne	1 288	921	
LTE	328	328	15,0
UMTS	143	63	15,0
GSM (2 licences)	403	53	15,0
Égypte	874	444	
LTE	42	38	18,2
UMTS	29	16	15,5
GSM	759	239	14,3
Maroc	830	293	
LTE	184	150	12,3
UMTS	61	36	12,3
GSM	292	178	12,3
Roumanie	537	364	
LTE	96	86	13,3
UMTS (2 licences)	101	69	8,2 et 14,5
GSM	205	148	12,3
Jordanie	402	303	
LTE (2 licences)	140	121	16,9 et 10,4
UMTS	149	40	4,3
GSM	76	60	4,2
Belgique	365	221	
Autres	1 169	737	
Total	10 324	6 440	

(1) En nombre d'années, au 31 décembre 2016.

(2) Comprend la licence 700 MHz dont les fréquences seront technologiquement neutres.

Dépenses capitalisées en immobilisations incorporelles au titre de l'exercice

(en millions d'euros)	2016	2015	2014
Achats externes	385	410	404
Frais de personnel	392	391	383
Total	777	801	787

Principes comptables

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques acquises, bases d'abonnés acquises, licences de télécommunications, logiciels ainsi que des droits d'exploitation conférés par certains contrats de concession, ou des droits d'utilisation de câbles de transmission.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition ou de production. Les paiements indexés sur le chiffre d'affaires, notamment ceux prévus pour certaines licences, sont pris en charge de période.

Les *Indefeasible Right of Use* (IRU) acquis par le Groupe correspondent à des droits d'usage de câble ou de capacité de transmission (principalement sur des câbles sous-marins) octroyés pour une durée déterminée. Ils sont immobilisés si le Groupe peut utiliser des fibres spécifiques ou des longueurs d'onde dédiées et que la durée du droit octroyé couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif sous-jacent.

Les droits d'exploitation conférés par certains contrats de concession correspondent au droit à percevoir des paiements des usagers du service public (voir note 4.1).

8.4 Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Valeur nette des immobilisations corporelles en début de période	25 123	23 314	23 157
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 576	5 043	4 293
dont location-financement	91	43	87
Effet des variations de périmètre ⁽¹⁾	242	1 071	14
Cessions et mises au rebut	(25)	(39)	(30)
Dotations aux amortissements	(4 533)	(4 403)	(4 128)
Pertes de valeur ⁽²⁾	(48)	(18)	(37)
Écarts de conversion ⁽³⁾	(607)	63	54
Reclassements et autres	184	92	(4)
Reclassement en activités destinées à être cédées ⁽⁴⁾	-	-	(5)
Valeur nette des immobilisations corporelles en fin de période	25 912	25 123	23 314

(1) En 2016, concerne principalement les acquisitions d'entités en Afrique (Liberia, RDC, Burkina Faso et Sierra Leone). En 2015, concerne principalement Jazztel et Média Telecom.

(2) Comprend en 2016 les dépréciations décrites en note 7.1 ainsi qu'une dépréciation d'actifs liés aux contrats onéreux pour 5 millions d'euros comptabilisée en coût de restructuration.

(3) En 2016, la variation relative aux écarts de conversion est essentiellement liée à l'effet de la dévaluation de la monnaie égyptienne.

(4) Concerne la cession d'Orange Dominicana en 2014.

	31 décembre 2016				31 décembre 2015	31 décembre 2014
	Valeur brute	Amort. cumulés	Pertes de valeur cumulées	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
(en millions d'euros)						
Terrains et bâtiments	7 770	(4 847)	(262)	2 661	2 733	2 789
Réseaux et terminaux	80 812	(58 666)	(162)	21 984	21 194	19 356
Équipements informatiques	4 007	(3 207)	(16)	784	787	741
Autres immobilisations corporelles	1 597	(1 106)	(8)	483	409	428
Total	94 186	(67 826)	(448)	25 912	25 123	23 314

Principes comptables

Les immobilisations corporelles comprennent principalement des installations et équipements liés aux réseaux.

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production qui comprend les frais d'études et de construction, ainsi que les frais engagés pour l'amélioration de la capacité des équipements et installations. Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend, le cas échéant, l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, à raison de l'obligation que le Groupe encourt.

Le mode de déploiement par étapes des actifs et notamment des réseaux – dans l'appréciation du Groupe – ne conduit généralement pas à une longue période de préparation. Le Groupe ne capitalise donc pas en général les intérêts financiers encourus pendant la période de construction et d'acquisition des actifs corporels et incorporels.

L'acquisition d'un actif dans le cadre d'une location-financement est sans effet sur les flux de trésorerie à la mise en place de la transaction, celle-ci étant non monétaire. En revanche, les loyers payés sur la période du financement sont ventilés entre la part intérêts (flux de trésorerie liés à l'activité) et la part remboursement du capital (flux de trésorerie liés au financement).

L'essentiel des actifs en location-financement est relatif à des immeubles d'exploitation du réseau. Les terrains ou immeubles hébergeant des sites radio peuvent appartenir au Groupe, faire l'objet de location-financement, de location simple ou de simple mise à disposition.

Les contrats de location de bureaux et des points de vente sont généralement qualifiés de contrats de location simple et les loyers futurs afférents sont présentés en engagements non comptabilisés en note 14.

Parallèlement, les équipements, le plus souvent génériques, dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par le Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

En France, le cadre réglementaire du déploiement des réseaux en fibre optique (*Fiber-To-The-Home* – FTTH) organise l'accès par les opérateurs commerciaux à la partie terminale des réseaux déployés par un opérateur tiers sur la base d'un co-financement (ab initio ou a posteriori) ou d'accès à la ligne. Le partage des droits et obligations entre les différents opérateurs co-finançant la partie terminale des réseaux est qualifié d'opération conjointe conformément à IFRS 11 « Partenariats » : seules les quote-parts (construites ou acquises) dans les réseaux co-financés ou construits par Orange sont inscrites à l'actif.

Le Groupe a signé des accords de mutualisation avec d'autres opérateurs mobiles sur des bases réciproques qui peuvent aller du partage d'infrastructures passives à celui d'équipements actifs de réseau voire de spectre. Ainsi, en Pologne, les accords avec Deutsche Telekom ont été analysés comme constitutifs d'une opération conjointe : les infrastructures et équipements de réseau d'accès sont inscrits en immobilisations à hauteur de la quote-part du Groupe dans les actifs installés par le Groupe ou Deutsche Telekom, chacun dans leur zone géographique.

Le Groupe a également signé, dans certains pays d'Afrique, des accords avec des *TowerCos* (sociétés exploitant des pylônes de télécommunication). Ces *TowerCos* offrent aux opérateurs mobiles, dont Orange, la possibilité de mutualiser des sites, des équipements passifs et des services associés (en prenant en gestion des sites des opérateurs mobiles et/ou en rachetant ou construisant des sites). L'unité de compte et les caractéristiques propres à chaque contrat existant conduisent le Groupe à qualifier le plus souvent la nature de ces transactions de service. Les engagements à long terme relatifs à ces contrats sont présentés en engagements contractuels non comptabilisés (voir note 14).

Immobilisations corporelles détenues en location-financement

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
(en millions d'euros)	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et bâtiments	484	457	511
Réseaux et terminaux	47	67	44
Équipements informatiques et autres	21	22	22
Total	552	546	577

Dépenses capitalisées en immobilisations corporelles au titre de l'exercice

(en millions d'euros)	2016	2015	2014
Achats externes	880	752	687
Frais de personnel	417	401	387
Total	1 297	1 153	1 074

8.5 Dettes fournisseurs d'immobilisations

(en millions d'euros)	2016	2015
Dettes fournisseurs d'immobilisations en début de période	3 732	2 355
Variations liées à l'activité ⁽¹⁾	(20)	1 304
Variations de périmètre	17	75
Écarts de conversion	(90)	10
Reclassements et autres	68	(12)
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations en fin de période	3 707	3 732
Dont dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	907	1 004
Dont dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	2 800	2 728
Dont dettes fournisseurs des activités télécoms	3 701	3 732
Dont dettes fournisseurs de la banque	6	-

(1) En 2015, concerne principalement la dette sur les fréquences 700 MHz en France dont le paiement s'étale de 2016 à 2018.

Principes comptables

Ces dettes sont issues des transactions commerciales et les échéanciers de paiement peuvent atteindre plusieurs années en cas de déploiement d'infrastructure ou d'achat de licences. Les dettes dont l'échéance est supérieure à 12 mois sont présentées en éléments non courants. Les dettes fournisseurs sans taux d'intérêt spécifié sont évaluées à la valeur nominale de la dette si la composante intérêt est négligeable. Les dettes fournisseurs portant intérêt sont comptabilisées au coût amorti.

Les dettes fournisseurs comprennent également celles que le fournisseur peut avoir cédé avec ou sans notification auprès d'établissements financiers dans le cadre d'affacturage direct ou inversé (voir note 5.6).

Les engagements fermes d'achat d'immobilisations sont présentés dans les engagements contractuels non comptabilisés, minorés des acomptes versés qui sont enregistrés en acomptes sur immobilisations.

8.6 Provision pour démantèlement

Les actifs à démanteler concernent principalement la remise en états des sites antennes de téléphonie mobile, le retraitement des poteaux téléphoniques, la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et le démantèlement des publiphones.

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Provision pour démantèlement en début de période	733	733	710
Reprise de provision non utilisée avec effet au compte de résultat	-	(2)	(0)
Actualisation avec effet au compte de résultat	10	12	14
Utilisation sans effet au compte de résultat	(23)	(27)	(27)
Constitution avec contrepartie à l'actif	19	11	39
Variations de périmètre	-	(2)	0
Écarts de conversion	(2)	(0)	(3)
Reclassements et autres	-	8	-
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	-
Provision pour démantèlement en fin de période	737	733	733
Dont provision non courante	716	715	712
Dont provision courante	21	18	21

Principes comptables

Le Groupe a l'obligation de démanteler les équipements techniques installés et de remettre en état les sites techniques qu'il occupe.

La valorisation de la provision est fonction d'un coût de démantèlement (unitaire pour les poteaux, terminaux et publiphones, par site pour les antennes mobiles) supporté par le Groupe pour répondre à ses obligations environnementales, des prévisions annuelles de dépose des actifs et départs des sites. La provision est estimée sur la base des coûts connus pour l'année en cours, extrapolés pour les années à venir sur la base de la meilleure estimation qui permettra d'éteindre l'obligation. Cette estimation est révisée chaque année et si nécessaire la provision est ajustée avec pour contrepartie l'actif de démantèlement reconnu. La provision est actualisée à un taux déterminé par zone géographique correspondant au taux moyen de placement sans risque d'une obligation d'État à 15 ans.

Note 9 Impôts

9.1 Impôts et taxes d'exploitation

9.1.1 Impôts et taxes d'exploitation comptabilisés en résultat

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Contribution économique territoriale, IFER et assimilés	(729)	(841)	(851)
Redevances de fréquences	(294)	(278)	(297)
Taxes sur services de télécommunications	(319)	(259)	(223)
Autres taxes	(466)	(405)	(424)
Total	(1 808)	(1 783)	(1 795)

Bien que comportant une contrepartie directement identifiable, les redevances périodiques de fréquences sont présentées avec les impôts et taxes d'exploitation s'agissant de paiements au profit des États et Collectivités.

9.1.2 Impôts et taxes d'exploitation dans l'état de la situation financière

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Taxe sur la valeur ajoutée	874	824	832
Autres taxes	44	69	58
Impôts et taxes d'exploitation – Actifs	918	893	890
Contribution économique territoriale, IFER et assimilés	(115)	(214)	(220)
Redevances de fréquences	(44)	(60)	(65)
Taxe sur services de télécommunications	(100)	(99)	(96)
Taxe sur la valeur ajoutée	(560)	(545)	(457)
Autres taxes	(422)	(400)	(450)
Impôts et taxes d'exploitation – Passifs	(1 241)	(1 318)	(1 288)
Impôts et taxes d'exploitation – Nets	(323)	(425)	(398)

Évolution des contentieux et contrôles fiscaux

Le contentieux sur la taxe Pylônes qui opposait depuis plusieurs années la région wallonne aux principaux opérateurs télécom en Belgique s'est clôturé avec la signature d'un accord le 22 décembre 2016. Au travers de cet accord, la région wallonne s'engage à ne plus lever de taxes sur les infrastructures télécom et à favoriser la mise en place d'un cadre législatif, réglementaire et administratif facilitant le déploiement de celles-ci. Cet accord permet de clore le litige ouvert depuis 2014 avec la région wallonne par un règlement total de 45 millions des principaux opérateurs (dont 16 millions d'euros à la charge d'Orange Belgium), lesquels s'engagent également, pour les trois prochaines années, à réaliser des investissements à hauteur de 60 millions d'euros dans leur réseau sur l'ensemble du territoire (dont 20 millions d'euros pour Orange Belgium).

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Impôts et taxes d'exploitation nets (passif) en début de période	(425)	(398)	(276)
Impôts et taxes d'exploitation comptabilisés en résultat	(1 808)	(1 783)	(1 795)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	1 897	1 749	1 737
Variations de périmètre	(68)	28	(22)
Écarts de conversion	78	3	(11)
Reclassements et autres	3	(24)	(31)
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	-
Impôts et taxes d'exploitation nets (passif) en fin de période	(323)	(425)	(398)

Principes comptables

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe fait régulièrement face à des divergences d'interprétations des textes relatifs à certaines taxes avec les administrations fiscales, qui peuvent mener à des redressements voire des procédures contentieuses.

Le Groupe évalue les taxes au montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès des administrations fiscales de chaque pays à raison de son interprétation de l'application de la législation fiscale. Le Groupe détermine le montant de ses actifs et dettes d'impôts (y compris provisions) en fonction des mérites techniques des positions qu'il défend face à l'administration fiscale.

9.2 Impôt sur les sociétés

9.2.1 Impôt sur les sociétés comptabilisé en résultat

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Groupe fiscal France	(464)	(360)	(745)
– Impôt exigible	(318)	10	(341)
– Impôts différés	(146)	(370)	(404)
Royaume-Uni	(20)	(4)	(88)
– Impôt exigible	(44)	(66)	(87)
– Impôts différés	24	62	(1)
Espagne	(291)	30	(220)
– Impôt exigible	(23)	18	(64)
– Impôts différés	(268)	12	(156)
Pologne	(11)	(8)	(6)
– Impôt exigible	3	(19)	(7)
– Impôts différés	(14)	11	1
Autres filiales	(184)	(307)	(514)
– Impôt exigible	(362)	(404)	(512)
– Impôts différés	178	97	(2)
Total	(970)	(649)	(1 573)
– Impôt exigible	(744)	(461)	(1 011)
– Impôts différés	(226)	(188)	(562)

Groupe d'intégration fiscale France

Charge d'impôt exigible

Depuis 2012, la charge d'impôt exigible reflète l'obligation de versement d'un impôt minimum calculé sur la base de 50 % du résultat fiscal du fait de la limitation de l'utilisation des déficits fiscaux reportables disponibles.

Le taux d'impôt sur les sociétés applicable sur les exercices 2014 et 2015 est de 38 % suite à la mise en place d'une contribution temporaire exceptionnelle à l'impôt sur les sociétés. En 2016, le taux d'impôt est de 34,43 % du fait de la suppression de cette contribution exceptionnelle à l'impôt sur les sociétés.

En 2015, l'impôt exigible intégrait un produit d'impôt constaté suite à la réestimation d'une charge d'impôt comptabilisée antérieurement aux périodes présentées.

Charge d'impôt différé

La charge d'impôt différé correspond principalement à l'utilisation des déficits reportables.

En 2016, la charge d'impôt différé intègre un produit d'impôt de 178 millions d'euros au titre d'impôts différés actifs sur déficits reportables qui résulte de l'issue favorable du contentieux sur la quote-part de frais et charges.

Les impôts différés sont essentiellement comptabilisés au taux d'impôt de 34,43 %.

La Loi de Finances 2017 votée fin décembre 2016 intègre une baisse du taux d'impôt sur les sociétés à 28,92 % à horizon 2020 pour le groupe. Cette baisse du taux d'impôt n'a pas d'effet significatif sur la position nette d'impôts différés comptabilisés au bilan (produit de 12 millions d'euros comptabilisé en 2016).

En 2014, la prorogation du taux d'impôt de 38 % à l'exercice 2015 avait conduit à comptabiliser un produit d'impôt différé de 60 millions d'euros au titre de la revalorisation de l'actif net d'impôt différé dont le retournement était attendu sur 2015.

Évolution des contentieux et contrôles fiscaux en France

Contrôles fiscaux

Orange SA a fait l'objet de contrôles fiscaux portant sur les exercices 2010 à 2013, dont les redressements n'ont pas d'incidences comptables significatives sur les comptes du Groupe. Actuellement, Orange SA fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'exercice 2014.

Contentieux sur la quote-part de frais et charges

Orange avait déposé des réclamations relatives à la quote-part de frais et charges (QPFC) de 5 % imposée sur les dividendes reçus de sociétés membres de l'Union européenne pour les exercices 2008 à 2014.

En 2016, les décisions favorables du Tribunal de Montreuil rendues pour les exercices 2008 à 2014 ont permis la comptabilisation d'un produit d'impôt de 190 millions d'euros (dont un produit d'impôt différé de 178 millions d'euros lié à l'augmentation des déficits fiscaux reportables disponibles).

L'ensemble des procédures au titre de ce contentieux sont désormais closes.

Contentieux en cours au titre des exercices 2000-2005

Dans le cadre de l'absorption de COGECOM par Orange SA et suite à une décision défavorable du Tribunal de Montreuil en date du 4 juillet 2013 déclenchant la mise en paiement des montants réclamés par l'Administration fiscale, Orange avait procédé en 2013 au paiement du solde des droits et intérêts de retard réclamés pour un montant total de 2 146 millions d'euros.

Les principaux développements au cours de l'année 2016 des procédures contentieuses engagées devant la Cour Administrative d'Appel de Versailles ont été les suivants :

– au titre de l'exercice 2005 :

- dans un arrêt du 18 février 2016, contrairement aux conclusions du rapporteur public, la Cour Administrative d'Appel de Versailles a confirmé le jugement du 4 juillet 2013. Le Groupe a alors saisi le Conseil d'État le 18 avril 2016 afin de statuer sur le fond,

- par un arrêt en date du 5 décembre 2016, le Conseil d'État a cassé l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Versailles du 18 février 2016 et renvoyé le contentieux devant la même Cour, en validant le motif invoqué par le Groupe à savoir la règle de l'intangibilité du bilan d'ouverture du premier exercice non prescrit.

Une issue favorable de ce contentieux se traduirait par un produit d'impôt courant de 2 146 millions d'euros (hors intérêts moratoires). Dans l'attente de la nouvelle décision de la Cour Administrative d'Appel de Versailles, ce montant est traité comme un actif éventuel.

– au titre des exercices 2000-2004 :

- le contentieux est toujours en cours, et n'est pas susceptible d'avoir des conséquences négatives sur les états financiers en cas d'issue défavorable du contentieux pour le Groupe.

Contentieux sur la taxe de 3 % sur les dividendes

Le Groupe a également engagé un contentieux au titre de la taxe de 3 % des dividendes contestant la constitutionnalité de cette mesure en respect des directives européennes. Une issue favorable de ce contentieux se traduirait par un produit d'impôt courant d'environ 220 millions d'euros au 31 décembre 2016, qui est à ce stade du contentieux traité comme un actif éventuel.

Royaume-Uni

Charge d'impôt exigible

La charge d'impôt exigible comprend principalement l'imposition des activités liées à la marque Orange. Le taux d'impôt a été ramené à 21 % à compter du 1^{er} avril 2014, puis 20 % à partir du 1^{er} avril 2015.

Charge d'impôt différé

La loi *Finance Act 2016* adoptée le 15 septembre 2016 intègre une baisse du taux d'impôt à 17 % à compter du 1^{er} avril 2020. Un produit d'impôt différé de 31 millions d'euros a donc été comptabilisé afin d'ajuster le montant de l'impôt différé passif relatif à la marque Orange.

En 2015, le taux d'impôt avait été abaissé à 19 % à compter du 1^{er} avril 2017 et à 18 % à compter du 1^{er} avril 2020. En conséquence, compte tenu de la baisse du taux d'impôt, le produit d'impôt différé intégrait l'ajustement de l'impôt différé passif relatif à la marque Orange pour 62 millions d'euros en 2015.

En 2014, le taux d'impôt n'avait pas été modifié. Les conséquences sur les impôts différés de la baisse progressive du taux d'impôt votée

en 2013 pour les exercices à compter de 2014 et 2015, avaient été comptabilisées sur l'exercice 2013.

Espagne

Charge d'impôt exigible

Pour toutes les périodes présentées, la charge d'impôt exigible traduit essentiellement l'obligation de versement d'un impôt minimum calculé sur la base de 75 % du résultat fiscal du fait de la limitation de l'utilisation des déficits fiscaux reportables disponibles à hauteur de 25 %.

Le taux d'imposition applicable est de 25 % en 2016, 28 % en 2015 et de 30 % en 2014.

En 2015, l'impôt exigible reflétait pour 19 millions d'euros l'effet positif de la réestimation de l'impôt dû au titre d'exercices antérieurs.

Charge d'impôt différé

Une charge d'impôt différé de 256 millions d'euros est comptabilisée en 2016 afin de refléter l'effet sur la valeur recouvrable des impôts différés actifs reconnus du maintien de la quotité annuelle d'utilisation des déficits reportables à 25 % pour les exercices à compter de 2016, et ce contrairement aux dispositions précédemment votées lesquelles prévoyaient une quotité annuelle d'utilisation des déficits à hauteur de 70 % du résultat taxable pour les exercices à compter de 2017.

En 2014, une réforme fiscale avait introduit la baisse progressive du taux d'impôt et avait donné un caractère permanent à la quotité annuelle d'utilisation des déficits reportables, qui avait mené à la comptabilisation d'une charge d'impôt différé de 156 millions d'euros (dont 52 millions d'euros résultant de la baisse du taux d'impôt).

Autres filiales

Charge d'impôt exigible

En 2014, la charge d'impôt intégrait notamment une charge d'impôt exigible de 172 millions d'euros liée à la cession d'Orange Dominicana.

Charge d'impôt différé

En 2016, un produit d'impôt différé de 68 millions d'euros a été comptabilisé au titre de la reconnaissance d'impôts différés actifs sur reports déficitaires du sous-groupe Equant.

Preuve d'impôt Groupe

(en millions d'euros)

Note	2016	2015	2014
Résultat avant impôt des activités poursuivies	1 980	3 159	2 933
Taux légal d'imposition en France	34,43 %	38 %	38 %
Impôt théorique	(682)	(1 200)	(1 114)
<i>Éléments de réconciliation :</i>			
Pertes de valeur des écarts d'acquisition ⁽¹⁾	7.1 (266)	-	(87)
Perte de valeur des titres BT	11.7 (256)	-	-
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(16)	(15)	(82)
Ajustement de l'impôt des exercices antérieurs	23	75	77
Réestimation des actifs d'impôts différés	(91)	44	(181)
Différence de taux d'impôt ⁽²⁾	119	178	224
Effet du changement des taux applicables	43	87	1
Effet lié à la cession d'Orange Dominicana ⁽³⁾	-	-	(102)
Autres éléments de réconciliation ⁽⁴⁾	156	182	(309)
Impôt effectif	(970)	(649)	(1 573)
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>49,00 %</i>	<i>20,54 %</i>	<i>53,65 %</i>

(1) Effet de réconciliation calculé sur la base du taux d'impôt applicable à la société mère du Groupe. Le différentiel de taux d'impôt entre la société mère et la filiale localement est présenté ci-dessous dans la ligne « Différence de taux d'impôt ».

(2) Présence du Groupe dans des juridictions où les taux d'imposition sont différents du taux d'imposition en France, principalement le Royaume-Uni (taux de 20 % en 2016 et 2015, 21 % en 2014), l'Espagne (taux de 25 % en 2016, 28 % en 2015, 30 % en 2014) et la Pologne (taux de 19 %).

(3) Inclut la charge d'impôt payée aux autorités dominicaines au titre de la cession d'Orange Dominicana pour 172 millions d'euros compensée par l'effet de la non-imposition du gain de cession calculé à 70 millions d'euros (voir note 3.2).

(4) Comprend notamment en 2016 l'effet du gain d'impôt de 190 millions d'euros sur le contentieux quote-part de frais et charges, ainsi que les intérêts financiers non déductibles en France (respectivement une charge de 97, 108 et 127 millions d'euros en 2016, 2015 et 2014).

9.2.2 Impôt sur les sociétés relatif aux autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	2016		2015		2014	
	Montant brut	Impôt différé	Montant brut	Impôt différé	Montant brut	Impôt différé
Écarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	(80)	20	53	(15)	(150)	29
Actifs disponibles à la vente	(4)	-	15	-	(26)	-
Couverture de flux de trésorerie	(364)	123	538	(187)	(273)	96
Couverture d'investissement net	65	(22)	-	-	(85)	26
Écarts de conversion	(1 063)	-	77	-	672	-
Autres éléments du résultat global des mises en équivalence	43	-	(2)	-	(26)	-
Total	(1 403)	121	681	(202)	112	151

9.2.3 Impôt dans l'état de la situation financière

(en millions d'euros)	31 décembre 2016			31 décembre 2015			31 décembre 2014		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Groupe fiscal France									
– Impôt exigible	21	-	21	-	21	(21)	-	335	(335)
– Impôts différés ⁽¹⁾	1 477	-	1 477	1 566	-	1 566	2 119	-	2 119
Royaume-Uni									
– Impôt exigible	-	22	(22)	-	36	(36)	-	42	(42)
– Impôts différés ⁽²⁾	-	531	(531)	-	555	(555)	-	617	(617)
Espagne									
– Impôt exigible	56	-	56	39	13	26	33	-	33
– Impôts différés ⁽³⁾	185	-	185	531	77	454	397	86	311
Pologne									
– Impôt exigible	1	6	(5)	-	14	(14)	-	13	(13)
– Impôts différés	209	-	209	231	-	231	217	-	217
Autres filiales									
– Impôt exigible	92	310	(218)	124	350	(226)	99	294	(195)
– Impôts différés	245	127	118	102	247	(145)	84	254	(170)
Total									
– Impôt exigible	170	338	(168)	163	434	(271)	132	684	(552)
– Impôts différés	2 116	658	1 458	2 430	879	1 551	2 817	957	1 860

(1) Principalement impôts différés actifs sur avantages au personnel.

(2) Principalement impôt différé passif sur la marque Orange.

(3) Principalement impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables indéfiniment.

Variation de l'impôt exigible net

(en millions d'euros)	2016	2015	2014
Impôt exigible net – actif/(passif) en début de période	(271)	(552)	(482)
Impôt sur les sociétés décaissé ⁽¹⁾	906	727	930
Produit/(charge) d'impôt exigible comptabilisé en compte de résultat ⁽²⁾	(772)	(449)	(1 011)
Impôt sur les sociétés exigible de l'exercice comptabilisé en réserves ⁽³⁾	(38)	14	19
Variations de périmètre	-	(4)	(1)
Écarts de conversion	6	(7)	(5)
Reclassements et autres	1	-	(4)
Reclassement en activités destinées à être cédées ⁽⁴⁾	-	-	2
Impôt exigible net – actif/(passif) en fin de période	(168)	(271)	(552)

(1) Inclut en 2014 l'impôt payé pour 172 millions d'euros au titre de la cession d'Orange Dominicana, présenté en « Produits de cession des titres de participation » dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

(2) Charge d'impôt exigible au compte de résultat présentée en 2016 pour (744) millions d'euros en impôt sur les sociétés et pour (28) millions d'euros en résultat des activités cédées. En 2015, charge d'impôt exigible pour (461) millions d'euros en impôt sur les sociétés et 12 millions d'euros en résultat des activités cédées.

(3) Correspond principalement à l'effet d'impôt lié à la revalorisation de la part en devise des titres subordonnés.

(4) Orange Dominicana en 2014.

Variation des impôts différés nets

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Impôts différés actifs nets – en début de période	1 551	1 860	2 297
Produit/(charge) comptabilisé en compte de résultat ⁽¹⁾	(232)	(176)	(562)
Produit/(charge) comptabilisé en autres éléments du résultat global	121	(202)	151
Produit/(charge) comptabilisé en réserves ⁽²⁾	(38)	14	3
Variations de périmètre ⁽³⁾	(18)	62	-
Écarts de conversion	73	(4)	(26)
Reclassements et autres	1	(3)	(3)
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	-
Impôts différés actifs nets – en fin de période	1 458	1 551	1 860

(1) Charge d'impôt différé au compte de résultat présentée en 2016 pour (226) millions d'euros en impôt sur les sociétés et pour (6) millions d'euros en résultat des activités cédées. En 2015, charge d'impôt différé pour (188) millions d'euros en impôt sur les sociétés et 12 millions d'euros en résultat des activités cédées.

(2) Correspond principalement à l'effet d'impôt lié à la revalorisation de la part en devise des titres subordonnés.

(3) Inclut principalement les effets liés aux prises de contrôle de Jazztel et Média Telecom en 2015 (voir note 3.2).

Impôts différés par nature

	31 décembre 2016			31 décembre 2015			31 décembre 2014		
	Compte de			Compte de			Compte de		
(en millions d'euros)	Actif	Passif	résultat	Actif	Passif	résultat	Actif	Passif	résultat
Provisions pour avantages au personnel	995	-	(69)	1 046	-	26	1 034	-	66
Immobilisations	821	1 157	95	759	1 248	93	937	1 032	(58)
Reports déficitaires	4 436	-	(231)	4 666	-	(289)	4 471	-	(800)
Autres différences	1 600	1 084	22	1 504	1 098	(55)	1 704	1 060	(148)
Sources d'impôts différés	7 852	2 241	(183)	7 975	2 346	(225)	8 146	2 092	(940)
Impôts différés actifs non reconnus	(4 153)	-	(49)	(4 078)	-	49	(4 194)	-	378
Compensation	(1 583)	(1 583)	-	(1 467)	(1 467)	-	(1 135)	(1 135)	-
Total	2 116	658	(232)	2 430	879	(176)	2 817	957	(562)

Au 31 décembre 2016, les reports déficitaires concernent essentiellement l'Espagne et la Belgique.

En France, la quasi-totalité des reports déficitaires pour lesquels un impôt différé actif est reconnu ont été consommés au 31 décembre 2016. Sous réserve de modifications des règles fiscales en vigueur et de l'évolution des perspectives futures estimées, le solde des déficits sera utilisé en 2017.

En Espagne, sous réserve de modifications des règles fiscales en vigueur et de l'évolution des perspectives futures estimées, la consommation des déficits reportables pour lesquels un impôt différé actif est reconnu est attendue d'ici 2021.

Au 31 décembre 2016, les impôts différés actifs non reconnus concernent principalement l'Espagne pour 2,1 milliards d'euros et la Belgique (filiales belges autres que Orange Belgium) pour 1,2 milliard d'euros et comprennent essentiellement des déficits reportables indéfiniment. Les autres reports déficitaires pour lesquels aucun impôt différé actif n'est reconnu ont essentiellement des dates d'expiration au-delà de 2021.

Principes comptables

Le Groupe évalue l'impôt courant et l'impôt différé au montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès des administrations fiscales de chaque pays à raison de son interprétation de l'application de la législation fiscale. Le Groupe détermine le montant de ses actifs et dettes d'impôts (y compris provisions) en fonction des mérites techniques des positions qu'il défend face à l'administration fiscale.

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporelle imposable liée à des participations dans les filiales, coentreprises et entreprises associées, sauf si :

- le Groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporelle (par exemple : distribution de dividendes) se renversera ; et
- il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

Ainsi, notamment, pour les sociétés comptabilisées par intégration globale, un passif d'impôt différé n'est reconnu qu'à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

À chaque clôture, le Groupe procède à une revue de la valeur recouvrable des impôts différés actifs des entités fiscales détenant des pertes fiscales reportables significatives. La recouvrabilité des impôts différés actifs est appréciée au regard des plans d'affaires utilisés pour les tests de dépréciation. Ces plans peuvent éventuellement être retraités de spécificités fiscales.

Les impôts différés actifs afférant à ces pertes fiscales ne sont pas reconnus lorsque les faits et circonstances propres à chaque société ou groupe fiscal concernés ne le permettent pas, notamment lorsque :

- l'horizon des prévisions fondées sur les plans d'affaires utilisés pour les tests de dépréciation et les incertitudes de l'environnement économique ne permettent pas d'apprécier le niveau de probabilité attaché à leur consommation ;
- les sociétés n'ont pas commencé à utiliser ces pertes ;
- l'horizon de consommation prévisible dépasse l'échéance du report autorisée par la législation fiscale ;
- il est estimé que l'imputation sur des bénéfices imposables futurs présente un caractère incertain à raison des risques de divergences d'interprétation dans l'application de la législation fiscale.

Note 10 Titres mis en équivalence

Aux 31 décembre 2016 et 2015, les participations mises en équivalence comprennent les activités d'Orange en tant qu'opérateur dans divers pays d'Afrique et du Moyen-Orient dont notamment la Tunisie et l'Île Maurice.

Au 31 décembre 2014, les participations mises en équivalence intégraient également les activités d'Orange en tant qu'opérateur au Maroc (voir note 3).

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Titres mis en équivalence en début de période	162	603	6 525
Dividendes	-	(17)	(355)
<i>dont EE⁽¹⁾</i>	-	-	(336)
Quote-part du résultat net	20	26	(172)
<i>dont EE</i>	-	-	(135)
Perte de valeur	(66)	(64)	(178)
Variation des autres éléments du résultat global	(0)	(2)	(28)
Variations de périmètre	(2)	(407)	(25)
<i>dont acquisitions de titres</i>	1	2	4
<i>dont prises de contrôle⁽²⁾</i>	-	(409)	-
<i>dont cessions de titres</i>	(3)	-	(29)
Écarts de conversion	3	3	412
Reclassements et autres	13	20	149
Reclassement en activités destinées à être cédées ⁽³⁾	-	0	(5 725)
Titres mis en équivalence en fin de période	130	162	603

(1) Dividendes d'EE présentés en activités destinées à être cédées pour (173) millions d'euros en 2016 et (446) millions d'euros en 2015 (voir note 3).

(2) Dont, en 2015, Médi Telecom pour (342) millions d'euros (voir note 3) et Cloudfire pour (66) millions d'euros.

(3) Concerne Telkom Kenya en 2015 et EE en 2014 (voir note 3).

Depuis décembre 2014 et ce jusqu'à leur cession en janvier 2016, les titres EE ont été classés en « actifs destinés à être cédés » et sont donc exclus du tableau ci-dessus. Cependant, les variations des autres éléments du résultat global des MEE incluent les variations liées aux titres EE et sont présentées ci-dessous :

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	-	(2)	2
Reclassement dans le résultat de la période	-	-	-
Autres éléments du résultat global des MEE – activités poursuivies	-	(2)	2
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	48	-	(29)
Reclassement dans le résultat de la période	(5)	-	1
Autres éléments du résultat global des MEE – activités cédées	43	-	(28)

Les engagements contractuels non comptabilisés portés par le Groupe sur les titres mis en équivalence sont décrits en note 14.

Les opérations réalisées entre le Groupe et les sociétés mises en équivalence se traduisent comme suit dans les états consolidés de la situation financière et dans les comptes de résultats consolidés d'Orange :

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Actif			
Créances clients	55	79	89
Actifs financiers courants ⁽¹⁾	(1)	237	149
Autres actifs courants	-	13	17
Passif			
Passifs financiers courants ⁽²⁾	7	226	229
Dettes fournisseurs	15	14	6
Autres passifs courants	1	1	58
Produits constatés d'avance	45	2	0
Compte de résultat			
Chiffre d'affaires	19	41	53
Autres produits opérationnels	35	99	121
Achats externes et autres charges opérationnelles	(67)	(87)	(63)
Résultat financier	1	0	16

(1) Cession de Telkom Kenya en 2016 : extinction du compte-courant avec Orange East Africa.

(2) Cession de EE en 2016 : extinction du compte-courant avec Orange SA.

Principes comptables

La valeur comptable des titres d'une entité mise en équivalence correspond au coût d'acquisition de la participation augmenté de la quote-part de résultat net de la période. En cas de pertes et une fois la valeur de l'investissement ramenée à zéro, le Groupe cesse de comptabiliser les quotes-parts de pertes supplémentaires dès lors qu'il n'est pas engagé au-delà de son investissement.

Un test de dépréciation est effectué au moins annuellement et dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur, comme par exemple une diminution du cours boursier si l'entité est cotée, des difficultés financières importantes de l'entité, des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés, des informations portant sur des changements importants ayant un effet négatif sur l'entité.

Une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, la valeur recouvrable étant la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des coûts de transaction. L'unité de compte considérée est la participation prise dans son ensemble. En cas de comptabilisation d'une dépréciation, celle-ci est comptabilisée en résultat des entités mises en équivalence. La dépréciation peut être reprise si la valeur recouvrable excède à nouveau la valeur comptable.

Note 11 Actifs, passifs et résultat financiers (hors activités d'Orange Bank)

11.1 Éléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms

(en millions d'euros)	Note	Éléments de l'état de la situation financière des activités télécoms (A)	Opérations intragroupe avec Orange Bank (B)	Actifs et passifs des activités télécoms y compris opérations avec Orange Bank (A) + (B)
Actifs financiers non courants	11.7	2 359	27 ⁽¹⁾	2 386
Dérivés actifs non courants	11.8	903	-	903
Actifs financiers courants	11.7	1 616	-	1 616
Dérivés actifs courants	11.8	57	-	57
Disponibilités et quasi-disponibilités		6 266	-	6 266
Passifs financiers non courants	11.3	28 909	-	28 909
Dérivés passifs non courants	11.8	511	-	511
Passifs financiers courants	11.3	4 616	-	4 616
Dérivés passifs courants	11.8	50	-	50

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

11.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers (hors activités d'Orange Bank)

Le coût de l'endettement financier net est constitué des produits et charges relatifs aux éléments constitutifs de l'endettement financier net (décrit en note 11.3) pendant la période.

Les gains et pertes de change relatifs aux éléments constitutifs de l'endettement financier net correspondent principalement à la réévaluation en euro des emprunts obligataires libellés en devises étrangères (note 11.5) ainsi qu'à la réévaluation symétrique des couvertures associées. En 2016, le résultat de change financier est lié essentiellement à l'effet de la couverture économique des nominaux des

titres subordonnés libellés en livres sterling enregistrés en capitaux propres pour leur valeur historique (voir note 13.4).

Les autres charges financières nettes sont principalement composées des effets liés à la participation du Groupe dans BT pour (533) millions d'euros correspondants à la dépréciation de la participation, nette de l'effet de la couverture du risque de change et du produit sur dividendes BT (voir note 11.7).

Enfin, les autres éléments du résultat global contiennent essentiellement les éléments de capitaux propres relatifs aux couvertures de flux de trésorerie et d'investissement net (note 11.8.4).

Les autres gains et pertes relatifs aux actifs et passifs financiers sont enregistrés en résultat d'exploitation.

	Résultat financier					Autres éléments du résultat global	
	Coût endette-ment financier brut	Produits (charges) sur actifs constitutifs endette-ment net	Coût endette-ment financier net	Gain (perte) de change	Autres charges financières nettes	Résultat financier	Réserves
(en millions d'euros)							
2016							
Actifs financiers	-	23	23	(334)	(509)		(4)
Passifs financiers	(1 468)	-	(1 468)	130	-		61 ⁽²⁾
Dérivés	61	-	61	55	-		(361)
Effet d'actualisation	-	-	-	-	(55)		-
Total	(1 407)	23	(1 384)	(149)	(564)⁽¹⁾	(2 097)	(304)
2015							
Actifs financiers	-	39	39	19	34		15
Passifs financiers	(1 715)	-	(1 715)	(1 233)	-		-
Dérivés	118	-	118	1 215	-		538
Effet d'actualisation	-	-	-	-	(60)		-
Total	(1 597)	39	(1 558)	1	(26)	(1 583)	553
2014							
Actifs financiers	-	62	62	50	24		(26)
Passifs financiers	(1 718)	-	(1 718)	(1 162)	-		(81) ⁽²⁾
Dérivés	65	-	65	1 134	-		(277)
Effet d'actualisation	-	-	-	-	(93)		-
Total	(1 653)	62	(1 591)	22	(69)	(1 638)	(384)

(1) Inclut (533) millions d'euros d'effet lié à la participation dans BT.

(2) Emprunts qualifiés de couverture d'investissement net.

11.3 Endettement financier net

L'endettement financier net fait partie des indicateurs de situation financière utilisés par le Groupe. Cet agrégat, non défini dans le référentiel IFRS, peut ne pas être comparable aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse de l'ensemble des actifs et passifs du groupe.

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

Il correspond (a) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), diminués (b) : des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur.

Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie et de couverture d'investissement net, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas (flux de trésorerie futurs, actif net en devise). Les effets des couvertures de ces éléments sont comptabilisés en capitaux propres. En conséquence, les « éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie » sont ajoutés à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle.

		31 décembre 2016			31 décembre 2015	31 décembre 2014
	Note	Éléments de l'état de la situation financière des activités télécoms (A)	Opérations intragroupe avec Orange Bank (B)	Endettement financier net (A) + (B)	Endettement financier net	Endettement financier net
(en millions d'euros)						
TDIRA	11.4	1 212	-	1 212	1 198	1 376
Emprunts obligataires	11.5	27 370	-	27 370	26 826	28 443
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	11.6	2 710	-	2 710	2 690	2 253
Dettes de location-financement		622	-	622	592	619
Dette de titrisation	4.3	-	-	-	-	500
Dépôts reçus de <i>cash collateral</i>	12.5	541	-	541	1 447	166
<i>NEU Commercial Papers</i> ⁽¹⁾		542	-	542	725	238
Banques créditrices		278	-	278	209	99
Engagement d'achat sur actions ECMS		-	-	-	-	275
Autres passifs financiers		250	-	250	377	404
Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net		33 525	-	33 525	34 064	34 373
Dérivés passifs courants et non courants	11.1	561	-	561	384	890
Dérivés actifs courants et non courants	11.1	(960)	-	(960)	(1 684)	(627)
Éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie		(763)	-	(763)	(418)	(962)
Endettement financier brut après dérivés (a)		32 363	-	32 363	32 346	33 674
Dépôts versés de <i>cash collateral</i> ⁽²⁾	11.7	(77)	-	(77)	(94)	(622)
Placements à la juste valeur ⁽³⁾	11.7	(1 576)	-	(1 576)	(1 231)	(204)
Quasi-disponibilités	11.1	(3 942)	-	(3 942)	(2 281)	(4 628)
Disponibilités	11.1	(2 324)	-	(2 324)	(2 188)	(2 130)
Éléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)		(7 919)	-	(7 919)	(5 794)	(7 584)
Endettement financier net (a) + (b)		24 444	-	24 444	26 552	26 090

(1) *Negotiable European Commercial Papers* (anciennement appelés « billets de trésorerie »).

(2) Seuls les dépôts versés de *cash collateral*, inclus dans les actifs financiers non courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

(3) Seuls les placements, inclus dans les actifs financiers courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

Les échéances des dettes sont présentées en note 12.3.

Endettement financier net par devise

La ventilation par devise de l'endettement financier net est présentée après prise en compte de l'effet change des instruments dérivés (hors instruments mis en place en couverture d'éléments opérationnels).

(contre-valeur en millions d'euros au cours de clôture)	EUR	USD	GBP	PLN	EGP	MAD	Autres	Total
Endettement financier brut après dérivés	19 678	8 279	2 599	20	457	423	907	32 363
Actifs financiers contributifs à l'endettement net	(6 997)	(105)	(7)	59	(18)	-	(851)	(7 919)
Endettement net par devise avant effet des dérivés de change ⁽¹⁾	12 681	8 174	2 593	78	439	423	56	24 444
Effet des dérivés de change	9 904	(8 564)	(2 544)	1 549	-	-	(345)	-
Endettement net par devise après prise en compte des dérivés de change	22 585	(390)	49	1 627	439	423	(289)	24 444

(1) Y compris la valeur de marché des dérivés en devise locale.

Endettement financier net par entité

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Orange SA	23 154	24 617	23 798
Orange Egypt ⁽¹⁾	309	862	919
Orange Espagne ⁽²⁾	169	511	553
FT IMMO H	536	496	546
Médi Telecom	423	436	-
Véhicules de titrisation (Orange SA)	-	-	494
Autres	(147)	(370)	(220)
Endettement financier net	24 444	26 552	26 090

(1) Évolution sur 2016 essentiellement expliquée par la dévaluation de la livre égyptienne, devise dans laquelle les emprunts bancaires d'Orange Egypt sont libellés (voir note 11.6).

(2) Évolution sur 2016 essentiellement expliquée par des remboursements d'emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement (voir note 11.6).

Principes comptables

Disponibilités et quasi-disponibilités

Le Groupe classe en quasi-disponibilités dans l'état de la situation financière et dans le tableau des flux de trésorerie les placements qui, dans le cadre de la gestion décrite aux notes 12.3 et 12.5, satisfont aux conditions d'IAS 7 :

- détention dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme ; et
- actifs à court terme à date d'acquisition, très liquides, facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Emprunts obligataires, emprunts bancaires et auprès d'organismes multilatéraux

Le Groupe ne comptabilise pas de passifs financiers à la juste valeur autres qu'un emprunt de 25 millions d'euros et le cas échéant les engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle.

Les emprunts sont donc évalués à l'émission à la valeur actualisée devant être payée, puis au coût amorti, calculé à l'aide du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). Les frais de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de la valeur de ce passif financier. Les frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Certains passifs financiers au coût amorti, notamment les emprunts, font l'objet d'une couverture. Il s'agit principalement des dettes en devises à taux fixe couvertes contre leurs variations de valeur attribuables au risque de taux et de change (couverture de juste valeur) et des dettes en devises couvertes contre l'exposition de leurs flux de trésorerie futurs au risque de change (couverture de flux de trésorerie).

11.4 TDIRA

Dans le cadre de l'accord transactionnel qui a mis fin aux relations avec Mobilcom, Orange SA a émis le 3 mars 2003 des titres à durée indéterminée remboursables en actions (« TDIRA »), d'un nominal de 14 100 euros, réservés aux membres du syndicat bancaire (la « tranche Banques ») et aux équipementiers créanciers de MobilCom (la « tranche Équipementiers »). Les TDIRA sont cotés sur Euronext Paris. Leur émission a fait l'objet d'une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse (devenue l'Autorité des marchés financiers) le 24 février 2003.

Les TDIRA sont remboursables en actions nouvelles d'Orange SA, à tout moment à l'initiative des porteurs ou, sous certaines conditions décrites dans la note d'opération, à l'initiative d'Orange SA, à raison d'une parité de 582,5561 actions par TDIRA de la tranche Banques (soit un prix de remboursement de 24,204 euros), la parité initiale de 300 actions par TDIRA ayant été ajustée plusieurs fois pour préserver les droits des porteurs de titres, et pouvant l'être encore selon les modalités décrites dans la note d'opération.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les TDIRA portent intérêt à un taux Euribor 3 mois + 2,5 %.

Depuis fin 2015, la tranche Équipementiers a été entièrement rachetée. Compte tenu des rachats effectués depuis leur émission, seuls 89 398 TDIRA de la tranche Banques restent en circulation au 31 décembre 2016, pour un montant nominal global de 1 261 millions d'euros.

Dans l'état de la situation financière, les TDIRA font l'objet d'une présentation séparée des éléments de dettes et de capitaux propres. Ils se décomposent comme suit au 31 décembre 2016 :

- une composante dette pour un montant de 1 212 millions d'euros ;
- une composante capitaux propres, avant impôts différés, pour un montant de 303 millions d'euros.

La différence entre le montant nominal global des TDIRA et la somme des composantes « dette » et « capitaux propres » correspond à l'ajustement de coût amorti comptabilisé depuis l'origine sur la composante dette.

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Nombre	89 398	89 398	103 582
Composante capitaux propres, avant impôts différés	303	303	351
Composante dette d'origine (a)	958	958	1 110
Montant nominal des TDIRA	1 261	1 261	1 461
Ajustement de coût amorti, hors intérêts courus non échus (b)	247	232	256
Intérêts courus non échus (c)	7	8	10
Montant total de la dette dans l'état de la situation financière (a) + (b) + (c)	1 212	1 198	1 376
Intérêts versés	30	35	40

Principes comptables

Certains instruments financiers du Groupe contiennent à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres. Il s'agit des Titres à Durée Indéterminée Remboursables en Actions (TDIRA). La composante dette est évaluée à sa valeur de marché en date d'émission, laquelle correspond à la valeur des flux de trésorerie contractuels futurs actualisés au taux de marché en vigueur à la date d'émission pour des instruments similaires présentant les mêmes conditions mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. Cette composante dette est ensuite comptabilisée au coût amorti.

La composante capitaux propres, calculée à l'origine par différence entre le nominal de l'instrument et la juste valeur de la composante dette, ne varie pas sur la durée de vie de l'instrument.

11.5 Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires en vie à fin 2016 ont tous été conclus par Orange SA, à l'exception des deux engagements libellés en dirhams marocains portés par l'entité Médi Telecom dont le Groupe a pris le contrôle à partir de juillet 2015.

Les emprunts obligataires du Groupe au 31 décembre 2016 sont remboursables *in fine* et aucune garantie spécifique n'a été accordée dans le cadre de ces émissions. Certains emprunts peuvent être remboursés par anticipation à la demande de l'émetteur.

Les emprunts ou les nouvelles tranches émis au cours de l'exercice 2016 sont présentés en gras.

Encours (en millions d'euros)

Devise d'origine	Nominal à l'origine (en millions de devises)	Échéance	Taux d'intérêt (en %)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Emprunts échus avant le 31 décembre 2016						
EUR	1 900	21 février 2017	4,750	1 900	1 929	4 250
EUR	100	4 décembre 2017	2,600	100	1 900	1 900
GBP	500	20 décembre 2017	8,000	315	367 ⁽¹⁾	642
MAD ⁽²⁾	1 200	31 janvier 2018	4,870	112	111	-
EUR	1 550	22 mai 2018	5,625	1 550	1 550	1 550
EUR	465	25 juillet 2018	EUR HICP + 3,00 ⁽³⁾	465	465	465
EUR	850	3 septembre 2018	1,875	843	850	850
EUR	50	26 septembre 2018	Euribor 3M + 0,57	50	50	50
MAD ⁽²⁾	1 300	23 décembre 2018	5,120	122	121	-
EUR	750	23 janvier 2019	4,125	750	750	750
JPY	7 500	24 janvier 2019	1,416	61	57	52
USD	750	6 février 2019	2,750	712	689	618
USD	1 250	8 juillet 2019	5,375	1 186	1 148	1 030
EUR	750	2 octobre 2019	1,875	750	750	750
USD	1 250	3 novembre 2019	1,625	1 186	-	-
EUR	25	10 février 2020	4,200	25	25	25
EUR	25	10 février 2020	CMS 10 ans + 0,80 ⁽⁴⁾	25	25	25
EUR	1 000	9 avril 2020	3,875	1 000	1 000	1 000
GBP	450	10 novembre 2020	7,250	278	324	578
EUR	1 250	14 janvier 2021	3,875	1 250	1 250	1 250
USD	1 000	14 septembre 2021	4,125	949	919	824
EUR	255	13 octobre 2021	CMS 10 ans + 0,69	255	255	255
EUR	272	21 décembre 2021	TEC 10 ans + 0,50	272	272	272
EUR	1 000	15 juin 2022	3,000	1 000	1 000	1 000
EUR	500	16 septembre 2022	3,375	500	500	500
EUR	500	1 mars 2023	2,500	500	500	500
HKD	700	6 octobre 2023	3,230	86	83	74
HKD	410	22 décembre 2023	3,550	50	49	44
EUR	650	9 janvier 2024	3,125	650	650	650
NOK	500	17 septembre 2025	3,350	55	52	-
EUR	750	12 mai 2025	1,000	750	-	-
GBP	350	5 décembre 2025	5,250	306	358	449
EUR	75	30 novembre 2026	4,125	75	75	75
EUR	750	3 février 2027	0,875	750	-	-
EUR	50	11 avril 2028	3,220	50	50	50
GBP	500	20 novembre 2028	8,125	584	681	642
EUR	150	11 avril 2029	3,300	150	150	150
EUR	105	17 septembre 2030	2,600	105	105	-
EUR	100	6 novembre 2030	2,000 ⁽⁵⁾	100	100	-
USD	2 500	1 mars 2031	9,000 ⁽⁶⁾	2 335	2 261	2 027
EUR	50	5 décembre 2031	4,300 (zéro coupon)	61	59	56
EUR	50	8 décembre 2031	4,350 (zéro coupon)	62	59	56
EUR	50	5 janvier 2032	4,450 (zéro coupon)	59	57	54
EUR	1 500	28 janvier 2033	8,125	1 500	1 500	1 500
EUR	55	30 septembre 2033	3,750	55	55	55

(1) Le Groupe a procédé le 14 avril 2015 à un rachat anticipé pour 231 millions de livres sterling.

(2) Emprunts conclus par Médi Telecom, filiale marocaine dont le Groupe a pris le contrôle à partir de juillet 2015.

(3) EUR HICP : indicateur de l'inflation et de la stabilité des prix (*Harmonised Index of Consumer Prices*), déterminé par la Banque Centrale Européenne.

(4) Cet emprunt est évalué à la juste valeur par résultat.

(5) Emprunt à taux fixe 2 % jusqu'en 2017 puis à taux CMS 10 ans x 166 %. Le taux CMS est capé à 4 % jusqu'en 2023 puis à 5 % au-delà.

(6) Emprunt comportant une clause de *step-up* (clause de révision du taux d'intérêt des coupons en cas d'évolution de la notation de la dette d'Orange par les agences de notation, voir note 12.3).

Encours (en millions d'euros)

Devise d'origine	Nominal à l'origine (en millions de devises)	Échéance	Taux d'intérêt (en %)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
GBP	500	23 janvier 2034	5,625	584	681	642
EUR	50	16 avril 2038	3,500	50	50	50
USD	900	13 janvier 2042	5,375	855	827	741
USD	850	6 février 2044	5,500	807	781	700
GBP	500	22 novembre 2050	5,375	585	681	642
Encours des emprunts obligataires				26 820	26 271	27 893
Intérêts courus non échus				640	650	659
Coût amorti				(90)	(95)	(109)
Total				27 370	26 826	28 443

11.6 Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement
et d'institutions de crédits multilatérales

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Orange Egypt	302 ⁽¹⁾	744	707
Médi Telecom	177	206	-
Sonatel	176	1	2
Orange Côte d'Ivoire	118	-	-
Orange Cameroun	112	183	30
Autres	162	152	225
Emprunts bancaires	1 047	1 286	964
Orange SA	1 530 ⁽²⁾	799	612
Orange Espagne	133	467	500
Autres	-	138	177
Emprunts auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales⁽³⁾	1 663	1 404	1 289
Total	2 710	2 690	2 253

(1) L'évolution des encours bancaires d'Orange Egypt en 2016 est principalement liée à la dévaluation de la livre égyptienne, devise dans laquelle sont libellés ces engagements.

(2) Orange SA a conclu en août 2016 un nouvel emprunt auprès de la Banque Européenne d'Investissement de 750 millions d'euros à échéance 2023.

(3) Principalement la Banque Européenne d'Investissement.

11.7 Actifs financiers (hors activités d'Orange Bank)

	2016					2015	2014
	Éléments de la situation financière des activités télécoms (A) ⁽¹⁾			Opérations intra-groupe avec Orange Bank (B)	Actifs financiers des activités télécoms y compris avec la banque (A) + (B)	Total	Total
	Total	Dont non courant	Dont courant				
(en millions d'euros)							
Actifs disponibles à la vente							
Titres de participation	1 878	1 878	-	-	1 878	144	91
Actifs financiers à la juste valeur par résultat							
Placements à la juste valeur	1 576	-	1 576	-	1 576	1 231	204
Titres de participation évalués à la juste valeur	80	80	-	-	80	77	77
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	77	77	-	-	77	94	622
Nantissement d'instruments monétaires en garantie de l'acquisition de Jazztel	-	-	-	-	-	-	2 901
Autres actifs financiers							
Créances rattachées à des participations	20	15	5	27 ⁽²⁾	47	29	47
Autres	344	309	35	-	344	543	535
Total	3 975	2 359	1 616	27	4 002	2 118	4 477

(1) Voir note 11.1.

(2) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

Actifs disponibles à la vente

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Actifs disponibles à la vente en début de période	144	91	103
Titres BT reçus en rémunération de la cession de EE	2 462	-	-
Dépréciation des titres BT hors effet de la couverture du risque de change	(753)	-	-
Variations de juste valeur	1	15	(26)
Autres mouvements	24	38	14
Actifs disponibles à la vente en fin de période	1 878	144	91

Titres BT

Le 29 janvier 2016, suite à la cession de EE, Orange a reçu 4 % du capital de BT Group plc (BT), soit environ 399 millions d'actions pour l'équivalent de 2 462 millions d'euros (contre-valorisés au cours fixing BCE de la livre sterling contre euro du 28 janvier soit 0,76228).

Le Groupe s'était engagé à ne pas céder les actions BT Group plc dans un délai d'un an, à compter du jour de la livraison des titres sous réserve de certaines exceptions. Cet engagement a pris fin le 29 janvier 2017.

Les titres BT sont classés en actifs disponibles à la vente et leur valeur s'élève à 1 709 millions d'euros à fin 2016. Les variations de juste valeur des titres, après prise en compte de l'effet de la couverture du risque de change, ont été reclassées des autres éléments du résultat

global en résultat, en raison d'une indication objective de perte de valeur survenue sur la période. En effet, à fin 2016, la participation est en moins-value latente depuis la livraison des titres fin janvier 2016 : elle a passé, à fin janvier 2017, le seuil de deux semestres consécutifs en perte de valeur latente. À cela s'ajoute la survenance d'événements économiques et politiques sur 2016, notamment au Royaume-Uni, qui renforcent les incertitudes quant au recouvrement du montant initial de cet investissement.

De ce fait, le Groupe a décidé de déprécier sa participation dans BT à fin 2016. Le cours de l'action utilisé pour calculer la dépréciation est celui du dernier jour de cotation, le 30 décembre, soit 366,9 cents de livre sterling par action. Ce montant est contrevalorisé en euros au cours fixing BCE de la livre sterling contre euro de fin d'année soit 0,8562.

Cette dépréciation a été minorée de l'effet de la couverture de change et elle est présentée en résultat, nette du produit des dividendes BT sur la période, comme détaillé ci-après :

(en millions d'euros)

	2016
Dépréciation des titres BT avant couverture de change	(753)
Effet de la couverture du risque de change	151
Dividendes BT 2016	69
Effet en résultat financier consolidé de la participation dans BT	(533)

Le 24 janvier 2017, BT a publié un avertissement sur résultat, communication qui a fait chuter le cours de l'action : la baisse du cours atteint - 17 % au 31 janvier 2017 par rapport au 31 décembre 2016. Au 30 juin 2017, le Groupe ré-estimera sa participation dans

BT au regard de l'évolution du cours de l'action notamment. À titre d'information, à fin janvier 2017, la dépréciation, nette de l'effet de la couverture de change, aurait un effet en résultat de l'ordre de (300) millions d'euros.

Autres éléments du résultat global liés à la participation dans BT et aux autres actifs disponibles à la vente des activités télécoms

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	(601)	15	5
Ajustement de reclassement dans le résultat de la période	602	-	(31)
Autres éléments du résultat global relatifs aux activités télécoms	1	15	(26)

Principes comptables (relatifs aux activités des télécoms)**Actifs disponibles à la vente**

Les actifs disponibles à la vente du Groupe comprennent principalement les titres de participation non consolidés, non mis en équivalence et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur, lors de leur première comptabilisation et ultérieurement.

Les variations de valeur temporaires sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global en « Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente ».

Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de ces titres ou une baisse de la juste valeur supérieure à un tiers ou sur plus de deux semestres, la perte cumulée comptabilisée en autres éléments du résultat global est reclassée de façon irréversible en résultat au sein du résultat financier.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le Groupe peut désigner à la juste valeur dès l'origine des placements de trésorerie tels que titres de créances négociables, dépôts, OPCVM monétaires, conformes à la politique de gestion du risque de liquidité du groupe (décrite en note 12.3). Ils sont évalués à leur juste valeur, lors de leur première comptabilisation et ultérieurement. Toutes les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

Autres actifs financiers

Cette catégorie inclut principalement divers prêts et créances. Ils sont comptabilisés à l'émission à leur juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de ces actifs, la valeur de l'actif est revue à la clôture. Une perte de valeur est enregistrée en résultat dès lors que la valeur comptable de l'actif financier est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation.

11.8 Instruments dérivés (hors activités d'Orange Bank)**11.8.1 Valeur de marché des instruments dérivés**

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
(en millions d'euros)	Net	Net	Net
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	553	1 111	(335)
Dérivés de couverture de juste valeur	(26)	91	(6)
Dérivés de couverture ⁽¹⁾	527	1 202	(341)
Dérivés de transaction ⁽¹⁾	(128)	98	78
Instruments dérivés nets	399	1 300	(263)

(1) Dont effet change sur les *cross currency swaps* (de couverture et de transaction) couvrant le risque de change sur nominaux de la dette brute pour 1 254 millions d'euros au 31 décembre 2016, 1 527 millions d'euros à fin 2015 et 677 millions d'euros à fin 2014. L'effet change des *cross currency swaps* correspond à la différence entre le nominal en devise converti au cours de clôture et le nominal en devise converti au cours d'ouverture (ou au cours du jour de négociation en cas de nouvel instrument).

À ces instruments de dérivés sont associé des accords de *cash collateral* dont les effets sont présentés en note 12.5.

Principes comptables

Les dérivés sont évalués à leur juste valeur et classés dans l'état de la situation financière en fonction de leur date de maturité que ces dérivés soient qualifiés ou non de couverture au regard de la norme IAS 39.

Les dérivés sont classés sur une ligne séparée dans l'état de la situation financière.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure : c'est-à-dire si au début de la couverture et pendant toute sa durée, l'entreprise s'attend à ce que les variations de juste valeur de l'élément couvert soient presque intégralement compensées par les variations de juste valeur de l'instrument de couverture, et si les résultats réels se situent dans un intervalle compris entre 80 et 125 %.

Il existe trois types de couverture comptable :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé (ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif) qui sont attribuables à un risque de taux et/ou de change et qui affecteraient le résultat.

La partie couverte de ces éléments est réévaluée à sa juste valeur dans l'état de la situation financière. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée, dans la limite de l'efficacité de la couverture, par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture ;

- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque de taux et/ou de change associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecteraient le résultat.

L'élément couvert n'étant pas enregistré dans l'état de la situation financière, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie des autres éléments du résultat global. Elle est reclassée dans le coût initial de l'élément couvert lorsqu'il s'agit de la couverture du coût d'acquisition d'un actif non financier ou elle est reprise en résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat ;

- la couverture d'investissement net est une couverture de l'exposition aux variations de valeur attribuables au risque de change d'un investissement net dans une activité à l'étranger et qui affecteraient le résultat en cas de sortie de l'investissement.

La partie efficace de la couverture d'investissement net est enregistrée en contrepartie des autres éléments du résultat global. Elle est reprise en résultat lors de la sortie de l'investissement net.

Pour les transactions comptablement qualifiées de couverture de juste valeur et pour les transactions de couverture économique, l'effet change de la variation de juste valeur des dérivés est comptabilisé en résultat d'exploitation lorsque l'élément sous-jacent couvert est une transaction commerciale et en résultat financier lorsque l'élément sous-jacent couvert est une créance ou une dette financière.

L'arrêt de la comptabilité de couverture peut notamment résulter de la disparition de l'élément couvert, la révocation volontaire de la relation de couverture, la résiliation ou l'arrivée à l'échéance de l'instrument de couverture. Les conséquences comptables sont alors les suivantes :

- pour une couverture de juste valeur : l'ajustement de juste valeur de la dette à la date d'arrêt de la relation de couverture est amorti en fonction d'un TIE recalculé à cette date ;
- pour une couverture de flux de trésorerie : les montants enregistrés dans les autres éléments du résultat global sont repris en résultat lors de la disparition de l'élément couvert. Dans les autres cas, ils sont repris linéairement en résultat sur la durée de vie résiduelle de la relation de couverture définie à l'origine.

Dans les deux cas, les variations ultérieures de valeur de l'instrument de couverture sont comptabilisées en résultat.

11.8.2 Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie du groupe Orange ont principalement pour objectif de neutraliser le risque de change portant sur des flux financiers futurs (nominal, coupons) ou de transformer des dettes à taux variable en dettes à taux fixe. Les principales couvertures en vie à fin décembre 2016 sont détaillées dans le tableau ci-dessous : il s'agit d'opérations négociées par Orange SA pour couvrir ses emprunts.

Nominaux des instruments de couverture par maturité (en millions de devises couvertes)

Instruments de couverture	2017	2018	2019	2020	2021 et plus
Cross currency swaps ⁽¹⁾					
<i>Devise couverte</i>					
GBP	-	-	-	238	1 362 ⁽³⁾
HKD	-	-	-	-	1 110 ⁽⁴⁾
JPY	-	-	7 500	-	-
NOK	-	-	-	-	500 ⁽⁵⁾
USD	-	-	3 250	94	5 100 ⁽⁶⁾
Swaps de taux ⁽²⁾	-	-	-	-	-
EUR	100	400	-	-	355 ⁽⁷⁾

(1) Couverture des emprunts d'Orange SA au titre du risque de taux et du risque de change.

(2) Couverture du risque de taux des emprunts d'Orange SA.

(3) 262 MGBP à échéance 2025, 500 MGBP à échéance 2028, 450 MGBP à échéance 2034 et 150 MGBP à échéance 2050.

(4) 1 110 MHKD à échéance 2023.

(5) 500 MNOK à échéance 2025.

(6) 1 000 MUSD à échéance 2021, 2 450 MUSD à échéance 2031, 900 MUSD à échéance 2042, 750 MUSD à échéance 2044.

(7) 255 MEUR à échéance 2021 et 100 MEUR à échéance 2030.

Pour chacune de ces relations de couverture, l'élément couvert affecte le compte de résultat :

- chaque année, lors des échéances de paiement des intérêts ;
- chaque année, lors de la constatation du résultat de change sur la réévaluation du nominal, jusqu'à la date de maturité de l'instrument de couverture.

Afin de couvrir l'exposition au risque de change d'une partie de ses flux opérationnels en devises, certaines entités du groupe Orange ont mis en place des couvertures, dont les principales sont détaillées ci-après :

- Orange Polska, dont la devise fonctionnelle est le zloty, a mis en place des achats à terme à échéance 2017 pour 121 millions d'euros, principalement en couverture du risque de change sur ses achats de terminaux ;
- Orange SA a mis en place des achats à terme à échéance 2017 pour 170 millions de dollars américains, principalement en couverture du risque de change sur ses achats d'équipements.

Pour ces relations de couverture, l'élément couvert affecte le compte de résultat chaque année jusqu'à la date de maturité de la relation de couverture.

La variation de la réserve des couvertures des flux de trésorerie s'explique comme suit :

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période ⁽¹⁾	(288)	649	(197)
Reclassement dans le résultat financier de la période	(79)	(112)	(59)
Reclassement dans le résultat d'exploitation de la période	(1)	1	(17)
Reclassement dans la valeur comptable initiale de l'élément couvert	4	0	(0)
Total	(364)	538	(273)

(1) Essentiellement effet lié à la couverture des coupons futurs des emprunts en devises étrangères par des cross currency swaps.

L'inefficacité comptabilisée en résultat qui découle des couvertures de flux de trésorerie est non significative en 2016 comme en 2015 et 2014.

11.8.3 Couvertures de juste valeur

À partir de 2012, des couvertures de l'investissement net du Groupe dans EE au Royaume-Uni ont été mises en place.

Depuis le 31 décembre 2014, la participation du Groupe dans EE ayant été classée en actif destiné à être cédé, les couvertures d'investissement net (emprunts obligataires et dérivés) ont été déqualifiées puis requalifiées prospectivement de couverture de juste valeur.

Les réserves d'investissement net sont restées figées au montant de 2014 soit (65) millions d'euros. Ce montant a été recyclé au sein du résultat des activités cédées au moment de la cession d'EE en janvier 2016. De même, la réévaluation des titres EE permise du fait de leur

couverture de juste valeur, a été recyclée dans le résultat de cession pour un montant de 102 millions d'euros. L'effet total en résultat de cession des couvertures, avant impôt, s'élève donc à 37 millions d'euros.

Le 29 janvier 2016, dans le cadre de la cession d'EE, le Groupe a reçu 4 % de la capitalisation de BT. Ces titres libellés en livres sterling font l'objet d'une couverture de juste valeur au titre du risque de change, à hauteur de la quasi-totalité de leur valeur au 31 décembre 2016.

Ainsi, les principales couvertures de juste valeur du Groupe au 31 décembre 2016 comprennent des emprunts obligataires pour un nominal de 269 millions de livres sterling et des ventes à terme à échéance 2017 pour 1 083 millions de livres sterling.

Les effets en résultat financier des couvertures de juste valeur s'expliquent comme suit :

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Part efficace sur les instruments de couverture	314	(63)	(1)
Profit (perte) comptabilisé sur les éléments couverts	(314)	63	(5)
Coûts de couverture (report/déport) ⁽¹⁾	(12)	(18)	2
Total impact en résultat financier	(12)	(18)	(4)

(1) Enregistrés en résultat financier.

11.8.4 Réserves des instruments financiers de couverture

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Éléments des capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie	(763) ⁽¹⁾	(420)	(964)
dont Orange SA	(738)	(377)	(911)
dont autres entités	(25)	(43)	(54)
Réserve restant à amortir sur les relations de couverture interrompues	514 ⁽²⁾	470	476
Autres éléments du résultat global	(249)	50	(488)

(1) Voir note 11.3.

(2) Orange SA.

Note 12 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (hors activités d'Orange Bank)

Il est rappelé que le Groupe utilise des éléments de mesure de la performance ou de la situation financière qui ne sont pas définis explicitement par les normes IFRS, tels que l'EBITDA (voir note 1.8) et l'endettement financier net (voir note 11.3).

Les risques de marché sont suivis par le Comité trésorerie financement d'Orange qui rapporte au Comité exécutif. Il est présidé par le membre du Comité exécutif en charge de la Finance et de la Stratégie, et se réunit trimestriellement.

Il fixe le cadre de gestion de la dette du Groupe pour les mois qui suivent, notamment sous ses aspects de risques de taux d'intérêt, de change, de liquidité et de contrepartie et examine la gestion passée (opérations réalisées, résultats financiers).

12.1 Gestion du risque de taux

Gestion taux fixe/taux variable

Le groupe Orange gère une position structurelle taux fixe/taux variable en euros afin d'optimiser le coût de sa dette, et utilise pour cela des instruments fermes et optionnels d'échanges de taux d'intérêt (*swaps*, *futures*, *caps* et *floors*).

La part à taux fixe de l'endettement financier brut, hors dépôts reçus de *cash collateral* et engagement de rachats sur minoritaires est estimée à 84 % au 31 décembre 2016.

Analyse de sensibilité de la situation du Groupe à l'évolution des taux

L'analyse de la sensibilité des actifs et passifs financiers au risque de taux est suivie uniquement pour les éléments constitutifs de l'endettement financier net qui portent intérêt et sont donc exposés au risque de taux.

Sensibilité des charges financières

À dette et politique de gestion constantes, une augmentation des taux d'intérêt de 1 % engendrerait une diminution du coût de l'endettement financier net de 188 millions d'euros, tandis qu'une baisse des taux de 1 % l'augmenterait de 199 millions d'euros.

Sensibilité des réserves de couverture de flux de trésorerie

Une hausse des taux d'intérêt de 1 % sur le portefeuille de dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie améliorerait leur valeur de marché et augmenterait la réserve de couverture de flux de trésorerie associée d'environ 1 185 millions d'euros. Parallèlement, une baisse des taux de 1 % dégraderait leur valeur de marché et diminuerait la réserve de couverture de flux de trésorerie d'environ 1 392 millions d'euros.

12.2 Gestion du risque de change

Risque de change d'exploitation

Les activités du Groupe dans le monde sont réalisées par des entités qui opèrent dans leur propre pays et principalement dans leur propre devise. Leur exposition opérationnelle au risque de change est donc limitée à certains types de flux : achats d'équipements ou de capacité réseau, achats de terminaux et d'équipements vendus ou mis à disposition des clients, achats ou ventes auprès d'opérateurs internationaux.

Afin de couvrir l'exposition à ces risques de change, les entités du groupe Orange ont mis en place des politiques de couverture, lorsque cela est possible (voir note 11.8.2).

Risque de change financier

Le risque de change financier concerne essentiellement :

- les remontées de dividendes : la politique du Groupe est généralement de couvrir économiquement ce risque à partir de la date de l'Assemblée générale de la filiale concernée ;
- le financement des filiales : sauf cas particulier, elles doivent se financer dans leur devise fonctionnelle ;
- le financement du Groupe : l'endettement obligataire du Groupe, après dérivés, est essentiellement en euros. Orange SA peut être amenée à émettre sur d'autres marchés obligataires que l'euro (notamment dollar américain, livre sterling, dollar canadien, franc suisse et yen). Lorsqu'Orange SA n'a pas d'actifs dans ces devises, les émissions sont ramenées en euros le plus souvent via des *cross currency swaps*. L'allocation de la dette par devise

dépend également des niveaux de taux d'intérêt et surtout du différentiel de taux par rapport à l'euro.

Enfin, les titres subordonnés libellés en livre sterling et inscrits en capitaux propres pour leur valeur historique (voir note 13.4) font l'objet d'une couverture économique au titre du risque de change avec des *cross currency swaps* à hauteur d'un montant nominal de 1 225 millions de livres sterling. Ces instruments dérivés sont réévalués en résultat financier (voir note 11.2).

Le tableau ci-dessous donne les principales expositions aux variations de change de l'endettement financier net en devises d'Orange SA, entité supportant les principaux risques de change, y compris opérations internes qui génèrent un résultat de change dans les comptes consolidés, hors effets de la couverture des titres subordonnés décrite ci-avant. Il présente également la sensibilité de l'entité à une variation de 10 % des parités des devises exposées.

	Exposition en devises ⁽¹⁾				Sensibilité	
	USD	GBP	PLN	Total converti	Appréciation euro + 10 %	Dépréciation euro - 10 %
(en millions de devises)						
Orange SA	(4)	(62)	6	(76)	7	(8)
Total (euros)	(4)	(73)	1	(76)		

(1) Hors couverture de change des titres subordonnés en livres sterling.

Risque patrimonial

Étant donné sa présence internationale, l'état de la situation financière du groupe Orange est sensible aux variations du cours de change, en raison de la conversion des actifs de filiales et participations libellés en devise étrangère. Les principales devises concernées sont la livre

sterling, le zloty, la livre égyptienne, le dollar américain et le dirham marocain.

Face aux actifs les plus significatifs, Orange a émis de la dette dans les devises concernées.

	Contribution à l'actif net consolidé								Sensibilité	
	EUR	USD	GBP	PLN	EGP	MAD	Autres devises	Total	Appréciation euro + 10 %	Dépréciation euro - 10 %
(en millions d'euros)										
Actif hors dette nette par devise (a) ⁽¹⁾	47 328	154	1 774 ⁽³⁾	3 640	389	989	3 344	57 618	(935)	1 143
Endettement net par devise après prise en compte des dérivés (b) ⁽²⁾	(22 585)	390	(49) ⁽⁴⁾	(1 627)	(439)	(423)	289	(24 444)	169	(206)
Actif net par devise (a) + (b)	24 743	544	1 725	2 013 ⁽⁵⁾	(50)	566	3 633	33 174	(766)	936

(1) L'actif hors dette nette par devise représente l'actif net par devise hors composantes contribuant à l'endettement financier net.

(2) L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. Voir note 11.3.

(3) Dont participation dans BT pour 1 709 millions d'euros.

(4) Dont couverture économique des titres subordonnés libellés en livres sterling pour 1 225 millions de livres sterling (soit 1 431 millions d'euros).

(5) En part du Groupe, l'actif net en zlotys représente un montant de 1 844 millions d'euros.

Étant donné sa présence internationale, le compte de résultat du Groupe est également sensible au risque de change en raison de la conversion, dans les états financiers consolidés, des comptes des filiales étrangères.

	Contribution au compte de résultat consolidé								Sensibilité	
	EUR	USD	GBP	PLN	EGP	MAD	Autres devises	Total	Appréciation euro + 10 %	Dépréciation euro - 10 %
(en millions d'euros)										
Chiffre d'affaires	31 378	1 150	170	2 613	1 135	498	3 974	40 918	(867)	1 060
EBITDA	9 574	(214)	14	728	339	160	1 118	11 719	(195)	238
Résultat d'exploitation	4 874	(361)	17	(401)	(183)	11	120	4 077	72	(89)

Début novembre 2016, la livre égyptienne a subi une forte dévaluation : la parité est passée de 9,7373 livres par euro à fin octobre 2016 à 19,1450 livres par euro à fin décembre 2016 (cours fin de journée publiés par Bloomberg).

12.3 Gestion du risque de liquidité

Diversification des sources de financement

Orange dispose de sources de financement diversifiées :

- émissions régulières sur les marchés obligataires ;
- financements ponctuels par des emprunts auprès d'organismes de développement ou multilatéraux ;
- émissions sur les marchés des titres à court terme dans le cadre du programme de *NEU Commercial Papers* (*Negotiable European Commercial Papers*, anciennement appelés « billets de trésorerie ») ;
- le 21 décembre 2016 Orange a signé avec 24 banques internationales un crédit syndiqué de 6 milliards d'euros afin de refinancer le précédent crédit syndiqué arrivant à échéance en janvier 2018. Le nouveau crédit de maturité initiale décembre 2021 comporte deux options d'extension d'un an supplémentaire chacune, options exerçables par Orange et sujettes à l'approbation des banques.

Liquidité des placements

Orange place ses excédents de trésorerie en titres de créances négociables, OPCVM et dépôts à terme. Ces placements privilégient la minimisation du risque de perte en capital sur le rendement.

Lissage des échéances de la dette

Les échéances de dette sont réparties de manière équilibrée sur les prochaines années.

Le tableau suivant détaille, pour chaque passif financier présenté dans l'état de la situation financière, les flux futurs de trésorerie non actualisés. Les principales hypothèses retenues dans cet échéancier sont les suivantes :

- les montants en devises sont convertis en euro au cours de clôture ;
- les intérêts futurs à taux variable sont figés sur la base du dernier coupon fixé, sauf dans le cas d'une meilleure estimation ;
- les TDIRA étant des instruments obligatoirement remboursables en actions nouvelles, aucun remboursement n'est pris en compte dans l'échéancier. En outre, les intérêts étant dus sur une durée indéterminée (voir note 11.4), les intérêts à payer ne sont ventilés que pour la première période (intégrer les intérêts sur les autres échéances aurait conduit à communiquer une information non pertinente) ;
- les échéances des lignes de crédit *revolving* sont positionnées à la date de maturité contractuelle ;
- les « autres éléments » (éléments non monétaires ou à durée indéterminée) permettent, pour les passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur, de faire le lien entre la ventilation des flux futurs de trésorerie et le solde dans l'état de la situation financière.

(en millions d'euros)	Note	État de la situation financière au 31 décembre 2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 et au-delà	Autres éléments ⁽⁴⁾
TDIRA	11.4	1 212	7	-	-	-	-	-	1 205
Emprunts obligataires	11.5	27 370	2 954	3 142	4 644	1 328	2 726	12 665	(90)
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	11.6	2 710	643	219	321	534	224	782	(13)
Dette de location-financement	11.3	622	116	122	99	79	65	140	-
<i>NEU commercial papers</i> ⁽¹⁾	11.3	542	542	-	-	-	-	-	-
Banques créditrices	11.3	278	278	-	-	-	-	-	-
Dépôts reçus de <i>cash collateral</i>	11.3	541	541	-	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers	11.3	250	94	13	16	10	2	115	-
Dérivés passifs	11.8	561	(0)	-	15	9	0	59	-
Dérivés actifs	11.8	(960)	(16)	(6)	(313)	(6)	(278)	(647)	-
Éléments des capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie	11.3	(763)	-	-	-	-	-	-	-
Endettement financier brut après dérivés		32 363	5 159	3 490	4 782	1 954	2 739	13 113	-
Dettes fournisseurs		9 865	9 021	359	76	107	44	274	(16)
Total passifs financiers (y compris dérivés actifs)		42 228	14 180 ⁽³⁾	3 849	4 858	2 061	2 783	13 387	-
Intérêts futurs sur passifs financiers ⁽²⁾			1 289	1 163	882	746	667	6 444	-

(1) *Negotiable European Commercial Papers* (anciennement appelés « billets de trésorerie »).

(2) Principalement intérêts futurs sur emprunts obligataires pour 12 604 millions d'euros, sur dérivés pour (1 808) millions d'euros, sur emprunts bancaires pour 240 millions d'euros, sur dettes de location-financement pour 19 millions d'euros.

(3) Pour l'année 2017, les montants présentés correspondent aux nominaux et aux intérêts courus non échus pour 657 millions d'euros.

(4) Éléments à durée indéterminée : nominal du TDIRA. Éléments non monétaires : coût amorti du TDIRA, des emprunts obligataires et des emprunts bancaires et actualisation des dettes fournisseurs long terme.

La position de liquidité fait partie des indicateurs de situation financière utilisés par le Groupe. Cet agrégat non défini dans le référentiel IFRS, peut ne pas être comparable aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

Au 31 décembre 2016, la position de liquidité des activités télécoms d'Orange est supérieure aux échéances de remboursement de l'endettement financier brut en 2017.

(en millions d'euros)

	Note	31 décembre 2016
Disponibilités	11.3	2 324
Quasi-disponibilités	11.3	3 942
Placements à la juste valeur	11.7	1 576
Montant disponible pour tirage des lignes de crédit	11.7	6 343
Position de liquidité		14 185

Au 31 décembre 2016, les disponibilités et quasi-disponibilités sont essentiellement détenues en France et dans les autres pays de l'Union européenne, lesquels ne sont pas soumis à des restrictions de convertibilité ou de contrôle de change.

Au 31 décembre 2016, les activités télécoms du groupe Orange disposent de facilités de crédit sous forme de lignes de crédit bilatérales et de lignes de crédit syndiquées, majoritairement conclues à taux variable.

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016
Orange SA	6 000
Médi Telecom	272
Orange Espagne	70
Autres	1
Montant disponible pour tirage des lignes de crédit	6 343

Les éventuels engagements spécifiques en matière de ratios financiers sont présentés en note 12.4.

Évolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange est un élément d'appréciation générale et complémentaire de la politique financière et de la politique de gestion des risques du Groupe, notamment du risque de solvabilité et de liquidité, et ne se substitue pas à une analyse réalisée par des investisseurs. Les agences de notation révisent régulièrement les notations qu'elles attribuent. Tout changement dans la notation pourrait avoir des effets sur le coût des financements futurs ou sur l'accès à la liquidité.

Par ailleurs, la notation est un critère qui, dans certains financements actuels d'Orange, fait varier la rémunération versée à l'investisseur :

- un emprunt obligataire d'Orange SA (voir note 11.5), dont l'encours est de 2,5 milliards de dollars à échéance 2031 (équivalent à 2,3 milliards d'euros au 31 décembre 2016) possède une clause

de *step-up* en cas d'évolution de la notation d'Orange. Cette clause a été activée en 2013 et début 2014 : le coupon du mois de mars 2014 a ainsi été calculé sur la base d'un taux de 8,75 % et depuis cette date, l'emprunt porte intérêt au taux de 9 % ;

- la marge du crédit syndiqué de 6 milliards d'euros signé le 21 décembre 2016 est susceptible d'être modifiée en fonction de l'évolution de la notation d'Orange à la hausse ou à la baisse. Au 31 décembre 2016, ce crédit n'a fait l'objet d'aucun tirage.

S'agissant de l'évolution de la notation d'Orange en 2016, l'agence Standard & Poor's a révisé le 27 janvier 2016 la perspective sur la dette long terme d'Orange de Négative à Stable et a ainsi confirmé sa note sur la dette long terme à BBB+ ainsi que sa note sur la dette court terme à A2.

Au 31 décembre 2016, la notation d'Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings	Japan Credit Rating
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+	A-
Perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2	

12.4 Covenants financiers

Principaux engagements en matière de ratios financiers

Orange SA n'a pas de ligne de crédit ou d'emprunt soumis à des engagements spécifiques en matière de respect de ratios financiers.

Certaines filiales d'Orange SA se sont engagées à respecter certains ratios financiers portant sur des indicateurs définis dans les contrats passés avec les établissements financiers concernés, dont le non-respect constituerait un cas de défaut pouvant entraîner le remboursement anticipé de la ligne de crédit ou de l'emprunt.

- Orange Egypt : au titre des contrats de financement bancaire signés en 2011, 2012 et 2014, dont l'encours total au 31 décembre 2016 s'élève à 5 715 millions de livres égyptiennes (soit 299 millions d'euros), Orange Egypt doit respecter un ratio de « dette senior nette/EBITDA ».

- Médi Telecom : au titre des contrats de financement bancaire signés en 2012, 2014 et 2015, dont l'encours total au 31 décembre 2016 s'élève à 1 891 millions de dirhams marocains (soit 177 millions d'euros), Médi Telecom doit respecter des ratios portant sur son « endettement financier net » et sa « situation nette ».

- Orange Côte d'Ivoire : au titre du contrat de financement bancaire signé en novembre 2016, dont l'encours total au 31 décembre 2016 s'élève à 77 milliards de Franc CFA (soit 118 millions d'euros), Orange Côte d'Ivoire doit respecter un ratio de « dette senior nette/EBITDA ».

- Orange Cameroun : au titre du contrat de financement bancaire signé en mars 2015, dont l'encours total au 31 décembre 2016 s'élève à 73 milliards de Franc CFA (soit 112 millions d'euros), Orange Cameroun doit respecter un ratio de « dette senior nette/EBITDA ».

Au 31 décembre 2016, ces ratios sont respectés.

Les clauses de variation des taux d'intérêt en cas d'évolution de notation sont présentées en note 12.3.

Clauses liées aux cas de défaillance ou d'évolution défavorable significative

La plupart des contrats de financement conclus par Orange, notamment la ligne de crédit syndiquée de 6 milliards d'euros signée le 21 décembre 2016 ainsi que les emprunts obligataires, ne contiennent pas de clauses de remboursement anticipé en cas d'évolution défavorable significative ni de dispositifs de défaut croisé. La plupart des contrats contient en revanche des clauses d'accélération croisée. Ainsi, la seule survenance d'événements de défaut au titre d'autres financements n'entraîne pas de façon automatique le remboursement immédiat desdits contrats.

12.5 Gestion du risque de crédit et du risque de contrepartie

Les instruments financiers susceptibles d'exposer Orange à une concentration du risque de contrepartie sont essentiellement les créances clients, les disponibilités, les placements et les instruments financiers dérivés.

Orange considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients, de leur diversité (résidentiels, professionnels et grandes entreprises), de leur appartenance à des secteurs divers de l'économie et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger. La valeur maximale du risque de contrepartie sur ces actifs financiers est égale à leur valeur nette comptable engagée. Une analyse des créances clients nettes échues est effectuée en note 4.3. Les prêts et autres créances sont essentiellement constitués d'éléments dont le montant échu mais non provisionné n'est pas significatif.

Orange SA est exposée au risque de contrepartie bancaire dans le cadre de ses placements et de ses produits dérivés et réalise donc une sélection stricte des institutions publiques, financières ou industrielles auprès desquelles elle effectue des placements ou contracte des produits dérivés, en particulier en fonction de la notation financière de celles-ci.

- Pour chaque contrepartie sélectionnée, des limites sont fixées en tenant compte de la notation et des capitaux propres de chaque institution financière mais aussi selon des analyses périodiques menées au sein de la direction du Financement et de la Trésorerie. L'engagement maximum est ensuite déterminé (i) pour les placements, sur la base de limites maximales, et (ii) pour les dérivés, sur la base des montants notionnels des contrats de taux et de change ouverts, auxquels sont appliqués des coefficients variant selon la durée résiduelle de l'opération et le type de transaction. Un suivi des limites est communiqué quotidiennement au trésorier du Groupe et au responsable de la salle des marchés. Ces limites sont adaptées régulièrement en fonction des événements de crédit.
- Un suivi est exercé sur la notation des contreparties.
- Enfin, concernant les dérivés, des conventions cadres relatives aux instruments financiers (Fédération Bancaire Française ou *International Swaps and Derivatives Association*) sont signées avec l'ensemble des contreparties et prévoient, en cas de défaillance de l'une des parties, la compensation des dettes et créances réciproques ainsi que le calcul d'un solde de résiliation à recevoir ou à payer. À chacune de ces conventions est indexée une clause CSA de *cash collateral* qui peut entraîner un règlement (dépôts versés) ou un encaissement (dépôts reçus) mensuel ou hebdomadaire sans seuil. Le montant des remises en garantie correspond à la variation de la valeur de marché de l'ensemble des instruments dérivés mis en place (ou, pour quelques contreparties, des dérivés de maturité supérieure à 3 mois). Pour Orange SA, l'exposition au risque de non-exécution correspond donc à une succession d'expositions sur une durée maximum d'un mois jusqu'à l'échéance des dérivés. Il s'agit d'un risque de variation de valeur à la hausse du portefeuille, qui peut être modélisé par une série d'options de type achat de cap à un mois reprenant les caractéristiques du portefeuille (nominal net par contrepartie, volatilité, sensibilité). Le risque de non-exécution est alors le produit de cette exposition par la probabilité de défaut jusqu'à la maturité du dérivé et par la perte en cas de défaut (par convention de place fixée à 0,6).

Par ailleurs, les placements sont négociés auprès de contreparties bancaires de premier plan. Par exception, certains placements sont réalisés par les filiales auprès d'autres contreparties ; il s'agit alors essentiellement de celles disposant des meilleures notations existant localement.

Effet des mécanismes de compensation des expositions au risque de crédit et de contrepartie

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Juste valeur des instruments dérivés actifs	960	1 684	627
Juste valeur des instruments dérivés passifs	(561)	(384)	(890)
Compensation liée aux conventions cadres (a)	399	1 300	(263)
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	77	94	622
Dépôts reçus de <i>cash collateral</i>	(541)	(1 447)	(166)
Compensation liée au <i>cash collateral</i> (b)	(464)	(1 353)	456
Exposition résiduelle au risque de contrepartie (a) + (b)	(65)	(53)	193

La variation du montant net des dépôts de *cash collateral* entre 2015 et 2016 s'explique une part par l'évolution du portefeuille mais également par l'affaiblissement de la livre sterling par rapport à l'euro.

L'exposition résiduelle au risque de contrepartie s'explique par le décalage temporel entre la valorisation des dérivés à la date de clôture et la date de réalisation des échanges de *cash collateral*.

Analyse de sensibilité des dépôts de *cash collateral* à l'évolution des taux de marché et des cours de change

Les effets d'une évolution des taux de marché de plus ou moins 1 % sur la juste valeur des dérivés en couverture du risque de taux seraient les suivants :

(en millions d'euros)

	Baisse des taux de 1 %	Hausse des taux de 1 %
Variation de la valeur de marché des dérivés	(1 576)	1 358

	Baisse des taux de 1 %	Hausse des taux de 1 %
Montant de dépôt de <i>cash collateral</i> versé (reçu)	1 576	(1 358)

Les effets d'une évolution du cours de l'euro de plus ou moins 10 % face aux devises d'emprunts couverts (principalement livre sterling et dollar) sur la juste valeur des dérivés en couverture du risque de change seraient les suivants :

(en millions d'euros)

	Dépréciation euro - 10 %	Appréciation euro - 10 %
Variation de la valeur de marché des dérivés	1 964	(1 607)

	Dépréciation euro - 10 %	Appréciation euro - 10 %
Montant de dépôt de <i>cash collateral</i> versé (reçu)	(1 964)	1 607

12.6 Risque du marché des actions

Orange SA ne dispose pas d'option d'achat sur ses propres titres, ni d'engagements d'achats à terme d'actions et détient, au 31 décembre 2016, 22 423 actions propres. Orange SA contrôle des filiales cotées sur les marchés actions dont la valeur des titres peut être affectée par l'évolution générale de ces marchés. En particulier, la valeur de marché des actions de ces filiales cotées constitue un des éléments d'appréciation des tests de perte de valeur.

Les OPCVM souscrits par Orange dans le cadre de sa gestion des liquidités, ne contiennent pas de part investie en actions.

Le groupe Orange est exposé au risque actions au travers des actifs de couverture de certains de ses plans de retraite (voir note 6.2).

Au 31 décembre 2016, la seule autre exposition significative du Groupe au risque de marché sur les actions de sociétés cotées est liée à la détention de 4 % du capital de BT (reçus en rémunération de la cession EE fin janvier 2016 pour une valeur d'entrée de 2 462 millions d'euros). À fin 2016, cette participation a fait l'objet d'une dépréciation en résultat financier (voir note 11.7).

12.7 Gestion du capital

Orange SA n'est pas soumis à des exigences de nature réglementaire en matière de capitaux propres (autres que celles, usuelles, applicables à toute société commerciale).

Comme toute entreprise, Orange poursuit une politique de gestion de ses ressources financières (capitaux propres et endettement financier net) équilibrée, destinée à la fois à assurer un accès souple aux marchés de capitaux, y compris pour investir de manière sélective dans des projets de développement, et à rémunérer les actionnaires.

Cette politique se décline, en matière d'endettement financier net (voir note 11.3), par une gestion de la liquidité telle que décrite en note 12.3 et par une vigilance aux notations accordées par les agences de notation.

Cette politique a conduit le Groupe à émettre 5,8 milliards d'euros de titres subordonnés en 2014, dont 3 milliards d'euros destinés au financement de l'acquisition de l'opérateur Jazztel en Espagne. Ces instruments sont comptabilisés en capitaux propres en IFRS. Cette ressource a un coût en ligne avec le coût moyen de la dette obligataire du Groupe, limitant ainsi le coût moyen pondéré du capital.

Cette politique se traduit également, sur certains marchés, par la présence d'actionnaires minoritaires au capital de filiales contrôlées par Orange. Ceci permet de limiter le niveau de dette du Groupe tout en bénéficiant de la présence d'actionnaires locaux.

12.8 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers hors activités d'Orange Bank

			31 décembre 2016				
(en millions d'euros)	Note	Catégorie IAS 39 ⁽¹⁾	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1 et disponibilités	Niveau 2	Niveau 3
Créances clients	4.3	P&C	4 964	4 964	-	4 964	-
Actifs financiers	11.7		4 002	4 002	1 748	2 149	105
Actifs disponibles à la vente		ADV	1 878	1 878	1 748	25	105
Titres de participation évalués à la juste valeur		JVR	80	80	-	80	-
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>		P&C	77	77	-	77	-
Placements à la juste valeur		JVR	1 576	1 576	-	1 576	-
Autres		P&C	391	391	-	391	-
Disponibilités et quasi-disponibilités	11.3		6 266	6 266	6 266	-	-
Quasi-disponibilités		JVR	3 942	3 942	3 942	-	-
Disponibilités		P&C	2 324	2 324	2 324	-	-
Dettes fournisseurs	5.6-8.5	PCA	9 865	9 889	-	9 889	-
Passifs financiers	11.3		33 525	38 501	30 283	8 092	126
Dettes financières	11.3	PCA	33 370	38 346	30 283	8 063	-
Emprunts évalués à la juste valeur par résultat		JVR	29	29	-	29	-
Autres		JVR	126	126	-	-	126
Dérivés nets⁽²⁾	11.8		(399)	(399)	-	(399)	-

(1) « ADV » signifie « actif disponible à la vente », « P&C » signifie « prêts et créances », « JVR » signifie « juste valeur par résultat », « PCA » signifie « passifs au coût amorti ».

(2) La classification des dérivés dépend de leur qualification comptable.

La valeur de marché de l'endettement financier net d'Orange est estimée à 29,4 milliards d'euros au 31 décembre 2016, pour une valeur comptable de 24,4 milliards d'euros.

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation des valeurs de marché de niveau 3 pour les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière.

(en millions d'euros)	Actifs disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat, hors dérivés	Passifs à la juste valeur par résultat, hors dérivés	Instruments dérivés nets
Justes valeurs de niveau 3 au 31 décembre 2015	73	-	21	-
Gains (pertes) enregistrés en résultat	(3)	-	6	-
Gains (pertes) enregistrés en autres éléments du résultat global	6	-	-	-
Acquisition (cession) de titres	29	-	-	-
Effets des variations de périmètre	-	-	99	-
Justes valeurs de niveau 3 au 31 décembre 2016	105	-	126	-

31 décembre 2015							
(en millions d'euros)	Note	Catégorie IAS 39	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1 et disponibilités	Niveau 2	Niveau 3
Créances clients	4.3	P&C	4 876	4 876	-	4 876	-
Actifs financiers	11.7		2 118	2 118	149	1 896	73
Actifs disponibles à la vente		ADV	144	144	45	26	73
Titres de participation évalués à la juste valeur		JVR	77	77	-	77	-
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>		P&C	94	94	-	94	-
Placements à la juste valeur		JVR	1 231	1 231	104	1 127	-
Autres		P&C	572	572	-	572	-
Disponibilités et quasi-disponibilités	11.3		4 469	4 469	4 469	-	-
Quasi-disponibilités		JVR	2 281	2 281	2 281	-	-
Disponibilités		P&C	2 188	2 188	2 188	-	-
Dettes fournisseurs	5.6-8.5	PCA	9 959	10 002	-	10 002	-
Passifs financiers	11.3		34 064	37 735	28 973	8 741	21
Dettes financières		PCA	34 014	37 685	28 973	8 712	-
Emprunts évalués à la juste valeur par résultat		JVR	29	29	-	29	-
Engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle		JVR	21	21	-	-	21
Dérivés nets	11.8		(1 300)	(1 300)	-	(1 300)	-

La valeur de marché de l'endettement financier net d'Orange était estimée à 30,2 milliards d'euros au 31 décembre 2015, pour une valeur comptable de 26,6 milliards d'euros.

31 décembre 2014							
(en millions d'euros)	Note	Catégorie IAS 39	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1 et disponibilités	Niveau 2	Niveau 3
Créances clients	4.3	P&C	4 612	4 612	-	4 612	-
Actifs financiers	11.7		4 477	4 477	2 245	2 171	61
Actifs disponibles à la vente		ADV	91	91	30	-	61
Titres de participation évalués à la juste valeur		JVR	77	77	-	77	-
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>		P&C	622	622	-	622	-
Placements à la juste valeur		JVR	204	204	117	87	-
Nantissement d'instruments monétaires en garantie de l'acquisition de Jazztel		JVR	2 901	2 901	2 098	803	-
Autres		P&C	582	582	-	582	-
Disponibilités et quasi-disponibilités	11.3		6 758	6 758	6 758	-	-
Quasi-disponibilités		JVR	4 628	4 628	4 628	-	-
Disponibilités		P&C	2 130	2 130	2 130	-	-
Dettes fournisseurs	5.6-8.5	PCA	8 130	8 071	-	8 071	-
Passifs financiers	11.3		34 372	39 559	31 576	7 940	43
Dettes financières		PCA	34 026	39 213	31 576	7 637	-
Emprunts évalués à la juste valeur par résultat		JVR	28	28	-	28	-
Engagement d'achat sur actions ECMS		JVR	275	275	-	275	-
Autres engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle		JVR	43	43	-	-	43
Dérivés nets	11.8		263	263	-	263	-

La valeur de marché de l'endettement financier net d'Orange était estimée à 31,3 milliards d'euros au 31 décembre 2014, pour une valeur comptable de 26,1 milliards d'euros.

Principes comptables

Les justes valeurs des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière sont classées selon une hiérarchie en trois niveaux :

- niveau 1 : cours du marché (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation ;
- niveau 2 : données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont observables directement ou indirectement ;
- niveau 3 : données d'entrée non observables concernant l'actif ou le passif.

La juste valeur des **actifs disponibles à la vente** (« ADV ») correspond à la valeur boursière en fin de période pour les titres cotés et, pour les titres non cotés, à une technique de valorisation déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre (transactions comparables, multiples de sociétés comparables, pacte d'actionnaire, valeur actualisée des flux futurs de trésorerie).

Pour les **prêts et créances** (« P&C »), le Groupe considère que la valeur comptable des disponibilités, des créances clients, ainsi que des divers dépôts de garantie, est une approximation raisonnable de la juste valeur, en raison du fort degré de liquidité de ces éléments.

Parmi les **actifs à la juste valeur par résultat** (« JVR »), pour les placements à très court terme comme les dépôts, les certificats de dépôts, les billets de trésorerie ou les titres de créances négociables, le Groupe considère que la valeur nominale des placements, complétée des intérêts courus le cas échéant, est une approximation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur des OPCVM correspond à la dernière valeur liquidative.

Parmi les **passifs financiers au coût amorti** (« PCA »), la juste valeur des dettes financières est déterminée en utilisant :

- la valeur boursière pour les instruments cotés (en cas de baisse significative de la liquidité, une analyse approfondie est réalisée afin de vérifier que le prix observé est représentatif de la juste valeur ; dans le cas contraire, un ajustement du prix coté est effectué) ;
- la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés avec les taux d'intérêt observés en fin de période par le Groupe pour les autres instruments. Les résultats donnés par le modèle interne de valorisation sont systématiquement comparés aux valeurs fournies par Bloomberg.

Pour les dettes fournisseurs et les dépôts reçus, le Groupe considère que la valeur comptable est une approximation raisonnable de la juste valeur, en raison du fort degré de liquidité de ces éléments.

La juste valeur des dettes fournisseurs à long terme correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie, actualisés avec les taux d'intérêt observés en fin de période par le Groupe.

Les **passifs financiers à la juste valeur par résultat** (« JVR ») sont principalement des engagements fermes ou conditionnels d'achat des participations ne donnant pas le contrôle dont la juste valeur est évaluée conformément aux clauses contractuelles. Dès lors que l'engagement consenti est à prix fixe, une valeur actualisée est retenue.

La juste valeur des **instruments dérivés** pour la plupart négociés de gré à gré est déterminée en utilisant la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés avec les taux d'intérêt observés en fin de période par le Groupe. Les résultats donnés par le modèle interne de valorisation sont systématiquement comparés avec les valeurs fournies par les contreparties bancaires et par Bloomberg.

En l'absence de données de marché fiables isolant la probabilité de défaut, le calcul des CVA (*Credit Value Adjustment*) et DVA (*Debit Value Adjustment*) est encadré par une analyse effectuée à partir de tables historiques de défaut et du suivi de l'évolution des CDS. Le risque de crédit des contreparties et le risque de défaut propre du Groupe font également l'objet d'une veille continue basée sur le suivi des *spreads* de crédit des titres de dettes sur le marché secondaire et d'autres informations de marché. Compte tenu de la collatéralisation mise en œuvre et dans le cadre des politiques de contrepartie et de gestion de l'endettement et du risque de liquidité décrites en note 12, les estimations des CVA et DVA sont non significatives par rapport à l'évaluation des instruments financiers concernés.

Note 13 Capitaux propres

Au 31 décembre 2016, le capital social d'Orange SA s'élève, sur la base du nombre d'actions émises à cette date, à 10 640 226 396 euros, divisé en 2 660 056 599 actions ordinaires d'un nominal de 4 euros.

Depuis le 3 avril 2016, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 29 mars 2014 (dite loi « Florange »), les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficient de droits de vote double. Au 31 décembre 2016, l'État détient ainsi, directement ou de concert avec Bpifrance Participations, 22,95 % du capital et 29,29 % des droits de vote d'Orange SA. À la même date, le personnel du Groupe détient dans le cadre du Plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 5,37 % du capital et 8,43 % des droits de vote.

13.1 Évolution du capital

Sur l'exercice, Orange SA a émis 11 171 216 actions nouvelles, représentant 0,42 % du capital, dans le cadre de l'Offre Réservée au Personnel (voir note 6.3). L'augmentation de capital (y compris prime

d'émission) en résultant, réalisée le 31 mai 2016, s'élève à 113 millions d'euros.

13.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 7 juin 2016, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (le Programme de Rachat 2016) et mis fin avec effet immédiat au programme de rachat 2015. Le descriptif du Programme de Rachat 2016 figure dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2016.

Les seuls rachats d'actions effectués au cours de l'exercice par Orange l'ont été au titre du contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2016, la société détient 22 423 de ses propres actions (dont 0 au titre du contrat de liquidité), contre 27 663 au 31 décembre 2015 (dont 0 au titre du contrat de liquidité) et 41 017 au 31 décembre 2014 (dont 0 au titre du contrat de liquidité).

Principes comptables

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées pour leurs montants nets d'impôt.

13.3 Distributions

Exercice	Décision	Nature	Dividende par action (en euros)	Date de distribution	Modalités de distribution	Total (en millions d'euros)
2016	Conseil d'administration du 25 juillet 2016	Acompte 2016	0,20	7 décembre 2016	Numéraire	532
	Assemblée générale du 7 juin 2016	Solde 2015	0,40	23 juin 2016	Numéraire	1 064
	Total distributions de dividendes en 2016					1 596
2015	Conseil d'administration du 27 juillet 2015	Acompte 2015	0,20	9 décembre 2015	Numéraire	530
	Assemblée générale du 27 mai 2015	Solde 2014	0,40	10 juin 2015	Numéraire	1 059
	Total distributions de dividendes en 2015					1 589
2014	Conseil d'administration du 28 juillet 2014	Acompte 2014	0,20	9 décembre 2014	Numéraire	529
	Assemblée générale du 27 mai 2014	Solde 2013	0,50	5 juin 2014	Numéraire	1 317
	Total distributions de dividendes en 2014					1 846
2013	Conseil d'administration du 24 juillet 2013	Acompte 2013	0,30	11 décembre 2013	Numéraire	788
	Assemblée générale du 28 mai 2013	Solde 2012	0,20	11 juin 2013	Numéraire	526
	Total distributions de dividendes en 2013					1 314

Les montants disponibles pour la rémunération des actionnaires, lorsqu'elle prend la forme de dividendes, sont déterminés sur la base du total du résultat net et du report à nouveau, en normes françaises, de l'entité Orange SA, société mère du Groupe.

13.4 Titres subordonnés

Le 7 février 2014, Orange a émis, dans le cadre de son programme EMTN, l'équivalent de 2,8 milliards d'euros de titres subordonnés de dernier rang, en euros et en livres sterling, en trois tranches : 1 milliard d'euros avec un coupon annuel fixe de 4,25 %, 1 milliard d'euros avec un coupon annuel fixe de 5,25 % et 650 millions de livres sterling avec un coupon annuel fixe de 5,875 %. Une révision des taux sur des conditions de marché est prévue de manière contractuelle à chaque date d'exercice d'option de rachat.

Orange dispose en effet d'options de rachat de chacune de ces tranches respectivement à compter du 7 février 2020, du 7 février 2024 et du 7 février 2022 et en cas de survenance de certains événements définis contractuellement.

Des clauses de *step-up* prévoient un ajustement du coupon de 25 bps en 2025 et 75 bps supplémentaires en 2040 pour la première tranche, de 25 bps en 2024 et de 75 bps supplémentaires en 2044 pour la deuxième tranche, de 25 bps en 2027 et de 75 bps supplémentaires en 2042 pour la troisième tranche.

Le 1^{er} octobre 2014, Orange a émis, dans le cadre de son programme EMTN, l'équivalent de 3 milliards d'euros de titres subordonnés de dernier rang, en euros et en livres sterling, en trois tranches : 1 milliard d'euros avec un coupon annuel fixe de 4 %, 1,25 milliards d'euros avec un coupon annuel fixe de 5 % et 600 millions de livres sterling avec un coupon annuel fixe de 5,75 %. Une révision des taux sur des conditions de marché est prévue de manière contractuelle à chaque date d'exercice d'option de rachat.

Chaque émission a fait l'objet d'un prospectus visé par l'AMF visas no. 14-036 et no. 14-525.

Orange dispose en effet d'options de rachat de chacune de ces tranches respectivement à compter du 1^{er} octobre 2021, du 1^{er} octobre 2026 et du 1^{er} avril 2023 et en cas de survenance de certains événements définis contractuellement.

Des clauses de *step-up* prévoient un ajustement du coupon de 25 bps en 2026 et 75 bps supplémentaires en 2041 pour la première tranche, de 25 bps en 2026 et de 75 bps supplémentaires en 2046 pour la deuxième tranche, de 25 bps en 2028 et de 75 bps supplémentaires en 2043 pour la troisième tranche.

Ces titres, cotés sur Euronext Paris, sont des titres subordonnés de dernier rang (seniors par rapport aux actions ordinaires), c'est-à-dire que leurs porteurs ne seront remboursés des sommes qui leur sont dues, que ce soit au titre du nominal, des intérêts ou tout autre montant, qu'après désintéressement des autres créanciers, y compris les titulaires de prêts participatifs et de valeurs mobilières, simplement subordonnées ou non, représentatives d'un droit de créance sur Orange.

À chaque date d'intérêt, la rémunération peut être payée ou reportée à la convenance de l'émetteur. Les coupons reportés sont capitalisés et deviennent exigibles en cas de survenance de certains événements définis contractuellement et sous le contrôle de l'émetteur.

Selon la compréhension du Groupe, les instruments de capitaux propres se voient attribuer une composante « equity » de 50 % par certaines agences de notation.

En application des normes IFRS, ces instruments sont enregistrés pour leur valeur historique. Les tranches en livres sterling ont ainsi été comptabilisées au cours fixing BCE du jour de l'émission (soit 0,8314 pour l'émission du 7 février 2014 et 0,7782 pour l'émission du 1^{er} octobre 2014) et ne font l'objet d'aucune réévaluation en cours de vie. La rémunération des porteurs (pas d'occurrence sur l'exercice 2014) sera enregistrée dans les capitaux propres cinq jours ouvrés avant la date de tombée annuelle (le 7 février pour les trois tranches de la première émission, le 1^{er} octobre pour les deux tranches en euros de la seconde émission et le 1^{er} avril pour la tranche en livres sterling de la seconde émission), sauf exercice par Orange de son droit à différer le paiement des coupons.

En 2016, Orange n'a pas exercé son option de report de paiement des coupons afférents aux titres subordonnés, de même que début février 2017.

Les versements effectués aux porteurs sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Rémunération versée (en millions de devises)	Rémunération versée (en millions d'euros)
1 000 MEUR émis le 1 ^{er} février 2014 avec un coupon de 4,25 %	42	42
1 000 MEUR émis le 1 ^{er} février 2014 avec un coupon de 5,25 %	52	52
650 MGBP émis le 1 ^{er} février 2014 avec un coupon de 5,875 %	38	50
1 000 MEUR émis le 1 ^{er} octobre 2014 avec un coupon de 4 %	40	40
1 250 MEUR émis le 1 ^{er} octobre 2014 avec un coupon de 5 %	63	63
600 MGBP émis le 1 ^{er} octobre 2014 avec un coupon de 5,75 % ⁽¹⁾	35	44
Total coupons versés aux porteurs en 2016		291
1 000 MEUR émis le 1 ^{er} février 2014 avec un coupon de 4,25 %	42	42
1 000 MEUR émis le 1 ^{er} février 2014 avec un coupon de 5,25 %	53	53
650 MGBP émis le 1 ^{er} février 2014 avec un coupon de 5,875 %	38	51
1 000 MEUR émis le 1 ^{er} octobre 2014 avec un coupon de 4 %	40	40
1 250 MEUR émis le 1 ^{er} octobre 2014 avec un coupon de 5 %	63	63
600 MGBP émis le 1 ^{er} octobre 2014 avec un coupon de 5,75 % ⁽¹⁾	17	23
Total coupons versés aux porteurs en 2015		272

(1) Date de paiement des coupons le 1^{er} avril.

L'effet d'impôt associé à la conversion des titres subordonnés dont le nominal est libellé en livres sterling s'élève à (84) millions d'euros sur la période. Cet effet est présenté dans les « autres mouvements » du tableau de variation des capitaux propres consolidés.

Principes comptables**Titres subordonnés**

Le Groupe a émis des titres subordonnés en plusieurs tranches.

Ces instruments sans maturité, et dont le règlement des coupons est reportable à la main de l'émetteur, sont comptabilisés en capitaux propres.

Les instruments de capitaux propres étant enregistrés pour leur valeur historique, la tranche en devises ne fait l'objet d'aucune réévaluation en cours de vie. Le cas échéant, un impact de change sera comptabilisé en capitaux propres lors d'un éventuel exercice de l'option de rachat.

La rémunération des porteurs est enregistrée directement en capitaux propres lors de la décision de paiement des coupons.

L'effet impôt afférent à la rémunération est constaté en résultat et celui relatif à la revalorisation de la part devise en capitaux propres.

Composante capitaux propres des TDIRA

Elle est déterminée par différence entre la juste valeur de l'instrument pris dans son ensemble et la juste valeur de la composante dette. La composante capitaux propres ainsi déterminée et comptabilisée à l'origine n'est pas modifiée en cours de vie de l'instrument et reste en capitaux propres, y compris à l'extinction de l'instrument.

13.5 Écarts de conversion

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	(214)	77	27
Reclassement dans le résultat de la période ⁽¹⁾	(13)	(0)	258
Total écarts de conversion des activités poursuivies	(227)	77	285
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période ⁽²⁾	-	-	387
Reclassement dans le résultat de la période ⁽²⁾	(836)	-	-
Total écarts de conversion des activités cédées	(836)	-	387

(1) En 2014, concerne la cession d'Orange Dominicana et la perte de contrôle de Telkom Kenya.

(2) Concerne EE.

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Zloty	737	827	821
Livre égyptienne	(509)	(334)	(344)
Couronne slovaque	220	220	220
Livre sterling	9	850	849
Autres	(19)	(62)	(122)
Total écarts de conversion	438	1 501	1 424
Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère	163	1 212	1 152
Dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	275	289	272

Les écarts de conversion d'EE sont présentés sur la ligne livre sterling pour 836 millions d'euros à fin 2015. Ces écarts de conversion ont été reclassés dans le résultat du fait de la cession effective d'EE en 2016.

Principes comptables

La monnaie fonctionnelle des activités opérationnelles des pays hors zone euro est en général la devise locale, à moins que l'essentiel des flux financiers soit réalisé en référence à une autre devise (comme par exemple pour les entités Orange en Roumanie et en République démocratique du Congo).

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro et n'est pas la monnaie d'une économie hyperinflationniste sont convertis en euros (monnaie de présentation des états financiers du Groupe) de la façon suivante :

- les actifs et les passifs sont convertis au taux de clôture ;
- le compte de résultat est converti au taux moyen de la période ;
- les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux figurent dans les autres éléments du résultat global.

Les écarts de conversion sont reclassés en résultat lors de la sortie totale ou partielle (perte de contrôle, perte de contrôle conjoint, perte d'influence notable) d'une activité à l'étranger qui peut résulter de la vente, liquidation, remboursement de capital ou abandon de tout ou partie de cette activité. La réduction de la valeur comptable d'une activité à l'étranger, due à ses propres pertes ou la comptabilisation d'une dépréciation, n'entraîne aucun reclassement en résultat des écarts de conversion accumulés.

Le recyclage des écarts de conversion est présenté en résultat sur la ligne :

- résultat net des activités cédées, lors de la cession d'une ligne d'activité ou une région géographique majeure ;
- résultat de cession d'activités et d'actifs, lors de la cession des autres activités ;
- reprise des réserves de conversion des entités liquidées, lors de la liquidation ou de l'abandon d'une activité sans cession.

13.6 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Part créditrice du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	339	316	340
<i>dont Groupe Sonatel</i>	219	211	205
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	35	35	20
<i>dont Orange Bank</i>	30	-	-
<i>dont Groupe Orange Polska</i>	11	34	65
Part débitrice du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(11)	(10)	(40)
<i>dont Égypte</i>	(3)	(0)	(7)
<i>dont Telkom Kenya</i>	-	-	(27)
Total part du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)	328	306	300
Part créditrice du résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	334	354	359
<i>dont Groupe Sonatel</i>	213	222	208
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	35	35	20
<i>dont Groupe Orange Polska</i>	-	29	47
Part débitrice du résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(22)	(21)	(33)
<i>dont Égypte</i>	-	(14)	(7)
<i>dont Telkom Kenya</i>	-	-	(23)
Total part du résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)	312	333	326

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires	259	304	294
<i>dont Groupe Sonatel</i>	186	176	171
<i>dont Groupe Orange Polska</i>	37	79	77

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	2 493	2 377	2 152
dont Groupe Orange Polska	906	941	989
dont Groupe Sonatel	683	647	597
dont groupe Orange Belgium	247	212	177
dont Groupe Jordan Telecom	175	210	206
dont Medi Telecom	157	183	-
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(7)	(17)	(10)
Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)	2 486	2 360	2 142

Principes comptables

Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle (« puts sur intérêts minoritaires »)

Lorsque le Groupe octroie des promesses d'achat fermes ou conditionnelles de leur participation à des actionnaires minoritaires, le montant correspondant des participations ne donnant pas le contrôle est reclassé en dette financière (voir note 11.3).

Lorsque la valeur de l'engagement excède le montant des participations ne donnant pas le contrôle, l'excédent est comptabilisé en réduction des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère. La dette financière est réévaluée à chaque clôture conformément aux clauses contractuelles (à la juste valeur ou à la valeur actualisée s'il s'agit d'un prix fixe) et, en l'absence de précisions apportées par les normes IFRS, avec une contrepartie en charge ou produit financier.

Intérêts minoritaires débiteurs

Le résultat global total d'une filiale est attribué aux propriétaires de la société mère et aux participations ne donnant pas le contrôle. Conformément à IFRS 10, ceci peut se traduire par un solde négatif des participations ne donnant pas le contrôle.

Transactions entre actionnaires d'entité contrôlée

Toute transaction avec des actionnaires minoritaires d'une entité contrôlée par le Groupe, dès lors qu'elle n'entraîne pas la perte de contrôle, est comptabilisée comme une transaction de capitaux propres, sans effet sur le résultat global consolidé.

13.7 Résultat par action

(en millions d'euros)	2016	2015	2014
Résultat net des activités poursuivies	1 010	2 510	1 360
Rémunération nette des titres subordonnés	(183)	(186)	(103)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(328)	(306)	(300)
Résultat net des activités poursuivies utilisé pour le calcul du résultat par action – de base (a)	499	2 018	957
Impact des instruments dilutifs :			
TDIRA	-	29	-
Résultat net des activités poursuivies utilisé pour le calcul du résultat par action – dilué (b)	499	2 047	957
Résultat net des activités poursuivies			
- de base	0,19	0,76	0,36
- dilué	0,19	0,75	0,36

(en millions d'euros)	2016	2015	2014
Résultat net des activités cédées utilisé pour le calcul du résultat par action – de base et dilué (c)	2 253	448	(135)
Résultat net des activités cédées			
- de base	0,85	0,17	(0,05)
- dilué	0,85	0,17	(0,05)

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action – de base (a) + (c)	2 752	2 466	822
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action – dilué (b) + (c)	2 752	2 495	822
Résultat net			
- de base	1,04	0,93	0,31
- dilué	1,04	0,92	0,31

(nombre d'actions)

	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	2 654 045 007	2 648 620 953	2 637 414 741
<i>Effet des instruments dilutifs :</i>			
TDIRA	-	52 079 350	-
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation et dilutives	2 654 045 007	2 700 700 303	2 637 414 741

Les TDIRA, relatifs, ne sont pas pris en compte dans le calcul du résultat net dilué par action.

Les options de souscription d'actions ne sont pas retenues dans le calcul du résultat net dilué par action car elles sont en-dehors de la monnaie au 31 décembre 2016. Le détail des plans est présenté dans la note 6.3.

Principes comptables

Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué, pour les activités poursuivies et pour les activités cédées :

- le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe, après déduction de la rémunération aux porteurs de titres subordonnés, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice ;
- le résultat dilué est calculé à partir du même résultat net, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, net de l'effet d'impôt correspondant. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation sur la période.

Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

Note 14 Engagements contractuels non comptabilisés (hors activités d'Orange Bank)

Au 31 décembre 2016, pour les entités dont le Groupe détient le contrôle, Orange n'a pas, à sa connaissance, contracté d'engagements susceptibles d'avoir un effet significatif sur sa situation financière actuelle ou future en dehors de ceux mentionnés dans la présente note.

14.1 Engagements liés aux activités opérationnelles

(en millions d'euros)	Total	À moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans
Engagements liés aux activités opérationnelles	12 930	3 531	5 386	4 013
Engagements de location simple	5 683	929	2 445	2 309
Engagements d'achat de terminaux	384	384	-	-
Engagements d'achat de capacités de transmission	815	221	362	232
Autres engagements d'achat de biens et services	3 478	1 248	1 671	559
Engagements d'investissement	570	458	109	3
Engagements liés aux Partenariats Public Privé et Délégations de Service Public	905	68	270	567
Garanties accordées à des tiers dans le cadre de l'activité	1 095	223	529	343

Engagements de location simple

Les engagements de location simple comprennent principalement les loyers de location immobilière. Les autres loyers sont des loyers à caractère de frais généraux (matériels, véhicules et autres biens). Les loyers futurs de location-financement sont présentés en note 12.3.

(en millions d'euros)	Valeur actualisée des loyers futurs	Loyers futurs minimaux
Engagements de location immobilière	4 295	5 470
<i>dont activités techniques</i>	<i>2 891</i>	<i>3 756</i>
<i>dont activités tertiaires/commerciales</i>	<i>1 404</i>	<i>1 714</i>

Les échéances sont présentées ci-dessous :

(en millions d'euros)	Loyers futurs minimaux	À moins d'un an	De un à deux ans	De deux à trois ans	De trois à quatre ans	De quatre à cinq ans	Au-delà de cinq ans
Engagements de location immobilière	5 470	863	731	628	528	476	2 244

Les engagements de location simple correspondent aux loyers futurs minimaux restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des baux ou à la date de première résiliation possible. Après réévaluation périodique des loyers, ces montants font l'objet d'un calcul d'actualisation. Le taux utilisé correspond au coût moyen pondéré de la dette obligataire du Groupe.

Les baux à durée indéterminée correspondent à environ 6 % du total des engagements de location immobilière.

Les engagements de location immobilière en France représentent environ 59 % du total des engagements de location immobilière.

Le Groupe se réserve la possibilité de renouveler ou de ne pas renouveler les baux ou de les remplacer à leur terme par de nouveaux contrats à des conditions renégociées. Certains d'entre eux ont fait l'objet d'une provision pour contrats onéreux (voir note 5.3).

Engagements d'achat de capacités de transmission

Les engagements d'achat de capacités de transmission représentent au 31 décembre 2016 un montant de 815 millions d'euros. Ils incluent 170 millions d'euros d'engagements complémentaires en Espagne et 305 millions d'euros au titre de la mise à disposition de capacités de transmission par satellite (l'échéance de ces engagements s'échelonne jusqu'en 2030 selon les contrats).

Autres engagements d'achat de biens et services

Les autres engagements d'achats de biens et services sont principalement liés aux réseaux et à l'achat de contenus.

Au 31 décembre 2016 ces engagements comprennent :

- les contrats de services de gestion de sites (*TowerCos*) signés en Afrique : le montant de ces engagements représentent 522 millions d'euros ;
- la maintenance du réseau pour 350 millions d'euros ;
- la maintenance de câbles sous-marins sur lesquels Orange dispose de droits de copropriété ou d'usage, pour un montant global de 223 millions d'euros ;
- l'achat de droits de diffusion pour un montant de 1 119 millions d'euros dont 511 millions d'euros concernant les droits de retransmission de la ligue de football professionnel espagnole ;
- l'achat d'œuvres cinématographiques dans le cadre d'une convention signée par le Groupe avec le CSA en décembre 2013 pour soutenir la création cinématographique. Au 31 décembre 2016, le montant résiduel de cet engagement s'élève à 75 millions d'euros.

Engagements d'investissement

Les engagements d'investissement s'élèvent à 570 millions d'euros à fin décembre 2016.

Au-delà des engagements exprimés en termes monétaires, le Groupe a pris des engagements à l'égard des autorités administratives en matière d'étendue de la couverture de la population par nos réseaux ou de qualité de service. Ces engagements, souscrits notamment dans le cadre de l'attribution de licences, imposent des dépenses d'investissement au cours des années futures pour déployer et améliorer les réseaux mais ils ne sont pas repris dans le tableau ci-dessus lorsqu'ils n'ont pas été exprimés en termes monétaires, ce qui est généralement le cas. Le Groupe a ainsi souscrit aux conditions suivantes :

- lors de l'attribution en 2015 en France de fréquences dans la bande 700 MHz :
 - des obligations de couverture en zone de « déploiement prioritaire » (40 % du territoire à 5 ans, 92 % à 12 ans et 97,7 % à 15 ans) et en « zone blanche » (100 % à 12 ans), au niveau des axes routiers prioritaires (100 % à 15 ans) ainsi qu'au niveau du réseau ferré national (60 % à 7 ans, 80 % à 12 ans et 90 % à 15 ans) ;
- lors de l'attribution en 2011 en France de fréquences dans les bandes de 2,6 GHz et 800 MHz :
 - un engagement optionnel d'accueil d'opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) techniques et tarifaires selon un schéma de type opérateur de réseau mobile virtuel dégroupé (*Full MVNO*),
 - une obligation de couverture du territoire pour les accès mobile permettant un débit maximal théorique pour un même utilisateur d'au moins 60 Mbit/s dans le sens descendant (pour les bandes 2,6 GHz et 800 MHz, respectivement 25 % du territoire métropolitain à 4 ans et 75 % à 12 ans, et 98 % du territoire métropolitain à 12 ans et 99,6 % à 15 ans) qui peut être tenu en utilisant les fréquences allouées, mais aussi d'autres fréquences,
 - pour la bande 800 MHz spécifiquement : une obligation de couverture en zone prioritaire (40 % du territoire à 5 ans, 90 % à 10 ans) sans obligation de fournir de l'itinérance, une obligation de couverture de chaque département (90 % à 12 ans, 95 % à 15 ans) ainsi qu'une obligation de mutualisation dans les communes du programme « zones blanches » ;
- lors de l'attribution en 2012 en Roumanie de fréquences dans les bandes allant de 800 MHz à 2,6 GHz :
 - une obligation de couverture en service mobile d'au moins 95 % de la population dans 225 des 732 localités grâce aux technologies UMTS ou LTE pour les bandes 800 MHz et 900 MHz,
 - une obligation de couverture en service voix d'au moins 98 % de la population des zones peu denses, pour les bandes 900 MHz et 1,8 GHz,
 - une obligation de couverture en service IP d'au moins 60 % des zones peu denses,
 - une obligation de couverture en service mobile d'au moins 80 % de la population pour la voix au plus tard le 5 avril 2017 et d'au moins 30 % de la population pour les accès IP au plus tard le 5 avril 2019 pour les bandes 1,8 GHz et 2,6 GHz.

Le manquement au respect de ces obligations pourrait donner lieu à des amendes ou autres sanctions pouvant aller jusqu'au retrait des licences. La direction estime que le Groupe a la capacité de remplir ces engagements envers les autorités administratives.

Engagements liés aux Partenariats Public Privé et Délégations de Service Public

Dans le cadre du déploiement du réseau Haut et Très Haut Débit en France, le Groupe a signé des contrats de Délégation de Service Public et de Partenariat Public Privé. Ces contrats de construction et

d'exploitation du réseau, dont l'échéance s'échelonne jusqu'en 2038, se traduiront, au fur et à mesure de leur réalisation, par la comptabilisation de 469 millions d'euros en actifs incorporels et de 435 millions d'euros au titre de créances financières.

Garanties accordées à des tiers dans le cadre de l'activité

Les engagements pris par le Groupe à l'égard des tiers dans le cadre de l'activité représentent au 31 décembre 2016 un montant de 1 095 millions d'euros. Ils incluent pour 599 millions d'euros des garanties de performance consenties à certains de ses clients Entreprise notamment dans le cadre de la sécurisation des réseaux et des accès à distance.

Le montant des cautions, avals et garanties accordés par le Groupe à des tiers (établissements financiers, clients partenaires, administrations) pour couvrir la bonne exécution des obligations contractuelles de sociétés non consolidées est non significatif. Les cautions, avals et garanties accordés par le Groupe pour couvrir la bonne exécution des obligations contractuelles des filiales consolidées ne sont pas considérés comme des engagements contractuels non comptabilisés du Groupe car ils ne sont pas de nature à augmenter les engagements du Groupe par rapport aux obligations de base des filiales consolidées.

14.2 Engagements liés au périmètre

Garanties d'actifs et de passifs données dans le cadre de cessions

Dans le cadre des accords de cession conclus entre des sociétés du Groupe et les acquéreurs de certains actifs, le Groupe a accepté des clauses de garantie d'actif et de passif. Les contrats de cession significatifs prévoient presque toujours un plafonnement de ces garanties.

Au 31 décembre 2016, les principales garanties en cours sont les suivantes :

- garanties accordées à la coentreprise EE lors de l'apport des activités au Royaume-Uni, d'une part liées aux restructurations des participations et actifs réalisées antérieurement à l'apport (garanties non plafonnées expirant en 2022), et d'autre part, en matière fiscale (garantie plafonnée à 5 milliards de livres sterling soit 5,8 milliards d'euros au 31 décembre 2016 expirant en mars 2017).

Par ailleurs, dans le cadre de la fusion des activités d'Orange et Deutsche Telekom au Royaume-Uni, Orange a contre-garanti à hauteur de 50 % la garantie plafonnée à 750 millions de livres sterling (soit 876 millions d'euros au 31 décembre 2016) consentie par Deutsche Telekom à Hutchison 3G (H3G) en décembre 2007 pour couvrir des engagements d'investissement pris par sa filiale T Mobile UK à l'égard de la société commune constituée avec H3G dans le cadre d'un accord de partage de réseau 3G (soit un plafond de garantie de 375 millions de livres sterling pour Orange, soit 438 millions d'euros). Suite à la cession d'EE à BT Group plc (BT), BT a vocation à se substituer à Deutsche Telekom au titre de la garantie principale consentie à H3G, auquel cas Orange serait libéré de ses obligations au titre de sa contre garantie. Dans l'attente de cette substitution, BT a contre garanti les engagements consentis par Deutsche Telekom à H3G et Deutsche Telekom s'est engagée à n'appeler la contre garantie d'Orange qu'en l'absence de paiement par BT au titre de sa contre garantie.

Orange a également conservé à son compte des engagements d'indemnisation en relation avec le dénouement anticipé d'opérations de location-financement portant sur des équipements de télécommunications dont Orange était locataire. Au 31 décembre 2016, le montant de ces engagements s'élève à 52,5 millions de livres sterling (soit 61 millions d'euros) ;

- garantie consentie à BT à l'occasion de la cession d'EE, supportée à 50 % par chacun des groupes Orange et Deutsche Telekom, sauf événements exclusivement imputables à l'un d'eux, et plafonnée au montant du prix de cession fixé contractuellement à 5,1 milliards de livres sterling (6 milliards d'euros convertis au cours du 31 décembre 2016) pour la quote-part d'Orange, dont 1,1 milliard de livres sterling (1,3 milliard d'euros) au titre des garanties autres que les garanties fondamentales et fiscales. Cette garantie expirera en 2017 (ou en 2023 pour les garanties fiscales et fondamentales). Les informations sur les termes définitifs de la cession d'EE sont détaillées en note 3.2 ;
- garantie en matière fiscale, plafonnée à 400 millions d'euros accordée à Deutsche Telekom dans le cadre de la cession des activités mobile et Internet du Groupe aux Pays-Bas en 2007. Elle expirera à l'issue des délais légaux de prescription, soit en 2019 ;
- garantie en matière fiscale, accordée à Apax Partner lors de la cession d'Orange Suisse en 2012 et plafonnée à 200 millions de francs suisse (soit 186 millions d'euros), qui expirera en 2017 ;
- garanties usuelles plafonnées à 155 millions de dollars (soit 147 millions d'euros) accordées par le Groupe dans le cadre de la cession d'Orange Dominicana en 2014, qui expireront en 2018 ;
- garanties usuelles non plafonnées accordées à Vivendi dans le cadre de la cession de 90 % du capital de Dailymotion en 2015, qui expireront à l'issue des délais de prescription légaux ;
- diverses garanties de nature usuelle accordées aux acquéreurs d'immeubles cédés par le Groupe.

Orange estime que la mise en jeu de l'ensemble de ces garanties est peu probable et que les conséquences de leur mise en jeu éventuelle ne sont pas significatives par rapport aux résultats et à la situation financière du Groupe.

Engagements portant sur des titres

Dans le cadre d'accords avec des tiers, Orange peut recevoir ou consentir des promesses d'achat ou de vente de titres. Les promesses en cours au 31 décembre 2016 ne sont pas susceptibles d'avoir d'effets significatifs sur la situation financière du Groupe.

Orange Tunisie

Dans le cadre du pacte d'actionnaires conclu le 20 mai 2009 avec la société Investec, Orange bénéficie d'une option d'achat lui permettant d'acquérir à la valeur de marché 1 % du capital d'Orange Tunisie plus une action, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires. Si cette option était exercée, Orange prendrait le contrôle d'Orange Tunisie. Investec aurait alors le droit de vendre à Orange 15 % du capital d'Orange Tunisie à la valeur de marché.

Korek Telecom

Conformément aux termes du pacte d'actionnaires conclu le 10 mars 2011, la société commune constituée entre Agility et Orange (qui

détiennent respectivement 54 % et 46 % de son capital) a notifié en novembre 2014 au coactionnaire irakien l'exercice d'une option d'achat en vue de l'acquisition de 7 % du capital de Korek Telecom, lui permettant d'augmenter sa participation de 44 % à 51 %. Orange doit financer cette acquisition à hauteur de sa quote-part dans la société commune. Le coactionnaire irakien a cependant notifié son objection à l'exercice de l'option. Des échanges entre Orange, Agility et le coactionnaire irakien n'ont pas permis à ce stade d'aboutir à un accord sur l'exercice de l'option. Des procédures de règlement amiable sont en cours en application des accords. En cas de transfert effectif des titres, Orange continuerait d'avoir une participation minoritaire indirecte au sein de Korek Telecom.

Si Orange venait à prendre le contrôle indirect de Korek Telecom, Agility aurait la possibilité de vendre à Orange SA participation dans la société commune.

Par ailleurs, l'autorité de régulation irakienne (CMC) a notifié le 2 juillet 2014 à Korek sa décision d'annuler le partenariat avec Orange/Agility et lui a demandé de rétablir la structure actionnariale dans son état antérieur à la signature des accords de partenariat de mars 2011. Le CMC considère que les conditions suspensives accompagnant son approbation du partenariat n'ont pas été satisfaites. Le 25 janvier 2016, le Tribunal administratif a rejeté pour défaut de compétence le recours formé par Korek contre la décision du CMC, en considérant que Korek avait déjà exercé son droit d'appel auprès du comité de recours du CMC. Korek a formé le 21 février 2016 un recours devant la Cour d'appel administrative de Bagdad.

Orange Bank

Conformément aux termes du pacte d'actionnaires conclu le 4 octobre 2016 :

- Orange a consenti une promesse d'achat (option de vente) à Groupama sur 20 % du capital d'Orange Bank, exerçable à la juste valeur pendant une période de trois mois à compter du 4 octobre 2023 puis par période de trois mois tous les deux ans ;
- Groupama a consenti une promesse de vente (option d'achat) à Orange sur le solde de sa participation dans Orange Bank, exerçable à la juste valeur après l'exercice de son option de vente.

Les effets comptables de ces options sont précisés en note 3.

14.3 Engagements liés au financement

Les principaux engagements du Groupe au titre des dettes financières sont décrits en note 12.

Des titres de participation et divers autres actifs ont été nantis (ou donnés en garantie) par Orange en faveur d'établissements financiers prêteurs en couverture d'emprunts bancaires et de lignes de crédit.

Les garanties fournies à certains prêteurs pour financer des filiales consolidées ne sont pas reprises ci-dessous.

Actifs faisant l'objet d'engagements

Les éléments présentés ci-dessous n'intègrent pas les effets de la réglementation sur la cessibilité des actifs ou les restrictions contractuelles éventuelles dans le cadre d'accords de partage d'actifs réseaux.

Au 31 décembre 2016, Orange n'a pas de nantissement significatif sur les titres de ses filiales.

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Actifs détenus en location-financement	552	545	576
Actifs non courants nantis ou hypothéqués ⁽¹⁾	121	259	3 004
Actifs circulants grevés de sûretés réelles	27	46	59
Créances titrisées ⁽²⁾	-	-	1 049
Total	700	850	4 688

(1) Les actifs non courants nantis ou hypothéqués sont présentés hors dépôts de garanties-espèces (*cash collateral*) eux-mêmes présentés dans la note 11.7.

(2) Voir note 4.3.

Les actifs non courants nantis ou hypothéqués correspondent aux biens suivants donnés en garanties :

	31 décembre 2016		
	Total du poste de l'état de la situation financière (a)	Montant d'actif nanti ou hypothéqué (b)	Pourcentage (a)/(b)
(en millions d'euros)			
Immobilisations incorporelles nettes (hors écarts d'acquisition)	14 602	107	1 %
Immobilisations corporelles nettes	25 912	14	0 %
Actifs financiers non courants	3 882	-	-
Autres ⁽¹⁾	31 448	-	-
Total	75 844	121	0 %

(1) Inclut les écarts d'acquisition nets, les titres mis en équivalence, les actifs disponibles à la vente et les impôts différés actifs nets.

Note 15 Activités d'Orange Bank

15.1 Éléments des actifs et passifs financiers d'Orange Bank

	Note	Éléments de l'état de la situation financière des activités d'Orange Bank (A)	Opérations intragroupe avec les activités télécoms (B)	Actifs et passifs d'Orange Bank y compris opérations avec les activités télécoms (A) + (B)
				(A) + (B)
(en millions d'euros)				
Prêts et créances non courants d'Orange Bank	15.1.1	1 025	-	1 025
Actifs financiers non courants	15.1.2	1 523	-	1 523
Dérivés actifs non courants	15.1.4	12	-	12
Prêts et créances courants d'Orange Bank	15.1.1	2 066	-	2 066
Actifs financiers courants	15.1.2	246	-	246
Dérivés actifs courants	15.1.4	-	-	-
Disponibilités et quasi-disponibilités		89	-	89
Passifs financiers non courants		-	27 ⁽¹⁾	27
Dérivés passifs non courants	15.1.4	67	-	67
Dettes non courantes liées aux opérations d'Orange Bank	15.1.3	518	-	518
Passifs financiers courants		143	-	143
Dérivés passifs courants	15.1.4	-	-	-
Dettes courantes liées aux opérations d'Orange Bank	15.1.3	3 846	-	3 846

(1) Emprunt octroyé à Orange Bank par Orange SA.

Principes comptables

La notion de courant ou de non courant étant inexistante en comptabilité bancaire, le classement en courant et non courant des éléments bilanciaux de la banque a été fait pour s'adapter aux comptes du Groupe, à la fois selon l'intention de gestion à l'origine et la nature des actifs et passifs concernés.

Ainsi, s'agissant des actifs financiers d'Orange Bank, la gestion des placements s'effectuant par portefeuille, des titres arrivant à échéance dans moins d'un an mais qui seront renouvelés sont classés en non courants.

15.1.1 Prêts et créances d'Orange Bank

Les prêts et créances d'Orange Bank sont constitués des prêts et créances auprès de la clientèle et des établissements de crédit.

Dans le cadre de la retranscription des comptes de la banque dans le plan comptable Groupe, ont été rassemblés au sein des opérations avec la clientèle : les valeurs non imputées et autres sommes dues ainsi que les montants associés aux opérations sur titres pour le compte de la clientèle.

	31 décembre 2016
Crédits de trésorerie	1 084
Crédits à l'habitat	719
Crédits à l'équipement	264
Comptes ordinaires de la clientèle	70
Autres	80
Total des prêts et créances auprès de la clientèle	2 217 ⁽¹⁾
<i>dont non courant</i>	<i>1 022</i>
<i>dont courant</i>	<i>1 195</i>
Comptes et prêts au jour le jour	790
Comptes et prêts ⁽²⁾	53
Autres	31
Total des prêts et créances auprès des établissements de crédit	874
<i>dont non courant</i>	<i>3</i>
<i>dont courant</i>	<i>871</i>
Total des prêts et créances d'Orange Bank	3 091

(1) Les prêts et créances envers la clientèle font l'objet d'une provision de (36) millions d'euros à fin décembre 2016.

(2) Centralisation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation des livrets A et des livrets de développement durable.

Principes comptables (relatifs à Orange Bank)

Prêts et créances d'Orange Bank

Les actifs liés aux activités de la banque sont classés dans la catégorie IAS 39 des « prêts et créances ». Ils sont comptabilisés initialement à leur juste valeur ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et qui doit comprendre les coûts d'origination directement imputables à l'opération ainsi que les commissions perçues ou payées, analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit, calculé selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif.

Conformément à la norme IAS 39, les prêts et créances sont dépréciés lorsqu'ils présentent un ou plusieurs indice(s) de dépréciation intervenu(s) après la réalisation de ces créances. Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations, égales à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'origine de la créance, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...). Les modifications de valeur des prêts ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans un compte de « coût du risque » inclus dans les autres charges opérationnelles. Lorsque ces modifications de valeur sont positives, traduisant une amélioration ultérieure du risque, elles sont reprises dans le compte de résultat, au sein de la même rubrique.

Le « coût du risque », rubrique dédiée à Orange Bank au sein des autres charges opérationnelles, correspond aux dotations et reprises de provisions sur risques bancaires (notamment risques de contrepartie et risques opérationnels).

15.1.2 Actifs financiers d'Orange Bank

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016		
	Non courant	Courant	Total
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	709	4	713
Actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾	740	5	745
Actifs financiers à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	74	237	311
Total	1 523	246	1 769

(1) Exclusivement titres de dettes.

(2) Placements à la juste valeur courants pour 237 millions d'euros et dépôts versés de cash collateral pour 74 millions d'euros.

(en millions d'euros)

	2016
Actifs disponibles à la vente en début de période	-
Entrée de périmètre d'Orange Bank	1 018
Remboursements et cessions nets	(268)
Variation de juste valeur	(5)
Écarts de conversion	-
Reclassements et autres	-
Reclassement en activités destinées à être cédées	-
Actifs disponibles à la vente en fin de période	745

(en millions d'euros)

	2016
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	(5)
Ajustement de reclassement dans le résultat de la période	-
Total autres éléments du résultat global relatif à Orange Bank	(5)

Principes comptables (relatifs à Orange Bank)

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres à revenu fixe ou à revenu variable ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur, lors de leur première comptabilisation et ultérieurement.

Les variations de valeur temporaires sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global en « Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente ».

Les dépréciations durables attachées aux titres disponibles à la vente sont enregistrées en « coût du risque » (au sein des autres charges opérationnelles) quand il s'agit de titres à revenus fixes, mais elles sont comptabilisées en « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » quand il s'agit de titres à revenus variables.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Cette catégorie inclut des titres à revenu fixe que la banque a l'intention de détenir de façon durable jusqu'à l'échéance. Ils ne peuvent être cédés avant l'échéance et ils sont comptabilisés au coût amorti.

Des dépréciations sont constituées sur les titres dès lors qu'il existe une indication objective de l'existence d'un événement survenu postérieurement à l'acquisition du titre susceptible de générer une perte mesurable du fait du risque de contrepartie. La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'origine de la créance, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties,...). Les modifications de valeur ainsi dépréciées sont enregistrées en compte de résultat, dans la rubrique « coût du risque » (au sein des autres charges opérationnelles). Lorsque ces modifications de valeur sont positives, traduisant une appréciation du risque, elles sont reprises en compte de résultat, dans la rubrique « coût du risque » (au sein des autres charges opérationnelles).

15.1.3 Dettes liées aux opérations d'Orange Bank

Les dettes liées aux opérations d'Orange Bank sont constituées des dettes de la banque auprès de la clientèle et des établissements de crédit.

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016
Comptes ordinaires de la clientèle	3 087
Comptes sur livrets et comptes d'épargne à régime spécial	672
Autres	151
Total des dettes auprès de la clientèle	3 910
<i>dont non courant</i>	64
<i>dont courant</i>	3 846
Comptes et emprunts à terme	454
Total des dettes auprès des établissements de crédit	454
<i>dont non courant</i>	454
<i>dont courant</i>	0
Total des dettes liées aux opérations d'Orange Bank	4 364

15.1.4 Instruments dérivés d'Orange Bank

Dérivés qualifiés de couverture

Les dérivés de couverture IFRS d'Orange Bank à fin 2016 se rapportent aux *swaps* de taux qualifiés de couverture de juste valeur suivants :

- 70 millions d'euros de valeur nominale en couverture d'une partie du portefeuille de crédits immobiliers. Ces *swaps* sont à échéance 2018 pour 60 millions d'euros et 2021 pour 10 millions d'euros. Leurs juste valeur au 31 décembre 2016 est de (4) millions d'euros ;
- 210 millions d'euros de valeur nominale en couverture d'un portefeuille d'Obligations assimilables du Trésor indexées à l'inflation française (OATi) de même montant et d'échéance identique, soit 2023. La juste valeur des *swaps* au 31 décembre 2016 est de (49) millions d'euros.

L'inefficacité comptabilisée en résultat en 2016 au titre de ces couvertures est non significative.

Dérivés de transaction

- Orange Bank a mis en place un *swap* de taux de nominal 42 millions d'euros et à échéance 2019 en couverture économique de l'émission d'un Bon à Moyen Terme Négociable (BMTN) à taux fixe. Le *swap* de couverture réplique la performance du BMTN avec un établissement de crédit de la place rémunéré à taux variable. La juste valeur de cet instrument dérivé à fin 2016 s'élève à 12 millions d'euros. Les effets nets en résultat de cette couverture sont non significatifs ;
- Orange Bank a mis en place des *swaps* de taux, en couverture économique d'OAT, non qualifiée en IFRS, pour un nominal total de 142 millions d'euros, dont les échéances s'échelonnent entre 2019 à 2023 et dont la juste valeur au 31 décembre 2016 est de (11) millions d'euros. L'impact résultat 2016 lié à ces instruments est inférieur à 4 millions d'euros.

15.2 Informations sur la gestion des risques de marché liés aux activités d'Orange Bank

Le secteur opérationnel «Orange Bank» a son propre dispositif de gestion des risques conformément à la réglementation bancaire. Au titre de la réglementation bancaire, Orange Bank est soumise à la surveillance de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et doit respecter à tout moment une exigence de fonds propres, lui permettant de faire face aux risques liés à son activité.

Les activités d'Orange Bank l'exposent à l'ensemble des risques définis par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la Banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR :

- Risque de crédit : risque de perte encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire ;

- Risque de marché : risque de perte dû aux variations de prix des produits de marché ;
- Risque opérationnel : risque résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs y compris d'événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort risque de perte. Le risque opérationnel inclut les risques de fraude interne et externe ;
- Risque de taux : risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors-bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché ;
- Risque de liquidité : risque pour l'entreprise assujettie de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ;
- Risque d'intermédiation sur les prestataires de service d'investissement : risque de défaillance d'un donneur d'ordres ou d'une contrepartie à l'occasion d'une transaction sur instruments financiers dans laquelle l'entreprise assujettie apporte sa garantie de bonne fin.

La taille de la Banque et son profil de risque modéré ont conduit au choix des méthodes standards s'agissant de l'application du règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

Orange Bank n'intervient pas sur des produits complexes. Pour les opérations de marché, la stratégie définit, d'une part, les limites mises en œuvre et contrôlées et, d'autre part, la qualité des signatures autorisées. Par ailleurs, la Banque a défini et teste régulièrement son dispositif de continuité d'activité. Elle a mené une action aussi complète que possible d'identification et de cotation de ses risques opérationnels, dont elle suit également les occurrences.

Globalement, la politique de risque d'Orange Bank s'inscrit dans les choix stratégiques de développement de ses actionnaires et de leur appétence aux risques. Dans le respect de la réglementation, et notamment des titres IV et V de l'arrêté du 3 novembre 2014, le Comité exécutif de la banque fixe, sur proposition de la direction des risques, la politique de risque de l'établissement notamment en matière de sélection des clients et des risques, de modalités et de règles d'octroi des crédits et de schéma délégataire.

La direction des risques procède, par ailleurs, à l'analyse et à la surveillance des risques, effectue les contrôles nécessaires et les *reportings* dans plusieurs comités : comité des crédits (gestion du risque de contrepartie), Comité des risques et des contrôles (gestion des risques opérationnels), comité ALM (gestion des risques de marché, de taux et de liquidité) et Comité exécutif. La direction des risques préconise les ajustements de politique en fonction de son appréhension de l'ensemble des risques de la banque et de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire.

15.2.1 Durées restant à courir

Le tableau suivant détaille, les durées restant à courir pour les actifs et passifs financiers d'Orange Bank, calculées à partir des dates d'échéance contractuelle :

- échéance par échéance pour les opérations amortissables ;
- pour les crédits *roll over*, l'occurrence des renouvellements ne pouvant être préjugée, les dates de renouvellement sont considérées comme date d'échéance finale ;
- les dérivés étant des *swaps* de taux, ils ne font pas l'objet d'échange de nominaux et ne sont donc pas ventilés par année d'échéance.

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2016	2017	2018	2019 à 2021	2022 et au-delà
Prêts et créances auprès de la clientèle	15.1.1	2 217	631	623	584	379
Prêts et créances auprès des établissements de crédit	15.1.1	874	871	-	-	3
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	15.1.2	713	85	16	271	341
Actifs disponibles à la vente	15.1.2	745	119	97	218	311
Placements à la juste valeur	15.1.2	237	155	82	-	-
Autres actifs financiers		86 ⁽¹⁾	74	-	-	-
Total actifs financiers		4 872	1 935	818	1 073	1 034
Dettes auprès de la clientèle	15.1.3	3 910	3 910	-	-	-
Dettes auprès des établissements de crédit	15.1.3	454	-	-	433	20
Certificats de dépôt		143	143	-	-	-
Autres passifs financiers		94 ⁽²⁾	-	-	-	27
Total passifs financiers		4 601	4 053	-	433	47

(1) Comprend les dépôts de *cash collateral* versés par la banque pour 74 millions d'euros et les instruments dérivés actifs pour 12 millions d'euros.

(2) Comprend les instruments dérivés passifs de la banque pour 67 millions d'euros et l'emprunt octroyé par Orange à Orange Bank pour 27 millions d'euros.

15.2.2 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers d'Orange Bank

		31 décembre 2016				
(en millions d'euros)	Catégorie IAS 39 ⁽¹⁾	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1 et disponibilités	Niveau 2	Niveau 3
Prêts et créances	P&C	3 091	3 091	-	3 091	-
Actifs financiers, hors dérivés		1 769	1 713	1 251	389	74
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	ADE	713	658	592	66	-
Actifs disponibles à la vente	ADV	745	745	659	86	-
Placements à la juste valeur	JVR	237	237	-	237	-
Autres	P&C	74	74	-	-	74
Disponibilités et quasi-disponibilités		89	89	89	-	-
Dettes fournisseurs	PCA	52	52	-	52	-
Dettes liées à l'activité d'Orange Bank	PCA	4 364	4 364	-	4 364	-
Passifs financiers, hors dérivés	PCA	170	170	-	170	-
Dérivés nets⁽²⁾		55	55	-	-	55

(1) « ADE » signifie « actifs détenus jusqu'à l'échéance », « ADV » signifie « actifs disponibles à la vente », « P&C » signifie « prêts et créances », « JVR » signifie « juste valeur par résultat », « PCA » signifie « passifs au coût amorti ».

(2) La classification des dérivés dépend de leur qualification comptable.

15.3 Engagements contractuels non comptabilisés d'Orange Bank

Au 31 décembre 2016, pour l'entité Orange Bank dont le Groupe détient le contrôle, Orange n'a pas, à sa connaissance, contracté d'engagements susceptibles d'avoir un effet significatif sur sa situation financière actuelle ou future en dehors de ceux mentionnés dans la présente note.

(en millions d'euros)	2016
Engagements de location immobilière	35
Garanties accordées à des tiers	21
Engagements liés au financement	562
Total	618

Actifs faisant l'objet d'engagements

(en millions d'euros)

Actifs donnés en garantie ⁽¹⁾

Total	2016
	1 365
	1 365

(1) Inclut principalement des titres donnés en garantie par Orange Bank en faveur d'établissements financiers prêteurs en couverture d'emprunts bancaires pour 1,3 milliard d'euros.

Note 16 Litiges

Cette note présente l'ensemble des litiges significatifs dans lesquels est impliqué le Groupe à l'exception des litiges liés à des désaccords entre Orange et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales. Ces litiges sont présentés respectivement en notes 9.2 et 6.2.

Au 31 décembre 2016, les provisions pour risques comptabilisées par le Groupe au titre de l'ensemble de ses litiges (hors ceux présentés

en notes 9.2 et 6.2) s'élèvent à 537 millions d'euros (528 millions d'euros au 31 décembre 2015 et 491 millions d'euros au 31 décembre 2014). Orange considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux, mais donne le détail des provisions enregistrées par grandes catégories de litiges telles que reflétées ci-après. Les soldes et mouvements globaux des provisions sont présentés en note 5.7.

(en millions d'euros)

	Note	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Litiges France ⁽¹⁾	16.1	301	299 ⁽²⁾	290
Litiges Espagne	16.2	34	45	20
Litiges Pologne	16.2	165	158	154
Litiges autres entités		37	26	27
Total		537	528	491

(1) Comprend des provisions affectant les secteurs opérationnels France, Entreprises et Opérateurs Internationaux & Services Partagés.

(2) N'incluait pas 350 millions d'euros correspondant à la sanction prononcée par l'Autorité de la concurrence le 17 décembre 2015 dans le cadre du litige de la concurrence marché Entreprises, qui ont été reclassés au 31 décembre 2015 en dette à payer, et payés en 2016.

Orange fait notamment l'objet d'un certain nombre d'actions contentieuses intentées par des concurrents arguant de pratiques qu'ils jugent anticoncurrentielles et dont ils demandent généralement la cessation et la sanction. En cas de condamnation d'Orange au fond, ces procédures peuvent aussi conduire à des amendes pouvant en théorie s'élever jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires du Groupe. Des concurrents peuvent également demander devant les juridictions civiles et commerciales l'indemnisation du préjudice qu'ils estiment avoir subi du fait de ces pratiques.

Les procédures susceptibles d'avoir des effets significatifs sur la situation financière d'Orange sont détaillées ci-après.

16.1 Litiges France

Litiges concurrence

Services mobiles

- Parallèlement à l'instruction qui a fait l'objet le 17 décembre 2015 d'une décision définitive de l'Autorité de la concurrence sanctionnant Orange à hauteur de 350 millions d'euros pour avoir mis en œuvre quatre pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle « entreprise », et imposant des injonctions destinées à rétablir immédiatement un fonctionnement concurrentiel du marché, SFR a introduit le 18 juin 2015 une action indemnitaire en réparation d'un préjudice subi du fait des pratiques d'Orange. Après avoir d'abord estimé provisoirement son préjudice à 512 millions d'euros, SFR a porté en avril 2016 ses prétentions à 2,4 milliards d'euros. Cette augmentation ne modifie pas l'appréciation par Orange du risque lié à ce litige. Compte tenu de la décision rendue le 17 décembre 2015, le Groupe considère qu'il

existe un risque lié à cette réclamation, étant précisé que le droit éventuel à réparation de SFR reste subordonné à la caractérisation d'un préjudice réel par SFR correspondant aux pratiques sanctionnées. Suite à cette décision, Verizon et BT Group ont également assigné Orange devant le tribunal de commerce de Paris pour indemnisation de leur préjudice. Ils réclament respectivement 215 millions d'euros et 150 millions d'euros. Le niveau de ces réclamations n'est pas motivé par Verizon et BT Group au regard notamment de leur activité réelle sur le territoire français.

- Le 19 mai 2016, la Cour d'appel de Paris a confirmé le périmètre des pratiques visées par la décision de l'Autorité de la concurrence du 13 décembre 2012 qui avait prononcé des amendes de 117 millions d'euros à l'encontre d'Orange SA et de 66 millions d'euros à l'encontre de SFR pour avoir mis en œuvre dans le cadre d'offres d'abondance lancées en 2005 une discrimination tarifaire excessive entre les appels à destination de leur propre réseau et ceux à destination des réseaux concurrents, mais a réduit de 20 % le montant des amendes au motif que la pratique n'avait jamais été identifiée par l'Autorité précédemment. L'Autorité de la concurrence a remboursé à Orange 23 millions d'euros en juin 2016. Les paramètres condamnant la pratique elle-même n'étant pas remis en cause, Orange a formé un pourvoi en cassation.

Faisant suite à la condamnation d'Orange par l'Autorité de la concurrence, Omea Telecom (Virgin Mobile et Tele2 Mobile), Euro-Information Telecom (NRJ Mobile) et Outremer Telecom ont chacun assigné Orange en juin 2013 devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation du préjudice qu'ils estiment avoir subi du fait des pratiques sanctionnées. Le 3 novembre 2016, le Tribunal de commerce a pris acte du désistement d'Omea Telecom. Euro-Information Telecom et Outremer Telecom réclament à titre provisoire

39 millions d'euros au total. Toutefois, leurs réclamations ne font pas à date l'objet d'une démonstration d'un quelconque lien de causalité. Orange n'est donc pas en mesure d'estimer le risque encouru au titre de ces procédures.

- Parallèlement à leurs saisines de l'Autorité de la concurrence concernant les pratiques d'Orange sur les marchés mobile et fixe-vers-mobile aux Antilles et en Guyane qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive d'Orange à une amende de 60 millions d'euros, Digicel et Outremer Telecom ont introduit, respectivement en mars 2009 et octobre 2010, des actions indemnitaires devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation de préjudices qu'elles estiment avoir subi du fait de ces pratiques et qu'elles valorisent respectivement à 494 millions d'euros et 75 millions d'euros. Le 16 mars 2015, le Tribunal de commerce de Paris a condamné Orange à verser 8 millions d'euros à Outremer Telecom. Orange a payé cette somme et fait appel. Compte tenu de cette condamnation, le Groupe considère qu'il existe un risque lié à la réclamation de Digicel pour laquelle une décision du tribunal est désormais attendue à la fin du premier trimestre 2017.

Services fixes

- Le groupe Numericable a introduit en 2010 devant le Tribunal de commerce de Paris et la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris (CCI) des actions visant à l'indemnisation de son préjudice, qui s'élèverait à près de 3,1 milliards d'euros, qui résulterait d'une prétendue résiliation de fait des conventions d'occupation du génie civil conclues avec Orange lors de la cession par Orange de ses réseaux câblés. Le 25 février 2013, la CCI a rejeté de manière définitive l'ensemble des demandes d'un montant de 542 millions d'euros portant sur les conventions d'occupation conclues en 2004 ; et le 20 juin 2014, la Cour d'appel de Paris a confirmé le rejet de l'ensemble des demandes d'un montant de 2 583 millions d'euros portant sur les conventions d'occupation conclues en 1999 et 2001. La Cour d'appel a en outre admis le caractère abusif de l'action engagée par Numericable. Cependant, le 2 février 2016, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel pour avoir considéré que la sentence arbitrale prononcée en faveur d'Orange était opposable à Numericable alors que l'affaire soumise à la cour portait sur des conventions d'occupation distinctes. Numericable a saisi la Cour d'appel de Paris qui est appelée à réexaminer l'affaire.
- Le 3 février 2010, SFR puis, le 10 novembre 2010, Verizon, ont assigné Orange SA devant le Tribunal de commerce de Paris en remboursement de trop-perçus allégués sur des prestations d'interconnexion d'Orange dont les tarifs ne refléteraient pas les coûts. Les 18 et 25 juin 2013, le tribunal les a déboutés de leurs demandes mais a condamné Orange à verser à Verizon la somme de 500 000 euros au titre des prestations de l'année 2008. Orange a payé cette somme en 2013. SFR et Verizon ont fait appel des jugements et réclament respectivement 49 millions d'euros au titre des prestations d'interconnexion en 2006 et 2007 et 41 millions d'euros au titre de l'ensemble des prestations de gros d'accès ou d'interconnexion entre 2006 et 2008. Le 4 décembre 2015, la Cour d'appel de Paris a entièrement débouté SFR et confirmé le jugement de première instance. Le 11 mars 2016, SFR a déposé un pourvoi en cassation. La décision de la Cour d'appel dans la procédure Verizon est attendue au premier trimestre 2017.

En juin 2013, les sociétés Colt, British Telecom France et Completel ont assigné Orange SA devant le Tribunal de commerce de Paris sur les mêmes fondements que Verizon. Les prétentions des trois opérateurs s'élèvent provisoirement à un montant total de 27 millions d'euros, celles de Completel n'étant toujours pas quantifiées. Le 27 octobre 2015, le tribunal qui se prononçait sur les réclamations de Colt d'un montant de 14 millions d'euros a considéré qu'Orange avait fait preuve de manquement à ses obligations tarifaires et l'a condamné à verser à Colt 2,4 millions d'euros. Orange a payé cette somme et fait appel de la décision

qui est d'ores et déjà contredite par la Cour d'appel dans la procédure SFR.

- Le 24 avril 2012, SFR a assigné Orange SA devant le Tribunal de commerce de Paris dénonçant ses offres de détail dédiées aux résidences secondaires et réclamant 218 millions d'euros au titre du préjudice subi. Le 12 février 2014, le tribunal a jugé qu'Orange SA avait commis un abus de position dominante et l'a condamné à verser 51 millions d'euros de dommages et intérêts à SFR. La Cour d'appel de Paris a annulé le 8 octobre 2014 ce jugement en considérant notamment que SFR n'établissait pas l'existence d'un marché pertinent limité aux résidences secondaires ; mais, par un arrêt du 12 avril 2016, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel au motif que la cour n'aurait pas suffisamment justifié la délimitation des marchés. Suite à cette décision, Orange a dû verser 53 millions d'euros à SFR en application du jugement de première instance. La Cour d'appel de Paris est appelée à réexaminer l'affaire.
- Orange et Altitude Infrastructure ont mis fin le 30 juin 2016 au litige qui les opposait à propos de l'offre de gros d'Orange aux opérateurs sur le marché des prestations de résorption des zones blanches en haut débit des collectivités territoriales. Altitude Infrastructure s'est en conséquence désistée de son action indemnitaire devant le Tribunal de commerce de Paris et de sa plainte devant l'Autorité de la concurrence. SFR qui avait également saisi l'Autorité de la concurrence s'est aussi désistée de sa plainte.
- L'Autorité de la concurrence a été saisie en octobre 2014 d'une plainte de la société Colt visant des pratiques tarifaires abusives d'Orange sur les marchés fixe « entreprises » en France. Cette plainte n'a pas été jointe au dossier SFR qui a fait l'objet d'une décision de l'Autorité de la concurrence le 17 décembre 2015. Colt a parallèlement assigné Orange SA le 18 décembre 2014 devant le Tribunal de commerce de Paris pour obtenir réparation du préjudice, à ce stade non chiffré, qu'elle prétend avoir subi du fait de ces pratiques depuis l'année 2007. L'instruction par l'Autorité de la concurrence n'a pas encore eu lieu, Orange n'est donc pas en mesure d'identifier un quelconque risque au titre de ces procédures.

Autres procédures

- Le 27 juin 2012, la Cour d'appel de Paris avait confirmé le rejet de l'ensemble des demandes de la société Lectiel (et de son locataire gérant de 1998 à 2002, la société Groupadress) visant à la reconnaissance d'un préjudice estimé à 376 millions d'euros au moins puis réévalué à 551 millions d'euros qui aurait résulté du refus d'Orange de mettre gratuitement à leur disposition sa base annuaires et sa mise à jour quotidienne. La cour, appelée à déterminer si la faute concurrentielle, par ailleurs caractérisée à l'encontre d'Orange SA avant 1999, avait causé un préjudice à Lectiel, avait jugé que cette dernière ne pouvait caractériser le moindre préjudice dès lors qu'elle avait pratiqué le téléchargement illicite des données pendant l'intégralité de la période considérée. Cependant, le 3 juin 2014, la Cour de cassation a prononcé une nouvelle cassation partielle de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris et a de nouveau demandé à celle-ci de déterminer si la faute concurrentielle avait causé un préjudice à Lectiel. Devant la nouvelle cour de renvoi, Lectiel a, sans aucune justification, porté ses réclamations à 4,7 milliards d'euros. Le 27 mai 2015, la Cour d'appel de Paris a jugé que les pratiques d'Orange constituent des fautes civiles qui ouvrent droit à réparation et a nommé un expert avec la mission limitée d'évaluer le montant du préjudice éventuellement subi par Lectiel sur le seul segment de marché du marketing direct et sur la seule période de 1991 à 1998. La mission de l'expert est toujours en cours et devrait donner lieu à une décision de la Cour d'appel courant 2017. Parallèlement, Orange a formé le 27 juillet 2015 un pourvoi en cassation contre la décision du 27 mai 2015. Orange considère ne pas encourir de risque significatif au titre de cette procédure.

16.2 Litiges Europe

Espagne

- Le 20 décembre 2012, à l'issue d'une procédure de sanction ouverte contre Telefónica, Vodafone et Orange Espagne, la Commission nationale des marchés et de la concurrence espagnole (CNMC) a imposé une amende de 120 millions d'euros aux trois opérateurs, dont 30 millions d'euros pour Orange Espagne, pour avoir abusé de leur position dominante sur le marché de l'origination et de la terminaison d'appel entre 2000 et 2009 en fixant des tarifs anormalement élevés pour les SMS. Orange a obtenu le 24 mai 2013 la suspension provisoire de cette décision et a déposé deux recours devant les tribunaux espagnols. Le 22 mai 2015, la cour suprême espagnole s'est prononcée sur le recours relatif à la protection des droits fondamentaux d'Orange et l'a rejeté. Orange a porté l'affaire devant la cour constitutionnelle. L'issue de cette procédure n'a pas d'impact sur la procédure de recours ordinaire toujours pendante devant la juridiction d'appel dont la décision est désormais attendue au premier semestre 2017.
- Le 11 mars 2014, à l'issue de l'instruction de la plainte déposée par British Telecom visant les pratiques d'Orange, de Telefónica et de Vodafone sur les marchés de gros du secteur de la téléphonie mobile espagnole, la CNMC a considéré que les MVNO étaient en mesure de reproduire les offres de détail de ces opérateurs et a rejeté la plainte. British Telecom a fait appel de la décision.

Pologne

- Le 17 décembre 2015, le Tribunal de l'Union européenne a intégralement confirmé la décision de la Commission européenne du 22 juin 2011 qui a infligé une amende de 128 millions d'euros à Orange Polska pour avoir abusé de sa position dominante sur le marché de gros de l'accès à Internet haut débit en Pologne en mettant en œuvre des pratiques visant à empêcher l'accès effectif des opérateurs alternatifs au marché. Orange Polska a déposé un recours devant la Cour de Justice de l'Union européenne dont la décision pourrait être rendue en 2017.
- En 2011, l'Autorité de la concurrence polonaise (UOKiK) a sanctionné les quatre principaux opérateurs mobiles polonais, dont Orange Polska, pour des pratiques d'entente visant à retarder le développement de nouveaux services sur le marché de la télévision mobile. Cette sanction a été annulée en 2015 par le Tribunal de la protection de la concurrence et des consommateurs. L'UOKiK a fait appel et la décision de la Cour d'appel est attendue en mars 2017. Le 26 novembre 2016, la société Magna Polonia a assigné les opérateurs solidairement devant le Tribunal de commerce de Varsovie et leur réclame 618 millions de zlotys (140 millions d'euros) au titre du préjudice qu'elle aurait subi du fait de ces pratiques.
- Le 18 mars 2013, l'UOKiK a ouvert une enquête pour abus de position dominante à l'encontre de trois des principaux opérateurs mobile du pays, dont Orange Polska, en raison des tarifs de détail que ces trois opérateurs imposent aux appels vers le réseau de l'opérateur P4. L'UOKiK qui a prolongé son instruction pourrait rendre sa décision en 2017. À ce stade de la procédure, Orange n'est pas en état d'apprécier le risque encouru au titre de cette enquête. Par ailleurs, P4 a déposé en 2015 deux réclamations indemnitaires d'un montant total de 574 millions de zlotys (130 millions d'euros) à l'encontre des trois opérateurs solidairement, visant à compenser son préjudice allégué en lien avec les pratiques tarifaires contestées.

Roumanie

- Le 15 février 2011, à la suite d'une enquête portant sur le marché de l'interconnexion (terminaisons d'appels fixe/mobile) et sur les prix de vente des services prépayés mobile, le Conseil de la concurrence roumain a condamné Orange Romania à une amende de 35 millions d'euros pour avoir abusé de sa position dominante en refusant de conclure un accord d'interconnexion avec la société Netmaster. Orange Romania a obtenu en référé la suspension de l'exécution de la décision dont elle a par ailleurs interjeté appel sur le fond. Conformément aux règles locales et compte tenu de l'introduction de ce recours, 30 % du montant de l'amende prononcée ont été mis sous séquestre. Le 11 juin 2013, la Cour d'appel de Bucarest faisant droit aux arguments d'Orange Romania a annulé l'amende prononcée par le Conseil de la concurrence ; mais le 3 juin 2014, la cour suprême roumaine a cassé l'arrêt de la Cour d'appel en reprochant à cette dernière de ne pas avoir procédé à une véritable analyse des faits au regard des éléments constitutifs d'un abus de position dominante. L'affaire a été renvoyée devant la Cour d'appel de Bucarest qui a ordonné une expertise. Les experts n'ont pas encore rendu leur rapport et la décision de la Cour d'appel est donc toujours attendue.
- Les services du Conseil de la concurrence roumain ont procédé le 29 mars 2016 à une inspection au siège d'Orange Romania ; ils suspectent la mise en œuvre par Orange Romania de pratiques discriminatoires sur les marchés du paiement et de la publicité par mobiles. À ce stade, Orange n'est pas en mesure d'estimer le risque encouru au titre de cette enquête.

16.3 Litiges Moyen-Orient et Afrique

- En septembre 2008 et décembre 2009, l'autorité de régulation des télécommunications égyptienne (NTRA), saisie par Telecom Egypt (TE), a pris deux décrets imposant des tarifs d'interconnexion différents des tarifs contractuels agréés entre TE et Orange Egypt. En juin 2010, les tribunaux administratifs ont suspendu à la demande d'Orange Egypt l'application de ces deux décrets jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur le fond. Cependant, le 21 juin 2016, la Cour Administrative du Caire a jugé que les décrets pris par la NTRA étaient conformes à la loi. En août 2016, Orange Egypt a introduit un recours devant la Cour administrative Suprême. Cet appel n'est pas suspensif.

16.4 Litiges liés aux activités de la banque

- Orange Bank fait l'objet de deux contentieux historiques où les demandeurs réclament au total environ 350 millions d'euros au titre du préjudice financier qu'ils prétendent avoir subi. Orange Bank considérant ces réclamations non fondées et les contestant fermement, le Groupe n'a comptabilisé aucun passif à l'exception d'une provision couvrant les frais de défense de la banque.

16.5 Autres litiges Groupe

Aides d'État

- Le 30 novembre 2016, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a rejeté le pourvoi de la Commission européenne à l'encontre de l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne (TUE) du 2 juillet 2015 qui confirmait que les déclarations de l'État du 4 décembre 2002 indiquant qu'il était prêt à anticiper sa participation au renforcement des fonds propres d'Orange SA aux côtés d'investisseurs privés à travers une avance d'actionnaire ne constituaient pas une aide d'État. Ce litige est désormais définitivement clos.

- Le 26 octobre 2016, la CJUE a rejeté le recours d'Orange à l'encontre de l'arrêt du TUE du 26 février 2015 confirmant la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 qui considérait que le mode de financement des retraites des fonctionnaires de l'État rattachés à Orange était constitutif d'une aide d'État. Cet arrêt n'a pas d'incidence nouvelle pour Orange puisqu'un nouveau mode de calcul des cotisations a été mis en place par la Loi de Finances en 2012 suite à la décision de la Commission. Ce litige est désormais définitivement clos.

Hors les contestations de contrôles fiscaux (voir note 9.2), il n'existe pas d'autre procédure administrative, judiciaire ou arbitrale dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacée), ayant eu au cours des 12 derniers mois ou susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 17 Événements postérieurs à la clôture

Néant.

Note 18 Liste des principales sociétés consolidées

Au 31 décembre 2016, le périmètre de consolidation est composé de 380 sociétés.

Les principales variations du périmètre de consolidation intervenues sur la période close au 31 décembre 2016 sont décrites dans la note 3.

S'agissant des filiales avec des intérêts minoritaires :

- les données financières d'Orange Polska sont présentées dans la partie Information sectorielle et ses comptes sont publiés, à la Bourse de Varsovie, Orange Polska étant coté ;
- les comptes du groupe Sonatel, du groupe Jordan Telecom, d'Orange Belgium et d'Orange Egypt for Telecommunications sont publiés respectivement, à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à la Bourse d'Amman, à la Bourse de Bruxelles et à la Bourse du Caire, ces sociétés étant cotées ;

- les autres filiales ne sont pas significatives par rapport aux agrégats financiers d'Orange et leurs informations financières ne sont pas présentées dans l'annexe des comptes d'Orange.

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2016-01, les modalités pratiques pour consulter la liste des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, des entreprises exclues du périmètre de consolidation et des titres de participations non consolidés, seront transmises dans la section *Organigramme* du document de référence 2016.

La liste des principales entités opérationnelles présentées ci-dessous, a notamment été déterminée à partir de leur contribution aux indicateurs financiers suivants : chiffre d'affaires et EBITDA.

Société		Pays
Orange SA	Société mère	France
Principales sociétés consolidées		
Secteur France	% Intérêt	Pays
Orange SA – Business Unit France	100,00	France
Orange Caraïbe	100,00	France
Générale de Téléphone	100,00	France
Secteur Espagne	% Intérêt	Pays
Orange Espagne	100,00	Espagne
Secteur Pologne	% Intérêt	Pays
Orange Polska et ses filiales	50,67	Pologne
Secteur Belgique et Luxembourg	% Intérêt	Pays
Orange Belgium	52,91	Belgique
Orange Communications Luxembourg	52,91	Luxembourg
Secteur Autres Pays d'Europe Centrale	% Intérêt	Pays
Orange Moldova	94,42	Moldavie
Orange Romania	99,20	Roumanie
Orange Slovensko	100,00	Slovaquie
Secteur Afrique et Moyen-Orient	% Intérêt	Pays
Orange Cameroun	94,40	Cameroun
Orange Côte d'Ivoire	72,87	Côte d'Ivoire
Orange Egypt for Telecommunications et ses filiales	98,92	Égypte
Orange Guinée ⁽¹⁾	38,17	Guinée
Orange Bissau ⁽¹⁾	38,10	Guinée-Bissau
Jordan Telecom et ses filiales	51,00	Jordanie
Orange Mali ⁽¹⁾	29,65	Mali
Médi Telecom	49,00	Maroc
Orange RDC	100,00	République démocratique du Congo
Sonatel ⁽¹⁾	42,33	Sénégal
Sonatel Mobiles ⁽¹⁾	42,33	Sénégal
Secteur Entreprises	% Intérêt	Pays
Orange SA – Business Unit Entreprise	100,00	France
GlobeCast Holding et ses filiales	100,00	France
Network Related Services et ses filiales	100,00	France
Orange Business Services Participations et ses filiales	100,00	Royaume-Uni
Secteur Opérateurs Internationaux & Services Partagés	% Intérêt	Pays
Orange SA – Business Unit OI&SP	100,00	France
FT IMMO H et ses filiales	100,00	France
FT Marine et ses filiales	100,00	France
Orange Studio et ses filiales	100,00	France
OCS	66,67	France
Orange Brand Services Ltd	100,00	Royaume-Uni
Secteur Orange Bank	% Intérêt	Pays
Orange Bank	65,00	France

(1) Orange SA contrôle et consolide Sonatel et ses filiales sur la base du pacte d'actionnaires tel que complété par la charte du Comité stratégique du 13 juillet 2005, Orange SA détient et contrôle 100 % de OMEA qui détient et contrôle 42,33 % du Groupe Sonatel.

Note 19 Honoraires versés aux Commissaires aux comptes

En application du décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le tableau suivant présente le montant des honoraires des Commissaires aux comptes de la société mère et de leurs réseaux figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice des entités consolidées en intégration globale.

Audit et services assimilés										
(en millions d'euros)	Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes					Sous-total	Autres services fournis	Total		
	Services imposés par la loi									
	dont émetteur		dont émetteur							
EY										
2016	9,2	4,9	0,1	0,0	9,3	0,6	9,9			
%	93 %	49 %	1 %	0 %	94 %	6 %	100 %			
KPMG										
2016	9,2	5,4	0,5	0,2	9,7	0,1	9,8			
%	94 %	55 %	5 %	2 %	99 %	1 %	100 %			

Les prestations fournies en 2016 par les Commissaires aux comptes ont été autorisées en application des règles suivantes :

- jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement européen sur la réforme de l'audit : règles adoptées par le Comité d'audit en 2003 et mises à jour en octobre 2013 ;
- depuis l'entrée en vigueur du règlement européen sur la réforme de l'audit : règles adoptées par le Comité d'audit en 2003 et mises à jour en octobre 2016.

		Audit				Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement	Total	
		Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes		Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes				Sous-total
(en millions d'euros)		dont émetteur		dont émetteur				
EY								
2015		9,3	4,9	0,5	0,1	9,8	0,5	10,3
%		91 %	48 %	5 %	1 %	95 %	5 %	100 %
2014		14,2	7,3	0,3	0,1	14,5	0,4	14,9
%		95 %	49 %	2 %	1 %	97 %	3 %	100 %
KPMG								
2015		8,7	5,4	0,4	0,2	9,1	0,0	9,1
%		96 %	59 %	5 %	2 %	100 %	0 %	100 %
Deloitte								
2014		12,4	7,6	0,2	0,1	12,6	0,3	12,9
%		96 %	59 %	2 %	1 %	98 %	2 %	100 %

Les prestations fournies par les Commissaires aux comptes en 2015 et 2014 ont été autorisées en application des règles adoptées par le Comité d'audit en 2003 et mises à jour en octobre 2013.

Au cours des périodes 2016, 2015 et 2014, aucune prestation de nature fiscale n'a été rendue au Groupe par les réseaux des Commissaires aux comptes de la société mère.

4.1.2 Principes comptables majeurs et estimations

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2016 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et présentés avec, en comparatif, les exercices 2015 et 2014 établis selon le même référentiel.

Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception du découpage de la norme IAS 39 et des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

Base de préparation

Bien que les IFRS publiés par l'IASB constituent un jeu complet de principes comptables, il convient néanmoins de noter que la performance présentée et que la comparabilité avec l'information financière publiée en IFRS par d'autres émetteurs peut être affectée par les éléments suivants :

- les exceptions d'IFRS 1 à l'application rétrospective des IFRS retenues à la date de transition, telles que : l'absence de retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition, la comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel évalués à la date de transition, le reclassement en autres éléments du résultat global de l'ensemble des réserves de conversion afférentes à la date de transition ;
- les options comptables proposées par différentes normes IFRS, comme par exemple : pour chaque prise de contrôle depuis 2010, l'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle de l'entité acquise soit à leur juste valeur (méthode de l'écart d'acquisition complet) soit à hauteur de la quote-part d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle dans le montant de l'actif net identifiable acquis (écart d'acquisition afférent à la seule quote-part d'intérêt acquise),

- le référentiel IFRS ne dispose pas de texte gouvernant la comptabilisation de certaines transactions ou situations, telles que les engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle, notamment la contrepartie des réévaluations subséquentes de la dette financière associée. Dans de telles circonstances, le Groupe – tout comme les autres préparateurs – définit sa politique comptable selon les paragraphes 10 à 12 d'IAS 8 dans l'attente de la mise en place d'une nouvelle norme ou interprétation par l'IASB ou l'IFRS IC ;
- le référentiel IFRS intègre une norme sur la présentation des états financiers, mais ne fournit pas de méthodologie détaillée quant à la forme et au contenu du compte de résultat consolidé.

La situation financière et le résultat publiés du Groupe sont ainsi affectés par le choix et l'application des principes comptables, de même que le jugement et autres incertitudes affectant l'application de ces principes.

La note 2.2 « Base de préparation des états financiers consolidés 2016 » ainsi que les principes comptables répartis au sein de chaque note des états financiers consolidés décrivent de façon plus détaillée la base de préparation des états financiers consolidés.

Recours à des estimations et au jugement

La situation financière et le résultat du Groupe sont également sensibles aux jugements, hypothèses et incertitudes afférents aux estimations effectuées. Ces estimations sont révisées en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2016 pourraient être sensiblement modifiées.

La note 2.5 « Recours à des estimations et au jugement » des états financiers consolidés décrit de façon détaillée les éléments les plus affectés par le recours au jugement, hypothèses et incertitudes et renvoie aux notes détaillant ces jugements, hypothèses et incertitudes et fournissant le cas échéant des informations relatives aux sensibilités affectant les estimations.

4.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Orange SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme il est précisé dans la note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés, la direction d'Orange SA est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent de nombreux éléments figurant dans ses états financiers. Cette note de l'annexe aux comptes consolidés précise également que les estimations retenues au 31 décembre 2016 pourraient être sensiblement modifiées en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles sont fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous avons estimé que, parmi les comptes et informations dans l'annexe qui sont sujets à des estimations comptables significatives et susceptibles d'une justification de nos appréciations, figurent les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, les impôts différés actifs, les provisions relatives aux litiges, et la présentation des activités d'Orange Bank dans l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons notamment :

- pour ce qui concerne les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles la direction fonde ses estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles telles que présentées dans la note 7.3 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons également revu les calculs effectués par Orange SA et les sensibilités des principales valeurs recouvrables présentées dans la note 7.4 de l'annexe aux comptes consolidés, comparé les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et examiné la procédure d'approbation de ces estimations par la direction ;
- pour les actifs d'impôts différés comptabilisés au titre des reports fiscaux déficitaires, vérifié que les critères de comptabilisation étaient satisfaits et apprécié les hypothèses sous-tendant les prévisions de bénéfices imposables et les consommations de reports déficitaires afférents. Nous avons également vérifié que la note 9 de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée ;
- s'agissant des litiges, apprécié les bases sur lesquelles se fondent les positions retenues par Orange SA et, pour les provisions constituées, revu les estimations. Nous avons également revu les informations relatives aux risques et litiges contenues dans les notes 9.2 et 16 de l'annexe aux comptes consolidés et examiné la procédure d'approbation de ces estimations par la direction ;
- pour la présentation des activités d'Orange Bank, apprécié les hypothèses retenues par Orange SA pour présenter les contributions des activités télécoms et d'Orange Bank aux actifs et passifs du groupe Orange, telles que présentées dans la note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons également revu les informations présentées dans les notes 12 et 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense, le 23 février 2017
Les Commissaires aux comptes

KPMG SA
Marie Guillemot

Ernst & Young Audit
Charles-Emmanuel Chosson

Sommaire détaillé de la section 4.3

4.3.1	Vue d'ensemble	189	4.3.3.5	Opérateurs internationaux & Services partagés	224
4.3.1.2	Synthèse des résultats de l'exercice 2016	190	4.3.3.5.1	Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés	225
4.3.1.3	Faits marquants	191	4.3.3.5.2	EBITDA ajusté – Opérateurs internationaux & Services partagés	225
4.3.2	Analyse des résultats et des investissements du Groupe	194	4.3.3.5.3	Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés	225
4.3.2.1	Du chiffre d'affaires à l'EBITDA ajusté du Groupe	194	4.3.3.5.4	CAPEX – Opérateurs internationaux & Services partagés	226
4.3.2.1.1	Chiffre d'affaires	194	4.3.3.5.5	Informations complémentaires – Opérateurs internationaux & Services partagés	226
4.3.2.1.2	EBITDA ajusté	196	4.3.3.6	Orange Bank	226
4.3.2.2	De l'EBITDA ajusté au résultat d'exploitation du Groupe	198	4.3.3.6.1	Activité opérationnelle	226
4.3.2.2.1	EBITDA	198	4.3.3.6.2	Actifs, passifs et flux de trésorerie	226
4.3.2.2.2	Résultat d'exploitation	199	4.3.4	Trésorerie, endettement financier et capitaux propres	227
4.3.2.3	Du résultat d'exploitation au résultat net du Groupe	200	4.3.4.1	Situation et flux de trésorerie des activités télécoms	227
4.3.2.4	Du résultat net au résultat global du Groupe	201	4.3.4.1.1	Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)	227
4.3.2.5	Investissements du Groupe	201	4.3.4.1.2	Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (activités télécoms)	228
4.3.2.5.1	Dépenses d'investissement	201	4.3.4.1.3	Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (activités télécoms)	230
4.3.2.5.2	Engagements d'investissement	202	4.3.4.2	Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms	230
4.3.2.5.3	Projets d'investissement	202	4.3.4.2.1	Endettement financier	230
4.3.3	Analyse par secteur opérationnel	203	4.3.4.2.2	Gestion de l'endettement financier et position de liquidité	232
4.3.3.1	France	206	4.3.4.2.3	Exposition aux risques de marché et instruments financiers	232
4.3.3.1.1	Chiffre d'affaires – France	206	4.3.4.2.4	Évolution de la notation d'Orange	232
4.3.3.1.2	EBITDA ajusté – France	207	4.3.4.3	Capitaux propres	232
4.3.3.1.3	Résultat d'exploitation – France	208	4.3.5	Agrégats financiers non définis par les normes IFRS	232
4.3.3.1.4	CAPEX – France	208	4.3.5.1	Données à base comparable	233
4.3.3.1.5	Acquisitions de licences de télécommunication – France	208	4.3.5.1.1	Données à base comparable de l'exercice 2015	233
4.3.3.1.6	Informations complémentaires – France	209	4.3.5.1.2	Données à base comparable de l'exercice 2014	235
4.3.3.2	Europe	209	4.3.5.2	EBITDA ajusté et EBITDA	237
4.3.3.2.1	Espagne	210	4.3.5.3	CAPEX	238
4.3.3.2.2	Pologne	212	4.3.5.4	Endettement financier net	238
4.3.3.2.3	Belgique & Luxembourg	215	4.3.5.5	Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms	238
4.3.3.2.4	Europe centrale	217	4.3.6	Informations complémentaires	239
4.3.3.3	Afrique & Moyen-Orient	219			
4.3.3.3.1	Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient	219			
4.3.3.3.2	EBITDA ajusté – Afrique & Moyen-Orient	220			
4.3.3.3.3	Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient	220			
4.3.3.3.4	CAPEX – Afrique & Moyen-Orient	221			
4.3.3.3.5	Acquisitions de licences de télécommunication – Afrique & Moyen-Orient	221			
4.3.3.3.6	Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient	222			
4.3.3.4	Entreprises	222			
4.3.3.4.1	Chiffre d'affaires – Entreprises	222			
4.3.3.4.2	EBITDA ajusté – Entreprises	223			
4.3.3.4.3	Résultat d'exploitation – Entreprises	223			
4.3.3.4.4	CAPEX – Entreprises	224			
4.3.3.4.5	Informations complémentaires – Entreprises	224			

4.3 Examen de la situation financière et du résultat du Groupe

Cette section contient des indications prospectives concernant Orange. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque*. Voir aussi les indications sous le titre *Indications prospectives* au début du document de référence.

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés). L'EBITDA ajusté, l'EBITDA, les CAPEX, l'endettement financier net, le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms et les données à base comparable sont des agrégats financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces agrégats et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise et les considère utile pour les lecteurs, voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et section 8 *Glossaire financier*.

Suite à l'acquisition de Groupama Banque (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*) et afin d'assurer la lisibilité des comptes et des performances propres aux activités télécoms, le Groupe distingue dorénavant les activités télécoms et les activités d'Orange Bank (voir notes 1 et 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le passage des données historiques aux données à base comparable pour les exercices 2015 et 2014 est décrit dans la section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

Les informations sectorielles qui sont présentées dans les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant éliminations des opérations avec les autres secteurs.

Les variations qui sont présentées dans les sections suivantes sont calculées sur la base des données en milliers d'euros bien qu'affichées en millions d'euros.

4.3.1 Vue d'ensemble

4.3.1.1 Données financières et effectifs

Données opérationnelles

	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
(au 31 décembre, en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires⁽²⁾	40 918	40 669	40 236	0,6 %	1,7 %	39 445
EBITDA ajusté⁽¹⁾	12 682	12 524	12 418	1,3 %	2,1 %	12 158
Activités télécoms	12 694	12 530	12 418	1,3 %	2,2 %	12 158
EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires des activités télécoms	31,0 %	30,8 %	30,9 %			30,8 %
Activités d'Orange Bank	(12)	(6)	-	(86,0) %	-	-
EBITDA⁽¹⁾	11 719	11 319	11 277	3,5 %	3,9 %	11 112
Activités télécoms	11 731	11 325	11 277	3,6 %	4,0 %	11 112
Activités d'Orange Bank	(12)	(6)	-	(86,0) %	-	-
Résultat d'exploitation	4 077		4 742		(14,0) %	4 571
Activités télécoms	3 992		4 742		(15,8) %	4 571
Activités d'Orange Bank	85		-		-	-
CAPEX⁽¹⁾	6 971	6 769	6 486	3,0 %	7,5 %	5 636
Activités télécoms	6 956	6 769	6 486	2,8 %	7,2 %	5 636
CAPEX/Chiffre d'affaires des activités télécoms	17,0 %	16,6 %	16,1 %			14,3 %
Activités d'Orange Bank	15	-	-	-	-	-
Licences de télécommunication	1 521	1 331	1 285	14,3 %	18,4 %	475
Investissements financés par location-financement	91	54	43	70,9 %	112,9 %	87
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) ⁽³⁾	141 257	146 268	144 499	(3,4) %	(2,2) %	151 638
Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) ⁽³⁾	155 202	156 997	156 191	(1,1) %	(0,6) %	156 233

(1) Voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et section 8 *Glossaire financier*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms. Le Produit Net Bancaire (PNB) d'Orange Bank est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Voir section 8 *Glossaire financier*.

Résultat net

(au 31 décembre, en millions d'euros)

	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
Résultat d'exploitation	4 077	4 742	4 571
Résultat financier	(2 097)	(1 583)	(1 638)
Impôt sur les sociétés	(970)	(649)	(1 573)
Résultat net des activités poursuivies	1 010	2 510	1 360
Résultat net des activités cédées ⁽¹⁾	2 253	448	(135)
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 263	2 958	1 225
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	2 935	2 652	925
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	328	306	300

(1) Relatif à EE (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*).

Endettement financier net

(au 31 décembre, en millions d'euros)

	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
Endettement financier net⁽¹⁾	24 444	26 552	26 090

(1) Voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*, section 8 *Glossaire financier* et note 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés. L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.4.3 *Risques financiers*.

4.3.1.2 Synthèse des résultats de l'exercice 2016

L'**activité commerciale** reste soutenue sur l'ensemble de l'année 2016, tirée par la fibre optique et les offres convergentes Grand Public. La fibre optique totalise 3,3 millions de clients au 31 décembre 2016 (en progression de 75 % sur un an) et les offres convergentes Grand Public comptent 9,2 millions de clients (en croissance de 10 % sur un an). Par ailleurs, la progression des forfaits mobiles (hors *Machine to Machine*) reste importante, avec une hausse de 8,4 % du nombre de clients sur un an, en données à base comparable. Le nombre de clients 4G en Europe est en hausse de 58 % sur un an, avec 28,1 millions de clients au 31 décembre 2016. En Afrique & Moyen-Orient, Orange Money compte 28,9 millions de clients à cette date.

Le **chiffre d'affaires** s'établit à 40 918 millions d'euros en 2016, en hausse de 1,7 % par rapport à 2015 en données historiques. En données à base comparable, le chiffre d'affaires est en croissance de 0,6 % entre 2015 et 2016, après un recul de 0,1 % entre 2014 et 2015 et un recul de 2,5 % entre 2013 et 2014. L'amélioration de la tendance se poursuit. En données à base comparable, le chiffre d'affaires des services fixes haut débit progressent de 5,2 %, tirés par la fibre optique et les contenus en France et en Espagne, compensant fortement le recul tendanciel des revenus de la téléphonie classique. Le chiffre d'affaires des services mobiles est en augmentation de 0,3 %, malgré la diminution des revenus de l'itinérance nationale en France et les baisses de prix de l'itinérance en Europe.

L'**EBITDA ajusté** ressort à 12 682 millions d'euros en 2016, en hausse de 2,1 % en données historiques, et de 1,3 % en données à base comparable (soit 158 millions d'euros) par rapport à 2015, en ligne avec l'objectif d'un EBITDA ajusté en 2016 supérieur à celui réalisé en 2015. L'EBITDA ajusté des activités télécoms (12 694 millions d'euros) est en progression de 1,3 % (soit 164 millions d'euros). Le ratio d'EBITDA ajusté des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 31,0 % en 2016, en hausse de 0,1 point en données historiques et de 0,2 point en données à base comparable par rapport à 2015.

L'**EBITDA** ressort à 11 719 millions d'euros en 2016, en hausse de 3,9 % (soit 442 millions d'euros) par rapport à 2015 en données historiques, essentiellement en raison de la progression de l'EBITDA

ajusté et du contre-effet de la comptabilisation, en 2015, d'une charge importante au titre des principaux litiges, partiellement compensés par l'augmentation des coûts de restructuration et d'intégration.

Le **résultat d'exploitation** s'établit à 4 077 millions d'euros en 2016, en baisse de 665 millions d'euros par rapport à 2015 en données historiques. Cette diminution résulte principalement i) de la comptabilisation, en 2016, d'une perte de valeur des écarts d'acquisition de 772 millions d'euros et d'une perte de valeur des immobilisations de 207 millions d'euros, relatives essentiellement à la Pologne, à l'Égypte, à la République démocratique du Congo et au Cameroun, et ii) de l'accroissement de la dotation aux amortissements lié essentiellement aux variations de périmètre, iii) en partie compensés par l'augmentation de l'EBITDA.

Le **résultat net de l'ensemble consolidé** s'établit à 3 263 millions d'euros en 2016, en hausse de 305 millions d'euros par rapport à 2015. Cette progression s'explique par l'augmentation du résultat net des activités cédées, relative à EE (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*), en partie compensée par le recul du résultat d'exploitation, par la diminution du résultat financier due à la dépréciation de la participation détenue dans BT Group, et par la hausse de la charge d'impôt sur les sociétés.

Les **CAPEX** représentent 6 971 millions d'euros en 2016, en hausse de 7,5 % en données historiques et de 3,0 % en données à base comparable par rapport à 2015. Le ratio de CAPEX rapportés au chiffre d'affaires des activités télécoms s'établit à 17,0 % en 2016, en hausse de 0,9 point en données historiques et de 0,4 point en données à base comparable, par rapport à 2015. Les investissements dans la fibre optique sont en hausse tandis que le déploiement des réseaux 4G et 4G+ se poursuit, en ligne avec les ambitions du plan stratégique *Essentiels2020*.

L'**endettement financier net** s'élève à 24 444 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit une diminution de 2 108 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015, notamment liée à la cession de EE en janvier 2016 (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*). Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms s'établit à 1,93 au 31 décembre 2016, contre 2,01 au 31 décembre 2015, en ligne avec l'objectif d'un ratio autour de 2 à moyen terme.

4.3.1.3 Faits marquants

En 2016, la croissance économique des pays d'Europe où Orange exerce son activité reste limitée, et en moyenne du même ordre de grandeur qu'en 2015. Elle est plus élevée en Afrique et au Moyen-Orient, avec toutefois un ralentissement significatif dans certains pays.

Dans le secteur des télécommunications, la pression concurrentielle reste vive sur tous les marchés, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, et pour les services aux entreprises. S'agissant des services Grand Public en Europe, l'animation du marché s'exerce de plus en plus sous la forme de promotions ciblées et répétées, notamment sur les offres d'entrée de gamme et les offres convergentes, tandis que les offres *SIM-only* (offres mobiles sans terminal) poursuivent leur développement.

Dans ce contexte, le Groupe poursuit la mise en œuvre d'*Essentiels2020*, son plan stratégique à l'horizon 2020, avec notamment ses programmes d'investissement qui vise à différencier Orange par ses réseaux à très haut débit et par sa qualité de service. Orange accélère également sa diversification dans les nouveaux services, en particulier dans les services financiers mobiles (avec notamment l'arrivée d'*Orange Bank* en France) et dans les objets connectés. Parallèlement, le Groupe met en œuvre *Explore2020*, son plan d'efficacité opérationnelle et de maîtrise des coûts, et fait évoluer son portefeuille d'actifs, notamment avec la cession d'EE et une politique d'acquisition sélective.

Investissements dans les réseaux

Le déploiement des réseaux permettant l'accès en haut débit et très haut débit constitue l'un des cinq leviers du plan stratégique *Essentiels2020*.

Acquisition de fréquences mobiles 4G

En Pologne, les licences 4G remportées par Orange en octobre 2015 ont été octroyées à Orange Polska en janvier 2016, pour 719 millions d'euros. Ces licences concernent deux blocs de fréquence de 5 MHz dans la bande 800 MHz et trois blocs de fréquence de 5 MHz dans la bande 2 600 MHz, affectés au réseau mobile à très haut débit (4G, voir note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

En Égypte, Orange a remporté en octobre 2016 deux blocs de fréquence de 10 MHz dans les bandes 1 800 MHz et 2 100 MHz, affectés au réseau mobile à très haut débit (4G) pour 358 millions d'euros.

En Afrique & Moyen-Orient, Orange a renouvelé ses licences de télécommunication en Côte d'Ivoire avec une licence universelle incluant la 4G pour 146 millions d'euros (voir note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés) et a acquis une licence 4G au Sénégal.

Déploiement des réseaux mobiles à très haut débit (4G et 4G+)

En France, Orange consacre d'importants investissements pour déployer les réseaux 4G/4G+. Au 31 décembre 2016, le réseau 4G couvre 88 % de la population en France et le nombre de clients 4G a progressé de 41 % en un an pour atteindre 11,3 millions de clients. Plus globalement, un important programme d'amélioration de la qualité est en cours, visant l'accroissement de la couverture au niveau des transports (autoroutes, TGV et métros) et des lieux de villégiature (stations balnéaires et de montagne), la résorption des zones blanches et l'amélioration de la couverture par l'utilisation des fréquences basses. Par ailleurs, Orange renforce son réseau en accélérant le déploiement de ses *hotspots* sur le territoire, avec désormais plus de 7 millions de *hotspots* accessibles en illimité et sans surcoût pour les clients Orange et Sosh. Orange poursuit également le déploiement de la technologie 4G+ (*LTE Advanced*), offrant un débit allant jusqu'à 300 Mbit/s, soit un débit deux fois plus important qu'avec une connexion 4G classique. Fin décembre 2016, la technologie 4G+ est opérationnelle sur 43 % des sites du territoire français.

En Espagne, le réseau 4G couvre 90 % de la population au 31 décembre 2016. Avec 2,8 millions de clients supplémentaires en un an, Orange compte 7,9 millions de clients 4G dans le pays au 31 décembre 2016. Poursuivant le déploiement de son réseau, Orange a pour ambition de couvrir 95 % de la population espagnole avec la technologie 4G en 2017.

En Pologne, 99 % de la population est désormais couverte en 4G au 31 décembre 2016, grâce notamment au co-déploiement (partage d'infrastructures de réseau d'accès avec l'opérateur T-Mobile). Les offres 4G d'Orange ont conquis 4,3 millions de clients dans le pays au 31 décembre 2016.

En Belgique, Orange couvre 99,6 % de la population en 4G au 31 décembre 2016 et a lancé commercialement la 4G+ au deuxième trimestre 2016, avec une couverture de 54 % de la population fin 2016.

En Europe centrale, les déploiements des technologies 4G/4G+ progressent rapidement, en particulier en Roumanie (80 % de la population couverte en 4G au 31 décembre 2016 et plusieurs villes couvertes en 4G+), en Slovaquie (80 % de la population couverte au 31 décembre 2016 et déploiement de la 4G+ en cours) et en Moldavie (97 % de la population couverte au 31 décembre 2016).

En Afrique & Moyen-Orient, la technologie 4G est disponible dans 10 pays fin 2016.

Déploiement des réseaux fixes à très haut débit (FTTH)

En France, Orange compte près de 1,5 million de clients bénéficiant de la fibre optique au 31 décembre 2016, soit une croissance de 51 % par rapport au 31 décembre 2015. Le rythme de déploiement reste soutenu avec 6,9 millions de foyers raccordables à la fibre optique (FTTH) au 31 décembre 2016, en progression de 36 % sur un an. L'ambition d'Orange est d'atteindre 12 millions de foyers raccordables en 2018 et 20 millions en 2022 (année de bouclage du *Plan France Très Haut Débit*). Orange prévoit de déployer la fibre dans 3 600 communes à l'horizon 2022, incluant l'ensemble des grandes villes et des villes moyennes, soit près de 60 % des foyers français. Dans le cadre de son plan stratégique *Essentiels2020*, Orange entend multiplier par trois ses investissements dans la fibre optique en France à horizon 2020. Pour la période 2015-2018, ce sont ainsi 3 milliards d'euros qui seront investis dans la fibre optique.

En Espagne, Orange compte, au 31 décembre 2016, 1,6 million de clients bénéficiant de la fibre optique (soit un doublement sur un an) et 9,6 millions de foyers raccordables à la fibre optique (soit une croissance de 41 % sur un an), dont une partie avec son partenaire Vodafone. Orange s'est donné comme objectif (à travers plusieurs canaux, dont ses propres déploiements) de raccorder 14 millions de foyers d'ici la fin 2020, couvrant 80 % de toutes les villes espagnoles de plus de 20 000 habitants.

En Pologne, le Groupe investit dans les réseaux à très haut débit, avec un plan d'investissement ambitieux pour accompagner sa stratégie de convergence. Le déploiement de la fibre optique s'est fortement accéléré en un an et le pays compte désormais près de 1,5 million de foyers raccordables au 31 décembre 2016, soit un doublement sur un an.

En Europe centrale, Orange compte, fin 2016, plus de 2 millions de foyers raccordables à la fibre optique en Roumanie en partenariat avec Telekom Romania, et près de 350 000 foyers raccordables en Slovaquie.

Accélération de l'aménagement numérique des zones rurales en France avec Orange Territoires Connectés

En juin 2016, Orange a annoncé le lancement d'*Orange Territoires Connectés*, un programme ambitieux pour accélérer la couverture fixe et mobile en haut et très haut débit des zones rurales en France. Ce programme d'accélération comporte deux volets : un volet Internet sur le fixe et un volet mobile.

S'agissant du volet Internet sur le fixe, le programme **Orange Territoires Connectés** vise une amélioration des débits Internet fixe dans les zones rurales pour 1 million de foyers d'ici un an et pour 2,5 millions de foyers d'ici fin 2019.

S'agissant du volet sur le mobile, 5 millions d'habitants supplémentaires bénéficieront du réseau 4G d'Orange en zone rurale d'ici un an, grâce au programme **Orange Territoires Connectés**. Ce programme se traduira par une anticipation de trois ans des obligations d'Orange en matière de couverture de la zone de déploiement prioritaire telles que spécifiées dans le cadre de la licence 4G. Par ailleurs, Orange accompagne le programme « Zones Blanches » initié par le Gouvernement français. Dans ce cadre, tous les centres villes de France bénéficieront notamment d'une couverture en services mobiles voix et données en 3G d'ici un an.

Services financiers sur mobile et objets connectés

Les services financiers sur mobile et les objets connectés constituent un axe de diversification majeur du Groupe, l'un des cinq leviers du plan stratégique **Essentiels2020**. En fonction des marchés et des usages, Orange développe des services financiers dans trois catégories : le paiement mobile (offre **Orange Cash**), l'argent mobile (*mobile money*, offre **Orange Money**) et la banque mobile (*mobile banking*, offres **Orange Finance** en Pologne et bientôt **Orange Bank** en France) qui permettent le paiement, les transferts d'argent sécurisés ou encore l'accès à un prêt à la consommation. Dans le domaine des objets connectés, Orange déploie en France son réseau dédié à l'Internet des Objets (IoT) depuis début 2016, et a annoncé l'implémentation en Belgique de technologies Mobile IoT sur son réseau mobile pour 2017.

Acquisition de 65 % de Groupama Banque (devenue Orange Bank)

En octobre 2016, Orange a acquis 65 % de Groupama Banque, Groupama en conservant 35 %. Cette prise de contrôle a été effectuée par échange de titres entre Orange et Groupama pour un montant total de 170 millions d'euros avec effet dans les capitaux propres consolidés (voir notes 2.3, 3.2, 14.2, 15 et 16.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

Début 2017, Groupama Banque est devenue **Orange Bank**. L'offre d'**Orange Bank** sera disponible en France au premier semestre 2017. Les clients pourront y souscrire directement depuis l'application mobile, en ligne ou dans 140 boutiques du réseau de distribution Orange. L'offre sera également distribuée dans les réseaux du groupe Groupama à partir du second semestre 2017. Innovante et spécifiquement adaptée aux usages mobiles, cette offre couvrira dès son lancement le compte courant, l'épargne, le crédit et le paiement.

Développement des services financiers sur mobile en Afrique

Après le succès d'**Orange Money** en Afrique et au Moyen-Orient (29 millions de clients au 31 décembre 2016 dans 15 pays), Orange devient, avec l'obtention en 2016 de la licence d'Établissement de Monnaie Electronique (EME, voir notes 4.5 et 5.7 de l'annexe aux comptes consolidés) dans quatre pays (Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire et Guinée), un acteur majeur du secteur des services financiers sur mobile en Afrique. Ce changement de statut s'accompagne de la mise en place d'une nouvelle structure, le Centre d'Expertise en Conformité Orange Money (CECOM), basé en Côte d'Ivoire, qui garantit de manière mutualisée la maîtrise des risques et la conformité sur le périmètre d'activité des EME.

En juin 2016, Orange Money a pour la première fois dépassé le milliard d'euros de transactions en un seul mois.

Lancement d'Orange Money en France et en Roumanie

Depuis juin 2016, **Orange Money** est disponible en France métropolitaine pour les abonnés mobiles Orange. Ce service leur permet d'effectuer des transferts d'argent de mobile à mobile depuis

la France vers la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal (dans un premier temps), ainsi que vers la France métropolitaine. Depuis novembre 2016, une application **Orange Money** est disponible sous Android. Ce service a vocation à se développer progressivement avec la multiplication des points de ventes en France et l'élargissement de l'offre de transfert d'argent depuis la France vers d'autres pays.

Orange Money est également disponible en Roumanie depuis novembre 2016.

Intégration de la plateforme de paiement mobile Apple Pay dans l'application Orange Cash

En 2016, Orange a confirmé son engagement dans le paiement mobile en intégrant la plateforme de paiement mobile Apple Pay dans son application **Orange Cash** (compte de monnaie électronique prépayé et rechargeable) afin de permettre à ses clients Apple de payer leurs achats de tous les jours avec leur iPhone, de façon simple et sécurisée.

Lancée en octobre 2015, **Orange Cash**, première solution de paiement mobile prépayé NFC (*Near Field Communication*) proposée en France par un opérateur mobile, compte déjà près de 390 000 clients Orange fin décembre 2016. **Orange Cash** est également disponible en Espagne.

Déploiement des réseaux dédiés à l'Internet des Objets en France et en Belgique

En complément de ses réseaux cellulaires, Orange a choisi d'investir dans un réseau LPWA (*Low Power Wide Area*, réseau permettant d'assurer les échanges des objets connectés de petite taille, non raccordés au réseau électrique, nécessitant une connectivité à faible consommation d'énergie et à moindre coût) en France et en Belgique.

En France, le réseau Orange dédié à l'Internet des Objets (IoT), reposant sur la technologie LoRa (*Long Range*), est progressivement déployé depuis le premier trimestre 2016. Fin décembre 2016, le réseau LoRa couvre 18 agglomérations, soit environ 120 communes.

En Belgique, Orange a annoncé en novembre 2016 son intention d'implémenter sur son réseau mobile, en 2017, deux nouvelles technologies Mobile IoT basées sur les standards internationaux NB-IoT (*Narrow Band-IoT*) et LTE-M. Le réseau Orange Mobile IoT couvrira la totalité du territoire national dès 2017 et sera lancé commercialement au second semestre 2017.

Orange, modèle d'employeur digital et humain

Construire un modèle d'employeur digital et humain, en garantissant les compétences utiles pour demain, en développant l'agilité collective et en favorisant l'engagement de chacun est l'une des priorités du plan stratégique **Essentiels2020**.

Dans ce contexte, Orange a lancé, en juin 2016, sa « promesse d'employeur digital et humain » et propose un nouveau socle pour la relation entre Orange et ses salariés, élément fondamental du plan stratégique **Essentiels2020**. Cette démarche, commune à l'ensemble du Groupe, prend en compte l'essor du digital et propose des engagements de l'entreprise envers ses salariés en symétrie des contributions attendues de chacun dans les collectifs de travail.

Tout en continuant à effectuer un nombre important de recrutements (7 000 en France entre 2016 et 2018), Orange va constater une baisse du nombre de ses effectifs dans les années à venir. Pour faire face aux évolutions rapides de son marché, Orange mène une politique de l'emploi responsable et a signé, en juin 2016, avec les organisations syndicales en France, un accord de méthodologie innovant proposant un cadre de référence et des outils en vue de garantir une charge de travail adaptée à ses salariés en France.

Par ailleurs, dans le cadre de sa promesse d'employeur digital et humain, Orange a signé, en septembre 2016, avec les organisations syndicales en France, le premier accord sur l'accompagnement des salariés à la transformation numérique de l'entreprise.

Marque Orange et relation client

Dans le cadre du plan stratégique *Essentiels2020*, Orange fait évoluer la relation client : simplification du parcours client, personnalisation des offres et services au plus près des attentes, digitalisation de la relation avec le client, et évolution de la marque et des espaces ventes.

Mobinil (Égypte), Mobistar (Belgique) et Méditel (Maroc) deviennent Orange

En 2016, Mobinil en Égypte (33,9 millions de clients mobile au 31 décembre 2016), Mobistar en Belgique (3,8 millions de clients mobile au 31 décembre 2016) et, dernièrement, Méditel au Maroc (13,9 millions de clients au 31 décembre 2016) ont adopté la marque Orange. La marque Orange est présente dans 29 pays à travers le monde, dont 8 pays en Europe et 21 pays en Afrique et au Moyen-Orient.

Prise de participation dans Africa Internet Group, leader du e-commerce en Afrique

En avril 2016, Orange a annoncé sa prise de participation progressive dans Africa Internet Group via *Orange Digital Ventures* (pôle d'investissement dans les *start-ups*, voir ci-dessous) pour un montant qui devrait atteindre à terme 75 millions d'euros. Par cet investissement, qui s'accompagnera d'un ensemble de partenariats stratégiques entre les filiales des deux groupes, Orange permettra à Jumia et à l'ensemble des sites d'Africa Internet Group d'accélérer leur croissance et de saisir les opportunités de développement en Afrique.

Transformation digitale du client entreprise

Dans le cadre du plan stratégique *Essentiels2020*, Orange se positionne en tant que partenaire des entreprises dans leur transformation digitale, en procédant à deux acquisitions, dans le domaine de la cyber-sécurité et dans celui de la virtualisation du poste de travail, deux des axes stratégiques prioritaires d'*Orange Business Services*.

En avril 2016, Orange a annoncé l'acquisition de 100 % de Lexsi, spécialiste de la veille sécurité, qui vient renforcer les capacités d'analyse de la menace, de détection et de réaction du Groupe face aux cyber attaques, et positionne *Orange Cyberdéfense*, la filiale d'Orange dédiée à la sécurité des entreprises, comme l'un des acteurs majeurs du domaine en Europe. *Orange Cyberdéfense*, qui a recruté 180 spécialistes en sécurité en 2016 et prévoit 200 recrutements de spécialistes en 2017, compte plus de 1 200 collaborateurs experts dans les métiers de la sécurité.

En juillet 2016, Orange a annoncé l'acquisition de Log'in Consultants, entité dédiée aux services d'intégration en matière de virtualisation de poste de travail. La virtualisation du poste de travail devient un sujet clé pour les entreprises en quête de davantage d'efficacité dans un monde de plus en plus mobile.

Innovation numérique

À l'occasion de la 4^e édition du *Show Hello* en mars 2016, Orange a dévoilé de nombreux partenariats qui enrichissent les services rendus par les objets connectés ainsi qu'une innovation majeure, la Nouvelle *Livebox*, commercialisée depuis l'été 2016 et accompagnée d'un Nouveau Décodeur TV.

Pour assurer la réussite de son nouveau plan stratégique, Orange mise notamment sur l'innovation, en s'appuyant sur ses propres ressources et sur une démarche d'*open innovation*. Orange accompagne ainsi de jeunes entreprises dans toutes les phases de leur développement, notamment via *Orange Digital Ventures*, pôle d'investissement dans les *start-ups* et *Orange Fab*, programme d'accélération de *start-ups*. En 2016, *Orange Digital Ventures* a réalisé plusieurs prises de participation dans ses thématiques d'investissement prioritaires et stratégiques (notamment dans Africa Internet Group, voir ci-dessus), confirmant l'ambition du Groupe d'explorer les innovations numériques les plus en rupture, capable de transformer l'expérience des clients.

Amélioration de l'efficacité opérationnelle, avec le programme *Explore2020*

Dans le cadre du plan stratégique *Essentiels2020*, Orange poursuit son programme d'efficacité opérationnelle *Explore2020*. L'objectif du programme est d'identifier tous les domaines dans lesquels le Groupe peut améliorer son efficacité opérationnelle et d'optimiser ses pratiques, et ce, afin de mettre en œuvre le partage de bonnes pratiques entre les pays et de maîtriser ses dépenses partout dans le Groupe. L'ambition est de réaliser 3 milliards d'euros d'économies brutes d'ici fin 2018, contribuant ainsi à maîtriser la progression attendue des charges opérationnelles.

En 2016, les économies brutes réalisées grâce au programme *Explore2020* représentent 758 millions d'euros et portent à la fois sur les charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDA ajusté, pour 639 millions d'euros, et sur les CAPEX, pour 119 millions d'euros.

En données cumulées sur les exercices 2015 et 2016, l'objectif de 3 milliards d'euros a été réalisé à hauteur de 57 %, représentant un montant total de 1,7 milliard d'euros (dont 953 millions d'euros en 2015 et 758 millions d'euros en 2016).

Accord d'extinction progressive de la prestation d'itinérance entre Orange et Free Mobile

Un accord d'extinction de la prestation d'itinérance a été signé le 15 juin 2016 entre Orange et Free Mobile (Groupe Iliad) portant sur une limitation progressive par Free Mobile, à partir de janvier 2017, des services pour ses clients en itinérance sur le réseau d'Orange. Cet accord trouvera son terme à la fin de l'année 2020. Il a été validé fin juin 2016 par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) au regard des lignes directrices qu'elle a publiée le 25 mai 2016 sur les accords de partage de réseaux mobiles.

Évolution du portefeuille d'actifs

Les acquisitions de plusieurs entités en Afrique en 2016 s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de développement international d'Orange, qui vise à accélérer sa croissance en pénétrant de nouveaux marchés émergents à fort potentiel. Avec ces opérations, Orange couvre désormais 21 pays en Afrique et au Moyen-Orient fin 2016.

L'acquisition de 65 % de Groupama Banque en octobre 2016 est présentée dans la section *Services financiers sur mobile et objets connectés* (voir ci-dessus).

S'agissant des cessions, Orange et Deutsche Telekom ont cédé leur participation dans EE (co-entreprise au Royaume-Uni) en janvier 2016. Orange a également cédé, en juin 2016, l'intégralité de sa participation dans Telkom Kenya, reflétant l'effort constant du Groupe dans l'optimisation de son portefeuille d'actifs.

Acquisition de Cellcom au Liberia

En avril 2016, Orange a acquis 100 % de Cellcom Telecommunications, premier opérateur mobile au Liberia (en nombre de clients au 31 décembre 2015), à travers sa filiale Orange Côte d'Ivoire, pour un montant net de 122 millions d'euros (voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés* et note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Acquisition d'Oasis (Tigo) en République démocratique du Congo

En avril 2016, Orange a acquis 100 % de l'opérateur mobile Tigo en République démocratique du Congo pour un montant net de 178 millions d'euros. La consolidation des activités d'Orange et de Tigo en République démocratique du Congo permet à Orange de renforcer sa présence dans le pays (voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés* et note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Acquisition de deux filiales du groupe Bharti Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone

En 2016, Orange a acquis 100 % de deux filiales du groupe Bharti Airtel : l'une au Burkina Faso, en juin 2016, pour un montant net de 515 millions d'euros, et l'autre en Sierra Leone, en juillet 2016, pour un montant net de 305 millions d'euros (voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés* et note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Acquisition de Sun Communications en Moldavie

En octobre 2016, Orange a acquis 100 % de Sun Communications, premier câblo-opérateur en Moldavie. L'acquisition de Sun Communications s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'Orange de renforcer sa position d'opérateur leader de la convergence en Europe, en proposant des services haut débit fixes, des services de voix fixes et mobiles ainsi que des services de télévision payante.

Cession de la participation détenue dans EE

En janvier 2016, Orange et Deutsche Telekom ont finalisé la cession à BT Group de 100 % d'EE, leur co-entreprise au Royaume-Uni

précédemment détenue à hauteur de 50 % chacun. Orange a reçu 3 438 millions de livres sterling (soit 4 500 millions d'euros) en numéraire et une participation de 4 % dans l'entité BT valorisée, au cours d'ouverture de l'action du 29 janvier 2016, à 1 877 millions de livres sterling (soit 2 462 millions d'euros). Après ajustement de prix définitif, le montant encaissé, net des coûts liés à la transaction, s'élève à 4 481 millions d'euros (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Les effets de la participation de 4 % détenue dans BT Group sur le résultat financier en 2016 sont présentés dans la note 11.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Cession de Telkom Kenya

En juin 2016, Orange a cédé l'intégralité de sa participation de 70 % dans Telkom Kenya, à Helios Investment Partners. Cette cession n'a pas d'effet matériel sur le résultat de l'exercice (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

4.3.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe

4.3.2.1 Du chiffre d'affaires à l'EBITDA ajusté du Groupe

Cette section présente le passage du chiffre d'affaires à l'EBITDA ajusté du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, telles que présentées dans la section 4.3.5.2 *EBITDA ajusté et EBITDA* et dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

	2016	2015	2015	Var. (en %)	Var. (en %)	2014
(au 31 décembre, en millions d'euros)		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données historiques
Chiffre d'affaires	40 918	40 669	40 236	0,6 %	1,7 %	39 445
Achats externes ⁽²⁾	(18 281)	(17 999)	(17 697)	1,6 %	3,3 %	(17 251)
Autres produits et charges opérationnels ^{(2) (3)}	278	128	148	116,7 %	86,6 %	290
Charges de personnel ^{(2) (3)}	(8 340)	(8 464)	(8 486)	(1,5) %	(1,7) %	(8 531)
Impôts et taxes d'exploitation ^{(2) (3)}	(1 893)	(1 810)	(1 783)	4,6 %	6,1 %	(1 795)
EBITDA ajusté	12 682	12 524	12 418	1,3 %	2,1 %	12 158

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 8 *Glossaire financier*.

(3) Données ajustées (voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

4.3.2.1.1 Chiffre d'affaires

4.3.2.1.1.1 Évolution du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires ⁽²⁾	2016	2015	2015	Var. (en %)	Var. (en %)	2014
(au 31 décembre, en millions d'euros)		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données historiques
France	18 969	19 154	19 141	(1,0) %	(0,9) %	19 304
Europe	10 541	10 288	9 963	2,4 %	5,8 %	9 799
Espagne	5 014	4 731	4 253	6,0 %	17,9 %	3 876
Pologne	2 644	2 710	2 831	(2,4) %	(6,6) %	2 918
Belgique & Luxembourg	1 242	1 235	1 235	0,5 %	0,5 %	1 249
Europe centrale	1 648	1 616	1 648	1,9 %	(0,0) %	1 760
Éliminations intra-Europe	(7)	(4)	(4)			(4)
Afrique & Moyen-Orient	5 245	5 110	4 899	2,6 %	7,1 %	4 286
Entreprises	6 398	6 351	6 405	0,7 %	(0,1) %	6 299
Opérateurs internationaux & Services partagés	1 812	1 853	1 915	(2,2) %	(5,4) %	1 894
Éliminations intra-Groupe	(2 047)	(2 087)	(2 087)			(2 137)
Total Groupe	40 918	40 669	40 236	0,6 %	1,7 %	39 445

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms (voir notes 1.1 et 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés). Le Produit Net Bancaire (PNB) d'Orange Bank est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

2016 vs 2015

En 2016, le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 40 918 millions d'euros, soit une hausse de 1,7 % en données historiques et de 0,6 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 1,7 % du chiffre d'affaires du Groupe entre 2015 et 2016, soit une hausse de 682 millions d'euros, s'explique :

- d'une part :
 - par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 878 millions d'euros et comprend principalement les effets i) de l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, pour 478 millions d'euros, ii) de l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 241 millions d'euros, iii) de l'acquisition d'entités en Afrique en 2016 (Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone, Oasis (Tigo) en République démocratique du Congo, et Cellcom Telecommunications au Liberia, voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*) pour 261 millions d'euros,
 - en partie compensé par l'effet négatif des variations de change, soit 445 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne et du zloty polonais par rapport à l'euro ;
- et, d'autre part, par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 249 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 249 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre 2015 et 2016, soit une progression de 0,6 %, résulte principalement :

- de la hausse de 283 millions d'euros du chiffre d'affaires en **Espagne** (soit une croissance de 6,0 %). Cette évolution reflète principalement i) le redressement du chiffre d'affaires des services mobiles qui bénéficie, d'une part, de l'enrichissement des offres amorcé fin 2015 et du déploiement de la 4G, et d'autre part, de la croissance de la base de clients mobile, et ii) la progression du chiffre d'affaires des services fixes haut débit, liée à l'augmentation du nombre de clients des services fixes haut débit et au développement des offres de fibre optique et des offres de contenus (avec notamment la retransmission de championnats de football) ;
- de la progression de 135 millions d'euros du chiffre d'affaires dans les pays d'**Afrique & Moyen-Orient** (soit une hausse de 2,6 %), tirée essentiellement par les bonnes performances au Mali, en Égypte, en Côte d'Ivoire et en Guinée ;
- de l'augmentation de 47 millions d'euros du chiffre d'affaires des services aux **Entreprises** (soit une croissance de 0,7 %), en raison essentiellement de la progression du chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information ;
- et de la croissance de 32 millions d'euros du chiffre d'affaires dans les pays d'**Europe centrale** (soit une hausse de 1,9 %), tirée par la bonne performance de l'activité en Roumanie.

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par le recul de 185 millions d'euros du chiffre d'affaires en **France** (soit une baisse de 1,0 %). Cette évolution s'explique essentiellement i) par le recul tendanciel des revenus de la téléphonie classique, ii) par la diminution accrue des revenus de l'itinérance nationale et de l'itinérance visiteurs, iii) par les baisses de prix de l'itinérance en Europe, et iv) par le développement rapide des offres mobiles *SIM-only* et l'augmentation de la part des offres convergentes (attractives en raison de leur remise tarifaire) dans un contexte toujours concurrentiel, v) en partie compensés par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit et des services fixes aux opérateurs, et dans une moindre mesure, par la progression des ventes d'équipements mobiles ;

- par la baisse de 66 millions d'euros du chiffre d'affaires en **Pologne** (soit un retrait de 2,4 %), du fait essentiellement i) du recul tendanciel des services téléphoniques classiques, et dans une moindre mesure, ii) de la diminution des autres revenus, liés à l'achèvement des projets d'infrastructures et à la baisse des revenus des technologies de l'information et de la communication, et iii) du retrait des services mobiles, en lien avec le développement des offres mobiles *SIM-only* et des offres convergentes, iv) partiellement compensés par la forte progression des ventes d'équipements mobiles, tirées par la vente de terminaux mobiles avec paiement étalé ;

- et par la diminution de 41 millions d'euros du chiffre d'affaires des services aux **Opérateurs internationaux & Services partagés** (soit une baisse de 2,2 %), sous l'effet principalement du recul de l'activité relative aux opérateurs internationaux.

2015 vs 2014

En 2015, le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 40 236 millions d'euros, soit une hausse de 2,0 % en données historiques et une baisse de 0,1 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, l'augmentation de 2,0 % du chiffre d'affaires du Groupe entre 2014 et 2015, soit une hausse de 791 millions d'euros, s'explique :

- par l'effet positif des variations de change, soit 429 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution du dollar américain, de la livre égyptienne et du dinar jordanien par rapport à l'euro ;
- et par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 409 millions d'euros et comprend principalement :
 - l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, pour 480 millions d'euros, et l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 239 millions d'euros,
 - partiellement compensées i) par la cession d'Orange Dominicana le 9 avril 2014 pour 107 millions d'euros, ii) par la revue du portefeuille d'actifs en Afrique de l'Est (avec la cession d'Orange Uganda le 11 novembre 2014 et la mise en équivalence de Telkom Kenya le 31 décembre 2014) pour 99 millions d'euros, iii) par la cession d'Almerys le 13 avril 2015 pour 32 millions d'euros, et iv) par déconsolidation de Dailymotion le 30 juin 2015, suite à la cession de la majorité du capital, pour 31 millions d'euros ;
- en partie compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 47 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 47 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre 2014 et 2015, soit un recul de 0,1 %, résulte notamment de l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés pour 154 millions d'euros, particulièrement en France, en Espagne, en Roumanie, en Pologne, en Belgique et en Slovaquie. Par secteur opérationnel, la diminution de 47 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre 2014 et 2015 résulte principalement :

- de la baisse de 163 millions d'euros du chiffre d'affaires en **France** (soit un recul de 0,8 %). Cette évolution s'explique essentiellement i) par la baisse tendancielle des revenus de la téléphonie classique, ii) par le développement des offres mobiles *SIM-only* et l'augmentation de la part des offres convergentes (attractives en raison de leur remise tarifaire), dans un contexte toujours concurrentiel, et iii) par l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés, iv) en partie compensés par l'importante progression des ventes d'équipements mobiles (tirées par la vente de terminaux mobiles avec paiement étalé et de terminaux mobiles nus) et par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit ;

- de la diminution de 102 millions d'euros du chiffre d'affaires en Espagne (soit un recul de 2,3 %). Cette évolution reflète principalement i) la baisse du chiffre d'affaires des services mobiles, marqué, d'une part, par l'impact des repositionnements tarifaires et commerciaux (développement des offres convergentes *Canguro* et fin des migrations vers les offres mobiles *SIM-only*, qui représentent désormais la quasi-totalité des forfaits Grand Public), et d'autre part, par l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés, et ii) le recul des ventes d'équipements mobiles, en lien avec la diminution des actes commerciaux et des ventes associées à la souscription des contrats, iii) en partie compensées par la progression significative du chiffre d'affaires des services fixes haut débit ;
- de la dégradation de 83 millions d'euros du chiffre d'affaires en Pologne (soit un retrait de 2,9 %), du fait essentiellement du recul tendanciel des services téléphoniques classiques et du retrait des services mobiles, affectés par les baisses de prix et la pression concurrentielle. Cette tendance est partiellement contrebalancée par la forte progression des ventes d'équipements mobiles, tirées par la vente de terminaux mobiles avec paiement étalé, commercialisés depuis le 2^e trimestre 2014 ;
- et du retrait de 60 millions d'euros du chiffre d'affaires des services aux Entreprises (soit une baisse de 0,9 %), en raison du recul du chiffre d'affaires des services de voix et des services de données, en partie contrebalancé par l'amélioration du chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information.

Ces évolutions défavorables sont en partie compensées :

- par la progression de 240 millions d'euros du chiffre d'affaires dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (soit une hausse de 5,1 %), avec globalement une bonne performance dans les pays d'Afrique (principalement en République démocratique du Congo, en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Mali) et la progression de l'activité en Égypte ;
- par la croissance de 23 millions d'euros du chiffre d'affaires dans les pays d'Europe centrale (soit une hausse de 1,4 %), malgré l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés sur l'ensemble des pays, et liée à la bonne performance de la Roumanie ;
- et par l'augmentation de 70 millions d'euros du chiffre d'affaires des services aux Opérateurs internationaux & Services partagés (soit une hausse de 3,8 %), sous l'effet de la progression de l'activité relative aux opérateurs internationaux et du chiffre d'affaires lié aux contenus.

4.3.2.1.1.2 Évolution du nombre de clients

Clients ⁽²⁾ ⁽³⁾ (au 31 décembre, en millions)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Nombre de clients des services mobiles ⁽³⁾	201,7	199,9	201,2	0,9 %	0,3 %	185,3
Nombre de clients avec forfaits	69,9	64,5	72,2	8,4 %	(3,1) %	65,2
Nombre de clients avec offres prépayées	131,8	135,4	129,0	(2,6) %	2,2 %	120,1
Nombre de clients de la téléphonie fixe	42,8	43,5	43,5	(1,6) %	(1,7) %	42,7
Nombre de clients des services d'accès à Internet	18,3	17,7	18,2	3,4 %	0,5 %	16,1
dont Nombre de clients des services fixes haut débit	18,3	17,6	18,1	3,5 %	0,9 %	16,0
Total Groupe ⁽³⁾	262,8	261,1	262,9	0,7 %	(0,0) %	244,2

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

(2) Le nombre de clients du groupe Orange est calculé i) à 100 % pour les entités consolidées selon la méthode de l'intégration globale, et ii) à hauteur de leur pourcentage d'intérêt pour les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence (voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

4.3.2.1.2 EBITDA ajusté

(au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
EBITDA ajusté	12 682	12 524	12 418	1,3 %	2,1 %	12 158
Activités télécoms	12 694	12 530	12 418	1,3 %	2,2 %	12 158
<i>EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	<i>31,0 %</i>	<i>30,8 %</i>	<i>30,9 %</i>			<i>30,8 %</i>
Activités d'Orange Bank	(12)	(6)	-	(86,0) %	-	-

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

2016 vs 2015

En 2016, l'EBITDA ajusté du groupe Orange ressort à 12 682 millions d'euros (dont 12 694 millions d'euros au titre des activités télécoms et une perte de 12 millions d'euros au titre des activités d'Orange Bank), en hausse de 2,1 % en données historiques et de 1,3 % en données à base comparable par rapport à 2015. Le ratio d'EBITDA ajusté des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 31,0 % en 2016, en hausse de 0,1 point en données historiques et de 0,2 point en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 2,1 % de l'EBITDA ajusté du Groupe entre 2015 et 2016, soit une hausse de 264 millions d'euros s'explique :

- i) par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui représente 217 millions d'euros et comprend

principalement les effets de l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, pour 122 millions d'euros, et de l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 88 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'effet négatif des variations de change qui s'établit à 111 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne et du zloty polonais par rapport à l'euro ;

- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 158 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 1,3 % de l'EBITDA ajusté du Groupe entre 2015 et 2016, soit une hausse de 158 millions d'euros s'explique :

- par l'amélioration de 0,6 % du chiffre d'affaires, soit 249 millions d'euros ;

- par le recul de 1,5 %, soit 124 millions d'euros, des charges de personnel ajustées (voir section 8 *Glossaire financier*), résultant essentiellement de la diminution de 3,4 % du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein, voir section 8 *Glossaire financier*), représentant une baisse de 5 011 employés en équivalent temps plein, essentiellement en France et en Pologne, en partie compensée i) par la comptabilisation, en 2016, de l'Offre Réservée au Personnel (ORP) *Orange Ambition 2016* destinée à renforcer l'actionnariat salarié du Groupe (voir notes 6.3 et 13.1 de l'annexe aux comptes consolidés), et ii) par le versement d'un intéressement supplémentaire aux salariés d'Orange SA au titre de l'exercice 2015 ;
- par l'augmentation de 116,7 %, soit 150 millions d'euros, des autres produits et charges opérationnels ajustés (voir section 8 *Glossaire financier*), en raison en particulier i) de l'augmentation du résultat de cession d'immobilisations, en lien notamment avec le plan d'optimisation du patrimoine immobilier, ii) du recul des provisions et pertes sur créances clients en Europe, iii) partiellement compensés par la baisse des redevances de marque et rémunérations de gestion, notamment suite à la cession d'EE (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*) ;
- et par la diminution de 1,4 %, soit 41 millions d'euros, des autres achats externes (voir section 8 *Glossaire financier*).

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par la progression de 2,7 %, soit 178 millions d'euros, des charges commerciales et coûts de contenus (voir section 8 *Glossaire financier*), du fait essentiellement i) de la comptabilisation, en 2016, des droits relatifs au football en Espagne, en lien avec la dynamique commerciale, ii) du sponsoring du Championnat d'Europe de football 2016 (euro 2016), iii) des coûts de changement de marque en Belgique, en Égypte et au Maroc en 2016 (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*), et iv) de l'enrichissement des offres, notamment en France, iv) partiellement compensés par la baisse des commissions de distribution en France suite à la restructuration de la distribution indirecte ;
- par la croissance de 2,8 %, soit 83 millions d'euros, des autres charges de réseau et charges informatiques (voir section 8 *Glossaire financier*), principalement i) en France, en raison notamment des intempéries au premier semestre 2016, et ii) dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient, en lien avec l'extension et la densification du réseau ;
- par la hausse de 4,6 %, soit 83 millions d'euros, des impôts et taxes d'exploitation ajustées (voir section 8 *Glossaire financier*), relative principalement i) à l'augmentation de la taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques en France (taxe audiovisuelle passant de 0,9 % à 1,3 % du chiffre d'affaires taxable), ii) au contre-effet de la prescription de risques et de la fin de désaccords avec certaines administrations fiscales en 2015, et iii) à l'augmentation de la pression fiscale intervenue au second semestre 2015 dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient ;
- et par l'augmentation de 1,1 %, soit 62 millions d'euros, des achats et reversements aux opérateurs (voir section 8 *Glossaire financier*), essentiellement en France et dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient.

2015 vs 2014

En 2015, l'EBITDA ajusté du groupe Orange ressort à 12 418 millions d'euros, en hausse de 2,1 % en données historiques et de 0,1 % en données à base comparable par rapport à 2014. Le ratio d'EBITDA ajusté rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 30,9 % en 2015, en hausse de 0,1 point par rapport à 2014 en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques**, l'augmentation de 2,1 % de l'EBITDA ajusté du Groupe entre 2014 et 2015, soit une hausse de 260 millions d'euros s'explique :

- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui représente 165 millions d'euros et comprend principalement i) l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, pour 115 millions d'euros, ii) l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 77 millions d'euros, iii) partiellement contrebalancées par la cession d'Orange Dominicana le 9 avril 2014 pour 41 millions d'euros ;
- par l'effet positif des variations de change qui s'établit à 84 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution du dollar américain, de la livre égyptienne et du dinar jordanien par rapport à l'euro ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 11 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 0,1 % de l'EBITDA ajusté du Groupe entre 2014 et 2015, soit une hausse de 11 millions d'euros résulte :

- de la réduction de 0,2 % des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDA ajusté, soit un gain de 58 millions d'euros. En France, la réduction des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDA ajusté vient ainsi plus que compenser la baisse du chiffre d'affaires ;
- partiellement compensée par la baisse de 0,1 % du chiffre d'affaires, soit 47 millions d'euros, en raison notamment de l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés pour 154 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la réduction de 58 millions d'euros des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDA ajusté entre 2014 et 2015 s'explique principalement :

- par le recul de 1,4 %, soit 120 millions d'euros, des charges de personnel, en grande partie lié à la diminution de 3,9 % du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein), représentant une baisse de 5 931 employés en équivalent temps plein, essentiellement en France et en Pologne ;
- par la baisse de 5,4 %, soit 173 millions d'euros, des autres achats externes, principalement en France, du fait notamment i) de la diminution des coûts liés aux achats d'équipements des clients, et ii) de la réduction des frais généraux, avec entre autres la dématérialisation des factures et la baisse des frais de véhicules ;
- et par la réduction de 1,0 %, soit 65 millions d'euros, des charges commerciales et coûts de contenus, essentiellement en France et en Espagne, du fait essentiellement i) de la baisse des commissions de distribution, liée à la rationalisation des canaux de distribution (internalisation, promotion des canaux digitaux) et à la réduction des commissions (renégociation des contrats de distribution et baisse des commissions unitaires Grand Public), et ii) du développement du marché non subventionné ;
- en partie contrebalancés :
 - par la croissance de 3,2 %, soit 160 millions d'euros, des achats et reversements aux opérateurs, l'effet favorable de la baisse des tarifs réglementés sur les charges d'interconnexion, qui représente 62 millions d'euros, étant plus que compensé par la croissance du trafic des services aux opérateurs internationaux (en lien avec la progression de l'activité) et par l'augmentation du trafic en France et dans la zone Europe,
 - et par la diminution de 44,0 %, soit 118 millions d'euros, des autres produits et charges opérationnels, en raison notamment i) de la baisse des redevances de marque et rémunérations de gestion, et ii) de l'augmentation des coûts relatifs à la marque Orange (campagnes d'évolution de la marque, changements de marque des filiales, sponsoring...).

4.3.2.2 De l'EBITDA ajusté au résultat d'exploitation du Groupe

Cette section présente le passage de l'EBITDA ajusté au résultat d'exploitation du Groupe par nature de charges (voir section 4.3.5.2 *EBITDA ajusté et EBITDA* et note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

(au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
EBITDA ajusté	12 682	12 524	12 418	1,3 %	2,1 %	12 158
Principaux litiges	10	(450)	(450)			(432)
Charges spécifiques de personnel	(525)	(572)	(572)			(565)
Revue du portefeuille de titres et d'activités	59	-	53			390
Coûts de restructuration et d'intégration	(499)	(183)	(172)			(439)
Autres éléments spécifiques ⁽²⁾	(8)	-	-			-
EBITDA	11 719	11 319	11 277	3,5 %	3,9 %	11 112
Dotation aux amortissements	(6 728)		(6 465)			(6 038)
Effets liés aux prises de contrôle	97		6			-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	14		-			-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	(772)		-			(229)
Perte de valeur des immobilisations	(207)		(38)			(59)
Résultat des entités mises en équivalence	(46)		(38)			(215)
Résultat d'exploitation	4 077		4 742		(14,0) %	4 571

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Frais de transaction relatifs aux négociations non abouties avec Bouygues Telecom.

4.3.2.2.1 EBITDA

En 2016, l'EBITDA du groupe Orange ressort à 11 719 millions d'euros, soit une hausse de 3,9 % représentant 442 millions d'euros par rapport à 2015 en données historiques. En 2015, l'EBITDA du groupe Orange s'établit à 11 277 millions d'euros, soit une hausse de 1,5 % représentant 165 millions d'euros par rapport à 2014 en données historiques.

En **données historiques**, le passage de l'EBITDA ajusté à l'EBITDA du Groupe s'explique :

- en 2016, pour un montant négatif total de 963 millions d'euros :
 - par un produit net sur principaux litiges de 10 millions d'euros,
 - par une charge spécifique de personnel de 525 millions d'euros au titre des dispositifs « Temps Partiel Séniors » (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France) pour 432 millions d'euros (voir notes 1.8 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés) et primes liées pour 93 millions d'euros,
 - par un produit net de 59 millions d'euros relatif à la revue du portefeuille de titres et d'activités, comprenant principalement un résultat de cession positif de 49 millions d'euros relatif à la cession de Fime (services aux entreprises, voir note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés),
 - par des coûts de restructuration et d'intégration de 499 millions d'euros (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés), liés essentiellement i) aux réseaux de distribution, principalement en France, avec la fin de M6 Mobile et les coûts de la cessation de la relation avec certains distributeurs indirects, ii) aux plans de départs des salariés, essentiellement en Espagne, iii) à l'optimisation du patrimoine immobilier, et iv) aux coûts d'intégration des activités de Jazztel en Espagne,
 - et par des frais de transaction relatifs aux négociations non abouties avec Bouygues Telecom pour 8 millions d'euros ;
- en 2015, pour un montant négatif total de 1 141 millions d'euros en données historiques :
 - par une charge nette sur principaux litiges de 450 millions d'euros, comprenant principalement i) une amende de 350 millions d'euros de l'Autorité de la concurrence en France pour mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle Entreprises (voir notes 5.2, 5.7 et 16 de l'annexe aux comptes consolidés), et ii) le versement par Orange de

90 millions d'euros à Partner Communications suite à l'accord signé en juin 2015 sur l'utilisation de la marque Orange en Israël,

- par une charge spécifique de personnel de 572 millions d'euros, principalement au titre des dispositifs « Temps Partiel Séniors » (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France) pour 455 millions d'euros (voir notes 1.8 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés) et primes liées pour 92 millions d'euros,
- par un produit net de 53 millions d'euros relatif à la revue du portefeuille de titres et d'activités, comprenant essentiellement i) un résultat de cession positif de 170 millions d'euros relatif à la cession de 90 % de Dailymotion (voir notes 1.8 et 3 de l'annexe aux comptes consolidés), et ii) les effets négatifs de la restructuration du portefeuille d'actifs,
- et par des coûts de restructuration et d'intégration de 172 millions d'euros (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés), liés principalement à la rationalisation des réseaux de distribution en France, aux plans de départ des salariés (essentiellement en Pologne) et aux coûts d'intégration de Jazztel en Espagne ;
- et en 2014, pour un montant négatif total de 1 046 millions d'euros en données historiques :
 - une charge nette sur principaux litiges de 432 millions d'euros, comprenant notamment l'indemnité transactionnelle prévue dans le protocole d'accord signé en mars 2014 entre Orange et Bouygues Telecom pour mettre fin à un ensemble de litiges,
 - par une charge spécifique de personnel de 565 millions d'euros, au titre i) des dispositifs « Temps Partiel Séniors » (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France) pour 358 millions d'euros (voir notes 1.8 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés) et primes liées pour 135 millions d'euros, et ii) de l'Offre Réservée au Personnel (ORP) *Cap'Orange* destinée à renforcer l'actionnariat salarié du Groupe pour 72 millions d'euros,
 - par un produit net de 390 millions d'euros relatif à la revue du portefeuille de titres et d'activités, comprenant principalement i) un résultat de cession positif de 280 millions d'euros relatif à la cession d'Orange Dominicana (voir notes 1.8 et 3 de l'annexe aux comptes consolidés), ii) un résultat de cession positif de 71 millions d'euros relatif à la cession de Wirtualna Polska en Pologne, iii) un résultat de cession positif de 41 millions d'euros

relatif à la cession de la participation dans Bull en France, et iv) un résultat de cession négatif de 35 millions d'euros relatif à la cession d'Orange Ouganda et à la perte de contrôle de Telkom Kenya en Afrique de l'Est (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés),

– et par des coûts de restructuration et d'intégration de 439 millions d'euros (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés), liés essentiellement à l'optimisation du patrimoine immobilier (et relatifs en grande partie aux contrats onéreux sur les baux immobiliers en France) et dans une moindre mesure, aux plans de départ des salariés et à la rationalisation des réseaux de distribution.

4.3.2.2.2 Résultat d'exploitation

(au 31 décembre, en millions d'euros)

Résultat d'exploitation

Activités télécoms

Activités d'Orange Bank

2016	2015 données historiques	2014 données historiques
4 077	4 742	4 571
3 992	4 742	4 571
85	-	-

2016 vs 2015

En 2016, le résultat d'exploitation du groupe Orange ressort à 4 077 millions d'euros, contre 4 742 millions d'euros en 2015 en données historiques, soit une baisse de 14,0 % représentant 665 millions d'euros. En **données historiques**, cette diminution s'explique principalement :

- par la comptabilisation, en 2016, d'une perte de valeur des écarts d'acquisition de 772 millions d'euros (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés) et d'une perte de valeur des immobilisations de 207 millions d'euros (voir note 8.2 de l'annexe aux comptes consolidés) relatives essentiellement :
 - à la Pologne pour 507 millions d'euros. Cette dépréciation reflète principalement une baisse de la compétitivité sur le marché ADSL, une revue à la baisse des hypothèses de revenus sur le marché mobile et une augmentation du taux d'actualisation après impôts due à une dégradation de la note souveraine du pays par les agences de notation,
 - à l'Égypte pour 232 millions d'euros. Cette dépréciation reflète les effets des conditions financières de la licence 4G attribuée en 2016, la forte dévaluation de la livre égyptienne et un contexte politique et économique plus incertain,
 - à la République démocratique du Congo pour 109 millions d'euros. Cette dépréciation reflète un contexte politique et économique incertain, une baisse du pouvoir d'achat avec ses effets sur la consommation des produits et services de télécommunication et une pression réglementaire accrue (notamment liée à la mise en œuvre de l'identification des clients),
 - au Cameroun pour 90 millions d'euros. Cette dépréciation reflète une baisse des revenus de la voix liée à l'essor des services de messagerie et de VoIP des acteurs *over-the-top* (OTT) et d'un contexte de concurrence accrue sur le marché mobile,
 - et au Niger pour 26 millions d'euros ;
- et par l'accroissement de 263 millions d'euros de la dotation aux amortissements (voir note 8.1 de l'annexe aux comptes consolidés), principalement en raison i) de l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, pour 124 millions d'euros, ii) de l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 65 millions d'euros, iii) de l'acquisition d'entités en Afrique en 2016 (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*), iv) de la progression des investissements réalisés ces dernières années, relative notamment au déploiement des réseaux à très haut débit (4G et FTTH), et v) de l'amortissement des nouvelles licences de télécommunication, principalement 4G, vi) partiellement compensés par les effets positifs de l'allongement de la durée d'utilité de certaines immobilisations en Pologne et des variations de change en Égypte et en Pologne ;

- en partie compensés i) par l'augmentation de 442 millions d'euros de l'EBITDA, et ii) dans une moindre mesure, par la comptabilisation d'un profit de 97 millions d'euros lié à la prise de contrôle de Groupama Banque (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

2015 vs 2014

En 2015, le résultat d'exploitation du groupe Orange ressort à 4 742 millions d'euros, contre 4 571 millions d'euros en 2014 en données historiques, soit une hausse de 3,7 % représentant 171 millions d'euros par rapport à 2014. En **données historiques**, cette augmentation résulte principalement :

- du contre-effet de la comptabilisation, en 2014, d'une dépréciation de 229 millions d'euros relative à la Belgique. Cette dépréciation reflétait une pression fiscale accrue et une baisse des revenus sur le segment des services aux entreprises (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- de l'amélioration de 177 millions d'euros du résultat des entités mises en équivalence (voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés), qui représente une perte de 38 millions d'euros en 2015 contre une perte de 215 millions d'euros en 2014. En 2014, le résultat des entités mises en équivalence comprenait principalement une dépréciation de 178 millions d'euros ;
- de l'augmentation de 165 millions d'euros de l'EBITDA ;
- et, dans une moindre mesure, de la diminution de 21 millions d'euros de la perte de valeur des immobilisations (voir note 8.2 de l'annexe aux comptes consolidés). La perte de valeur des immobilisations s'établit à 38 millions d'euros en 2015 (dont 27 millions d'euros relatifs à l'Arménie) contre 59 millions d'euros en 2014 (dont 46 millions d'euros relatifs au Kenya) ;
- en partie contrebalancées par l'accroissement de 427 millions d'euros de la dotation aux amortissements (voir note 8.1 de l'annexe aux comptes consolidés), principalement en raison i) de l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, ii) de l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, iii) de la progression des investissements réalisés ces dernières années, relative notamment au déploiement des réseaux à haut et très haut débit (4G, vDSL et FTTH), iv) de l'adaptation du plan d'amortissement du réseau cuivre en France, v) de l'amortissement des nouvelles licences de télécommunication, principalement 4G (Espagne, Europe centrale, Afrique & Moyen-Orient), et vi) de l'augmentation de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations en Afrique & Moyen-Orient.

4.3.2.3 Du résultat d'exploitation au résultat net du Groupe

(au 31 décembre, en millions d'euros)

	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
Résultat d'exploitation	4 077	4 742	4 571
Coût de l'endettement financier brut	(1 407)	(1 597)	(1 653)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	23	39	62
Gain (perte) de change	(149)	1	22
Autres produits et charges financiers	(31)	(26)	(69)
Effets liés à la participation dans BT	(533)	-	-
Résultat financier	(2 097)	(1 583)	(1 638)
Impôt sur les sociétés	(970)	(649)	(1 573)
Résultat net des activités poursuivies	1 010	2 510	1 360
Résultat net des activités cédées ⁽¹⁾	2 253	448	(135)
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 263	2 958	1 225
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	2 935	2 652	925
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	328	306	300

(1) Relatif à EE (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*).

2016 vs 2015

En 2016, le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'établit à 3 263 millions d'euros, contre 2 958 millions d'euros en 2015, soit une hausse de 305 millions d'euros. Cette progression s'explique :

- par l'augmentation de 1 805 millions d'euros du résultat net des activités cédées, relative à EE (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*). Le résultat net des activités cédées représente un résultat positif de 2 253 millions d'euros en 2016, correspondant i) au résultat de cession d'EE pour 2 080 millions d'euros, et ii) aux dividendes reçus d'EE en janvier 2016 (préalablement à sa cession) pour 173 millions d'euros, contre un résultat positif de 448 millions d'euros en 2015, correspondant principalement aux dividendes reçus d'EE pour 446 millions d'euros ;
- en partie compensée :
 - par le recul de 665 millions d'euros du résultat d'exploitation,
 - par la diminution de 514 millions d'euros du résultat financier (voir note 11.2 de l'annexe aux comptes consolidés), en raison de la comptabilisation, en 2016, d'une charge de 533 millions d'euros relative à la participation de 4 % détenue dans BT Group (dépréciation des titres partiellement compensée par l'effet de la couverture du risque de change et les dividendes, voir note 11.7 de l'annexe aux comptes consolidés). Hors cet élément, le résultat financier est globalement stable : la baisse du coût de l'endettement financier brut, essentiellement liée à l'absence de coûts exceptionnels de remboursements anticipés en 2016 (contre 150 millions d'euros de surcotes de rachats de dettes en 2015) est compensée par l'effet sur le résultat financier, en 2016, des instruments dérivés (*cross currency swaps*) mis en place par le Groupe pour couvrir son exposition économique sur les titres subordonnés émis en livres sterling, dont la réévaluation au titre du risque de change n'est pas comptabilisée,
 - et par la hausse de 321 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés (voir note 9.2 de l'annexe aux comptes consolidés), qui s'explique notamment par la comptabilisation, en 2016, d'une charge d'impôt différé de 256 millions d'euros relative à l'Espagne. Cette charge reflète la diminution des impôts différés actifs reconnus au bilan liée à l'évolution défavorable des règles d'utilisation des déficits reportables en Espagne en 2016.

Le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (voir note 13.6 de l'annexe aux comptes consolidés) s'élève à 328 millions d'euros en 2016, contre 306 millions d'euros en 2015. Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 2 935 millions d'euros en 2016, contre 2 652 millions d'euros en 2015, soit une augmentation de 283 millions d'euros.

2015 vs 2014

En 2015, le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'établit à 2 958 millions d'euros, contre 1 225 millions d'euros en 2014, soit une hausse de 1 733 millions d'euros.

Entre 2014 et 2015, l'augmentation de 1 733 millions d'euros du résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'explique :

- par la baisse de 924 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés (voir note 9.2 de l'annexe aux comptes consolidés), relative essentiellement :
 - à la diminution de 385 millions d'euros de la charge d'impôt en France, en raison principalement d'un produit d'impôt constaté suite à la ré-estimation d'une charge d'impôt comptabilisée antérieurement aux périodes présentées,
 - à la baisse de 250 millions d'euros de la charge d'impôt en Espagne, qui reflète notamment les effets, en 2014, i) de la diminution de 104 millions d'euros des impôts différés actifs reconnus compte tenu de la prorogation sans limite de temps de la limitation d'imputation des déficits reportables, et ii) de la comptabilisation d'une charge d'impôt différé de 52 millions d'euros résultant de la baisse du taux d'impôt,
 - à la comptabilisation, en 2014, d'une charge d'impôt exigible de 172 millions d'euros liée à la cession d'Orange Dominicana,
 - et à la baisse de 84 millions d'euros de la charge d'impôt au Royaume-Uni, qui s'explique essentiellement par l'ajustement de l'impôt différé passif relatif à la marque Orange en 2015 pour 62 millions d'euros, compte tenu des baisses successives du taux d'impôt au Royaume-Uni,
- par l'augmentation de 583 millions d'euros du résultat net des activités cédées, relative à EE (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*). Le résultat net des activités cédées représente un résultat positif de 448 millions d'euros en 2015, correspondant principalement aux dividendes reçus d'EE pour 446 millions d'euros, contre un résultat négatif de 135 millions d'euros en 2014, représentant la quote-part d'Orange dans le résultat net d'EE ;
- par la progression de 171 millions d'euros du résultat d'exploitation ;
- et, dans une moindre mesure, par l'amélioration de 55 millions d'euros du résultat financier (voir note 11.2 de l'annexe aux comptes consolidés). Entre 2014 et 2015, cette amélioration, malgré l'augmentation de 95 millions d'euros des surcotes de rachats de dettes, s'explique par la baisse de 151 millions d'euros des autres coûts de l'endettement financier brut.

Le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (voir note 13.6 de l'annexe aux comptes consolidés) s'élève à 306 millions d'euros en 2015, contre 300 millions d'euros en 2014. Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations

ne donnant pas le contrôle, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 2 652 millions d'euros en 2015, contre

925 millions d'euros en 2014, soit une augmentation de 1 727 millions d'euros.

4.3.2.4 Du résultat net au résultat global du Groupe

Le passage du résultat net de l'ensemble consolidé au résultat global consolidé est détaillé dans l'*État du résultat global consolidé des comptes consolidés*.

4.3.2.5 Investissements du Groupe

Investissements corporels et incorporels ⁽²⁾ (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
CAPEX	6 971	6 769	6 486	3,0 %	7,5 %	5 636
Licences de télécommunication	1 521	1 331	1 285	14,3 %	18,4 %	475
Investissements financés par location-financement	91	54	43	70,9 %	112,9 %	87
Total Groupe	8 583	8 154	7 814	5,3 %	9,8 %	6 198

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir notes 1.3 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

Entre 2015 et 2016, la progression des investissements corporels et incorporels du Groupe s'explique principalement par la hausse des CAPEX, et dans une moindre mesure, par l'augmentation des acquisitions de licences de télécommunication.

Les investissements financiers (voir section 8 *Glossaire financier*) sont décrits dans la section 4.3.4. *Trésorerie, endettement financier et capitaux propres*.

4.3.2.5.1 Dépenses d'investissement

4.3.2.5.1.1 CAPEX

(au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
CAPEX	6 971	6 769	6 486	3,0 %	7,5 %	5 636
Activités télécoms	6 956	6 769	6 486	2,8 %	7,2 %	5 636
CAPEX/Chiffre d'affaires des activités télécoms	17,0 %	16,6 %	16,1 %			14,3 %
Activités d'Orange Bank	15	-	-	-	-	-

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

2016 vs 2015

En 2016, les CAPEX du groupe Orange représentent 6 971 millions d'euros, en hausse de 7,5 % en données historiques et de 3,0 % en données à base comparable par rapport à 2015. Le ratio de CAPEX rapportés au chiffre d'affaires des activités télécoms s'établit à 17,0 % en 2016, en hausse de 0,9 point en données historiques et de 0,4 point en données à base comparable, par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 7,5 % des CAPEX du Groupe entre 2015 et 2016, soit une hausse de 485 millions d'euros, s'explique :

- i) par l'impact positif des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 335 millions d'euros, et comprend principalement l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, pour 236 millions d'euros, et l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 65 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'effet négatif des variations de change pour 52 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une croissance de 202 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la hausse de 202 millions d'euros des CAPEX du Groupe entre 2015 et 2016, soit une progression de 3,0 %, s'explique principalement :

- par la progression des investissements dans les réseaux à très haut débit fixe (VDSL et FTTH), principalement en France et en Pologne (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*) ;
- par la hausse des investissements dans le domaine de l'informatique, et dans une moindre mesure, par la progression des investissements liés aux plateformes de service client, afin de faire évoluer les systèmes d'information (investissements dans les *data centers* et développements informatiques liés au réseau en France, intégration de Jazztel en Espagne, poursuite des projets d'amélioration de l'expérience client) ;
- et par la croissance des investissements relatifs aux terminaux loués, aux *Livebox* et aux équipements installés chez les clients, particulièrement en France (avec le lancement de la nouvelle *Livebox* commercialisée depuis mai 2016), en lien avec le dynamisme commercial relatif au développement de la fibre optique ;
- en partie compensées :
 - par la baisse des investissements dans les réseaux d'accès mobiles, i) principalement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient, après les importantes dépenses réalisées dans ce domaine ces dernières années, et ii) en lien avec l'achèvement du réseau 4G dans certains pays, comme en Belgique,

- et par le recul des investissements dans le domaine de l'immobilier de réseau, des boutiques et divers, avec notamment l'achèvement d'Orange Gardens en France (site dédié à la recherche et à l'innovation).

2015 vs 2014

En 2015, les CAPEX du groupe Orange représentent 6 486 millions d'euros, en hausse de 15,1 % en données historiques et de 9,3 % en données à base comparable par rapport à 2014. Le ratio de CAPEX rapportés au chiffre d'affaires s'établit à 16,1 % en 2015, en hausse de 1,8 point en données historiques et de 1,4 point en données à base comparable, par rapport à 2014.

En **données historiques**, l'augmentation de 15,1 % des CAPEX du Groupe entre 2014 et 2015, soit une hausse de 850 millions d'euros, s'explique :

- par l'impact positif des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 245 millions d'euros, et comprend principalement i) l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, pour 235 millions d'euros, et l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 53 millions d'euros, ii) en partie compensées par la revue du portefeuille d'actifs en Afrique de l'Est (avec la cession d'Orange Uganda le 11 novembre 2014 et la mise en équivalence de Telkom Kenya le 31 décembre 2014) pour 26 millions d'euros ;
- par l'effet positif des variations de change pour 54 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une croissance de 551 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la hausse de 551 millions d'euros des CAPEX du Groupe entre 2014 et 2015, soit une progression de 9,3 %, s'explique principalement :

- par la progression des investissements dans les réseaux fixes à très haut débit (vDSL et FTTH), principalement en France, en Pologne et en Espagne ;
- par la croissance des investissements relatifs aux terminaux loués, aux *Livebox* et aux équipements installés chez les clients, dans tous les pays d'Europe mais plus particulièrement en France et en Espagne, en lien notamment avec le dynamisme commercial relatif au développement de la fibre optique ;
- par la hausse des dépenses d'investissement dans le domaine de l'immobilier de réseau, des boutiques et divers (France et Opérateurs internationaux & Services partagés), en lien notamment avec le programme de modernisation du parc immobilier et de renouvellement des boutiques ;
- par l'augmentation des investissements dans les réseaux mobiles à très haut débit (4G) dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient, avec désormais 6 pays couverts avec la technologie 4G au 31 décembre 2015 ;
- en partie compensées par la baisse des investissements dans les réseaux d'accès mobiles en France et en Europe, en lien notamment avec :
 - la baisse des investissements dans les réseaux mobiles à très haut débit (4G), après les importantes dépenses réalisées dans ce domaine ces dernières années. La priorité des investissements concerne désormais le renforcement de la qualité, la densification et l'amélioration de la couverture des réseaux, afin de favoriser l'expérience client,
 - et l'achèvement du programme de renouvellement des réseaux d'accès mobile *RAN Renewal* (qui vise à remplacer les anciens équipements radio par de nouveaux équipements plus performants, de grande capacité, et avec une consommation énergétique réduite).

4.3.2.5.1.2 Licences de télécommunication

En 2016, les acquisitions de licences de télécommunication (voir note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés) s'élèvent à 1 521 millions d'euros et concernent principalement i) la Pologne pour 719 millions d'euros (acquisition de deux blocs de fréquence de 5 MHz dans la bande 800 MHz et de trois blocs de fréquence de 5 MHz dans la bande 2 600 MHz), ii) l'Égypte pour 377 millions d'euros (acquisition de deux blocs de fréquence de 10 MHz dans les bandes 1 800 MHz et 2 100 MHz et d'une licence d'opérateur fixe virtuel), iii) la Côte d'Ivoire pour 146 millions d'euros (principalement le renouvellement des licences avec une licence universelle incluant la 4G), iv) la Jordanie pour 142 millions d'euros (renouvellement de blocs de fréquences 2G/3G), et v) le Sénégal pour 76 millions d'euros (acquisition d'une licence 4G et renouvellement de blocs de fréquences 2G/3G).

En 2015, les acquisitions de licences de télécommunication s'élèvent à 1 285 millions d'euros en **données historiques** et comprennent principalement i) l'acquisition de licences 4G, dont 954 millions d'euros en France (deux blocs de fréquence technologiquement neutres de 5 MHz dans la bande 700 MHz), 91 millions d'euros en Jordanie, et 25 millions d'euros en Espagne (taxe relative à l'ouverture aux usages de la licence 4G dans la bande de fréquence 800 MHz), ii) l'acquisition d'une licence universelle au Cameroun pour 114 millions d'euros, et iii) le renouvellement de licences 2G en Belgique pour 76 millions d'euros.

En 2014, les acquisitions de licences de télécommunication s'élèvent à 475 millions d'euros en **données historiques** et comprennent principalement i) la capitalisation de la part fixe des redevances de fréquences des licences universelles en Roumanie pour 231 millions d'euros, ii) le renouvellement de licences 2G en Pologne pour 86 millions d'euros, iii) l'acquisition d'une licence 4G et la capitalisation de la part fixe des redevances de fréquences en Slovaquie pour 66 millions d'euros, iv) le renouvellement de licences 2G en Jordanie pour 56 millions d'euros et en Moldavie pour 29 millions d'euros.

4.3.2.5.2 Engagements d'investissement

Les engagements d'investissement sont décrits dans la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.3.2.5.3 Projets d'investissement

Dans les années à venir, le niveau des investissements continuera de croître dans les domaines stratégiques pour le Groupe. Conformément à *Essentiels2020*, les projets d'investissements sont axés prioritairement sur le déploiement des réseaux à très haut débit (4G, 4G+ et fibre optique), la transformation digitale et l'amélioration de l'expérience client. En Europe, des investissements importants sont prévus ou en cours pour mettre en œuvre la stratégie de convergence.

S'agissant des **réseaux fixes FTTH** (fibre optique) permettant l'accès à Internet en très haut débit, les investissements seront accélérés en Europe. Fin 2016, Orange compte plus de 20 millions de foyers raccordables à la fibre optique grâce à l'ensemble des investissements réalisés par le Groupe en Europe (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*). En 2017 et dans les années suivantes, il est prévu une augmentation importante des investissements en France, en Espagne et en Pologne, afin de permettre au Groupe de maintenir sa place de leader des réseaux à très haut débit dans les principaux pays où il est présent. Par ailleurs, il est prévu une intensification de l'utilisation du réseau de fibre optique, avec le doublement du pourcentage de clients sur les foyers raccordables. En France, l'ambition d'Orange est d'atteindre 12 millions de foyers raccordables à la fibre optique en 2018 et 20 millions de foyers en 2022 (année de bouclage du *Plan France Très Haut Débit*). En Espagne, après l'intégration complète de Jazztel, Orange continuera de déployer le réseau de fibre optique dans le pays à travers ses propres déploiements et *via* le cofinancement avec des opérateurs tiers. Orange s'est donné comme objectif de raccorder à la fibre optique 14 millions de foyers d'ici la fin

2020, couvrant 80 % de toutes les villes espagnoles de plus de 20 000 habitants. En Pologne, Orange poursuit un plan d'investissement ambitieux pour accompagner sa stratégie de convergence. Orange prévoit d'étendre fortement sa couverture, notamment en nouant des partenariats pour l'utilisation de réseaux tiers, et d'intensifier les raccordements en fibre optique. En Roumanie, l'accord signé avec Telekom permet à Orange d'accéder à plus de 2 millions de foyers raccordables dès 2016 et de déployer sa stratégie de convergence. En Slovaquie, le déploiement du réseau de fibre optique va s'intensifier en 2017 et sur les années suivantes. En Belgique, la stratégie de convergence se déploie progressivement grâce aux offres TV et Internet développées sur le réseau par câble.

S'agissant des réseaux mobiles 4G (ou LTE, *Long Term Evolution*, réseau mobile de 4^e génération), la couverture atteint ou dépasse 80 % de la population fin 2016, dans tous les pays où Orange est présent en Europe. Les investissements dans les réseaux mobiles 4G se poursuivront en 2017 pour dépasser 85 % de la population couverte dans tous ces pays, et à terme fournir une couverture complète. Les déploiements de réseaux mobiles 4G+ seront aussi intensifiés. En France, Orange a pour objectif de conserver le leadership de la couverture toutes zones (zones denses, zones intermédiaires, zones rurales à travers le plan Orange Territoires Connectés). En particulier, Orange poursuit le déploiement du réseau 4G avec l'ambition de couvrir 98 % de la population en 2018, et le déploiement des réseaux 4G+ sera intensifié dans la majeure partie

des grandes villes de France. Par ailleurs un programme d'amélioration de l'expérience client est en cours, visant l'accroissement de la couverture des autoroutes, des TGV et des métros. En Espagne, Orange a pour ambition de couvrir 95 % de la population espagnole avec la technologie 4G en 2017. Le réseau mobile d'Orange en Espagne sera ouvert à MasMovil dans le cadre du contrat d'itinérance national signé en octobre 2016. En Pologne, la couverture extérieure étant déjà très importante avec 99 % de la population couverte en 4G, il est prévu de mettre l'accent dans les années à venir sur l'accroissement de la couverture intérieure dans le cadre du nouveau partenariat avec T-Mobile. En Belgique et dans les pays d'Europe centrale (Roumanie, Moldavie et Slovaquie), le Groupe continuera d'investir pour augmenter le taux de couverture de la population et déployer la technologie 4G+. En Belgique, celle-ci atteint 54 % de la population fin 2016. En Roumanie, Orange est leader en termes de couverture 4G. En Afrique & Moyen-Orient, des programmes de déploiement du réseau 4G sont en cours dans plusieurs pays, comme en Égypte, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Maroc, au Mali, au Sénégal, en Jordanie, au Botswana et au Burkina Faso.

Enfin, dans le cadre de l'ambition d'Orange de réinventer la relation client, c'est 157 boutiques au concept Smart Store qui sont ouvertes fin 2016, et ce dans 12 pays. L'ambition du Groupe est que 20 % des boutiques en France et en Europe aient adopté le concept Smart Store en 2018.

4.3.3 Analyse par secteur opérationnel

Présentation des secteurs opérationnels

Les décisions sur l'allocation des ressources et l'appréciation de la performance des composantes d'Orange sont prises par le président-directeur général (principal décideur opérationnel) au niveau des secteurs opérationnels, principalement constitués par les implantations géographiques. Ainsi, les secteurs opérationnels sont :

- la France (hors Entreprises) ;
- l'Espagne, la Pologne, la Belgique, le Luxembourg, et chacun des pays d'Europe centrale (la Moldavie, la Roumanie, la Slovaquie, et l'Arménie jusqu'au 3 septembre 2015, date de la cession d'Orange Arménie), avec un sous-total regroupant les pays de cette zone⁽¹⁾ ;
- chacun des pays d'Afrique & Moyen-Orient (principalement le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Guinée, la Jordanie, le Mali, le Maroc, la République démocratique du Congo et le Sénégal) avec un sous-total regroupant les pays de cette zone ;
- les services aux Entreprises, qui regroupent les solutions et services de communication dédiés aux entreprises en France et dans le monde ;
- les activités d'Opérateurs internationaux & Services partagés (dénommés «OI & SP»), qui regroupent i) les activités de déploiement du réseau international et longue distance, l'activité de pose et de maintenance des câbles sous-marins ainsi que l'activité de vente et de services aux opérateurs internationaux, et ii) les services partagés qui hébergent les fonctions support et transverses de l'ensemble du Groupe, Sofrecom et ses filiales, les

activités Contenus et Audience, ainsi que la marque Orange. Les services partagés sont en grande partie refacturés aux autres secteurs opérationnels à travers des redevances de marque, des prestations de services Groupe et des refacturations spécifiques au cas par cas ;

- et Orange Bank (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants* et note 2.3 de l'annexe des comptes consolidés).

Les secteurs retenus par le Groupe s'appuient sur leurs ressources propres et peuvent partager certaines ressources, principalement en matière de réseaux, de systèmes d'information, de recherche et développement, et d'autres expertises communes ainsi que la marque Orange. L'utilisation des ressources partagées, fournies principalement par Opérateurs internationaux & Services partagés (OI & SP) et par France à Entreprises, est prise en compte dans les résultats sectoriels sur la base, soit des relations contractuelles existantes entre entités juridiques, soit de références externes, soit d'une réallocation des coûts. La fourniture des ressources partagées est comptabilisée en autres produits du secteur prestataire et l'utilisation de ces ressources est imputée parmi les charges incluses dans l'EBITDA du secteur utilisateur. Le coût des ressources partagées peut être affecté par les évolutions des relations contractuelles ou de l'organisation et se répercuter sur les résultats sectoriels présentés sur les différentes périodes.

Pour plus de détails, voir notes 1 et 2.3 de l'annexe des comptes consolidés.

(1) Y compris République dominicaine (jusqu'au 9 avril 2014, date de la cession d'Orange Dominicana, voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Données opérationnelles par secteur

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, les principales données opérationnelles (données financières et effectifs) par secteur pour les exercices i) 2016, ii) 2015 en données à base comparable (par rapport à 2016) et en données historiques, et iii) 2014 en données à base comparable (par rapport à 2015) et en données historiques.

Exercices clos le 31 décembre (en millions d'euros)	France					Europe ⁽²⁾		Total
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxem- bourg	Europe centrale	Élimina- tions Europe		
2016								
Chiffre d'affaires	18 969	5 014	2 644	1 242	1 648	(7)	10 541	
EBITDA ajusté	7 134	1 349	725	316	554	-	2 944	
EBITDA	6 533	1 222	725	317	537	-	2 801	
Résultat d'exploitation	3 709	276	(405)	113	202	-	186	
CAPEX	3 421	1 086	455	168	251	-	1 960	
Licences de télécommunication	-	51	719	-	9	-	779	
Nombre moyen d'employés	63 094	6 401	16 424	1 616	5 215	-	29 656	
2015 – Données à base comparable ⁽¹⁾								
Chiffre d'affaires	19 154	4 731	2 710	1 235	1 616	(4)	10 288	
EBITDA ajusté	7 097	1 190	807	276	551	-	2 824	
EBITDA	6 504	1 156	785	321	551	-	2 813	
CAPEX	3 097	1 100	444	193	258	-	1 995	
Licences de télécommunication	954	25	-	76	12	-	113	
Nombre moyen d'employés	66 765	6 474	17 584	1 564	4 969	-	30 591	
2015 – Données historiques								
Chiffre d'affaires	19 141	4 253	2 831	1 235	1 648	(4)	9 963	
EBITDA ajusté	7 075	1 068	842	276	554	-	2 740	
EBITDA	6 482	1 046	820	321	546	-	2 733	
Résultat d'exploitation	3 765	275	136	119	188	-	718	
CAPEX	3 097	864	463	193	263	-	1 783	
Licences de télécommunication	954	25	-	76	13	-	114	
Nombre moyen d'employés	66 765	5 144	17 703	1 564	5 246	-	29 657	
2014 – Données à base comparable ⁽¹⁾								
Chiffre d'affaires	19 304	4 355	2 914	1 249	1 625	(4)	10 139	
EBITDA ajusté	7 000	1 072	921	274	589	-	2 856	
EBITDA	6 521	1 072	922	255	589	-	2 838	
CAPEX	2 799	821	418	215	264	-	1 718	
Licences de télécommunication	-	2	90	-	323	-	415	
Nombre moyen d'employés	70 473	5 371	18 987	1 620	5 354	-	31 332	
2014 – Données historiques								
Chiffre d'affaires	19 304	3 876	2 918	1 249	1 760	(4)	9 799	
EBITDA ajusté	6 989	958	922	274	637	-	2 791	
EBITDA	6 510	958	994	255	885	-	3 092	
Résultat d'exploitation	3 870	374	259	(168)	575	-	1 040	
CAPEX	2 799	585	418	215	279	-	1 497	
Licences de télécommunication	-	2	90	-	326	-	418	
Nombre moyen d'employés	70 719	3 825	19 094	1 620	5 850	-	30 389	

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

(2) La zone Europe regroupe les secteurs opérationnels Espagne, Pologne, Belgique & Luxembourg, et ceux d'Europe centrale.

	Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises	Opérateurs interna- tionaux et Services partagés	Élimi- nations activités télécoms	Total activités télécoms	Orange Bank	Total Groupe
	5 245	6 398	1 812	(2 047)	40 918	-	40 918
	1 658	1 014	(56)	-	12 694	(12)	12 682
	1 638	970	(211)	-	11 731	(12)	11 719
	68	594	(565)	-	3 992	85	4 077
	962	336	277	-	6 956	15	6 971
	742	-	-	-	1 521	-	1 521
	15 368	20 316	12 680	-	141 114	143	141 257
	5 110	6 351	1 853	(2 087)	40 669	-	40 669
	1 674	939	(4)	-	12 530	(6)	12 524
	1 660	883	(535)	-	11 325	(6)	11 319
	1 005	320	352	-	6 769	-	6 769
	264	-	-	-	1 331	-	1 331
	15 603	20 144	13 027	-	146 130	138	146 268
	4 899	6 405	1 915	(2 087)	40 236	-	40 236
	1 667	932	4	-	12 418	-	12 418
	1 529	898	(365)	-	11 277	-	11 277
	463	534	(738)	-	4 742	-	4 742
	922	325	359	-	6 486	-	6 486
	217	-	-	-	1 285	-	1 285
	14 356	20 415	13 306	-	144 499	-	144 499
	4 659	6 465	1 845	(2 129)	40 283	-	40 283
	1 591	961	(1)	-	12 407	-	12 407
	1 591	877	(813)	-	11 014	-	11 014
	850	336	232	-	5 935	-	5 935
	68	-	-	-	483	-	483
	14 187	20 538	13 900	-	150 430	-	150 430
	4 286	6 299	1 894	(2 137)	39 445	-	39 445
	1 403	968	7	-	12 158	-	12 158
	1 367	910	(767)	-	11 112	-	11 112
	284	552	(1 175)	-	4 571	-	4 571
	779	325	236	-	5 636	-	5 636
	57	-	-	-	475	-	475
	15 666	20 728	14 136	-	151 638	-	151 638

4.3.3.1 France

France (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires	18 969	19 154	19 141	(1,0) %	(0,9) %	19 304
EBITDA ajusté	7 134	7 097	7 075	0,5 %	0,8 %	6 989
EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires	37,6 %	37,1 %	37,0 %			36,2 %
EBITDA	6 533	6 504	6 482	0,4 %	0,8 %	6 510
Résultat d'exploitation	3 709		3 765		(1,5) %	3 870
CAPEX	3 421	3 097	3 097	10,5 %	10,5 %	2 799
CAPEX/Chiffre d'affaires	18,0 %	16,2 %	16,2 %			14,5 %
Licences de télécommunication	-	954	954	(100,0) %	(100,0) %	-
Nombre moyen d'employés	63 094	66 765	66 765	(5,5) %	(5,5) %	70 719

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

4.3.3.1.1 Chiffre d'affaires – France

2016 vs 2015

Le chiffre d'affaires de la France s'établit à 18 969 millions d'euros en 2016, soit une baisse de 0,9 % en données historiques et de 1,0 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, la baisse de 172 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre 2015 et 2016 intègre i) l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 13 millions d'euros, ii) plus que compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 185 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 185 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre les deux périodes s'explique essentiellement i) par le recul tendanciel des revenus de la téléphonie classique, ii) par la diminution accrue des revenus de l'itinérance nationale et de l'itinérance visiteurs, iii) par les baisses de prix de l'itinérance en Europe, et iv) par le développement rapide des offres mobiles *SIM-only* et l'augmentation de la part des offres convergentes (attractives en raison de leur remise tarifaire) dans un contexte toujours concurrentiel, v) en partie compensés par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit et des services fixes aux opérateurs, et dans une moindre mesure, par la progression des ventes d'équipements mobiles (voir section 8 *Glossaire financier*).

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles (voir section 8 *Glossaire financier*) s'établit à 7 207 millions d'euros en 2016, soit une baisse de 4,0 % représentant 300 millions d'euros par rapport à 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données à base comparable**, la dégradation du chiffre d'affaires des Services mobiles est liée essentiellement à la diminution des revenus du contrat d'itinérance national et de l'itinérance visiteurs, et à l'effet des baisses de prix de l'itinérance en Europe.

La croissance de la base de clients mobile permet d'amortir une partie de la baisse des prix liée à la pénétration des offres *SIM-only* et des offres convergentes. À cet égard, l'ARPU mobile (voir section 8 *Glossaire financier*) est en retrait de 1,3 % entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016.

La base de clients mobile s'élève à 30,0 millions de clients au 31 décembre 2016, soit une hausse de 5,7 % sur un an. Les offres avec forfaits totalisent 26,5 millions de clients au 31 décembre 2016, en augmentation de 9,7 % sur un an, et représentent désormais 88,2 % de la base de clients mobile au 31 décembre 2016 contre 84,9 % un an auparavant. La bipolarisation du marché de la téléphonie mobile entre les offres d'entrée de gamme et des offres premium se poursuit, avec le développement des offres *SIM-only*, dont *Sosh* (qui totalisent 3,3 millions de clients au 31 décembre 2016) et des offres

convergentes *Open* (qui atteignent 7,8 millions de clients à la même date). Parallèlement, les offres prépayées (qui représentent 3,5 millions de clients au 31 décembre 2016) enregistrent un recul de 17,2 % sur un an.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes (voir section 8 *Glossaire financier*) s'établit à 10 403 millions d'euros en 2016, soit une hausse de 0,7 % représentant 76 millions d'euros par rapport à 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

Services fixes Grand Public

Le chiffre d'affaires des Services fixes Grand Public s'établit à 6 360 millions d'euros en 2016, soit une baisse de 0,8 % (51 millions d'euros) par rapport à 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des Services fixes bas débit est en recul de 11,2 %, soit 252 millions d'euros, en raison de la baisse tendancielle du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des Services fixes haut débit progresse de 4,8 %, soit 201 millions d'euros, reflétant, d'une part, la part croissante des offres de fibre optique des offres premium, et d'autre part, le développement des offres de contenus. La base de clients fixe haut débit est en croissance de 3,9 % sur un an, totalisant 11,2 millions de clients au 31 décembre 2016, et l'ARPU fixe haut débit (voir section 8 *Glossaire financier*) progresse de 0,8 % sur un an. Les offres convergentes (qui atteignent 5,5 millions de clients au 31 décembre 2016) représentent 57 % de la base de clients fixe haut débit Grand Public au 31 décembre 2016. En parallèle, le développement de la télévision numérique (6,6 millions de clients aux offres IPTV et TV par satellite au 31 décembre 2016) s'accompagne d'une augmentation de la consommation de contenus.

Services fixes Opérateurs

Le chiffre d'affaires des Services fixes Opérateurs s'établit à 4 043 millions d'euros en 2016, soit une progression de 3,2 % (127 millions d'euros) par rapport à 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données à base comparable**, cette croissance s'explique notamment par l'augmentation des revenus liés aux services d'infrastructure, à l'ADSL (accès et collecte de trafic) et au déploiement des réseaux de fibre optique. Le nombre de lignes téléphoniques commercialisées auprès des autres opérateurs s'établit à 14,0 millions au 31 décembre 2016, en légère hausse de 0,2 % sur un an.

2015 vs 2014

Le chiffre d'affaires de la France s'établit à 19 141 millions d'euros en 2015, soit une baisse de 0,8 % par rapport à 2014, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 163 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre 2014 et 2015 résulte principalement i) de la baisse tendancielle des revenus de la téléphonie classique, ii) de la pénétration des offres *SIM-only* et *quadruple PLAY* dans la base de clients mobile, dans un contexte toujours concurrentiel, et iii) de l'impact de la réglementation européenne sur les tarifs de transfert de données appliqués aux clients en situation d'itinérance à l'étranger, iv) en partie compensés par l'augmentation des ventes d'équipements mobiles et par la hausse du chiffre d'affaires des services fixes aux opérateurs.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 7 507 millions d'euros en 2015, soit une baisse de 2,2 % représentant 168 millions d'euros par rapport à 2014, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données à base comparable**, la dégradation du chiffre d'affaires des Services mobiles ralentit en 2015, confirmant l'amélioration progressive observée depuis le second semestre 2014, avec un recul de 2,2 % entre 2014 et 2015, contre une baisse de 8,1 % entre 2013 et 2014.

La croissance de la base de clients mobile permet d'amortir une partie de la baisse des prix liée à la pénétration des offres *SIM-only* et *quadruple PLAY*. À cet égard, l'ARPU mobile est en baisse de 1,3 % entre 2014 et 2015, contre un recul de 7,2 % entre 2013 et 2014.

La base de clients mobile s'élève à 28,4 millions de clients au 31 décembre 2015, soit une hausse de 4,9 % sur un an. Les offres avec forfaits totalisent 24,1 millions de clients au 31 décembre 2015, en augmentation de 9,9 % sur un an, et représentent désormais 84,9 % de la base de clients mobile contre 81,1 % un an auparavant.

La bipolarisation du marché de la téléphonie mobile entre les offres d'entrée de gamme et des offres premium se poursuit, avec le développement des offres *SIM-only* dont *Sosh* (qui totalisent 2,9 millions de clients au 31 décembre 2015) et les offres *quadruple PLAY* (qui atteignent 7,4 millions de clients à la même date). Parallèlement, les offres prépayées (qui représentent 4,3 millions de clients au 31 décembre 2015) enregistrent un recul de 16,5 % sur un an.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 10 327 millions d'euros en 2015, soit une baisse de 1,4 % représentant 152 millions d'euros par rapport à 2014, en données à base comparable.

Services fixes Grand Public

Le chiffre d'affaires des Services fixes Grand Public s'établit à 6 411 millions d'euros en 2015, soit une diminution de 3,0 % (195 millions d'euros) par rapport à 2014, en données à base comparable.

En **données à base comparable**, cette diminution s'explique i) par la baisse tendancielle du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe (services fixes bas débit), soit un recul de 11,4 % représentant 289 millions d'euros, ii) partiellement compensée par la poursuite du développement des services fixes haut débit. Entre les deux périodes, la croissance de 2,3 % du chiffre d'affaires des services fixes haut débit résulte :

- de la croissance de 3,7 % de la base de clients fixe haut débit sur un an, soit 380 000 clients supplémentaires, totalisant 10,7 millions de clients au 31 décembre 2015, tirée par les offres de fibre optique et par la bonne performance commerciale des offres premium ;
- en partie compensée par la diminution de 0,9 % de l'ARPU fixe haut débit sur un an, liée à la pénétration croissante des offres *quadruple PLAY* bénéficiant d'une partie de la remise tarifaire. Parallèlement, le développement de la télévision numérique (6,4 millions de clients au 31 décembre 2015) s'accompagne d'une augmentation de la consommation de contenus, compensant ainsi la décroissance de la part hors forfait de la VoIP.

Services fixes Opérateurs

Le chiffre d'affaires des Services fixes Opérateurs s'établit à 3 917 millions d'euros en 2015, soit une progression de 1,1 % (44 millions d'euros) par rapport à 2014, en données à base comparable.

En **données à base comparable**, cette croissance s'explique notamment i) par la progression, sur un an, de 1,5 % du nombre de lignes téléphoniques commercialisées auprès des autres opérateurs, soit 14,0 millions de lignes au 31 décembre 2015, et ii) par le développement des revenus de construction des réseaux de fibre optique et de mutualisation de ces réseaux.

4.3.3.1.2 EBITDA ajusté – France

2016 vs 2015

L'EBITDA ajusté de la France s'établit à 7 134 millions d'euros en 2016, en hausse de 0,8 % en données historiques et de 0,5 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 59 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la France entre 2015 et 2016 s'explique i) par l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations pour 22 millions d'euros, ii) et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 37 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 37 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la France entre les deux périodes s'explique par la réduction de 222 millions d'euros des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDA ajusté, en partie compensée par le recul de 185 millions d'euros du chiffre d'affaires. Entre les deux périodes, la baisse des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDA ajusté s'explique essentiellement :

- par le recul des charges de personnel, résultant principalement de la diminution du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) ;
- et par la réduction des charges commerciales, en lien avec les économies réalisées grâce i) à la transformation du modèle de distribution : rationalisation des canaux de distribution (internalisation, promotion des canaux digitaux) et réduction des commissions (renégociation des contrats de distribution et baisse des commissions unitaires Grand Public), et ii) au développement du marché non subventionné.

2015 vs 2014

L'EBITDA ajusté de la France s'établit à 7 075 millions d'euros en 2015, en hausse de 1,2 % en données historiques et de 1,1 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, l'augmentation de 86 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la France entre 2014 et 2015 s'explique par i) l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations pour 11 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 75 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 75 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la France entre 2014 et 2015 résulte de la réduction de 238 millions d'euros des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDA ajusté, en partie compensée par le recul de 163 millions d'euros du chiffre d'affaires. Entre les deux périodes, la baisse des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDA ajusté s'explique essentiellement i) par la réduction des charges commerciales et coûts de contenus, en lien avec les économies réalisées grâce à la rationalisation des commissions versées et des réseaux de distribution, à la politique d'optimisation de l'attribution des subventions de terminaux et au développement du marché non subventionné, ii) par la baisse des autres achats externes (voir section 8 *Glossaire financier*), et iii) par la diminution des charges de personnel, liée principalement à la baisse des effectifs, iv) partiellement contrebalancées par le recul des autres produits opérationnels.

4.3.3.1.3 Résultat d'exploitation – France

2016 vs 2015

Le résultat d'exploitation de la France s'établit à 3 709 millions d'euros en 2016, en diminution de 1,5 % par rapport à 2015 en données historiques, soit une baisse de 56 millions.

En **données historiques**, la diminution de 56 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre 2015 et 2016 s'explique principalement :

- par la croissance de 118 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en grande partie liée à la progression des investissements réalisés ces dernières années, et relatifs notamment aux réseaux de fibre optique et aux équipements associés ;
- et par l'augmentation de 67 millions d'euros des coûts de restructuration et d'intégration, liés essentiellement à la rationalisation des réseaux de distribution (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- en partie compensées i) par la progression de 59 millions d'euros de l'EBITDA ajusté, ii) par la baisse de 37 millions d'euros de la charge spécifique de personnel, principalement au titre des dispositifs TPS (dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des seniors en France) et primes liées, et iv) par le contre-effet de la comptabilisation, en 2015, d'une charge de 23 millions d'euros au titre des principaux litiges.

2015 vs 2014

Le résultat d'exploitation de la France s'établit à 3 765 millions d'euros en 2015, en diminution de 2,7 % par rapport à 2014 en données historiques, soit une baisse de 105 millions d'euros.

En **données historiques**, la diminution de 105 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre 2014 et 2015 résulte principalement i) de l'accroissement de 73 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en lien avec la progression des investissements réalisés ces dernières années (notamment dans les réseaux de fibre optique) et avec l'adaptation du plan d'amortissement du réseau cuivre en France, ii) de la hausse de 53 millions d'euros de la charge spécifique de personnel, principalement au titre des dispositifs TPS (dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des seniors en France) et primes liées, iii) de l'augmentation de 38 millions d'euros des coûts de restructuration et d'intégration, et iv) de la comptabilisation, en 2015, d'une charge de 23 millions d'euros au

titre des principaux litiges, v) en partie compensées par la progression de 86 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

4.3.3.1.4 CAPEX – France

2016 vs 2015

Les CAPEX de la France s'établissent à 3 421 millions d'euros en 2016, en hausse de 10,5 % par rapport à 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 324 millions d'euros des CAPEX de la France entre 2015 et 2016 s'explique principalement i) par la forte progression des investissements dans les réseaux fixes à très haut débit (fibre optique, voir section 4.3.1.3 *Faits marquants* et section 4.3.2.5.3 *Projets d'investissement*), et ii) par la croissance des investissements relatifs aux terminaux loués, aux *Livebox* et aux équipements installés chez les clients, avec le lancement de la nouvelle *Livebox* commercialisée depuis mai 2016, et en lien avec le dynamisme commercial relatif au développement de la fibre optique.

2015 vs 2014

Les CAPEX de la France s'établissent à 3 097 millions d'euros en 2015, en hausse de 10,6 % par rapport à 2014, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la hausse de 298 millions d'euros des CAPEX de la France entre 2014 et 2015 s'explique principalement par la forte progression des investissements dans les réseaux à très haut débit fixe (fibre optique).

4.3.3.1.5 Acquisitions de licences de télécommunication – France

En 2016 et 2014, aucune licence de télécommunication n'a été acquise en France.

En 2015, les acquisitions de licences de télécommunication de la France s'élèvent à 954 millions d'euros et correspondent à l'acquisition de deux blocs de fréquence technologiquement neutres de 5 MHz dans la bande 700 MHz, qui serviront à renforcer la capacité et les débits du réseau très haut débit mobile et à préparer l'introduction de la technologie 5G dès que cette technologie sera disponible.

4.3.3.1.6 Informations complémentaires – France

France (au 31 décembre)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires^{(2) (3)}	18 969	19 154	19 141	(1,0) %	(0,9) %	19 304
Services mobiles	7 207	7 507	7 507	(4,0) %	(4,0) %	7 675
Ventes d'équipements mobiles	775	730	730	6,1 %	6,1 %	601
Services fixes	10 403	10 327	10 327	0,7 %	0,7 %	10 535
Services fixes Grand Public	6 360	6 411	6 411	(0,8) %	(0,8) %	6 592
Services fixes Opérateurs	4 043	3 916	3 916	3,2 %	3,2 %	3 943
Autres revenus	584	590	577	(0,9) %	1,2 %	493
Services mobiles						
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	30 033	28 424	28 424	5,7 %	5,7 %	27 087
Nombre de clients avec forfaits	26 486	24 141	24 141	9,7 %	9,7 %	21 961
Nombre de clients avec offres prépayées	3 547	4 283	4 283	(17,2) %	(17,2) %	5 126
ARPU mobile (en euros) ⁽³⁾	22,2	22,5	22,5	(1,3) %	(1,3) %	22,8
Services fixes						
Services fixes Grand Public						
Nombre de lignes téléphoniques fixes Grand Public ^{(4) (6)}	16 013	16 250	16 250	(1,5) %	(1,5) %	16 577
dont Nombre d'accès ADSL nus	7 377	7 147	7 147	3,2 %	3,2 %	6 762
dont Nombre d'accès FTTH, Satellite et autres	1 508	1 013	1 013	48,8 %	48,8 %	611
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	11 151	10 734	10 734	3,9 %	3,9 %	10 354
ARPU fixe haut débit (en euros) ⁽³⁾	33,3	33,0	33,0	0,8 %	0,8 %	33,3
Services fixes Opérateurs						
Nombre de lignes téléphoniques fixes Opérateurs ⁽⁴⁾	14 008	13 978	13 978	0,2 %	0,2 %	13 771
dont Nombre de lignes en dégroupage total	11 594	11 730	11 730	(1,2) %	(1,2) %	11 556

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 8 Glossaire financier).

(3) Voir section 8 Glossaire financier.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(6) Ce chiffre comprend i) les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne, ii) les lignes sans abonnement téléphonique bas débit (ADSL nu) vendues directement par Orange à ses clients Grand Public, et iii) les accès par fibre optique (FTTH), par satellite et autres.

4.3.3.2 Europe

Europe (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires	10 541	10 288	9 963	2,4 %	5,8 %	9 799
EBITDA ajusté	2 944	2 824	2 740	4,2 %	7,5 %	2 791
<i>EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires</i>	<i>27,9 %</i>	<i>27,4 %</i>	<i>27,5 %</i>			<i>28,5 %</i>
EBITDA	2 801	2 813	2 733	(0,4) %	2,5 %	3 092
Résultat d'exploitation	186		718		(74,2) %	1 040
CAPEX	1 960	1 995	1 783	(1,8) %	9,8 %	1 497
<i>CAPEX/Chiffre d'affaires</i>	<i>18,6 %</i>	<i>19,4 %</i>	<i>17,9 %</i>			<i>15,3 %</i>
Licences de télécommunication	779	113	114	Ns	Ns	418
Nombre moyen d'employés	29 656	30 591	29 657	(3,1) %	(0,0) %	30 389

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

La zone Europe regroupe les secteurs opérationnels Espagne, Pologne, Belgique & Luxembourg et ceux d'Europe centrale.

Europe (au 31 décembre)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	10 541	10 288	9 963	2,4 %	5,8 %	9 799
Services mobiles	6 211	6 027	6 078	3,0 %	2,2 %	6 363
Ventes d'équipements mobiles	1 001	880	867	13,8 %	15,5 %	823
Services fixes	3 146	3 160	2 799	(0,4) %	12,4 %	2 424
Autres revenus	183	221	219	(18,2) %	(17,3) %	189
Services mobiles						
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	51 011	50 400	50 400	1,2 %	1,2 %	48 508
Nombre de clients avec forfaits	33 593	31 438	31 438	6,9 %	6,9 %	28 015
Nombre de clients avec offres prépayées	17 418	18 961	18 961	(8,1) %	(8,1) %	20 492
Services fixes						
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	8 794	9 105	9 105	(3,4) %	(3,4) %	7 893
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	6 227	6 047	6 047	3,0 %	3,0 %	4 378

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 8 Glossaire financier).

(3) Voir section 8 Glossaire financier.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

4.3.3.2.1 Espagne

Espagne (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires	5 014	4 731	4 253	6,0 %	17,9 %	3 876
EBITDA ajusté	1 349	1 190	1 068	13,4 %	26,4 %	958
<i>EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires</i>	<i>26,9 %</i>	<i>25,2 %</i>	<i>25,1 %</i>			<i>24,7 %</i>
EBITDA	1 222	1 156	1 046	5,7 %	16,9 %	958
Résultat d'exploitation	276		275		0,2 %	374
CAPEX	1 086	1 100	864	(1,3) %	25,7 %	585
<i>CAPEX/Chiffre d'affaires</i>	<i>21,7 %</i>	<i>23,3 %</i>	<i>20,3 %</i>			<i>15,1 %</i>
Licences de télécommunication	51	25	25	102,5 %	102,5 %	2
Nombre moyen d'employés	6 401	6 474	5 144	(1,1) %	24,4 %	3 825

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

4.3.3.2.1.1 Chiffre d'affaires – Espagne

2016 vs 2015

Le chiffre d'affaires de l'Espagne s'établit à 5 014 millions d'euros en 2016, en hausse de 17,9 % en données historiques et de 6,0 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 761 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre 2015 et 2016 résulte i) de l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 478 millions d'euros et correspond à l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, et ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 283 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 283 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre 2015 et 2016 s'explique principalement i) par la progression du chiffre d'affaires des services mobiles, due essentiellement à l'impact des repositionnements tarifaires et commerciaux (développement des offres convergentes et fin des migrations vers les offres mobiles *SIM-only*) et à l'augmentation de la base de clients mobile, et ii) par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes, liée notamment au développement des offres de fibre optique et des offres de contenus.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 2 630 millions d'euros en 2016, en hausse de 9,5 % en données historiques et de 7,7 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données à base comparable**, la progression de 188 millions du chiffre d'affaires des Services mobiles entre les deux périodes résulte

notamment des nouvelles offres de forfaits enrichies lancées depuis fin 2015, en lien avec le déploiement de la 4G qui contribuent à améliorer l'ARPU mobile, et de la croissance continue de la base de clients mobile.

La base de clients mobile s'établit à 15,9 millions de clients au 31 décembre 2016, en augmentation de 4,4 % par rapport au 31 décembre 2015, en données à base comparable. Les offres avec forfaits totalisent 12,7 millions de clients au 31 décembre 2016, en progression de 5,8 % sur un an, tandis que les offres prépayées (qui comptent 3,2 millions de clients au 31 décembre 2016) enregistrent une baisse de 0,9 % entre les deux dates.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 1 872 millions d'euros en 2016, en hausse de 36,2 % en données historiques et de 5,0 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 89 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes s'explique par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit, en progression de 9,2 % entre les deux périodes. La base de clients fixe haut débit s'établit à 3,9 millions de clients au 31 décembre 2016, en augmentation de 5,0 % sur un an, en données à base comparable. Les offres convergentes représentent désormais 84 % de la base de clients fixe haut débit Grand Public au 31 décembre 2016. Les offres de télévision numérique connaissent également une progression rapide, avec 507 000 clients aux offres IPTV et TV par satellite au 31 décembre 2016, tirée par les offres de contenus, notamment les retransmissions des championnats de football.

2015 vs 2014

Le chiffre d'affaires de l'Espagne s'établit à 4 253 millions d'euros en 2015, soit une hausse de 9,7 % en données historiques et une baisse de 2,3 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, l'augmentation de 377 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre 2014 et 2015 s'explique par i) l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 479 millions d'euros et correspond à l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, ii) en partie contrebalancée par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 102 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 102 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre 2014 et 2015 résulte principalement :

- de la diminution de 114 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services mobiles, due essentiellement i) à l'impact des repositionnements tarifaires et commerciaux (développement des offres convergentes et fin des migrations vers les offres mobiles *S/M-only*), qui compense l'effet de l'augmentation de la base de clients mobile, et ii) à l'effet défavorable de la baisse des tarifs réglementés ;
- et du recul de 60 millions d'euros des ventes d'équipements mobiles ;
- en partie contrebalancées par la croissance de 75 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes, liée notamment à l'augmentation de 6,7 % de la base clients des services fixes haut débit.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 2 403 millions d'euros en 2015, en baisse de 3,6 % en données historiques et de 4,5 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données à base comparable**, l'ARPU mobile est en baisse de 9,6 % entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015. Cette évolution reflète notamment l'effet du développement des offres *S/M-only* qui représentent désormais 99 % des offres mobiles au 31 décembre 2015.

La base de clients mobile s'établit à 15,2 millions de clients au 31 décembre 2015, en augmentation de 5,2 % par rapport au 31 décembre 2014, en données à base comparable. Les offres avec forfaits totalisent 12,0 millions de clients au 31 décembre 2015, en progression de 7,0 % sur un an, alors que parallèlement, les offres prépayées (qui comptent 3,2 millions de clients au 31 décembre 2015) enregistrent un recul de 1,0 % entre les deux dates, en données à base comparable. Le nombre de clients 4G atteint 5,1 millions de clients à fin décembre 2015.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 1 375 millions d'euros en 2015, en hausse de 54,9 % en données historiques et de 5,7 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données à base comparable**, cette amélioration est tirée par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit, en progression de 7,2 % entre les deux périodes. La base de clients fixe haut débit s'établit à 3,8 millions de clients au 31 décembre 2015, en augmentation de 6,7 % sur un an, en données à base comparable.

4.3.3.2.1.2 EBITDA ajusté – Espagne

2016 vs 2015

L'EBITDA ajusté de l'Espagne s'établit à 1 349 millions d'euros en 2016, en hausse de 26,4 % en données historiques et une hausse de 13,4 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 281 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de l'Espagne entre 2015 et 2016 résulte i) de l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 122 millions d'euros et correspond à l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, et ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 159 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 159 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de l'Espagne entre 2015 et 2016 résulte de la progression de 283 millions d'euros du chiffre d'affaires, en partie compensée par l'augmentation des charges commerciales et coûts de contenus, en raison notamment de la comptabilisation, en 2016, des droits relatifs au football, et de l'enrichissement des offres.

2015 vs 2014

L'EBITDA ajusté de l'Espagne s'établit à 1 068 millions d'euros en 2015, soit une hausse de 11,5 % en données historiques et une baisse de 0,3 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, l'augmentation de 110 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de l'Espagne entre 2014 et 2015 résulte i) de l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 114 millions d'euros et correspond à l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, ii) en partie contrebalancée par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 4 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, la diminution de 4 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de l'Espagne entre 2014 et 2015 s'explique essentiellement par le fait que le recul du chiffre d'affaires est presque intégralement compensé par la baisse des achats externes, tirée par la réduction des charges commerciales (principalement les achats de terminaux et les commissions de distribution).

4.3.3.2.1.3 Résultat d'exploitation – Espagne

2016 vs 2015

Le résultat d'exploitation de l'Espagne s'établit à 276 millions d'euros en 2016, en légère augmentation de 0,2 % par rapport à 2015 en données historiques, soit une hausse de 1 million d'euros.

En **données historiques**, la stabilisation du résultat d'exploitation de l'Espagne entre 2015 et 2016 résulte du fait que la progression de 281 millions d'euros de l'EBITDA ajusté est compensée :

- par la hausse de 175 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en raison essentiellement i) de l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, et ii) des récents investissements relatifs au déploiement des réseaux à très haut débit fixe et mobile (FTTH et 4G) ;
- et par l'augmentation de 105 millions d'euros des coûts de restructuration et d'intégration (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés), liée en grande partie aux plans de départs des salariés et aux coûts d'intégration des activités de Jazztel.

2015 vs 2014

Le résultat d'exploitation de l'Espagne s'établit à 275 millions d'euros en 2015, en diminution de 26,4 % par rapport à 2014 en données historiques, soit une baisse de 99 millions d'euros.

En **données historiques**, la diminution de 99 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Espagne entre 2014 et 2015 résulte i) de la hausse de 187 millions d'euros de la dotation aux amortissements, due principalement à l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, et au début de l'amortissement de la licence 4G en 2015, et ii) de la comptabilisation, en 2015, de 22 millions d'euros des coûts de restructuration et d'intégration, iii) en partie compensées par la progression de 110 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

4.3.3.2.1.4 CAPEX – Espagne

2016 vs 2015

Les CAPEX de l'Espagne s'établissent à 1 086 millions d'euros en 2016, en hausse de 25,7 % en données historiques et en baisse de 1,3 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 222 millions d'euros des CAPEX de l'Espagne entre 2015 et 2016 s'explique i) par l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 236 millions d'euros et correspond à l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 14 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, les CAPEX de l'Espagne diminuent de 14 millions d'euros entre les deux périodes.

2015 vs 2014

Les CAPEX de l'Espagne s'établissent à 864 millions d'euros en 2015, en hausse de 47,6 % en données historiques et de 5,3 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, l'augmentation de 279 millions d'euros des CAPEX de l'Espagne entre 2014 et 2015 s'explique i) par l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 236 millions d'euros et correspond à l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 43 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la progression de 43 millions d'euros des CAPEX de l'Espagne entre 2014 et 2015 correspond essentiellement à l'augmentation des investissements dans les réseaux à très haut débit fixe (co-déploiement de la fibre optique avec Vodafone).

4.3.3.2.1.5 Acquisitions de licences de télécommunication – Espagne

Les acquisitions de licences de télécommunication de l'Espagne s'élèvent i) en 2016, à 51 millions d'euros pour l'acquisition de blocs de fréquences 4G dans les bandes 2 600 MHz et 3 500 MHz, ii) en 2015, à 25 millions d'euros pour la taxe relative à l'ouverture aux usages de la licence 4G dans la bande de fréquence 800 MHz, et iii) en 2014, à 2 millions d'euros.

4.3.3.2.1.6 Informations complémentaires – Espagne

Espagne (au 31 décembre)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	5 014	4 731	4 253	6,0 %	17,9 %	3 876
Services mobiles	2 630	2 442	2 403	7,7 %	9,5 %	2 492
Ventes d'équipements mobiles	508	491	470	3,4 %	8,0 %	489
Services fixes	1 872	1 783	1 375	5,0 %	36,2 %	888
Autres revenus	4	15	5	(77,7) %	(38,8) %	7
Services mobiles						
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	15 918	15 248	15 248	4,4 %	4,4 %	12 613
Nombre de clients avec forfaits	12 723	12 023	12 023	5,8 %	5,8 %	9 399
Nombre de clients avec offres prépayées	3 196	3 225	3 225	(0,9) %	(0,9) %	3 214
ARPU mobile (en euros) ⁽³⁾	13,7	Na	13,7	Na	-	15,6
Services fixes						
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	3 940	3 753	3 753	5,0 %	5,0 %	1 965
ARPU fixe haut débit (en euros) ⁽³⁾	31,4	Na	29,2	Na	7,5 %	27,9

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 8 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 8 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

4.3.3.2.2 Pologne

Pologne (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires	2 644	2 710	2 831	(2,4) %	(6,6) %	2 918
EBITDA ajusté	725	807	842	(10,2) %	(13,9) %	922
<i>EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires</i>	<i>27,4 %</i>	<i>29,8 %</i>	<i>29,7 %</i>			<i>31,6 %</i>
EBITDA	725	785	820	(7,7) %	(11,6) %	994
Résultat d'exploitation	(405)		136		Na	259
CAPEX	455	444	463	2,4 %	(1,9) %	418
<i>CAPEX/Chiffre d'affaires</i>	<i>17,2 %</i>	<i>16,4 %</i>	<i>16,4 %</i>			<i>14,3 %</i>
Licences de télécommunication	719	-	-	-	-	90
Nombre moyen d'employés	16 424	17 584	17 703	(6,6) %	(7,2) %	19 094

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

4.3.3.2.1 Chiffre d'affaires – Pologne

2016 vs 2015

Le chiffre d'affaires de la Pologne s'établit à 2 644 millions d'euros en 2016, en baisse de 6,6 % en données historiques et de 2,4 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, la diminution de 187 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre 2015 et 2016 s'explique i) par l'effet négatif des variations de change, soit 117 millions d'euros, compte tenu de l'évolution du zloty polonais par rapport à l'euro, ii) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations représentant 4 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 66 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 66 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre 2015 et 2016 résulte principalement i) du recul tendanciel des services téléphoniques classiques, et dans une moindre mesure, ii) de la diminution des autres revenus (section 8 *Glossaire financier*), liés à l'achèvement des projets d'infrastructures et à la baisse des revenus des technologies de l'information et de la communication, et iii) du retrait des services mobiles, en lien avec le développement des offres mobiles *SIM-only* et des offres convergentes, iv) partiellement compensés par la forte progression des ventes d'équipements mobiles, tirées par la vente de terminaux mobiles avec paiement étalé.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 1 222 million d'euros en 2016, en baisse de 7,0 % en données historiques et de 2,6 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données à base comparable**, la diminution de 33 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services mobiles s'explique principalement par la progression des offres convergentes, attractives en raison de leur remise tarifaire, par l'augmentation des offres avec paiement étalé, et par le développement des offres mobiles *SIM-only*.

La base de clients mobile s'établit à 16,0 millions de clients au 31 décembre 2016, en croissance de 0,5 % sur un an.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 1 068 million d'euros en 2016, en baisse de 12,1 % en données historiques et de 8,4 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données à base comparable**, la diminution de 99 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes reflète la tendance baissière du chiffre d'affaires des services fixes bas débit, en retrait de 12,6 % par rapport à 2015.

La base de clients fixe haut débit enregistre un recul de 4,3 % sur un an et totalise 2,0 millions de clients au 31 décembre 2016. Les offres convergentes progressent et représentent désormais 32 % de la base de clients fixe haut débit Grand Public au 31 décembre 2016. Par ailleurs, le nombre de clients aux services de VoIP enregistre une croissance de 7,8 % sur un an, avec 664 000 clients au 31 décembre 2016.

2015 vs 2014

Le chiffre d'affaires de la Pologne s'établit à 2 831 millions d'euros en 2015, en baisse de 3,0 % en données historiques et de 2,9 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, la diminution de 87 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre 2014 et 2015 s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations représentant 4 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 83 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 83 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre 2014 et 2015 résulte principalement i) du déclin des services de téléphonie traditionnelle et du retrait des services mobiles dans un marché très concurrentiel, ii) partiellement compensés par la forte progression des ventes d'équipements mobiles, tirées par la vente de terminaux mobiles avec paiement étalé, commercialisés depuis le 2^e trimestre 2014.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 1 314 millions d'euros en 2015, en baisse de 3,7 % en données historiques et de 3,8 % données à base comparable par rapport à 2014.

En **données à base comparable**, la diminution de 52 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services mobiles s'explique principalement par l'impact des baisses de prix, par le développement des offres convergentes, par la pression concurrentielle, et dans une moindre mesure, par l'effet de la baisse des tarifs réglementés.

La base de clients mobile s'établit à 15,9 millions de clients au 31 décembre 2015, en croissance de 1,8 % sur un an.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 1 215 millions d'euros en 2015, en baisse de 7,9 % par rapport à 2014, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données à base comparable**, la diminution de 104 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes reflète la tendance baissière du chiffre d'affaires des services fixes bas débit, en retrait de 12,0 % par rapport à 2014.

La base de clients fixe haut débit enregistre un recul de 6,1 % sur un an et totalise 2,1 millions de clients au 31 décembre 2015. Le nombre de clients aux services de VoIP enregistre une croissance de 11,0 % sur un an et totalise 616 000 clients au 31 décembre 2015. Parallèlement, le nombre de clients de la télévision numérique augmente de 5,1 % entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015, et atteint 787 000 clients.

4.3.3.2.2 EBITDA ajusté – Pologne

2016 vs 2015

L'EBITDA ajusté de la Pologne s'établit à 725 millions d'euros en 2016, en baisse de 13,9 % en données historiques et de 10,2 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, la diminution de 117 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la Pologne entre 2015 et 2016 s'explique i) par l'impact défavorable des variations de change, soit 35 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 82 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, la diminution de 82 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la Pologne entre 2015 et 2016 résulte essentiellement i) du recul de 66 millions d'euros du chiffre d'affaires, et ii) de la progression des achats et reversements aux opérateurs, iii) en partie compensés par le recul des charges de personnel.

2015 vs 2014

L'EBITDA ajusté de la Pologne s'établit à 842 millions d'euros en 2015, en baisse de 8,7 % en données historiques et de 8,6 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, la diminution de 80 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la Pologne entre 2014 et 2015 s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, soit 1 million d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 79 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, la diminution de 79 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la Pologne entre 2014 et 2015 résulte essentiellement du recul de 83 millions d'euros du chiffre d'affaires. Entre les deux périodes, les charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDA ajusté sont globalement stables, la progression des charges commerciales (principalement les achats de terminaux) étant globalement compensée par i) la réduction des charges de personnel, en grande partie lié à la diminution du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein), et ii) par la baisse des autres charges opérationnelles.

4.3.3.2.2.3 Résultat d'exploitation – Pologne

2016 vs 2015

Le résultat d'exploitation de la Pologne est un résultat négatif de 405 millions d'euros en 2016, en baisse de 541 millions d'euros par rapport à 2015 en données historiques.

En **données historiques**, la diminution de 541 millions d'euros du résultat d'exploitation de la Pologne entre 2015 et 2016 s'explique principalement :

- par la comptabilisation, en 2016, d'une perte de valeur des écarts d'acquisition de 507 millions d'euros. Cette dépréciation reflète principalement une baisse de la compétitivité sur le marché ADSL, une revue à la baisse des hypothèses de revenus sur le marché mobile et une augmentation du taux d'actualisation après impôts due à une dégradation de la note souveraine du pays par les agences de notation (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et par le recul de 117 millions d'euros de l'EBITDA ajusté ;
- en partie compensés par la diminution de 64 millions d'euros de la dotation aux amortissements.

2015 vs 2014

Le résultat d'exploitation de la Pologne s'établit à 136 millions d'euros en 2015, en diminution de 47,4 % par rapport à 2014 en données historiques, soit une baisse de 123 millions d'euros.

En **données historiques**, la diminution de 123 millions d'euros du résultat d'exploitation de la Pologne entre 2014 et 2015 s'explique essentiellement i) par le recul de 80 millions d'euros de l'EBITDA ajusté, ii) par le contre-effet de la comptabilisation, en 2014, d'un résultat de cession positif de 72 millions d'euros relatif à la cession de Wirtualna Polska, et iii) par la comptabilisation, en 2015, de 31 millions d'euros des coûts de restructuration et d'intégration, iv)

en partie compensés par la baisse de 44 millions d'euros de la dotation aux amortissements.

4.3.3.2.2.4 CAPEX – Pologne

2016 vs 2015

Les CAPEX de la Pologne s'établissent à 455 millions d'euros en 2016, en baisse de 1,9 % en données historiques et en hausse de 2,4 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, la diminution de 8 millions d'euros des CAPEX de la Pologne entre 2015 et 2016 s'explique i) par l'impact défavorable des variations de change, soit 19 millions d'euros, ii) plus que compensée par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 11 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 11 millions d'euros des CAPEX de la Pologne entre 2015 et 2016 s'explique principalement par la progression des investissements dans les réseaux à très haut débit fixe et mobile (FTTH et 4G, voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*).

2015 vs 2014

Les CAPEX de la Pologne s'établissent à 463 millions d'euros en 2015, en hausse de 10,8 % par rapport à 2014, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 45 millions d'euros des CAPEX de la Pologne entre 2014 et 2015 s'explique principalement par la progression des investissements dans les réseaux à très haut débit fixe (vDSL et FTTH).

4.3.3.2.2.5 Acquisitions de licences de télécommunication – Pologne

En 2016, les acquisitions de licences de télécommunication de la Pologne s'élèvent à 719 millions d'euros et correspondent à l'acquisition de deux blocs de fréquence de 5 MHz dans la bande 800 MHz et trois blocs de fréquence de 5 MHz dans la bande 2 600 MHz, affectés au réseau mobile à très haut débit (4G).

En 2015, aucune acquisition de licence de télécommunication n'a été comptabilisée en Pologne.

En 2014, les acquisitions de licences de télécommunication de la Pologne s'élèvent à 90 millions d'euros et correspondent au renouvellement de licences 2G.

4.3.3.2.2.6 Informations complémentaires – Pologne

Pologne (au 31 décembre)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires^{(2) (3)}	2 644	2 710	2 831	(2,4) %	(6,6) %	2 918
Services mobiles	1 222	1 255	1 314	(2,6) %	(7,0) %	1 365
Ventes d'équipements mobiles	249	147	154	69,0 %	62,0 %	102
Services fixes	1 068	1 167	1 215	(8,4) %	(12,1) %	1 319
Autres revenus	105	141	148	(26,1) %	(29,2) %	132
Services mobiles						
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	15 990	15 906	15 906	0,5 %	0,5 %	15 629
Nombre de clients avec forfaits	9 453	8 361	8 361	13,1 %	13,1 %	7 679
Nombre de clients avec offres prépayées	6 537	7 545	7 545	(13,4) %	(13,4) %	7 951
ARPU mobile (en zlotys) ⁽³⁾	28,4	30,3	30,3	(6,3) %	(6,3) %	31,5
Services fixes						
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	4 695	5 156	5 156	(9,0) %	(9,0) %	5 710
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	2 015	2 105	2 105	(4,3) %	(4,3) %	2 241
ARPU fixe haut débit (en zlotys) ⁽³⁾	60,2	61,2	61,2	(1,6) %	(1,6) %	60,4

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 8 Glossaire financier).

(3) Voir section 8 Glossaire financier.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

4.3.3.2.3 Belgique & Luxembourg

Belgique & Luxembourg (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires	1 242	1 235	1 235	0,5 %	0,5 %	1 249
EBITDA ajusté	316	276	276	14,4 %	14,4 %	274
<i>EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires</i>	<i>25,4 %</i>	<i>22,3 %</i>	<i>22,3 %</i>			<i>22,0 %</i>
EBITDA	317	321	321	(1,3) %	(1,3) %	255
Résultat d'exploitation	113		119		(4,7) %	(168)
CAPEX	168	193	193	(13,2) %	(13,2) %	215
<i>CAPEX/Chiffre d'affaires</i>	<i>13,5 %</i>	<i>15,6 %</i>	<i>15,6 %</i>			<i>17,2 %</i>
Licences de télécommunication	-	76	76	Na	Na	-
Nombre moyen d'employés	1 616	1 564	1 564	3,3 %	3,3 %	1 620

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

4.3.3.2.3.1 Chiffre d'affaires – Belgique & Luxembourg

2016 vs 2015

Le chiffre d'affaires de Belgique & Luxembourg s'établit à 1 242 millions d'euros en 2016, en hausse de 0,5 % par rapport à 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 1 021 millions d'euros en 2016, en hausse de 1,4 % par rapport à 2015, en données historiques comme en données à base comparable, malgré l'impact de la baisse des prix de l'itinérance internationale en Europe.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 15 millions d'euros du chiffre d'affaires des services mobiles entre les deux périodes s'explique principalement par la forte croissance du trafic de données mobiles, tirée par le développement rapide de la technologie 4G. Les offres 4G comptent 1,5 million de clients au 31 décembre 2016 et représentent 45,8 % des offres avec forfaits. L'ARPU mobile de la Belgique est en croissance de 2,7 % sur un an, sous l'effet de la migration des clients vers des forfaits haut de gamme en raison de l'appétence des clients pour le trafic de données.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 73 millions d'euros en 2016, en baisse de 8,6 % par rapport à 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 7 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes reflète la tendance baissière du chiffre d'affaires des services fixes bas débit (en recul de 23,5 %) entre les deux périodes.

La base de clients fixe haut débit totalise 60 000 clients au 31 décembre 2016, soit une hausse de 86,7 % sur un an, liée à l'augmentation du nombre de clients aux offres IPTV et TV par satellite et au lancement commercial de l'offre par câble des offres convergentes.

2015 vs 2014

Le chiffre d'affaires de Belgique & Luxembourg s'établit à 1 235 millions d'euros en 2015, en baisse de 1,1 % par rapport à 2014, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 14 millions d'euros du chiffre d'affaires de Belgique & Luxembourg entre 2014 et 2015 résulte de l'effet de la baisse des tarifs réglementés relatif aux services mobiles et du recul du chiffre d'affaires des services fixes.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 1 006 millions d'euros en 2015, en baisse de 1,3 % par rapport à 2014, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 13 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services mobiles entre 2014 et 2015 s'explique principalement par l'effet de la baisse des tarifs réglementés. Hors cet effet, le chiffre d'affaires des Services mobiles serait stable entre les deux périodes. Le chiffre d'affaires des Services mobiles bénéficie notamment de la forte croissance du trafic de données mobiles, tirée par le développement rapide de la technologie 4G. Les offres 4G comptent 1 million de clients au 31 décembre 2015 et représentent 31,4 % des offres avec forfaits. L'ARPU mobile de la Belgique est en croissance de 1,3 %.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 80 millions d'euros en 2015, en baisse de 13,8 % par rapport à 2014, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données à base comparable**, la diminution de 12 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes reflète la tendance baissière du chiffre d'affaires des services fixes haut débit (en retrait de 33,0 %) et des services fixes bas débit (en recul de 13,5 %) entre 2014 et 2015.

La base de clients fixe haut débit enregistre un recul de 16,2 % sur un an et totalise 32 000 clients au 31 décembre 2015.

4.3.3.2.3.2 EBITDA ajusté – Belgique & Luxembourg

2016 vs 2015

L'EBITDA ajusté de Belgique & Luxembourg s'établit à 316 millions d'euros en 2016, en hausse de 14,4 % en données historiques comme en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la hausse de 40 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de Belgique & Luxembourg entre 2015 et 2016 s'explique principalement par les effets relatifs à la taxe wallonne sur les pylônes (provisions en 2015, reprises de provisions et accord conclu avec le gouvernement wallon en 2016) pour 36 millions d'euros entre les deux périodes, et dans une moindre mesure, par la progression du chiffre d'affaires.

2015 vs 2014

L'EBITDA ajusté de Belgique & Luxembourg s'établit à 276 millions d'euros en 2015, en progression de 0,4 % par rapport à 2014, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 2 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de Belgique & Luxembourg entre 2014 et 2015 s'explique principalement par le fait que le recul du chiffre d'affaires est globalement compensé par la diminution des achats et reversements aux opérateurs.

4.3.3.2.3.3 Résultat d'exploitation – Belgique & Luxembourg

2016 vs 2015

Le résultat d'exploitation de Belgique & Luxembourg s'établit à 113 millions d'euros en 2016, en baisse de 4,7 %, par rapport à 2015 en données historiques, soit une diminution de 6 millions d'euros.

En **données historiques**, la baisse de 6 millions d'euros du résultat d'exploitation de Belgique & Luxembourg s'explique principalement i) par le contre-effet de la comptabilisation, en 2015, de l'indemnité de 54 millions d'euros reçue de Proximus suite au règlement d'un certain nombre de litiges, ii) en partie compensé par la hausse de 40 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

2015 vs 2014

Le résultat d'exploitation de Belgique & Luxembourg s'établit à 119 millions d'euros en 2015, soit une amélioration de 287 millions d'euros par rapport à 2014 en données historiques.

En **données historiques**, l'augmentation de 287 millions d'euros du résultat d'exploitation de Belgique & Luxembourg entre 2014 et 2015 résulte principalement :

- du contre-effet de la comptabilisation, en 2014, d'une dépréciation de 229 millions d'euros, relative à la Belgique. Cette dépréciation reflétait une pression fiscale accrue et une baisse des revenus sur le segment des services aux entreprises (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et de la comptabilisation, en 2015, de l'indemnité de 54 millions d'euros reçue de Proximus suite au règlement d'un certain nombre de litiges.

4.3.3.2.3.4 CAPEX – Belgique & Luxembourg

2016 vs 2015

Les CAPEX de Belgique & Luxembourg s'établissent à 168 millions d'euros en 2016, en baisse de 13,2 % par rapport à 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 25 millions d'euros des CAPEX de Belgique & Luxembourg entre les deux périodes s'explique essentiellement par la baisse des investissements dans les réseaux mobiles, après les investissements importants réalisés en 2015. Le taux de couverture de la 4G atteint 99,6 % de la population au 31 décembre 2016.

2015 vs 2014

Les CAPEX de Belgique & Luxembourg s'établissent à 193 millions d'euros en 2015, en baisse de 10,3 % par rapport à 2014, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 22 millions d'euros des CAPEX de Belgique & Luxembourg entre 2014 et 2015 s'explique notamment par la baisse des investissements dans les réseaux à très haut débit mobile (4G), après les investissements importants réalisés en 2014.

4.3.3.2.3.5 Acquisitions de licences de télécommunication – Belgique & Luxembourg

En 2016 et 2014, aucune licence de télécommunication n'a été acquise pour Belgique & Luxembourg.

En 2015, les acquisitions de licences de télécommunication de Belgique & Luxembourg représentent 76 millions d'euros et concernent le renouvellement des licences 2G.

4.3.3.2.3.6 Informations complémentaires – Belgique & Luxembourg

Belgique & Luxembourg (au 31 décembre)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires^{(2) (3)}	1 242	1 235	1 235	0,5 %	0,5 %	1 249
Services mobiles	1 021	1 006	1 006	1,4 %	1,4 %	1 019
Ventes d'équipements mobiles	122	128	128	(5,0) %	(5,0) %	131
Services fixes	73	80	80	(8,6) %	(8,6) %	92
Autres revenus	26	21	21	24,3 %	24,3 %	7
Services mobiles						
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	3 956	4 033	4 033	(1,9) %	(1,9) %	4 041
Nombre de clients avec forfaits	3 225	3 194	3 194	1,0 %	1,0 %	3 153
Nombre de clients avec offres prépayées	731	839	839	(12,8) %	(12,8) %	888
ARPU mobile – Belgique (en euros) ⁽³⁾	24,5	23,9	23,9	2,7 %	2,7 %	23,6
Services fixes						
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	159	195	195	(18,7) %	(18,7) %	218
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	60	32	32	86,7 %	86,7 %	38

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 8 Glossaire financier).

(3) Voir section 8 Glossaire financier.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

4.3.3.2.4 Europe centrale

Europe centrale (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires	1 648	1 616	1 648	1,9 %	(0,0) %	1 760
EBITDA ajusté	554	551	554	0,6 %	0,1 %	637
EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires	33,6 %	34,1 %	33,6 %			36,2 %
EBITDA	537	551	546	(2,5) %	(1,7) %	885
Résultat d'exploitation	202		188		7,2 %	575
CAPEX	251	258	263	(2,7) %	(4,6) %	279
CAPEX/Chiffre d'affaires	15,2 %	15,9 %	16,0 %			15,8 %
Licences de télécommunication	9	12	13	(27,0) %	(30,7) %	326
Nombre moyen d'employés	5 215	4 969	5 246	4,9 %	(0,6) %	5 850

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

4.3.3.2.4.1 Chiffre d'affaires – Europe centrale

2016 vs 2015

Le chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale s'établit à 1 648 millions d'euros en 2016, stable en données historiques et en hausse de 1,9 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, la stabilité du chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale entre 2015 et 2016 résulte i) de l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 26 millions d'euros et correspond à la cession d'Orange Arménie le 3 septembre 2015, ii) de l'effet négatif des variations de change, soit 6 millions d'euros, iii) compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 32 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 32 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale entre 2015 et 2016 résulte principalement i) de la croissance de 39 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Roumanie, essentiellement liée à l'augmentation de la base de clients mobile et de l'ARPU mobile, ii) en partie compensée par la baisse du chiffre d'affaires de la Slovaquie et de la Moldavie.

La base de clients mobile des pays d'Europe centrale s'élève à 15,1 millions de clients au 31 décembre 2016, en recul de 0,4 % sur

un an, en données à base comparable. Les offres avec forfaits (qui représentent 8,2 millions de clients au 31 décembre 2016) sont en croissance de 4,2 % en données à base comparable, et représentent 54,1 % de la base de clients mobile au 31 décembre 2016, contre 51,7 % un an plus tôt.

La base de clients fixe haut débit s'élève à 212 000 clients au 31 décembre 2016, en augmentation de 35,7 % sur un an, et reflète essentiellement la bonne performance de la Slovaquie.

2015 vs 2014

Le chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale s'établit à 1 648 millions d'euros en 2015, soit une baisse de 6,3 % en données historiques et une hausse de 1,4 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, la diminution de 112 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale entre 2014 et 2015 s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 122 millions d'euros et correspond à la cession d'Orange Dominicana le 9 avril 2014, pour 107 millions d'euros, et à la cession d'Orange Arménie le 3 septembre 2015, pour 15 millions d'euros, ii) par l'effet négatif des variations de change, soit 13 millions d'euros, iii) en partie compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une croissance de 23 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 23 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale entre 2015 et 2014 résulte principalement de la croissance de 39 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Roumanie, partiellement compensée par le recul de 20 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Slovaquie. L'effet de la baisse des tarifs réglementés est significatif dans ces deux pays.

La base de clients mobile des pays d'Europe centrale s'élève à 15,2 millions de clients au 31 décembre 2015, en recul de 2,4 % sur un an, en données à base comparable. Les offres avec forfaits (qui représentent 7,9 millions de clients) sont en croissance de 4,7 % et représentent 51,9 % de la base de clients mobile au 31 décembre 2015, contre 48,0 % un an plus tôt.

La base de clients fixe haut débit s'élève à 156 000 clients au 31 décembre 2015, en augmentation de 16,4 % sur un an, et reflète essentiellement la bonne performance de la Slovaquie.

4.3.3.2.4.2 EBITDA ajusté – Europe centrale

2016 vs 2015

L'EBITDA ajusté des pays d'Europe centrale s'établit à 554 millions d'euros en 2016, stable en données historiques et en hausse de 0,6 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, la stabilité de l'EBITDA ajusté des pays d'Europe centrale entre 2015 et 2016 résulte i) de l'effet négatif des variations de change pour 2 millions d'euros, ii) de l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 1 million d'euros, ii) compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 3 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 3 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Europe centrale entre 2015 et 2016 s'explique principalement par la progression du chiffre d'affaires, en partie compensée par l'augmentation des achats externes, liée notamment à la croissance des achats et reversements aux opérateurs et à la hausse des charges commerciales, principalement en Roumanie.

2015 vs 2014

L'EBITDA ajusté des pays d'Europe centrale s'établit à 554 millions d'euros en 2015, en baisse de 13,1 % en données historiques et de 5,9 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, le recul de 83 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Europe centrale entre 2014 et 2015 s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 41 millions d'euros et correspond à la cession d'Orange Dominicana le 9 avril 2014, ii) par l'effet négatif des variations de change, soit 7 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 35 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, la diminution de 35 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Europe centrale entre 2014 et 2015 résulte principalement i) de l'augmentation des charges commerciales, principalement en Roumanie, et liée à la progression des achats de terminaux et autres produits vendus, ii) en partie contrebalancée par la progression du chiffre d'affaires.

4.3.3.2.4.3 Résultat d'exploitation – Europe centrale

2016 vs 2015

Le résultat d'exploitation des pays d'Europe centrale s'établit à 202 millions d'euros en 2016, en augmentation de 7,2 % par rapport à 2015 en données historiques, soit une hausse de 14 millions d'euros.

En **données historiques**, l'augmentation de 14 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Europe centrale entre 2015 et 2016 s'explique principalement i) par le contre-effet de la comptabilisation,

en 2015, d'une perte de valeur des immobilisations de 27 millions d'euros relative à l'Arménie (voir note 8.2 de l'annexe aux comptes consolidés), ii) partiellement compensée par la progression de 9 millions d'euros de la charge relative à la revue du portefeuille de titres et d'activités.

2015 vs 2014

Le résultat d'exploitation des pays d'Europe centrale s'établit à 188 millions d'euros en 2015, en baisse de 67,3 % par rapport à 2014 en données historiques, soit une baisse de 387 millions d'euros.

En **données historiques**, la diminution de 387 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Europe centrale entre 2014 et 2015 résulte essentiellement i) du contre-effet de la comptabilisation, en 2014, d'un résultat de cession positif de 280 millions d'euros relatif à la cession d'Orange Dominicana, ii) du recul de 83 millions d'euros de l'EBITDA ajusté, et iii) de la comptabilisation, en 2015, d'une perte de valeur des immobilisations de 27 millions d'euros relative à l'Arménie (voir note 8.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

4.3.3.2.4.4 CAPEX – Europe centrale

2016 vs 2015

Les CAPEX des pays d'Europe centrale s'établissent à 251 millions d'euros en 2016, en baisse de 4,6 % en données historiques et de 2,7 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, la diminution de 12 millions d'euros des CAPEX des pays d'Europe centrale entre 2015 et 2016 s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représentent 4 millions d'euros et correspond à la cession d'Orange Arménie le 3 septembre 2015, ii) par l'effet négatif des variations de change, soit 1 million d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 7 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, les CAPEX des pays d'Europe centrale sont en diminution de 7 millions d'euros entre 2015 et 2016, principalement en Roumanie.

2015 vs 2014

Les CAPEX des pays d'Europe centrale s'établissent à 263 millions d'euros en 2015, en baisse de 5,6 % en données historiques et de 0,5 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, la baisse de 16 millions d'euros des CAPEX des pays d'Europe centrale entre 2014 et 2015 s'explique principalement par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représentent 14 millions d'euros et correspond i) à la cession d'Orange Dominicana le 9 avril 2014, pour 9 millions d'euros, et ii) à la cession d'Orange Arménie le 3 septembre 2015, pour 5 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, les CAPEX des pays d'Europe centrale sont globalement stables entre 2014 et 2015.

4.3.3.2.4.5 Acquisitions de licences de télécommunication – Europe centrale

Les acquisitions de licences de télécommunication des pays d'Europe centrale concernent la Roumanie en 2016 pour 9 millions d'euros et la Moldavie en 2015 pour 13 millions d'euros en données historiques.

En 2014, les acquisitions de licences de télécommunication des pays d'Europe centrale représentent 326 millions d'euros et correspondent i) à la capitalisation de la part fixe des redevances de fréquences des licences universelles en Roumanie pour 231 millions d'euros, ii) à l'acquisition d'une licence 4G et à la capitalisation de la part fixe des redevances de fréquences en Slovaquie pour 66 millions d'euros, et iii) au renouvellement de licences 2G en Moldavie pour 29 millions d'euros.

4.3.3.2.4.6 Informations complémentaires – Europe centrale

Europe centrale (au 31 décembre)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires^{(2) (3)}	1 648	1 616	1 648	1,9 %	(0,0) %	1 760
Services mobiles	1 344	1 328	1 358	1,3 %	(1,0) %	1 489
Ventes d'équipements mobiles	122	113	115	8,1 %	6,3 %	101
Services fixes	134	130	130	2,5 %	2,4 %	125
Autres revenus	48	45	45	5,2 %	4,6 %	45
Services mobiles						
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	15 146	15 212	15 212	(0,4) %	(0,4) %	16 225
Nombre de clients avec forfaits	8 193	7 860	7 860	4,2 %	4,2 %	7 785
Nombre de clients avec offres prépayées	6 954	7 352	7 352	(5,4) %	(5,4) %	8 440
Services fixes						
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	212	156	156	35,7 %	35,7 %	134

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 8 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 8 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

4.3.3.3 Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires	5 245	5 110	4 899	2,6 %	7,1 %	4 286
EBITDA ajusté	1 658	1 674	1 667	(1,0) %	(0,5) %	1 403
EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires	31,6 %	32,8 %	34,0 %			32,7 %
EBITDA	1 638	1 660	1 529	(1,3) %	7,2 %	1 367
Résultat d'exploitation	68		463		(85,3) %	284
CAPEX	962	1 005	922	(4,2) %	4,3 %	779
CAPEX/Chiffre d'affaires	18,3 %	19,7 %	18,8 %			18,2 %
Licences de télécommunication	742	264	217	181,4 %	243,0 %	57
Nombre moyen d'employés	15 368	15 603	14 356	(1,5) %	7,1 %	15 666

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

L'Afrique et le Moyen-Orient continuent d'être marqués par une instabilité politique ou économique et parfois par une pression fiscale ou réglementaire qui peuvent affecter l'activité et les résultats de ses filiales et participations, et pourraient continuer de les affecter dans le futur. Dans certains cas, ces situations peuvent contribuer à la décision du Groupe de comptabiliser des dépréciations d'actifs (voir notes 7, 8.2 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés). S'agissant en particulier de l'Égypte et de la République démocratique du Congo, l'évolution de la situation politique et de la sécurité, avec leurs conséquences économiques, affecte négativement le climat général des affaires et s'est notamment traduit en 2016 par une forte baisse de la livre égyptienne et du franc congolais (voir notes 4.3, 5.6, 7, 8, 11 et 12.2 de l'annexe aux comptes consolidés). Pour plus d'informations concernant les facteurs de risques, voir la section 2.4 *Facteurs de risque*.

4.3.3.3.1 Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient

2016 vs 2015

Le chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 5 245 millions d'euros en 2016, en hausse de 7,1 % en données historiques et de 2,6 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 346 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2015 et 2016 s'explique :

- d'une part :
 - par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 509 millions d'euros et correspond principalement i) à l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 249 millions d'euros, et ii) à l'acquisition d'entités en Afrique en 2016 (Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone, Oasis (Tigo) en République démocratique du Congo, et Cellcom Telecommunication au Liberia, voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*) pour 261 millions d'euros,
 - en partie compensé par l'effet négatif des variations de change pour 298 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro ;
- et, d'autre part, par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 135 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la hausse de 135 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2015 et 2016, résulte principalement de la croissance du chiffre d'affaires i) du Mali pour 46 millions d'euros (liée essentiellement à la voix sortante et à Orange Money), ii) de l'Égypte pour 38 millions d'euros (avec une forte progression du trafic de données), iii) de la Côte d'Ivoire pour 38 millions d'euros (relative principalement au trafic de données et à Orange Money), et iv) de la Guinée pour 33 millions d'euros, v) partiellement compensée par le recul de 25 millions d'euros du chiffre d'affaires de la République démocratique du Congo.

La base de clients mobile des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'élève à 120,7 millions de clients au 31 décembre 2016, en recul de 0,3 % par rapport à 2015 en données à base comparable. Elle a été marquée au cours de l'année 2016 par l'exigence renforcée de vérification de l'identité des clients des offres prépayées mise en place dans plusieurs pays.

2015 vs 2014

Le chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 4 899 millions d'euros en 2015, en hausse de 14,3 % en données historiques et de 5,1 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, l'augmentation de 613 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2014 et 2015 s'explique :

- par l'effet positif des variations de change pour 238 millions d'euros, compte tenu principalement de l'évolution de la livre égyptienne, du dinar jordanien et du franc guinéen par rapport à l'euro ;
- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 135 millions d'euros et comprend principalement i) l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 248 millions d'euros, ii) partiellement compensée par la revue du portefeuille d'actifs en Afrique de l'Est, avec la cession d'Orange Uganda le 11 novembre 2014, et la mise en équivalence de Telkom Kenya le 31 décembre 2014, suite à la constatation de sa perte de contrôle, pour 112 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 240 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 240 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2014 et 2015, résulte principalement de la croissance du chiffre d'affaires i) de la Côte d'Ivoire pour 81 millions d'euros, essentiellement sur les services mobiles, ii) de l'Égypte pour 54 millions d'euros, avec une forte progression également sur les services mobiles, iii) de la République démocratique du Congo pour 44 millions d'euros, iv) du Mali pour 41 millions d'euros, et v) de la Guinée pour 33 millions d'euros.

4.3.3.3.2 EBITDA ajusté – Afrique & Moyen-Orient

2016 vs 2015

L'EBITDA ajusté des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 1 658 millions d'euros en 2016, en baisse de 0,5 % en données historiques et de 1,0 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, le recul de 9 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2015 et 2016 s'explique :

- i) par l'effet négatif des variations de change pour 103 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro, ii) plus que compensé par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 110 millions d'euros et correspond principalement à l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 88 millions d'euros, et à l'acquisition d'entités en Afrique en 2016 (Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone, Oasis (Tigo) en République démocratique du Congo, et Cellcom Telecommunication au Liberia) pour 23 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 16 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, la diminution de 16 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2015 et 2016 résulte essentiellement :

- de la progression de 116 millions d'euros des achats externes, liée essentiellement i) à l'augmentation des achats et reversements aux opérateurs, et ii) à la hausse des charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, en lien avec la progression du chiffre d'affaires, la croissance du trafic et l'extension des réseaux, et iii) dans une moindre mesure, à l'augmentation des charges immobilières ;
- et de l'effet de change opérationnel négatif de 40 millions d'euros relatif à la dépréciation de la livre égyptienne entre les deux périodes ;
- compensés en grande partie par la croissance de 135 millions d'euros du chiffre d'affaires.

2015 vs 2014

L'EBITDA ajusté des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 1 667 millions d'euros en 2015, soit une hausse de 18,8 % en données historiques et de 4,8 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, la hausse de 264 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2014 et 2015 s'explique :

- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 113 millions d'euros et comprend principalement i) l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015 pour 77 millions d'euros, et ii) la revue du portefeuille d'actifs en Afrique de l'Est, avec la cession d'Orange Uganda le 11 novembre 2014 et la mise en équivalence de Telkom Kenya le 31 décembre 2014, pour 37 millions d'euros ;
- par l'effet positif des variations de change pour 75 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 76 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 76 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2014 et 2015 résulte essentiellement de la croissance du chiffre d'affaires, en partie compensée :

- par la progression des achats externes, essentiellement liée i) à l'augmentation des charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, du fait de la croissance du trafic et de l'extension des réseaux, ii) à la progression des achats et reversements aux opérateurs, iii) à la hausse des charges immobilières, et iv) à la hausse des charges commerciales ;
- et par l'augmentation des autres charges opérationnelles.

4.3.3.3.3 Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient

2016 vs 2015

Le résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 68 millions d'euros en 2016, en diminution de 85,3 % par rapport à 2015 en données historiques, soit une baisse de 395 millions d'euros.

En **données historiques**, la diminution de 395 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2015 et 2016 s'explique principalement :

- par la comptabilisation, en 2016, d'une perte de valeur des écarts d'acquisition de 265 millions d'euros (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés) et d'une perte de valeur des immobilisations de 204 millions d'euros (voir note 8.2 de l'annexe aux comptes consolidés) relatives essentiellement :

- à l'Égypte pour 232 millions d'euros. Cette dépréciation reflète les effets des conditions financières de la licence 4G attribuée en 2016, la forte dévaluation de la livre égyptienne et un contexte politique et économique plus incertain,
- à la République démocratique du Congo pour 109 millions d'euros. Cette dépréciation reflète un contexte politique et économique incertain, une baisse du pouvoir d'achat avec ses effets sur la consommation des produits et services de télécommunication et une pression réglementaire accrue (notamment liée à la mise en œuvre de l'identification des clients),
- au Cameroun pour 90 millions d'euros. Cette dépréciation reflète une baisse des revenus de la voix liée à l'essor des services de messagerie et de VoIP des acteurs *over-the-top* (OTT) et d'un contexte de concurrence accrue sur le marché mobile,
- et au Niger pour 26 millions d'euros ;
- et, dans une moindre mesure, i) par la progression de 22 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en raison de l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, et ii) par l'augmentation de 21 millions d'euros des coûts de restructuration et d'intégration ;
- partiellement compensées par le contre-effet de la comptabilisation, en 2015, d'une charge de 123 millions d'euros au titre de la revue du portefeuille de titres et d'activités.

2015 vs 2014

Le résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 463 millions d'euros en 2015, en progression de 63,3 % par rapport à 2014 en données historiques, soit une hausse de 179 millions d'euros.

En **données historiques**, l'augmentation de 179 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2014 et 2015 s'explique principalement :

- i) par la progression de 264 millions d'euros de l'EBITDA ajusté, ii) par le contre-effet de la comptabilisation, en 2014, d'une dépréciation de 178 millions d'euros dans le résultat des entités mises en équivalence, et iii) par le contre-effet de la comptabilisation, en 2014, d'une perte de valeur des immobilisations de 46 millions d'euros relative au Kenya (voir note 8.2 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- en partie compensés i) par la hausse de 192 millions d'euros de la dotation aux amortissements, liée essentiellement à l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015 et à l'effet défavorable des variations de change, et ii) par les effets négatifs de la restructuration du portefeuille de titres et d'activités, avec une charge de 123 millions d'euros en 2015 contre une charge de 36 millions d'euros en 2014.

4.3.3.3.4 CAPEX – Afrique & Moyen-Orient

2016 vs 2015

Les CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établissent à 962 millions d'euros en 2016, en hausse de 4,3 % en données historiques et en baisse de 4,2 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 40 millions d'euros des CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2015 et 2016, s'explique :

- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 113 millions d'euros et correspond i) à l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 65 millions d'euros, et ii) à l'acquisition d'entités en Afrique en 2016 (Airtel au Burkina Faso et en Sierra

Leone, Oasis (Tigo) en République démocratique du Congo, et Cellcom Télécommunication au Liberia, voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*) pour 48 millions d'euros ;

- en partie compensé i) par l'effet négatif des variations de change pour 30 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 43 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la diminution de 43 millions d'euros des CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2015 et 2016 résulte essentiellement de la baisse des investissements dans les réseaux d'accès mobiles, après les importantes dépenses réalisées dans ce domaine ces dernières années notamment au Maroc, au Cameroun et au Niger.

2015 vs 2014

Les CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établissent à 922 millions d'euros en 2015, en hausse de 18,4 % en données historiques et de 8,5 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, l'augmentation de 143 millions d'euros des CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2014 et 2015, s'explique :

- par l'effet positif des variations de change pour 44 millions d'euros ;
- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 27 millions d'euros et comprend principalement i) l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015 pour 53 millions d'euros, ii) partiellement compensée par la revue du portefeuille d'actifs en Afrique de l'Est, avec la cession d'Orange Uganda le 11 novembre 2014 et la mise en équivalence de Telkom Kenya le 31 décembre 2014, pour 26 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 72 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 72 millions d'euros des CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre 2014 et 2015 résulte essentiellement de la progression des investissements dans les réseaux mobiles à très haut débit (4G), pour accompagner la croissance. Par ailleurs, le réseau 3G est désormais disponible dans tous les pays, avec les derniers lancements au Cameroun et en Guinée Bissau.

4.3.3.3.5 Acquisitions de licences de télécommunication – Afrique & Moyen-Orient

En 2016, les acquisitions de licences de télécommunication des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'élèvent à 742 millions d'euros, et concernent essentiellement i) l'Égypte pour 377 millions d'euros (acquisition de deux blocs de fréquence de 10 MHz dans les bandes 1 800 MHz et 2 100 MHz et d'une licence d'opérateur fixe virtuel), ii) la Côte d'Ivoire pour 146 millions d'euros (principalement le renouvellement des licences avec une licence universelle incluant la 4G), iii) la Jordanie pour 142 millions d'euros (renouvellement de blocs de fréquences 2G/3G), et iv) le Sénégal pour 76 millions d'euros (acquisition d'une licence 4G et renouvellement de blocs de fréquences 2G/3G).

En 2015, les acquisitions de licences de télécommunication des pays d'Afrique & Moyen-Orient représentent 217 millions d'euros, et concernent principalement i) l'acquisition d'une licence universelle au Cameroun pour 114 millions d'euros, et ii) l'acquisition d'une licence 4G en Jordanie pour 91 millions d'euros.

En 2014, les acquisitions de licences de télécommunication des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'élèvent à 57 millions d'euros et correspondent principalement au renouvellement de licences 2G en Jordanie pour 56 millions d'euros.

4.3.3.3.6 Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 31 décembre)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires^{(2) (3)}	5 245	5 110	4 899	2,6 %	7,1 %	4 286
Services mobiles	4 331	4 170	3 953	3,9 %	9,6 %	3 336
Ventes d'équipements mobiles	79	80	78	(2,1) %	0,4 %	74
Services fixes	754	773	770	(2,5) %	(2,1) %	789
Autres revenus	81	87	98	(5,2) %	(15,7) %	87
Services mobiles						
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	120 688	121 042	110 243	(0,3) %	9,5 %	97 494
Nombre de clients avec forfaits	9 859	8 911	8 930	10,6 %	10,4 %	7 808
Nombre de clients avec offres prépayées	110 829	112 131	101 313	(1,2) %	9,4 %	89 686
Services fixes						
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	1 108	1 126	1 151	(1,5) %	(3,7) %	1 190
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	898	869	869	3,4 %	3,3 %	866

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 8 Glossaire financier).

(3) Voir section 8 Glossaire financier.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

4.3.3.4 Entreprises

Entreprises (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires	6 398	6 351	6 405	0,7 %	(0,1) %	6 299
EBITDA ajusté	1 014	939	932	8,0 %	8,8 %	968
<i>EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires</i>	<i>15,9 %</i>	<i>14,8 %</i>	<i>14,6 %</i>			<i>15,4 %</i>
EBITDA	970	883	898	9,8 %	8,0 %	910
Résultat d'exploitation	594		534		11,2 %	552
CAPEX	336	320	325	5,1 %	3,5 %	325
<i>CAPEX/Chiffre d'affaires</i>	<i>5,3 %</i>	<i>5,0 %</i>	<i>5,1 %</i>			<i>5,2 %</i>
Nombre moyen d'employés	20 316	20 144	20 415	0,9 %	(0,5) %	20 728

(1) Voir section 4.3.5.1 Données à base comparable.

4.3.3.4.1 Chiffre d'affaires – Entreprises

Le chiffre d'affaires d'Entreprises est présenté selon les lignes de produits suivantes :

- les **services de voix** comprennent les offres de voix historiques (accès PSTN), les produits de Voix sur IP (VoIP), les services d'audioconférence ainsi que le trafic entrant pour centres d'appels ;
- les **services de données** comprennent les solutions de données historiques qu'Orange Business Services continuent à offrir (*Frame Relay*, *Transrel*, liaisons louées, bas débit), ceux ayant atteint une certaine maturité tels que l'IP-VPN et les produits d'infrastructure à haut débit comme les accès par satellite ou la fibre optique. Les services de données incluent également la télédiffusion et les offres de nomadisme Business Everywhere ;
- et les **services d'intégration et des technologies de l'information** incluent les services de communication et de collaboration unifiés (LAN et téléphonie, conseil, intégration, gestion de projet), les services d'hébergement et d'infrastructure (dont le *Cloud Computing*), les services applicatifs (gestion de la relation clients et autres services applicatifs), les services de sécurité, les offres de vidéoconférence, ainsi que les ventes d'équipements liées aux produits et services ci-dessus.

2016 vs 2015

Le chiffre d'affaires d'Entreprises s'établit à 6 398 millions d'euros en 2016, en légère baisse de 0,1 % en données historiques et en hausse de 0,7 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, le recul de 7 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre 2015 et 2016 s'explique i) par l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 39 millions d'euros et comprend principalement la cession de Fime le 31 mai 2016 pour 29 millions d'euros, et ii) par l'effet négatif des variations de change, soit 15 millions d'euros, iii) en partie compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 47 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 47 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre 2015 et 2016 marque un retour à la croissance porté i) par l'amélioration de 86 millions d'euros du chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information, ii) en partie compensés par le recul de 23 millions d'euros du chiffre d'affaires des services de voix, et par la baisse de 16 millions d'euros des services de données.

Services de voix

Le chiffre d'affaires des services de voix s'établit à 1 502 millions d'euros en 2016, en baisse de 1,5 % par rapport à 2015, en **données à base comparable**. Cette diminution reflète la baisse tendancielle de la téléphonie fixe classique. Toutefois, ce recul est moins marqué que sur l'exercice 2015 (en retrait de 5,4 % en données à base comparable), du fait du ralentissement de la décroissance du nombre de lignes téléphoniques et d'une pression moins forte sur les prix. Par ailleurs, les services de relation clients, la VoIP et les services d'audioconférence affichent une croissance soutenue.

Services de données

Le chiffre d'affaires des Services de données s'établit à 2 837 millions d'euros en 2016, en baisse de 0,6 % par rapport à 2015, en **données à base comparable**. La tendance est à une stabilisation de l'activité, avec une croissance de 1,4 % à l'international, essentiellement aux États-Unis et en Asie, en partie compensée par la baisse de 0,9 % des services de données en France.

Services d'intégration et des technologies de l'information

Le chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information s'établit à 2 059 millions d'euros en 2016, en progression de 4,4 % par rapport à 2015, en **données à base comparable**. Cette augmentation est tirée essentiellement par la croissance du chiffre d'affaires des services de sécurité et du *Cloud* (en progression de 17,0 %).

2015 vs 2014

Le chiffre d'affaires d'Entreprises s'établit à 6 405 millions d'euros en 2015, soit une hausse de 1,7 % en données historiques et une baisse de 0,9 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, l'augmentation de 106 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre 2014 et 2015 s'explique par l'effet positif des variations de change, soit 200 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution du dollar américain par rapport à l'euro, partiellement compensé i) par l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 34 millions d'euros et correspond principalement à la cession d'Almerys le 13 avril 2015 pour 33 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 60 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 60 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre 2014 et 2015 résulte i) du recul du chiffre d'affaires des services de voix, pour 87 millions d'euros, et des services de données pour 49 millions d'euros, ii) en partie contrebalancé par l'amélioration de 76 millions d'euros du chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information. Globalement, la baisse de 0,9 % du chiffre d'affaires d'Entreprises entre 2014 et 2015 reflète un ralentissement de la tendance baissière, principalement du fait des services historiques de voix et de données. Cette meilleure tenue est due i) à la baisse tendancielle plus faible des services de voix et de données historiques, ii) à la stabilisation de l'IP-VPN, essentiellement à l'international (dont la croissance a compensé les effets de la pression sur les prix en France), et iii) aux relais de croissance dans les services, notamment dans la sécurité et le *Cloud* ainsi que les services d'intégration.

Services de voix

Le chiffre d'affaires des services de voix s'établit à 1 528 millions d'euros en 2015, en diminution de 5,4 % par rapport à 2014, en **données à base comparable**. Ce recul est moins marqué que l'exercice précédent (en retrait de 7,2 % en 2014). Entre 2014 et 2015, la baisse tendancielle de 8,3 % de la téléphonie fixe classique est en effet plus faible qu'entre 2013 et 2014 du fait du ralentissement de la décroissance du nombre de lignes téléphoniques et d'une pression moins forte sur les prix. Par ailleurs, le recul de 3,3 % des services de relation clients est compensé par la croissance de la VoIP (en hausse de 2,5 %) et des services d'audioconférence (en hausse de 16,0 %).

Services de données

Le chiffre d'affaires des Services de données s'établit à 2 959 millions d'euros en 2015, en recul de 1,6 % par rapport à 2014, en **données à base comparable**. La tendance est à une légère amélioration par rapport à l'exercice précédent (en recul de 3,6 % en 2014). L'activité est ainsi marquée par un ralentissement de la baisse du chiffre d'affaires des services de données historiques (en retrait de 12,1 %), et surtout par la stabilisation de l'IP-VPN (en hausse de 0,9 % contre une décroissance de 0,7 % en 2014). Sur l'IP-VPN, la croissance est

soutenue par la progression du nombre d'accès (en hausse de + 1,2 %) et des débits, qui ont plus que compensé la pression sur les prix, particulièrement en France.

Services d'intégration et des technologies de l'information

Le chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information s'établit à 1 918 millions d'euros en 2015, en progression de 4,1 % par rapport à 2014, en **données à base comparable**. Cette croissance est tirée essentiellement par les services d'intégration (en hausse de 6,8 %), de sécurité (en progression de 24,2 %), de *Cloud* (en augmentation de 10,2 %), ainsi que par les services liés à l'image (téléprésence, en croissance de 7,7 %).

4.3.3.4.2 EBITDA ajusté – Entreprises

2016 vs 2015

L'EBITDA ajusté d'Entreprises s'établit à 1 014 millions d'euros en 2016, en hausse de 8,8 % en données historiques et de 8,0 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 82 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Entreprises entre 2015 et 2016 s'explique :

- i) par l'effet positif des variations de change, soit 24 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représentent 17 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 75 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 75 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Entreprises entre 2015 et 2016 s'explique essentiellement par la progression de 47 millions d'euros du chiffre d'affaires, par l'augmentation des autres produits et charges opérationnels, et par la baisse des achats externes, en lien avec la baisse de l'activité relative aux réseaux historiques en France et avec les actions d'amélioration de la rentabilité à l'international.

2015 vs 2014

L'EBITDA ajusté d'Entreprises s'établit à 932 millions d'euros en 2015, soit une baisse de 3,7 % en données historiques et de 3,0 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, la diminution de 36 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Entreprises entre 2014 et 2015 s'explique :

- i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 31 millions d'euros, et comprend essentiellement l'intégration globale de Cloudwatt le 1^{er} avril 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 19 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'effet positif des variations de change, soit 24 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 29 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, la diminution de 29 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Entreprises entre 2014 et 2015 s'explique essentiellement i) par le recul du chiffre d'affaires, et ii) par l'augmentation des impôts et taxes d'exploitation, iii) en partie compensés par la baisse des achats et versements aux opérateurs, en lien avec la baisse de l'activité sur les réseaux historiques en France et avec les actions d'amélioration de la rentabilité à l'international.

4.3.3.4.3 Résultat d'exploitation – Entreprises

2016 vs 2015

Le résultat d'exploitation d'Entreprises s'établit à 594 millions d'euros en 2016, en augmentation de 11,2 % par rapport à 2015 en données historiques, soit une hausse de 60 millions d'euros.

En **données historiques**, l'augmentation de 60 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre 2015 et 2016 s'explique principalement i) par la croissance de 82 millions d'euros de l'EBITDA ajusté, ii) par l'amélioration de 25 millions d'euros du produit relatif à revue du portefeuille de titres et d'activités, iii) en partie compensées par la progression de 47 millions d'euros des coûts de restructuration et d'intégration.

2015 vs 2014

Le résultat d'exploitation d'Entreprises s'établit à 534 millions d'euros en 2015, en diminution de 3,3 % par rapport à 2014 en données historiques, soit une baisse de 18 millions d'euros.

En **données historiques**, la diminution de 18 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre 2014 et 2015 s'explique principalement i) par le recul de 36 millions d'euros de l'EBITDA ajusté, et ii) par la progression de 24 millions d'euros de la dotation aux amortissements, iii) en partie compensés par la baisse de 20 millions d'euros des coûts de restructuration et d'intégration.

4.3.3.4.4 CAPEX – Entreprises

2016 vs 2015

Les CAPEX d'Entreprises s'établissent à 336 millions d'euros en 2016, soit une hausse de 3,5 % en données historiques et de 5,1 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 11 millions d'euros des CAPEX d'Entreprises entre 2015 et 2016 intègre i) l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 4 millions d'euros, ii) l'effet négatif des variations de change, soit 1 million d'euros, et iii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 16 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la hausse de 16 millions d'euros des CAPEX d'Entreprises entre 2015 et 2016 s'explique essentiellement par la progression des investissements dans le domaine de l'informatique et des plateformes de service client, en lien notamment avec la montée en valeur des équipements installés, le développement de nouveaux produits et la virtualisation du réseau.

2015 vs 2014

Les CAPEX d'Entreprises s'établissent à 325 millions d'euros en 2015, soit une hausse de 0,1 % en données historiques et une baisse de 3,3 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données à base comparable**, la diminution de 11 millions d'euros des CAPEX d'Entreprises entre 2014 et 2015 résulte de la maîtrise des dépenses d'investissement, en lien avec l'évolution de l'activité.

4.3.3.4.5 Informations complémentaires – Entreprises

Entreprises (au 31 décembre)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires⁽²⁾	6 398	6 351	6 405	0,7 %	(0,1) %	6 299
Services de voix	1 502	1 525	1 528	(1,5) %	(1,7) %	1 613
Services de données	2 837	2 853	2 959	(0,6) %	(4,1) %	2 900
Services d'intégration et des technologies de l'information	2 059	1 973	1 918	4,4 %	7,3 %	1 786
Services aux entreprises						
Nombre de lignes téléphoniques Entreprises en France ⁽³⁾	2 818	2 961	2 961	(4,8) %	(4,8) %	3 161
Nombre d'accès IP-VPN dans le monde ⁽⁴⁾	352	349	349	0,9 %	0,9 %	345
dont Nombre d'accès IP-VPN en France ⁽⁴⁾	296	294	294	0,6 %	0,6 %	294

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 8 *Glossaire financier*).

(3) En milliers. En fin de période. Ce chiffre comprend les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne.

(4) En milliers. En fin de période. Accès des clients externes au groupe Orange, hors marché des opérateurs.

4.3.3.5 Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés

(au 31 décembre, en millions d'euros)

	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires	1 812	1 853	1 915	(2,2) %	(5,4) %	1 894
EBITDA ajusté	(56)	(4)	4	Ns	Na	7
EBITDA ajusté/Chiffre d'affaires	(3,1) %	(0,2) %	0,2 %			0,3 %
EBITDA	(211)	(535)	(365)	60,6 %	42,3 %	(767)
Résultat d'exploitation	(565)		(738)		23,6 %	(1 175)
CAPEX	277	352	359	(21,3) %	(22,7) %	236
CAPEX/Chiffre d'affaires	15,3 %	19,0 %	18,7 %			12,5 %
Licences de télécommunication	-	-	-	Na	Na	-
Nombre moyen d'employés	12 680	13 027	13 306	(2,7) %	(4,7) %	14 136

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

4.3.3.5.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

2016 vs 2015

Le chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés s'établit à 1 812 millions d'euros en 2016 (dont 1 200 millions d'euros réalisés hors du Groupe), en baisse de 5,4 % en données historiques et de 2,2 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, la diminution de 103 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2015 et 2016 s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 48 millions d'euros, et comprend principalement la déconsolidation de Dailymotion le 30 juin 2015, suite à la cession de la majorité du capital, pour 35 millions d'euros, ii) par l'effet négatif des variations de change, soit 14 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 41 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la baisse de 41 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2015 et 2016 s'explique essentiellement par la décroissance de 40 millions d'euros de l'activité d'Opérateurs internationaux (hors Orange Marine).

2015 vs 2014

Le chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés s'établit à 1 915 millions d'euros en 2015 (dont 1 317 millions d'euros réalisés hors du Groupe), en hausse de 1,1 % en données historiques et de 3,8 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, l'augmentation de 21 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2014 et 2015 intègre :

- l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 54 millions d'euros, et comprend principalement la déconsolidation de Dailymotion, suite à la cession de 90 % du capital, pour 32 millions d'euros ;
- plus que compensé i) par l'effet positif des variations de change, soit 5 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 70 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 70 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2014 et 2015 s'explique essentiellement i) par la croissance de 28 millions d'euros de l'activité d'Opérateurs internationaux, ii) par la progression de 18 millions d'euros du chiffre d'affaires des Contenus, et iii) par la hausse de 10 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Orange Studio.

4.3.3.5.2 EBITDA ajusté – Opérateurs internationaux & Services partagés

2016 vs 2015

L'EBITDA ajusté d'Opérateurs internationaux & Services partagés est un résultat négatif de 56 millions d'euros en 2016, en dégradation de 60 millions d'euros en données historiques et de 52 millions d'euros en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, la diminution de 60 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2015 et 2016 s'explique :

- i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 13 millions d'euros, ii) partiellement compensé par l'effet positif des variations de change pour 5 millions d'euros ;
- et par l'impact défavorable de l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 52 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, la diminution de 52 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2015 et 2016, s'explique principalement :

- par les coûts de changement de marque en Belgique, en Égypte et au Maroc en 2016 (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*) et par les coûts du sponsoring du Championnat d'Europe de football 2016 (euro 2016) ;
- par la diminution des redevances de marque et rémunérations de gestion, notamment suite à la cession d'EE (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*) ;
- et par le recul du chiffre d'affaires ;
- en partie compensés i) par la baisse des achats et reversement aux opérateurs, liée au recul de l'activité de services aux opérateurs internationaux, et ii) par l'augmentation du résultat de cession d'immobilisations, en lien avec le plan d'optimisation du patrimoine immobilier.

2015 vs 2014

L'EBITDA ajusté d'Opérateurs internationaux & Services partagés est un résultat positif de 4 millions d'euros en 2015, en baisse de 3 millions d'euros en données historiques et en hausse de 5 millions d'euros en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données historiques**, la diminution de 3 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2014 et 2015 s'explique i) par l'impact défavorable des variations de change pour 8 millions d'euros, ii) partiellement compensé par l'impact favorable de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 5 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'amélioration de 5 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2014 et 2015 résulte essentiellement de la progression du chiffre d'affaires, en partie compensée i) par l'augmentation des achats et reversements aux opérateurs, liée à la croissance de l'activité de services aux opérateurs internationaux, ii) par la hausse des coûts relatifs à la marque Orange (campagnes d'évolution de la marque, changements de marque des filiales, sponsoring...), et iii) par le recul des autres produits opérationnels, en raison notamment de la baisse des redevances de marque et rémunérations de gestion.

4.3.3.5.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés

2016 vs 2015

Le résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés est un résultat négatif de 565 millions d'euros en 2016, en amélioration de 173 millions d'euros par rapport à 2015 en données historiques.

En **données historiques**, l'amélioration de 173 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2015 et 2016 s'explique principalement :

- par l'effet positif de la variation des principaux litiges entre les deux périodes, avec un produit de 10 millions d'euros en 2016, contre une charge de 481 millions d'euros en 2015. En 2015, les principaux litiges comprenaient principalement une amende de 350 millions d'euros de l'Autorité de la concurrence en France pour mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle Entreprises (voir notes 5.2, 5.7 et 16 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- en partie compensé i) par le contre-effet de la comptabilisation, en 2015, d'un résultat de cession positif de 170 millions d'euros relatif à la cession de 90 % de Dailymotion (voir notes 1.8 et 3 de l'annexe aux comptes consolidés), au titre de la revue du portefeuille de titres et d'activités, ii) par l'augmentation de 111 millions d'euros des coûts de restructuration et d'intégration, liée à la restructuration du patrimoine immobilier, et iii) par le recul de 60 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

2015 vs 2014

Le résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés est un résultat négatif de 738 millions d'euros en 2015, en augmentation de 437 millions d'euros par rapport à 2014 en données historiques.

En **données historiques**, l'amélioration de 437 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2014 et 2015 résulte essentiellement :

- de la diminution de 344 millions d'euros des coûts de restructuration et d'intégration, en raison principalement du contre-effet de la comptabilisation, en 2014, d'une charge de 313 millions d'euros au titre de la restructuration du patrimoine immobilier en France (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- de l'augmentation de 110 millions d'euros du résultat relatif à la revue du portefeuille de titres et d'activités, qui s'explique principalement i) par la comptabilisation, en 2015, d'un résultat de cession positif de 170 millions d'euros relatif à la cession de 90 % de Dailymotion (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés), et ii) par le contre-effet de la comptabilisation, en 2014, d'un résultat de cession positif de 41 millions d'euros relatif à la cession de la participation dans Bull en France ;
- en partie compensées par la hausse de 81 millions d'euros de la charge nette sur principaux litiges.

4.3.3.5.4 CAPEX – Opérateurs internationaux & Services partagés

2016 vs 2015

Les CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés s'établissent à 277 millions d'euros en 2016, en baisse de 22,7 % en données historiques et de 21,3 % en données à base comparable par rapport à 2015.

En **données historiques**, la diminution de 82 millions d'euros des CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2015 et 2016, s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 6 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 75 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la diminution de 75 millions d'euros des CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2015 et 2016 s'explique principalement par le recul des investissements dans le domaine de l'immobilier de réseau, des boutiques et divers, notamment avec l'achèvement d'Orange Gardens en France (site dédié à la recherche et à l'innovation).

2015 vs 2014

Les CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés s'établissent à 359 millions d'euros en 2015, en hausse de 52,2 % en données historiques et de 54,9 % en données à base comparable par rapport à 2014.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 127 millions d'euros des CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre 2014 et 2015 s'explique notamment par la croissance des investissements immobiliers, en lien avec le programme de restructuration du patrimoine immobilier, ainsi que par la progression des investissements relatifs aux câbles sous-marins (extensions, augmentations de capacité).

4.3.3.5.5 Informations complémentaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs Internationaux & Services Partagés

(au 31 décembre, en millions d'euros)

	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (en %) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (en %) données historiques	2014 données historiques
Chiffre d'affaires⁽²⁾	1 812	1 853	1 915	(2,2) %	(5,4) %	1 894
Opérateurs internationaux	1 527	1 555	1 555	(1,8) %	(1,8) %	1 523
Services partagés	285	298	360	(4,2) %	(21,0) %	371

(1) Voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 8 *Glossaire financier*).

4.3.3.6 Orange Bank

En octobre 2016, Orange a acquis 65 % de Groupama Banque (devenue Orange Bank, voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*).

Les activités de la banque étant spécifiques et encadrées par une réglementation propre, celles-ci font l'objet d'une gouvernance et d'un suivi de gestion dédiés au sein du Groupe. Ces activités répondent à la définition d'un secteur opérationnel indépendamment de leur localisation géographique. Bien que non matériel à date, le Groupe a néanmoins décidé de publier séparément ce secteur au sein de l'information sectorielle, et ce dès 2016, afin d'assurer la lisibilité des comptes (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). Par ailleurs, les états financiers consolidés ont été adaptés afin de prendre en compte les spécificités propres au secteur Orange Bank (voir note 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

4.3.3.6.1 Activité opérationnelle

Au 31 décembre 2016, Orange Bank ne comprend que 3 mois d'activité. L'offre d'Orange Bank sera disponible en France au premier semestre 2017 (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*).

Dans le compte de résultat consolidé, le produit net bancaire (PNB) est présenté au sein des « autres produits opérationnels » et le coût du risque en « autres charges opérationnelles ». Le produit net bancaire (PNB) est le solde net des produits et charges d'exploitation bancaire d'Orange Bank. Il est établi conformément aux pratiques de présentation comptable habituellement utilisées en France dans le secteur bancaire.

L'EBITDA ajusté et l'EBITDA des activités d'Orange Bank représentent une perte de 12 millions d'euros en 2016, pour un produit net bancaire (PNB) de 21 millions d'euros et un coût du risque de crédit bancaire de 2 millions d'euros (voir notes 4.2 et 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le résultat d'exploitation d'Orange Bank est un résultat positif de 85 millions d'euros en 2016 en raison de la comptabilisation d'un profit de 97 millions d'euros lié à la prise de contrôle de Groupama Banque (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

4.3.3.6.2 Actifs, passifs et flux de trésorerie

Les informations sectorielles d'Orange Bank (passage du chiffre d'affaires au résultat d'exploitation, investissements corporels et

incorporels, actifs, passifs et flux de trésorerie) sont présentées dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés, et les activités d'Orange Bank (actifs, passifs, dettes liées aux opérations, instruments dérivés, gestion des risques de marché liés aux activités, et engagements contractuels non comptabilisés) sont décrites dans la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les informations sur la gestion des risques de marché liés aux activités d'Orange Bank sont décrites dans la note 15.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux activités d'Orange Bank, voir la section 2.4.3 *Risques financiers*.

4.3.4 Trésorerie, endettement financier et capitaux propres

Suite à l'acquisition de Groupama Banque (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*), le Groupe distingue dorénavant les activités télécoms et les activités d'Orange Bank (voir notes 1 et 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés). Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles d'Orange Bank, les analyses et commentaires financiers sont scindés

pour refléter ces deux périmètres d'activité. Ainsi, les sections 4.3.4.1 *Situation et flux de trésorerie des activités télécoms* et 4.3.4.2 *Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms* traitent des activités télécoms, et la section 4.3.3.6 *Orange Bank* est dédiée aux activités d'Orange Bank.

4.3.4.1 Situation et flux de trésorerie des activités télécoms

Le tableau simplifié des flux de trésorerie des activités télécoms est présenté dans la note 1.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités télécoms⁽¹⁾
(au 31 décembre, en millions d'euros)

	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
Flux net de trésorerie généré par l'activité	8 961	9 527	8 802
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement ⁽²⁾	(5 057)	(9 406)	(6 352)
dont Acquisitions et produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽³⁾	(8 306)	(6 441)	(5 939)
dont Produit de cession des titres EE (part en numéraire) ⁽⁴⁾	4 481	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(2 004)	(3 924)	(154)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	1 900	(3 803)	2 296
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	4 469	6 758	5 934
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	1 900	(3 803)	2 296
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités ⁽⁵⁾	(102)	1 514	(1 472)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 267	4 469	6 758

(1) Voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés* et note 1.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Dont, en 2014, l'acquisition d'instruments monétaires pour le nantissement en garantie de l'offre relative à Jazztel pour (1 400) millions d'euros.

(3) Nets de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations.

(4) Montant encaissé net des coûts liés à la transaction (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*).

(5) Dont, effet de la constitution en 2014 et de la levée en 2015 du nantissement d'instruments monétaires en garantie de l'offre relative à Jazztel pour (1 501) millions d'euros.

Effet de l'acquisition de Jazztel sur les flux nets de trésorerie en 2014 et 2015

Dans le cadre de l'offre relative à Jazztel (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés), le Groupe a nanti, en 2014, 2,9 milliards d'euros d'instruments monétaires, dont 1,4 milliard d'euros d'actifs financiers courants et 1,5 milliard d'euros de quasi-disponibilités (reclassées en actifs financiers non courants). En 2015, le nantissement a été levé. Cette opération s'est notamment traduite en 2015 dans le tableau des flux de trésorerie consolidés par une variation non monétaire des quasi-disponibilités pour 1,5 milliard d'euros correspondant à l'annulation du transfert des quasi-disponibilités initialement nanties vers les actifs financiers non courants.

4.3.4.1.1 Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)

Le flux net de trésorerie généré par les activités télécoms s'établit à 8 961 millions d'euros en 2016, contre 9 527 millions d'euros en 2015 et 8 802 millions d'euros en 2014.

En 2016, Orange a poursuivi sa politique active de gestion de son besoin en fonds de roulement. Depuis fin 2014, certains fournisseurs clés et Orange ont convenu de la possibilité d'une flexibilité du délai

de paiement qui peut atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures. Le montant des dettes de fournisseurs de biens et services et de fournisseurs d'immobilisations qui ont fait l'objet d'une extension du délai de règlement et qui ont généré à la clôture un effet sur la variation des besoins en fonds de roulement s'établit à environ 320 millions d'euros au 31 décembre 2016, à environ 370 millions d'euros à fin 2015 et à environ 40 millions d'euros à fin 2014 (voir note 5.6 de l'annexe aux comptes consolidés). Par ailleurs, suite à la commercialisation auprès de ses clients d'offres d'achat de téléphones mobiles avec paiement étalé, Orange a mis en place en Espagne en 2015 un programme de cession sans recours de ces créances de paiement différé. Celles-ci sont décomptabilisées du bilan. Les créances cédées ont généré un encaissement anticipé d'environ 185 millions d'euros au 31 décembre 2016 et d'environ 100 millions d'euros au 31 décembre 2015 (voir note 4.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2016, le flux net de trésorerie généré par l'activité des télécoms comprend un montant de 173 millions d'euros lié à l'encaissement des dividendes versés par EE (446 millions d'euros en 2015 et 336 millions d'euros en 2014, voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés* et note 10 de l'annexe aux comptes consolidés).

2016 vs 2015

Évolution du flux net de trésorerie généré par les activités télécoms – 2016 vs 2015

(au 31 décembre, en millions d'euros)

Flux net de trésorerie généré par l'activité en 2015	9 527
Augmentation (diminution) de l'EBITDA	454
Évolution de la variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	(703)
Amende de l'Autorité de la concurrence en France sur le marché de la clientèle Entreprises ⁽²⁾	(700)
Autres	(3)
Diminution (augmentation) des impôts et taxes d'exploitation décaissés	(147)
Diminution (augmentation) des intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés)	42
Diminution (augmentation) de l'impôt sur les sociétés décaissés	(179)
Autres ⁽³⁾	(33)
Flux net de trésorerie généré par l'activité en 2016	8 961

(1) Voir section 8 Glossaire financier.

(2) Voir notes 1.8, 5.2, 5.7 et 16.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Dégradation de 350 millions d'euros du besoin en fonds de roulement en 2016 liée au décaissement de l'amende, après une amélioration de 350 millions d'euros du besoin en fonds de roulement en 2015 liée à la comptabilisation de l'amende en dette à payer.

(3) Dont principalement la variation de la neutralisation des effets non monétaires inclus dans le calcul de l'EBITDA.

Entre 2015 et 2016, le flux net de trésorerie généré par les activités télécoms est en diminution de 566 millions d'euros, et s'explique principalement par l'évolution de la variation du besoin en fonds de roulement (voir section 8 Glossaire financier) pour 703 millions d'euros, qui résulte en grande partie :

- du décaissement, en 2016, de l'amende de 350 millions d'euros de l'Autorité de la concurrence en France pour mise en œuvre de

pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle Entreprises (voir notes 1.8, 5.2, 5.7 et 16.1 de l'annexe aux comptes consolidés) ;

- et du contre-effet, en 2015, de la comptabilisation en dette à payer de cette même amende pour 350 millions d'euros.

2015 vs 2014

Évolution du flux net de trésorerie généré par les activités télécoms – 2015 vs 2014

(au 31 décembre, en millions d'euros)

Flux net de trésorerie généré par l'activité en 2014	8 802
Augmentation (diminution) de l'EBITDA	165
Amende de l'Autorité de la concurrence en France sur le marché de la clientèle Entreprises ⁽¹⁾	(350)
Autres	515
Évolution de la variation du besoin en fonds de roulement	511
Amende de l'Autorité de la concurrence en France sur le marché de la clientèle Entreprises ⁽¹⁾	350
Autres	161
Diminution (augmentation) des intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés)	212
Diminution (augmentation) de l'impôt sur les sociétés décaissés	31
Autres ⁽²⁾	(194)
Flux net de trésorerie généré par l'activité en 2015	9 527

(1) Voir notes 1.8, 5.2, 5.7 et 16.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Dont principalement la variation de la neutralisation des effets non monétaires inclus dans le calcul de l'EBITDA.

Entre 2014 et 2015, la progression de 725 millions d'euros du flux net de trésorerie généré par les activités télécoms s'explique principalement :

- par l'augmentation de 515 millions d'euros de l'EBITDA (hors amende de 350 millions d'euros de l'Autorité de la concurrence en France pour mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle Entreprises, payée en janvier 2016, et sans effet sur le flux net de trésorerie généré par l'activité en 2015, voir notes 1.8, 5.2, 5.7 et 16.1 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et par la diminution de 212 millions d'euros des intérêts décaissés nets et de l'effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés), en raison essentiellement de l'augmentation des dividendes encaissés d'EE et de la baisse des intérêts décaissés nets et de l'effet taux des dérivés net.

Entre 2014 et 2015, l'évolution de la variation du besoin en fonds de roulement pour 511 millions d'euros résulte essentiellement :

- du contre-effet de la forte progression, en 2014, des ventes de terminaux mobiles avec paiement étalé en Espagne (dont le lancement commercial est intervenu au cours du 2^e trimestre 2013), ayant entraîné une hausse importante des créances clients en 2014, en partie compensé par l'effet du lancement des ventes de

terminaux mobiles avec paiement étalé en France, intervenu au 4^e trimestre 2014 ;

- de l'effet, en 2015, de la comptabilisation en dette à payer de l'amende de 350 millions d'euros de l'Autorité de la concurrence en France pour mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle Entreprises (voir notes 1.8, 5.2, 5.7 et 16.1 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et de la poursuite d'une politique active de gestion du besoin en fonds de roulement.

4.3.4.1.2 Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (activités télécoms)

Le flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement des activités télécoms représente un montant négatif de 5 057 millions d'euros en 2016, contre un montant négatif de 9 406 millions d'euros en 2015 et un montant négatif de 6 352 millions d'euros en 2014.

2016 vs 2015

Entre 2015 et 2016, la diminution de 4 349 millions d'euros du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement des activités télécoms s'explique principalement i) par la comptabilisation, en 2016,

de la part en numéraire du produit de cession des titres EE pour 4 481 millions d'euros (montant encaissé net des coûts liés à la transaction, voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*), et ii) par le contre-effet de l'acquisition de Jazztel en 2015 pour 3 306 millions d'euros, iii) en partie compensés :

- par la progression de 1 865 millions d'euros des acquisitions et produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations), en lien i) avec l'acquisition de nouvelles licences de télécommunication (principalement les licences 4G en Pologne et en Égypte en 2016, voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*, et le paiement partiel relatif à

la licence 700 MHz en France acquise en 2015 et dont le règlement est échelonné de 2016 à 2018), et ii) avec la progression des CAPEX entre les deux périodes (voir section 4.3.2.5 *Investissements du Groupe*) ;

- et par les acquisitions de titres de participations (nettes de la trésorerie acquise) réalisées en Afrique en 2016 pour un montant total de 1 120 millions d'euros (Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone, Oasis (Tigo) en République démocratique du Congo, et Cellcom Telecommunications au Liberia, voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*).

2015 vs 2014

Entre 2014 et 2015, l'augmentation de 3 054 millions d'euros du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement des activités télécoms s'explique principalement par l'acquisition de Jazztel en 2015 pour 3 306 millions d'euros.

4.3.4.1.2.1 Acquisitions et produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles

Acquisitions et produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles (nets de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles⁽¹⁾	(8 477)	(7 771)	(6 111)
CAPEX	(6 956)	(6 486)	(5 636)
Licences de télécommunication	(1 521)	(1 285)	(475)
Augmentation (diminution) des dettes de fournisseurs d'immobilisations⁽²⁾	26	1 239	98
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	145	91	74
Total Activités des télécoms	(8 306)	(6 441)	(5 939)

(1) Les investissements financés par location-financement sont sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition (voir section 4.3.2.5 *Investissements du Groupe* et notes 1.3 et 8.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

(2) Dont, en 2015, principalement la comptabilisation de la dette relative à l'acquisition en France de deux blocs de fréquence technologiquement neutres dans la bande 700 MHz pour 954 millions d'euros et dont le règlement est échelonné de 2016 à 2018 (voir notes 8.3 et 8.5 de l'annexe aux comptes consolidés).

4.3.4.1.2.2 Acquisitions et produits de cession de titres de participation

Acquisitions et produits de cession de titres de participation ⁽¹⁾ (nets de la trésorerie acquise ou cédée, au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
Acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise)	(1 274)	(3 465)	(55)
Acquisition de 100 % d'Airtel au Burkina Faso ⁽²⁾	(515)	-	-
Acquisition de 100 % d'Airtel en Sierra Leone ⁽²⁾	(305)	-	-
Acquisition de 100 % d'Oasis (Tigo) en République démocratique du Congo ⁽²⁾	(178)	-	-
Acquisition de 100 % de Cellcom Telecommunication au Liberia ⁽²⁾	(122)	-	-
Acquisition de 100 % de Jazztel	-	(3 306)	-
Acquisition de 9,0 % de Médi Telecom (prise de contrôle)	-	(80)	-
Autres acquisitions	(154)	(79)	(55)
Produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée)	4 588	297	1 076
Produit de cession des titres EE (part en numéraire) ⁽²⁾	4 481	-	-
Produit de cession de 90 % de Dailymotion	-	238	-
Produit de cession de 100 % d'Orange Arménie	-	43	-
Produit de cession de 100 % d'Orange Dominicana	-	-	771
Produit de cession de 20,0 % de Sonaecom ⁽³⁾	-	-	105
Produit de cession de 100 % de Wirtualna Polska	-	-	89
Autres produits de cession	107	16	111
Total Activités télécoms	3 314	(3 168)	1 021

(1) Voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*.

(3) Produit de cession de la participation dans Sonaecom reçu en août 2014, conformément à l'accord de cession signé en septembre 2013.

4.3.4.1.2.3 Autres variations des placements et autres actifs financiers

Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
Placements à la juste valeur (hors quasi-disponibilités)	(345)	389	(33)
Acquisition d'instruments monétaires pour le nantissement en garantie de l'offre relative à Jazztel ⁽¹⁾	-	-	(1 400)
Autres	280	(186)	(1)
Total Activités télécoms	(65)	203	(1 434)

(1) Voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.3.4.1.3 Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (activités télécoms)

Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement des activités télécoms représente un montant négatif de 2 004 millions d'euros en 2016, contre un montant négatif de 3 924 millions d'euros en 2015 et un montant négatif de 154 millions d'euros en 2014.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (au 31 décembre, en millions d'euros)	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
Variation des emprunts non courants⁽¹⁾	744	(3 595)	(3 641)
Émissions d'emprunts non courants	3 411	817	1 460
Remboursements d'emprunts non courants	(2 667)	(4 412)	(5 101)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme⁽¹⁾	90	(101)	(892)
Variation nette des dépôts de cash collateral⁽¹⁾	(888)	1 809	602
Effet de change des dérivés net	201	320	91
Émission de titres subordonnés (nette des frais et primes)⁽²⁾	-	-	5 715
Coupons sur titres subordonnés⁽²⁾⁽³⁾	(291)	(272)	-
Cession (rachat) d'actions propres⁽²⁾	6	31	125
Offre Réservée au Personnel	-	32	70
Autres cessions (rachats)	6	(1)	55
Variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales	(124)	(221)	(14)
Acquisition de 5,0 % d'ECMS en Égypte	-	(210)	-
Augmentation de capital d'Orange Bank ⁽⁴⁾	(65)	-	-
Autres variations	(59)	(11)	(14)
Variations de capital⁽²⁾	113	-	-
Variations de capital des propriétaires de la société mère	113	-	-
Variations de capital des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-
Dividendes versés⁽²⁾	(1 855)	(1 895)	(2 140)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère ⁽³⁾	(1 596)	(1 589)	(1 846)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(259)	(306)	(294)
Total Activités télécoms	(2 004)	(3 924)	(154)

(1) Voir note 11 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir note 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) Voir section 4.3.4.3 *Capitaux propres*.

(4) Voir note 1.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

2016 vs 2015

Entre 2015 et 2016, la diminution de 1 920 millions d'euros du flux net de trésorerie lié aux opérations de financement des activités télécoms résulte principalement i) de l'augmentation de 2 594 millions d'euros des émissions d'emprunts non courants, et ii) de la diminution de 1 745 millions d'euros des remboursements d'emprunts non courants, iii) en partie compensées par l'évolution de la variation nette des dépôts de *cash collateral*, (avec une diminution de 888 millions d'euros en 2016 contre une augmentation de 1 809 millions d'euros en 2015) traduisant, sur 2016, la dégradation de la juste valeur des dérivés, principalement en couverture des emprunts obligataires en devises du Groupe.

2015 vs 2014

Entre 2014 et 2015, l'augmentation de 3 770 millions d'euros du flux net de trésorerie lié aux opérations de financement des activités télécoms s'explique principalement i) par le contre-effet de l'émission, en 2014, de titres subordonnés (instruments comptabilisés en capitaux propres, voir note 13.4 de l'annexe aux comptes consolidés) pour 5 715 millions d'euros, nets des frais et primes, ii) partiellement compensé par l'augmentation de 1 207 millions d'euros des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette (principalement le cash collatéral, voir note 11 de l'annexe aux comptes consolidés), qui traduit l'amélioration en 2015 de la juste valeur des dérivés, principalement en couverture des emprunts obligataires en devise du Groupe.

4.3.4.2 Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.4.3 *Risques financiers*.

4.3.4.2.1 Endettement financier

L'endettement financier net est un agrégat financier non défini par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de cet agrégat et les raisons pour lesquelles le groupe Orange l'utilise, voir la section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*, section 8 *Glossaire financier* et note 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés. L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms est un agrégat financier non défini par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de cet agrégat et les raisons pour lesquelles le groupe Orange l'utilise, voir la section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*.

(au 31 décembre)	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
Endettement financier net⁽¹⁾⁽²⁾	24 444	26 552	26 090
Ratio d'Endettement financier net/EBITDA ajusté des activités télécoms ⁽¹⁾	1,93	2,01	2,09

(1) Voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*.

(2) En millions d'euros.

2016 vs 2015

Entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016, l'endettement financier net diminue de 2 108 millions d'euros.

Évolution de l'endettement financier net – 2016 vs 2015

(au 31 décembre, en millions d'euros)

Endettement financier net au 31 décembre 2015	26 552
EBITDA ajusté des activités télécoms	(12 694)
CAPEX des activités télécoms	6 956
Licences de télécommunication décaissées	1 800
Augmentation (diminution) du besoin en fonds de roulement	428
Amende de l'Autorité de la concurrence en France sur le marché de la clientèle Entreprises ⁽¹⁾	350
Autres	78
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés)	1 109
Impôt sur les sociétés décaissé	906
Autres éléments opérationnels ⁽²⁾	841
Produit de cession des titres EE (part en numéraire) ⁽³⁾	(4 481)
Acquisitions et autres produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie acquise ou cédée) et variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales ⁽⁴⁾	1 191
Coupons sur titres subordonnés ⁽⁵⁾	291
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère ⁽⁵⁾	1 596
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	259
Autres éléments financiers	(310)
Diminution (augmentation) de capital des propriétaires de la société mère ⁽⁶⁾	(113)
Effet net de l'acquisition de 65 % de Groupama Banque (devenue Orange Bank) ⁽⁷⁾	189
Autres ⁽⁸⁾	(386)
Endettement financier net au 31 décembre 2016	24 444

(1) Voir notes 1.8, 5.2, 5.7 et 16.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Principalement i) les décaissements liés aux coûts de restructuration et d'intégration, et ii) la neutralisation des effets non monétaires inclus dans l'EBITDA ajusté.

(3) Montant encaissé net des coûts liés à la transaction (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*).

(4) Principalement les acquisitions d'Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone, d'Oasis (Tigo) en République démocratique du Congo, et de Celcom Telecommunications au Liberia (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants* et section 4.3.4.1 *Situation et flux de trésorerie des activités télécoms*).

(5) Voir section 4.3.4.3 *Capitaux propres* et note 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

(6) Offre Réservee au Personnel (ORP) *Orange Ambition 2016* (voir notes 6.3 et 13.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

(7) Voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*.

(8) Principalement l'effet des couvertures économiques de l'exposition du Groupe en livre sterling et l'effet de change relatif à l'endettement financier net libellé en livre égyptienne.

2015 vs 2014

Entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015, l'endettement financier net augmente de 462 millions d'euros.

Évolution de l'endettement financier net – 2015 vs 2014

(au 31 décembre, en millions d'euros)

Endettement financier net au 31 décembre 2014	26 090
EBITDA ajusté des activités télécoms	(12 418)
CAPEX des activités télécoms	6 486
Licences de télécommunication décaissées	410
Augmentation (diminution) du besoin en fonds de roulement	(275)
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés)	1 151
Impôt sur les sociétés décaissé	727
Autres éléments opérationnels ⁽¹⁾	830
Effet net de l'acquisition de 100 % de Jazztel ⁽²⁾	3 963
Effet net de l'acquisition de la prise de contrôle de Médi Telecom ⁽³⁾	523
Effet net de l'acquisition de la totalité des parts détenues par OTMT dans ECMS ⁽⁴⁾	(65)
Autres acquisitions et produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie acquise ou cédée) et variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales ⁽⁵⁾	(207)
Effet de la levée du nantissement d'instruments monétaires en garantie de l'offre relative à Jazztel ⁽⁶⁾	(2 901)
Coupons sur titres subordonnés ⁽⁶⁾	272
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère ⁽⁶⁾	1 589
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	306
Autres éléments financiers	71
Endettement financier net au 31 décembre 2015	26 552

(1) Principalement i) les décaissements liés aux coûts de restructuration et d'intégration, et aux litiges, et ii) la neutralisation des effets non monétaires inclus dans l'EBITDA ajusté.

(2) Acquisition de 100 % de Jazztel en 2015 (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés) pour 3 306 millions d'euros (nette de la trésorerie acquise) et intégration de l'endettement financier brut (net des placements à la juste valeur) pour 657 millions d'euros.

(3) Prise de contrôle de Médi Telecom, suite à l'acquisition de 9 % du capital en 2015 (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés), pour 80 millions d'euros et intégration de l'endettement financier brut pour 443 millions d'euros.

(4) Extinction de l'engagement d'achat sur les titres ECMS pour (275) millions d'euros partiellement compensée par l'acquisition de la totalité des parts détenues par OTMT dans ECMS en Égypte pour 210 millions d'euros (voir notes 3.2 et 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(5) Voir section 4.3.4.1 *Situation et flux de trésorerie des activités télécoms* et note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

(6) Voir section 4.3.4.3 *Capitaux propres* et note 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.3.4.2.2 Gestion de l'endettement financier et position de liquidité

Les actifs, passifs et résultat financiers hors activités d'Orange Bank ainsi que les informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers hors activités d'Orange Bank sont décrits respectivement dans les notes 11 et 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 31 décembre 2016, les disponibilités et quasi-disponibilités des activités télécoms s'élèvent à 6 267 millions d'euros, et la position de liquidité des activités télécoms s'établit à 14 185 millions d'euros. Au 31 décembre 2016, la position de liquidité des activités télécoms est supérieure aux échéances de remboursement de l'endettement financier brut en 2017 (voir note 12.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

4.3.4.2.3 Exposition aux risques de marché et instruments financiers

Dans le cadre de son activité industrielle et commerciale, Orange est exposé aux risques de marché liés à la gestion du coût de sa dette, aux dépenses opérationnelles en devises et à la valeur de certains éléments d'actifs libellés en devises (titres de participation de sociétés étrangères). Sur la base d'une analyse de son exposition générale aux risques, essentiellement liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, Orange utilise divers instruments financiers dans des limites fixées par le Comité Trésorerie Financement. La politique du groupe Orange n'est pas d'utiliser les instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Au 31 décembre 2016, la notation d'Orange est la suivante :

Notation d'Orange au 31 décembre 2016

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings	Japan Credit Rating
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+	A-
Perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2	

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux marchés financiers, et notamment une évolution de la notation, voir la section 2.4.3 *Risques financiers*.

4.3.4.3 Capitaux propres

Au 31 décembre 2016, l'État détient, directement ou de concert avec Bpifrance Participations, 22,95 % du capital d'Orange SA (voir note 13 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le versement des dividendes par Orange s'établit comme suit (voir note 13.3 de l'annexe aux comptes consolidés) :

- en 2016, versement i) du solde du dividende de 0,40 euro par action au titre de l'exercice 2015, et ii) de l'acompte sur dividende de 0,20 euro par action au titre de l'exercice 2016 ;
- en 2015, versement i) du solde du dividende de 0,40 euro par action au titre de l'exercice 2014, et ii) de l'acompte sur dividende de 0,20 euro par action au titre de l'exercice 2015 ;

La gestion des risques de taux, de change, de liquidité, de crédit et de contrepartie, le risque du marché des actions ainsi que les *covenants* financiers sont décrits dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux marchés financiers, voir la section 2.4.3 *Risques financiers*.

4.3.4.2.4 Évolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange est un élément d'appréciation générale et complémentaire de la politique financière et de la politique de gestion des risques du Groupe, notamment du risque de solvabilité et de liquidité, et ne se substitue pas à une analyse réalisée par des investisseurs. Les agences de notation révisent régulièrement les notations qu'elles attribuent. Tout changement dans la notation pourrait avoir des effets sur le coût des financements futurs ou sur l'accès à la liquidité.

Par ailleurs, la notation est un critère qui, dans certains financements actuels d'Orange, fait varier la rémunération versée à l'investisseur au moyen de clauses de *step-up*⁽¹⁾ (voir note 12.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

S'agissant de l'évolution de la notation d'Orange en 2016, l'agence de notation Standard & Poor's a révisé le 27 janvier 2016 la perspective sur la dette à long terme de Négative à Stable, et a ainsi confirmé sa note sur la dette à long terme à BBB+ ainsi que sa note sur la dette à court terme à A2.

- et en 2014, versement i) du solde du dividende de 0,50 euro par action au titre de l'exercice 2013, et ii) de l'acompte sur dividende de 0,20 euro par action au titre de l'exercice 2014.

En 2015 et 2016, Orange n'a pas exercé son option de report de paiement des coupons afférents aux titres subordonnés de dernier rang émis en 2014 et a donc versé aux porteurs i) en 2016, une rémunération de 291 millions d'euros, et ii) en 2015, une rémunération de 272 millions d'euros (voir note 13.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

La gestion du capital est décrite dans la note 12.7 de l'annexe aux comptes consolidés. L'évolution des capitaux propres est décrite dans le *Tableau des variations des capitaux propres consolidés* et dans la note 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.3.5 Agrégats financiers non définis par les normes IFRS

Dans le présent document, outre les agrégats financiers publiés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*), Orange publie des agrégats financiers non définis par les normes IFRS. Comme détaillé ci-dessous, de telles

données sont présentées en tant que compléments d'information et ne doivent pas être substituées ou confondues avec les agrégats financiers tels que définis par les normes IFRS.

(1) *Step-up* : clause de révision à la hausse du taux d'intérêt du coupon d'un emprunt en cas de dégradation de la notation à long terme d'Orange par les agences de notation, selon des règles définies contractuellement. Cette clause peut également stipuler une révision à la baisse du taux d'intérêt du coupon en cas de d'amélioration de la notation, sans que le taux d'intérêt puisse devenir inférieur au taux initial de l'emprunt.

4.3.5.1 Données à base comparable

Pour permettre aux investisseurs de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de l'exercice écoulé et à retraiter l'exercice précédent dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. Orange fournit le détail des impacts, sur ses indicateurs clés opérationnels, des variations de méthode, de périmètre et de change, permettant ainsi d'isoler l'effet activité intrinsèque. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période

écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de mieux refléter l'évolution organique de l'activité.

Les données à base comparable ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

4.3.5.1.1 Données à base comparable de l'exercice 2015

Les données à base comparable de l'exercice 2015 sont comparables en méthode, périmètre et taux de change, aux données historiques de l'exercice 2016.

4.3.5.1.1.1 Exercice 2015 – Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2015 pour les principales données opérationnelles.

Exercice 2015/Groupe (au 31 décembre, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDA ajusté	EBITDA	CAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques	40 236	12 418	11 277	6 486	144 499
Variations de change⁽¹⁾	(445)	(111)	(109)	(52)	-
Livre égyptienne (EGP)	(242)	(73)	(72)	(15)	-
Zloty polonais (PLN)	(116)	(33)	(32)	(19)	-
Franc guinéen (GNF)	(30)	(16)	(16)	(8)	-
Leone (SLL)	(14)	(2)	(2)	(6)	-
Peso argentin (ARS)	(13)	-	-	-	-
Autres	(30)	13	13	(4)	-
Variations de périmètre et autres variations	878	217	151	335	1 769
Acquisition de Jazztel	478	122	110	236	1 330
Intégration globale de Médi Telecom	241	88	88	65	517
Acquisition d'Oasis (Tigo) au Congo (RDC)	91	(26)	(26)	15	98
Acquisition d'Airtel au Burkina Faso	89	27	27	8	130
Acquisition de Cellcom Telecommunications au Liberia	45	16	16	10	275
Acquisition d'Airtel en Sierra Leone	36	6	6	15	123
Déconsolidation de Dailymotion	(34)	4	(166)	(6)	(107)
Cession de Fime	(28)	(7)	(7)	(3)	(221)
Cession d'Orange Arménie	(24)	(1)	7	(4)	(277)
Autres	(16)	(12)	96	(1)	(99)
Données à base comparable	40 669	12 524	11 319	6 769	146 268

(1) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2015 et les taux de change moyens de l'exercice 2016.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2015 intègrent essentiellement :

- les variations de périmètre (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants* et note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés), avec principalement :
 - l'acquisition de Jazztel (Espagne), suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, prenant effet le 1^{er} janvier 2015 dans les données à base comparable,
 - l'intégration globale de Médi Telecom (Afrique & Moyen-Orient) le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, prenant effet le 1^{er} janvier 2015 dans les données à base comparable. La participation d'Orange dans Médi Telecom était auparavant mise en équivalence,
 - l'acquisition d'Oasis (Tigo) en République démocratique du Congo (Afrique & Moyen-Orient) le 20 avril 2016, prenant effet le 1^{er} mai 2015 dans les données à base comparable,
 - l'acquisition d'Airtel au Burkina Faso (Afrique & Moyen-Orient) le 22 juin 2016, prenant effet le 1^{er} juillet 2015 dans les données à base comparable,
 - l'acquisition de Cellcom Telecommunications au Liberia (Afrique & Moyen-Orient) le 5 avril 2016, prenant effet le 1^{er} avril 2015 dans les données à base comparable,

- l'acquisition d'Airtel en Sierra Leone (Afrique & Moyen-Orient) le 19 juillet 2016, prenant effet le 1^{er} août 2015 dans les données à base comparable,
- la déconsolidation de Dailymotion (Opérateurs internationaux & Services partagés) le 30 juin 2015, suite à la cession de la majorité du capital (80 % le 30 juin 2015 et 10 % le 30 juillet 2015), prenant effet le 1^{er} janvier 2015 dans les données à base comparable,
- la cession de Fime (Entreprises) le 31 mai 2016, prenant effet le 1^{er} juin 2015 dans les données à base comparable,
- la cession d'Orange Arménie (Europe centrale) le 3 septembre 2015, prenant effet le 1^{er} janvier 2015 dans les données à base comparable,
- et l'acquisition de Groupama Banque (devenue Orange Bank, section 4.3.1.3 *Faits marquants*) le 4 octobre 2016, prenant effet le 1^{er} octobre 2015 dans les données à base comparable ;
- et les variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2015 et les taux de change moyens de l'exercice 2016.

4.3.5.1.1.2 Exercice 2015 – Secteurs

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2015 pour les principales données opérationnelles.

Exercice 2015/Secteurs (au 31 décembre, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDA ajusté	EBITDA	CAPEX	Nombre moyen d'employés
France					
Données historiques	19 141	7 075	6 482	3 097	66 765
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	13	22	22	-	-
Données à base comparable	19 154	7 097	6 504	3 097	66 765
Espagne					
Données historiques	4 253	1 068	1 046	864	5 144
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	478	122	110	236	1 330
Acquisition de Jazztel	478	122	110	236	1 330
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	4 731	1 190	1 156	1 100	6 474
Pologne					
Données historiques	2 831	842	820	463	17 703
Variations de change ⁽¹⁾	(117)	(35)	(34)	(19)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	(4)	-	(1)	-	(119)
Données à base comparable	2 710	807	785	444	17 584
Belgique & Luxembourg					
Données historiques	1 235	276	321	193	1 564
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	1 235	276	321	193	1 564
Europe centrale					
Données historiques	1 648	554	546	263	5 246
Variations de change ⁽¹⁾	(6)	(2)	(2)	(1)	-
Variations de périmètre et autres variations	(26)	(1)	7	(4)	(277)
Cession d'Orange Arménie	(26)	(1)	7	(4)	(277)
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	1 616	551	551	258	4 969
Afrique & Moyen-Orient					
Données historiques	4 899	1 667	1 529	922	14 356
Variations de change ⁽¹⁾	(298)	(103)	(102)	(30)	-
Variations de périmètre et autres variations	509	110	233	113	1 247
Intégration globale de Médi Telecom	249	88	88	65	517
Acquisition d'Oasis (Tigo) au Congo (RDC)	91	(26)	(26)	15	98
Acquisition d'Airtel au Burkina Faso	89	27	27	8	130
Acquisition de Cellcom Telecommunications au Liberia	45	16	16	10	275
Acquisition d'Airtel en Sierra Leone	36	6	6	15	123
Autres variations ⁽²⁾	(1)	(1)	122	-	104
Données à base comparable	5 110	1 674	1 660	1 005	15 603
Entreprises					
Données historiques	6 405	932	898	325	20 415
Variations de change ⁽¹⁾	(15)	24	24	(1)	-
Variations de périmètre et autres variations	(39)	(17)	(39)	(4)	(271)
Cession de Fime	(29)	(7)	(7)	(3)	(221)
Autres variations ⁽²⁾	(10)	(10)	(32)	(1)	(50)
Données à base comparable	6 351	939	883	320	20 144
Opérateurs internationaux & Services partagés					
Données historiques	1 915	4	(365)	359	13 306
Variations de change ⁽¹⁾	(14)	5	6	-	-
Variations de périmètre et autres variations	(48)	(13)	(176)	(7)	(279)
Déconsolidation de Dailymotion	(35)	4	(166)	(6)	(107)
Autres variations ⁽²⁾	(13)	(17)	(10)	(1)	(172)
Données à base comparable	1 853	(4)	(535)	352	13 027
Orange Bank					
Données historiques	-	-	-	-	-
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	-	(6)	(6)	-	138
Acquisition de Groupama Banque (devenue Orange Bank)	-	(6)	(6)	-	138
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	-	(6)	(6)	-	138

(1) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2015 et les taux de change moyens de l'exercice 2016.

(2) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs sans incidence au niveau du Groupe.

4.3.5.1.2 Données à base comparable de l'exercice 2014

Les données à base comparable de l'exercice 2014 sont comparables en méthode, périmètre et taux de change, aux données historiques de l'exercice 2015.

4.3.5.1.2.1 Exercice 2014 – Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2014 pour les principales données opérationnelles.

Exercice 2014/Groupe (au 31 décembre, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDA ajusté	EBITDA	CAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques	39 445	12 158	11 112	5 636	151 638
Variations de change⁽¹⁾	429	84	79	54	-
Dollar américain (USD)	228	46	46	17	-
Livre égyptienne (EGP)	117	33	33	22	-
Dinar jordanien (JOD)	71	23	23	9	-
Livre sterling (GBP)	11	(13)	(13)	1	-
Autres	2	(5)	(10)	5	-
Variations de périmètre et autres variations	409	165	(177)	245	(1 208)
Acquisition de Jazztel	480	115	115	235	1 546
Intégration globale de Médi Telecom	239	77	77	53	523
Cession d'Orange Dominicana	(107)	(41)	(289)	(9)	(356)
Revue du portefeuille d'actifs en Afrique de l'Est	(99)	37	72	(26)	(2 016)
Cession d'Almerys	(32)	(1)	(1)	(3)	(228)
Déconsolidation de Dailymotion	(31)	-	-	(4)	(108)
Cession d'Orange Arménie	(12)	-	-	(4)	(140)
Cession de Wirtualna Polska	(4)	(1)	(72)	-	(34)
Intégration globale de Cloudwatt	1	(19)	(19)	3	61
Cession d'Arkadin	-	-	(22)	-	-
Résultat de cession des titres Bull	-	-	(41)	-	-
Autres	(26)	(2)	3	-	(456)
Données à base comparable	40 283	12 407	11 014	5 935	150 430

(1) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2014 et les taux de change moyens de l'exercice 2015.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2014 intègrent essentiellement :

- les variations de périmètre (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés), avec principalement :
 - l'acquisition de Jazztel (Espagne), suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, prenant effet le 1^{er} juillet 2014 dans les données à base comparable,
 - l'intégration globale de Médi Telecom (Afrique & Moyen-Orient) le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, prenant effet le 1^{er} juillet 2014 dans les données à base comparable. La participation d'Orange dans Médi Telecom était auparavant mise en équivalence,
 - la cession d'Orange Dominicana (Europe centrale) le 9 avril 2014, prenant effet le 1^{er} janvier 2014 dans les données à base comparable,
 - la revue du portefeuille d'actifs en Afrique de l'Est (Afrique & Moyen-Orient), avec i) la cession d'Orange Uganda le 11 novembre 2014, et ii) la mise en équivalence de Telkom Kenya le 31 décembre 2014 suite à la constatation de sa perte de contrôle, prenant effet le 1^{er} janvier 2014 dans les données à base comparable,
 - la cession d'Almerys (Entreprises) le 13 avril 2015, prenant effet le 31 mars 2014 dans les données à base comparable,

- la déconsolidation de Dailymotion (Opérateurs internationaux & Services partagés) le 30 juin 2015, suite à la cession de la majorité du capital (80 % le 30 juin 2015 et 10 % le 30 juillet 2015), prenant effet le 30 juin 2014 dans les données à base comparable,
 - la cession d'Orange Arménie (Europe centrale) le 3 septembre 2015, prenant effet le 30 août 2014 dans les données à base comparable,
 - la cession de Wirtualna Polska (Pologne) le 13 février 2014, prenant effet le 1^{er} janvier 2014 dans les données à base comparable,
 - l'intégration globale de Cloudwatt (Entreprises) le 1^{er} avril 2015, suite à sa prise de contrôle, prenant effet le 1^{er} avril 2014 dans les données à base comparable. La participation d'Orange dans Cloudwatt était auparavant mise en équivalence,
 - la cession d'Arkadin (Entreprises) le 21 janvier 2014, prenant effet le 1^{er} janvier 2014 dans les données à base comparable,
 - et le résultat de cession de la participation dans Bull (Opérateurs internationaux & Services partagés) le 18 août 2014, prenant effet le 1^{er} janvier 2014 dans les données à base comparable ;
- et les variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2014 et les taux de change moyens de l'exercice 2015.

4.3.5.1.2.2 Exercice 2014 – Secteurs

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2014 pour les principales données opérationnelles.

Exercice 2014/Secteurs (au 31 décembre, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDA ajusté	EBITDA	CAPEX	Nombre moyen d'employés
France					
Données historiques	19 304	6 989	6 510	2 799	70 719
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	11	11	-	(246)
Données à base comparable	19 304	7 000	6 521	2 799	70 473
Espagne					
Données historiques	3 876	958	958	585	3 825
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	479	114	114	236	1 546
Acquisition de Jazztel	479	114	114	236	1 546
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	4 355	1 072	1 072	821	5 371
Pologne					
Données historiques	2 918	922	994	418	19 094
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	(4)	(1)	(72)	-	(107)
Cession de Wirtualna Polska	(4)	(1)	(72)	-	(34)
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	(73)
Données à base comparable	2 914	921	922	418	18 987
Belgique & Luxembourg					
Données historiques	1 249	274	255	215	1 620
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	1 249	274	255	215	1 620
Europe centrale					
Données historiques	1 760	637	885	279	5 850
Variations de change ⁽¹⁾	(13)	(7)	(7)	(1)	-
Variations de périmètre et autres variations	(122)	(41)	(289)	(14)	(496)
Cession d'Orange Dominicana	(107)	(41)	(289)	(9)	(356)
Cession d'Orange Arménie	(15)	-	-	(5)	(140)
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	1 625	589	589	264	5 354
Afrique & Moyen-Orient					
Données historiques	4 286	1 403	1 367	779	15 666
Variations de change ⁽¹⁾	238	75	75	44	-
Variations de périmètre et autres variations	135	113	149	27	(1 479)
Intégration globale de Médi Telecom	248	77	77	53	523
Revue du portefeuille d'actifs en Afrique de l'Est	(112)	37	72	(26)	(2 016)
Autres variations ⁽²⁾	(1)	(1)	-	-	14
Données à base comparable	4 659	1 591	1 591	850	14 187
Entreprises					
Données historiques	6 299	968	910	325	20 728
Variations de change ⁽¹⁾	200	24	19	11	-
Variations de périmètre et autres variations	(34)	(31)	(52)	-	(190)
Cession d'Almerys	(33)	(1)	(1)	(3)	(228)
Cession d'Arkadin	-	-	(22)	-	-
Intégration globale de Cloudfire	1	(19)	(19)	3	61
Autres variations ⁽²⁾	(2)	(11)	(10)	-	(23)
Données à base comparable	6 465	961	877	336	20 538
Opérateurs internationaux & Services partagés					
Données historiques	1 894	7	(767)	236	14 136
Variations de change ⁽¹⁾	5	(8)	(9)	-	-
Variations de périmètre et autres variations	(54)	-	(37)	(4)	(236)
Déconsolidation de Dailymotion	(32)	-	-	(4)	(108)
Résultat de cession des titres Bull	-	-	(41)	-	-
Autres variations ⁽²⁾	(22)	-	4	-	(128)
Données à base comparable	1 845	(1)	(813)	232	13 900

(1) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2014 et les taux de change moyens de l'exercice 2015.

(2) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs sans incidence au niveau du Groupe.

4.3.5.2 EBITDA ajusté et EBITDA

L'EBITDA ajusté et l'EBITDA sont des indicateurs de performance opérationnelle utilisés par le Groupe pour i) piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

L'EBITDA correspond au résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant perte de

valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, et avant résultat des entités mises en équivalence.

L'EBITDA ajusté correspond à l'EBITDA ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille de titres et d'activités, des coûts de restructuration et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques qui sont systématiquement précisés (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le rapprochement entre l'EBITDA ajusté, l'EBITDA et le résultat net de l'ensemble consolidé est exposé ci-dessous.

	2016			2015			2014		
	Données ajustées	Ajustements de présentation	Compte de résultat consolidé	Données ajustées	Ajustements de présentation	Données historiques Compte de résultat consolidé	Données ajustées	Ajustements de présentation	Données historiques Compte de résultat consolidé
(au 31 décembre, en millions d'euros)									
Chiffre d'affaires	40 918	-	40 918	40 236	-	40 236	39 445	-	39 445
Achats externes	(18 281)	-	(18 281)	(17 697)	-	(17 697)	(17 251)	-	(17 251)
Autres produits opérationnels	732	7	739	588	54	642	657	57	714
Autres charges opérationnelles	(454)	(89)	(543)	(440)	(629)	(1 069)	(367)	(489)	(856)
Charges de personnel	(8 340)	(526)	(8 866)	(8 486)	(572)	(9 058)	(8 531)	(565)	(9 096)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 893)	85	(1 808)	(1 783)	-	(1 783)	(1 795)	-	(1 795)
Résultat de cession de titres et d'activités	-	59	59	-	178	178	-	390	390
Coûts de restructuration et d'intégration	-	(499)	(499)	-	(172)	(172)	-	(439)	(439)
EBITDA ajusté	12 682	(963)	-	12 418	(1 141)	-	12 158	(1 046)	-
Principaux litiges	10	(10)	-	(450)	450	-	(432)	432	-
Charges spécifiques de personnel	(525)	525	-	(572)	572	-	(565)	565	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités	59	(59)	-	53	(53)	-	390	(390)	-
Coûts de restructuration et d'intégration	(499)	499	-	(172)	172	-	(439)	439	-
Autres éléments spécifiques ⁽¹⁾	(8)	8	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA	11 719	-	11 719	11 277	-	11 277	11 112	-	11 112
Dotation aux amortissements	-	-	(6 728)	-	-	(6 465)	-	-	(6 038)
Effets liés aux prises de contrôle	-	-	97	-	-	6	-	-	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	14	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	(772)	-	-	-	-	-	(229)
Perte de valeur des immobilisations	-	-	(207)	-	-	(38)	-	-	(59)
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	(46)	-	-	(38)	-	-	(215)
Résultat d'exploitation	-	-	4 077	-	-	4 742	-	-	4 571
Résultat financier	-	-	(2 097)	-	-	(1 583)	-	-	(1 638)
Impôt sur les sociétés	-	-	(970)	-	-	(649)	-	-	(1 573)
Résultat net des activités poursuivies	-	-	1 010	-	-	2 510	-	-	1 360
Résultat net des activités cédées	-	-	2 253	-	-	448	-	-	(135)
Résultat net de l'ensemble consolidé	-	-	3 263	-	-	2 958	-	-	1 225
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	-	-	2 935	-	-	2 652	-	-	925
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	328	-	-	306	-	-	300

(1) Frais de transaction relatifs aux négociations non abouties avec Bouygues Telecom.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de ces agrégats est pertinente puisqu'elle fournit aux investisseurs les agrégats de pilotage utilisés en interne. L'EBITDA ajusté et l'EBITDA, ou les indicateurs de gestion similaires utilisés par les concurrents d'Orange, sont des indicateurs souvent communiqués et largement utilisés par les analystes, les investisseurs et par les autres intervenants dans l'industrie des télécommunications.

L'EBITDA ajusté et l'EBITDA ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou au flux de trésorerie généré par l'activité.

4.3.5.3 CAPEX

Les dirigeants d'Orange utilisent les CAPEX pour l'allocation des ressources, afin de mesurer l'efficacité opérationnelle de l'utilisation des investissements pour chacun de ses secteurs opérationnels.

Les investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement (dénommés « CAPEX ») correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles hors licences de télécommunication et hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés* (les investissements financés par location-financement sont sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition). Le calcul suivant montre le passage des CAPEX i) aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés*, et ii) aux investissements corporels et incorporels tels que présentés dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
(au 31 décembre, en millions d'euros)			
CAPEX	(6 971)	(6 486)	(5 636)
Licences de télécommunication	(1 521)	(1 285)	(475)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles⁽¹⁾	(8 492)	(7 771)	(6 111)
Investissements financés par location-financement	(91)	(43)	(87)
Investissements corporels et incorporels	(8 583)	(7 814)	(6 198)

(1) Hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations.

Les CAPEX excluent les investissements dans les licences de télécommunication (l'acquisition de ces licences ne relevant pas du suivi quotidien des investissements opérationnels) et les investissements financés par location-financement (sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition). Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de cet agrégat est pertinente puisqu'elle fournit aux investisseurs l'agrégat de pilotage utilisé en interne.

Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4.3.5.4 Endettement financier net

L'endettement financier net est un indicateur de situation financière utilisé par le Groupe. L'endettement financier net est un indicateur souvent communiqué et largement utilisé par les analystes, les investisseurs, les agences de notation et par la plupart des groupes dans tous les secteurs d'activité en Europe.

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (a) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), diminués (b) des dépôts versés de cash collatéral, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie et de couverture d'investissement net, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas (flux de trésorerie futurs, actif net en devise). Les effets des couvertures de ces éléments sont comptabilisés en capitaux propres. En conséquence, les « éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie » sont ajoutés à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle.

La composition de l'endettement financier net est présentée dans la note 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'endettement financier net ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse de l'ensemble des actifs et passifs du Groupe.

4.3.5.5 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms est utilisé par Orange pour mesurer la capacité du Groupe à rembourser sa dette, et plus largement pour mesurer la solidité de sa structure financière. Ce ratio est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms est calculé sur la base de l'endettement financier net du Groupe (voir section 4.3.5.4 *Endettement financier net*) rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms (voir section 4.3.5.2 *EBITDA ajusté et EBITDA*) calculé sur les 12 mois précédents. Comme l'endettement financier net (tel que défini et utilisé par Orange) ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank, pour laquelle ce concept n'est pas pertinent, l'endettement financier net est rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms. Par ailleurs, lors de variations de périmètre affectant significativement l'endettement financier net du Groupe en fin de période, le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms est retraité afin de prendre en compte l'EBITDA ajusté des entités concernées sur les 12 mois précédents.

(au 31 décembre, en millions d'euros)

	2016	2015 données historiques	2014 données historiques
Endettement financier net du Groupe	24 444	26 552	26 090
Endettement financier net d'EE (à 50 %)	-	1 173	1 120
Endettement financier net y compris 50 % d'EE (a)	24 444	27 725	27 210
EBITDA ajusté des activités télécoms	12 694	12 418	12 158
EBITDA ajusté d'EE (à 50 %) ⁽¹⁾	-	1 153	847
EBITDA ajusté de Jazztel au 1 ^{er} semestre 2015	-	109	-
EBITDA ajusté de Médi Telecom au 1 ^{er} semestre 2015	-	95	-
EBITDA ajusté des activités télécoms y compris 50 % d'EE⁽¹⁾, Jazztel et Médi Telecom au 1^{er} semestre 2015 (b)	12 694	13 775	13 005
Ratio d'Endettement financier net/EBITDA ajusté des activités télécoms⁽¹⁾ (a/b)	1,93	2,01	2,09

(1) En 2014, EBITDA ajusté d'EE hors coûts de restructuration de 336 millions de livres sterling (à 100 %), soit 208 millions d'euros (à 50 %) relatifs au réseau de distribution partenaire « Phones 4u » suite à son placement sous administration judiciaire.

S'agissant de la prise en compte de 50 % d'EE jusqu'au 31 décembre 2015 :

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms intègre 50 % de l'endettement financier net d'EE et 50 % de l'EBITDA ajusté d'EE jusqu'au 31 décembre 2015 (en raison de la cession d'EE le 29 janvier 2016, voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*).

À partir de la constitution d'EE le 1^{er} avril 2010 et jusqu'à sa cession le 29 janvier 2016 (voir section 4.3.1.3 *Faits marquants*), les comptes consolidés d'Orange n'intégraient plus la contribution dans l'EBITDA ajusté des activités du Groupe au Royaume-Uni (correspondant précédemment à Orange au Royaume-Uni) de la même manière que si ces activités avaient été cédées. En revanche, la constitution d'EE avait été réalisée sans la contrepartie en numéraire qui aurait été perçue dans le cadre d'une cession et qui serait venue réduire l'endettement financier net du Groupe à due concurrence. Ainsi,

compte tenu des conditions de la constitution de la co-entreprise, telles que décrites ci-dessus, les dirigeants d'Orange estimaient que l'intégration de 50 % d'EE dans le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms reflétait mieux la substance économique du Groupe pour la présentation de ce ratio.

S'agissant de la prise en compte de l'EBITDA ajusté de Jazztel et Médi Telecom du premier semestre 2015 :

Comme l'endettement financier net de Jazztel et de Médi Telecom est intégré dans l'endettement financier net du Groupe au 31 décembre 2015 (suite à leur intégration globale le 1^{er} juillet 2015), le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms au 31 décembre 2015 intègre l'EBITDA ajusté de ces sociétés pour le premier semestre 2015 afin de prendre en compte leur EBITDA ajusté sur 12 mois.

4.3.6 Informations complémentaires

Engagements contractuels non comptabilisés

Les engagements contractuels non comptabilisés sont décrits dans les notes 14 et 15.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.4 Événements récents

Le 2 mars 2017, Orange a annoncé le lancement d'un emprunt obligataire de 750 millions d'euros à échéance septembre 2023 avec un coupon de 0,75 % et d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance septembre 2027 avec un coupon de 1,50 %.

En outre, compte tenu des nouveaux contrats d'achat de terminaux mobiles signés au cours du premier trimestre 2017, le montant total des engagements d'achat de terminaux est estimé à environ 3,7 milliards d'euros sur les trois prochaines années.

4.5 Perspectives d'avenir

Orange se fixe comme objectif pour l'exercice 2017 un EBITDA ajusté supérieur à celui réalisé en 2016 en données à base comparable, porté par la forte dynamique commerciale que soutiennent les investissements, et la poursuite des efforts de transformation de la structure de coûts.

Le Groupe maintient l'objectif d'un ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms (voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*) autour de 2 à moyen terme pour préserver la solidité financière d'Orange et sa capacité d'investissement. Dans ce cadre, le Groupe maintient une politique d'acquisition sélective et créatrice de valeur en se concentrant sur les marchés sur lesquels il est déjà présent.

Pour plus d'informations sur les perspectives d'avenir au-delà de 2017, voir la section 2.3 *La stratégie du groupe Orange*.

Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque*. Voir également les indications sous le titre *Indications prospectives* au début du document de référence.

4.6 Politique de distribution des dividendes

Orange a distribué un dividende de 0,60 euro par action au titre de l'exercice 2015.

Au titre de l'exercice 2016, l'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017 statuera sur la distribution d'un dividende de 0,60 euro par action. Compte tenu du versement d'un acompte de 0,20 euro le 7 décembre 2016, le solde du dividende s'élèvera, sous réserve d'approbation par l'assemblée, à 0,40 euro par action et sera payé en numéraire le 14 juin 2017, la date de détachement étant fixée au 12 juin 2017 et la date d'enregistrement au 13 juin 2017.

Au titre de l'exercice 2017, le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires le versement d'un dividende

de 0,65 euro par action. Cette augmentation du dividende de 5 centimes d'euro reflète l'amélioration de la rentabilité du Groupe amorcée en 2015 et clairement confirmée par les résultats 2016. Elle exprime également la confiance que le Groupe porte dans la poursuite de cette dynamique et la recherche permanente d'un bon équilibre entre le financement des investissements nécessaires au développement de l'activité du Groupe, le partage de la valeur avec les salariés et la rémunération des actionnaires.

Le conseil a par ailleurs annoncé son intention de verser un acompte sur le dividende de l'exercice 2017 de 0,25 euro par action qui devrait être payé en décembre 2017.

4.7 Comptes annuels d'Orange SA

4.7.1 États financiers et notes annexes aux comptes

Les comptes annuels d'Orange SA clos le 31 décembre 2016 ont été arrêtés par le Conseil d'administration lors de sa séance du 22 février 2017 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017.

États financiers

Compte de résultat

(en millions d'euros)

	Note	2016	2015
Chiffre d'affaires	2.1	23 390	23 603
Production immobilisée		1 817	1 698
Autres produits et transferts de charge		972	844
Reprises de provisions		217	238
Total produits d'exploitation		26 396	26 383
Consommations matériels et marchandises		(2 356)	(2 301)
Autres achats et charges externes		(8 483)	(8 349)
Impôts, taxes et versements assimilés	2.2	(1 187)	(1 148)
Charges de personnel	2.3	(6 508)	(6 545)
Autres charges d'exploitation		(725)	(734)
Dotations aux amortissements		(3 231)	(3 145)
Dotations aux provisions		(185)	(237)
Total charges d'exploitation		(22 675)	(22 459)
Résultat d'exploitation		3 721	3 924
Produits financiers		3 482	4 140
Reprises de provisions		1 514	2 659
Total produits financiers		4 996	6 799
Intérêts et autres charges		(3 979)	(4 219)
Dotations aux provisions		(1 339)	(810)
Total charges financières		(5 318)	(5 029)
Résultat financier	2.4	(322)	1 771
Résultat courant avant impôt sur les sociétés		3 399	5 694
Produits exceptionnels		1 541	5 151
Charges exceptionnelles		(2 266)	(6 010)
Résultat exceptionnel	2.5	(725)	(859)
Participation des salariés		(146)	(160)
Impôt sur les sociétés	2.6	(200)	(169)
Résultat de l'exercice		2 328	4 506

Bilan actif

		31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Note	Amortis- sements et Brut dépréciations		Net	Net
(en millions d’euros)					
Actif immobilisé					
Immobilisations incorporelles	3.1	31 349	(4 312)	27 037	28 735
Immobilisations corporelles	3.1	56 306	(41 892)	14 414	13 735
Immobilisations financières	3.2	48 951	(10 957)	37 994	43 850
Total de l’actif immobilisé (a)		136 606	(57 161)	79 445	86 320
Actif circulant					
Stocks		424	(16)	407	324
Créances clients et comptes rattachés		2 529	(265)	2 264	2 402
Autres créances	3.3	1 524	(10)	1 514	1 441
Valeurs mobilières de placement	3.4	5 420	-	5 420	3 314
Disponibilités	3.4	1 414	-	1 414	1 490
Charges constatées d’avance	3.5	1 013	-	1 013	1 142
Total de l’actif circulant (b)		12 324	(291)	12 032	10 113
Écart de conversion actif (c)	3.6	1 117	-	1 117	1 513
Total de l’actif (a + b + c)		150 047	(57 452)	92 594	97 946

Bilan passif

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Capitaux propres			
Capital social		10 640	10 596
Prime d'émission		15 799	15 735
Réserve légale		1 064	1 059
Report à nouveau		4 730	1 820
Résultat		2 328	4 506
Subventions d'investissement		523	541
Provision pour investissement		-	133
Amortissements dérogatoires		1 498	1 265
Total des capitaux propres (a)	4.1	36 582	35 655
Autres fonds propres (b)	4.2	6 921	7 164
Provisions pour risques et charges (c)	4.3	4 325	4 539
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées	4.4	30 128	30 007
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 305	5 681
Autres dettes	4.6	5 983	11 777
Produits constatés d'avance	4.7	2 420	2 364
Total des dettes et produits constatés d'avance (d)		43 836	49 829
Écart de conversion passif (e)	3.6	930	759
Total du passif (a + b + c + d + e)		92 594	97 946

Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)

	Note	2016	2015
Flux de trésorerie lié à l'activité			
Résultat de l'exercice		2 328	4 506
<i>Éléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</i>			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ⁽¹⁾		3 203	3 145
Moins-values (plus-values) sur cession d'actifs		(91)	(33)
Variations des provisions et autres éléments non monétaires		(213)	(2 218)
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>			
Diminution/(augmentation) des stocks		(74)	10
Diminution/(augmentation) des créances clients		150	(197)
Effet net des cessions de créances commerciales		-	(500)
Diminution/(augmentation) des autres créances		145	(403)
Augmentation/(diminution) des dettes fournisseurs (hors immobilisations)		(162)	92
Augmentation/(diminution) des autres dettes ⁽²⁾		(721)	1 098
Variation des écarts de conversion	3.6	164	(79)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		4 729	5 421
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
Acquisition de licences	3.1.1	-	(955)
Autres acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(3 976)	(3 670)
Augmentation/(diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations ⁽³⁾		(205)	1 072
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels		322	189
Souscription à l'augmentation de capital d'Orange Participations	3.2	(875)	(2 622)
Autres acquisitions et (augmentations)/réductions de capital de filiales et de participations ⁽⁴⁾		8 697	(6)
Variation des dettes sur titres		(9)	-
Autres produits de cession des titres de participation		6	34
Cession d'actions propres – Offre Réservée au Personnel (Cap'Orange)		-	32
Nantissement d'actifs financiers en garantie de l'offre Jazztel		-	2 899
Diminution/(augmentation) des autres immobilisations financières		(337)	(83)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement		3 623	(3 110)
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement			
Émission d'emprunts à long terme		3 380	449
Remboursement d'emprunts à long terme		(1 944)	(3 162)
Augmentation/(diminution) des emprunts à court terme		(215)	485
Variation des dépôts de <i>cash collateral</i>		(888)	1 809
Contribution des actionnaires ayant souscrit à l'Offre Réservée au Personnel (Orange Ambition)	4.1.1	113	-
Rachat partiel de TDIRA		-	(200)
Dividendes versés	4.1.3	(1 596)	(1 589)
Variation des comptes courants Groupe	3.3 et 4.6	(5 173)	(1 234)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement		(6 323)	(3 442)
Variation nette de trésorerie		2 029	(1 131)
Trésorerie à l'ouverture		4 804	5 935
Trésorerie à la clôture		6 833	4 804

(1) Y compris reprises de subventions et provisions nettes.

(2) Dont, en 2015, amende au titre du litige concurrence marché Entreprises réglé en 2016 (voir note 6 *Litiges*).

(3) Dont, en 2015, dette relative aux blocs de fréquence 700 MHz (voir note 3.1.1 *Immobilisations incorporelles*).

(4) Dont, en 2016, réduction de capital d'Orange Telecommunications Group Limited pour 8 806 millions d'euros (voir note 3.2 *Immobilisations financières*).

Annexe aux comptes annuels d'Orange SA

Sommaire détaillé des notes

Note 1	Description de l'activité et du statut	245
Note 2	Notes sur le compte de résultat par nature	245
Note 3	Notes sur le bilan actif	248
Note 4	Notes sur le bilan passif	253
Note 5	Obligations contractuelles et engagements hors bilan	261
Note 6	Litiges	263
Note 7	Transactions avec les entreprises et les parties liées	265
Note 8	Événements postérieurs à la clôture	265
Note 9	Principes d'établissement des états financiers	265
Note 10	Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction	270

Note 1 Description de l'activité et du statut

Orange SA (« la Société ») est la société mère du groupe Orange (« le Groupe »). Elle exerce à la fois une activité opérationnelle et une activité de financement des filiales du groupe Orange. La Société propose à ses clients, particuliers et entreprises, et aux autres opérateurs de télécommunication, une gamme étendue de services couvrant les communications fixes et mobiles, la transmission de données, l'Internet et le multimédia, ainsi que d'autres services à valeur ajoutée.

Orange SA est soumise à la législation française sur les sociétés anonymes, sous réserve des lois spécifiques la régissant, notamment la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service

public de la poste et des télécommunications, et l'ordonnance n°2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique, et à ses statuts.

Les activités de la Société sont régies par ailleurs par des directives de l'Union européenne et par le Code français des postes et des communications électroniques.

Orange SA est cotée depuis 1997 sur Euronext Paris (symbole ORA) et sur le New York Stock Exchange (symbole ORAN).

Note 2 Notes sur le compte de résultat par nature

2.1 Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)

	2016	2015
Services mobiles	7 152	7 442
Ventes d'équipements mobiles	784	751
Services fixes	14 484	14 436
Téléphonie fixe des postes d'abonnés	2 850	3 128
Services haut débit	4 758	4 536
Services aux opérateurs	4 108	4 034
Transports de données	2 768	2 738
Autres revenus	970	974
Total	23 390	23 603

Le chiffre d'affaires des « Services Mobiles » comprend les revenus :

- des services facturés aux clients (services de voix et de données, contenus, services vocaux surtaxés, *Machine to Machine*, assistance client et options assurance et sécurité) ;
- des services facturés aux autres opérateurs (terminaisons d'appels des services de voix et de données, itinérances nationale et internationale, partage de réseaux et prestations fournies aux MVNO).

Le chiffre d'affaires des « Ventes d'équipements mobiles » comprend les revenus des ventes de terminaux mobiles subventionnés et non subventionnés.

Le chiffre d'affaires des « Services Fixes » comprend les revenus :

- de la téléphonie fixe des postes d'abonnés (frais d'accès au service, abonnements de base et services complémentaires, communications téléphoniques) ;
- des services haut débit (accès ADSL et fibre optique ; Voix sur IP ; TV numérique *via* l'ADSL, la fibre optique ou le satellite ; location de terminaux haut débit ; assistance client ; contenus TV) ;

- des services aux opérateurs (interconnexion nationale, dégroupage de lignes téléphoniques, vente en gros d'accès ADSL, fibre optique avec notamment les revenus liés au cofinancement, vente en gros d'abonnements téléphoniques, services aux opérateurs internationaux) ;
- du transport de données (liaisons louées, réseaux d'entreprises, services aux entreprises, prestations fournies aux Réseaux d'Initiative Publique).

Le chiffre d'affaires des « Autres revenus » regroupe pour l'essentiel les produits issus :

- des ventes d'accessoires mobiles ;
- des ventes et de la location d'équipements des services fixes ;
- des services de renseignements et de la publicité en ligne ;
- des divers autres produits et services facturés aux clients ;
- des divers autres revenus, notamment les prestations facturées aux filiales du groupe Orange.

2.2 Impôts, taxes et versements assimilés

(en millions d'euros)

	2016	2015
Contribution économique territoriale, IFER ⁽¹⁾ et assimilés	(769)	(773)
Autres impôts (taxe COSIP et autres taxes)	(418)	(375)
Total	(1 187)	(1 148)

(1) Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux.

2.3 Charges de personnel

(en millions d'euros)

	2016	2015
Effectif moyen (équivalent temps plein)^{(1) (2)}	76 301	80 741
Salaires et charges	(6 508)	(6 545)
dont		
– Traitements et salaires	(4 222)	(4 277)
– Charges sociales ⁽³⁾	(1 896)	(1 936)
– Provision pour intéressement de l'exercice	(191)	(175)
– Versements au Comité d'entreprise	(115)	(114)
– Autres charges ⁽⁴⁾	(84)	(43)

(1) Dont 50 % de fonctionnaires de l'État français (56 % au 31 décembre 2015).

(2) Réparti de la façon suivante :

- cadres supérieurs et cadres : 51 % ;
- employés, techniciens et agents de maîtrise : 49 %.

(3) Le montant de la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 772 millions d'euros et concerne principalement la contribution à caractère libératoire au régime de retraite des agents fonctionnaires d'Orange SA dont le taux est passé de 50,40 % en 2015 à 50,05 % en 2016.

(4) Dont 88 millions d'euros de Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) au titre de l'exercice 2016 (94 millions d'euros pour 2015) : en 2016, le CICE a permis à la Société d'augmenter les recrutements en lien avec le déploiement de sa stratégie et l'accompagnement de sa transformation digitale, et de maintenir voire d'accroître ses hauts niveaux d'investissement dans le haut débit, la fibre et la 4G.

2.4 Résultat financier

(en millions d'euros)

	Note	2016	2015
Dividendes reçus	3.2	798	1 284
Orange Telecommunications Group Limited		600	1 100
FTIMMO H		73	13
Orange Caraiibe		60	61
Orange Polska		39	83
Autres		26	27
Revenus sur valeurs mobilières de placement		7	23
Revenus sur créances rattachées et comptes courants		78	40
Intérêts sur emprunts		(1 216)	(1 327)
Variation des provisions pour désactualisation		(19)	(21)
Intérêts sur autres fonds propres ⁽¹⁾		(307)	(333)
Intérêts des instruments dérivés		162	179
Gains et pertes de change nets		(15)	43
Variation des dépréciations sur titres de participation	3.2	82	1 801
Atlas Services Belgium		1 449	2 305
Orange Participations		(733)	71
Orange Telecommunications Group Limited		(45)	-
Orange Polska		(618)	(606)
Globecast Holding		28	4
FTMI		(8)	26
Rimcom		2	(29)
Autres (variations nettes)		7	30
Variation nette des provisions sur risques financiers		115	76
Autres produits et charges et variations des autres provisions		(7)	6
Total		(322)	1 771

(1) Dont (279) millions d'euros d'intérêts sur titres subordonnés au titre de l'exercice 2016, contre (299) millions d'euros en 2015.

2.5 Résultat exceptionnel

(en millions d'euros)

(en millions d'euros)	Note	2016	2015
Temps Partiel Senior	4.3	(523)	(535)
Provision pour risques sur baux immobiliers		(72)	41
Cessions, variations de provisions et autres éléments exceptionnels ⁽¹⁾		(30)	(282)
Variation des provisions réglementées		(100)	(83)
Total		(725)	(859)

(1) Dont, en 2015, amende au titre du litige concurrence marché Entreprises de (350) millions d'euros (voir note 6 Litiges) ; par ailleurs, la cession des titres Jazztel à Atlas Services Belgium (ASB) a été sans incidence sur le résultat : la charge liée à la sortie de la valeur brute des titres Jazztel de (3 398) millions d'euros a été compensée par le produit de cession, pour le même montant, de ces mêmes titres (voir note 3.2 Immobilisations financières).

2.6 Impôt sur les sociétés

(en millions d'euros)

	2016	2015
Produit/(charge) d'impôt sur les bénéfices, net du produit d'intégration fiscale	(200)	(169)

Charge d'impôt

Au 31 décembre 2016, Orange SA constate une charge nette d'impôt sur les sociétés, après imputation des déficits fiscaux reportables dans la limite de 50 % du résultat imposable, de 200 millions d'euros. Ce montant est composé principalement de la charge d'impôt sur les sociétés de 360 millions d'euros et du produit d'intégration fiscale de 97 millions d'euros définitivement acquis à Orange SA, société mère du groupe fiscalement intégré. Orange SA a opté pour le régime de l'intégration fiscale du Groupe qu'elle constitue avec ses filiales. Le groupe fiscal ainsi constitué comprend 78 sociétés au 31 décembre 2016 (77 sociétés au 31 décembre 2015).

La hausse de la charge d'impôt s'explique principalement par l'augmentation du résultat imposable du groupe d'intégration fiscale France.

L'allègement net de la charge future d'impôt pour Orange SA (hors déficits reportables), basé sur un taux de 34,43 %, représente un montant de 893 millions d'euros au 31 décembre 2016 (978 millions d'euros au 31 décembre 2015), lié notamment à la provision pour avantages au personnel. Cet allègement interviendra principalement sur la période allant de 2017 à 2025.

Le montant des déficits reportables du groupe d'intégration fiscale s'élève au 31 décembre 2016 à 872 millions d'euros, contre 1 413 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Évolution des contentieux et contrôles fiscaux

Contrôles fiscaux

Orange SA a fait l'objet de contrôles fiscaux portant sur les exercices 2010 à 2013, dont les redressements n'ont pas d'incidences comptables significatives sur les comptes de la Société. Actuellement, Orange SA fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'exercice 2014.

Contentieux sur la quote-part de frais et charges

Orange SA avait déposé des réclamations relatives à la quote-part de frais et charges (QPFC) de 5 % imposée sur les dividendes reçus de sociétés membres de l'Union européenne pour les exercices 2008 à 2014.

En 2016, les décisions favorables du Tribunal de Montreuil rendues pour les exercices 2008 à 2014 ont permis d'ajuster à la hausse les déficits reportables disponibles pour un montant de 518 millions d'euros.

L'ensemble des procédures au titre de ce contentieux sont désormais closes.

Contentieux en cours au titre des exercices 2000-2005

Dans le cadre de l'absorption de COGECOM par Orange SA et, suite à une décision défavorable du Tribunal de Montreuil en date du 4 juillet 2013 déclenchant la mise en paiement des montants réclamés par l'Administration fiscale, Orange SA avait procédé en 2013 au paiement du solde des droits et intérêts de retard réclamés pour un montant total de 2 146 millions d'euros.

Les principaux développements au cours de l'année 2016 des procédures contentieuses engagées devant la Cour administrative d'appel de Versailles ont été les suivants :

– au titre de l'exercice 2005 :

- dans un arrêt du 18 février 2016, contrairement aux conclusions du rapporteur public, la Cour administrative d'appel de Versailles a confirmé le jugement du 4 juillet 2013. La Société a alors saisi le Conseil d'État le 18 avril 2016 afin de statuer sur le fond,
- par un arrêt en date du 5 décembre 2016, le Conseil d'État a cassé l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Versailles du 18 février 2016 et renvoyé le contentieux devant la même Cour, en validant le motif invoqué par la Société, à savoir la règle de l'intangibilité du bilan d'ouverture du premier exercice non prescrit.

Une issue favorable de ce contentieux se traduirait par un produit d'impôt courant de 2 146 millions d'euros (hors intérêts moratoires) ;

– au titre des exercices 2000-2004 :

le contentieux est toujours en cours et n'est pas susceptible d'avoir des conséquences négatives sur les états financiers en cas d'issue défavorable pour la Société.

Contentieux sur la taxe de 3 % sur les dividendes

La Société a également engagé un contentieux au titre de la taxe de 3 % sur les dividendes, contestant la constitutionnalité de cette mesure en respect des directives européennes. Une issue favorable de ce contentieux se traduirait par un produit d'impôt courant d'environ 220 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Note 3 Notes sur le bilan actif

3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

3.1.1 Immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)

	2016	2015
Valeur nette en début de période	28 735	27 865
Acquisition d'immobilisations incorporelles	906	1 833
<i>dont licences⁽¹⁾</i>	-	955
<i>dont marques, brevets et logiciels</i>	738	631
<i>dont frais de développement</i>	94	212
Dotations aux amortissements et dépréciations	(1 042)	(1 020)
Autres effets ⁽²⁾	(1 562)	57
Valeur nette en fin de période	27 037	28 735

(1) Correspond à l'acquisition en 2015 de blocs de fréquence au sein de la bande 700 MHz et aux frais de réaménagement du spectre, dont le paiement est échelonné de 2016 à 2018.

(2) Dont (1 567) millions d'euros de malis techniques de fusion reclassés en 2016 en titres de participations (voir notes 3.2 *Immobilisations financières* et, dans les principes comptables, les notes 9.1.3 *Immobilisations incorporelles* et 9.1.6 *Immobilisations financières*).

	31 décembre 2016			Valeur nette
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Dépréciations	
(en millions d'euros)				
Frais de développement	876	(395)	-	481
Concessions, droits similaires, brevets, licences, marques, logiciels	7 189	(2 949)	(16)	4 224
<i>dont licences</i>	3 468	(1 076)	(16)	2 375
Fonds de commerce	22 787	(58)	(647)	22 082
<i>dont malis de fusion</i>	22 629	-	(550)	22 079
Autres immobilisations incorporelles	497	(237)	(10)	250
Total	31 349	(3 639)	(673)	27 037

3.1.2 Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)

	2016	2015
Valeur nette en début de période	13 735	13 202
Acquisition d'immobilisations corporelles	3 089	2 791
<i>dont constructions</i>	218	210
<i>dont installations techniques</i>	2 446	2 304
Cessions	(193)	(114)
Dotations aux amortissements et dépréciations	(2 245)	(2 179)
Autres effets	28	35
Valeur nette en fin de période	14 414	13 735

	31 décembre 2016			Valeur nette
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Dépréciations	
(en millions d'euros)				
Constructions	5 547	(4 195)	(8)	1 344
Installations techniques, matériels et outillages industriels	46 417	(35 285)	(1)	11 131
Autres immobilisations corporelles	4 342	(2 171)	(232)	1 939
Total	56 306	(41 651)	(241)	14 414

3.2 Immobilisations financières

(en millions d'euros)

	Note	2016	2015
Valeur nette en début de période		43 850	43 389
Augmentations		2 902	6 124
Diminutions		(8 840)	(7 515)
Dotations aux dépréciations	2.4	(1 405)	(638)
Reprises de dépréciations	2.4	1 487	2 490
Valeur nette en fin de période		37 994	43 850

Les mouvements des immobilisations financières en valeurs brutes sur l'exercice 2016 sont principalement liés aux événements suivants :

- la réaffectation de malis techniques aux titres Orange Telecommunications Group Limited (OTGL), Orange Brand Services Limited (OBSL) et France Télécom Mobile International (FTMI) pour un montant global de 1 567 millions d'euros (voir note 3.1.1 Immobilisations incorporelles);
- la souscription aux augmentations de capital d'Orange Participations pour un montant de 875 millions d'euros afin de financer notamment l'achat de titres dans la zone MEA;
- le prêt accordé à Orange Middle East and Africa (OMEA), holding porteuse des activités du groupe dans la zone MEA, pour le financement de ses filiales (325 millions d'euros);
- le remboursement d'apport reçu d'OTGL pour 8 806 millions intervenu dans le cadre de la restructuration du périmètre au Royaume-Uni suite à la cession des titres EE.

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016		
	Valeur brute	Dépréciations cumulées	Valeur nette
Titres de participation	48 216	(10 955)	37 261
Dépôts versés de <i>cash collateral</i> ⁽¹⁾	77	-	77
Autres immobilisations financières	658	(2)	656
Total	48 951	(10 957)	37 994

(1) Les dépôts reçus de *cash collateral* (541 millions d'euros au 31 décembre 2016) figurent en emprunts à court terme (voir note 4.4.1 Échéancier de l'endettement financier brut, disponibilités et valeurs mobilières de placement).

Titres de participation

Inventaire des titres de participation

(en millions d'euros)

	Capital social	Autres capitaux propres ⁽¹⁾	Quote-part de capital détenue	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2016		Chiffres d'affaires au 31/12/2016	Résultat du dernier exercice clos ⁽²⁾	Dividendes encaissés par Orange en 2016	Prêts et avances consentis par Orange
				Brute	Nette				
Filiales (détenues à + de 50 %)									
Atlas Services Belgium	19 618	2 477	100 %	26 791	25 537	Na	(18)	-	-
Orange Participations	6 047	(331)	100 %	8 531	5 952	Na	(464)	-	-
Orange Polska	893	1 789	50,67 %	6 335	1 066	2 579	32	39	-
Orange Brand Services Limited	1 052	3 195	100 %	3 153	3 153	477	211	-	-
FTMI	22	18	100 %	1 307	170	Na	(3)	-	-
Orange Participations US	440	(375)	100 %	440	64	Na	1	-	-
Rimcom	147	65	100 %	310	206	Na	17	7	-
Orange Telecommunications Group limited	9	257	100 %	304	259	Na	185	600	-
FTIMMO H	266	119	100 %	267	267	169	58	73	-
Network Related Services	86	96	100 %	245	245	15	5	-	-
Globecast Holding	19	(12)	100 %	212	35	Na	(12)	-	-
Orange Digital Investment	111	17	100 %	137	127	Na	(2)	-	-
Nordnet	0	18	100 %	90	90	68	11	11	-
Autres Titres	Na	Na	Na	75	75	Na	Na	68	-
Total Filiales				48 197	37 246			798	-
Participations (inférieures à 50 %)									
Autres Titres	Na	Na	Na	19	15	Na	Na	0	-
Total participations				19	15			0	-
Total filiales et participations				48 216	37 261			798	-

(1) Inclut le résultat au 31/12/2016.

(2) Données non encore arrêtées par les Conseils d'administration.

Valeurs d'utilité des titres de participation

Les valeurs d'utilité des titres de participation sont constituées des valeurs d'entreprise estimées des entités constitutives des participations diminuées de leurs endettements nets (ou augmentées de leurs liquidités nettes), calculées dans leur devise et converties au taux de clôture en euros :

- la valeur d'utilité des titres Atlas Services Belgium (ASB) est constituée des quotes-parts des valeurs d'utilité de ses filiales opérationnelles directes et indirectes augmentées des liquidités détenues par ASB et ses holdings intermédiaires. Elle comprend notamment les activités en Espagne, en Roumanie (détenue à 99 %), en Slovaquie, et en Belgique (détenue à 53 %). Elle est également constituée de la valorisation des titres cotés BT Group plc (détenus à 4 %), acquis en janvier 2016 auprès d'Orange Telecommunications Group Limited (OTGL) ;
- la valeur d'utilité des titres Orange Participations est constituée des quotes-parts des valeurs d'utilité de ses filiales opérationnelles directes et indirectes augmentées des liquidités détenues par Orange Participations et ses holdings intermédiaires. Elle comprend principalement les activités exercées dans la zone Afrique et Moyen-Orient, regroupées au sein de la holding intermédiaire Orange Middle East and Africa (OMEA), en Égypte, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Maroc, au Cameroun, au Mali, en Jordanie, et dans les nouveaux pays dans lesquels le Groupe s'est implanté en 2016 (Burkina Faso, Sierra Leone et Liberia). Elle est également constituée de la valorisation des titres Groupama Banque, devenue Orange Bank ;
- la valeur d'utilité des titres Orange Polska est constituée de la quote-part détenue par Orange SA (50,7 %) dans la valeur d'entreprise de la Pologne diminuée de l'endettement net du groupe Orange Polska ;
- la valeur d'utilité des titres Orange Brand Services Limited (OBSL) est constituée de la valeur d'utilité de la marque Orange augmentée des liquidités détenues par OBSL ;
- la valeur d'utilité des titres OTGL est uniquement constituée à fin 2016 des liquidités détenues par OTGL. En effet, suite aux trois événements suivants : cession par OTGL des titres EE, rémunérée pour partie en numéraire, pour partie en titres BT Group plc (cédés ensuite à ASB au coût d'entrée dans le patrimoine d'OTGL), liquidation de sa filiale Orange Global Limited (voir note 4.6 *Autres Dettes*) et remboursement d'apport pour 8 806 millions d'euros, l'actif net d'OTGL correspond essentiellement au 31 décembre 2016 à un compte courant vis-à-vis d'Orange SA.

Hypothèses clés utilisées pour la détermination des valeurs d'utilité

Les hypothèses clés opérationnelles utilisées pour la détermination des valeurs d'utilité sont communes à tous les secteurs d'activités du Groupe. Parmi ces hypothèses clés figurent :

- celles sur le chiffre d'affaires qui reflètent le niveau de marché, le taux de pénétration des offres et la part de marché, le positionnement des offres des concurrents et leurs effets possibles sur les niveaux des prix de marché et leur transposition dans les bases d'offres du Groupe, les décisions des régulateurs sectoriels en termes de prix des services aux clients, d'accessibilité et de tarification des fournitures d'accès entre opérateurs et de migration technologique des réseaux (par exemple extinction des boucles locales cuivre), les décisions des autorités de la concurrence en termes de concentration ou de régulation de secteurs adjacents comme le câble ;
 - celles sur les coûts avec les niveaux des dépenses commerciales nécessaires pour faire face au rythme de renouvellement des produits et au positionnement de la concurrence, les possibilités d'adaptation des coûts à l'évolution du chiffre d'affaires ou les effets de l'attrition naturelle et des plans de départ engagés sur les effectifs ;
 - celles sur le niveau des dépenses d'investissement dont l'évolution peut être affectée par le déploiement de nouvelles technologies ou par les décisions des autorités en matière de coût des licences et d'allocation de spectre, de déploiement de réseaux fibre, de couverture des réseaux mobiles, de partage d'éléments de réseaux ou d'ouverture des réseaux aux concurrents.
- Ces hypothèses clés opérationnelles sont le reflet de l'expérience passée et des évolutions anticipées : des évolutions imprévues ont historiquement affecté et peuvent continuer à affecter significativement ces anticipations.
- Les taux d'actualisation et de croissance à perpétuité utilisés pour déterminer les valeurs d'utilité ont été revus de la manière suivante en 2016 :
- les taux d'actualisation enregistrent une baisse limitée, sauf dans certaines géographies où ils augmentent. Ils peuvent incorporer une prime spécifique reflétant une appréciation des risques d'exécution de certains plans d'affaires ou des risques pays, c'est ainsi le cas en Pologne, afin de tenir compte des facteurs de risque identifiés en 2016 ;
 - les taux de croissance à perpétuité ont été dans l'ensemble maintenus, les effets de la situation économique ne conduisant pas, dans l'appréciation retenue à fin 2016, à modifier les perspectives à long terme des marchés des services offerts par le Groupe.
- Au 31 décembre 2016, constituent des facteurs majeurs d'aléas :
- en Europe :
 - l'évolution de la situation politique des différents pays de l'Union européenne à la suite du vote du Royaume-Uni en faveur du Brexit constitue un nouveau facteur de volatilité du marché et de l'activité économique, susceptible d'affecter à l'avenir les activités européennes : en particulier, les taux d'intérêt, et par conséquent les taux d'actualisation, peuvent être affectés par les réactions des marchés et par la politique de la BCE. La demande des clients pour les produits et services de télécommunications peut aussi se trouver affectée par des politiques gouvernementales et européennes de rétablissement des soldes budgétaires,
 - les décisions des autorités de régulation sectorielle et de la concurrence en termes d'arbitrage entre baisses des prix aux consommateurs et stimulations des investissements, ou en matière de concentration,
 - les capacités d'adaptation des coûts et investissements du Groupe aux variations de revenus ;
 - au Moyen-Orient et au Maghreb (Jordanie, Égypte, Irak, Tunisie), ainsi que dans certains pays africains (Mali, Niger, République démocratique du Congo, République centrafricaine), l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité affecte négativement le climat général des affaires et se traduit notamment par une forte baisse de la livre égyptienne et du franc congolais.

Les autres hypothèses qui influencent la détermination de la valeur d'utilité sont les suivantes :

31 décembre 2016	Activités Orange SA	Espagne	Marque	Pologne	Belgique	Roumanie	Égypte
Source retenue	Plan interne						
Méthodologie	Flux de trésorerie actualisés						
Taux de croissance à l'infini	0,8 %	1,5 %	1,3 %	1,0 %	0,5 %	2,3 %	4,0 %
Taux d'actualisation après impôt	6,3 % ⁽¹⁾	7,8 %	7,8 %	9,3 %	6,8 %	9,3 %	16,5 % – 13,0 %

(1) Le taux d'actualisation après impôt de la France n'intègre pas la baisse du taux d'impôt sur les sociétés à 28,92 % à horizon 2020 votée dans la Loi de Finances 2017 en décembre 2016.

La valeur d'utilité des activités Orange SA constitue la base de référence pour le test de valorisation des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris malis de fusion) d'Orange SA (voir note 9.1.5 *Dépréciation des actifs immobilisés corporels et incorporels*).

Sensibilité des valeurs d'utilité

Les valeurs d'utilité sont sensibles aux hypothèses de flux de trésorerie de l'année terminale des plans internes (représentant une part significative de la valeur recouvrable), aux hypothèses de taux de croissance à l'infini et de taux d'actualisation, et aux parités de change en date de clôture pour les entités hors zone euro.

En raison de la corrélation entre les flux de trésorerie d'exploitation et les capacités d'investissement, une sensibilité des flux de trésorerie nets est retenue. Les flux de trésorerie de l'année terminale représentant une part significative de la valeur recouvrable, une modification de plus ou moins 10 % de ces flux de trésorerie est présentée en hypothèse de sensibilité.

À fin 2016, la sensibilité aux hypothèses ci-dessus des valeurs d'utilité estimées se présente comme suit :

31 décembre 2016 (en milliards d'euros)	Activités Orange SA	Espagne	Marque	Pologne	Belgique	Roumanie	Égypte
Effet sur la valeur d'utilité en quote-part :							
d'une variation de 10 %							
des flux de trésorerie de l'année terminale	4,1	1,2	0,4	0,2	0,1	0,2	0,1
d'une baisse de 1 %							
du taux de croissance à l'infini	- 7,0	- 1,9	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,1
d'une hausse de 1 %							
du taux d'actualisation après impôt	- 7,9	- 2,2	- 0,7	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,1
d'une variation de 10 %							
du cours de change de la devise du pays	Na	Na	Na	0,1	Na	Na	Ns

Les flux de trésorerie correspondent aux flux de trésorerie générés par l'activité (hors intérêts financiers et incluant une charge d'impôt normative), nets des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Par ailleurs, le 24 janvier 2017, le groupe BT a publié un avertissement sur résultat qui a fait chuter le cours de l'action BT Group plc d'environ 18 % depuis le 31 décembre 2016 et baisser sa valeur d'utilité (voir *principes comptables* en note 9.1.6 *Immobilisations financières*) d'environ 300 millions d'euros.

3.3 Autres créances

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
TVA déductible	586	563
Comptes courants de trésorerie des filiales	602	478
Créances vis-à-vis des membres du consortium de câbles sous-marins	66	230
Autres ⁽¹⁾	260	170
Total	1 514	1 441

(1) Dont créance sur l'État au titre du CICE (voir note 2.3 *Charges de personnel*).

3.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Valeurs mobilières de placement (valeur nette de provisions)	5 420	3 314
Disponibilités	1 414	1 490
Total	6 834	4 804

Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 7 juin 2016, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (le Programme de Rachat 2016) et mis fin avec effet immédiat au programme de rachat 2015. Le descriptif du Programme de Rachat 2016 figure dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2016.

Les seuls rachats d'actions effectués au cours de l'exercice par Orange l'ont été au titre du contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2016, la société détient 22 423 de ses propres actions, contre 27 663 au 31 décembre 2015 (aucune au titre du contrat de liquidité, tant en 2015 qu'en 2016).

3.5 Charges constatées d'avance

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Charges constatées d'avance financières ⁽¹⁾	668	780
Charges constatées d'avance d'exploitation	345	362
<i>dont baux immobiliers</i>	240	237
Total	1 013	1 142

(1) Concernent notamment les charges constatées lors du dénouement (anticipé ou non) de dérivés de change maintenues au bilan jusqu'à l'échéance du sous-jacent.

3.6 Écarts de conversion

Les écarts de conversion actif et passif correspondent respectivement à des pertes et des gains latents de change résultant principalement de la conversion en euros des emprunts, titres subordonnés et prêts libellés en devises étrangères.

Les écarts de conversion actif s'élèvent à 1 117 millions d'euros à fin décembre 2016 (1 513 millions d'euros à fin décembre 2015) et correspondent à des pertes latentes, portant essentiellement sur des passifs financiers libellés en dollar (à hauteur de 1 071 millions d'euros), consécutives à l'appréciation de cette devise depuis la date d'émission des emprunts.

Les écarts de conversion passif s'élèvent à 930 millions d'euros à fin décembre 2016 (759 millions d'euros à fin décembre 2015) et correspondent à des gains latents, portant essentiellement sur des emprunts libellés en livre sterling (à hauteur de 537 millions d'euros) et en dollar (364 millions d'euros), consécutifs à la dépréciation de ces devises depuis la date d'émission des emprunts.

L'appréciation de l'euro par rapport à la livre sterling au cours de l'exercice 2016 a entraîné une revalorisation à la hausse de la position latente positive de change sur les passifs financiers libellés dans cette devise, se traduisant par une variation à la hausse des écarts de conversion passif et par une variation à la baisse des écarts de conversion actif. Cet effet est partiellement compensé par la dépréciation de l'euro par rapport au dollar sur l'exercice 2016.

Note 4 Notes sur le bilan passif

4.1 Capitaux propres

Au 31 décembre 2016, le capital social d'Orange SA s'élève, sur la base du nombre d'actions émises à cette date, à 10 640 226 396 euros, divisé en 2 660 056 599 actions ordinaires d'un nominal de 4 euros.

Depuis le 3 avril 2016, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 29 mars 2014, les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficient de droits de vote double. Au 31 décembre 2016, l'État détient ainsi, directement ou de concert avec Bpifrance Participations, 22,95 % du capital et 29,29 % des droits de vote d'Orange SA. À la même date, le personnel du Groupe détient dans le cadre du Plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 5,37 % du capital et 8,43 % des droits de vote.

Au cours de l'exercice, Orange SA a émis 11 171 216 actions nouvelles, représentant 0,42 % du capital, dans le cadre de l'Offre Réservée au Personnel Orange Ambition. L'augmentation de capital (y compris prime d'émission) en résultant, réalisée le 31 mai 2016, s'élève à 113 millions d'euros. Le nombre d'actions souscrites au prix de 11,92 euros (compte tenu d'une décote de 20 % par rapport au prix de référence de marché) s'élève à 9,5 millions d'actions, auquel s'ajoute 1,7 million d'actions attribuées gratuitement sous forme d'abondement. Cette opération n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat de la Société.

4.1.1 Variation des capitaux propres

(en millions d'euros)	Montants début de période	Affectation résultat 2015	Distribution	Résultat 2016	Augmentation de capital	Autres mouvements	Montants fin de période
Capital social	10 596	-	-	-	44	-	10 640
Prime d'émission	15 735	-	-	-	69	(5)	15 799
Réserve légale	1 059	-	-	-	-	5	1 064
Report à nouveau	1 820	4 506	(1 596)	-	-	-	4 730
Résultat	4 506	(4 506)	-	2 328	-	-	2 328
Subventions d'investissement	541	-	-	-	-	(18)	523
Provisions réglementées	1 398	-	-	-	-	100	1 498
Total	35 655	-	(1 596)	2 328	113	82	36 582

4.1.2 Plans d'options de souscription d'actions

31 décembre 2016	Nombre d'options non exercées et exerçables en fin de période	Durée moyenne pondérée restant à courir jusqu'à la maturité (en mois)	Fourchette de prix d'exercice
Options exerçables en fin de période			
Titres Orange SA (ex-France Télécom SA 2005/2007)	8 001 000	5	21,61 € – 22,92 €

4.1.3 Distributions

Exercice	Décision	Nature	Dividende par action (en euros)	Date de distribution	Modalités de distribution	Total (en millions d'euros)
2016	Conseil d'administration du 25 juillet 2016	Acompte 2016	0,20	7 décembre 2016	Numéraire	532
	Assemblée générale du 7 juin 2016	Solde 2015	0,40	23 juin 2015	Numéraire	1 064
Total distributions de dividendes en 2016						1 596
2015	Conseil d'administration du 27 juillet 2015	Acompte 2015	0,20	9 décembre 2015	Numéraire	530
	Assemblée générale du 27 mai 2015	Solde 2014	0,40	10 juin 2015	Numéraire	1 059
Total distributions de dividendes en 2015						1 589

Le montant unitaire du dividende versé au titre de l'exercice 2015 s'est élevé à 0,60 euro par action.

4.2 Autres fonds propres

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Titres subordonnés ⁽¹⁾	5 660	5 903
Titres à durée indéterminée remboursables en actions (TDIRA)	1 261	1 261
Total	6 921	7 164

(1) Variation intégralement due au change latent sur les titres émis en livre sterling.

4.2.1 Titres subordonnés

Le 7 février 2014, Orange SA a émis, dans le cadre de son programme EMTN, l'équivalent de 2,8 milliards d'euros de titres subordonnés de dernier rang, en euros et en livres sterling, en trois tranches : 1 milliard d'euros avec un coupon annuel fixe de 4,25 %, 1 milliard d'euros avec un coupon annuel fixe de 5,25 % et 650 millions de livres sterling avec un coupon annuel fixe de 5,875 %. Une révision des taux sur des conditions de marché est prévue de manière contractuelle à chaque date d'exercice d'options de rachat.

Orange SA dispose en effet d'options de rachat de chacune de ces tranches respectivement à compter du 7 février 2020, du 7 février 2024 et du 7 février 2022, et en cas de survenance de certains événements définis contractuellement.

Des clauses de *step-up* prévoient un ajustement du coupon de 25 points de base (pb) en 2025 et de 75 pb supplémentaires en 2040 pour la première tranche, de 25 pb en 2024 et de 75 pb supplémentaires en 2044 pour la deuxième tranche, de 25 pb en 2027 et de 75 pb supplémentaires en 2042 pour la troisième tranche.

Le 1^{er} octobre 2014, Orange SA a émis, dans le cadre de son programme EMTN, l'équivalent de 3 milliards d'euros de titres subordonnés de dernier rang, en euros et en livres sterling, en trois tranches : 1 milliard d'euros avec un coupon annuel fixe de 4 %, 1,25 milliard d'euros avec un coupon annuel fixe de 5 % et 600 millions de livres sterling avec un coupon annuel fixe de 5,75 %. Une révision des taux sur des conditions de marché est prévue de manière contractuelle à chaque date d'exercice d'options de rachat.

Orange SA dispose en effet d'options de rachat de chacune de ces tranches respectivement à compter du 1^{er} octobre 2021, du 1^{er} octobre 2026 et du 1^{er} avril 2023 et en cas de survenance de certains événements définis contractuellement.

Des clauses de *step-up* prévoient un ajustement du coupon de 25 pb en 2026 et de 75 pb supplémentaires en 2041 pour la première tranche, de 25 pb en 2026 et de 75 pb supplémentaires en 2046 pour la deuxième tranche, de 25 pb en 2028 et de 75 pb supplémentaires en 2043 pour la troisième tranche.

Ces titres, cotés sur Euronext Paris, sont des titres subordonnés de dernier rang (seniors par rapport aux actions ordinaires), c'est-à-dire que leurs porteurs ne seront remboursés des sommes qui leur sont dues, que ce soit au titre du nominal, des intérêts ou de tout autre montant, qu'après désintéressement des autres créanciers, y compris les titulaires de prêts participatifs et de valeurs mobilières, simplement subordonnées ou non, représentatives d'un droit de créance sur Orange SA.

À chaque date d'intérêt, la rémunération peut être payée ou reportée à la convenance de l'émetteur. Les coupons reportés sont capitalisés

et deviennent exigibles en cas de survenance de certains événements définis contractuellement et sous le contrôle de l'émetteur.

Les intérêts courus sont comptabilisés en résultat et, pour leur part non échue, sont présentés au passif en dehors de la rubrique « Autres fonds propres ».

En 2016, Orange n'a pas exercé son option de report de paiement des coupons afférents aux titres subordonnés émis en février et octobre 2014, et a donc versé aux porteurs :

- le 8 février 2016, une rémunération de 145 millions d'euros (95 millions d'euros et 38 millions de livres sterling) ;
- le 1^{er} avril 2016, une rémunération de 43 millions d'euros (35 millions de livres sterling) ;
- le 3 octobre 2016, une rémunération de 103 millions d'euros.

Chaque émission a fait l'objet d'un prospectus visé par l'AMF (visas no. 14-036 et no. 14-525).

4.2.2 TDIRA

Dans le cadre de l'accord transactionnel qui a mis fin aux relations avec Mobilcom, Orange SA a émis le 3 mars 2003 des titres à durée indéterminée remboursables en actions (« TDIRA »), d'un nominal de 14 100 euros, réservés aux membres du syndicat bancaire (la « tranche Banques ») et aux équipementiers créanciers de MobilCom (la « tranche Équipementiers »). Les TDIRA sont cotés sur Euronext Paris. Leur émission a fait l'objet d'une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse (devenue l'Autorité des marchés financiers) le 24 février 2003.

Les TDIRA sont remboursables en actions nouvelles d'Orange SA, à tout moment à l'initiative des porteurs ou, sous certaines conditions décrites dans la note d'opération, à l'initiative d'Orange SA, à raison d'une parité de 582,5561 actions par TDIRA de la tranche Banques (soit un prix de remboursement de 24,204 euros), la parité initiale de 300 actions par TDIRA ayant été ajustée plusieurs fois pour préserver les droits des porteurs de titres, et pouvant l'être encore selon les modalités décrites dans la note d'opération.

Compte tenu des rachats effectués depuis leur émission, 89 398 TDIRA de la tranche Banques restent en circulation au 31 décembre 2016, pour un montant nominal global de 1 261 millions d'euros.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les TDIRA portent intérêt à un taux de Euribor 3 mois + 2,5 %.

Les intérêts courus sont comptabilisés en résultat et, pour leur part non échue, sont présentés au passif en dehors de la rubrique « Autres fonds propres »

4.3 Provisions

	Avantages au personnel et assimilés		Démantèlement remise en état des sites ⁽¹⁾	Provisions litiges ⁽²⁾	Provision pour engagements financiers	Autres provisions	Total provisions pour risques et charges
	Avantages postérieurs à l'emploi	Avantages long terme					
(en millions d'euros)							
Provision en début de période	488	2 643	421	294	143	550	4 539
Dotations	53	526	-	13	-	187	779
Reprises	(42)	(598)	(18)	(10)	(115)	(259)	(1 042)
Actualisation et autres effets	10	6	33	-	-	-	49
Provision en fin de période	509	2 577	436	297	28	478	4 325

(1) Le taux d'actualisation du démantèlement des poteaux, publiphones, sites antennes et des équipements DEEE est de 1,118 %.

(2) Voir le détail en note 6 Litiges.

L'impact des variations de provisions sur le compte de résultat de l'exercice se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Total
Dotations (y compris actualisation)	135	22	643	800
Reprises	(171)	(141)	(730)	(1 042)
Solde au 31 décembre 2016	(36)	(119)	(87)	(242)

Avantages du personnel et assimilés

Typologie des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Conformément aux lois et pratiques françaises, Orange SA a des obligations en matière d'avantages au personnel :

- en matière de retraite, les employés sont couverts par des **régimes à cotisations définies** prévus par la loi. Les agents fonctionnaires employés d'Orange SA relèvent du régime des pensions civiles et militaires administrées par l'État. La loi relative à l'entreprise nationale (loi n° 96-660 du 26 juillet 1996) dispose que l'obligation d'Orange SA se limite au versement d'une contribution libératoire annuelle. En conséquence, Orange SA n'a pas d'engagement complémentaire de couverture des déficits éventuels futurs relatifs au régime de retraites de ses agents fonctionnaires et autres régimes de la fonction publique ;
- Orange SA est aussi engagée par un **régime à prestations définies sous forme de rentes** : régime destiné aux cadres supérieurs pour 213 millions d'euros. Des actifs de couverture ont été transférés pour ce régime. Depuis plusieurs années, ce régime est fermé en termes d'entrée dans le dispositif ;
- Orange SA est également engagée par des **régimes à prestations définies sous forme de capital** : la législation ou un accord conventionnel prévoit le versement d'indemnités aux salariés à la date de départ à la retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite (550 millions d'euros pour les employés de droit privé et 61 millions d'euros pour les fonctionnaires) ;
- d'autres avantages postérieurs à l'emploi sont également accordés aux retraités : il s'agit d'avantages sociaux autres que les pensions tels que des terminaux téléphoniques chez Orange SA ;
- d'autres avantages à long terme peuvent enfin être octroyés, tels les absences rémunérées de longue durée et les accords Temps Partiel Senior (TPS).

Dans le cadre des renégociations de l'accord intergénérationnel, l'accord Temps Partiel Senior de 2012 a été prolongé d'une année.

Les accords Temps Partiel Senior (2009, 2012, 2015) s'adressent aux fonctionnaires et contractuels éligibles à une retraite dans les 3 à 5 ans et ayant une ancienneté minimum de 15 ans dans le Groupe. Ils sont accessibles aux salariés partant à la retraite au plus tard en 2021.

Ils offrent la possibilité de travailler à 50 % ou 60 % tout en bénéficiant :

- d'une rémunération de base à hauteur de 80 % d'un temps plein ;
- d'une validation retraite (part patronale et part salariale) sur une base 100 % durant la période du dispositif ;
- d'une rémunération plancher.

Ces dispositifs sont d'une durée minimum de 18 mois et maximum de 5 ans.

Par ailleurs, les bénéficiaires placent une partie de leur rémunération de base (5 %, 10 % ou 15 %) sur un Compte Épargne Temps (CET), abondé par la Société. Le CET ainsi constitué permet de réduire la période de temps travaillé.

Le nombre estimé de salariés, bénéficiaires en cours ou futurs bénéficiaires des accords Temps Partiel Senior, et à ce titre compris dans la provision, est d'environ 19 000 salariés au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2016, la provision comptabilisée au titre du Temps Partiel Senior s'élève à 1 938 millions d'euros (2 035 millions d'euros au 31 décembre 2015).

Principales hypothèses retenues pour la détermination du montant des engagements

L'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme repose en particulier sur l'âge de départ à la retraite déterminé en fonction des dispositions applicables à chacun des régimes et des conditions nécessaires pour ouvrir un droit à une pension à taux plein, lesquelles sont souvent sujettes à des révisions législatives.

L'évaluation de l'engagement de TPS est sensible aux estimations de la population potentiellement éligible et du taux d'entrée dans les dispositifs (estimé à 69 % en moyenne), ainsi que de l'arbitrage qui sera *in fine* retenu par les bénéficiaires entre les différentes formules proposées.

Les hypothèses actuarielles retenues pour la valorisation des engagements de retraite et autres engagements à long terme d'Orange SA sont les suivantes :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	- 0,05 % à 1,85 %	0,10 % à 2,25 %
Taux moyen de progression des salaires attendu sur le long terme	2 % à 2,50 %	2 % à 3,10 %
Taux d'inflation long terme	2 %	2 %

(1) Un taux de -0,10 % a été retenu dans le cadre de la valorisation des engagements relatifs aux régimes Temps Partiel Senior (contre 0,10 % et 0,25 % et 0,50 % au 31 décembre 2015).

Les taux d'actualisation retenus sont déterminés par référence aux taux des obligations Corporate notées AA et d'une durée équivalente à celle des engagements.

Les effets sur les engagements d'une variation du taux d'entrée dans le dispositif du TPS sont les suivants :

(en millions d'euros)

	Si le taux baisse de 5 points	Si le taux augmente de 5 points
Taux d'entrée dans les dispositifs de TPS	(44)	44

Évolution de la valeur des engagements

Le tableau ci-dessous présente la variation de la valeur des engagements relatifs aux avantages au personnel :

(en millions d'euros)	Régimes de rente	Régimes en capital	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Total avantages postérieurs à l'emploi	Avantages à long terme
Variation de la valeur des engagements					
Valeur totale des engagements en début de période	222	546	71	839	2 643
Coût des services rendus	3	35	1	39	153
Coût de l'actualisation	1	11	1	13	5
(Gains) ou Pertes actuariels	(0)	34	3	37	373
Prestations versées	(13)	(17)	(3)	(33)	(597)
Valeur totale des engagements en fin de période (a)	213	609	73	895	2 577
<i>afférente à des régimes intégralement ou partiellement financés</i>	<i>213</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>213</i>	<i>-</i>
<i>afférente à des régimes non financés</i>	<i>-</i>	<i>609</i>	<i>73</i>	<i>682</i>	<i>2 577</i>
Variation des actifs de couverture					
Juste valeur des actifs de couverture en début de période	131	-	-	131	-
Produits financiers sur les actifs de couverture	4	-	-	4	-
Gains ou (Pertes) sur actifs de couverture	1	-	-	1	-
Cotisations versées par l'employeur	22	-	-	22	-
Prestations payées par le fonds	(13)	-	-	(13)	-
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (b)	145	-	-	145	-
Couverture financière					
Situation du régime (a) - (b)	67	609	73	749	2 577
Gains ou (Pertes) actuariels non reconnus	(31)	(186)	(28)	(245)	-
Coût des services passés non reconnu	-	5	(1)	4	-
Provision/(Actif)	36	429	44	509	2 577
Dont Provision (Actif) : court terme	5	23	2	30	647
Dont Provision (Actif) : long terme	31	406	42	479	1 930
Charge de l'exercice					
Coût des services rendus	3	34	1	38	153
Coût de l'actualisation	1	11	1	13	5
Rendement attendu des actifs du régime	(4)	-	-	(4)	-
Amortissement des (Gains) ou Pertes actuariels	8	6	2	16	373
Amortissement du coût des services passés	-	(0)	0	-	-
Total Charge de l'exercice	8	51	4	63	531
Évolution de la provision/(Actif)					
Provision/(Actif) en début de période	50	395	43	488	2 643
Charge de l'exercice	8	51	4	63	531
Cotisations versées et/ou prestations versées par l'employeur	(22)	(17)	(3)	(42)	(597)
Provision/(Actif) en fin de période	36	429	44	509	2 577

Échéancier des avantages au personnel

Le tableau ci-dessous présente, à la clôture de l'exercice 2016, l'échéancier à dix ans des décaissements prévisionnels relatifs au Temps Partiel Senior, aux régimes de retraite et aux autres engagements postérieurs à l'emploi.

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	Paiements dus par période au 31 décembre 2016				
		2017	2018	2019	2020	2021 à 2026
Temps Partiel Senior	1 938	557	561	470	285	102
Provisions retraite et autres engagements postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾	775	85	85	98	100	354
Total avantages du personnel	2 713	642	646	568	385	456

(1) Provisions CET et congés longues maladies non incluses.

4.4 Emprunts et dettes assimilées

4.4.1 Échéancier de l'endettement financier brut, disponibilités et valeurs mobilières de placement

(en millions d'euros)	Décembre 2015	Décembre 2016	2017	2018	2019	2020	2021	Au-delà
Dettes financières à long et moyen terme								
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	26 039	26 590	2 315	2 915	4 644	1 328	2 726	12 662
Emprunts bancaires et auprès d'organismes multilatéraux	798	1 529	122	22	22	423	190	750
Total (a)	26 837	28 119	2 437	2 937	4 666	1 751	2 916	13 412
Autres dettes financières à court terme								
NEU Commercial Papers ⁽²⁾	725	542	542					
Banques créditrices	2	2	2					
Autres emprunts à court terme ⁽³⁾	1 643	705	705					
Intérêts courus non échus (ICNE)	800	760 ⁽⁴⁾	760					
Total (b)	3 170	2 009	2 009	-	-	-	-	-
Total dettes financières brutes (A)	(a) + (b) 30 007	30 128	4 446	2 937	4 666	1 751	2 916	13 412
Valeurs mobilières de placement	3 314	5 420	5 420					
Disponibilités	1 490	1 414	1 414					
Total disponibilités et valeurs mobilières de placement (B)	4 804	6 834	6 834					
Total endettement financier brut diminué des disponibilités et valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice	(A) - (B) 25 203	23 294	(2 388)					

(1) Comprend les placements privés EMTN (Euro Medium Term Notes).

(2) Negotiable European Commercial Papers (anciennement appelés « billets de trésorerie »).

(3) Dont dépôts reçus de cash collateral pour 541 millions d'euros au 31 décembre 2016 (1 447 millions d'euros au 31 décembre 2015).

(4) Dont ICNE sur titres subordonnés pour 181 millions d'euros et sur TDIRA pour 7 millions d'euros.

Les emprunts obligataires d'Orange SA au 31 décembre 2016 sont remboursables *in fine* et aucune garantie spécifique n'a été accordée dans le cadre de ces émissions. Certains emprunts peuvent être remboursés par anticipation à la demande de l'émetteur.

Les déclarations, garanties et engagements (covenants) sur les dettes et lignes de crédit d'Orange SA sont présentés en note 4.5.3 *Gestion du risque de liquidité*.

4.4.2 Endettement financier par devise

Le tableau ci-dessous donne la répartition de l'endettement financier brut d'Orange SA, diminué des disponibilités et des valeurs mobilières de placement, par devise avant dérivés de change.

Contre-valeur au taux de clôture (en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
EUR	11 628	12 521
USD	8 016	7 540
GBP	2 652	3 368
CHF	(2)	232
JPY	60	395
CAD	1	132
Autres devises	179	215
Total hors intérêts courus	22 534	24 403
Intérêts courus	760	800
Total avant dérivés de change	23 294	25 203

4.5 Exposition aux risques de marché

4.5.1 Gestion du risque de taux

Orange SA gère une position structurelle taux fixe/taux variable en euros afin d'optimiser le coût de sa dette, et utilise pour cela des instruments fermes et optionnels d'échanges de taux d'intérêt (*swaps*, *futures*, *caps* et *floors*).

Instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés permettant de gérer la position taux fixe/taux variable d'Orange SA au 31 décembre 2016 s'analysent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	2017	2018	2019	2020	2021	Au-delà	Notionnel
Instruments affectés en couverture de la dette							
<i>Interest rate swaps</i>	100	515	862	182	1 604	452	3 715
<i>Cross currency swaps</i>			3 838	444	1 710	7 168	13 160
Instruments affectés en couverture mais non qualifiés comptablement de couverture							
<i>Interest rate swaps</i>	1 000		23	125	120		1 268
<i>Cross currency swaps</i>							-

Gestion taux fixe/taux variable

La part de la dette financière à taux fixe, après dérivés de taux, hors dépôts reçus de *cash collateral*, par rapport à la dette à taux variable, est de 94 % en 2016 et stable par rapport au ratio de 2015.

4.5.2 Gestion du risque devise

Les émissions d'emprunts en devises étrangères d'Orange SA sont généralement couvertes, soit par des instruments dérivés, soit par des actifs dans la même devise.

Le tableau ci-dessous donne pour les instruments de change hors bilan (*swaps* de devises, change à terme et options) détenus par Orange SA les montants notionnels de devises à livrer et à recevoir.

(en millions de devises)	En devises ⁽¹⁾					Autres devises en contre-valeur Euro
	EUR	USD	GBP	CHF	JPY	
Branches prêteuses de <i>swaps</i> de devises	1 004	8 594	3 325	-	7 500	3 225
Branches emprunteuses de <i>swaps</i> de devises	(12 197)	-	(12)	-	-	(3 034)
Devises à recevoir sur contrats de change à terme	2 604	1 024	1 463	33	1 491	768
Devises à verser sur contrats de change à terme	(3 414)	(459)	(1 291)	(5)	-	(709)
Option de change à recevoir	193	25	-	-	-	-
Option de change à verser	(22)	(26)	(150)	-	-	-
Total	(11 832)	9 158	3 335	28	8 991	250
Convertis en euros au taux de clôture	(11 832)	8 688	3 896	26	73	250

(1) Les montants positifs représentent les devises à recevoir, les montants négatifs représentent les devises à livrer.

4.5.3 Gestion du risque de liquidité

Lignes de crédit

Le 21 décembre 2016, Orange a signé avec 24 banques internationales un crédit syndiqué de 6 milliards d'euros afin de refinancer le précédent crédit syndiqué arrivant à échéance en janvier

2018. Le nouveau crédit de maturité initiale décembre 2021 comporte deux options d'extension d'un an supplémentaire chacune, options exerçables par Orange et sujettes à l'approbation des banques.

Au 31 décembre 2016, la position de liquidité d'Orange SA est supérieure aux échéances de remboursement de l'endettement financier en 2017.

(en millions d'euros)

Montants disponibles

Banques créditrices	(2)
Disponibilités	1 414
Valeurs mobilières de placement	5 420
Montant disponible pour tirage des lignes de crédit	6 000
Position de liquidité	12 832

Évolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange est un élément d'appréciation générale et complémentaire de la politique financière et de la politique de gestion des risques du Groupe, notamment du risque de solvabilité et de liquidité, et ne se substitue pas à une analyse réalisée par des investisseurs. Les agences de notation révisent régulièrement les notations qu'elles attribuent. Tout changement dans la notation pourrait avoir des effets sur le coût des financements futurs ou sur l'accès à la liquidité.

Par ailleurs, la notation est un critère qui, dans certains financements actuels d'Orange, fait varier la rémunération versée à l'investisseur au moyen de clauses de *step-up*.

Un emprunt obligataire, dont l'encours est de 2,5 milliards de dollars (équivalent à 2,3 milliards d'euros au 31 décembre 2016), possède

une clause de *step-up* en cas d'évolution de la note d'Orange. Cette clause a été activée en 2013 et début 2014 : le coupon du mois de mars 2014 a ainsi été calculé sur la base du taux d'intérêt de 8,75 % et, depuis cette date, l'emprunt porte intérêt au taux de 9 %.

La marge du crédit syndiqué de 6 milliards d'euros signé le 21 décembre 2016 est susceptible d'être modifiée en fonction de l'évolution de la notation d'Orange à la hausse ou à la baisse. Au 31 décembre 2016, ce crédit n'a fait l'objet d'aucun tirage.

S'agissant de l'évolution de la notation d'Orange en 2016, l'agence Standard & Poor's a révisé le 27 janvier 2016 la perspective sur la dette long terme d'Orange de Négative à Stable et a ainsi confirmé sa note sur la dette long terme à BBB+ ainsi que sa note sur la dette court terme à A2.

Au 31 décembre 2016, la notation d'Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings	Japan Credit Rating
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+	A-
Perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2	

4.5.4 Covenants financiers

Engagements en matière de ratios financiers

Orange SA n'a pas de ligne de crédit ou d'emprunt soumis à des engagements spécifiques en matière de respect de ratios financiers.

Engagements en cas de défaillance ou d'évolution défavorable significative

La plupart des contrats de financement conclus par Orange, notamment la ligne de crédit syndiquée de 6 milliards d'euros signée le 21 décembre 2016 ainsi que les emprunts obligataires, ne contiennent pas de clauses de remboursement anticipé en cas d'évolution défavorable significative, ou de dispositifs de défaut croisé. Une partie de ces contrats contient en revanche des clauses d'accélération croisée, cependant, la seule survenance d'événements de défaut au titre d'autres financements n'entraîne pas de façon automatique le remboursement immédiat desdits contrats.

4.5.5 Gestion du risque de crédit et du risque de contrepartie

Les instruments financiers susceptibles d'exposer Orange à une concentration du risque de contrepartie sont essentiellement les créances clients, les disponibilités, les placements et les instruments financiers dérivés.

Orange SA considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients, de leur diversité (résidentiels, professionnels et grandes entreprises), de leur appartenance à des secteurs divers de l'économie et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger. La valeur maximale du risque de contrepartie sur ces actifs financiers est égale à leur valeur nette comptable engagée.

Orange SA est exposée au risque de contrepartie bancaire dans le cadre de ses placements et de ses produits dérivés et réalise donc une sélection stricte des institutions publiques, financières ou industrielles auprès desquelles elle effectue des placements ou contracte des produits dérivés, en particulier en fonction de la notation financière de celles-ci. Des limites sont en outre imposées pour chaque contrepartie sélectionnée, selon les modalités suivantes :

- des limites sont fixées en tenant compte de la notation et des capitaux propres de chaque institution financière mais aussi selon des analyses périodiques menées au sein de la direction du Financement et de la Trésorerie. L'engagement maximum est ensuite déterminé (i) pour les placements, sur la base de limites maximales, et (ii) pour les dérivés, sur la base des montants notionnels des contrats de taux et de change ouverts, auxquels sont appliqués des coefficients variant selon la durée résiduelle de l'opération et le type de transaction ;

- un suivi des limites est communiqué quotidiennement au trésorier du Groupe et au responsable de la salle des marchés. Ces limites sont adaptées régulièrement en fonction des événements de crédit ;
- un suivi est exercé sur la notation des contreparties ;
- enfin, concernant les dérivés, des conventions cadres relatives aux instruments financiers (Fédération Bancaire Française ou *International Swaps and Derivatives Association*) sont signées avec l'ensemble des contreparties et prévoient, en cas de défaillance de l'une des parties, la compensation des dettes et créances réciproques ainsi que le calcul d'un solde de résiliation à recevoir ou à payer. À chacune de ces conventions est indexée une clause CSA de *cash collateral* qui peut entraîner un règlement (dépôts versés) ou un encaissement (dépôts reçus) mensuel ou hebdomadaire sans seuil. Le montant des remises en garantie correspond à la variation de la valeur de marché de l'ensemble des instruments dérivés mis en place (ou, pour quelques contreparties, des dérivés de maturité supérieure à 3 mois). Pour Orange SA, l'exposition au risque de non-exécution correspond donc à une succession d'expositions sur une durée maximum d'un mois jusqu'à l'échéance des dérivés. Il s'agit d'un risque de variation de valeur à la hausse du portefeuille, qui peut être modélisé par une

série d'options de type achat de cap à un mois reprenant les caractéristiques du portefeuille (nominal net par contrepartie, volatilité, sensibilité). Le risque de non-exécution est alors le produit de cette exposition par la probabilité de défaut jusqu'à la maturité du dérivé et par la perte en cas de défaut (par convention de place fixée à 0,6).

4.5.6 Montant notionnel et juste valeur des instruments financiers dérivés

Les contrats ou montants notionnels ne représentent pas les montants à payer ou à recevoir et, par conséquent, ne représentent pas le risque encouru par Orange SA lié à l'utilisation des instruments financiers dérivés.

La juste valeur des contrats d'échange de devises et de ceux de taux d'intérêt a été estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus avec les cours de change du marché et les taux d'intérêt à la clôture sur la période restant à courir selon les contrats.

La juste valeur des options de gré à gré a été estimée en utilisant des outils d'évaluation d'options reconnus sur le marché.

	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Montant notionnel	Juste valeur	Montant notionnel	Juste valeur
(en millions d'euros)				
Instruments financiers hors bilan				
<i>Interest rate swaps</i> ⁽¹⁾	4 983	(89)	4 597	(105)
<i>Cross currency swaps</i> ⁽²⁾	13 160	484	12 687	1 328
Contrats de change à terme	6 071	20	6 487	128
Total engagements fermes	24 214	415	23 771	1 351
Options	222	3	1 135	(2)
Total engagements optionnels	222	3	1 135	(2)
Total	24 436	418	24 906	1 349

(1) Dont 59 millions d'euros de notionnel avec départ décalé au 31 décembre 2016 (509 millions d'euros de notionnel avec départ décalé au 31 décembre 2015).

(2) Pas de notionnel avec départ décalé.

4.6 Autres dettes

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
(en millions d'euros)		
Comptes courants de trésorerie des filiales	4 010	9 060
<i>dont Equant</i>	989	883
<i>dont Atlas Services Belgium</i> ⁽¹⁾	741	1 669
<i>dont Orange Telecommunications Group Limited</i>	266	600
<i>dont Orange Brand Services Limited</i>	258	728
<i>dont FTIMMO H</i>	249	207
<i>dont Orange Global Limited</i> ⁽²⁾	-	3 192
Dettes fiscales et sociales	1 394	1 619
Dettes vis-à-vis des membres du consortium de câbles sous-marins	236	410
Autres ⁽³⁾	343	688
Total	5 983	11 777

(1) Variation de l'exercice liée notamment à l'acquisition des titres BT auprès d'OTGL pour (2 462) millions d'euros et au remboursement par OTGL et OBSL de leur emprunt auprès d'ASB pour respectivement 1 245 et 700 millions d'euros.

(2) Variation de l'exercice liée à la liquidation de l'entité.

(3) Dont, en 2015, amende à payer au titre du litige concurrence marché Entreprises pour 350 millions d'euros, laquelle a été décaissée en 2016.

4.7 Produits constatés d'avance

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Produits constatés d'avance financiers	1 411	1 252
<i>dont soultes encaissées lors du débouclage de dérivés</i>		
<i>qui sont étalées jusqu'à l'échéance du sous-jacent</i>	579	597
<i>dont instruments qualifiés de couverture</i>	832	654
Produits constatés d'avance d'exploitation	1 009	1 112
<i>dont étalement sur 20 ans de la facturation des prestations de génie civil</i>		
<i>dans le cadre de l'apport des réseaux câblés</i>	240	285
Total	2 420	2 364

4.8 Échéance des créances et des dettes non financières

Si certaines dettes et créances non financières sont exigibles à plus d'un an (voir notes 9.1.8 *Créances clients* et 3.1 *Immobilisations incorporelles et corporelles*), elles sont pour l'essentiel exigibles à moins d'un an.

Note 5 Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Au 31 décembre 2016, la direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas d'engagements susceptibles d'avoir un effet significatif sur la situation financière actuelle ou future d'Orange SA, autres que ceux mentionnés dans cette note.

5.1 Engagements liés aux activités opérationnelles

(en millions d'euros)	Engagement total	À moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans
Engagements liés aux activités opérationnelles	6 961	1 556	3 356	2 049
Engagements de location simple et de financement ⁽¹⁾	4 335	734	2 075	1 526
Engagements d'achat de terminaux	169	169	-	-
Engagements d'achat de capacités de transmission	107	54	53	-
Autres engagements d'achat de biens et services ⁽²⁾	959	309	516	134
Engagements d'investissement incorporels et corporels	85	30	34	21
Garanties accordées à des tiers dans le cadre de l'activité	1 306	260	678	368

(1) Dont charges et taxes locatives pour 308 millions d'euros et charges de location-financement pour 47 millions d'euros.

(2) Dont engagements de maintenance de câbles sous-marins pour 223 millions d'euros.

Engagements de location simple

Les engagements de location simple comprennent principalement les loyers de location immobilière. Les autres loyers sont des loyers à caractère de frais généraux (véhicules et autres biens).

(en millions d'euros)	Loyers futurs minimaux	À moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans
Engagements de location immobilière ⁽¹⁾	3 899	626	1 860	1 413

(1) Les paiements dus au titre des locations immobilières simples, hors celles souscrites avec FTIMMO H (filiale d'Orange SA), représentent un total de 3 216 millions d'euros, dont 478 millions dus avant fin décembre 2017.

Les engagements de location simple correspondent aux loyers futurs minimaux restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des baux ou à la date de première résiliation possible. Après réévaluation périodique des loyers, ces montants font l'objet d'un calcul d'actualisation. Le taux utilisé correspond au coût moyen pondéré de la dette obligataire du Groupe.

Orange SA se réserve la possibilité de renouveler ou non les baux commerciaux ou de les remplacer à leur terme par de nouveaux contrats à des conditions renégociées.

Engagements d'investissement

Au-delà des engagements exprimés en termes monétaires présentés dans le tableau ci-dessus, Orange SA a pris des engagements à

l'égard des autorités administratives en matière d'étendue de la couverture de la population par ses réseaux ou de qualité de service. Ces engagements, souscrits notamment dans le cadre de l'attribution de licences, imposent des dépenses d'investissement au cours des années futures pour déployer et améliorer les réseaux ; mais, ils ne sont pas repris dans le tableau ci-dessus lorsqu'ils n'ont pas été exprimés en termes monétaires, ce qui est généralement le cas. Orange SA a ainsi souscrit aux conditions suivantes :

- lors de l'attribution en 2015 en France de fréquences dans la bande 700 MHz :
- des obligations de couverture en zone de « déploiement prioritaire » (40 % du territoire à 5 ans, 92 % à 12 ans et 97,7 % à 15 ans) et en « zone blanche » (100 % à 12 ans), au niveau des axes routiers

prioritaires (100 % à 15 ans) ainsi qu'au niveau du réseau ferré national (60 % à 7 ans, 80 % à 12 ans et 90 % à 15 ans) ;

- lors de l'attribution en 2011 en France de fréquences dans les bandes de 2,6 GHz et 800 MHz :
- un engagement optionnel d'accueil d'opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) techniques et tarifaires selon un schéma de type opérateur de réseau mobile virtuel dégroupé (*Full MVNO*),
- une obligation de couverture du territoire pour les accès mobile permettant un débit maximal théorique pour un même utilisateur d'au moins 60 Mbit/s dans le sens descendant (pour les bandes 2,6 GHz et 800 MHz, respectivement 25 % du territoire métropolitain à 4 ans et 75 % à 12 ans, et 98 % du territoire métropolitain à 12 ans et 99,6 % à 15 ans) qui peut être tenu en utilisant les fréquences allouées, mais aussi d'autres fréquences,
- pour la bande 800 MHz spécifiquement : une obligation de couverture en zone prioritaire (40 % du territoire à 5 ans, 90 % à 10 ans) sans obligation de fournir de l'itinérance, une obligation de couverture de chaque département (90 % à 12 ans, 95 % à 15 ans) ainsi qu'une obligation de mutualisation dans les communes du programme « zones blanches ».

Le manquement au respect de ces obligations pourrait donner lieu à des amendes ou autres sanctions pouvant aller jusqu'au retrait des licences. La direction estime qu'Orange SA a la capacité de remplir ces engagements envers les autorités administratives.

Garanties accordées à des tiers dans le cadre de l'activité

En tant que société mère du groupe Orange, Orange SA accorde des garanties en faveur de tiers afin de couvrir les obligations contractuelles de ses filiales directes ou indirectes. Le montant total de ces garanties s'élève à 1306 millions d'euros au 31 décembre 2016. Il inclut notamment des garanties de performance consenties à certains clients des filiales Entreprise, plafonnées au total à 502 millions d'euros, ainsi qu'un engagement de co-emprunteur d'Orange Espagne pour un montant de 133 millions d'euros.

Orange SA accorde par ailleurs certaines garanties à des tiers (établissements financiers, clients, partenaires, administrations) pour couvrir la bonne exécution de ses propres obligations contractuelles dans le cadre de ses activités courantes. Ces garanties ne sont pas reprises dans le tableau ci-dessus, car elles ne sont pas de nature à augmenter le montant de ses engagements.

5.2 Autres engagements

Garanties données dans le cadre de cessions

Dans le cadre des accords de cession de certains actifs, filiales ou participations, conclus par ses filiales, la Société a garanti l'exécution des obligations desdites filiales au titre des garanties d'actif et de passif qu'elles ont consenties. Les contrats de cession significatifs prévoient presque toujours un plafonnement de ces garanties.

Au 31 décembre 2016, les principales garanties en cours sont les suivantes :

- garanties accordées à la coentreprise EE lors de l'apport des activités au Royaume-Uni, d'une part liées aux restructurations des participations et actifs réalisées antérieurement à l'apport (garanties non plafonnées expirant en 2022), et d'autre part, en matière fiscale (garantie plafonnée à 5 milliards de livres sterling, soit 5,8 milliards d'euros au 31 décembre 2016) expirant en 2017.

Par ailleurs, dans le cadre de la fusion des activités d'Orange et Deutsche Telekom au Royaume-Uni, Orange a contre-garanti à hauteur de 50 % la garantie plafonnée à 750 millions de livres sterling (soit 876 millions d'euros au 31 décembre 2016) consentie par Deutsche Telekom à Hutchison 3G (H3G) en décembre 2007 pour couvrir des engagements d'investissement pris par sa filiale T Mobile UK à l'égard de la société commune constituée avec H3G dans le cadre d'un accord de partage de réseau 3G (soit un plafond de garantie de 375 millions de livres sterling pour Orange, soit 438 millions d'euros). Suite à la cession d'EE à BT Group plc (BT), BT a vocation à se substituer à Deutsche Telekom au titre de la garantie principale consentie à H3G, auquel cas Orange serait libéré de ses obligations au titre de sa contre-garantie ; dans l'attente de cette substitution, BT a contre-garanti les engagements consentis par Deutsche Telekom à H3G et Deutsche Telekom s'est engagée à n'appeler la contre-garantie d'Orange qu'en l'absence de paiement par BT au titre de sa contre-garantie.

Orange a également conservé à son compte des engagements d'indemnisation en relation avec le dénouement anticipé d'opérations de crédit-bail portant sur des équipements de télécommunications dont Orange était locataire. Ces engagements d'indemnisation, dont le dernier expirera en février 2017, sont plafonnés à 53 millions de livres sterling, soit 61 millions d'euros au 31 décembre 2016. Ces engagements perdurent suite à la réalisation de la cession d'EE à BT ;

- garantie consentie à BT, Orange à l'occasion de la cession d'EE, supportée à 50 % par chacun des groupes Orange et Deutsche Telekom, sauf événement exclusivement imputable à l'un d'eux, et plafonnée au montant du prix de cession fixé contractuellement à 5,1 milliards de livres sterling (6 milliards d'euros convertis au cours du 31 décembre 2016) pour la quote-part d'Orange, dont 1,1 milliard de livres sterling (1,3 milliard d'euros) au titre des garanties autres que les garanties fondamentales et fiscales. Cette garantie expirera en 2017 (ou en 2023 pour les garanties fondamentales et fiscales) ;
- garantie en matière fiscale, plafonnée à 400 millions d'euros accordée à Deutsche Telekom dans le cadre de la cession des activités mobile et Internet du Groupe aux Pays-Bas en 2007. Elle expirera à l'issue des délais légaux de prescription, soit en 2019 ;
- garanties, notamment en matière fiscale, accordées lors de la cession d'Orange Suisse en 2012 et plafonnées à 200 millions de francs suisse (soit 186 millions d'euros), qui expireront en 2017 ;
- garanties usuelles plafonnées à 143 millions de dollars (soit 136 millions d'euros) accordées dans le cadre de la cession d'Orange Dominicana en 2014, qui expireront en 2018 ;
- diverses garanties de nature usuelle accordées aux acquéreurs d'immeubles cédés par le Groupe.

La direction estime que la mise en jeu de l'ensemble de ces garanties est peu probable et que les conséquences de leur mise en jeu éventuelle ne sont pas significatives par rapport aux résultats et à la situation financière d'Orange SA.

5.3 Engagements liés au financement

Les principaux engagements d'Orange SA au titre des dettes financières sont décrits en notes 4.4 *Emprunts et dettes assimilées* et 4.5 *Exposition aux risques de marché*.

Note 6 Litiges

Cette note présente l'ensemble des litiges significatifs dans lesquels est impliquée Orange SA à l'exception des litiges liés à des désaccords entre Orange SA et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales. Ces litiges sont décrits respectivement à la note 2.6 *Impôt sur les sociétés* et 4.3 *Provisions*.

Au 31 décembre 2016, les provisions pour risques comptabilisées par Orange SA au titre de l'ensemble de ses litiges (hormis ceux présentés en notes 2.6 *Impôt sur les sociétés* et 4.3 *Provisions*) s'élèvent à 297 millions d'euros (294 millions d'euros au 31 décembre 2015). Orange SA considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux, mais donne le détail des provisions enregistrées par grandes catégories de litiges telles que reflétées ci-après. Les soldes et mouvements globaux des provisions sont présentés en note 4.3 *Provisions*.

Orange fait notamment l'objet d'un certain nombre d'actions contentieuses intentées par des concurrents arguant de pratiques qu'ils jugent anticoncurrentielles et dont ils demandent généralement la cessation et la sanction. En cas de condamnation d'Orange au fond, ces procédures peuvent aussi conduire à des amendes pouvant en théorie s'élever jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires du Groupe. Des concurrents peuvent également demander devant les juridictions civiles et commerciales l'indemnisation du préjudice qu'ils estiment avoir subi du fait de ces pratiques.

Les procédures susceptibles d'avoir des effets significatifs sur la situation financière de la Société (indifféremment intitulée Orange ou Orange SA dans la suite de cette note) sont détaillées ci-après.

Litiges concurrence

Services mobiles

- Parallèlement à l'instruction qui a fait l'objet le 17 décembre 2015 d'une décision définitive de l'Autorité de la concurrence sanctionnant Orange à hauteur de 350 millions d'euros pour avoir mis en œuvre quatre pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle « entreprise », et imposant des injonctions destinées à rétablir immédiatement un fonctionnement concurrentiel du marché, SFR a introduit le 18 juin 2015 une action indemnitaire en réparation d'un préjudice subi du fait des pratiques d'Orange. Après avoir d'abord estimé provisoirement son préjudice à 512 millions d'euros, SFR a porté en avril 2016 ses prétentions à 2,4 milliards d'euros. Cette augmentation ne modifie pas l'appréciation par Orange du risque lié à ce litige. Compte tenu de la décision rendue le 17 décembre 2015, le Groupe considère qu'il existe un risque lié à cette réclamation, étant précisé que le droit éventuel à réparation de SFR reste subordonné à la caractérisation d'un préjudice réel par SFR correspondant aux pratiques sanctionnées. Suite à cette décision, Verizon et BT Group ont également assigné Orange devant le tribunal de commerce de Paris pour indemnisation de leur préjudice. Ils réclament respectivement 215 millions d'euros et 150 millions d'euros. Le niveau de ces réclamations n'est pas motivé par Verizon et BT Group au regard de leur activité sur le territoire français.
- Le 19 mai 2016, la Cour d'appel de Paris a confirmé le périmètre et l'ampleur des pratiques visées par la décision de l'Autorité de la concurrence du 13 décembre 2012 qui avait prononcé des amendes de 117 millions d'euros à l'encontre d'Orange SA et de 66 millions d'euros à l'encontre de SFR pour avoir mis en œuvre dans le cadre d'offres d'abondance lancées en 2005 une discrimination tarifaire excessive entre les appels à destination de leur propre réseau et ceux à destination des réseaux concurrents, mais a réduit de 20 % le montant des amendes au motif que la

pratique n'avait jamais été condamnée par l'Autorité précédemment. L'Autorité de la concurrence a remboursé à Orange 23 millions d'euros en juin 2016. Les paramètres condamnant la pratique elle-même n'étant pas remis en cause, Orange a formé un pourvoi en cassation.

Faisant suite à la condamnation d'Orange par l'Autorité de la concurrence, Omea Telecom (Virgin Mobile et Tele2 Mobile), Euro-Information Telecom (NRJ Mobile) et Outremer Telecom ont chacun assigné Orange en juin 2013 devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation du préjudice qu'ils estiment avoir subi du fait des pratiques sanctionnées. Le 3 novembre 2016, le Tribunal de commerce a pris acte du désistement d'Omea Telecom. Euro-Information Telecom et Outremer Telecom réclament à titre provisoire 39 millions d'euros au total. Toutefois, leurs réclamations ne font pas à date l'objet d'une démonstration d'un quelconque lien de causalité. Orange n'est donc pas en mesure d'estimer le risque encouru au titre de ces procédures.

- Parallèlement à leurs saisines de l'Autorité de la concurrence concernant les pratiques d'Orange sur les marchés mobile et fixe-vers-mobile aux Antilles et en Guyane qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive d'Orange à une amende de 60 millions d'euros, Digicel et Outremer Telecom ont introduit, respectivement en mars 2009 et octobre 2010, des actions indemnitaires devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation de préjudices qu'elles estiment avoir subi du fait de ces pratiques et qu'elles valorisent respectivement à 494 millions d'euros et 75 millions d'euros. Le 16 mars 2015, le Tribunal de commerce de Paris a condamné Orange à verser 8 millions d'euros à Outremer Telecom. Orange a payé cette somme et fait appel. Compte tenu de cette condamnation, le Groupe considère qu'il existe un risque lié à la réclamation de Digicel pour laquelle une décision du tribunal est désormais attendue à la fin du premier trimestre 2017.

Services fixes

- Le groupe Numericable a introduit en 2010 devant le Tribunal de commerce de Paris et la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris (CCI) des actions visant à l'indemnisation de son préjudice, qui s'élèverait à près de 3,1 milliards d'euros, qui résulterait d'une prétendue résiliation de fait des conventions d'occupation du génie civil conclues avec Orange lors de la cession par Orange de ses réseaux câblés. Le 25 février 2013, la CCI a rejeté de manière définitive l'ensemble des demandes d'un montant de 542 millions d'euros portant sur les conventions d'occupation conclues en 2004 ; et le 20 juin 2014, la Cour d'appel de Paris a confirmé le rejet de l'ensemble des demandes d'un montant de 2 583 millions d'euros portant sur les conventions d'occupation conclues en 1999 et 2001. La Cour d'appel a en outre admis le caractère abusif de l'action engagée par Numericable. Cependant, le 2 février 2016, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel pour avoir considéré que la sentence arbitrale prononcée en faveur d'Orange était opposable à Numericable alors que l'affaire soumise à la cour portait sur des conventions d'occupation distinctes. Numericable a saisi la Cour d'appel de Paris qui est appelée à réexaminer l'affaire.
- Le 3 février 2010, SFR puis, le 10 novembre 2010, Verizon, ont assigné Orange SA devant le Tribunal de commerce de Paris en remboursement de trop-perçus allégués sur des prestations d'interconnexion d'Orange dont les tarifs ne refléteraient pas les coûts. Les 18 et 25 juin 2013, le tribunal les a déboutés de leurs demandes mais a condamné Orange à verser à Verizon la somme de 500 000 euros au titre des prestations de l'année 2008. Orange a payé cette somme en 2013. SFR et Verizon ont fait appel des

jugements et réclament respectivement 49 millions d'euros au titre des prestations d'interconnexion en 2006 et 2007 et 41 millions d'euros au titre de l'ensemble des prestations de gros d'accès ou d'interconnexion entre 2006 et 2008. Le 4 décembre 2015, la Cour d'appel de Paris a entièrement débouté SFR et confirmé le jugement de première instance. Le 11 mars 2016, SFR a déposé un pourvoi en cassation. La décision de la Cour d'appel dans la procédure Verizon est attendue au premier trimestre 2017.

En juin 2013, les sociétés Colt, British Telecom France et Completel ont assigné Orange SA devant le Tribunal de commerce de Paris sur les mêmes fondements que Verizon. Les prétentions des trois opérateurs s'élèvent provisoirement à un montant total de 27 millions d'euros, celles de Completel n'étant toujours pas quantifiées. Le 27 octobre 2015, le tribunal qui se prononçait sur les réclamations de Colt d'un montant de 14 millions d'euros a considéré qu'Orange avait fait preuve de manquement à ses obligations tarifaires et l'a condamné à verser à Colt 2,4 millions d'euros. Orange a payé cette somme et fait appel de la décision qui est d'ores et déjà contredite par la Cour d'appel dans le cas de SFR.

- Le 24 avril 2012, SFR a assigné Orange SA devant le Tribunal de commerce de Paris dénonçant ses offres de détail dédiées aux résidences secondaires et réclamant 218 millions d'euros au titre du préjudice subi. Le 12 février 2014, le tribunal a jugé qu'Orange SA avait commis un abus de position dominante et l'a condamné à verser 51 millions d'euros de dommages et intérêts à SFR. La Cour d'appel de Paris a annulé le 8 octobre 2014 ce jugement en considérant notamment que SFR n'établissait pas l'existence d'un marché pertinent limité aux résidences secondaires ; mais, par un arrêt du 12 avril 2016, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel au motif que la Cour n'aurait pas suffisamment justifiée de la délimitation des marchés. Suite à cette décision, Orange a dû verser 53 millions d'euros à SFR en application du jugement de première instance. La Cour d'appel de Paris est appelée à réexaminer l'affaire.
- Orange et Altitude Infrastructure ont mis fin le 30 juin 2016 au litige qui les opposait à propos de l'offre de gros d'Orange aux opérateurs sur le marché des prestations de résorption des zones blanches en haut débit des collectivités territoriales. Altitude Infrastructure s'est en conséquence désistée de son action indemnitaire devant le Tribunal de commerce de Paris et de sa plainte devant l'Autorité de la concurrence. SFR qui avait également saisi l'Autorité de la concurrence s'est aussi désistée de sa plainte.
- L'Autorité de la concurrence a été saisie en octobre 2014 d'une plainte de la société Colt visant des pratiques tarifaires abusives

d'Orange sur les marchés fixe « entreprises » en France. Cette plainte n'a pas été jointe au dossier SFR qui a fait l'objet d'une décision de l'Autorité de la concurrence le 17 décembre 2015. Colt a parallèlement assigné Orange SA le 18 décembre 2014 devant le Tribunal de commerce de Paris pour obtenir réparation du préjudice, à ce stade non chiffré, qu'elle prétend avoir subi du fait de ces pratiques depuis l'année 2007. L'instruction par l'Autorité de la concurrence n'a pas encore eu lieu, Orange n'est donc pas en mesure d'identifier un quelconque risque au titre de ces procédures.

Autres procédures

Le 27 juin 2012, la Cour d'appel de Paris avait confirmé le rejet de l'ensemble des demandes de la société Lectiel (et de son locataire gérant de 1998 à 2002, la société Groupadress) visant à la reconnaissance d'un préjudice estimé à 376 millions d'euros au moins puis réévalué à 551 millions d'euros qui aurait résulté du refus d'Orange de mettre gratuitement à leur disposition sa base annuaires et sa mise à jour quotidienne. La cour, appelée à déterminer si la faute concurrentielle, par ailleurs caractérisée à l'encontre d'Orange SA avant 1999, avait causé un préjudice à Lectiel, avait jugé que cette dernière ne pouvait caractériser le moindre préjudice dès lors qu'elle avait pratiqué le téléchargement illicite des données pendant l'intégralité de la période considérée. Cependant, le 3 juin 2014, la Cour de cassation a prononcé une nouvelle cassation partielle de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris et a de nouveau demandé à celle-ci de déterminer si la faute concurrentielle avait causé un préjudice à Lectiel. Devant la nouvelle cour de renvoi, Lectiel a, sans aucune justification, porté ses réclamations à 4,7 milliards d'euros. Le 27 mai 2015, la Cour d'appel de Paris a jugé que les pratiques d'Orange constituent des fautes civiles qui ouvrent droit à réparation et a nommé un expert avec la mission limitée d'évaluer le montant du préjudice éventuellement subi par Lectiel sur le seul segment de marché du marketing direct et sur la seule période de 1991 à 1998. La mission de l'expert est toujours en cours et devrait donner lieu à une décision de la Cour d'appel courant 2017. Parallèlement, Orange a formé le 27 juillet 2015 un pourvoi en cassation contre la décision du 27 mai 2015. Orange considère ne pas encourir de risque significatif au titre de cette procédure.

Hors les contestations de contrôles fiscaux (voir note 2.6 *Impôt sur les sociétés*), il n'existe pas d'autre procédure administrative, judiciaire ou arbitrale dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacée), ayant eu au cours des 12 derniers mois ou susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 7 Transactions avec les entreprises et les parties liées

Les principales transactions avec les entreprises liées sont résumées ci-dessous et s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante.

Les transactions avec les parties liées additionnelles concernent les principales opérations courantes réalisées avec les sociétés membres du Groupe et non totalement détenues (directement et indirectement) par Orange SA et les sociétés dans lesquelles le président du Conseil

d'administration d'Orange SA est membre du Conseil d'administration, du Conseil de surveillance ou du Comité exécutif.

Par ailleurs, les prestations de communications fournies aux services de l'État, qui figure parmi les clients les plus importants d'Orange SA, et aux collectivités territoriales, sont rendues à des conditions courantes.

Les montants supérieurs à 200 millions d'euros sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Dettes	Charges d'exploitation	Produits financiers
Entreprises liées			
Atlas Services Belgium	741		
FTIMMO H	451		
Groupe Equant	961	561	
Orange Brand Services Limited	321	277	
Orange Spain Plc	274		
Orange Telecommunications Group Limited	266		628

Note 8 Événements postérieurs à la clôture

Néant.

Note 9 Principes d'établissement des états financiers

Les comptes annuels d'Orange SA sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et selon les dispositions du Plan Comptable Général.

9.1 Principes comptables

9.1.1 Opérations en devises

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin d'exercice à leur cours de clôture. Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises aux cours de clôture sont inscrites en écart de conversion actif lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en écart de conversion passif lorsqu'il s'agit d'un gain latent.

Concernant les opérations financières, les pertes et les gains latents sont déterminés par devise et par année d'échéance, en prenant en compte l'ensemble des positions bilan et hors bilan. Pour les opérations commerciales, les pertes et les gains latents sont déterminés par devise.

Une provision est constituée pour les pertes de change latentes nettes ainsi calculées, hors celles adossées à un sous-jacent faisant partie de la couverture de titres de participation en devises.

9.1.2 Comptabilisation des produits

Les principaux produits issus des activités d'Orange SA sont comptabilisés de la manière suivante :

Fournitures d'équipement

Les produits des ventes de terminaux et accessoires sont constatés lors de la livraison. Les frais de mise en service sont enregistrés en produit lors de l'activation de la ligne.

Les produits liés à la location d'équipement sont reconnus linéairement sur la durée du contrat.

Prestations de service

Les produits des abonnements téléphoniques et d'accès à Internet sont comptabilisés de manière linéaire sur la durée de la prestation correspondante.

Les produits des communications téléphoniques entrantes et sortantes sont enregistrés lorsque la prestation est rendue.

Les produits relatifs à l'utilisation des liaisons louées et des moyens de transmission de données à moyen et haut débits sont constatés de manière linéaire sur la durée du contrat.

Les produits relatifs à la vente des capacités de transmission sur des câbles sous-marins et terrestres sont enregistrés linéairement sur la durée contractuelle.

Les revenus provenant de la publicité sur Internet sont reconnus sur la période de réalisation de la prestation publicitaire.

Ventes de contenus

Les revenus issus de la vente de numéros à revenus et à coûts partagés (service « numéros contact ») sont reconnus pour leur montant brut. Les reversements aux prestataires de ce service sont comptabilisés en charges.

Les revenus issus de la vente ou de la mise à disposition de contenus (audio, vidéo, jeux, etc.) au travers des différents moyens de communication (mobile, PC, TV, téléphone fixe, etc.) sont reconnus pour leur montant brut, les reversements aux éditeurs de contenu sont donc comptabilisés en charges. Dans le cas où les transactions de vente ou de mise à disposition de contenus sont traitées par Orange SA en qualité de mandataire, les opérations attenantes sont enregistrées en compte de tiers ; ainsi seule la rémunération d'Orange SA est comptabilisée dans le résultat.

Coûts d'acquisition et programmes de fidélisation des clients

Les coûts d'acquisition et de renouvellement des contrats clients, autres que ceux encourus dans le cadre des programmes de fidélisation, sont enregistrés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, c'est-à-dire au moment de la réalisation de la transaction.

Le traitement comptable des droits à réduction accordés pour fidéliser les clients est défini par l'avis 2004-E du Comité d'urgence du CNC du 13 octobre 2004. Dès l'octroi du droit à un avantage l'entreprise s'engage à accorder à ses clients des réductions monétaires ou des avantages en nature. La contre-valeur en euros des droits à réduction accordés est comptabilisée en produits constatés d'avance. Elle est estimée en fonction d'hypothèses de taux de résiliation et de taux d'utilisation des droits par les abonnés et est différée jusqu'à la date de transformation en chiffre d'affaires lors d'une vente ultérieure. Ce principe est appliqué au programme PCM (Programme Changer de Mobile) existant au sein d'Orange SA sous condition de souscription d'un nouvel engagement contractuel.

9.1.3 Immobilisations incorporelles

En application du règlement ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015, à l'ouverture de l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2016, les malis techniques comptabilisés dans les comptes ont été affectés, opération par opération, aux actifs sous-jacents sur lesquels existent

les plus-values latentes. Le montant résiduel des malis non affecté à des éléments d'actifs identifiés demeure en fonds commercial et fait l'objet d'un test de dépréciation dont les principes sont mentionnés en note 9.1.5 *Dépréciation des actifs immobilisés corporels et incorporels*.

Ainsi, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les malis techniques de fusion non affectés à des éléments d'actifs identifiés, les licences, les brevets, les droits d'usage, les logiciels, les droits au bail ainsi que les frais de développement.

Valeur brute

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les licences d'exploitation des réseaux mobile ont un coût d'acquisition constitué d'une part fixe immobilisée et d'une part variable comptabilisée en charges (égale à 1 % du chiffre d'affaires éligible). La période d'amortissement des licences démarre à compter de la date à laquelle le réseau est techniquement prêt pour une commercialisation effective du service et se termine à la date de fin d'attribution, à l'exception du premier bloc de fréquences de la licence UMTS pour lequel la période d'amortissement est effective à compter de la date d'attribution.

Les frais de développement sont immobilisés dès que sont démontrées :

- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ; et
- la fiabilité de leur évaluation.

Les frais de recherche et développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Amortissement

L'amortissement des actifs incorporels est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de leur utilisation probable.

Le mode linéaire est généralement retenu sur les durées d'utilité suivantes :

Licences de réseaux mobiles	15 à 20 ans
Brevets	14 ans
Droits d'utilisation des câbles	10 ans
Informatique (applications, logiciels, licences), plateformes de services clients, R&D	3 à 5 ans

9.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent principalement des installations et équipements liés aux réseaux.

Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend, le cas échéant, l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, à raison de l'obligation qu'Orange SA encourt.

Le coût des réseaux comprend les frais d'études et de construction, ainsi que les frais engagés pour l'amélioration de la capacité des équipements et installations.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Le coût total d'un actif est réparti entre ses différents éléments constitutifs, qui sont comptabilisés séparément lorsque les différentes composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de modes d'amortissement différents.

Amortissement

L'amortissement des actifs corporels est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus propre à chaque élément constitutif des actifs, en fonction de leur utilisation probable.

Le mode linéaire est généralement retenu sur les durées d'utilité suivantes :

Bâtiments (dont constructions légères), aménagements, agencements	5 à 30 ans
Infrastructures (génie civil, câbles cuivre, poteaux, pylônes, frais de recherche et d'aménagement de sites mobile)	8 à 30 ans
Équipements (commutation, transmission...) et installations des réseaux fixes et mobiles, y compris logiciels indissociables du sous-jacent	5 à 20 ans
Matériel informatique, terminaux	3 à 5 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

Orange SA utilise les possibilités offertes par la réglementation fiscale en matière d'amortissements dérogatoires. La différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement linéaire est comptabilisée en provisions réglementées au bilan.

9.1.5 Dépréciation des actifs immobilisés corporels et incorporels

Au cas par cas, les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes, révision des flux de trésorerie opérationnels...), leur valeur actuelle apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

Pour les actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage : celle-ci correspond à la valeur estimée des avantages économiques futurs liés à leur utilisation et à leur sortie. Pour les actifs destinés à être cédés, la valeur actuelle est déterminée sur la base de la valeur vénale, celle-ci étant appréciée par référence au prix de marché.

Par ailleurs, les actifs corporels et incorporels, y compris les fonds commerciaux affectés aux activités en France, font l'objet, d'un test de dépréciation global portant sur l'ensemble des activités en France.

9.1.6 Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits à leur coût historique d'acquisition majoré, le cas échéant, de la quote-part de mali de fusion qui leur a été rattachée en application du règlement ANC n° 2015-06. Les frais d'acquisition sont comptabilisés au compte de résultat.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre leur coût historique d'acquisition (y compris, le cas échéant, la quote-part de mali qui leur est affectée) et leur valeur actuelle.

La valeur actuelle est égale à la valeur d'utilité pour les participations stratégiques. En revanche, la valeur vénale s'applique lorsqu'une cession a été décidée.

La valeur d'utilité d'un titre de participation est constituée de la valeur d'entreprise estimée de l'entité constitutive de la participation, diminuée de son endettement net (ou augmentée de ses liquidités nettes), calculée dans sa devise et convertie au taux de clôture en euros.

En raison de la volatilité à court terme des valorisations boursières et du caractère stratégique de ses participations, Orange SA privilégie, dans son appréciation de la valeur d'entreprise (hors son activité bancaire), la méthode des flux de trésorerie actualisés. Ceux-ci sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, de renouvellement des licences et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction d'Orange SA, de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans d'affaires issus du processus de planification et établis sur des périodes allant de trois ans à cinq ans ;

- au-delà de cet horizon, les flux peuvent être extrapolés par application d'un taux de croissance perpétuelle spécifique à chaque activité ;
- l'actualisation des flux est effectuée selon des taux appropriés à la nature des activités.

La valeur vénale est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente, nette des coûts associés, lors d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Cette estimation est valorisée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

D'autres critères, tels que la valeur de marché (appréciée sur la base de la moyenne des vingt derniers cours de Bourse), les perspectives de développement et de rentabilité, les capitaux propres sociaux, la quote-part de la valeur dans l'ensemble de rattachement (sur une base historique), peuvent être pris en compte, seuls ou en complément de la valeur d'utilité, dans la détermination de la valeur actuelle, en fonction de la nature spécifique de chaque participation.

Créances rattachées aux participations

Les créances rattachées à des participations concernent des contrats de prêt à moyen ou long terme passés avec les sociétés du groupe. On les distingue des conventions de comptes courants conclues avec les filiales du groupe, qui permettent notamment la gestion quotidienne de leurs excédents et besoins de trésorerie. Une dépréciation est comptabilisée en fonction des risques de non recouvrement.

Dépôts de *cash collateral*

Orange SA a conclu avec ses principales contreparties bancaires des accords de *cash collateral* qui évoluent selon la valorisation des opérations hors bilan réalisées avec ces contreparties. Le montant de ces dépôts est fortement corrélé aux variations des devises et des taux d'intérêts.

Les dépôts versés sont inscrits en immobilisations financières et les dépôts reçus sont constatés en autres emprunts à court terme.

9.1.7 Stocks

Les matériels de maintenance des réseaux et les équipements destinés aux clients sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition, lequel est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

9.1.8 Créances clients

En raison des différents types de clientèle (particuliers, grandes entreprises, clients professionnels et opérateurs de réseaux mobiles virtuels « MVNO »), Orange SA ne se considère pas exposée à une concentration du risque client. Des dépréciations sont constituées sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances. Ces dépréciations sont fondées sur une appréciation individuelle ou statistique de ce risque selon le segment de clientèle.

Les créances clients peuvent donner lieu à un étalement de paiement, sur une durée maximale de 2 ans, lors de l'acquisition d'un téléphone mobile.

Titrisation

Les créances commerciales peuvent faire l'objet de cessions à des fonds communs de titrisation (FCT). Les créances ainsi cédées ne sont pas inscrites à l'actif du bilan. Lorsqu'il y a décote, celle-ci correspond à la différence entre la valeur nominale et le prix de cession de la créance, et est enregistrée en résultat financier. Par ailleurs, les intérêts conservés sous diverses formes (parts subordonnées, fonds de réserve...) dans ces créances sont enregistrés en immobilisations financières. La dépréciation de ces intérêts, déterminée en fonction du risque de non-recouvrement des créances cédées, est présentée en diminution des immobilisations financières. Les frais de cession des créances, ainsi que les commissions et intérêts financiers rémunérant les porteurs de parts des FCT, sont comptabilisés en résultat financier.

9.1.9 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le cas échéant, elles font l'objet d'une provision pour dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de Bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Toutefois, conformément au règlement CRC n° 2008-15 du 4 décembre 2008, les valeurs mobilières de placement correspondant aux actions acquises ou détenues dans le cadre des plans d'attribution gratuite d'actions ne font l'objet d'aucune dépréciation : la perte liée à leur sortie du bilan sans contrepartie est appréhendée par la comptabilisation d'une provision (voir note 9.1.16 *Autres avantages du personnel*).

9.1.10 Autres fonds propres

Lorsque, au regard des clauses du contrat d'émission ou au vu des conditions économiques au moment de l'émission, un instrument financier rémunéré n'est pas remboursable à l'initiative du prêteur ou son remboursement s'effectue par attribution d'un instrument de capitaux propres, cet instrument est inscrit en *Autres fonds propres*.

9.1.11 Subventions d'investissement

Orange SA est susceptible de recevoir des subventions d'investissement non remboursables sous la forme de financements de travaux directs ou indirects par des tiers, principalement des collectivités territoriales. Les subventions sont comptabilisées au passif du bilan. Elles sont reprises au résultat au même rythme et sur la même durée que les amortissements des immobilisations financées.

9.1.12 Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission d'emprunts obligataires sont enregistrés dans les charges d'exploitation de l'exercice d'émission des emprunts. Les primes d'émission sont comptabilisées en charges financières sur la durée de l'emprunt concerné.

9.1.13 Instruments financiers dérivés

Orange SA gère les risques de marché liés aux variations des taux d'intérêt et des cours de change, en utilisant des instruments financiers (dérivés), notamment des *cross currency interest rate swaps*, *swaps* de taux d'intérêt, *caps*, *floors*, contrats *future* sur marché organisé, contrats de change à terme, *swaps* de devises, et options de change. Tous ces instruments sont utilisés à des fins de couverture.

Les produits et charges résultant de l'utilisation de ces instruments sont constatés en résultat de manière symétrique à l'enregistrement des charges et produits des opérations couvertes :

- les différentiels d'intérêts à recevoir ou à payer résultant des dérivés de taux ainsi que les primes et soultes liées à ces opérations sont constatés en résultat de manière symétrique à l'élément couvert ;
- les gains et pertes résultant des dérivés de change affectés à la couverture d'éléments du bilan sont enregistrés comme des corrections du résultat de change de l'élément couvert ; si l'instrument de couverture est dénoué ou échu avant l'élément couvert, les gains ou pertes qui en résultent sont figés au bilan jusqu'au dénouement de ce dernier, avant d'être reclassés en résultat ;
- les gains et pertes résultant des dérivés affectés à la couverture des engagements fermes ou transactions futures identifiables sont différés et pris en compte dans la valorisation de la transaction concernée qui intervient lors de son dénouement.

Certaines opérations respectant les critères de la politique de gestion de couverture d'Orange SA ne sont pas qualifiées comptablement de couverture. Ces opérations sont évaluées de la manière suivante :

- pour les opérations réalisées sur des marchés organisés, les appels de marge sont pris en compte immédiatement dans le résultat ;
- pour les dérivés de taux négociés de gré à gré, les pertes latentes nettes, calculées instrument par instrument, sont intégralement provisionnées ; les gains latents ne sont pas constatés, conformément au principe de prudence ; les gains réalisés sont enregistrés en résultat au moment du dénouement de l'opération.

Le règlement ANC n° 2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Orange SA n'anticipe pas d'effet significatif dans la présentation des états financiers au titre de ce règlement.

9.1.14 Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation d'Orange SA à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, dont il est probable que le règlement se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques d'Orange SA ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait qu'Orange SA assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions pour risques et charges correspond à la sortie de ressources qu'Orange SA devra probablement supporter pour éteindre son obligation.

Les passifs éventuels font l'objet d'une information en annexe. Ils correspondent à :

- des obligations potentielles résultant d'événements passés, dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ; ou
- des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées, soit parce qu'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, soit parce que le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Litiges

Dans le cours normal de ses activités, Orange SA est impliquée dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges pouvant résulter de ces procédures ne

sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas, et la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque.

Démantèlement et remise en état de sites

Orange SA a l'obligation de démanteler les équipements techniques installés et de remettre en état les sites techniques qu'elle occupe.

La valorisation de la provision est fonction d'un coût de démantèlement (unitaire pour les publiphones, sites d'antennes et équipements électriques et électroniques du mobile, et à la tonne pour les poteaux et équipements électriques et électroniques du fixe) supporté par Orange SA pour répondre à ses obligations environnementales et des prévisions annuelles de dépose des actifs et de départ des sites.

La provision est estimée sur la base des coûts connus pour l'année en cours, extrapolés pour les années à venir sur la base de la meilleure estimation qui permettra d'éteindre l'obligation. Elle est actualisée à un taux sans risque. Cette estimation est révisée chaque année et si nécessaire la provision est ajustée avec pour contrepartie l'actif de démantèlement reconnu.

9.1.15 Avantages du personnel à long terme

Les avantages du personnel sont offerts à travers :

- des régimes à cotisations définies : les cotisations sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus ; ou
- des régimes à prestations définies : le montant des engagements représentatifs de ces régimes est évalué selon la méthode des unités de crédit projetées, conformément à la recommandation du CNC n° 2003-R.01.

En application de cette recommandation :

- le calcul des engagements intègre des hypothèses démographiques (rotation du personnel, mortalité,...) et financières (augmentation future de salaire, taux d'inflation,...) et fait l'objet d'une actualisation ;
- le taux d'actualisation est déterminé régime par régime, par référence au rendement des obligations privées à long terme de première catégorie ; il est arrêté sur la base d'indices externes communément retenus comme référence, après analyse par Orange SA de leur pertinence et notamment de leur composition (qualité des émetteurs) ;
- les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice selon la méthode du corridor (étalement, sur la durée d'activité résiduelle des bénéficiaires, des écarts excédant 10 % du montant le plus élevé entre (i) la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et (ii) la juste valeur des éventuels actifs du régime).

Les régimes à prestations définies d'Orange SA ne sont en général pas financés. Un seul régime fait l'objet d'une couverture par des actifs ; ces actifs étant cotés, leur juste valeur correspond à leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. Le rendement global à long terme attendu de ces actifs de couverture a été déterminé sur la base d'une analyse tenant compte du taux de rendement attendu de chaque catégorie d'actif du portefeuille, lequel est évalué en s'appuyant sur des études relatives à l'évolution des taux d'inflation, du taux d'intérêt à long terme et de la prime de risque afférente. Ces facteurs sont combinés et comparés au marché pour déterminer les hypothèses de taux de rendement à long terme.

Les avantages du personnel regroupent les avantages postérieurs à l'emploi (essentiellement des engagements de retraite), les indemnités de fin de contrat de travail et les autres avantages à long terme.

Avantages postérieurs à l'emploi

Retraites des agents fonctionnaires en France

Les agents fonctionnaires employés d'Orange SA relèvent du régime des pensions civiles et militaires administrées par l'État. La loi relative à l'entreprise nationale (loi n° 96 660 du 26 juillet 1996) dispose que l'obligation d'Orange SA se limite au versement d'une contribution libératoire annuelle. En conséquence, Orange SA n'a pas d'engagement complémentaire de couverture des déficits éventuels futurs relatifs au régime de retraite de ses agents fonctionnaires et autres régimes de la fonction publique.

Le régime de retraite des agents fonctionnaires est un régime à cotisations définies.

Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires

Les indemnités de départ à la retraite contractuelles versées par Orange SA à ses salariés, soit sous forme d'une prime, soit sous forme d'une rente dont le montant dépend de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite, relèvent d'un régime à prestations définies.

Avantages sociaux accordés aux retraités autres que les pensions

Les avantages sociaux accordés par Orange SA à ses retraités, tels que les terminaux téléphoniques ou la couverture de certains frais de santé, constituent un régime à prestations définies.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par Orange SA concernent principalement les absences rémunérées de longue durée et les dispositifs relatifs au Temps Partiel Seniors.

Les écarts actuariels constatés au cours de l'exercice sont immédiatement reconnus au compte de résultat.

9.1.16 Autres avantages du personnel

Plans d'options de souscription d'actions

L'attribution d'options de souscription d'actions n'entraînant aucune sortie de ressource pour Orange SA, aucune charge n'est comptabilisée au titre de ces plans, conformément au règlement CRC n° 2008-15 du 4 décembre 2008.

9.1.17 Dettes fournisseurs

Les délais de règlement fournisseurs sont fixés d'un commun accord entre ces derniers et Orange conformément à la réglementation en vigueur. À partir de la fin 2014, certains fournisseurs clés et Orange SA ont convenu de la possibilité de faire bénéficier la Société d'une échéance de terme étendu qui peut atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures.

9.2 Recours à des estimations

Pour établir les comptes d'Orange SA, la direction procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées, d'obtention de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2016 pourraient être sensiblement modifiées ultérieurement. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations concernent les actifs et les passifs, notamment les provisions, les actifs incorporels et corporels, les titres de participation.

Note 10 Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Le montant brut global, hors charges patronales, des rémunérations totales (salaires bruts, primes, avantages en nature, jetons de présence, intéressement, participation et abondement) versé au cours de l'exercice 2016 par Orange SA et les sociétés qu'elle contrôle, aux personnes qui sont au 31 décembre 2016, ou qui ont été au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif d'Orange SA s'élève à 11 080 051 euros, contre 9 912 659 euros versés au cours de l'exercice 2015.

Aucune indemnité de fin de contrat n'a été versée en 2016.

Par ailleurs, le montant relatif à ces mêmes éléments de rémunération comptabilisé en 2016 s'élève à 10 722 941 euros, contre 10 189 959 euros en 2015.

4.7.2 Autres éléments relatifs aux états financiers

Les informations financières figurant dans la section 4.7.2 viennent en complément des données de l'annexe aux comptes annuels et font partie intégrante du rapport du Conseil d'administration.

Les commentaires sur l'évolution du chiffre d'affaires se lisent à l'appui de la décomposition du chiffre d'affaires détaillée à la section 4.7.1 *États financiers et notes annexes aux comptes*, note 2.1.

4.7.2.1 Commentaires sur l'évolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires d'Orange SA s'établit à 23,4 milliards d'euros en 2016 contre 23,6 milliards d'euros en 2015, soit une diminution de 0,9 % entre les deux années.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des services mobiles enregistre une baisse de 3,9 %. Il est notamment marqué en 2016 par la baisse accrue du chiffre d'affaires de l'itinérance nationale et par les baisses de prix de l'itinérance internationale en Europe, tandis que la base de clients des offres avec forfaits (hors *Machine to Machine*) progresse de 2,5 % sur un an.

Ventes d'équipements mobiles

La progression de 4,4 % des ventes d'équipements mobiles reflète l'évolution favorable du mix-valeur des terminaux vendus.

Autres revenus

Les autres revenus sont en diminution de 0,4 %. Le recul des ventes et locations d'équipements fixes est compensé presque en totalité par l'augmentation des ventes d'accessoires mobiles.

Indicateurs opérationnels

Cumul à fin décembre (données quantitatives en milliers)

Services mobiles⁽¹⁾

	Réalisé 2016	Réalisé 2015
Nombre de clients de la téléphonie mobile	30 033	28 424
dont Nombre de clients avec forfait	26 486	24 141
dont Nombre de clients avec offres prépayées	3 547	4 283
ARPU mobile ⁽²⁾	22,2	22,5

Services fixes

Nombre total de lignes téléphoniques fixes gérées par Orange SA	32 896	33 278
Nombre de lignes téléphoniques Grand Public	16 013	16 250
Nombre de lignes téléphoniques Opérateurs	14 008	13 978
dont Nombre de lignes en dégroupage total	11 594	11 730
Nombre de lignes téléphoniques Entreprises	2 818	2 961
Nombre de clients fixes haut débit	11 151	10 734

Services aux entreprises

Nombre d'accès IP-VPN	296	294
-----------------------	-----	-----

(1) Les indicateurs opérationnels pour les « services mobiles » figurant dans le tableau ci-dessus sont ceux publiés par le Groupe, pour son secteur opérationnel France, comprenant également les filiales exerçant leurs activités dans les départements d'Outre-mer.

(2) L'ARPU mobile est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client (voir annexe *Glossaire financier*).

4.7.2.2 Réintégration des frais généraux et des charges somptuaires

Aucune réintégration de frais généraux au sens de l'article 223 *quinquies* du Code général des impôts n'a été effectuée au cours de l'exercice 2016. Les loyers de véhicules non déductibles, portés en dépenses somptuaires de la déclaration fiscale 2058-A, ont été réintégrés.

4.7.2.3 Prises de participation significatives

Aucune prise de participation au sens de l'article L. 236-1, al.1 du Code de commerce n'est à mentionner sur l'exercice 2016.

4.7.2.4 Dettes fournisseurs

La décomposition par date d'échéance à la clôture de l'exercice du solde à l'égard des fournisseurs est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Non échues ⁽¹⁾	5 110	5 558
Échues depuis deux mois au maximum	89	36
Échues depuis plus de deux mois	106	87
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 305	5 681

(1) Dont une baisse de 233 millions d'euros due au paiement de la deuxième tranche des blocs de fréquence au sein de la bande 700 MHz acquis en 2015.

4.7.2.5 Résultats de la Société au cours des derniers exercices

Nature des indications	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Capital en fin d'exercice					
Capital social (en euros)	10 640 226 396	10 595 541 532	10 595 541 532	10 595 541 532	10 595 541 532
Nombres d'actions ordinaires existantes	2 660 056 599	2 648 885 383	2 648 885 383	2 648 885 383	2 648 885 383
Opérations et résultats de l'exercice (en millions d'euros) – convention de signe : produit/(charge)					
Chiffre d'affaires hors taxes	23 390	23 603	23 673	24 550	20 857
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	5 711	5 836	(4 301)	3 532	5 527
Impôts sur les bénéfices	(200)	(169)	(136)	(316)	753
Participation des salariés	(146)	(160)	(155)	(136)	(134)
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	2 328	4 506	1 742	1 514	(1 283)
Résultat distribué	⁽¹⁾	1 594	1 588	2 105	2 054
Résultat par action (en euros)					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	2,02	2,08	(1,73)	1,16	2,32
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	0,88	1,70	0,66	0,57	(0,48)
Dividendes attribués par action	⁽¹⁾	0,60	0,60	0,80	0,78
Personnel (en millions d'euros, sauf les effectifs)					
Effectif moyen pendant l'exercice (équivalent temps plein)	76 301	80 741	85 165	88 958	88 996
Montant de la masse salariale de l'exercice	4 222	4 277	4 183	4 222	4 110
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) ⁽²⁾	2 285	2 268	2 306	2 366	2 344

(1) Soumis à la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 1^{er} juin 2017.

(2) Inclut l'intéressement (le montant de la masse salariale utilisé pour le calcul de l'intéressement versé par la société Orange SA est de 4 222 millions d'euros pour l'exercice 2016).

4.8 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Orange SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme il est précisé dans la note 9.2 de l'annexe aux comptes annuels, la direction d'Orange SA est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses comptes annuels et les notes qui les accompagnent. Cette note précise également que les estimations retenues au 31 décembre 2016 pourraient être sensiblement modifiées en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles sont fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous avons estimé que, parmi les comptes qui sont sujets à des estimations comptables significatives et susceptibles d'une justification de nos appréciations, figurent les titres de participation, les immobilisations incorporelles et les provisions relatives aux litiges.

Nous avons notamment :

- en ce qui concerne les actifs mentionnés ci-dessus, apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles la direction fonde ses estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations. Nous avons revu les calculs effectués par Orange SA et les sensibilités des principales valeurs d'utilité, comparé les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et examiné la procédure d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations données dans les notes 3.1, 3.2, 9.1.5 et 9.1.6 de l'annexe aux comptes annuels ;
- s'agissant des litiges, apprécié les bases sur lesquelles se fondent les positions retenues par Orange SA et, pour les provisions constituées, revu les estimations. Nous avons également revu les informations relatives aux risques et litiges contenues dans les notes 4.3, 6 et 9.1.14 de l'annexe aux comptes annuels et examiné la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense, le 23 février 2017
Les Commissaires aux comptes

KPMG SA
Marie Guillemot

Ernst & Young Audit
Charles-Emmanuel Chosson

Gouvernance et RSE

5

5.1	Composition des organes d'administration et de direction	276
5.1.1	Conseil d'administration	276
5.1.2	Dirigeants mandataires sociaux	279
5.1.3	Comité exécutif	280
5.1.4	Informations sur les mandataires sociaux et cadres dirigeants	281
5.2	Gouvernement d'entreprise	287
5.2.1	Référence à un Code de gouvernement d'entreprise	287
5.2.2	Fonctionnement du Conseil d'administration	287
5.2.3	Fonctionnement de la direction générale	292
5.3	Rémunération et avantages versés aux mandataires sociaux et cadres dirigeants	294
5.3.1	Rapport du Conseil d'administration sur les rémunérations et les avantages des dirigeants mandataires sociaux	294
5.3.2	Rémunération des mandataires sociaux non dirigeants	301
5.3.3	Rémunération du Comité exécutif	302
5.4	Cadre de maîtrise de l'activité et des risques	303
5.4.1	Audit, contrôle et management des risques Groupe	303
5.4.2	Procédures spécifiques de Contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière	305
5.4.3	Synthèse des travaux sur le Contrôle interne mis en œuvre dans le cadre de la section 404 de la loi <i>Sarbanes-Oxley</i>	307
5.4.4	Conformité	307
5.4.5	Protection des données à caractère personnel	308
5.4.6	Sécurité	309
5.4.7	Assurances	309
5.5	Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du président du Conseil d'administration	310
5.6	Responsabilité sociale, sociétale et environnementale	311
	L'éthique, une partie intégrante de la gouvernance du Groupe	311
5.6.1	Informations sociales	312
5.6.2	Informations environnementales	326
5.6.3	Engagements sociétaux	334
5.6.4	Rapport de l'un des Commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion	340

5.1 Composition des organes d'administration et de direction

5.1.1 Conseil d'administration

Au 22 mars 2017, date d'approbation du rapport du président sur la gouvernance et le contrôle interne par le Conseil d'administration, celui-ci est composé de 15 membres : le président, sept administrateurs indépendants, trois administrateurs représentant la sphère publique, trois administrateurs élus par le personnel et un administrateur représentant le personnel actionnaires.

Président-directeur général

	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Stéphane Richard	9 juin 2010 ⁽¹⁾	À l'issue de l'AG 2018

(1) Mandat renouvelé par l'Assemblée générale le 27 mai 2014.

Stéphane Richard, né en 1961, est président-directeur général d'Orange depuis le 1^{er} mars 2011. Il a rejoint le groupe Orange en septembre 2009 et a exercé successivement les fonctions de directeur général adjoint chargé des Opérations France, de directeur général délégué et de directeur général. Entre 1992 et 2003, Stéphane Richard a été successivement adjoint du directeur financier de la Compagnie générale des eaux, directeur général de la Compagnie immobilière Phénix et président de la CGIS (Compagnie

générale d'immobilier et de services) devenue Nexity. Entre 2003 et 2007, il était directeur général adjoint de Veolia Environnement et directeur général de Veolia Transport ainsi qu'administrateur d'Orange. De 2007 à 2009, Stéphane Richard était directeur de cabinet du ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi. Stéphane Richard est diplômé de l'École des hautes études commerciales (HEC) et de l'École nationale d'administration (ENA). Il est de nationalité française.

Administrateurs indépendants

		Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Alexandre Bompard	Membre du Comité innovation et technologie	7 décembre 2016 ⁽¹⁾	À l'issue de l'AG 2019
José-Luis Durán	Membre du Comité d'audit	5 février 2008 ⁽²⁾	À l'issue de l'AG 2020
Charles-Henri Filippi	Membre du CGRSE	5 février 2008 ⁽²⁾	À l'issue de l'AG 2020
Helle Kristoffersen	Présidente du Comité innovation et technologie	7 juin 2011 ⁽³⁾	À l'issue de l'AG 2019
Bernard Ramanantsoa	Président du Comité d'audit	7 juin 2016	À l'issue de l'AG 2020
Mouna Sepehri	Présidente du CGRSE	22 octobre 2014 ⁽⁴⁾	À l'issue de l'AG 2019
Jean-Michel Severino	Membre du Comité d'audit	7 juin 2011 ⁽³⁾	À l'issue de l'AG 2019

(1) Coopté par le Conseil d'administration le 7 décembre 2016 en remplacement de Bernard Dufau.

(2) Mandat renouvelé par l'Assemblée générale le 5 juin 2012 et 7 juin 2016.

(3) Mandat renouvelé par l'Assemblée générale le 27 mai 2015.

(4) Cooptée par le Conseil d'administration le 22 octobre 2014 en remplacement de Muriel Pénicaud. Mandat renouvelé par l'Assemblée générale le 27 mai 2015.

Alexandre Bompard, né en 1972 à Saint-Étienne, est président-directeur général de Fnac Darty. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise de droit public, d'un DEA de sciences économiques, diplômé de l'École nationale d'administration. À sa sortie de l'ENA, Alexandre Bompard est affecté à l'Inspection générale des finances (1999-2002). Il devient par la suite Conseiller technique de François Fillon, alors Ministre des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité d'avril à décembre 2003. Entre 2004 et 2008, Alexandre Bompard exerce plusieurs responsabilités au sein du groupe Canal+. Il est directeur du cabinet du président Bertrand Méheut (2004-2005), puis directeur des sports et des affaires publiques du groupe (juin 2005-juin 2008). En juin 2008, il est nommé président-directeur général d'Europe 1 et d'Europe 1 Sport. En janvier 2011, il rejoint le groupe Fnac, dont il est nommé président-directeur général. À son arrivée, il engage un ambitieux plan de transformation de l'enseigne, intitulé « fnac 2015 », pour répondre au défi de la révolution numérique et à l'évolution des attentes des clients. À l'automne 2015, la Fnac lance une offre de rachat sur le groupe Darty et Alexandre Bompard devient, le 20 juillet 2016, président-directeur général du nouvel ensemble regroupant les enseignes Fnac et Darty. Alexandre Bompard est Chevalier dans l'Ordre des Arts et des Lettres. Il est de nationalité française.

José-Luis Durán, né en 1964, est directeur général de Value Retail Management depuis novembre 2016. Il a commencé sa carrière en 1987 chez Arthur Andersen après des études d'économie. Entré chez Pryca (filiale de Carrefour) en 1991, il y exerce successivement les fonctions de contrôleur de gestion (1991-1994), contrôleur de gestion Europe du Sud (1994-1996), puis contrôleur de gestion Amériques jusqu'en 1997. Après avoir été directeur financier de Pryca, il devient directeur financier de Carrefour Espagne en 1999. En avril 2001, il est nommé directeur général finances et gestion, et organisation et systèmes de Carrefour et rejoint le Comité exécutif du groupe. José-Luis Durán a été directeur général du groupe Carrefour et président du directoire de 2005 à 2008, puis directeur général de la société Devanlay SA et président de Lacoste Holding de juillet 2009 à janvier 2015. Il est de nationalité espagnole.

Charles-Henri Filippi, né en 1952, est président de Citigroup France depuis le 1^{er} janvier 2011. Ayant rejoint le CCF en 1987, après plusieurs années passées au sein de l'administration française et de cabinets ministériels, il est nommé directeur général du CCF France en 1998, puis est nommé à la direction générale du groupe HSBC en 2001 comme responsable des activités de Grande Clientèle pour l'ensemble du groupe. Il devient président-directeur général de HSBC France en mars 2004, puis président non exécutif à partir d'août 2007,

responsabilité qu'il a occupée jusqu'au 31 décembre 2008. Il a également été *Senior Advisor* chez CVC Capital Partners France jusqu'au 31 décembre 2010, associé chez Weinberg Capital Partners jusqu'au 31 décembre 2011, et président et fondateur des sociétés de gestion Octagones et Alfina de 2008 à 2012. Charles-Henri Filippi est de nationalité française.

Helle Kristoffersen, née en 1964, est Directrice Stratégie & Secrétariat Général de la branche Gas, Renewables & Power du groupe Total. Elle occupait précédemment les fonctions de directrice Stratégie et intelligence économique du groupe Total de janvier 2012 à septembre 2016 et directrice adjointe Stratégie de 2011 à 2012. Elle a fait l'essentiel de sa carrière depuis 1994 au sein du groupe Alcatel devenu Alcatel-Lucent puis Nokia. Après y avoir occupé divers postes elle a été, entre 2005 et 2008, vice-présidente stratégie Groupe puis *Senior Vice President* marchés verticaux du groupe Alcatel-Lucent de janvier 2009 à décembre 2010. Helle Kristoffersen est diplômée de l'École normale supérieure et de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE). Elle est Chevalier de la Légion d'Honneur. Née au Danemark, elle est de nationalité française.

Bernard Ramanantsoa, né en 1948, est administrateur de sociétés ainsi que d'universités et de Grandes Écoles. Bernard Ramanantsoa débute, pendant son service militaire, comme maître de conférences à l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace en 1971 et 1972, puis intègre la SNCF où il devient responsable de la Division Marketing «Grandes Lignes» en 1978. Il rejoint le corps professoral d'HEC en 1979 comme professeur de Stratégie et Politique d'Entreprise, spécialiste du lien entre la stratégie et la culture d'entreprise. Après avoir été Doyen du Corps Professoral et de la Recherche, il est directeur général d'HEC Paris de 1995 à 2015. Sous sa direction, l'école prend une dimension résolument internationale. Bernard Ramanantsoa est l'auteur de nombreuses communications et publications dans le domaine de la gestion des affaires. Il a reçu en 1989 le Prix Harvard l'Expansion pour «Technologie et Stratégie d'entreprise» et en 1983 le Prix de l'Académie des Sciences Commerciales pour «Stratégie de l'Entreprise et Diversification», et

vient de publier «Apprendre et Oser» chez Albin Michel ainsi que «L'enseignement supérieur français par-delà les frontières : l'urgence d'une stratégie» chez France Stratégie. Bernard Ramanantsoa est ingénieur issu de l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace (Sup'Aéro) et est titulaire d'un MBA d'HEC, d'un DEA de Sociologie de l'Université Paris Diderot, d'un Doctorat en Sciences de Gestion de l'Université Paris Dauphine et d'un DEA d'Histoire de la Philosophie de l'Université Paris-1. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite, Chevalier des Palmes Académiques et Officier de l'Ordre National Malgache. Il est de nationalité française.

Mouna Sepehri, née en 1963, est depuis avril 2011, membre du Comité exécutif du groupe Renault. Directrice déléguée à la présidence de Renault, elle supervise les fonctions déléguées à la direction générale : direction juridique, direction des Affaires publiques, direction de la Communication, direction de la Responsabilité sociale de l'Entreprise, direction de l'Immobilier et des Services généraux, direction de la Prévention et de la Protection, direction des Équipes transverses, direction du programme de l'efficacité économique des frais de fonctionnement. Elle débute sa carrière en 1990 comme avocate à Paris, puis à New York où elle se spécialise en fusions-acquisitions et en droit international des affaires. En 1996, elle rejoint Renault en tant que directrice juridique adjointe et contribue alors à tous les grands projets de croissance internationale du groupe. En 2007, elle est chargée du management des équipes transverses au sein de la direction déléguée à la présidence. Mouna Sepehri est diplômée en droit. Elle est Chevalier de la Légion d'Honneur. Née en Iran, elle a la double nationalité française et iranienne.

Jean-Michel Severino, né en 1957, est gérant d'Investisseurs et Partenaires, société de gestion de fonds spécialisée dans l'investissement dans les PME de l'Afrique subsaharienne. Il est également membre de l'Académie des technologies. Il était jusqu'en avril 2010 directeur général de l'Agence française de développement (AFD), et précédemment vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie. Jean-Michel Severino est Inspecteur des finances, diplômé de l'École nationale d'administration (ENA). Il est de nationalité française.

Administrateurs représentant la sphère publique

		Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Bpifrance Participations ⁽¹⁾	Membre du Comité		
représenté par Nicolas Dufourcq	innovation et technologie	28 mai 2013	À l'issue de l'AG 2017
Anne Lange ⁽²⁾	Membre du CGRSE	27 mai 2015	À l'issue de l'AG 2019
Lucie Muniesa ⁽³⁾	Membre du Comité d'audit	4 février 2016	3 février 2020

(1) Groupe public de financement et d'investissement pour les entreprises, issu du regroupement de OSEO, CDC Entreprises, FSI et FSI Régions, nommé par l'Assemblée générale des actionnaires.

(2) Nommée par l'Assemblée générale des actionnaires sur proposition de l'État et du Conseil d'administration.

(3) Nommée par arrêté ministériel.

Nicolas Dufourcq, né en 1963, a pris la direction de Bpifrance en octobre 2012. Ayant rejoint France Télécom en 1994, après une année passée au cabinet de René Teulade, ministre des Affaires sociales, puis participé aux côtés d'Alain Minc à la rédaction du rapport sur la France de l'an 2000 et la création avec des camarades d'HEC, d'entreprises dans la publicité, la plasturgie, l'agroalimentaire, il fonde, à la demande de Michel Bon, alors président-directeur général de France Télécom (devenue Orange), la Division Multimédia, au sein de laquelle Wanadoo est lancé en janvier 1996, ainsi que TPS, le même mois, aux côtés de TF1, M6, et FTV. Cette division est filialisée et prend le nom de Wanadoo, et le groupe est coté en Bourse en juillet 2000, avant d'acquérir les leaders de l'Internet en Grande Bretagne et en Espagne en décembre 2000 et en avril 2002. En 2003, Nicolas Dufourcq rejoint Capgemini où il prend en charge l'Europe continentale. En 2004 il devient directeur général adjoint et directeur financier du groupe, responsable également de l'industrialisation de la production informatique et du programme Lean. Nicolas Dufourcq est Inspecteur des finances, diplômé d'HEC et de l'ENA. Il est de nationalité française.

Lucie Muniesa, née en 1975, est depuis le 4 février 2016, directrice générale adjointe de l'Agence des participations de l'État (APE). Ancienne élève de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensa), Lucie Muniesa a débuté sa carrière à l'Insee, avant d'être nommée adjointe au chef de bureau des Concentrations et aides à la direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes en 2002. Elle rejoint l'APE en 2004, en qualité d'adjointe aux chefs des bureaux sectoriels «Énergie, Chimie et autres participations» et «La Poste – France Télécom», avant d'être nommée secrétaire générale de l'APE en 2007. En 2010, Lucie Muniesa a rejoint Radio France, en qualité de directrice financière puis directrice générale adjointe en charge des finances, achats, juridique et du développement des ressources propres, avant de devenir en 2014 directrice, secrétaire générale adjointe du ministère de la Culture et de la Communication. Elle est de nationalité française.

Anne Lange, née en 1968, est directrice générale de la société Mentis dont elle est co-fondatrice. *Start-up* de logiciels, Mentis innove dans le domaine de l'Internet des Objets et collabore avec de grands groupes sur des solutions de mobilité et gestion de l'espace urbain. Anne Lange a démarré sa carrière en 1994 dans les services du Premier ministre où elle dirigeait le bureau de la tutelle de l'État sur l'audiovisuel public. En 1998, elle rejoint Thomson comme directrice de la planification stratégique, puis en 2000 du département e-business Europe. En avril 2003, Anne Lange est nommée secrétaire

général du Forum des droits sur l'Internet, organisme dépendant du bureau du Premier ministre. De 2004 à 2014, elle exerce successivement les fonctions de directrice du secteur public Europe, directrice exécutive des opérations mondiales media et secteur public (en poste alors aux États-Unis), et directrice exécutive pour l'innovation au sein de la division Internet Business Solution Group de Cisco. Anne Lange est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration (ENA). Elle est de nationalité française.

Administrateurs élus par le personnel

		Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Daniel Bertho	Membre du Comité innovation et technologie	22 octobre 2013	2 décembre 2017
Ghislaine Coinaud	Membre du Comité d'audit	3 décembre 2009 ⁽¹⁾	2 décembre 2017
Daniel Guillot	Membre du CGRSE	3 décembre 2009 ⁽²⁾	2 décembre 2017

(1) Réélue le 22 octobre 2013.

(2) Réélu le 15 novembre 2013.

Daniel Bertho, né en 1956, est chargé d'affaires dans une unité d'intervention du Val d'Oise. Il a été membre du Comité de Groupe européen de 2004 à 2011. Il a siégé aux conseils de surveillance des fonds *Dynamis Solidaire* et *Evolutis*, mandaté par la fédération SUD. Daniel Bertho est entré chez Orange en 1984 comme dessinateur. Il est de nationalité française.

Ghislaine Coinaud, née en 1956, est collaboratrice au sein de la division fonctions support. Elle est entrée chez Orange en 1977 comme agent d'exploitation du service général au centre principal d'exploitation de La Courneuve. De 1995 à 2005, Ghislaine Coinaud était membre du Conseil supérieur de la fonction publique. Elle était déléguée syndicale centrale adjointe jusqu'en décembre 2009 pour la CGT. Elle était auparavant membre de la direction fédérale de ce syndicat. Ghislaine Coinaud est de nationalité française.

Daniel Guillot, né en 1956, est directeur des relations avec les collectivités locales du département de l'Ain à la direction régionale de Lyon. Il est entré chez Orange en 1977 comme contrôleur des PTT. En 1986, Daniel Guillot est devenu attaché d'administration centrale au ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace, puis Inspecteur Principal en 1993. Dès sa création en 2005, il a exercé des responsabilités syndicales à la Fédération Communication Conseil Culture CFDT comme responsable des cadres et de l'international et enfin, depuis 2007, comme délégué syndical central et responsable du groupe Orange. Jusqu'en 2009, Daniel Guillot a siégé au comité mondial d'UNI Télécom (syndicat mondial) et présidé le comité européen de dialogue social des télécommunications en alternance avec le représentant des employeurs. Daniel Guillot est certifié IFA. Il est de nationalité française.

Administrateur élu par l'Assemblée générale et représentant les membres du personnel actionnaires

		Date d'entrée en fonction	Date d'échéance du mandat
Hélène Marcy	Membre du Comité innovation et technologie	25 juillet 2016 ⁽¹⁾	À l'issue de l'AG 2018

(1) Nommée en remplacement de Jean-Luc Burgain, démissionnaire, dans le cadre du mandat renouvelé par l'Assemblée générale le 27 mai 2014.

Hélène Marcy, née en 1959, a intégré Orange en 1997. Depuis 20 ans, elle a exercé différentes fonctions commerciales et marketing au sein du Groupe, avant de prendre en charge le pilotage de la communication d'une organisation professionnelle syndicale. Précédemment, elle a été consultante en marketing et communication, et a pendant dix ans accompagné Orange dans le lancement commercial de produits et services innovants. Elle est actuellement membre du Conseil de

surveillance du Fonds commun de placement d'entreprise *Evolutis* et vice-présidente de l'ADEAS (Association pour la défense de l'épargne et de l'actionariat salariés au sein du groupe Orange) qu'elle a contribué à créer. Cette association développe notamment une information pédagogique régulière sur les questions de l'actionariat salarié auprès des personnels d'Orange. Elle est de nationalité française.

Un représentant du Comité central de l'unité économique et sociale Orange participe aux séances du Conseil d'administration.

Évolutions dans la composition du Conseil d'administration

Par arrêté ministériel en date du 4 février 2016, Lucie Muniesa a été nommée représentante de l'État au Conseil d'administration d'Orange en remplacement d'Antoine Saintoyant.

L'Assemblée générale du 7 juin 2016 a renouvelé les mandats d'administrateurs de José-Luis Durán et Charles-Henri Filippi et a nommé comme nouvel administrateur Bernard Ramanantsoa pour

une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Le Conseil d'administration a pris acte lors de sa séance du 25 juillet 2016 du remplacement de Jean-Luc Burgain par Hélène Marcy en qualité d'administrateur élu par l'Assemblée générale et représentant les membres du personnel actionnaires. En décembre 2016, le Conseil l'a nommée membre du Comité innovation et technologie.

Lors de sa séance du 7 décembre 2016, le Conseil d'administration, après avoir pris acte de la démission de Bernard Dufau, a coopté Alexandre Bompard en qualité de nouvel administrateur, nommé Charles-Henri Filippi administrateur référent et Bernard Ramanantsoa président du Comité d'audit.

Le Conseil d'administration a été informé de la désignation, en qualité de représentant permanent de Bpifrance Participations, de Nicolas Dufourcq en remplacement de Jean-Yves Gilet. Cette nomination a pris effet à compter du 19 janvier 2017.

En février 2017, le Conseil a nommé Alexandre Bompard et Nicolas Dufourcq membres du Comité innovation et technologie.

5.1.2 Dirigeants mandataires sociaux

Président-directeur général

Stéphane Richard a été nommé président-directeur général le 23 février 2011 par le Conseil d'administration, avec effet au 1^{er} mars 2011. Son mandat d'administrateur a été renouvelé lors de l'Assemblée générale du 27 mai 2014 et, à la même date, le Conseil d'administration a renouvelé son mandat de président-directeur général.

La biographie de Stéphane Richard est présentée à la section 5.1.1 *Conseil d'administration*.

Directeurs généraux délégués

Le 22 octobre 2014, le Conseil d'administration a renouvelé le mandat de Gervais Pellissier en qualité de directeur général délégué pour une durée égale à celle du mandat du président-directeur général. Gervais Pellissier a conservé ses fonctions de directeur exécutif de la zone Europe.

Le 2 décembre 2015, le Conseil d'administration a nommé Ramon Fernandez et Pierre Louette en qualité de directeurs généraux délégués à compter du 1^{er} janvier 2016 et pour une durée égale à celle du mandat du président-directeur général. Ramon Fernandez et Pierre Louette ont conservé leurs fonctions respectives de directeur financier et Stratégie et de secrétaire général du Groupe en charge d'Orange Wholesale France et des Achats.

Ramon Fernandez, né en 1967, est directeur général délégué d'Orange depuis le 1^{er} janvier 2016. Il est également directeur financier et Stratégie du Groupe. Il a rejoint le groupe Orange le 1^{er} septembre 2014 en tant que directeur général adjoint en charge des finances et de la stratégie du Groupe. Ramon Fernandez a débuté sa carrière à la direction du Trésor avant de rejoindre le Fonds monétaire international à Washington entre 1997 et 1999. De retour à la direction du Trésor, il y exerce de nombreuses responsabilités : chef du bureau énergie, télécommunications et matières premières jusqu'en 2001 ; chef du bureau épargne et marché financier entre 2001 et 2002 ; sous-directeur des affaires financières internationales et du développement et vice-président du Club de Paris entre 2003 et 2007. Il a également été conseiller au cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (2002-2003) et du Président de la République (2007-2008), avant d'être nommé directeur de cabinet du ministre du Travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité (2008-2009). Il était depuis mars 2009 directeur général du Trésor, président de l'agence France Trésor et président du Club de Paris. Gouverneur suppléant de la Banque mondiale pour la France et gouverneur de la Banque africaine de développement avant son entrée chez Orange, il représentait l'État français aux Conseils d'administration de GDF Suez et de CNP Assurances ainsi qu'à la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts. Ramon Fernandez est Chevalier de la Légion d'Honneur. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration (ENA). Il est de nationalité française.

Pierre Louette, né en 1962, est directeur général délégué d'Orange depuis le 1^{er} janvier 2016. Il est par ailleurs en charge du secrétariat général du Groupe, d'Orange wholesale France, des Achats du

Groupe, du programme d'efficacité opérationnelle *Chrysalid*, d'Orange Silicon Valley et d'Orange Digital Ventures. Il est également membre du Conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux et de la Fédération Française des Télécoms dont il a été président de mars 2012 à mai 2015. Conseiller technique pour la communication, la jeunesse et les sports au cabinet du Premier ministre de 1993 à 1995, Pierre Louette contribue durant cette période au développement des nouveaux réseaux de communication avec le programme des autoroutes de l'information. Il devient ensuite secrétaire général et directeur de la communication de France Télévisions, puis à partir de 1996, participe au développement de l'Internet en France à la tête de la web agency Connectworld, au sein du groupe Havas. Il poursuit sa carrière en tant que dirigeant d'Europatweb, fonds d'investissement dans l'Internet créé par Bernard Arnault. Directeur général de l'Agence France-Presse de 2003 à 2005, il en est élu président-directeur général en 2005 et le demeure jusqu'en 2010. Durant cette période il a redressé les comptes de l'Agence, développé ses activités *online* et lancé la production vidéo à l'international. Pierre Louette est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration (ENA). Il est conseiller maître à la Cour des comptes, Chevalier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre national du Mérite. Il est de nationalité française.

Gervais Pellissier, né en 1959, est directeur général délégué d'Orange depuis le 1^{er} novembre 2011. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est en charge des opérations en Europe (hors France). Il a rejoint le groupe Orange en octobre 2005, en qualité de chargé de mission pour l'intégration de ses entités en Espagne et la réflexion sur l'intégration géographique au sein du Groupe. En janvier 2006, il a été nommé membre du comité de direction générale du Groupe, en charge des finances et des opérations en Espagne, et en mars 2009 directeur général adjoint d'Orange, en charge des finances et des systèmes d'information. La constitution du nouveau Comité exécutif Groupe, début avril 2010, confirme Gervais Pellissier dans ses fonctions de directeur général adjoint d'Orange, en charge des finances et des systèmes d'information. À compter du 1^{er} septembre 2014, il prend en charge la zone Europe. Gervais Pellissier est entré chez Bull en 1983 et a exercé différentes responsabilités dans le domaine de la finance et du contrôle de gestion, en France, en Afrique, en Amérique du Sud et en Europe de l'Est. En 1994 il est nommé successivement directeur financier de la division services et intégration de systèmes, de la division infogérance et directeur du contrôle de gestion du groupe Bull ; puis en 1998, directeur financier du groupe Bull. D'avril 2004 à février 2005, Gervais Pellissier a exercé les fonctions d'administrateur délégué à la présidence du Conseil d'administration et de directeur général délégué du groupe Bull. De février 2005 à mi-2008, il était vice-président du Conseil d'administration de Bull. Depuis juin 2015, il est membre du Conseil de surveillance et membre du Comité d'audit de Wendel. Gervais Pellissier est diplômé de l'École des hautes études commerciales (HEC), de Berkeley et de l'université de Cologne. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre national du Mérite. Il est de nationalité française.

5.1.3 Comité exécutif

À la date de ce document, le Comité exécutif est composé de 12 membres, autour de Stéphane Richard, dont trois directeurs généraux délégués : Ramon Fernandez, Pierre Louette et Gervais Pellissier ; et trois directeurs généraux adjoints : Thierry Bonhomme, Bruno Mettling et Marc Rennard.

Christine Albanel	Directrice exécutive RSE, Diversité, Partenariats et Solidarité
Jérôme Barré	Directeur exécutif, Ressources Humaines
Thierry Bonhomme	Directeur général adjoint, Orange Business Services
Fabienne Dulac	Directrice exécutive, Orange France
Ramon Fernandez	Directeur général délégué, Finance et Stratégie
Mari-Noëlle Jégo-Laveissière	Directrice exécutive, Innovation, Marketing et Technologies
Pierre Louette	Directeur général délégué, secrétaire général du Groupe, Orange Wholesale France et Achats
Béatrice Mandine	Directrice exécutive, Communication et Marque
Bruno Mettling	Directeur général adjoint, Afrique et Moyen-Orient (MEA)
Gervais Pellissier	Directeur général délégué, Europe (hors France)
Marc Rennard	Directeur général adjoint, Expérience client et Services Financiers sur Mobile

Les biographies de Stéphane Richard, Ramon Fernandez, Pierre Louette et Gervais Pellissier sont présentées aux sections 5.1.1 *Conseil d'administration* et 5.1.2 *Dirigeants mandataires sociaux*.

Christine Albanel, née en 1955, est directrice exécutive en charge de la responsabilité sociale d'entreprise, des partenariats et de la solidarité. Elle est également présidente déléguée de la Fondation Orange et présidente d'Orange Studio. Christine Albanel a été conseiller pour la Culture et l'Éducation à l'Élysée, présidente de l'établissement public de Versailles de 2003 à 2007, puis ministre de la Culture et l'Éducation de 2007 à 2009. Elle a été la plume de Jacques Chirac pendant de nombreuses années, et elle est notamment l'auteur du discours du Vel' d'Hiv'. Christine Albanel est conseiller d'État. Elle est agrégée de lettres modernes.

Jérôme Barré, né en 1962, est depuis le 1^{er} mars 2016, directeur exécutif en charge des ressources humaines. Il a rejoint le groupe Orange en 1985, où il a travaillé à la qualité et au développement du réseau en Île-de-France puis en Bretagne. En 1991, il est nommé Délégué National aux Collectivités Locales. Entre 1996 et 2010, Jérôme Barré a alterné des responsabilités nationales et des expériences de manager opérationnel. De 1996 à 2000, il rejoint la Branche Grand Public en tant que directeur du Service et de la Qualité pour la Division Clientèle Professionnelle, puis directeur du Service à la Division Distribution et Service. De 2000 à 2006, il a occupé les postes de directeur régional Bourgogne puis Franche-Comté, et de 2006 à 2010 celui de directeur territorial Nord-Ouest Centre (Basse Normandie, Haute Normandie, région Centre). En 2010, après avoir coordonné la négociation sur le stress aux côtés du directeur des ressources humaines du Groupe suite à la crise sociale, Jérôme Barré est nommé directeur des activités commerciales et service client pour le marché Grand Public à Orange France, où il travaille notamment à la création des directions Orange. En avril 2011, il est nommé directeur Orange Île-de-France, chargé de développer l'activité d'Orange sur le bassin francilien. Jérôme Barré est diplômé de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure des télécommunications (ENST).

Thierry Bonhomme, né en 1956, est directeur général adjoint, en charge d'Orange Business Services depuis le 1^{er} mai 2013. Auparavant, il a occupé successivement dans le Groupe les responsabilités de directeur de l'exploitation technique à Paris Nord, directeur régional à Grenoble, puis Marseille avant de devenir directeur du Marché Entreprise France, puis directeur de la Recherche et Développement, et de prendre en 2010 la direction de la Division *Orange Labs Networks and Carriers*. En outre, il a été de 1988 à 1990 directeur de l'Idate. Thierry Bonhomme est diplômé de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure des télécommunications (ENST).

Fabienne Dulac, née en 1967, est depuis le 22 août 2014, directrice exécutive en charge d'Orange France. Après avoir commencé une thèse de doctorat, Fabienne Dulac débute sa carrière au ministère de l'Intérieur avant de rejoindre l'entreprise en 1993 avec VTCOM, société de développement de services multimédia au moment de l'émergence de l'Internet et de l'apparition d'un nouveau secteur

d'activité, en tant que responsable de la communication et du marketing. Fabienne Dulac intègre France Télécom en 1997 au sein de la Division Multimédia nouvellement créée. Ses responsabilités en tant que responsable de la communication externe s'étendent à l'ensemble des activités multimédia de France Télécom au sein de sociétés comme Wanadoo, Voila, Mappy. Pendant dix ans, elle occupe différentes responsabilités dans le marketing, le business développement et la relation client, accompagnant ainsi la transformation du marché et de l'entreprise, le développement des nouveaux territoires commerciaux et de l'expérience client, au cœur de la stratégie de l'opérateur. En 2008, elle devient directrice des Ventes et de la Relation Client en ligne chez Orange France ; elle innove dans le domaine et impulse la transformation digitale de l'entreprise en matière de vente et de relation client. En 2011, Fabienne prend la tête de la direction Orange Nord de France et assure le pilotage d'une entité opérationnelle de plus de 5 500 salariés. En septembre 2013, elle est nommée directrice de la communication d'Orange France. Fabienne Dulac est titulaire d'un DEA de Sociologie Politique de l'Institut d'études politiques de Paris, d'une maîtrise d'Histoire et d'une licence de Lettres Modernes.

Mari-Noëlle Jégo-Laveissière, née en 1968, est depuis le 1^{er} mars 2014, directrice exécutive en charge de la Division Innovation, Marketing et Technologies (IMT). Depuis qu'elle a rejoint le groupe Orange en 1996, Mari-Noëlle Jégo-Laveissière a occupé plusieurs postes de management ou de projet : directrice d'International & Backbone Network Factory, fusion entre France Télécom et Orange France SA, directrice de la recherche & développement du Groupe, responsable de la direction Marketing Grand Public d'Orange France et directrice de région où elle s'occupait des services techniques et commerciaux pour le Grand Public et pour les clients entreprises. Mari-Noëlle Jégo-Laveissière est diplômée de l'École des Mines de Paris et de l'École normale supérieure et a également un titre de Docteur en chimie quantique de l'Université de Paris XI – Waterloo.

Béatrice Mandine, née en 1968, est directrice exécutive en charge de la communication et de la marque depuis le 1^{er} mai 2013. Elle a rejoint Orange en mai 2007 en tant que directrice du service de presse. Béatrice Mandine a été nommée directrice déléguée à la communication externe en novembre 2010, puis directrice adjointe de la communication en charge de la communication externe au côté de Xavier Couture, directeur exécutif en charge de la communication et de la marque en juillet 2012. Elle a commencé sa carrière en 1988 en tant que journaliste au *Figaro*, à *Marie-Claire* et à la chaîne de télévision la 5. Fin 1990, elle intègre Alcatel comme chargée de communication interne. En 1992, elle devient attachée de presse pour Alcatel Radio *Space & Defense*, puis, l'année suivante, intègre le service de presse d'Alcatel Alsthom. Nommée en 1998 directrice médias d'Alcatel Consumer Division, elle devient en 2000 directrice

des relations presse et publiques de la division téléphone mobile d'Alcatel. Mi-2004, Béatrice Mandine rejoint le groupe Faurecia comme responsable des relations presse et de l'image institutionnelle. Elle est diplômée de l'École supérieure de journalisme (ESJ) et de l'Institut des hautes études internationales (IHEI).

Bruno Mettling, né en 1958, est directeur général adjoint en charge de la zone Afrique et Moyen-Orient (MEA) depuis le 1^{er} mars 2016. Il a rejoint Orange en avril 2010 en tant que directeur exécutif en mission auprès du directeur général en charge de l'emploi, des compétences et d'Orange Campus, avant d'être nommé directeur exécutif en charge des ressources humaines et de la communication interne du Groupe en octobre 2010. Depuis septembre 2014, Bruno Mettling assure le suivi du programme de simplification et de digitalisation du Groupe. Il s'est vu par ailleurs confier, pour le compte du Comité exécutif, une mission de suivi de l'activité santé « Orange Healthcare ». Bruno Mettling a commencé sa carrière à la direction du Budget du ministère des Finances. Il sera successivement chargé des questions financières au cabinet du ministre du Travail, des Affaires Sociales et de l'Emploi en 1988 ; directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer de 1988 à 1990 ; puis directeur adjoint du cabinet du ministre de la Ville de 1990 à 1991. Ayant intégré le corps des Inspecteurs des finances en 1991, il rejoint le ministère de l'Économie et des Finances. Bruno Mettling a

ensuite été nommé directeur du contrôle de gestion, directeur financier adjoint du groupe La Poste. En octobre 1999, il rejoint la Caisse nationale des Caisses d'Épargne où il lance la réforme du secteur des ressources humaines, avant d'être chargé du développement commercial puis du plan stratégique et enfin d'intégrer le groupe Banque Populaire en octobre 2004 comme directeur général adjoint à la Banque Fédérale des Banques Populaires. Il est promu directeur général délégué en juillet 2006. Bruno Mettling est diplômé de l'Institut d'études politiques et de la faculté de droit d'Aix-en-Provence. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur et Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Marc Rennard, né en 1957, est depuis le 1^{er} mars 2016, directeur général adjoint en charge de l'expérience client et des services financiers sur mobile. Il rejoint le groupe Orange en 2003 comme président-directeur général d'une de ses filiales à Madrid (Espagne). En 2004, il a pris la direction des Opérations internationales avant d'accéder en 2006 aux responsabilités de directeur exécutif international en charge de la zone Afrique, Moyen-Orient et Asie. Il a pris les commandes d'une entreprise de conseil avant de diriger pendant plusieurs années la société des Montagnes de l'Arc (groupe Caisse des Dépôts), puis d'intégrer TDF en tant que directeur général adjoint jusqu'en 2003. Marc Rennard est diplômé de l'École de management de Lyon. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur.

5.1.4 Informations sur les mandataires sociaux et cadres dirigeants

5.1.4.1 Mandats exercés par les mandataires sociaux

Stéphane Richard

Mandats et fonctions en cours

- Administrateur et président-directeur général d'Orange
- Administrateur de l'Opéra National de Paris
- Administrateur de la Fondation du Collège de France
- Administrateur du Cercle de l'Industrie
- Gérant de l'EURL Rieutord Capital
- Gérant associé de la SCI du 18 rue Philippe-Hecht
- Gérant de la SCI Carré Gabriel
- Gérant de la SARL Carré Gabriel
- Gérant de l'EURL Ginger

International

- Représentant permanent d'Atlas Countries Services dans Médi Telecom⁽¹⁾

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Manager de Rieutord LLC (jusqu'en septembre 2016)
- Président-directeur général d'Orange France⁽¹⁾
- Administrateur de la Cinémathèque Française

Ramon Fernandez

Mandats et fonctions en cours

- Directeur général délégué d'Orange
- Président du Conseil d'administration et Administrateur d'Orange Bank (*anciennement Groupama Banque*)⁽¹⁾ (depuis octobre 2016)
- Administrateur de Compagnie Financière d'Orange Bank⁽¹⁾ (depuis septembre 2016)
- Administrateur d'Orange Middle East and Africa⁽¹⁾
- Membre du Conseil de surveillance d'Iris Capital Management⁽¹⁾
- Membre du comité d'orientation d'Institut Orange⁽¹⁾ (depuis juin 2016)
- Administrateur et membre du comité des rémunérations d'Euler Hermès⁽²⁾ (depuis mai 2016)

International

- Membre du Conseil de surveillance d'Orange Polska⁽¹⁾⁽²⁾
- Administrateur de Médi Telecom⁽¹⁾
- Membre du Conseil de surveillance d'Euronext NV⁽²⁾

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Administrateur d'Orange Espagne⁽¹⁾ (jusqu'en septembre 2016)
- Représentant de l'État au Conseil d'administration de GDF Suez
- Représentant de l'État au Conseil d'administration de CNP Assurances
- Représentant de l'État au Conseil de surveillance de la Caisse des Dépôts
- Gouverneur suppléant de la Banque mondiale pour la France
- Gouverneur de la Banque africaine de développement

(1) Société dans laquelle Orange détient un intérêt.

(2) Mandat dans une société cotée.

Pierre Louette**Mandats et fonctions en cours**

- Directeur général délégué d'Orange
- Président d'Orange Digital Venture⁽¹⁾
- Administrateur d'Orange Middle East and Africa⁽¹⁾
- Président du Conseil d'administration et administrateur d'Orange Digital Investment⁽¹⁾ (depuis juin 2016)
- Administrateur de Dailymotion⁽¹⁾
- Membre du Conseil de surveillance d'Iris Capital Management⁽¹⁾
- Représentant permanent d'Orange Participations au Conseil d'administration de Deezer⁽¹⁾
- Administrateur de RMN Grand Palais
- Administrateur de la Fédération Française des Télécoms

International

- Administrateur de Buyin SA⁽¹⁾
- Administrateur d'Orange Espagne⁽¹⁾ (depuis mars 2016)
- Administrateur d'Orange Silicon Valley⁽¹⁾
- Membre du Conseil de surveillance de Rocket Internet (depuis juin 2016)

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Administrateur d'Orange Spain Plc (jusqu'au 1^{er} mars 2016)⁽¹⁾
- Président de la Fédération Française des Télécoms
- Président du Comité Transformation numérique du MEDEF
- Membre du Conseil de surveillance d'Orange Polska⁽¹⁾

Gervais Pellissier**Mandats et fonctions en cours**

- Directeur général délégué d'Orange
- Administrateur d'Orange Horizons⁽¹⁾
- Membre du Conseil de surveillance de Wendel⁽²⁾
- Fondateur et administrateur de la Fondation des Amis de Médecins du Monde

International

- Vice-président du Conseil de surveillance et président du Comité stratégique d'Orange Polska⁽¹⁾⁽²⁾
- Président (depuis mars 2016) et Administrateur d'Orange Espagne⁽¹⁾
- Administrateur et membre du Comité stratégique d'Orange Belgium⁽¹⁾⁽²⁾
- Président de la Fundación Orange

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Président du Conseil d'administration d'Orange Spain Plc (jusqu'au 1^{er} mars 2016)⁽¹⁾
- Administrateur de EE (jusqu'en janvier 2016)
- Administrateur de Média Télécom⁽¹⁾
- Administrateur de Dailymotion⁽¹⁾
- Administrateur de Sonaecom⁽²⁾
- Administrateur d'Orange Studio⁽¹⁾
- Membre du Conseil de surveillance de Voyages FRAM

Daniel Bertho**Mandats et fonctions en cours**

- Administrateur d'Orange, membre du Comité innovation et technologies

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Membre des Conseils de surveillance du FCPE *Evolutis* et du FCPE *Dynamis Solidaire* du PEG Orange

Alexandre Bompard**Mandats et fonctions en cours**

- Président directeur général de la Fnac Darty⁽²⁾
- Administrateur d'Orange (depuis le 7 décembre 2016), membre du Comité innovation et technologie
- Membre du comité de surveillance de Banijay Group (depuis le 7 avril 2016)

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Administrateur de Les Éditions Indépendantes

Ghislaine Coinaud**Mandats et fonctions en cours**

- Administratrice d'Orange, membre du Comité d'audit

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

Néant

Nicolas Dufourcq**Mandats et fonctions en cours**

- Administrateur et directeur général de Bpifrance SA
- Président-directeur général de Bpifrance Financement
- Président-directeur général de Bpifrance Participations
- Président de Bpifrance Investissement
- Président de Bpifrance Assurance Export
- Président-directeur général de FT1CI
- Membre du Conseil de surveillance de Euler Hermes⁽²⁾
- Administrateur de Digital New Deal
- Administrateur de En Temps Réel

International

- Membre du Conseil de surveillance de STMicroelectronics⁽²⁾

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Président de Capgemini Reinsurance Co. (Lux.)
- Vice-président de Capgemini Reinsurance International (Lux.)
- Administrateur de Prosodie
- Administrateur de Iscool⁽²⁾
- Administrateur de Capgemini Mexico, Capgemini Deutschland Holding GmbH, CGS Holdings Ltd, Capgemini UK Plc, Capgemini Asia Pacific Pte. Ltd. et Taiwan Branch, Capgemini Hong Kong Ltd, Capgemini Australia Pty Ltd, Capgemini Holding Inc, Capgemini Singapore, Capgemini Energy GP LLC, Capgemini Italia SpA,
- Administrateur de Capgemini Financial Services USA Inc, Capgemini Financial Services Europe Inc, Capgemini Financial Services (Japan) Inc, Capgemini Financial Services Australia Pty Ltd
- Administrateur de Sogeti Nederland BV, Sogeti España, Sogeti Belgium, Sogeti Luxembourg, Sogeti Deutschland, Sogeti Sverige AB, Sogeti Sverige Mitt AB, Sogeti PSF (Luxembourg), Sogeti Denmark NS, Sogeti Norge AS, Sogeti Finland Oy
- Administrateur de Kanbay Limited (Bermuda), Kanbay (Asia) Ltd (Mauritius)
- Administrateur suppléant de CPM Braxis

José-Luis Durán**Mandats et fonctions en cours**

- Administrateur d'Orange, membre du Comité d'audit
- Administrateur d'Inditex⁽²⁾
- Directeur général de Value Retail Management (depuis novembre 2016)

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Administrateur d'Unibail-Rodamco⁽²⁾ (jusqu'en octobre 2016)
- Président de Lacoste Holding
- Président de Gant AB
- Directeur général de Devanlay

(1) Société dans laquelle Orange détient un intérêt.

(2) Mandat dans une société cotée.

Charles-Henri Filippi

Mandats et fonctions en cours

- Président de Citigroup France⁽¹⁾
- Administrateur référent d'Orange, membre du CGRSE
- Administrateur de L'Oréal⁽¹⁾, président du Comité des ressources humaines et des rémunérations et membre du Comité d'audit et du Comité des nominations et gouvernance
- Administrateur de Nexity, membre du Comité des rémunérations et des nominations (depuis décembre 2016)
- Administrateur de Piasa
- Membre de l'international advisory board d'Abertis⁽¹⁾
- Administrateur de l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Économique)
- Administrateur de l'Association des Amis de l'Opéra Comique

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Membre du Conseil de surveillance de Femu Qui
- Associé de Weinberg Capital Partners
- Président d'Octagones SAS
- Président d'Alfina SAS
- Administrateur du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou
- Membre du Conseil de surveillance d'EURIS
- Membre du Conseil de surveillance de Viveris REIM
- Censeur de Nexity
- Président de l'Association des Amis de l'Opéra Comique

Daniel Guillot

Mandats et fonctions en cours

- Directeur des relations avec les collectivités locales du département de l'Ain pour Orange
- Administrateur d'Orange, membre du CGRSE

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

Néant

Helle Kristoffersen

Mandats et fonctions en cours

- Directeur Stratégie & Secrétariat Général de la branche Gas, Renewables & Power du groupe Total
- Administratrice d'Orange, présidente du Comité innovation et technologies
- Membre du Conseil de surveillance de Peugeot⁽¹⁾ (depuis avril 2016)
- Membre du Conseil d'administration de Sunpower⁽¹⁾

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Directrice de la stratégie et intelligence économique du groupe Total (jusqu'en septembre 2016)
- Senior Vice président des marchés verticaux du groupe Alcatel-Lucent
- Administratrice de Valeo⁽¹⁾

Anne Lange

Mandats et fonctions en cours

- Directrice générale de Mentis
- Administratrice d'Orange, membre du CGRSE
- Administratrice de l'Imprimerie Nationale
- Administratrice de Pernod Ricard⁽¹⁾ (depuis juillet 2016)
- Administratrice d'Econocom⁽¹⁾ (depuis novembre 2016)

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Managing Director pour l'Innovation, Global Public Sector, Cisco
- Administratrice de Metabolic Explorer

Hélène Marcy

Mandats et fonctions en cours

- Administratrice d'Orange, membre du Comité innovation et technologie

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

Néant

Lucie Muniesa

Mandats et fonctions en cours

- Administratrice d'Orange, membre du Comité d'audit (depuis février 2016)
- Administratrice de Safran⁽¹⁾ (depuis février 2016)
- Administratrice d'ENGIE⁽¹⁾ (depuis février 2016)
- Administratrice de la Française des jeux
- Administratrice du Consortium de réalisation (depuis juin 2016)

International

- Administratrice de Dexia⁽¹⁾ (depuis mai 2016)

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Administratrice du palais de Tokyo
- Administratrice de l'Établissement public du parc et de la grande halle de la Villette
- Membre du Conseil d'administration de l'École nationale supérieure des beaux-arts
- Membre suppléante du Conseil d'administration du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz
- Membre suppléante du Conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (jusqu'en février 2016)
- Membre suppléante du Conseil d'administration de l'Établissement public de la cité de la musique – Philharmonie de Paris (jusqu'en 2016)
- Membre suppléante du Conseil d'administration de l'Établissement public la Monnaie de Paris

(1) Mandat dans une société cotée.

Bernard Ramanantsoa**Mandats et fonctions en cours**

- Administrateur d'Orange, président du Comité d'audit
- Membre du Conseil de surveillance d'Oddo et Cie
- Administrateur du Château de Versailles (EPA)
- Administrateur de l'Institut Catholique de Paris
- Membre du Conseil stratégique du Groupe ESC Troyes
- Administrateur de Teach for France
- Administrateur d'Aspen France
- Administrateur d'ANVIE

International

- Administrateur de Banque Franco-Lao
- Administrateur de Bred Bank Cambodia
- Membre de l'Advisory Board de l'ESADE (Barcelone)
- Membre de l'Advisory Board de l'Université Saint Gall (Suisse)
- Membre de l'Advisory Board de la Fundação Getúlio Vargas (Brésil)
- Membre de l'Advisory Board de la School of Management de l'Université de Zhejiang (Chine)
- Membre de l'Advisory Board de l'ISCAM (Madagascar)
- Membre de l'Awarding Body d'EQUIS (organisme d'accréditation européen)

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Directeur général d'HEC
- Administrateur de la Fondation HEC
- Président de la CEMS (Community of European Management Schools)
- Vice-président de l'EFMD (European Foundation for Management Development)
- Président de la Société Française de Management
- Membre du Conseil des Affaires Étrangères
- Membre du bureau de la Conférence des grandes écoles
- Membre du cercle de l'entreprise
- Membre de la Commission d'Évaluation des Formations et Diplômes de Gestion du ministère de l'Éducation Nationale

Mouna Sepehri**Mandats et fonctions en cours**

- Directrice déléguée à la présidence du groupe Renault, membre du Comité exécutif
- Membre du directoire de l'Alliance Renault-Nissan
- Administratrice d'Orange, présidente du CGRSE
- Administratrice de Danone⁽¹⁾
- Membre du Conseil de surveillance de M6 Métropole Télévision⁽¹⁾
- Administratrice de la Fondation Renault

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Administratrice de Nexans⁽¹⁾ (jusqu'en mai 2015)

Jean-Michel Severino**Mandats et fonctions en cours**

- Gérant d'Investisseurs et Partenaires (I&P)
- Administrateur d'Orange, membre du Comité d'audit
- Administrateur et président du Comité d'audit de Danone⁽¹⁾
- Gérant d'Emergence Développement
- Président du Conseil d'administration de EBI SA (Ecobank International)
- Administrateur de Phitrust Impact Investors
- Administrateur d'Adenia Partners
- Administrateur d'I&P Développement
- Administrateur d'I&P Gestion
- Administrateur de Convergences
- Administrateur de la Fondation Grameen Crédit Agricole
- Administrateur de la Fondation Alstom
- Administrateur de la Fondation Carrefour
- Administrateur de la Fondation Avril
- Administrateur de la Fondation Sanofi Espoir
- Administrateur de la Fondation Tunisie Développement (depuis octobre 2016)

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Administrateur d'ACET Ghana
- Administrateur d'*Africa Capacity Building Initiative*
- Administrateur de Conservation International
- Président du Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF)

L'adresse professionnelle de tous les mandataires sociaux, dans le cadre de leurs fonctions, est celle du siège social d'Orange SA (voir la section 7.3.4 *Siège social, forme juridique et législation applicable*).

Mandats et fonctions exercés en 2016 par les administrateurs dont le mandat a pris fin depuis le 1^{er} janvier 2016**Jean-Luc Burgain****(administrateur jusqu'au 25 juillet 2016)**

- Administrateur d'Orange, membre du Comité d'audit
- Administrateur de l'association des actionnaires salariés du groupe Orange (AASGO)
- Président du Conseil de surveillance du FCPE Equilibris du PEG Orange
- Membre des Conseils de surveillance des FCPE Orange Actions, *Dynamis Solidaire* (titulaire) et *Evolutis* (suppléant) du PEG Orange
- Membre du Conseil de surveillance des trois FCPE du Perco Orange
- Président des associations humanitaires Solidarité Lorraine Afrique et Unass Solidarité
- Président national d'associations de secourisme

Bernard Dufau**(administrateur jusqu'au 7 décembre 2016)**

- Administrateur d'Orange, président du Comité d'audit

(1) Mandat dans une société cotée.

Jean-Yves Gilet
(administrateur jusqu'au 19 janvier 2017)

- Président de Gilet Trust Invest (depuis le 20 juin 2016)
- Représentant permanent de Bpifrance Participations au Conseil d'administration d'Orange, membre du Comité innovation et technologies
- Administrateur d'Eiffage⁽¹⁾
- Administrateur d'Eramet⁽¹⁾
- Directeur exécutif de Bpifrance Investissements (jusqu'en mai 2016)
- Administrateur de CGG (ex CGG-Veritas)⁽¹⁾
- Executive Vice President, responsable de la branche Acier inoxydable monde, d'ArcelorMittal
- Directeur général du Fonds stratégique d'investissement (FSI)
- Membre du Comité de direction du groupe Caisse des Dépôts

Claudie Haigneré
(administratrice jusqu'au 7 juin 2016)

- Conseiller auprès du directeur général d'ESA (Agence Spatiale Européenne)
- Administratrice d'Orange, membre du Comité innovation et technologies
- Administratrice de Sanofi-Aventis⁽¹⁾
- Administratrice de la Fondation L'Oréal
- Administratrice de la Fondation Université de Lyon

Antoine Saintoyant
(administrateur jusqu'au 4 février 2016)

- Administrateur d'Orange, membre du Comité d'audit
- Administrateur de la Poste
- Administrateur de la CNP
- Administrateur de Bpifrance Participations
- Administrateur de Bpifrance Investissement

5.1.4.2 Informations sur les titres de la Société détenus par les mandataires sociaux

Nombre d'actions détenues par les mandataires sociaux

Aux termes de l'article 13 des statuts, chaque administrateur nommé par l'Assemblée générale doit être propriétaire d'au moins mille actions de la Société, à l'exception de l'administrateur représentant le

personnel actionnaire et des administrateurs représentant la sphère publique qui en sont exonérés par la loi. Les administrateurs représentant l'État et ceux qui sont élus par le personnel ne sont pas concernés par cette obligation.

Par ailleurs, le Conseil d'administration a décidé que les dirigeants mandataires sociaux devront également détenir au moins mille actions au nominatif chacun.

Les informations suivantes sont données à la date de ce document et à la connaissance de la Société :

		Nombre d'actions
Président-directeur général	Stéphane Richard	31 282
Administrateurs indépendants	Alexandre Bompard	1 000
	José-Luis Durán	1 000
	Charles-Henri Filippi	10 001
	Helle Kristoffersen	1 751
	Bernard Ramanantsoa	1 000
	Mouna Sepehri	1 000
Administrateurs représentant la sphère publique	Jean-Michel Severino	1 000
	Bpifrance Participations	254 219 602
	Anne Lange	0
Administrateurs élus par le personnel	Lucie Muniesa	0
	Ghislaine Coinaud	80
	Daniel Bertho	172
Administrateur représentant le personnel actionnaires	Daniel Guillot	603
	Hélène Marcy	4 245
Directeurs généraux délégués	Ramon Fernandez	1 524
	Pierre Louette	3 467
	Gervais Pellissier	34 257

(1) Mandat dans une société cotée.

Opérations des mandataires sociaux sur les titres de la Société

Le tableau ci-après détaille les opérations sur les titres Orange, déclarées à l'AMF, qui ont été réalisées au cours de l'exercice 2016 et entre le 1^{er} janvier 2017 et la date de ce document, par les personnes déterminées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier.

Nom du dirigeant	Instrument financier	Nature de l'opération	Date de l'opération	Nombre de titres	Prix unitaire moyen	Montant de la transaction
Stéphane Richard	Actions	Vente	13 juin 2016	12 151	14,621 €	177 659,77 €
José-Luis Duràn	Actions	Vente	17 mars 2017	1 000	14,725 €	14 725 €
José-Luis Duràn	Actions	Acquisition	17 mars 2017	1 000	14,725 €	14 725 €

À la connaissance de la Société, aucune autre opération devant être déclarée à l'AMF n'a été réalisée.

Restrictions concernant la cession d'actions par les mandataires sociaux

Les mandataires sociaux qui détiennent des actions à travers les fonds communs de placement du Plan d'épargne Groupe d'Orange investis en actions de la Société sont soumis aux règles de blocage résultant des dispositions de nature légale applicables aux investissements dans ce type de dispositif d'épargne salariale.

Par ailleurs, l'article 16 du règlement intérieur du Conseil d'administration interdit aux administrateurs d'effectuer toute opération sur les titres des sociétés cotées du Groupe pendant des périodes précédant la publication des résultats et, d'une manière générale, tant qu'ils détiennent des informations privilégiées, et de procéder directement ou indirectement à des ventes à découvert de ces titres.

À la connaissance de la Société, aucun mandataire social n'a accepté d'autre restriction à sa liberté de disposer sans délai de sa participation dans le capital de la Société.

5.1.4.3 Autres informations

Condammations et faillites

À la connaissance de la Société, au cours des cinq dernières années :

- aucun mandataire social n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude ;
- aucun mandataire social n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- le 12 juin 2013, Stéphane Richard a été mis en examen dans le cadre de l'affaire CDR-Tapie. Il n'existe pas d'autre incrimination ou sanction publique officielle qui ait été prononcée par des autorités étatiques ou réglementaires à l'encontre d'un mandataire social ;
- aucun mandataire social n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

Liens familiaux

À la connaissance de la Société, il n'existe aucun lien familial entre les mandataires sociaux de la Société ou entre les mandataires sociaux et les membres du Comité exécutif.

Conflits d'intérêts

Aux termes de l'article 16 du règlement intérieur du Conseil d'administration qui peut être consulté sur le site Internet du Groupe www.orange.com, rubrique Groupe/gouvernance (voir la section 5.2.2.4), les administrateurs doivent informer le président du conseil et l'administrateur référent de toute situation les concernant susceptible de créer un conflit d'intérêts avec une société du Groupe.

En complément, l'article 10 du règlement intérieur du Conseil d'administration confie à l'administrateur référent une mission spécifique de prévention de la survenance de situations de conflits d'intérêts, notamment en exerçant une action de sensibilisation. Il informe le Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE) puis, si le CGRSE l'estime nécessaire, le Conseil d'administration, des éventuels conflits d'intérêts, potentiels ou avérés, concernant les dirigeants mandataires sociaux et les autres membres du Conseil d'administration. L'administrateur référent, en tant que de besoin, peut faire des recommandations au CGRSE et au Conseil d'administration sur la gestion des éventuels conflits d'intérêts qu'il a pu déceler ou dont il a été informé.

À la connaissance de la Société et à la date du présent document de référence, il n'existe aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs des administrateurs ou des dirigeants mandataires sociaux à l'égard d'Orange et leurs intérêts privés ou d'autres devoirs.

À la connaissance de la Société, il n'existe ni arrangement ni accord avec un des principaux actionnaires, un client, un fournisseur ou avec tout autre tiers en exécution duquel un membre quelconque du Conseil d'administration ou un dirigeant mandataire social aurait été nommé au Conseil d'administration ou à la direction générale (respectivement).

5.1.4.4 Actions et stock-options détenues par les membres du Comité exécutif

À la date du présent document, à la connaissance de la Société, les membres du Comité exécutif d'Orange, y compris Stéphane Richard, Ramon Fernandez, Pierre Louette et Gervais Pellissier, détenaient globalement 123 555 actions Orange, soit 0,005 % du capital.

À la date du présent document, les membres du Comité exécutif détenaient un total de 143 600 options de souscription d'actions (représentant 0,01 % du capital), qui leur ont été accordées par le Conseil d'administration en mai 2007. Le plan consenti en mars 2006 est arrivé à expiration en mars 2016 (voir la section 5.3.1 – *Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions*).

5.2 Gouvernement d'entreprise

5.2.1 Référence à un Code de gouvernement d'entreprise

Orange se réfère au code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées révisé en novembre 2016, consultable sur les sites Internet d'Orange, de l'Afep et du Medef.

En application de la règle *Appliquer ou Expliquer* prévue à l'article L. 225-37 du Code de commerce, la Société déclare se conformer, à la date de ce document, aux recommandations du code Afep-Medef.

Principales différences avec les règles du New York Stock Exchange

Orange s'attache à prendre en compte les règles du New York Stock Exchange (NYSE) en matière de gouvernement d'entreprise. Toutefois,

parce que la Société n'est pas américaine, la plupart de celles-ci ne s'imposent pas à elle, la Société étant autorisée à suivre à leur place les règles applicables en France. C'est ainsi qu'Orange a choisi de se référer au code Afep-Medef dont les recommandations diffèrent, sur certains points, des règles applicables aux sociétés américaines cotées sur le NYSE.

Les principales différences entre les pratiques d'Orange et les règles applicables aux sociétés américaines sont décrites dans le rapport annuel d'Orange (*Form 20-F*) enregistré auprès de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis.

5.2.2 Fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se prononce sur l'ensemble des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, sociales, financières ou technologiques du Groupe et veille à leur mise en œuvre par la direction générale.

5.2.2.1 Règles légales et statutaires relatives à la composition du Conseil d'administration

En application de l'article 13 des statuts, le Conseil d'administration est composé d'un minimum de 12 membres et d'un maximum de 22 membres dont trois administrateurs représentant le personnel et un administrateur élu par l'Assemblée générale sur proposition du personnel actionnaire. La durée du mandat des administrateurs est de quatre ans.

Depuis la mise en œuvre par le Conseil d'administration des dispositions de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique, la sphère publique dispose de trois représentants au sein du conseil : un représentant désigné par arrêté ministériel et deux administrateurs nommés par l'Assemblée générale sur proposition de l'État.

5.2.2.2 Administrateurs indépendants

L'examen annuel de l'indépendance des administrateurs a été réalisé par le Conseil d'administration du 22 février 2017 sur proposition du Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE). Le conseil a pris en compte l'intégralité des critères du code Afep-Medef pour apprécier l'indépendance des administrateurs, à savoir :

- ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq années précédentes :
 - salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la société,
 - salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur d'une société que la société consolide,
 - salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur de la société mère ou d'une société consolidée par cette dernière ;
- ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social exécutif de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement ;

- significatif de la société ou de son groupe,
- ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité.

L'appréciation du caractère significatif ou non de la relation entretenue avec la société ou son groupe doit être débattue par le conseil et les critères qualitatifs et/ou quantitatifs ayant conduit à cette appréciation (continuité, dépendance économique, exclusivité etc.) explicités dans le rapport annuel ;

- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été Commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être administrateur de la société depuis plus de douze ans. Au titre de ce critère, la perte de la qualité d'administrateur indépendant intervient à la date des douze ans.

Le Conseil d'administration, comme chaque année, a débattu de l'appréciation du caractère significatif ou non de la relation entretenue par les administrateurs avec la Société ou le Groupe. À cet égard, il a examiné à nouveau plus particulièrement la situation de Charles-Henri Filippi en raison des relations d'affaires qui existent entre le groupe Orange et Citibank. Il a toutefois estimé, compte tenu de la nature et du volume de ces relations, dont le détail mis à jour a été établi, et de la déclaration d'indépendance effectuée par M. Filippi, que ces relations, non significatives tant pour le groupe Orange que pour le groupe Citibank, n'étaient pas susceptibles de remettre en cause l'indépendance de M. Filippi en tant qu'administrateur de la Société.

À l'issue de ces débats, M^{mes} Helle Kristoffersen et Mouna Sepehri ainsi que MM. Alexandre Bompard, Bernard Ramanantsoa, José-Luis Durán, Charles-Henri Filippi et Jean-Michel Severino ont été qualifiés d'indépendants au sens des critères du Code Afep-Medef, soit sept administrateurs sur les quinze composant le conseil.

Les trois administrateurs représentant la sphère publique et les quatre administrateurs représentant le personnel ou le personnel actionnaire ne peuvent, par construction, être qualifiés d'indépendants au sens du code Afep-Medef. Stéphane Richard, président-directeur général, est par ailleurs considéré comme non indépendant du fait de ses fonctions exécutives au sein du Groupe.

Hors les administrateurs représentant le personnel ou le personnel actionnaire qui ne sont pas pris en compte par le code Afep-Medef pour calculer la proportion des administrateurs indépendants, le conseil compte ainsi sept administrateurs indépendants sur onze, soit près des deux tiers du conseil, une proportion largement conforme aux préconisations du code Afep-Medef.

5.2.2.3 Application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes

À la date du présent document, le Conseil d'administration compte au total six femmes sur les quinze administrateurs. Hors les administrateurs élus par le personnel qui ne sont pas pris en compte par la loi du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des Conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle, le conseil compte cinq femmes sur douze administrateurs, soit une proportion de 41,7 % de femmes.

Par ailleurs, deux comités du Conseil d'administration (CGRSE et Comité innovation et technologie) sur trois sont présidés par une administratrice indépendante.

5.2.2.4 Règlement intérieur

Le Conseil d'administration a adopté en 2003 un règlement intérieur qui fixe les principes directeurs et les modalités de son fonctionnement et de celui de ses comités. Il peut être consulté sur le site Internet www.orange.com, rubrique *Groupe/Gouvernance*.

Le règlement intérieur a été mis à jour à plusieurs reprises par le Conseil d'administration pour prendre en compte l'évolution de la gouvernance de la Société. La dernière mise à jour date du 7 décembre 2016 afin notamment de prendre en compte les nouvelles dispositions afférentes à la réforme de l'audit légal concernant les missions du Comité d'audit.

Le règlement intérieur précise notamment les compétences respectives du Conseil d'administration, du président et du directeur général, en prévoyant des limites aux pouvoirs de ce dernier ; il fixe par ailleurs les règles de composition, les attributions et les modalités de fonctionnement respectives des comités du conseil.

Le règlement intérieur précise également les règles relatives à l'information des administrateurs et aux réunions du conseil.

5.2.2.5 Président du Conseil d'administration

L'article 1 du règlement intérieur du Conseil d'administration précise le rôle et les missions du président.

Le président représente le Conseil d'administration et, sauf circonstance exceptionnelle, est seul habilité à agir et à s'exprimer au nom de celui-ci. Il organise et dirige les travaux du Conseil d'administration et veille à un fonctionnement efficace des organes sociaux dans le respect des principes de bonne gouvernance. Il assure la liaison entre le Conseil d'administration et les actionnaires de la Société en concertation avec la direction générale ; il veille à la qualité de l'information financière diffusée par la Société. Lorsque les fonctions de président du Conseil d'administration et de directeur général sont dissociées, il peut, en étroite collaboration avec la direction générale, représenter la Société dans ses relations de haut niveau avec les pouvoirs publics, les grands partenaires et grands clients du Groupe tant au plan national qu'international. Dans cette hypothèse, il est tenu régulièrement informé par le directeur général des événements et situations significatifs relatifs à la vie du Groupe et peut lui demander toute information propre à éclairer le Conseil d'administration et ses comités. Il peut entendre les Commissaires aux comptes en vue de la préparation des travaux du Conseil d'administration et du Comité d'audit. Il peut assister aux réunions des comités du Conseil d'administration dans les conditions prévues au règlement intérieur.

Conformément aux articles 29-1 et 29-2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 modifiée, le président du Conseil d'administration dispose en outre des pouvoirs de nomination et de gestion à l'égard des fonctionnaires présents dans la Société.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de président du Conseil d'administration est fixée à 70 ans par les statuts de la Société.

5.2.2.6 Comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration s'appuie sur les travaux de trois comités spécialisés. Leur mission est d'éclairer les réflexions du Conseil d'administration et d'aider à la prise de décision. Ces comités se réunissent autant que nécessaire. Leurs attributions et leurs modalités de fonctionnement sont déterminées par le règlement intérieur du Conseil d'administration. Dans la logique du code Afep-Medef sur le gouvernement d'entreprises des sociétés cotées, un rôle important est confié aux administrateurs indépendants. Orange considère également comme utile que chacun des comités puisse bénéficier de la présence d'au moins un administrateur représentant la sphère publique et de celle d'au moins un administrateur issu du personnel.

Composition des comités du Conseil d'administration à la date du présent document

	Année de création	Président	Membres
Comité d'audit	1997	Bernard Ramanantsoa ⁽¹⁾	Ghislaine Coinaud José-Luis Durán ⁽¹⁾⁽²⁾ Lucie Muniesa Jean-Michel Severino ⁽¹⁾
Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE)	2003	Mouna Sepehri ⁽¹⁾	Charles-Henri Filippi ⁽¹⁾ Daniel Guillot Anne Lange
Comité innovation et technologie	2014	Helle Kristoffersen ⁽¹⁾	Daniel Bertho Alexandre Bompard ⁽¹⁾ Hélène Marcy Bpifrance Participations (Nicolas Dufourcq)

(1) Administrateur indépendant.

(2) Expert financier du comité.

Comité d'audit

Aux termes du règlement intérieur du Conseil d'administration, le Comité d'audit est composé d'au moins trois membres désignés par le conseil. Au moins deux tiers des membres doivent être indépendants (hors les administrateurs représentant le personnel ou le personnel actionnaire qui ne sont pas comptabilisés). Le président du Comité d'audit est choisi parmi les administrateurs indépendants.

La composition du Comité d'audit est conforme aux recommandations du code Afep-Medef, la part des administrateurs indépendants, hors les administrateurs représentant le personnel ou le personnel actionnaire, étant de trois sur quatre, et le comité ne comprenant aucun dirigeant mandataire social. La composition du comité est également conforme aux dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 2008-1278 du 8 décembre 2008 relative à la mise en place d'un comité spécialisé destiné à assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières.

Les caractéristiques et les missions du comité sont par ailleurs conformes aux préconisations du groupe de travail constitué par l'AMF, formulées dans son rapport final sur le Comité d'audit de juillet 2010. Dans ce cadre, le comité s'assure de l'existence et du suivi de l'efficacité des systèmes de Contrôle interne et de gestion des risques. Il examine par ailleurs les comptes et les rapports de gestion et veille à la fiabilité et à la clarté de l'information communiquée aux actionnaires.

Les missions du Comité d'audit sont détaillées à l'article 7 du règlement intérieur du Conseil d'administration.

Expertise financière au sein du Comité d'audit

Les membres du Comité d'audit doivent avoir ou acquérir une compétence financière ou comptable. Le Comité d'audit doit également comprendre au moins une personne ayant la qualité d'expert financier.

José-Luis Durán a été désigné expert financier du Comité d'audit par le Conseil d'administration du 10 décembre 2013 en raison de ses fonctions passées de contrôleur de gestion et de directeur financier de plusieurs sociétés et de directeur général *finances et gestion et organisation et systèmes* de Carrefour.

Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale

Aux termes du règlement intérieur du Conseil d'administration, le Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE) est composé d'au moins trois membres désignés par le conseil.

Sa composition est conforme aux recommandations du code Afep-Medef, la part des administrateurs indépendants, hors les administrateurs représentant le personnel ou le personnel actionnaire, étant de deux sur trois.

Le comité a pour trois principaux champs de compétence les nominations et rémunérations, la responsabilité sociale et environnementale, et la gouvernance. Il exerce notamment les compétences des comités spécialisés en charge des nominations et des rémunérations des mandataires sociaux dont la mise en place est recommandée par le code Afep-Medef. À ce titre, il est notamment chargé de faire des propositions au Conseil d'administration ainsi qu'au président et, le cas échéant, au directeur général. Il est en outre tenu informé par le directeur général des nominations au Comité exécutif du Groupe et peut sur sa demande donner un avis sur les modalités de fixation de leur rémunération. Le comité veille également à l'établissement d'un plan de succession des dirigeants mandataires sociaux.

Le comité examine par ailleurs, en lien avec la stratégie du Groupe, les orientations principales de la politique de ressources humaines et de responsabilité sociale et environnementale, issues du dialogue avec les parties prenantes du Groupe. Il examine aussi une fois par an le rapport du comité de déontologie sur les actions réalisées au titre de la démarche éthique dans le Groupe et est informé du déploiement des programmes de conformité du Groupe.

L'article 8 du règlement intérieur du Conseil d'administration détaille les missions du comité.

Comité innovation et technologie

Aux termes du règlement intérieur du Conseil d'administration, le Comité innovation et technologie est composé d'au moins trois membres désignés par le conseil.

Le comité examine notamment les grands partenariats technologiques mis en place par le Groupe, les orientations prises par ce dernier en matière d'innovation et de technologie et sa performance en la matière.

L'article 9 du règlement intérieur du Conseil d'administration détaille les missions du comité.

Comités *ad hoc*

L'article 5 du règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit que le conseil peut décider qu'il y a lieu, pour certains sujets techniques relatifs à l'activité de la Société et/ou susceptibles de soulever des conflits d'intérêts et sur lesquels un avis ou une décision

sont attendus du Conseil d'administration, de constituer un comité *ad hoc* composé d'administrateurs indépendants pour étudier ces sujets en lien avec la direction générale.

5.2.2.7 Administrateur référent

Le règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit qu'un administrateur référent peut être désigné par le Conseil d'administration sur proposition du CGRSE parmi les administrateurs indépendants. Cette désignation devient obligatoire lorsque les fonctions de président du Conseil d'administration et de directeur général sont réunies.

À la suite de la démission de Bernard Dufau, le Conseil d'administration lors de sa réunion du 7 décembre 2016 a choisi de désigner Charles-Henri Filippi pour le remplacer en qualité d'administrateur référent, Charles-Henri Filippi restant par ailleurs membre du CGRSE. Ses missions et pouvoirs, identiques à ceux de Bernard Dufau, ont été définis par le Conseil d'administration en accord avec les dispositions du règlement intérieur sur les bases suivantes :

– missions de l'administrateur référent :

l'administrateur référent a pour mission principale de s'assurer du bon fonctionnement des relations entre le Conseil d'administration et la direction générale de la Société. À ce titre, il est en charge des sujets suivants :

– *gestion des conflits d'intérêts* : l'administrateur référent informe le CGRSE et, le cas échéant, le Conseil d'administration, des éventuels conflits d'intérêts, potentiels ou avérés, concernant les mandataires sociaux, qu'il a pu déceler ou dont il a été informé, et leur fait en tant que de besoin des recommandations sur la gestion de ces conflits d'intérêts,

– *situations de crise* : à la demande du Conseil d'administration, l'administrateur référent s'assure que la gouvernance de l'entreprise permet de faire face aux situations exceptionnelles de crise auxquelles elle peut être confrontée,

– *évaluation du Conseil d'administration* : l'administrateur référent peut être interrogé sur ses qualités dans le cadre du processus d'évaluation des travaux du Conseil d'administration et de ses comités mené par le CGRSE,

– *bilan d'activité* : l'administrateur référent rend compte de l'exécution de sa mission une fois par an au Conseil d'administration. Au cours des Assemblées générales, le président du Conseil d'administration peut l'inviter à rendre compte de son action ;

– pouvoirs de l'administrateur référent :

les pouvoirs de l'administrateur référent s'exercent dans la limite de ceux du Conseil d'administration et de ses comités ;

– *convocation du Conseil d'administration/Ordre du jour* : l'administrateur référent peut demander au président du Conseil d'administration la convocation du conseil sur un ordre du jour déterminé ou proposer au président du Conseil d'administration des points complémentaires à l'ordre du jour. L'administrateur référent peut convoquer le Conseil d'administration en cas d'empêchement du président et, en l'absence de ce dernier lors d'une réunion du Conseil d'administration, le président,

– *information des administrateurs* : l'administrateur référent veille à ce que les administrateurs soient en mesure d'exercer leur mission dans les meilleures conditions possibles, et notamment bénéficient d'un haut niveau d'information en amont des réunions du Conseil d'administration,

– *comités du Conseil d'administration* : la qualité d'administrateur référent ne fait pas obstacle à sa nomination en tant que président d'un comité du Conseil d'administration. Il peut, sur proposition de leur président, participer à certains travaux des comités en lien avec ses missions,

– *moyens* : l'administrateur référent a accès auprès de la direction d'Orange à tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de ses missions,

- **rémunération** : le Conseil d'administration fixe, lors de la nomination de l'administrateur référent, le montant de sa rémunération perçue en qualités. Par ailleurs, l'administrateur référent peut se voir rembourser, sur justificatifs, les sommes engagées en vue de la réalisation de ses missions, notamment ses frais de voyage et de déplacement.

5.2.2.8 Activité du conseil et des comités au cours de l'exercice

Activité du conseil

Le Conseil d'administration s'est réuni onze fois au cours de l'exercice 2016. L'assiduité de ses membres, exprimée par le taux de présence à ces réunions, a été de 91,7 %. Les informations relatives au mode de répartition et au versement des jetons de présence (voir section 5.3.2.1) permettent de disposer d'une information complémentaire individualisée sur ce point. La durée moyenne d'une séance du Conseil d'administration est de plus de trois heures.

Chaque séance est généralement précédée par la réunion d'un ou plusieurs comités du conseil en vue de préparer ses délibérations. Les dossiers étudiés par les comités font l'objet de rapports au Conseil d'administration.

Outre les étapes régulières de la vie de la Société (examen de la performance opérationnelle, des résultats trimestriels, des comptes semestriels et annuels, examen du budget, des facteurs de risques, fixation de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, etc.), le conseil a étudié des opportunités d'opérations stratégiques, notamment un projet de rapprochement avec le groupe Bouygues et l'acquisition de deux filiales du groupe Bharti Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone. Le Conseil a également examiné la prise de contrôle de Groupama Banque et approuvé le lancement en 2017 des activités d'Orange Bank ainsi que l'acquisition de contenus (droits de retransmission de matchs de football) en Espagne.

Le Conseil d'administration a suivi l'exécution du plan stratégique *Essentiels2020* et a consulté au premier semestre 2016 le CCUES sur les orientations stratégiques. Cette consultation annuelle du CCUES a été renouvelée au premier trimestre 2017.

Le conseil a reconduit pour la période 2016-2018 le dispositif de plan conditionné de rémunération variable pluriannuelle pour les dirigeants mandataires sociaux, tout en l'ajustant après avoir constaté des incohérences s'agissant des modalités selon lesquelles était calculé le critère de part de marché pris en compte dans le plan précédent. L'examen par le Conseil d'administration des points consacrés à la désignation, à la rémunération et à l'évaluation des dirigeants mandataires sociaux est effectué hors la présence des intéressés.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur, une réunion du Conseil d'administration a été consacrée à l'examen de l'existence et du suivi de l'efficacité des systèmes de Contrôle interne et de gestion des risques financiers et non financiers. Cette réunion a été préparée par une réunion commune des trois comités du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration s'est vu présenter le Bilan RSE 2015 du Groupe et le rapport détaillé RSE lui a été communiqué à cette occasion. Il a également approuvé les informations environnementales, sociales et les engagements sociétaux du Groupe dans le cadre du rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires.

Dans le cadre de l'examen annuel de son fonctionnement et de celui de ses comités, le Conseil a pris connaissance de l'évaluation formalisée menée en 2016 par le CGRSE et a formulé un certain nombre de recommandations (voir section 5.2.2.9 *Revue périodique du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités*).

Lors de la séance du Conseil d'administration du 23 mars 2016, Bernard Dufau a rendu compte de l'exécution de sa mission d'administrateur référent en 2015. Les thèmes développés dans ce rapport ont été repris dans le document de référence 2015.

Pour 2016, le rapport de l'administrateur référent a été présenté au Conseil d'administration du 22 mars 2017 après examen par le CGRSE lors de sa réunion du 16 mars 2017. Les thèmes développés dans ce rapport portent notamment sur :

- sa mission spécifique concernant le président du Conseil, qui n'a pas révélé d'événements significatifs susceptibles d'altérer la confiance à son égard déjà exprimée et renouvelée par le Conseil ;
- le suivi, en liaison avec le CGRSE, de l'examen périodique de l'indépendance et des éventuels cas de conflits d'intérêt ;
- la constatation de l'absence de situations exceptionnelles susceptibles de mettre en cause la gouvernance de la société ;
- la volonté de continuer à favoriser un bon dialogue notamment entre tous les administrateurs.

L'administrateur référent est par ailleurs intervenu régulièrement lors des séances du Conseil sur des sujets relevant de sa mission.

Lors de sa séance du 7 décembre 2016, le Conseil d'administration a décidé de coopter Alexandre Bompard en remplacement de Bernard Dufau (voir la section 6.4 *Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017*).

Activité des comités

Comité d'audit

Le Comité d'audit s'est réuni huit fois en 2016. L'assiduité de ses membres, exprimée par le taux de présence à ces réunions, a été de 87,7 %.

Il a auditionné régulièrement les dirigeants de la Société et les principaux responsables de la fonction Finance, ainsi que le directeur de l'audit, contrôle et management des risques Groupe et les Commissaires aux comptes pour examiner avec eux leurs plans d'intervention respectifs et les suites qui leur sont données.

Reporting financier

Le comité a analysé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2015 et du premier semestre 2016 ainsi que les résultats du premier et du troisième trimestre 2016 et s'est assuré que le processus de production de l'information comptable et financière était conforme aux exigences légales et réglementaires, notamment en termes de Contrôle interne. Il a dans ce cadre revu les projets de rapports de gestion et entendu les rapports des Commissaires aux comptes. Il a également examiné le budget de l'exercice et sa mise à jour, les risques et engagements hors bilan significatifs et leurs impacts comptables ainsi que les résultats des tests de dépréciation d'actifs.

Le comité a par ailleurs revu l'ensemble des éléments de communication financière avant leur publication.

Contrôle interne et gestion des risques, déontologie

Le comité a procédé, avant chaque arrêté des comptes, à une revue des litiges significatifs auxquels le Groupe est confronté.

Par ailleurs, il a examiné, lors d'une réunion conjointe avec le CGRSE et le Comité innovation et technologie, les résultats de l'évaluation annuelle du dispositif de contrôle interne financier qui lui ont été présentés par la direction du Contrôle interne Groupe et qui concluent à son efficacité (voir section 5.4.3 *Synthèse des travaux sur le Contrôle interne mis en œuvre dans le cadre de la section 404 de la loi Sarbanes-Oxley*).

Le comité a également examiné les risques majeurs auxquels le Groupe pourrait être confronté. Il s'est aussi assuré que les recommandations formulées par la direction de l'audit, contrôle et management des risques dans le cadre des missions d'audit interne menées sont correctement mises en œuvre. Le bilan des missions d'audit menées au cours de l'exercice 2016 ainsi que le plan des missions d'audit de l'exercice 2017 lui ont également été présentés. La description des principaux risques est présentée à la section 2.4 *Facteurs de risques* qui fait partie intégrante du rapport de gestion du Conseil d'administration.

Enfin, suite à l'entrée en vigueur du règlement européen relatif aux abus de marché, le comité a examiné le projet de règlement intérieur du Conseil d'administration sur l'audit légal et approuvé le nouveau Code de Déontologie Boursière adopté par le Comité de déontologie du Groupe.

Gestion de la dette et des liquidités

Le comité a régulièrement examiné la politique de refinancement de la dette du Groupe et de placement de ses liquidités.

Projets de développement et plan stratégique

Le comité a examiné plusieurs dossiers d'opérations stratégiques dans différentes géographies, notamment le projet de rapprochement avec le groupe Bouygues, la prise de contrôle de Groupama Banque et le lancement en 2017 des activités d'Orange Bank, et l'acquisition de deux opérateurs au Burkina Faso et en Sierra Leone.

Par ailleurs, le comité a examiné le suivi du plan stratégique *Essentiels2020*.

Commissaires aux comptes

Le comité a examiné les honoraires des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2016 et les conditions financières de leur intervention au cours de l'exercice.

Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE)

Le CGRSE s'est réuni sept fois en 2016. L'assiduité de ses membres, exprimée par le taux de présence à ces réunions, a été de 92,8 %.

Rémunération des mandataires sociaux

Début 2016, le comité a défini les propositions d'objectifs et les modalités de calcul de la part variable de la rémunération du président-directeur général et des directeurs généraux délégués pour l'année 2016. Le calcul de la part variable des dirigeants mandataires sociaux repose sur une moyenne pondérée de quatre indicateurs mettant l'accent sur la croissance du Groupe, sa rentabilité, la qualité de service et la performance sociale. Ces indicateurs et leur pondération relative sont décrits à la section 5.3.1 *Rémunération des mandataires sociaux*.

En février 2017, le comité a également défini les propositions d'objectifs des dirigeants mandataires sociaux pour 2017.

En complément, le comité a suivi la mise en œuvre du plan conditionné de rémunération variable pluriannuelle (*long term incentive plan* ou LTIP) pour les dirigeants mandataires sociaux et les membres du Comité exécutif au titre de la période 2015-2017 et, après avoir constaté des incohérences s'agissant des modalités selon lesquelles était calculé le critère de part de marché, a proposé au Conseil d'administration certains ajustements pour le plan de la période 2016-2018. En février 2017, sur proposition du comité, le dispositif des LTIP a évolué pour la période 2017-2019 afin de fidéliser les dirigeants mandataires sociaux et de renforcer l'alignement de leur intérêt avec l'intérêt social de l'entreprise et l'intérêt des actionnaires. Son descriptif figure à la section 5.3.1. Enfin, le comité a préparé la répartition des jetons de présence des administrateurs au titre de 2016 et la définition des modalités d'attribution pour 2017, lesquelles sont décrites à la section 5.3.1.

Gouvernance et fonctionnement du conseil

Le comité a pris connaissance du rapport du président sur le gouvernement d'entreprise et le Contrôle interne.

Il a aussi examiné, comme chaque année, la situation de chacun des administrateurs indépendants au regard des critères d'indépendance posés par le code Afep-Medef. Cet examen a permis de proposer au conseil de qualifier sept administrateurs d'indépendants au sens du code Afep-Medef.

Le Comité a également pris connaissance du Rapport d'activité annuel de l'administrateur référent.

Enfin le comité a diligencé les travaux d'évaluation des modalités de fonctionnement du Conseil et de ses comités incluant la mesure de la contribution effective des administrateurs et a préparé et soumis ses recommandations au Conseil (voir section 5.2.2.9 *Revue périodique du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités*).

Sélection

En mars 2016, le comité a débattu de la composition du Conseil d'administration et proposé au conseil de soumettre à l'Assemblée générale le renouvellement des mandats de Charles-Henri Filippi et de José-Luis Durán ainsi que la nomination de Bernard Ramanantsoa en qualité d'administrateur en remplacement de Claudie Haigneré.

En décembre 2016, suite à la démission de Bernard Dufau, il a proposé au conseil la cooptation d'Alexandre Bompard en tant qu'administrateur, la nomination de Charles-Henri Filippi comme administrateur référent, la nomination de Bernard Ramanantsoa comme président du Comité d'audit et la nomination d'Hélène Marcy comme membre du Comité innovation et technologie.

En février 2017, il a examiné les conditions de renouvellement du mandat de l'administrateur personne morale Bpifrance Participations qui arrive à expiration (voir section 6.4 *Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017*). Il a par ailleurs proposé la nomination d'Alexandre Bompard comme membre du Comité innovation et technologie et a été informé de la nomination de Nicolas Dufourcq comme nouveau représentant permanent de l'administrateur personne morale Bpifrance Participations. Nicolas Dufourcq qui connaît bien l'industrie des télécom et l'innovation siègera au Comité innovation et technologie en remplacement de Jean-Yves Gilet.

RSE, déontologie, conformité

Le comité a pris connaissance des orientations du Groupe et des thématiques importantes en matière de responsabilité sociale et environnementale. Il a examiné les principales réalisations et le bilan 2015 en la matière. Le comité a fait rapport au Conseil d'administration de ses travaux sur ce thème.

L'avancement du déploiement du programme de prévention de la corruption au sein du Groupe a été présenté au comité et a fait l'objet d'une communication au Conseil d'administration.

Le comité a en outre examiné le rapport annuel du comité de déontologie sur les actions menées à travers le Groupe concourant à la mise en œuvre du programme de la démarche éthique (voir section 5.6 *Responsabilité sociale, sociétale et environnementale – Comité de déontologie*).

Suite à la revue des plans de succession en décembre 2015, le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 25 juillet 2016, a formulé des recommandations dans le cadre de la revue périodique de son fonctionnement parmi lesquelles figurent le développement et le suivi des plans de successions des dirigeants mandataires sociaux. Ces plans de succession n'ont pas été réexaminés par le Conseil d'administration en 2016.

Social

Le comité a examiné la mise en œuvre de l'offre d'actions Orange réservée au personnel, *Orange Ambition 2016* (voir section 5.6.1.2 *Rémunérations*).

Le comité a suivi l'évolution des indicateurs semestriels du baromètre social. Il s'est vu présenter en détail le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité salariale et professionnelle des femmes et des hommes et a préparé la délibération afférente du conseil.

Comité innovation et technologie (CIT)

Le CIT s'est réuni quatre fois en 2016. L'assiduité de ses membres, exprimée par le taux de présence à ces réunions, a été de 100 %.

Dans le cadre de ses travaux, le comité s'est fait présenter les stratégies Innovation Entreprise et Contenus ainsi que les enjeux technologiques,

innovation et stratégiques autour de la SIM dématérialisée (eSIM). Les relations avec les *start-ups* ont également fait l'objet de travaux.

Séminaire Stratégique

Comme prévu au règlement intérieur, l'ensemble des membres du Conseil d'administration s'est réuni à deux reprises en séminaire stratégique en juillet 2016 puis, avec les membres du Comité exécutif, en novembre 2016. Ces réunions ont permis aux membres du conseil de se voir présenter et de débattre de la situation du Groupe d'un point de vue financier, stratégique, social et réglementaire ainsi que des résultats des actions entreprises tant en France qu'à l'international. Un point d'avancement du plan *Essentiels2020* et un *benchmark* des grands indicateurs de l'activité d'opérateur télécom ont été présentés. Par ailleurs, l'arrivée de la 5G et les ruptures d'usage et nouveaux modèles économiques ont fait l'objet de débats approfondis.

5.2.2.9 Revue périodique du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités

À la suite du rapport d'évaluation présenté au Conseil d'administration par le CGRSE en octobre 2014, le Conseil avait adopté des recommandations et retenu pour la période 2015-2016 des axes de progression ; il avait aussi sélectionné en décembre 2015 un consultant disposant d'une expérience et d'une pratique approfondie de la gouvernance des sociétés du CAC 40.

Le CGRSE a pris connaissance et débattu des travaux de ce consultant lors de ses réunions de juin et de juillet 2016. Ces travaux ont ensuite fait l'objet d'une restitution et d'un débat au Conseil d'administration lors de sa réunion du 25 juillet 2016. Il en est ressorti les éléments suivants :

- concernant les recommandations pour 2015-2016, les administrateurs sont globalement très positifs dans leur appréciation générale de la qualité de la gouvernance. Le conseil est unanimement reconnu comme efficace et respectueux des règles et bonnes pratiques recommandées par le code Afep-Medef.

Le conseil a constaté qu'une grande partie des recommandations de la dernière évaluation de 2014 ont été mises en œuvre. Il a notamment

relevé des améliorations en ce qui concerne l'implication plus importante du Conseil dans la stratégie du Groupe, la diversité dans la composition du conseil (avec un renforcement des femmes et l'arrivée de compétences académiques et digitales) et la qualité de l'information et des échanges ;

- concernant la période 2016-2017, le Conseil d'administration a formulé les recommandations suivantes :
 - renforcer un environnement propice à la réflexion collective, notamment :
 - en développant des échanges en dehors des réunions du conseil et en consacrant plus de temps à des enjeux de long terme et liés à l'environnement concurrentiel du Groupe,
 - en renforçant l'implication du conseil dans l'élaboration et le suivi du plan stratégique,
 - en formalisant un programme d'intégration des nouveaux administrateurs en fonction des profils et des besoins exprimés,
 - étudier avec le CGRSE le développement et le suivi de plans de succession, notamment :
 - en formalisant un processus de désignation d'un dirigeant de transition en cas de vacance imprévisible du président-directeur général,
 - en poursuivant les échanges entre le CGRSE et la direction des ressources humaines du Groupe sur la mise en place et le suivi des plans de succession des dirigeants mandataires sociaux et des principaux cadres de l'entreprise, ainsi que sur les programmes de développement individuel et collectif des dirigeants à haut potentiel,
 - poursuivre l'internationalisation, le développement des compétences sectorielles et notamment digitales ainsi que la diversité au sein du Conseil,
 - étudier différentes mesures visant à l'amélioration du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités, notamment des mesures permettant d'avoir plus de visibilité ou de priorisation sur les risques et d'assurer un suivi post mortem de certaines acquisitions.

5.2.3 Fonctionnement de la direction générale

5.2.3.1 Mode de direction

Le Conseil d'administration a décidé le 23 février 2011 de réunir les fonctions de président et de directeur général et de confier à Stéphane Richard le mandat de président du Conseil d'administration assumant la direction générale de la Société. Ce mode de direction a été considéré par le Conseil d'administration comme le mieux adapté à l'organisation et au mode de fonctionnement de la Société car il permet de valoriser la connaissance et l'expérience des affaires du directeur général et d'optimiser la coordination des opérations au sein du Groupe et la mise en œuvre rapide des décisions.

Dans ce contexte, la présence d'un directeur général délégué depuis novembre 2011 et de deux autres directeurs généraux délégués à compter du 1^{er} janvier 2016, ainsi que d'un administrateur référent doté de missions et de pouvoirs importants (avec une mention dans les statuts) depuis mai 2014, de même que des réunions fréquentes du Conseil d'administration (11 séances en 2016) et de ses comités, permettent de garantir un équilibre des pouvoirs. En outre, chacun des trois comités du Conseil d'administration (audit, CGRSE et innovation et technologie) est présidé par un administrateur indépendant. Lors du processus d'évaluation effectué au premier semestre 2016, et comme lors des évaluations précédentes, chacun des administrateurs a été consulté et la fusion des fonctions de président et de directeur général a été considérée comme adaptée à la situation de la Société. Un résultat identique avait été constaté en 2012 et en 2014.

5.2.3.2 Limitation des pouvoirs du président-directeur général

Le président-directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi et le règlement intérieur du Conseil d'administration attribuent expressément à ce dernier. Il est appuyé dans cette tâche par les directeurs généraux délégués et le Comité exécutif.

L'article 2 du règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit que le président-directeur général doit obtenir l'autorisation du conseil pour engager la Société dans le cadre :

- d'investissements ou de désinvestissements d'un montant supérieur à 200 millions d'euros par opération de périmètre, et lorsque, le cas échéant, l'exposition totale consolidée dépasse le mandat préalablement accordé par le conseil pour un tel investissement ; ou
- de tout nouvel investissement (hors acquisitions de fréquences télécoms) au titre des grands programmes pluri-annuels technologiques du Groupe sur ses principales géographies (tels que FTTH, 4G, etc.) d'un montant moyen par an supérieur à 2,5 % des investissements du Groupe prévus au budget au cours de l'année considérée.

En outre, les acquisitions de fréquences télécoms par le Groupe sur les géographies représentant au moins 10 % du chiffre d'affaires consolidé doivent faire l'objet d'une présentation préalable au Conseil d'administration qui fixera une enveloppe maximum pour les enchères.

Les investissements ou désinvestissements restent, le cas échéant, soumis à l'appréciation souveraine des organes de gouvernance des filiales concernées.

De surcroît, tout investissement ou désinvestissement qui ne s'inscrit pas dans l'orientation stratégique de la Société et dont le montant par opération est supérieur à 20 millions d'euros doit recueillir au préalable l'agrément du Conseil d'administration. Le cas échéant, le Conseil d'administration est tenu informé de tout élément significatif nouveau relatif à ces opérations.

Le directeur général doit par ailleurs obtenir annuellement l'autorisation du Conseil d'administration, dans la limite de plafonds déterminés par celui-ci, pour procéder à l'émission par la Société d'obligations ou de titres assimilés ou pour mettre en place tout crédit bancaire syndiqué.

5.2.3.3 Comité exécutif et comités de gouvernance du Groupe

Le Comité exécutif, placé sous l'autorité du président-directeur général, assure la direction du Groupe et coordonne la mise en œuvre de ses orientations stratégiques. Il contrôle la réalisation des objectifs en matière opérationnelle, sociale, technique et d'affectation de ressources financières. Il se réunit chaque semaine. Sa composition est indiquée à la section 5.1.3.

Stéphane Richard a mis en place un ensemble de délégations de pouvoirs et de signature vers chacun des membres du Comité exécutif, chacun d'entre eux les ayant déclinées dans son domaine de compétence.

Plusieurs comités spécialisés rapportant au Comité exécutif ont été créés pour appliquer ou contrôler l'application de ses directives à travers le Groupe. Les principaux comités sur lesquels s'appuie la gouvernance du Groupe sont le Comité d'investissement Groupe, le Comité trésorerie financement, le Comité fiscal, le Comité des engagements, le Comité des risques, le Comité emploi et compétences et le Comité de l'information financière. Chaque Comité est doté d'un règlement intérieur ou d'une charte qui en spécifie les modalités de fonctionnement et de délibération. Ces comités ont également pour objectif de veiller à la maîtrise des risques en matière d'engagements financiers, contribuant ainsi à limiter l'exposition globale du Groupe.

Le Comité d'investissement Groupe, agissant sur délégation du président-directeur général, est présidé par le directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie, et comprend quatre autres membres permanents : le directeur général délégué en charge de la zone Europe, le directeur général délégué en charge du secrétariat général, la directrice exécutive en charge de l'innovation, du marketing et des technologies, et le directeur général adjoint en charge de l'expérience client et des services financiers sur mobile. Son rôle consiste à revoir les engagements financiers du Groupe, les engagements hors bilan et les engagements extra-financiers induits. Le Comité statue sur les projets d'investissement dans les systèmes d'information et les plateformes de service, ainsi que les réponses aux appels d'offre sur le marché Entreprise, supérieurs à 10 millions d'euros, et sur les autres projets d'investissement supérieurs à 30 millions d'euros (y compris dans les deux cas les dépenses opérationnelles induites). Il est par ailleurs consulté sur les opérations de croissance externe et les cessions d'actifs, ainsi que sur les accords de MVNO ou les partenariats public privé, la décision finale appartenant au Comité exécutif. Ce Comité se réunit aussi souvent qu'il l'estime utile et en règle générale une fois par semaine, par la saisine de l'un des membres du Comité exécutif.

Le Comité trésorerie financement, présidé par le directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie, fixe trimestriellement le cadre de gestion du financement et de la dette du Groupe, notamment sous ses aspects de risques de liquidité, de taux d'intérêt, de taux de change et de contrepartie. Le suivi financier des

filiales fait également l'objet d'une présentation. Le Comité examine également la gestion passée (principaux chiffres de la dette, opérations réalisées, résultats financiers...).

Le Comité fiscal est présidé par le directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie. Il a pour mission d'examiner les principaux dossiers fiscaux aux fins d'en déterminer le cas échéant les conséquences comptables. Le seuil de matérialité des dossiers requérant l'information du Comité fiscal est fixé à 10 millions d'euros. Ce Comité se réunit semestriellement. Toutefois, des réunions spécifiques du Comité peuvent avoir lieu afin d'apprécier et de valider les options fiscales à prendre sur des sujets d'importance particulière pour le Groupe. Le Comité fiscal s'est réuni quatre fois au titre de 2016.

Le Comité des engagements, présidé par le directeur général délégué en charge du secrétariat général, a pour mission d'examiner les principaux litiges et engagements contractuels du Groupe afin, si nécessaire, d'assurer notamment la prise en compte des risques associés sous la forme de provisions comptables. Le Comité a également pour mission de valider les informations en annexe des comptes, relatives aux principaux litiges. Le Comité s'est réuni sept fois en 2016.

Le Comité des risques, placé sous l'autorité du président-directeur général, est présidé par le directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie. Il est composé des membres du Comité exécutif, dont neuf sont des membres permanents. Son rôle est de procéder à la revue des principaux risques du Groupe, de proposer au Comité exécutif toute décision visant la maîtrise des risques et la qualité du Contrôle interne, ainsi que d'aider la direction générale à rendre compte de la gestion des risques au Comité d'audit et au Conseil d'administration. Le Comité s'assure aussi de la cohérence des plans de contrôle interne et d'audit interne avec ces objectifs. À ce titre, il valide et suit l'exécution du programme annuel d'audit interne, et assure le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'audit et des plans d'actions correctifs. Il est également informé des principaux travaux sur le contrôle interne. En 2016, le Comité s'est réuni quatre fois.

Le Comité emploi et compétences, placé sous l'autorité du président-directeur général, est présidé par délégation, par le directeur exécutif en charge des ressources humaines. Il est composé des membres du Comité exécutif ou, par délégation, de leurs représentants. Il joue un rôle privilégié dans la mise en œuvre de la politique de l'emploi pour le Groupe. Le Comité emploi et compétences examine les projets de restructuration susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'emploi et les prévisions d'emploi des filières, divisions et pays du Groupe. Il examine par ailleurs l'ensemble des projets de recrutements externes en France. Dans ce cadre, il prépare des recommandations qui sont ensuite soumises à l'approbation du Comité exécutif, et, si nécessaire, aux instances de représentation du personnel. Le Comité se réunit en règle générale une fois par semaine.

Le Comité de l'information financière (*Disclosure Committee*), placé sous l'autorité du directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie, est présidé par délégation par le directeur comptable du Groupe et comprend les directeurs compétents dans les domaines comptable, juridique, de l'audit interne, du contrôle de gestion, des relations avec les investisseurs et de la communication. Il a pour mission d'assurer l'intégrité, l'exactitude, la conformité aux lois et règlements applicables et aux pratiques reconnues, ainsi que la cohérence et la qualité de l'information financière du Groupe. Il exerce cette mission dans le cadre des procédures d'élaboration et de validation de l'information financière, définies pour l'ensemble du Groupe. À ce titre, il examine l'ensemble de l'information financière diffusée par Orange SA, notamment les comptes consolidés, les rapports financiers annuels et semestriels et l'information financière trimestrielle, le document de référence déposé auprès de l'AMF et le rapport annuel américain (*Form 20-F*) déposé auprès de la SEC, ainsi que les communiqués de presse comportant des éléments financiers. Le Comité examine par ailleurs la communication financière diffusée par les principales filiales cotées. Il s'est réuni 16 fois en 2016.

5.3 Rémunération et avantages versés aux mandataires sociaux et cadres dirigeants

5.3.1 Rapport du Conseil d'administration sur les rémunérations et les avantages des dirigeants mandataires sociaux

La Société se réfère de manière générale, et en particulier en matière de rémunération, au code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées.

La politique de rémunération des mandataires sociaux, objet du présent rapport du Conseil d'administration, sera soumise à l'approbation des actionnaires en application de l'article L. 225-37-2 nouveau du Code de commerce introduit par la loi Sapin II du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Le présent rapport présente également le détail des éléments de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice clos le 31 décembre 2016 aux mandataires sociaux, lesquels sont soumis au vote consultatif des actionnaires en application des dispositions de l'article 26 du code Afep-Medef tel que modifié en novembre 2016.

Le présent rapport a été établi sous l'égide du Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE).

5.3.1.1 Montant des rémunérations versées aux dirigeants mandataires sociaux

Les tableaux ci-après suivent la présentation standardisée recommandée dans le code Afep-Medef⁽¹⁾.

Synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social (tableau n° 1 du code Afep-Medef)

(en euros)

	2016	2015
Stéphane Richard		
Rémunération brute due au titre de l'exercice (détaillée dans le tableau 2)	1 546 267	1 445 770
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
Total	1 546 267	1 445 770
Ramon Fernandez		
Rémunération brute due au titre de l'exercice (détaillée dans le tableau 2)	915 922	NA
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
Total	915 922	NA
Pierre Louette		
Rémunération brute due au titre de l'exercice (détaillée dans le tableau 2)	924 146	NA
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
Total	924 146	NA
Gervais Pellissier		
Rémunération brute due au titre de l'exercice (détaillée dans le tableau 2)	1 043 241	1 073 260
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
Total	1 043 241	1 073 260

(1) Annexe 3 du Code. Le tableau relatif aux jetons de présence (tableau n° 3 du code Afep-Medef) est présenté à la section 5.3.2.

Récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (tableau n° 2 du code Afep-Medef)

Montants bruts (en euros)	2016		2015	
	Montants versés au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice	Montants versés au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice
Stéphane Richard				
Rémunération fixe	900 000	900 000	900 000	900 000
Rémunération variable	640 906	540 000	540 000	418 711
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence ⁽¹⁾	-	-	-	-
Avantages en nature	5 361	5 361	5 770	5 770
Total	1 546 267	1 445 361	1 445 770	1 324 481
Ramon Fernandez				
Rémunération fixe	600 000	600 000	NA	NA
Rémunération variable	300 000	NA	NA	NA
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	NA	NA
Rémunération exceptionnelle	-	-	NA	NA
Jetons de présence	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature	15 922	15 922	NA	NA
Total	915 922	615 922		
Pierre Louette				
Rémunération fixe	600 000	600 000	NA	NA
Rémunération variable	300 000	NA	NA	NA
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	NA	NA
Rémunération exceptionnelle	-	-	NA	NA
Jetons de présence	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature	24 146	24 146	NA	NA
Total	924 146	624 146		
Gervais Pellissier				
Rémunération fixe	600 000	600 000	600 000	600 000
Rémunération variable	427 271	454 789	454 789	460 754
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature	15 970	15 970	18 471	18 471
Total	1 043 241	1 070 759	1 073 260	1 079 225

(1) Stéphane Richard a renoncé à percevoir ses jetons de présence.
NA : non applicable.

Calcul de la rémunération variable annuelle

Stéphane Richard et Gervais Pellissier bénéficiaient en 2016 d'une part variable à objectifs atteints de 60 % de leur rémunération annuelle fixe. En cas de surperformance (part variable calculée supérieure à 60 %), le Conseil d'administration s'était laissé l'opportunité de verser tout ou partie de la surperformance, sur proposition du CGRSE ; le montant maximum de la part variable annuelle restant inchangé et plafonné à 100 % de la rémunération annuelle fixe.

Les directeurs généraux délégués nommés à compter du 1^{er} janvier 2016, Ramon Fernandez et Pierre Louette, bénéficiaient pour 2016 d'une part variable, à objectifs atteints, plafonnée à 50 % de la rémunération annuelle fixe.

Rappel des objectifs et résultats atteints

La part variable annuelle des dirigeants mandataires sociaux reposait en 2016 sur une moyenne pondérée de quatre indicateurs mettant l'accent sur la croissance du Groupe, sa rentabilité, l'expérience client et la performance sociale (voir la section 5.3.1.2).

Croissance du chiffre d'affaires (pour 20 %)

Les objectifs d'évolution du chiffre d'affaires en données à base comparable fixés aux dirigeants mandataires sociaux pour 2016 étaient en ligne avec le budget du Groupe.

Pour Stéphane Richard et Gervais Pellissier, avec une évolution de +0,61 % (après respectivement +0,27 % et -0,12 % en 2015 et -1,6 % et -2,5 % en 2014), l'indicateur est déclenché et, selon la courbe d'élasticité (avec un seuil de déclenchement à -0,24 %), le résultat est valorisé à 1,235.

Pour Ramon Fernandez et Pierre Louette, ce même résultat appliqué à la courbe d'élasticité définie pour une part variable plafonnée à 50 %, le résultat est valorisé à 1.

EBITDA ajusté (pour 30 %)

L'objectif d'EBITDA ajusté fixé aux dirigeants mandataires sociaux 2016 était également en ligne avec le budget du Groupe. Avec un EBITDA ajusté ayant atteint 12 682 millions d'euros, l'objectif a été dépassé et l'application de la courbe d'élasticité valorise ce résultat à 1,072 pour Stéphane Richard et Gervais Pellissier et à 1 pour Ramon Fernandez et Pierre Louette.

Expérience client (pour 17 %)

L'indicateur expérience client est réparti en deux sous-indicateurs : un indicateur *mass market customer experience* (sondage clients *B2C*) qui pèse pour 75 % du résultat et un indicateur global *B2B customer experience* (sondage clients *B2B*) pour 25 %.

L'indicateur *B2C* est le score de recommandation moyen donné par les clients exprimé sur 100 (*Mean Recommendation Score*, dit *MRS*). S'agissant du *B2B*, deux indicateurs sont utilisés alternativement en fonction des pays : soit le *Customer Loyalty Index (CLI)*, soit l'indicateur clients *MRS*.

Ces sondages sont effectués dans plusieurs pays : en France, dans la zone Europe et dans la zone MEA, et auprès des clients Entreprises d'Orange Business Services.

En 2016, l'objectif pour l'indicateur *B2C* était de 76 ; le réalisé est à 77 contre 77,2 en 2015 et 75 en 2014.

Pour l'indicateur *B2B*, l'objectif était de 100 % et le réalisé est de 101,6 % contre 102,1 % en 2015 et 101,6 % en 2014.

Pour Stéphane Richard et Gervais Pellissier, la courbe d'élasticité appliquée à cet indicateur donne une valorisation de 1,173. Ce même résultat, pour Ramon Fernandez et Pierre Louette, est valorisé à 1.

Performance sociale (pour 33 %)

L'objectif était de réaliser un progrès global sur les dix composantes de l'indicateur entre deux semestres consécutifs. Parmi ces dix composantes :

- cinq sont liées au résultat du baromètre social réalisé semestriellement par un organisme externe. Les résultats sont examinés à partir de la perception des salariés sur les cinq thématiques : management, qualité de vie au travail, développement professionnel, rétribution et stratégie/RSE ;

- cinq composantes correspondent à l'évolution de cinq indicateurs de ressources humaines : taux de départs définitifs avant trois ans, taux de féminisation des réseaux de management, taux de réalisation des entretiens annuels, taux de collaborateurs sans formation sur les trois dernières années et taux d'absentéisme inférieur à cinq jours ouvrés consécutifs.

L'évolution de chacun de ces indicateurs est mesurée à chaque semestre. Le résultat annuel donné est la moyenne des valeurs des indicateurs obtenus aux premier et second semestres 2016, soit $1,5 + 2,5/2 = 2$. La courbe d'élasticité appliquée à cet indicateur donne une valorisation de 1,268 pour Stéphane Richard et Gervais Pellissier. Ce même résultat, pour Ramon Fernandez et Pierre Louette, est valorisé à 1.

Calcul du montant de la part variable

L'addition des valorisations des quatre indicateurs appliquées à l'enjeu de part variable aboutit, après pondération, à un coefficient arrondi à 1,187 pour Stéphane Richard et Gervais Pellissier, et à 1, pour Ramon Fernandez et Pierre Louette.

L'application de ces résultats aux enjeux de part variable respectifs des dirigeants mandataires sociaux donne les résultats suivants :

- pour Stéphane Richard : la part variable calculée est de 640 906 euros bruts, soit 71,21 % de sa rémunération fixe ;
- pour Gervais Pellissier : la part variable calculée est de 427 271 euros bruts, soit 71,21 % de sa rémunération fixe ;
- pour Ramon Fernandez et Pierre Louette, la part variable calculée est de 300 000 euros bruts chacun, soit 50 % de leur rémunération fixe.

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social (tableau n° 4 du code Afep-Medef)

Ni Orange SA ni aucune autre société du Groupe n'ont consenti d'option de souscription ou d'achat d'action aux dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice 2016.

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social (tableau n° 5 du code Afep-Medef)

Stéphane Richard ne détient aucune option d'achat ou de souscription d'actions de la Société.

Gervais Pellissier, seul dirigeant mandataire social à avoir reçu des options, n'en a levé aucune au cours de l'exercice 2016 (voir ci-après l'historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions).

Actions de performance attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social (tableau n° 6 du code Afep-Medef)

Ni Orange SA ni aucune autre société du Groupe n'ont attribué d'action de performance aux dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice 2016.

Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social (tableau n° 7 du code Afep-Medef)

Néant.

Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions (tableau n° 8 du code Afep-Medef)

Plans d'options consentis par Orange SA	Plan mars 2006	Plan mai 2007	Total
Date de l'Assemblée générale ayant autorisé le plan	01/09/2004	01/09/2004	
Date du Conseil d'administration ayant attribué les options	08/03/2006	21/05/2007	
Nombre de bénéficiaires	165	1 152	
Nombre total d'options consenties	536 930	10 093 300	10 630 230
<i>dont options consenties aux mandataires sociaux d'Orange SA :</i>			
– Gervais Pellissier	41 430	53 000	94 430
<i>dont options consenties aux 10 premiers attributaires salariés</i>	121 350	605 000	726 350
Date de 1 ^{er} exercice possible	08/03/2009 ⁽¹⁾	21/05/2010	
Date d'échéance	08/03/2016	21/05/2017	
Prix d'exercice des options	23,46 €	21,61 €	
Nombre d'options exercées au cours de l'exercice 2016	0	0	0
Nombre total d'options exercées au 31/12/2016	0	43 500	43 500
Nombre total d'options annulées au 31/12/2016	536 930	2 048 800	2 585 730
Nombre d'options en circulation au 31/12/2016	0	8 001 000	8 001 000

(1) Pour les bénéficiaires non-résidents en France.

Le plan d'attribution d'options de souscription consenti en mars 2006 est arrivé à expiration le 8 mars 2016. Le plan consenti en mai 2007 arrivera à échéance le 21 mai 2017. Gervais Pellissier, seul mandataire social à avoir reçu des options (94 430 au titre de ces deux plans), n'en a exercé aucune.

Les différents plans d'option de souscription ou d'achat d'actions consentis par Orange SA et ses filiales sont également décrits en note 6.3 de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1).

Historique des attributions d'actions de performance (tableau n° 9 du code Afep-Medef)

Orange a mis en place le 27 juillet 2011 un plan d'attribution gratuite d'actions portant sur 16,7 millions d'actions et concernant environ 150 000 employés. Le Conseil d'administration du 5 mars 2014 ayant constaté la non-atteinte de la condition de performance prévue au

plan, ce dernier a pris fin et aucune action n'a été attribuée à ce titre (à l'exception de celles attribuées aux ayants droit des bénéficiaires décédés).

Récapitulatif des rémunérations variables pluriannuelles de chaque dirigeant mandataire social (tableau n° 10 du code Afep-Medef)

Le Conseil d'administration a mis en place pour les dirigeants mandataires sociaux deux plans de rémunération variable pluriannuelle (*long term incentive plan* ou LTIP) en numéraire pour les périodes 2015-2017 et 2016-2018. Le montant du LTIP à objectifs atteints représente 40 % de la rémunération fixe annuelle et est

plafonné à ce niveau. En cas d'atteinte des objectifs liés au LTIP 2015-2017, le premier versement interviendra en numéraire en mai 2018 (voir section 5.3.1.2 *Principes et critères de rémunération des dirigeants mandataires sociaux en 2017*).

Autres avantages accordés aux dirigeants mandataires sociaux (tableau n° 11 du code Afep-Medef)

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non-concurrence
Stéphane Richard	Non	Non	Non	Non
Ramon Fernandez	Non	Non	Non	Non
Pierre Louette	Non	Non	Non	Non
Gervais Pellissier	Non	Non	Non	Non

5.3.1.2 Principes et critères de rémunération des dirigeants mandataires sociaux en 2017

La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux est fixée par le Conseil d'administration et fait l'objet d'une revue annuelle sur recommandations du CGRSE.

Cette politique de rémunération repose sur les principes de détermination suivants :

Exhaustivité

L'ensemble des rémunérations et avantages sociaux est analysé élément par élément puis de manière globale afin d'obtenir les équilibres appropriés entre rémunération fixe et variable, individuelle et collective, de court et de long terme.

Conformité

La politique de rémunération a été établie en suivant les recommandations du code Afep-Medef tel que révisé en novembre 2016.

Alignement des intérêts

La politique de rémunération constitue à la fois un outil de management permettant d'attirer, de motiver et de retenir les talents nécessaires à l'entreprise mais répond aussi aux attentes des actionnaires et des autres parties prenantes notamment en matière de transparence et de lien avec la performance.

Comparabilité

Des études sont régulièrement utilisées afin de s'assurer de la compétitivité des niveaux et structures de rémunération par rapport à un panel d'entreprises comparables en termes de taille et de périmètre international, à la fois parmi les principaux groupes industriels en France mais aussi des entreprises internationales du secteur Télécom.

Le Conseil d'administration a décidé que pour chacun des dirigeants mandataires sociaux, l'évolution de leur rémunération, notamment fixe, sera déterminée sur la base d'analyses comparatives de ces deux ensembles d'entreprises.

Ces principes sont appliqués rigoureusement par le CGRSE dans le cadre de ses travaux, aussi bien dans l'élaboration et l'évolution de la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux soumise au Conseil d'administration que dans ses propositions de leurs montants respectifs de rémunération.

Structure de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux

La structure de la rémunération de chacun des dirigeants mandataires sociaux est composée principalement d'une rémunération en numéraire, sous la forme d'une rémunération fixe et d'une rémunération variable annuelles, et d'une rémunération variable pluriannuelle sous la forme d'une attribution d'actions de performance si cela est voté par l'Assemblée générale des actionnaires du 1^{er} juin 2017. Chacun de ces éléments est plus amplement détaillé ci-après.

Rémunération fixe

La rémunération fixe des dirigeants mandataires sociaux est déterminée sur la base :

- du niveau et de la complexité de leurs responsabilités ;
- de l'expérience et du parcours des titulaires de ces fonctions ;
- d'analyses de marché pour des fonctions comparables.

Le Conseil d'administration a retenu le principe que l'évolution de cette rémunération fixe ne pourrait faire l'objet de révision qu'à l'échéance du mandat. Toutefois, une révision anticipée pourrait intervenir en cas d'évolution significative du périmètre respectif de responsabilité de ces fonctions ou de fort décalage par rapport à leur positionnement sur le

marché. Dans ces situations particulières, l'ajustement de la rémunération fixe ainsi que ses motifs seront rendus publics.

Rémunération variable

La rémunération variable a pour objectif d'inciter les dirigeants mandataires sociaux à atteindre les objectifs annuels de performance qui leur sont fixés par le Conseil d'administration en cohérence avec la stratégie de l'entreprise. Conformément au code Afep-Medef, le montant potentiel de rémunération variable est exprimé en pourcentage de la rémunération fixe.

Plus précisément cette part variable repose sur des niveaux de performance s'appliquant à des paramètres financiers et non financiers, représentatifs de la performance globale attendue.

En application des dispositions de l'article L.225-37-2 du Code de commerce, le versement de la rémunération variable annuelle sera conditionné à son approbation préalable par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires (vote « ex post »).

Niveaux de performance

Le Conseil d'administration détermine de manière adaptée pour chaque paramètre :

- le seuil de déclenchement en deçà duquel aucune rémunération n'est versée ;
- le niveau cible lorsque l'objectif est atteint.

Au début de chaque exercice, sur recommandations du CGRSE, ces niveaux sont définis par le Conseil d'administration.

À l'issue de chaque exercice, et pour chacun des critères, le niveau de résultat atteint par rapport au niveau d'objectif attendu sera communiqué.

Indicateurs de performance

La part variable annuelle des quatre dirigeants mandataires sociaux repose de manière uniforme et solidaire sur une moyenne pondérée de quatre indicateurs clés financiers et non financiers, identiques à ceux utilisés en 2014, 2015 et 2016 et alignés sur les principaux axes stratégiques suivants du Groupe :

- la croissance organique ;
- la rentabilité opérationnelle ;
- la qualité de service apportée aux clients ;
- la performance sociale et la diversité dans la gestion des ressources humaines.

De manière atypique par rapport aux pratiques de marché, la détermination de l'intégralité de la part variable repose sur des objectifs précis et surtout sur une mesure quantitative de la performance, y compris pour les indicateurs non financiers.

Les objectifs des deux indicateurs financiers sont fixés de manière précise sur la base du budget préalablement approuvé par le Conseil d'administration pour chacun des indicateurs ci-dessous :

- taux de croissance du chiffre d'affaires en données à base comparable ;
- EBITDA ajusté (voir la section 8 *Annexe – Glossaire financier*).

Les objectifs des deux indicateurs non financiers sont également fixés de manière précise sur la base de la progression attendue pour chacun de ces indicateurs :

- un indicateur composite lié à la qualité de service apportée aux clients Grand Public et Entreprises :
 - le *mass market customer experience* pour le marché Grand Public,
 - le *global B2B customer experience* pour le marché Entreprises ;

- un indicateur composite de performance sociale, fonction des progrès constatés par rapport à :
 - trois indicateurs de gestion liés aux ressources humaines sur la base d'un tableau de bord semestriel,
 - trois indicateurs mesurés par des sondages auprès des salariés du Groupe.

Chaque année, le Conseil d'administration examine puis valide le nombre, la nature, l'objectif et le poids respectif de chaque indicateur.

Structure de la rémunération variable

Le Conseil d'administration a décidé que les modalités de calcul de la rémunération variable des quatre dirigeants mandataires sociaux resteraient identiques à celles de l'année précédente et reposeraient sur les caractéristiques suivantes :

- montant cible de la rémunération variable à objectifs atteints : 60 % de la rémunération fixe pour Stéphane Richard et Gervais Pellissier et 50 % de la rémunération fixe pour Ramon Fernandez et Pierre Louette ;
- absence de versement d'une surperformance en cas de dépassement des objectifs, contrairement aux années précédentes ;
- indicateurs financiers représentant 50 % de la rémunération variable annuelle, dont :
 - taux de croissance du chiffre d'affaires pour 20 %,
 - EBITDA ajusté pour 30 % ;
- indicateurs non financiers représentant 50 % de la rémunération variable annuelle, dont :
 - expérience client pour 17 % :
 - *mass market customer experience* pour le marché Grand Public (poids 75 %),
 - *global B2B customer experience* pour le marché Entreprise (poids 25 %) ;
- performance sociale pour 33 %.

Recrutement

En cas de nomination d'une personne extérieure à l'entreprise comme directeur général, ces mêmes principes s'appliqueront, sachant qu'en cas d'arrivée en cours d'exercice, le montant dû sera calculé au *pro rata* du temps de présence.

Cessation de fonction

En cas de départ du Groupe, la part variable du dirigeant mandataire social concerné sera calculée *pro rata temporis* de sa présence.

Rémunération variable pluriannuelle

Le Conseil d'administration a décidé en décembre 2014 la mise en place, à compter du 1^{er} janvier 2015, de plans conditionnels de rémunération variable pluriannuelle (*long term incentive plans* ou LTIP), destinés à rémunérer les dirigeants mandataires sociaux en fonction de la performance observée sur le long terme, par périodes reconductibles de trois ans.

L'examen sur la première année du LTIP pour la période 2015-2017 a conduit à constater des incohérences, s'agissant des modalités selon lesquelles était calculé le critère de part de marché pris en compte dans ce plan. Le Conseil a donc décidé en juillet 2016, sans modifier le plan pour la période 2015-2017, d'adapter ce critère pour le plan suivant (période 2016-2018). Sur proposition du CGRSE, le Conseil d'administration du 7 décembre 2016 a donc confirmé les ajustements suivants :

- pondération égale des trois années pour la prise en compte du critère « part de marché valeur » ;

- prise en compte égale de la part de marché en France et à l'étranger ;
- exclusion pour ce qui concerne la France de la part de marché itinérance dont le chiffre d'affaires ne résulte pas d'une compétition sur le marché.

Les autres éléments du LTIP pour la période 2016-2018 restent inchangés.

Pour mémoire, les LTPI 2015-2017 et 2016-2018 feront l'objet, en cas d'atteinte des objectifs, d'un paiement en numéraire.

En 2017, le Conseil d'administration a décidé de faire évoluer le dispositif des LTIP afin de fidéliser les dirigeants mandataires sociaux et de renforcer l'alignement de leur intérêt avec l'intérêt social de l'entreprise et l'intérêt des actionnaires. En ligne avec les pratiques de marché très répandues, et sous réserve de l'accord de l'Assemblée générale des actionnaires du 1^{er} juin 2017, le nouveau dispositif reposera sur un plan d'attribution d'actions de performance et sur des critères qui tiennent compte de la contribution directe des dirigeants à la performance long terme et globale de l'entreprise. Ce dispositif bénéficiera également aux membres du personnel exerçant des fonctions clés au sein du groupe Orange.

Cette évolution passe (i) par la substitution d'un support en actions de performance au mécanisme de rémunération long terme avec versement en numéraire et (ii) par l'abandon du critère « part de marché valeur » au profit d'un critère financier, le *cash flow organique* qui est l'indicateur principal de pilotage du Groupe en interne pour le suivi du *cash-flow*. Ce LTIP en actions fera l'objet d'une résolution visant à autoriser le Conseil d'administration à attribuer gratuitement des actions aux dirigeants mandataires sociaux et à certains membres du personnel exerçant des fonctions clés au sein du groupe Orange et dont le vote sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires du 1^{er} juin 2017 (voir la section 6.3 *Projets de résolutions*).

Le recours à un mécanisme de rémunération long terme avec versement en numéraire pourra à nouveau être envisagé dans l'avenir si les évolutions réglementaires ou toute autre circonstance rendaient contraignant ou impossible l'utilisation par l'entreprise d'un dispositif au travers d'actions de performance. De même, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale des actionnaires du 1^{er} juin 2017 ne voterait pas la résolution autorisant l'attribution gratuite d'actions, le Conseil d'administration pourra décider la rémunération en numéraire du LTIP 2017-2019.

Indicateurs de performance

Le Conseil d'administration a retenu les deux critères suivants comptant chacun pour 50 % de l'enjeu du nouveau LTIP dont la durée reste fixée à trois ans :

- d'une part, un critère de marché, le *Total Shareholder Return* (TSR)⁽¹⁾ basé sur la performance relative du rendement total pour l'actionnaire sur trois exercices, comparé à l'indice de référence *Stoxx Europe 600 Telecommunications* ;
- d'autre part, un critère financier interne, le *cash flow organique*⁽²⁾, mesuré sur trois exercices et comparé annuellement à la prévision budgétaire.

Le Conseil d'administration a sélectionné ces critères en fonction de :

- leur cohérence avec les objectifs stratégiques du Groupe ;
- leur complémentarité avec les paramètres de la rémunération variable ;
- l'équilibre entre critère opérationnel et critère de création de richesse pour l'actionnaire ;
- l'appréciation croisée et complémentaire entre performance externe/relative et interne/absolue.

(1) Évolution du cours de Bourse intégrant les dividendes perçus.

(2) Le *cash flow organique* désigne le cash généré par les opérations à partir des ventes encaissées et une fois payé l'ensemble des coûts et des investissements (hors décaissements liés aux acquisitions de licences ou fréquences) nécessaires à l'activité. Cet indicateur renseigne donc sur la capacité d'Orange à générer du cash pour remplir ses obligations financières, payer des dividendes et assurer ses dépenses d'investissements financiers.

Conditions de performance

– Cash flow organique :

- le *cash flow organique* sera apprécié annuellement par rapport au budget approuvé par le Conseil d'administration et pourra donner lieu à attribution de 50 %, 33 %, 17 % ou 0 % de l'enjeu au terme du plan en fonction de l'atteinte ou non de l'objectif sur chaque année du LTIP,
- une zone de tolérance de 3 % sera laissée à l'appréciation du Conseil d'administration pour éviter l'effet « cliquet » du principe *hit or miss* :
 - si le résultat est inférieur à l'objectif – tolérance (3 % de l'objectif) : pas d'attribution,
 - si le résultat est supérieur ou égal à l'objectif – tolérance : le résultat sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration,
 - si le résultat est supérieur ou égal à l'objectif : 100 % d'attribution,
- en cas d'atteinte de l'objectif mais avec un *cash flow organique* en baisse par rapport à l'année précédente, le résultat sera soumis à l'approbation préalable du Conseil d'administration ;

– TSR :

- si l'évolution du TSR Orange est supérieure ou égale à l'évolution de l'indice de référence sur la période du plan : 100 % d'attribution. Toutefois, si l'évolution du TSR Orange est négative, le résultat sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration,
- si l'évolution du TSR Orange est inférieure à l'évolution de l'indice : pas d'attribution.

Critères de modulation

Les critères suivants ont vocation à éclairer le Conseil d'administration sur la mise en œuvre du plan stratégique *Essentiels2020* et à permettre de définir, avec une modulation de +/- 15 %, le nombre d'actions qui seront finalement acquises :

- le chiffre d'affaires diversification ; le débit *data* mobile et fixe et le *brand power*, qui seront appréciés au terme du LTIP ;
- l'EBITDA ajusté, qui sera apprécié annuellement au regard du budget, ce qui permettra de tenir compte de l'évolution des normes IFRS qui affecteront dès 2018 le calcul de l'EBITDA ;
- le *Net Promoter Score* (NPS) issu de sondages sur la recommandation clients, qui sera apprécié au terme du plan.

Condition de présence

L'acquisition des actions est soumise à la condition que les dirigeants mandataires sociaux soient toujours en fonction au terme de la période d'acquisition.

Toutefois, dans certains cas de cessation des fonctions du bénéficiaire avant l'échéance d'une période triennale d'application du LTIP, l'atteinte des conditions de performance sera appréciée dans les conditions dérogatoires suivantes :

- si la cessation des fonctions du bénéficiaire résulte d'un décès ou d'une invalidité, les objectifs de TSR et celle du *cash flow organique* seront réputés atteints sur la période des 3 ans ;
- si la cessation des fonctions du bénéficiaire résulte du non renouvellement de son mandat social :
 - la performance du TSR et celle du *cash flow organique* seront appréciées en prenant en compte les évolutions validées au titre de chaque année sur la période précédant la cessation de fonction,
 - l'attribution des actions se fera *pro rata temporis* de sa présence dans l'entreprise en tant que mandataire social.

Niveau maximum d'attribution

Le nombre d'actions de performance susceptible d'être attribué aux dirigeants mandataires sociaux à objectifs atteints est de 25 000 actions pour le président-directeur général et de 17 000 actions pour les autres dirigeants mandataires sociaux. Ces nombres représentent environ 40 % de leur rémunération fixe annuelle sur la base du cours de l'action Orange lors de la mise en place du LTIP.

Conservation des actions

Le Conseil d'administration a d'ores et déjà décidé que les dirigeants mandataires sociaux devront conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions au moins 50 % des actions qu'ils recevront. En outre, les dirigeants mandataires sociaux ont formellement pris l'engagement de ne pas recourir sur ces titres à des instruments de couverture jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

Rémunération exceptionnelle

Le Conseil d'administration a retenu le principe selon lequel les dirigeants mandataires sociaux pourront bénéficier d'une rémunération exceptionnelle dans certaines circonstances qui devront être précisément communiquées et justifiées, étant précisé que le versement d'une telle rémunération ne pourra être réalisé que sous réserve de l'approbation des actionnaires en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce.

Jetons de présence

Les dirigeants mandataires sociaux ne perçoivent pas de jetons de présence au titre des fonctions et mandats exercés dans des sociétés du Groupe.

Dispositifs liés à la cessation de fonction

Il n'existe aucune indemnité ou avantage dû ou susceptible d'être dû à raison de la cessation ou du changement de fonction des dirigeants mandataires sociaux, ni d'aucun engagement correspondant à des indemnités en contrepartie d'une clause de non-concurrence.

Toutefois, en cas de nomination d'un mandataire social *via* un recrutement externe, le Conseil d'administration se réserve la possibilité d'appliquer de telles dispositions, dans le respect des dispositions légales et en conformité avec le code Afep-Medef.

Régime de retraite supplémentaire

Les dirigeants mandataires sociaux ne bénéficient pas au titre de leur mandat d'un régime de retraite supplémentaire au-delà des régimes de base et complémentaires obligatoires.

En cas d'appartenance, antérieure au mandat du dirigeant, au régime de retraite à prestations définies instauré au bénéfice des membres du personnel classifié « hors grille » (régime qui a été supprimé pour les personnes recrutées à partir de 2011), le bénéfice de ce régime est suspendu et aucun droit n'est généré pendant la durée du mandat. En outre, en cas de cessation du mandat, la période durant laquelle le dirigeant aura été mandataire social ne sera pas prise en compte, en termes d'ancienneté et de rémunération, pour le calcul de la rente.

Avantages en nature

Les dirigeants mandataires sociaux bénéficient d'une voiture de fonction avec chauffeur, de services de conseils apportant une assistance juridique personnelle liée à leurs fonctions dans la limite respectivement de cent heures annuellement pour le président-directeur général et de vingt heures pour les autres dirigeants mandataires sociaux, d'une ligne téléphonique à forfait illimité et d'équipements, notamment informatiques, nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Divers

Le président-directeur général et les directeurs généraux délégués sont affiliés aux régimes de prévoyance et d'assurance-maladie complémentaire du groupe Orange qui sont applicables aux dirigeants mandataires sociaux (voir section 7.5 *Conventions réglementées et opérations avec des apparentés*).

5.3.2 Rémunération des mandataires sociaux non dirigeants

5.3.2.1 Jetons de présence

Montant des jetons de présence attribués en 2016

Compte tenu des modalités de calcul arrêtées par le Conseil d'administration du 15 février 2016, le Conseil du 22 février 2017 a décidé d'attribuer les montants suivants aux administrateurs ayant exercé des fonctions au titre de l'exercice 2016.

Les jetons de présence attribués aux administrateurs représentant l'État sont versés au Trésor public. En outre les administrateurs élus par le personnel ont demandé le versement de leurs jetons de présence à leur organisation syndicale.

Jetons de présence

(en euros)

	Montants bruts versés en 2017 (au titre de l'exercice 2016)	Montants bruts versés en 2016 (au titre de l'exercice 2015)	Montants bruts versés en 2015 (au titre de l'exercice 2014)
Administrateurs			
Daniel Bertho ⁽¹⁾	42 000	42 000	44 535
Alexandre Bompard	656		
Bpifrance Participations	40 000	40 000	36 790
Ghislaine Coinaud ⁽¹⁾	48 000	52 000	52 280
José-Luis Durán	34 000	44 000	46 472
Charles-Henri Filippi	48 986	50 000	54 217
Daniel Guillot ⁽¹⁾	48 000	52 000	58 089
Helle Kristoffersen	42 000	42 000	47 440
Anne Lange ⁽²⁾	44 000	27 944	NA
Hélène Marcy ⁽¹⁾	10 344	NA	NA
Lucie Muniesa ⁽³⁾	43 071	NA	NA
Bernard Ramanantsoa	17 656	NA	NA
Mouna Sepehri	49 000	60 000	14 442
Jean-Michel Severino	50 000	40 000	60 026
Anciens administrateurs			
Jean-Luc Burgain ⁽¹⁾	35 656	48 000	60 026
Bernard Dufau	69 358	75 000	84 230
Claudie Haigneré	18 344	44 000	42 599
Muriel Pénicaud	NA	NA	30 739
Antoine Saintoyant ⁽³⁾	2 929	52 000	60 026
Henri Serres ⁽³⁾	NA	24 056	58 089
Total	644 000	693 000	750 000

(1) Administrateurs ayant demandé le versement direct à leur organisation syndicale de leurs jetons de présence.

(2) Administratrice proposée par l'État dont 70 % du montant des jetons de présence sont versés au Trésor public.

(3) Administrateurs représentants de l'État dont les jetons de présence sont versés au Trésor public.

NA : non applicable.

Principes de fixation et de répartition des jetons de présence

Conformément à la loi, le montant maximal des jetons de présence distribuables annuellement aux administrateurs est fixé par l'Assemblée générale des actionnaires. La résolution votée reste valable jusqu'à l'adoption d'une nouvelle résolution. L'Assemblée générale du 27 mai 2014 a fixé ce montant à 750 000 euros en raison notamment de l'activité croissante des Comités du Conseil.

Dans la limite du montant décidé par l'Assemblée générale, et sur proposition du CGRSE, le Conseil d'administration décide au début de chaque année le montant des jetons de présence qui sera alloué à ses membres au titre de l'exercice clos et leurs règles de répartition ainsi que les modalités de calcul des jetons de présence pour l'exercice en cours. Lors de sa réunion du 22 février 2017, le Conseil d'administration a décidé de reconduire pour 2017 les règles

d'attribution et modalités de calcul des jetons de présence fixées pour 2016, à savoir :

- un montant fixe de 10 000 euros par administrateur et par an ;
- un montant directement lié à l'assiduité et à la participation aux travaux du Conseil et de ses Comités, soit :
 - 2 000 euros par réunion du Conseil d'administration et du Séminaire stratégique,
 - 2 000 euros par réunion du Comité d'audit, du CGRSE ou du Comité innovation et technologie,
 - 1 000 euros supplémentaires par réunion du Comité pour les présidents desdits Comités ;
- un montant fixe de 15 000 euros par an pour l'administrateur référent au titre de sa mission.

5.3.2.2 Autres rémunérations

Le tableau suivant présente les rémunérations versées aux administrateurs élus par le personnel et à l'administrateur élu par l'Assemblée générale pour représenter les membres du personnel actionnaires, hors jetons de présence (déjà mentionnés ci-dessus).

Montants bruts (en euros)	Montants versés en 2016	Montants versés en 2015
Daniel Bertho	41 024	39 416
Jean-Luc Burgain ⁽¹⁾	46 645	66 390
Ghislaine Coinaud	43 354	39 020
Daniel Guillot	84 810	83 675
Hélène Marcy	27 639	NA

(1) Jusqu'au 25 juillet 2016.

À l'exception de ces rémunérations, les mandataires sociaux non dirigeants ne perçoivent aucune rémunération autre que des jetons de présence.

En outre, il n'existe aucun contrat liant un membre du Conseil d'administration à Orange SA ou à l'une quelconque de ses filiales qui prévoirait l'octroi d'un quelconque avantage à cet administrateur au terme de son mandat.

5.3.3 Rémunération du Comité exécutif

Le montant brut global, hors charges patronales, des rémunérations versées au titre de l'exercice 2016 (*prorata temporis* en cas de départ ou nomination en cours d'année) par Orange SA et les sociétés contrôlées à l'ensemble des membres du Comité exécutif d'Orange s'élève à 9 826 966 euros contre 9 606 389 euros au titre de 2015, soit une hausse de 2,29 % proche de du taux d'augmentation générale des rémunérations au sein du groupe Orange.

Ce montant inclut l'ensemble des rémunérations versées au titre de l'exercice 2016 : salaires bruts, primes (y compris parts variables), avantages en nature et participation aux résultats. Il n'inclut pas en revanche l'intéressement et l'abondement éventuel des versements qui seront effectués sur les plans d'épargne salariale car ces montants ne sont pas connus à la date de ce document (pour mémoire, l'intéressement et l'abondement versés au premier semestre 2016 au titre de 2015 se sont élevés à 120 083 euros).

Les contrats de travail des membres du Comité exécutif conclus à compter du 1^{er} janvier 2015 comportent une clause prévoyant une indemnité contractuelle de séparation de 15 mois maximum calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute totale (incluant l'indemnité conventionnelle de licenciement).

Les membres du Comité exécutif ne perçoivent pas de jetons de présence au titre des mandats qu'ils détiennent dans les sociétés du groupe Orange. Au cours de l'exercice 2016, ils n'ont reçu ni option de souscription ou d'achat d'actions ni action de performance de la part d'Orange SA, ni d'aucune autre société du Groupe.

Le Conseil d'administration a mis en place deux plans conditionnels de rémunération variable pluriannuelle (*long term incentive plan* ou LTIP) en numéraire pour les périodes 2015-2017 et 2016-2018, applicables aux membres du Comité exécutif dans les mêmes termes que pour les dirigeants mandataires sociaux (voir ci-dessus la section 5.3.1.2). Le montant du LTIP à objectifs atteints représente 40 % de la rémunération fixe annuelle pour les directeurs généraux adjoints et 30 % de la rémunération fixe annuelle pour les directeurs exécutifs. Il est, dans les deux cas, plafonné à ce niveau. En cas d'atteinte des objectifs liés au LTIP 2015-2017, le premier versement interviendra en numéraire en mai 2018.

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux et options levées par ces derniers

Au cours de l'exercice 2016, ni Orange SA ni aucune autre société du Groupe n'ont consenti d'option de souscription ou d'achat d'action aux salariés.

Au cours de l'exercice 2016, aucune option n'a été levée par les attributaires salariés (voir ci-dessus *Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions*).

5.4 Cadre de maîtrise de l'activité et des risques

Une dynamique d'amélioration continue du contrôle interne et de la gestion des risques est mise en œuvre au sein d'Orange.

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est constitué d'une organisation, de procédures et de contrôles mis en œuvre par la direction générale et l'ensemble du personnel sous la responsabilité du Conseil d'administration et destiné à donner une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs opérationnels, à la conformité aux lois et réglementations en vigueur et à la fiabilité de l'information financière. Il est notamment mis en place dans le respect de la loi américaine *Sarbanes-Oxley*, de la loi de sécurité financière du 17 juillet 2003, de l'ordonnance du 8 décembre 2008 transposant la 8^e directive européenne et de l'ordonnance du 17 mars 2016 transposant la directive 2014/56/UE.

Concourent également à ce dispositif des politiques et des programmes d'assurance, d'éthique, de conformité, de sécurité et de protection des données à caractère personnel.

Par ailleurs, l'Inspection Générale du Groupe, directement rattachée au président, effectue à sa demande exclusive toute enquête ou étude pouvant porter sur toute entité du Groupe. Elle est informée des travaux du Contrôle général et de l'Audit interne et peut demander leur concours. L'Inspecteur Général du Groupe siège au Comité des risques.

Conformément aux dispositions de la 8^e directive européenne et de la directive 2014/56/UE, le Comité d'audit du Conseil d'administration est notamment chargé d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

5.4.1 Audit, contrôle et management des risques Groupe

La direction de l'Audit, du Contrôle et du management des risques Groupe (DACRG) est rattachée au directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie du Groupe. Elle rassemble au sein d'une direction unique l'Audit interne, le management des risques, le Contrôle général, le *Credit Management*, le Contrôle interne, *Fraude et Revenu Assurance*.

Sa mission est d'animer et d'évaluer le dispositif de maîtrise de l'activité et des risques du Groupe pour le compte du management dans le but d'offrir une assurance intégrée, présentant le meilleur équilibre entre opportunités et risques, au plus proche des opérationnels et de leurs préoccupations, en capitalisant sur une équipe de référence et en co-construisant des approches innovantes, en collaboration avec les autres équipes en charge de la maîtrise des risques du Groupe, tout en préservant l'indépendance de l'audit.

Au cœur des enjeux du Groupe et de sa stratégie, cette direction apporte cette assurance intégrée en accompagnant les évolutions importantes, en protégeant le chiffre d'affaires et les encaissements, en proposant des solutions pour améliorer la maîtrise des risques et en prévenant, détectant et traitant la fraude ; mais également en apportant son soutien à la direction de la *Compliance* Groupe et en créant de la valeur en proposant des projets d'amélioration.

La dynamique d'amélioration continue du contrôle interne se matérialise par exemple :

- par la mise à jour des dispositifs de lutte contre la fraude dont les modules sont régulièrement diffusés ;
- par la formation des administrateurs et directeurs généraux des filiales au management des risques ;
- par l'adéquation des missions d'audit avec les risques principaux du Groupe ;
- et par la mise en œuvre des politiques et pratiques définies et recensées dans l'*Orange Internal Control Book* (voir ci-après la section *Contrôle interne*) accompagnée d'une démarche d'auto-évaluation couvrant les principales activités, permettant aux entités de se situer par rapport aux niveaux de maîtrise et pratiques attendus par le Groupe.

La DACRG coordonne avec les fonctions de contrôle interne des divisions l'organisation auprès des membres du Comité exécutif de Revues de contrôle interne. Celles-ci ont essentiellement pour objet d'apporter l'assurance que le dispositif de contrôle interne est efficace, à savoir que les principaux risques sont correctement identifiés et que des actions appropriées sont lancées afin d'en atténuer l'impact potentiel. Ces revues s'inscrivent dans le cadre d'une assurance intégrée entre les fonctions opérationnelles et les fonctions en charge de la gestion des risques.

La communauté ACR (Audit, Contrôle et Risques) qui regroupe l'ensemble des personnes impliquées dans ces fonctions au sein du Groupe dispose d'une nouvelle charte signée du président directeur général, définissant le cadre des missions sous le pilotage de la DACRG. La démarche d'assurance intégrée (synergies entre les fonctions Audit, Contrôle et Risques, et entre les fonctions locales et les fonctions centrales) est ainsi renforcée pour répondre aux objectifs de l'entreprise. Dans le cadre de la stratégie *Essentiels2020*, la communauté ACR et la DACRG se sont renforcées pour accompagner notamment la croissance internationale ainsi que le développement dans les services financiers mobiles.

Le fonctionnement de la DACRG est en adéquation avec les meilleures pratiques promues par l'Institut français des auditeurs et contrôleurs internes (IFACI) et l'Association pour le management des risques et des assurances de l'Entreprise (AMRAE).

Certification qualité ISO 9001 de la DACRG

En 2016, la certification ISO 9001 version 2015 de la DACRG a été confirmée par l'AFAQ/AFNOR. Cette approche qualité contribue à l'amélioration et à la simplification de l'ensemble des processus en vue d'adopter les meilleures pratiques satisfaisant aux exigences de nos parties prenantes ; elle est au service de l'ambition de la DACRG d'être « Partenaire de confiance du business » en fournissant une assurance intégrée. Le management de la DACRG définit des objectifs qualité et évalue ses résultats par rapport à ceux-ci.

Audit interne

L'Audit interne Groupe compte environ 70 auditeurs qualifiés qui travaillent en service partagé pour l'ensemble des entités du Groupe. Ils sont pour la plupart localisés en France. À ceci s'ajoutent des équipes d'audit locales, principalement dans les filiales opérateurs non contrôlées à 100 % (en Europe notamment chez Orange Polska et Orange Belgium, et en Afrique notamment au sein du groupe Sonatel). Les services d'Audit interne d'Orange en France et en Pologne font l'objet d'une certification annuelle par IFACI Certification, selon le référentiel professionnel de l'audit interne (RPAI).

L'Audit interne Groupe peut être saisi directement par le président du Comité d'audit ou par le président directeur général. Le Directeur de l'Audit Groupe est habilité à informer directement le Comité exécutif et le Comité d'audit.

Le plan d'audit est validé par le Comité des risques et approuvé par le Comité d'audit, chaque année. Un bilan annuel, avec les principaux résultats et constats, est également présenté au Comité des risques, puis au Comité d'audit.

L'activité commune avec Deutsche Telekom (Buyin) fait l'objet d'audits réalisés conjointement par l'Audit interne du Groupe Orange et l'Audit interne du Groupe Deutsche Telekom.

Par l'intermédiaire de ses missions, l'Audit interne aide le Groupe à maintenir un dispositif de contrôle approprié en évaluant son efficacité et son efficience, et en émettant des observations et recommandations pour son amélioration continue. Les recommandations résultant des missions d'audit interne font l'objet d'un suivi systématique et donnent lieu en particulier à des plans d'actions élaborés et mis en place par les divisions et filiales du Groupe. Ces missions comprennent notamment les diligences effectuées à la demande de la direction du Contrôle interne du Groupe dans le cadre de l'évaluation systématique du contrôle interne financier, en particulier des tests d'efficacité opérationnelle du contrôle interne et des audits cycliques du contrôle interne des filiales moins significatives. L'Audit interne contribue également à la démarche d'identification, évaluation et traitement des risques à travers les résultats des missions d'audit et des recommandations.

Fin 2016, compte tenu du développement du Groupe dans les services financiers mobiles, l'Audit Interne a renforcé son dispositif (équipes et missions).

Management des risques

Le Management des risques du Groupe définit la stratégie et déploie la démarche du Groupe en matière de gestion des risques, dans le cadre de l'approche intégrée promue par la charte ACR. À cet effet, il anime les processus de management des risques, identifie les risques pour le compte du Comité des risques et assure le suivi des plans d'actions correspondants en s'appuyant sur le réseau de risk managers des entités et des filiales.

Le management des risques anticipe les risques liés au plan stratégique, en particulier liés aux nouvelles activités de croissance, en collaboration avec la direction de la Stratégie du Groupe. En pilotant le cadre méthodologique, il apporte son soutien aux entités pour déployer de la façon la plus homogène possible dans le groupe la culture et l'approche intégrée basée sur les risques.

Chaque direction des Opérations du Groupe (France, Europe, MEA, Entreprises), ainsi que chaque direction fonctionnelle, identifie, avec une fréquence au moins annuelle, les risques de son périmètre. Cette identification est complétée s'il y a lieu par la description des plans d'actions visant à couvrir ces risques en renforçant le contrôle interne, et par un recensement des incidents graves. La liste des incidents graves, l'évolution des risques et le suivi des plans d'actions sont examinés au cours des Revues de contrôle interne de chaque direction.

En complément, chaque membre du Comité exécutif est invité à s'exprimer individuellement une fois par an sur sa vision des risques du Groupe.

Établie sur la base combinée de la vue des dirigeants et des entités du Groupe, la cartographie des risques constitue le socle autour duquel s'articulent les dispositifs de maîtrise.

Enfin, un questionnaire d'autoévaluation, inclus dans l'*Orange IC Book* porte sur les principales dispositions en matière de gestion des risques. Il est soumis annuellement à plus d'une centaine de filiales et entités organisationnelles.

L'ensemble de ce qui précède est examiné une fois par an au moins par le Comité des risques du Groupe présenté lors d'une réunion conjointe au Comité d'audit, au Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE) et au Comité innovation et technologie du Conseil d'administration. Cette démarche intègre la revue des risques décrits dans la section 2.4 *Facteurs de risque* du présent document.

Contrôle général

La mission du Contrôle général est de réaliser, à la demande de membres du Comité exécutif ou de leurs Comités de direction, ou bien à la suite d'une signalisation via le dispositif d'alerte éthique, des enquêtes sur des sujets impliquant des employés et pouvant porter atteinte aux intérêts du Groupe. Ces sujets peuvent concerner des cas de fraude, des conflits d'intérêts, des atteintes aux actifs du Groupe, des problèmes comportementaux et de manière générale tous les actes réalisés par des employés en conflit avec les règles du Groupe. À ce titre, le Contrôle général est amené à fonctionner en complémentarité avec les différents départements de la DACRG et l'Inspection Générale du Groupe. Le Contrôle général est représenté en France par les pôles d'enquête et au niveau Groupe pour les affaires internationales par les contrôleurs généraux. Certains pays comme la Pologne, l'Espagne, la Roumanie et le Sénégal se sont dotés de structures internes dédiées et fonctionnent en réseau avec le Contrôle général.

Credit Management

Le *Credit Management* Groupe a pour mission de minimiser les risques financiers relatifs au crédit accordé à nos clients. Il a pour objectifs de disposer d'une vision consolidée des risques de crédit avec nos clients et partenaires et de mettre en place des outils permettant de gérer ces risques. Pour ce faire, il s'appuie sur les équipes ou correspondants locaux et sur les processus en place dans chacune des entités opérationnelles.

Il déploie la culture du *Credit Management* au sein du Groupe et permet le partage et la circulation d'informations.

Contrôle interne

Le Contrôle interne Groupe élabore et conduit la stratégie de contrôle interne au sein du Groupe. À ce titre il définit une méthodologie, un processus et les outils nécessaires à son application. Il les décline annuellement, notamment en ce qui concerne :

- la mise à jour et la diffusion d'un référentiel des politiques et pratiques définies par le Groupe avec les fonctions et domaines Groupe concernés, l'*Orange IC Book* ;
- des démarches d'auto-évaluation du contrôle interne sur la base entre autres de l'*Orange IC Book* ; l'objectif étant d'identifier les principales améliorations à apporter en matière de contrôle interne et d'engager des actions correctrices. Si nécessaire, des audits internes permettent de s'assurer des résultats de l'autoévaluation et de la pertinence des plans d'actions mis en œuvre ;
- la certification *Sarbanes-Oxley* pour le contrôle interne financier.

Le Contrôle interne Groupe anime les fonctions de contrôle interne locales ainsi que les responsables Groupe des domaines d'environnement de contrôle, en leur apportant soutien et conseil dans la qualité et la maîtrise de leur dispositif. Les fonctions de contrôle interne locales ont pour mission d'assister les managers opérationnels de leurs entités afin de les aider à structurer et maintenir un dispositif de contrôle interne efficace, répondant à leur besoin comme à celui du Groupe. Elles déclinent au sein de leur entité les directives en matière de maîtrise de l'activité et des risques données par le Groupe et s'assurent du bon fonctionnement du dispositif à leur niveau.

Le Contrôle interne Groupe convient d'un programme annuel d'actions et d'évaluations sur chacun des périmètres (domaines, divisions, entités).

Parmi ses actions récurrentes, il assure un suivi auprès des responsables des comités de gouvernance (voir section 5.2.3.3 *Comité exécutif et comités de gouvernance du Groupe*) et coordonne l'organisation des Revues de contrôle interne auprès des membres du Comité exécutif, avec le concours de la DACRG, de la direction de la Sécurité Groupe et de la Compliance Groupe.

Compte tenu du développement dans les services financiers mobiles, le Contrôle interne Groupe s'est assuré, en relation avec les services de contrôle interne des divisions et entités, l'Audit interne et la direction de la Compliance, de la pertinence du dispositif de CI pour la maîtrise des activités et de la couverture de nos obligations réglementaires (anti-blanchiment, financement du terrorisme, obligations bancaires).

L'évaluation du contrôle interne est présentée au Comité des risques du Groupe puis au Comité d'audit.

Fraude et revenu assurance

La direction Fraude et Revenu Assurance Groupe (GFRA) définit la stratégie et la démarche du Groupe en matière de détection et prévention de la fraude et en matière de protection du chiffre d'affaires. Pour soutenir le déploiement de cette stratégie, GFRA travaille très étroitement avec les équipes du Contrôle interne et du management des risques, comme avec d'autres équipes centrales et des équipes des entités opérationnelles.

Orange a adopté une approche basée sur l'anticipation et l'analyse des risques pour gérer la fraude. GFRA effectue une veille permanente sur les risques de fraude existants et les nouveaux risques qui apparaissent ainsi que sur toute nouvelle législation relative à la fraude. Ceci permet à Orange de prendre en compte les évolutions en matière d'environnement sur les risques de fraude et d'adapter sa stratégie anti-fraude en conséquence. GFRA maintient à jour la cartographie des risques de fraude du Groupe, couvrant tous les risques prévus dans ce domaine (incluant, par exemple, les fraudes aux états financiers, les fraudes techniques (cyber), les fraudes par usurpation d'identité et ingénierie sociale, la fraude à la TVA liée à la disparition frauduleuse d'un partenaire, le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent).

Orange dispose de contrôles préventifs pour réduire la probabilité de survenance de fraudes susceptibles de constituer un risque majeur. La prévention ne pouvant être efficace à 100 %, le Groupe a également défini un dispositif de contrôles conçus pour détecter des cas de fraude. Tout cas ou suspicion de fraude identifié à travers ces contrôles fait l'objet d'une enquête et est traité dans le respect des lois et de nos principes éthiques.

Orange considère que, pour gérer le risque de fraude et protéger le chiffre d'affaires de manière efficace, le coût de la fraude et la perte de chiffre d'affaires doivent être maîtrisés au niveau des entités et consolidés au niveau Groupe, ce qui permet l'analyse et le traitement des incidents majeurs et l'identification des évolutions. Concernant la production de l'information financière du Groupe, l'approche définie par GFRA inclut les risques pertinents en la matière tels que les fraudes commises par le management ou la fraude aux états financiers.

La détection des cas de fraude est de la responsabilité du management aidé par GFRA et les spécialistes locaux de la détection de la fraude dans les entités du Groupe.

Un dispositif d'alerte Groupe est en place comme prévu au titre de la loi *Sarbanes-Oxley* et, désormais, de la loi Sapin II du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique. Ce dispositif permet à tout collaborateur de signaler, via une adresse de messagerie dédiée, des faits pouvant constituer des infractions ou fraudes, notamment dans les domaines de la finance, et plus spécifiquement de la comptabilité et de la trésorerie, ou pouvant révéler des cas de corruption. La procédure définie permet d'assurer un traitement confidentiel de ces alertes, indépendamment de la chaîne hiérarchique si nécessaire. Elle garantit la protection des salariés ainsi que les droits des personnes concernées par de tels signalements.

Lorsque les soupçons de fraude interne sont suffisamment élevés, les enquêtes sont habituellement confiées à des services spécialisés, et en particulier au Contrôle général. Les services d'enquêtes sont chargés d'établir la matérialité des faits. Dans les cas de fraude interne, la détermination des sanctions est du ressort du management de l'entreprise. Pour tous les cas détectés (fraudes internes ou externes), les suites juridiques, civiles ou pénales, sont envisagées après avis de la direction juridique de l'entreprise.

Les cas de fraude sont analysés par GFRA de manière à faire évoluer les mesures de contrôle et donc de mieux prévenir et détecter des fraudes similaires.

Un bilan sur la prévention et la détection de la fraude est examiné une fois par an au moins par le Comité des risques du Groupe, et présenté lors d'une réunion conjointe du Comité d'audit, du CGRSE et du Comité innovation et technologie.

5.4.2 Procédures spécifiques de Contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

La direction comptable Groupe et la direction du Contrôle de Gestion Groupe, qui sont également rattachées au directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie du Groupe, jouent un rôle déterminant dans le dispositif de contrôle interne.

La direction comptable Groupe et la direction du Contrôle de Gestion Groupe assument les missions essentielles suivantes :

- produire les comptes consolidés du Groupe et les comptes sociaux d'Orange SA et de certaines filiales françaises dans des délais répondant aux exigences des marchés financiers et aux obligations légales en garantissant que les comptes donnent une image fidèle de l'entreprise conformément aux principes comptables adoptés par le Groupe ;
- préparer les rapports sur les comptes consolidés et les comptes sociaux et produire la documentation nécessaire à la communication financière des résultats et la synthèse du *reporting* de gestion pour le Comité exécutif ;

- piloter le cycle de *reporting* mensuel et trimestriel permettant au management de mesurer sur une base régulière la performance du Groupe ;
- concevoir et mettre en place les méthodes, procédures et référentiels comptables et de gestion du Groupe ;
- identifier et réaliser les évolutions nécessaires des systèmes d'information comptables et de gestion du Groupe.

Au sein de ces directions, le contrôle interne de l'information comptable et financière s'organise autour des éléments suivants :

- le Comité de l'information financière (voir section 5.2.3.3) ;
- la fonction comptable et de contrôle de gestion du Groupe ;
- le *reporting* comptable et de gestion unifié ; et
- le référentiel et les méthodes comptables communs au sein du Groupe.

Reporting comptable et de gestion unifié

Toutes les entités du Groupe s'inscrivent dans le cycle de gestion et de pilotage du Groupe, qui comporte trois composantes fondamentales :

- le processus prévisionnel (plan, budget et prévisions internes périodiques) ;
- le processus de production des comptes des sociétés et des comptes consolidés du Groupe ; et
- le processus de *reporting* de gestion.

Processus prévisionnel (plan, budget prévisions internes périodiques)

Le processus budgétaire du Groupe insiste sur la nécessité d'une mise à jour régulière des prévisions internes et sur l'engagement du management. Il est décliné pour l'ensemble des pays et divisions, unités d'affaires et filiales du Groupe.

Le budget doit refléter l'ambition du Groupe à chaque niveau de l'organisation. Il se compose d'une ambition annuelle s'appuyant sur la première année du plan pluri-annuel et de prévisions mises à jour en mai, incluant l'ambition actualisée du second semestre, et en octobre/novembre pour mieux apprécier le « point d'atterrissage » de l'année en cours.

Le dossier budgétaire est composé :

- des liasses alimentées des données financières (y compris les tableaux de flux de trésorerie), accompagnées des commentaires de synthèse, notamment sur les actions majeures ;
- des investissements détaillés par projet ;
- et d'une analyse des risques et des opportunités.

Dans le cadre du processus budgétaire, des indicateurs de mesure de la performance sont établis par les divisions et font l'objet d'une analyse. Le budget et les prévisions mises à jour sont mensualisés pour servir de référence au *reporting* mensuel du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe établit un plan pluri-annuel avec les principales entités du Groupe permettant de disposer de trajectoires financières à moyen terme pour le Groupe et ses principales entités.

Processus de production des comptes des sociétés et des comptes consolidés du Groupe

La production des comptes d'Orange s'articule autour du respect des principes suivants :

- la réalisation d'une préclôture comptable à fin mai et fin novembre ;
- l'anticipation des estimations et du traitement des opérations comptables complexes ;
- et la formalisation des processus et des calendriers de clôture.

À ce titre, documenter les processus conduisant à la production des informations financières jusqu'à la saisie des liasses de consolidation constitue un référent commun à l'ensemble des contributeurs, renforçant ainsi le contrôle interne de la fonction de comptabilité et de contrôle de gestion.

Des notes d'instructions des directions du Contrôle de Gestion et de la Comptabilité précisant le processus et le calendrier d'arrêté pour chaque clôture sont diffusées au sein du Groupe, puis déclinées au niveau des filiales.

Les liasses de consolidation sont établies mensuellement par les entités du Groupe selon les principes comptables IFRS et saisies dans l'outil de consolidation et de *reporting* Groupe.

Les principes du Groupe, lorsqu'ils sont compatibles avec les règles locales applicables aux comptes sociaux, sont privilégiés afin de limiter les retraitements ultérieurs. Toutefois, en cas d'application dans les comptes sociaux d'une entité de principes non homogènes avec ceux du Groupe et ayant un impact significatif sur l'appréciation des résultats et du patrimoine, des retraitements d'homogénéisation sont pratiqués par l'entité.

L'identification, la mesure périodique et le rapprochement des différences de méthodes comptables entre comptes sociaux et comptes aux normes Groupe sont sous la responsabilité de chaque entité et communiqués aux équipes en charge du pilotage financier du Groupe.

L'identification et l'évaluation des engagements contractuels non comptabilisés du Groupe font l'objet d'un *reporting* spécifique effectué à chaque clôture annuelle par la direction juridique et la direction financière en collaboration étroite. Les principaux engagements contractuels du Groupe susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière sont examinés par le Comité des engagements (voir section 5.2.3.3 *Comité exécutif et Comités de gouvernance du Groupe*).

Processus de reporting de gestion

Le processus de *reporting* est une composante majeure du dispositif de contrôle et d'information financière. Il constitue l'outil privilégié de suivi, de contrôle et de pilotage de la direction générale du Groupe. Le rapprochement des informations comptables et des données prévisionnelles, associé à l'analyse mensuelle à chaque niveau de l'organisation du Groupe, contribue à la qualité et à la fiabilité des informations produites. Ce principe de fonctionnement, établi entre les fonctions contrôle de gestion et comptabilité, se décline à l'ensemble des entités du Groupe et à chaque niveau de l'organisation (unité d'affaires, division et Groupe).

La définition des contenus et supports du *reporting* Groupe qui permettent de suivre la réalisation des objectifs du Groupe, est établie sur une base régulière et homogène. Les données financières du *reporting* sont principalement issues de l'outil de consolidation et de *reporting* Groupe et les formats du *reporting* sont standardisés. Les *reportings* sont validés par les directeurs du contrôle de gestion des pays.

Ce *reporting* permet le suivi des indicateurs de gestion et de performance du Groupe et s'articule autour :

- d'un tableau de bord mensuel qui a pour vocation de fournir au président-directeur général et au Comité exécutif les indicateurs opérationnels clés pour le Groupe et les faits et alertes majeurs du mois ;
- des *reportings* mensuels détaillés par segment de publication, ligne de business et pays ; ils incluent des indicateurs financiers et opérationnels.

Des revues d'affaires au niveau du Comité exécutif sont organisées par pays sous l'autorité du directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie. Elles ont pour objectif le pilotage de l'activité et la revue de la prévision actualisée de fin d'année. Elles réunissent chaque mois la direction financière Groupe avec le directeur et la fonction finance du pays. Le président directeur général participe aux revues trimestrielles. Ces revues s'appuient sur un *reporting* formalisé. La collecte des informations pour ces *reportings* est organisée par chaque pays selon les instructions de *reporting* du Groupe.

Référentiel et méthodes comptables communs au sein du Groupe

Pour le processus d'élaboration des comptes consolidés prévisionnels et réalisés, le Groupe a retenu le principe d'unification, ce qui induit :

- l'homogénéité du référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation ;
- la normalisation des formats de restitution ;
- et l'utilisation d'un outil informatique de consolidation et de *reporting* commun au Groupe.

Au sein de la direction comptable Groupe, la direction des Normes a pour mission de définir et de diffuser les politiques comptables du Groupe dans le cadre du référentiel IFRS. Elle assure également une veille normative et formalise de manière systématique et structurée les principes comptables Groupe IFRS au travers du manuel comptable Groupe, des instructions de clôture et de réunions d'information ou de formation.

Ce dispositif est complété par la mise en place de correspondants normatifs dans les pays et divisions. Ce réseau permet d'identifier localement les problématiques comptables, de diffuser les politiques comptables du Groupe dans les divisions, pays et entités, et services comptables, et de prendre en compte les besoins de formation des personnes en charge de la bonne application des politiques comptables du Groupe.

Certification qualité ISO 9001 de la fonction comptable

Dans le domaine du management qualité, Orange SA a obtenu depuis 2001 la certification ISO 9001 v2000 délivrée par l'AFAQ/AFNOR pour les services comptables en France. Depuis 2007 ce sont l'ensemble

des départements de la direction comptable du Groupe basés en France qui sont certifiés ISO 9001 v2000. Il a été décidé de reconduire, à compter de 2010, la démarche ISO 9001 v2008 décernée par l'AFNOR pour de nouveaux cycles triennaux de certification.

L'approche permet, pour chacun des processus comptables, de rechercher l'amélioration, la simplification et d'adopter les meilleures pratiques, afin de produire les comptes dans les délais et avec un niveau de qualité satisfaisant aux exigences réglementaires.

Le management de la fonction comptable décline annuellement les objectifs de la démarche qualité, à savoir : améliorer la performance et les prestations fournies, consolider la confiance des partenaires et accroître le professionnalisme des acteurs.

5.4.3 Synthèse des travaux sur le Contrôle interne mis en œuvre dans le cadre de la section 404 de la loi Sarbanes-Oxley

Orange est assujéti, en raison de sa cotation sur le New York Stock Exchange, aux dispositions de la loi américaine *Sarbanes-Oxley*. Conformément aux dispositions de l'article 404 de la loi, le président directeur général et le directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie du Groupe, doivent établir un rapport dans lequel ils se prononcent sur l'efficacité du contrôle interne lié à la production des états financiers du Groupe établis en normes IFRS, présentés dans le rapport annuel (*Form 20-F*) déposé auprès de la *Securities and Exchange Commission* (SEC) aux États-Unis. Les Commissaires aux comptes procèdent à leur propre évaluation du contrôle interne. Les rapports du management et des Commissaires aux comptes figurent chaque année dans le *Form 20-F*.

Pour mieux répondre principalement à l'article 404 de la loi, Orange met en œuvre, sous la conduite du Contrôle interne Groupe, un programme permanent de renforcement de la culture de contrôle interne dans l'ensemble du Groupe.

En s'appuyant sur les principes diffusés par la SEC, Orange a ciblé son dispositif de contrôle interne financier sur les zones de risques importants, ce qui a permis de le rendre à la fois plus pertinent et plus efficace et de limiter les travaux d'évaluation aux contrôles couvrant ces zones de risques.

Concernant la fiabilité de l'information financière, Orange s'appuie sur le référentiel COSO (*Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*) de 2013, méthodologie internationalement reconnue. Orange classe les cinq composantes du COSO en deux parties :

- l'environnement de contrôle (Comités de gouvernance, politiques et procédures globales) ;
- et le contrôle opérationnel (flux et processus).

Le programme de travail annuel, qui couvre l'environnement de contrôle et le contrôle opérationnel, est constitué des principales actions suivantes, en fonction des risques identifiés :

- l'identification du périmètre : ceci porte sur les comités de gouvernance du Groupe, les domaines d'environnement de contrôle et les entités consolidées dont le périmètre est aligné avec l'audit des comptes. Les filiales acquises en 2016 n'ont pas été prises en compte dans le périmètre pour l'évaluation du dispositif. Le poids de ces filiales par rapport aux données consolidées du Groupe est le suivant :

- filiales africaines (Airtel en Sierra Leone, Cellcom au Liberia, Airtel au Burkina Faso et Oasis en République démocratique du Congo) : 0,5 % du chiffre d'affaires consolidé et 1,5 % du total des actifs consolidés,
- Groupama Banque (renommée Orange Bank en janvier 2017) : 0 % du chiffre d'affaires consolidé et 5,3 % du total des actifs consolidés ;

- le *scoping* : identification par entité des domaines d'environnement de contrôle et des flux et applications informatiques soutenant ces flux ;

- la documentation du dispositif de contrôle interne mis en œuvre et l'évaluation de son efficacité.

Les travaux relatifs à l'évaluation du contrôle interne financier prennent en compte les travaux de l'audit interne et les analyses du management des risques, ainsi que les travaux sur la fraude (prévention, détection et investigations).

Les Commissaires aux comptes réalisent par ailleurs une évaluation indépendante du dispositif de contrôle interne financier.

L'évaluation menée pour l'exercice 2016 n'a pas révélé de faiblesse majeure. Le président-directeur général et le directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie du Groupe ont donc conclu à l'efficacité opérationnelle du dispositif de Contrôle interne lié à la production des états financiers.

5.4.4 Conformité

En tant qu'opérateur responsable, Orange s'est engagé à conduire ses activités dans un environnement des affaires sain. De par son activité internationale, le Groupe doit également intégrer certaines contraintes réglementaires et législatives nationales et internationales à portée extraterritoriale. Une organisation *compliance* a été créée dans le groupe Orange en août 2012 afin de répondre à ces enjeux. La stratégie *Essentiels2020* qui nourrit la croissance internationale du Groupe ainsi que son développement dans les services financiers mobiles et l'Internet des Objets d'une part, l'importance sans cesse croissante que prennent les questions d'éthique et de *compliance* d'autre part, modifie le profil de risque d'Orange : Stéphane Richard

a donc demandé, par une décision du 9 décembre 2015, de renforcer le dispositif de *compliance* du Groupe.

L'équipe *Compliance* Groupe, créée en 2012 et renforcée en 2015 et 2016, agit sous la responsabilité du *Chief Compliance Officer* du Groupe, lui-même rapportant au directeur général délégué en charge des finances et de la stratégie. Cette équipe a pour objectif de concevoir, déployer et coordonner les programmes de *compliance* à l'échelle du groupe. Elle s'appuie pour cela sur un réseau de *Compliance Officers* et de correspondants juridiques dans les grandes divisions et filiales.

Le *Chief Compliance Officer* du Groupe peut être saisi directement par le président-directeur général ou le saisir directement de tout sujet qui le nécessiterait. Il est également co-président du Comité de déontologie (voir section 5.6).

La mise sous contrôle des risques de non-conformité passe par une démarche structurée et adaptée, organisée autour d'une méthodologie en six étapes. Les principales composantes de cette démarche, portée par la volonté affirmée de Stéphane Richard et de l'ensemble du Comité exécutif du Groupe, consistent à identifier et analyser les risques, à déployer des plans d'actions pour les sécuriser opérationnellement, à proposer un ensemble de contrôles simples et efficaces, et à informer, former et partager les bonnes pratiques.

Les risques de non-conformité concernent des domaines variés, notamment la prévention de la corruption et le respect des sanctions économiques internationales.

La prévention de la corruption

L'approche du Groupe en matière de prévention de la corruption est définie dans une politique validée par le Comité de déontologie du Groupe et disponible sur le site Internet www.orange.com à la rubrique *Groupe/Gouvernance*. En parallèle, un programme de prévention a été mis en place à l'échelle du Groupe qui couvre différents volets :

- une analyse des risques est effectuée pour mieux cibler les actions à mettre en place ;
- les contrôles de *due diligence* des partenaires sont renforcés ;
- une clause contractuelle plus complète est progressivement mise en place dans les contrats ;
- les cadeaux et invitations, donnés ou reçus, sont encadrés par des seuils dont les éventuels dépassements doivent être déclarés et

validés par le management. Une application dédiée est progressivement déployée pour assurer le traçage des déclarations et validations de dépassement de seuils ;

- un *e-learning* dédié à la prévention de la corruption a été déployé dans le Groupe en français, en anglais et en polonais et des versions en slovaque et en espagnol sont en cours de déploiement ;
- des audits réguliers et un questionnaire d'évaluation annuel contrôlent le déploiement de toutes ces actions ;
- enfin, suite à l'entrée en vigueur de la loi Sapin II du 9 décembre 2016, le Groupe a lancé un programme afin d'assurer sa conformité, d'ici le 1^{er} juin 2017, avec les 8 mesures prévues par la loi et destinées à prévenir et à détecter la commission, en France ou à l'étranger, de faits de corruption ou de trafic d'influence.

Le respect des programmes de sanctions économiques

Être un groupe international avec des opportunités de développement implique de rester vigilant face à un environnement mouvant et à l'existence de programmes de sanctions économiques et d'embargos multiples et évolutifs à l'encontre de certains pays.

Il est essentiel pour Orange de comprendre et d'analyser l'impact éventuel des programmes de sanctions économiques sur nos activités. Le groupe a donc renforcé depuis 2013 sa connaissance et sa maîtrise des risques en la matière et a notamment publié deux documents internes : une politique Groupe et un manuel juridique et de *compliance* relatifs aux sanctions économiques internationales. Une analyse de nos contrats et de nos partenaires est également effectuée afin de sécuriser le mieux possible notre développement international.

5.4.5 Protection des données à caractère personnel

Les activités du groupe Orange engendrent une multiplicité de traitements informatiques incluant des données à caractère personnel. Orange est donc soumis aux différentes réglementations régissant les données à caractère personnel.

Avec l'explosion du numérique, les risques sur la vie privée, et sur les données se sont accrus. Il en résulte une multiplication des lois adoptées sur chaque continent relatives aux données et un renforcement des réglementations déjà existantes. Ainsi sera d'application effective le 25 mai 2018 une nouvelle réglementation générale de protection dans l'Union européenne⁽¹⁾. Elle impliquera des changements dans la mise en œuvre et le suivi des traitements de données. Les entreprises devront ainsi se doter des moyens de démontrer à tout moment aux autorités de protection la conformité au nouveau règlement européen des traitements de données à caractère personnel.

La législation européenne a mis au cœur de cette nouvelle organisation interne la fonction de Délégué à la Protection des Données⁽²⁾ qui s'inspire de pratiques existantes, comme par exemple celle de Correspondant Informatique et Libertés (CIL) en France.

À cet égard, Orange, qui a désigné depuis 2006 en France un Correspondant Informatique et Libertés, a décidé, en anticipation de

cette nouvelle organisation de nommer en 2016 un *Goup Data Protection Officer* pour être en mesure d'accompagner les changements significatifs de la nouvelle réglementation européenne. Ce dernier accompagne et coordonne, depuis la publication de la nouvelle réglementation en avril 2016, les études d'impact de la nouvelle réglementation et les plans d'action nécessaires à la conformité attendue à compter de mai 2018.

En outre, le Groupe devrait à l'horizon de mai 2018, en fonction de ses activités et des pays où il est présent, désigner plusieurs Délégués à la Protection des Données agissant aux côtés du *Goup Data Protection Officer*. Ces personnes qualifiées en matière de législations et pratiques de protection des données seront rattachées hiérarchiquement au plus haut niveau des entités représentées. Elles devront être exemptes de conflits d'intérêts et agiront en toute indépendance. Elles seront consultées sur toute question relative à la protection, assureront l'accompagnement opérationnel ainsi que le contrôle des pratiques pour assurer au sein des activités la protection adéquate et appropriée en fonction des risques encourus sur les données et la vie privée. Les délégués seront les interlocuteurs privilégiés des autorités de protection des données à caractère personnel.

(1) Voir le chapitre *Réglementation*, section 2.2.1.2 *Faits marquants en 2016 et début 2017*.

(2) *Data Protection Officer*.

5.4.6 Sécurité

La direction de la Sécurité Groupe (DSEC), rattachée au secrétariat général du Groupe, anime et coordonne les actions d'amélioration continue de la sécurité sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Le Groupe dispose d'une politique de sécurité globale (PSG) dont l'objectif est de donner le cadre des principes génériques (techniques et organisationnels) à appliquer et de définir les responsabilités et l'organisation des différents acteurs. Cette politique vise à améliorer le niveau de sécurité de l'entreprise par une démarche d'appréciation et de gestion des risques et notamment à limiter l'impact des incidents et des crises. Elle fait l'objet d'une mise à jour régulière en fonction de l'évolution du contexte et notamment des menaces. De plus, le Groupe dispose d'une politique de protection de données personnelles dont la déclinaison fait l'objet d'un suivi régulier.

La politique de sécurité globale s'applique à l'ensemble du groupe Orange. Elle est au service des activités opérationnelles en permettant une prise en compte précoce des risques et en les traitant. Elle permet en outre de répondre aux obligations légales et réglementaires de chaque pays où le Groupe est présent.

La notion de sécurité globale est un concept incluant quatre dimensions :

- sécurité de l'information (sécurité de nos produits et services et de notre patrimoine immatériel) ;
- sécurité liée aux biens physiques ;
- santé et sécurité des personnes (clients, collaborateurs et autres parties prenantes) ;
- sécurité environnementale.

Une cartographie des risques de sécurité précisant les priorités du Groupe et les plans d'actions associés est présentée chaque année au Comité exécutif du Groupe.

La politique de sécurité Groupe fait l'objet d'un suivi et de déclinaisons dans les métiers et les entités et d'une coordination des actions de sécurité sur l'ensemble du périmètre.

5.4.7 Assurances

La politique d'Orange met en œuvre une stratégie de prévention et de gestion des risques qui permet d'identifier les éventuelles vulnérabilités en lien avec l'évolution des activités et de l'environnement du Groupe. Ceci se concrétise par l'organisation de visites régulières des principaux sites d'Orange, en France et à l'international, réalisées en partenariat avec l'ingénierie de nos assureurs et courtiers.

Par ailleurs, des échanges récurrents permettent d'informer nos assureurs et prestataires des évolutions relatives à la nature et au périmètre de nos activités. Ces travaux sont destinés à faciliter le traitement et le financement des principaux risques du Groupe. C'est ainsi qu'un plan d'assurance a été souscrit auprès du marché de l'assurance et de la réassurance qui recouvre différents programmes régulièrement renégociés au moyen d'appel d'offres destinés à sélectionner les courtiers et assureurs porteurs de risques.

Ce plan d'assurance s'appuie sur un objectif d'optimisation des conditions de transfert, visant la qualité des garanties offertes et leur coût. Les programmes qui le constituent reflètent la nature des risques du groupe Orange et sont adaptés aux capacités offertes par les marchés pour des entreprises internationales de taille et domaine d'activités comparables. Des *benchmarks* réguliers confortent l'adéquation des programmes en vigueur aux besoins du Groupe.

Par ailleurs, une attention particulière est portée sur la qualité et la solvabilité des assureurs et réassureurs présents dans nos programmes, qui conditionnent le maintien du partenariat au niveau du rating exigé de ces derniers dans les engagements contractuels.

De plus, en relation avec les entités intéressées du Groupe, la direction des Assurances apporte son soutien et son expertise en matière de prévention contractuelle dans le cadre des accords passés avec les clients et les fournisseurs.

Cette politique a également permis d'élargir le périmètre des couvertures d'assurance à la quasi-totalité du chiffre d'affaires du Groupe. Ainsi, une intégration progressive des filiales a été réalisée qui prend en compte les évolutions réglementaires des différentes situations régionales de nos actifs et de nos activités.

Cependant, les risques de dommages aux poteaux et lignes aériennes du réseau téléphonique fixe, consécutifs à des événements

naturels, demeurent auto-assurés. La charge financière qui en résulte est suivie en relation avec nos experts et le courtier. Au regard de cette charge il n'a pas été démontré, en l'état, la pertinence d'une solution de financiarisation alternative de ces risques, et les marchés traditionnels (assurance et réassurance) n'offrent plus quant à eux de solution adéquate de transfert.

Les programmes d'assurance qui constituent le plan en cours sont dévolus à la protection des risques suivants :

- risques de dommages aux biens et pertes financières consécutives ;
- risques de responsabilité civile liés à la gestion et à l'administration de l'entreprise et à l'exercice de ses activités, tant vis-à-vis des tiers que des clients ;
- risques liés aux flottes de véhicules de l'entreprise.

Des programmes spécifiques sont par ailleurs négociés et mis en place, notamment :

- assistance des collaborateurs en déplacement et missions professionnelles ou en statut d'expatriation ;
- assurances de chantier (opérations immobilières ou de construction) ;
- nouvelles activités (activités financières, banque).

Le coût global des couvertures d'assurances conférées par le programme Groupe d'Orange en 2016 s'élève à environ 0,04 % du chiffre d'affaires de l'exercice.

De plus, le Groupe, au travers de son cabinet de courtage d'assurance captif, contribue à l'élaboration des programmes affinitaires adossés aux produits et services destinés à enrichir les offres proposées aux clients.

Enfin la direction des Assurances du Groupe applique à sa gestion, qui associe dans ses différentes étapes ses partenaires externes (experts, courtiers), des processus de contrôle interne en intégrant notamment l'environnement de contrôle, la gouvernance et l'éthique. Certains des domaines concernés ont été évalués par les auditeurs internes et externes du Groupe, pour en vérifier la conformité.

5.5 Rapport des Commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du Conseil d'administration de la société Orange SA

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Orange SA et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ; et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- prendre connaissance du processus d'évaluation mis en place et apprécier la qualité et le caractère suffisant de sa documentation, pour ce qui concerne les informations portant sur l'évaluation des procédures de contrôle interne et de gestion des risques ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 22 mars 2017
Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG SA
Marie Guillemot
Associée

Ernst & Young Audit
Charles-Emmanuel Chosson
Associé

5.6 Responsabilité sociale, sociétale et environnementale

Cette section contient l'ensemble des informations à caractère social, environnemental et sociétal devant figurer dans le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale en application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce et de son décret d'application.

Des informations plus détaillées sur les engagements, les impacts et les performances sociales, sociétales et environnementales sont disponibles sur le site orange.com, rubrique Engagements/Responsabilité/Reporting. L'ensemble des indicateurs quantitatifs y sont également présentés.

Une vision stratégique claire

Orange a une conviction fortement ancrée : le numérique est un levier puissant de développement économique et social. L'incroyable potentiel de progrès et d'innovations qu'il porte doit être mis au service du plus grand nombre.

La démarche RSE d'Orange se construit ainsi autour de cette valeur de progrès partagé. Favorisant l'émergence de solutions plus inclusives, plus durables, plus collaboratives, elle introduit de nouveaux axes de création de valeur pour la société toute entière comme pour Orange.

Inscrite dans la stratégie du Groupe, la démarche RSE mobilise toutes les filiales autour de trois leviers de performance durable : un accompagnement en confiance des clients, un soutien local au développement économique et social de chaque territoire et une équation écologique sous-contrôle.

Fondé sur l'écoute constructive des parties prenantes du Groupe, et sur une culture interne promouvant l'innovation, l'engagement d'entreprise citoyenne donne le même sens à toutes les activités : faire du numérique un accélérateur de progrès pour la société et pour chacun.

- **Orange, un guide dans le monde numérique** : le groupe Orange veille à offrir à tous ses clients la meilleure expérience des nouvelles technologies, il les accompagne et les protège dans leur vie numérique. Orange est également conscient que sa performance passe par l'attention portée à ses salariés, par le contrôle de sa chaîne d'approvisionnement et par le dialogue instauré avec ses parties prenantes.
- **Orange, un opérateur au service du progrès économique et social** : Orange lutte contre toutes les fractures numériques, qu'elles soient géographiques, économiques ou physiques. Avec ses produits et services, le Groupe cherche à répondre aux besoins

essentiels de chacun et entend mettre sa technologie au service du développement des pays dans lesquels il opère. Orange soutient les initiatives digitales et les écosystèmes locaux pour l'émergence de modèles d'activités plus ouverts, collaboratifs et solidaires.

- **Orange, acteur de la transition écologique** : l'explosion des usages rend l'équation environnementale du Groupe délicate. Orange s'emploie activement à réduire ses impacts comme ceux de ses clients. Dans le même temps, le Groupe œuvre pour que l'innovation numérique facilite la transition écologique et énergétique de la société.

Une démarche globale

Orange tient compte des principes d'inclusion, de matérialité et de réactivité définis par la norme AA1000 APS (2008), référentiel international en matière de responsabilité sociale des entreprises, axé sur la prise en compte des attentes des parties prenantes. Le Groupe tient également compte des principes définis par la nouvelle norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale des organisations, ainsi que des lignes directrices édictées par la *Global Reporting Initiative* (GRI).

La démarche RSE du Groupe est pilotée par une organisation dédiée : la direction RSE Groupe, qui rend régulièrement compte au Conseil d'administration et au Comité exécutif. La stratégie RSE et la feuille de route pour les années à venir sont entérinées par le Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE) du Conseil d'administration.

Afin de piloter au mieux les actions conduites dans chaque entité, des sponsors RSE rattachés au plus haut niveau hiérarchique ont été nommés dans chaque fonction Groupe et entité opérant sur l'ensemble des marchés adressés par le Groupe. Réunis deux fois par an au sein du Comité de sponsors RSE, ils veillent à la mise en œuvre des orientations stratégiques décidées par le Comité exécutif du Groupe. Un réseau de managers RSE contribue au déploiement opérationnel de la démarche. Ils se réunissent au moins une fois par trimestre, soit par conférence téléphonique, soit, une fois par an, lors d'un séminaire.

Pour s'assurer de la fiabilité des indicateurs et contrôler la bonne application des engagements du Groupe dans les entités, Orange fait réaliser depuis plusieurs années un audit externe de sa démarche RSE et de ses réalisations par l'un de ses Commissaires aux comptes.

L'éthique, une partie intégrante de la gouvernance du Groupe

Charte de déontologie

Adoptée en 2003, la Charte de déontologie du Groupe expose les quatre engagements du groupe Orange de respect, d'intégrité, de qualité et d'esprit d'équipe. Elle décrit également les principes d'action du Groupe à l'égard de ses clients, de ses actionnaires, de ses collaborateurs, de ses fournisseurs et de ses concurrents ainsi qu'à l'égard de l'ensemble des autres parties prenantes dans les pays où le Groupe est présent. La charte mentionne également les principes de comportement individuel que chaque collaborateur ou administrateur doit respecter dans son activité professionnelle. Elle est disponible sur le site orange.com, rubrique Groupe/Gouvernance.

Une sensibilisation aux principes d'action et aux principes de comportement individuel est relayée par la ligne managériale auprès des équipes, notamment par le biais d'un *e-learning* éthique, afin de renforcer l'appropriation de ces principes.

Les principes et règles de déontologie boursière font l'objet de documents spécifiques qui complètent la Charte de déontologie du Groupe. Ces documents sont destinés à appeler l'attention des collaborateurs et des administrateurs des sociétés du Groupe sur les principes et règles en vigueur en la matière et la nécessité de s'y conformer scrupuleusement, ainsi que sur certaines mesures préventives (en particulier, l'existence de périodes d'interdiction d'opérer sur les titres du Groupe pour les « initiés permanents »).

Ces documents ainsi que la procédure d'information des initiés permanents ont fait l'objet d'une mise à jour en 2016 afin de prendre en compte le récent règlement européen sur les abus de marché ainsi que les deux guides de l'AMF sur (i) l'information permanente et la gestion de l'information privilégiée et (ii) l'information périodique des sociétés cotées.

Comité de déontologie

Le Comité de déontologie du Groupe veille à l'application homogène des principes de la Charte de déontologie et s'assure des pratiques en matière de déontologie au sein du Groupe. Il conseille les entités sur leur mise en œuvre. Le rôle du Comité est précisé dans la Charte. Il fait, chaque année, un rapport au président-directeur général et à la présidente du CGRSE sur l'accomplissement de ses missions.

5.6.1 Informations sociales

Le *reporting* social de ce document repose globalement sur un système d'information RH Données sociales et principalement sur un système d'information RH « HR-Info ». Pour le rapport annuel et le document de référence, ces données HR-Info sont complétées par celles issues d'un système d'information financier (Magnitude). Seul le système d'information HR-Info permet une distinction par genre et par catégorie socioprofessionnelle.

5.6.1.1 Emploi

Évolution générale des effectifs du Groupe

Lancée en 2016, la promesse Orange d'être « un employeur digital et humain » propose un nouveau socle pour la relation entre le Groupe et ses salariés. Elle est un élément fondamental du plan stratégique *Essentiels2020* dont l'ambition est de construire une expérience client incomparable. Orange réaffirme ainsi que la qualité sociale est un levier incontournable de la performance économique et, pour la première fois, va plus loin en proposant une démarche commune à l'ensemble du Groupe. Cette promesse vise à construire une expérience salarié unique, digitale et humaine :

- unique : Orange prend en compte la situation et l'histoire de chaque salarié, et fait de leur diversité un levier de progrès et d'intelligence collective ;
- digitale : dans un monde en pleine évolution numérique, le digital est une formidable opportunité pour simplifier la relation salarié, de la même façon qu'Orange souhaite simplifier la relation client, en transformant les modes de travail vers plus d'autonomie et de collaboratif ;
- humaine : Orange place l'humain au cœur de son projet. Pour Orange, être un employeur humain, c'est rester proche des équipes et s'occuper de chacun en veillant à sa qualité de vie au travail et en lui permettant d'être acteur de son propre développement.

Orange s'engage vis-à-vis de chacun de ses salariés avec une promesse commune, simple et forte, co-construite avec plus de 1 000 salariés à travers le Groupe, qui s'adresse à tous, quelle que soit l'entité d'appartenance : une promesse d'employeur digital et humain.

Dans ce contexte, l'évolution de l'emploi se traduit par une réduction globale de la force au travail interne d'environ 5 000 équivalents temps

En 2016, le Comité de déontologie a notamment validé la révision de la procédure de déclaration des conflits d'intérêts ainsi que le guide pratique « Identification, Prévention et Gestion des conflits d'intérêts » et adopté le nouveau Code de déontologie boursière.

Réseau de correspondants éthiques

Le réseau de correspondants éthiques des différents pays, entités et fonctions partage les meilleures pratiques en matière de communication et de formation sur le thème de l'éthique des affaires. Il couvre l'ensemble des zones géographiques d'implantation du Groupe, les thèmes de développement retenus conduisant à des déclinaisons appropriées par pays pour tenir compte des aspects réglementaires et culturels.

plein (ETP), en retrait par rapport à celle de 2015, soit - 3,4 % (- 4,6 % en France et - 1,7 % à l'international, en pro forma) qui permet au Groupe de s'adapter aux évolutions de ses activités.

En France, plusieurs changements importants sont venus impacter le périmètre du Groupe en 2016 : reprise d'environ 450 salariés de Mobistore au sein de la division Orange France, sorties de Fime (- 163 CDI, - 3 CDD) et Netia (- 43 CDI, - 2 CDD) et entrée des filiales Lexsi (+ 178 CDI sur une activité de cybersécurité) et d'Orange *Healthcare* (+ 2 CDI) sur Orange Business Services (OBS), déconsolidation de Buyin (- 67 CDI, - 2 CDD) et surtout intégration de Groupama Bank (+ 558 CDI, + 25 CDD) au sein d'une nouvelle division Orange Bank. Dans ce cadre, les effectifs permanents ont poursuivi leur décroissance : - 1 496 CDI en données historiques et - 1 830 CDI en données pro forma, soit respectivement - 1,6 % et - 1,9 %.

Sur la zone Europe, les effectifs CDI présentent à fin 2016 une décroissance (- 453 CDI soit - 1,5 % en données pro forma), essentiellement induite par l'évolution des effectifs d'Orange Polska, qui ont poursuivi leur décroissance (- 1 039 CDI en données historiques et pro forma, soit - 6,3 %). Cette tendance est partiellement compensée par la croissance observée sur l'Espagne (+ 319 CDI, soit + 4,8 % en données pro forma), la Roumanie (+ 93 CDI soit + 3,3 % en données pro forma) via un renforcement des effectifs d'Orange Services, et de la Moldavie (+ 165 CDI, soit + 18,3 % en données pro forma) où l'évolution s'accompagne de l'acquisition de la société Sun Communications.

La zone MEA (Middle East & Africa) présente également une baisse des effectifs CDI entre 2015 et 2016 (- 520 CDI soit - 3,4 % en données pro forma), en tenant compte de plusieurs entrées de périmètre : intégration d'Oasis SA (+ 147 CDI) au sein d'Orange Congo, entrée de Cellcom Telecommunications Inc. au Liberia (+ 283 CDI, + 80 CDD) ainsi que d'Airtel SA au Burkina Faso (+ 260 CDI) et en Sierra Leone (+ 175 CDI, + 131 CDD). Outre ces effets de périmètre, les effectifs permanents des pays de la zone restent globalement stables, à l'exception de l'Égypte (- 4,8 %), de Madagascar (- 5,5 %) et du Niger (- 12,9 %).

Enfin, OBS international affiche une croissance de ses effectifs permanents (+ 417 CDI, soit + 3,8 %), principalement sur les pays émergents (Égypte, Inde, Malaisie, Maurice), et se renforce en Europe avec l'entrée de Log in Consultants (activités autour du *Cloud*) en Allemagne (+ 41 CDI) et aux Pays-Bas (+ 85 CDI, + 3 CDD).

Nombre d'employés – effectif actif fin de période

	2016	2015	2015 (pro forma)	2014
Orange SA	88 092	90 468	90 468	92 452
Filiales France	8 126	6 952	7 281	7 552
Total France⁽¹⁾	96 218	97 420	97 749	100 004
Filiales internationales ⁽¹⁾	58 984	58 771	59 248	56 229
Total Groupe	✓✓ 155 202	156 191	156 997	156 233

(1) Périmètre de consolidation financière : une société est affectée au périmètre sur lequel son chiffre d'affaires est consolidé.

✓✓ Élément revu par KPMG : **assurance raisonnable**.

Effectif par type de contrat

	2016	2015	2015 (pro forma)	2014
Contrat à durée indéterminée (CDI)	151 491	152 879	153 493	153 047
Contrat à durée déterminée (CDD)	3 711	3 312	3 504	3 186
Total Groupe	✓✓ 155 202	156 191	156 997	156 233

✓✓ Élément revu par KPMG : **assurance raisonnable**.

Effectif par métier

	2016	2015	2014
Commercial & relation client	48,9 %	46,7 %	48,7 %
Innovation & prospective	2,3 %	2,3 %	2,4 %
Management & supports	13,1 %	13,0 %	13,2 %
Contenu & production multimédia	0,4 %	0,5 %	0,5 %
Informatique & systèmes d'information	9,1 %	8,7 %	9,1 %
Technique & réseaux	23,9 %	23,9 %	24,5 %
Autres	2,3 %	4,9 %	1,6 %
Total Groupe⁽¹⁾	100,0 %	100,0 %	100,0 %

(1) Le périmètre Groupe correspond à l'ensemble des sociétés consolidées dans les comptes du Groupe.

Effectif par genre

	2016	2015	2014
Femmes	36,1 %	36,0 %	36,0 %
Hommes	63,9 %	64,0 %	64,0 %
Total Groupe⁽¹⁾	✓✓ 100 %	100 %	100 %

(1) Le périmètre Groupe correspond à l'ensemble des sociétés consolidées dans les comptes du Groupe.

✓✓ Élément revu par KPMG : **assurance raisonnable**.

Effectif par âge

	2016	2015	2014
Inférieur à 30 ans	12,5 %	11,5 %	10,5 %
Compris entre 30 et 50 ans	51,2 %	51,2 %	51,3 %
Supérieur à 50 ans	36,3 %	37,3 %	38,2 %
Total Groupe⁽¹⁾	✓✓ 100 %	100 %	100 %

(1) Le périmètre Groupe correspond à l'ensemble des sociétés consolidées dans les comptes du Groupe.

✓✓ Élément revu par KPMG : **assurance raisonnable**.

Effectif par zone géographique

	2016	2015	2014
France	61,6 %	62,0 %	63,6 %
Espagne	4,7 %	4,5 %	2,6 %
Pologne	10,3 %	10,9 %	11,9 %
Afrique Moyen-Orient Asie	9,9 %	9,5 %	8,7 %
Europe	4,6 %	4,4 %	4,5 %
Orange Business Services	7,4 %	7,2 %	7,2 %
Reste du monde	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Total Groupe⁽¹⁾	✓✓ 100,0 %	100,0 %	100,0 %

(1) Le périmètre Groupe correspond à l'ensemble des sociétés consolidées dans les comptes du Groupe.

✓✓ Élément revu par KPMG : **assurance raisonnable**.

L'évolution de 2015 à 2016 des contrats à durée déterminée présente une augmentation de 5,9 % en données pro forma au niveau du Groupe (soit +207 CDD), exclusivement constatée en France,

majoritairement (à 56 %) sur les activités commerciales ainsi que sur les activités réseaux (pour environ 30 %) de la division Orange France.

Parmi les 3 711 salariés titulaires d'un CDD à fin décembre 2016, 1 569 travaillent en France (soit plus de 40 %), dont 1 243 sur la maison mère Orange SA où 2 142 contrats ont été conclus dans l'année et 1 906 se sont achevés sur la période.

Le recours aux CDD intervient en France pour deux motifs particuliers : faire face à un surcroît temporaire d'activité ou remplacer un salarié absent. De ce fait, l'évolution des CDD affiche une saisonnalité

marquée avec une progression durant la période des congés d'été et celle de fin d'année.

Sur l'ensemble de l'année, cette main d'œuvre complémentaire représente 3 428 ETP au niveau du Groupe, soit 2,4 % de la force au travail interne. Elle se décompose en 1 401 ETP sur le périmètre France et 2 027 ETP à l'international, soit respectivement 1,7 % et 3,5 % de la force au travail interne de ces périmètres.

Les entrées et les départs

Nombre de recrutements externes en CDI

	2016	2015	2014
Orange SA	2 084	1 650	959
Filiales France	903	708	633
Total France ⁽¹⁾	2 987	2 358	1 592
Filiales internationales ⁽¹⁾	7 214	5 593	4 465
Total Groupe	✓✓ 10 201	7 951	6 057

(1) Périmètre de consolidation financière : une société est affectée au périmètre sur lequel son chiffre d'affaires est consolidé.

✓✓ Élément revu par KPMG : **assurance raisonnable**.

Entre 2015 et 2016, les recrutements externes en CDI augmentent significativement, de plus de 28 % (soit + 2 250), à la fois en France et à l'international, et selon une amplitude similaire (+ 26,7 % en France, + 29,0 % à l'international).

En France (vision « consolidation financière »), 2 987 recrutements externes en CDI ont été réalisés en 2016, *versus* 2 358 en 2015. Ces recrutements, dont plus 90 % portent sur des fonctions opérationnelles, permettent au Groupe de mener à bien ses projets stratégiques (dont la poursuite du plan Très Haut Débit), d'anticiper l'impact de l'accélération prévue des départs en retraite particulièrement forte en 2016, tout en renforçant les compétences nécessaires à sa transformation digitale.

Ces entrées 2016 concernent essentiellement les secteurs de la vente Grand Public (en hausse de 50 % par rapport à 2015), des services aux entreprises, et des réseaux, notamment sur la construction de réseaux (en lien avec la poursuite du développement du programme FTTH) et l'intervention client (près de 40 % en plus *versus* 2015). Des recrutements ont aussi été réalisés dans le domaine des systèmes d'information, sur des activités d'ingénierie de production ou de développement.

À l'international, les recrutements s'élèvent à 7 214 en 2016 *versus* 5 593 en 2015, soit une augmentation de 1 621 recrutements (+ 29 %), essentiellement impulsés par la Colombie (plus de 1 900 recrutements en 2016 pour un premier exercice en année pleine), en lien avec un important *turn-over* sur l'activité de *call center*, résultant d'un marché hautement concurrentiel dans la région où l'activité est implantée, et l'Espagne (+ 538), en lien notamment avec les créations de postes supplémentaires réalisées dans le cadre de l'intégration de Jazztel. Sur OBS à l'international (Equant), les entrées restent importantes (autour de 25 % du total du Groupe à l'international), en hausse de 17 % par rapport à 2015 (majoritairement sur l'Égypte, la Malaisie et Maurice). Sur la zone MEA, le ralentissement des recrutements se poursuit, principalement en Égypte et à Madagascar, partiellement compensé par une augmentation au Maroc.

Le pilotage de ces recrutements permet de les adapter aux évolutions de l'activité et de les orienter en priorité vers les activités en lien direct avec la satisfaction de la qualité de service perçue par le client. Il constitue également l'un des principaux leviers permettant d'acquérir les compétences nécessaires à la transformation digitale du Groupe, dans le cadre du plan stratégique *Essentiels2020*.

Nombre de démissions de salariés en CDI

	2016	2015	2014
Orange SA	126	129	166
Filiales France	297	284	236
Total France ⁽¹⁾	423	413	402
Filiales internationales ⁽¹⁾	3 729	3 329	3 321
Total Groupe	✓✓ 4 152	3 742	3 723

(1) Périmètre de consolidation financière : une société est affectée au périmètre sur lequel son chiffre d'affaires est consolidé.

✓✓ Élément revu par KPMG : **assurance raisonnable**.

Nombre de licenciements de salariés en CDI

	2016	2015	2014
Orange SA	38	38	52
Filiales France	40	38	43
Total France ⁽¹⁾	78	76	95
Filiales internationales ⁽¹⁾	2 349	2 388	2 348
Total Groupe	✓✓ 2 427	2 464	2 443

(1) Périmètre de consolidation financière : une société est affectée au périmètre sur lequel son chiffre d'affaires est consolidé.

✓✓ Élément revu par KPMG : **assurance raisonnable**.

À l'image des recrutements externes, les départs définitifs de CDI ⁽¹⁾ du Groupe augmentent significativement cette année, de près de 2 100 (soit + 18,6 %), passant de 11 252 en 2015 à 13 343 (✓✓ **assurance**

raisonnable) en 2016. Cette évolution, que l'on retrouve à la fois en France et à l'international selon des proportions similaires, s'explique par quatre facteurs différents.

(1) Cet indicateur inclut le solde des entrées/sorties provisoires relatives aux salariés temporairement éloignés du service (en inactivité : congés longue maladie, mise en disponibilité, congé sans traitement, etc.).

En France, la hausse de près de 800 départs supplémentaires (+ 17,1 %) par rapport à 2015 (5 431 départs en 2016, *versus* 4 637 en 2015) est exclusivement liée aux départs en retraite, en lien avec la structure démographique des populations éligibles (4 518 départs en retraite en 2016 *versus* 3 542 en 2015, soit une augmentation de près de 28 %). Les autres types de départs restent globalement stables, à l'exception du solde des entrées sorties provisoires (pris en compte dans le calcul des départs définitifs), toujours négatif mais comptant 150 départs de moins qu'en 2015 (soit près de 50 %).

Le périmètre international affiche une hausse de 1 297 départs définitifs (soit près de 20 %) en historique par rapport à 2015 (7 912 départs en 2016 *versus* 6 615 en 2015), induite notamment par :

- un premier exercice en année pleine pour Jazztel Colombie, marqué par un *turn-over* très important (plus de 1 600 départs),

sur une activité de *call center* implantée dans un bassin d'emplois riche en sociétés concurrentes, sur lequel le marché du travail est extrêmement compétitif ;

- une augmentation des départs en Espagne (environ 450 départs supplémentaires *versus* 2015), *via* notamment un plan de départs volontaires ;
- des plans de départs volontaires sur la zone MEA (Middle East & Africa) au Congo, au Niger et en Côte d'Ivoire (environ 250), ainsi que la poursuite du projet de réorganisation du domaine réseau de la zone, entamé en 2015, parallèlement à des départs moins nombreux qu'en 2015 sur la Jordanie et l'Égypte, le poids des départs définitifs restant malgré tout important (35 % du total de MEA en 2016) sur ce dernier pays, compte tenu du contexte économique local.

Insertion professionnelle des jeunes

Insertion professionnelle – Groupe en France ⁽¹⁾

	2016 ⁽⁴⁾	2015	2014
Nombre de nouveaux étudiants accueillis en stage dans l'année ⁽²⁾	2 614	2 615	2 567
Nombre de contrats d'alternance signés dans l'année ⁽³⁾	3 690	3 639	4 485

(1) Orange SA et ses filiales ayant des effectifs en France.

(2) Concerne les étudiants ayant signé leur convention de stage dans l'année.

(3) Contrats d'apprentissage et de professionnalisation.

(4) Les valeurs 2016 sont provisoires.

Signé le 23 décembre 2015 avec les partenaires sociaux, l'accord intergénérationnel 2016-2018 confirme et renforce notamment l'engagement du groupe Orange en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes. Il prévoit ainsi d'avoir en moyenne sur la période *a minima* 4 300 alternants présents au sein du Groupe en France, et d'accueillir, par an sur la période, *a minima* 2 150 alternants ainsi que 2 500 stagiaires.

Ces engagements sont pleinement respectés en 2016 : 5 138 alternants sont ainsi présents au 31 décembre, près de 3 700 d'entre eux ayant rejoint le Groupe en 2016. Plus de 2 600 stagiaires ont

également été accueillis sur l'année. Représentant 5,4 % des CDI à fin décembre, notre taux d'insertion professionnelle en France reste élevé et se situe au-delà de nos engagements vis-à-vis des partenaires sociaux et de nos obligations légales (5 %).

L'engagement du Groupe se manifeste aussi par sa volonté d'inscrire durablement la présence de ces jeunes alternants ou stagiaires en son sein. Plus de 40 % des recrutements en CDI 2016 pour le Groupe en France (soit plus de 1 200 recrutements) sont ainsi issus de cette population.

Main d'œuvre extérieure

Travailleurs intérimaires – Groupe France ⁽¹⁾

	2016	2015	2014
Montant des versements effectués à des sociétés extérieures pour mise à disposition de personnel (en millions d'euros)	29,70	31,91	32,44
Nombre moyen mensuel de travailleurs temporaires ⁽²⁾	669,7	722,0	730,0

(1) Périmètre de consolidation financière/exclut les sociétés ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre « international ».

(2) Calcul à partir des charges d'intérim enregistrées dans les résultats comptables Groupe France.

Le recours au travail temporaire permet essentiellement de faire face à des accroissements ponctuels d'activité, liés notamment au lancement des nouveaux produits et services, ainsi qu'aux campagnes de vente et aux offres promotionnelles.

Le recours à l'intérim est présenté en équivalent temps plein (ETP) et en moyenne mensuelle sur l'année. Il affiche une baisse par rapport à 2015, que ce soit en valeur historique (- 7,2 %) ou en pro forma (- 5,1 %), principalement portée par les activités de service aux clients Grand Public, et dans une part plus faible, par les activités de service aux clients entreprise.

En 2016, il concerne essentiellement le domaine commercial, en particulier les activités de vente et services aux clients Grand Public, et dans une moindre mesure, celles de la vente et du service aux entreprises. Moins important sur les activités de réseaux, il représente un volume peu significatif sur celles des systèmes d'information.

Il convient de rappeler sur ce sujet la préconisation du Groupe de recourir aux intérimaires pour les missions inférieures à deux mois, plutôt qu'aux CDD. Le recours à cette main-d'œuvre externe représente 0,59 % de la force au travail totale du Groupe.

Sous-traitance

Sous-traitance – Groupe France ⁽¹⁾

	2016 ⁽²⁾	2015 ⁽³⁾	2014
Montant de la sous-traitance (en millions d'euros)	2 166,8	2 009,4	1 874,6
Équivalent effectif temps plein (moyenne mensuelle) ⁽⁴⁾	29 384	27 178	24 981

(1) Périmètre de consolidation financière : exclut les sociétés ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre « international ».

(2) Les valeurs 2016 sont provisoires.

(3) Les valeurs 2015 ont été actualisées.

(4) Calcul à partir des charges de sous-traitance enregistrées dans les comptes sociaux des sociétés constituant le périmètre Groupe France.

Le recours à des salariés appartenant à une société extérieure se réalise dans le cadre de contrats de prestation de services.

En France, il intervient principalement dans le domaine des réseaux sur les activités d'intervention technique (sur les réseaux et chez le client), d'études, d'ingénierie, d'architecture, ainsi que dans le domaine de la relation client et du service client (essentiellement Grand Public et à un degré moindre aux entreprises). Il est enfin aussi présent dans le domaine des systèmes d'information sur les activités de conception, de développement et d'intégration.

Le recours à la sous-traitance concerne 29 384 effectifs équivalents temps plein (en moyenne mensuelle) à fin décembre 2016 *versus* 27 186 ETP en 2015 *pro forma*, soit une augmentation de 8,1 %. Cette main d'œuvre externe représente 25,9 % de la force au travail totale du Groupe France (Orange SA et les filiales du Groupe exerçant leurs activités en France). L'évolution à la hausse constatée résulte des efforts mis en œuvre par le Groupe pour poursuivre le développement de la fibre (construction du réseau FTTH et raccordement des clients) et se constate également sur les activités du domaine de l'intervention, notamment suite aux aléas climatiques du printemps 2016, ainsi que sur celles des services aux clients Grand Public et Entreprise, en lien avec l'évolution du volume d'activité.

5.6.1.2 Rémunérations

Politique de rémunération

En cohérence avec les autres politiques RH du groupe Orange (recrutement, parcours professionnels, formation, conditions de travail), la politique de rémunération est un levier managérial au service des objectifs stratégiques du Groupe.

Cette politique s'inscrit dans l'ambition du plan stratégique *Essentiels2020* de construire un modèle d'employeur digital et humain. Elle vise en particulier à reconnaître les contributions individuelles et collectives qui concourent à la satisfaction du client et à partager la valeur dans tous les pays. Elle promeut l'équilibre entre la performance économique et la qualité sociale. Elle participe de fait à l'objectif d'être Employeur de Référence afin d'attirer les nouvelles compétences dont le Groupe a besoin, et contribue à la démarche de Responsabilité Sociale d'Entreprise.

Ces orientations du Groupe sont adaptées au mieux selon les situations locales afin d'encourager les salariés à se comporter individuellement et collectivement de façon à atteindre les objectifs business, à travers l'engagement individuel et l'esprit d'équipe⁽¹⁾.

Ainsi, dans le cadre de ces orientations, la rémunération et la reconnaissance peuvent prendre diverses formes, tant monétaires que non monétaires, notamment dans le champ des avantages sociaux, pour proposer aux salariés un package global motivant. Il s'articule principalement autour :

- du salaire de base, qui reconnaît les compétences et les responsabilités du salarié dans l'exercice de son métier, et dans sa contribution au collectif ;
- de la part variable, qui rémunère la performance individuelle et collective à travers la réalisation des objectifs quantitatifs mais aussi qualitatifs au service de la satisfaction durable des clients ;
- des dispositifs de rémunération collective, comme l'intéressement ou la participation en France, qui rémunèrent la réussite collective, et organisent un partage de la valeur créée par l'entreprise avec ses salariés ;
- des programmes d'avantages sociaux, en terme de santé et prévoyance, d'épargne, de retraite, ou des éléments non monétaires, qui sont destinés à satisfaire des besoins précis des salariés et constituent des réponses socialement responsables tout en développant un sentiment d'appartenance à l'entreprise. Des programmes d'actionnariat salarié participent également à cette finalité tout en contribuant à renforcer la part des salariés dans le capital du Groupe.

Le coût de la politique de rémunération doit pouvoir être financé par chaque entité eu égard à l'évolution prévue de son chiffre d'affaires, et des conséquences prévisibles de cette politique sur l'EBITDA.

La politique de rémunération des entités du Groupe est mesurée et suivie, en proche collaboration avec la direction financière, et doit prendre en compte la situation locale à travers notamment les obligations légales, l'environnement macroéconomique, le taux de départs volontaires (*turn-over*), les politiques de rémunération et le positionnement de la rémunération observés sur le marché.

En France, les études réalisées par l'Observatoire interne des rémunérations permettent de constater la cohérence d'ensemble des politiques de rémunération menées par les sociétés du Groupe et un positionnement des pratiques de rémunération en adéquation avec celles du marché.

Les évolutions de salaire fixe sont liées à un accroissement significatif des compétences ou de responsabilité ainsi qu'à l'accompagnement des efforts d'adaptation des compétences nécessaires à la transformation de l'entreprise.

Les rémunérations variables récompensent l'atteinte des résultats individuels et collectifs :

- les cadres, qui ont un rôle majeur dans la mobilisation de leurs équipes, et les agents de maîtrise bénéficient d'une rémunération variable individuelle semestrielle assise sur l'atteinte des résultats des programmes majeurs du Groupe et de leurs objectifs personnels ;
- l'ensemble des salariés bénéficie, à travers les accords d'intéressement des sociétés et de l'accord de participation du Groupe en France, d'un complément de rémunération lié à des critères de performance ou de résultat.

Rémunérations – Orange SA

	2016 ⁽¹⁾	2015	2014
Rémunération mensuelle moyenne brute (en euros)	3 977	3 873	3 733
Hommes	4 093	3 993	3 853
Femmes	3 771	3 660	3 521

(1) Les valeurs 2016 sont provisoires.

Intéressement et Participation

Intéressement

En France, les accords d'intéressement sont signés au niveau de chaque société. Ils associent collectivement les salariés de la société aux résultats de l'entreprise. En 2016, 30 sociétés du Groupe en France sont couvertes par un accord d'intéressement. Ces accords sont basés, pour la plupart, sur un indicateur financier et sur des priorités

opérationnelles, dont la qualité de service offerte aux clients. L'enjeu de l'intéressement, à objectifs atteints, se situe le plus souvent à hauteur de 4 % des salaires.

Aux termes du nouvel accord signé en juin 2015 chez Orange SA pour les années 2015 à 2017, l'intéressement repose d'une part sur l'atteinte d'un Indicateur de Performance Opérationnelle (IPO) pour un poids de 70 % et d'autre part sur l'atteinte d'un indicateur de qualité de service offert aux clients pour un poids de 30 %.

(1) Eu égard à la diversité des environnements macroéconomiques et légaux dans les pays où le Groupe est présent, conduisant chaque entité à développer une politique de rémunération adaptée à son contexte spécifique, l'indicateur d'évolution des rémunérations n'est pas restitué au périmètre Groupe.

L'IPO résulte du développement du chiffre d'affaires, de la maîtrise des charges opérationnelles et de l'optimisation des investissements. Il couvre les univers du fixe, de l'Internet et du mobile sur l'ensemble des marchés.

L'indicateur de qualité de service mesure la satisfaction des clients sur l'ensemble des univers et sur les marchés résidentiels, entreprises et grands clients.

Au titre de l'année 2015, un intéressement correspondant à 4,11 % des salaires a été versé en mai 2016. Pour un salaire annuel moyen

de 46 500 euros, le montant individuel d'intéressement s'est élevé à 1 960 euros.

Un supplément d'intéressement au titre des résultats 2015, décidé par le Conseil d'administration sur proposition du président-directeur général, a été versé en juin 2016, pour un montant de 395 euros (pour un salaire moyen).

Au titre de l'année 2016, une provision valorisant l'atteinte des objectifs de Performance Opérationnelle et de Qualité de Service est comptabilisée au 31 décembre 2016.

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Intéressement d'Orange SA	191 ⁽¹⁾	175 ⁽²⁾	210
Supplément d'intéressement Orange SA		34	

(1) Montant provisionné au 31 décembre 2016.

(2) Montant 2015 actualisé.

Participation

Un accord de participation a été signé avec les organisations syndicales en juin 2013 en France, en remplacement de l'accord précédent signé en 1997. Cet accord s'applique aux salariés d'Orange SA et de ses filiales françaises détenues à plus de 50 %. En tant que mandataire social, le président ne perçoit pas de participation.

À travers une formule de calcul dérogatoire, la réserve spéciale de participation de chaque société est égale à 4 % de son résultat d'exploitation (norme française), et la participation du Groupe correspond à la somme des réserves spéciales de participation positives des sociétés adhérentes à l'accord.

La réserve spéciale de participation du Groupe est répartie entre tous les bénéficiaires pour 20 % en fonction de leur temps de présence et pour 80 % proportionnellement au salaire annuel brut perçu par chaque bénéficiaire. Les sommes attribuées individuellement sont, au choix des salariés, perçues directement ou affectées dans les Plans d'Épargne du Groupe.

Le tableau ci-dessous présente le montant de la participation au titre des trois derniers exercices dans le cadre de l'accord de participation de Groupe.

(en millions d'euros)

	2016	2015	2014
Réserve spéciale de participation du Groupe	154 ⁽¹⁾	160 ⁽²⁾	163

(1) Montant provisionné au 31 décembre 2016 ; incluant 149 millions d'euros provisionnés dans les comptes d'Orange SA.

(2) Montant 2015 actualisé.

Offre Réservée au Personnel : Orange Ambition 2016

Conformément à la décision de son Conseil d'administration du 21 octobre 2015, Orange a lancé le 7 mars 2016 une offre d'actions réservée au personnel intitulée *Orange Ambition 2016* destinée à renforcer l'actionnariat salarié du Groupe. Plus de 45 000 personnes des 29 pays participants ont souscrit 11,2 millions d'actions à travers le Plan d'épargne Groupe en France et le Plan d'épargne Groupe

international hors de France. Le prix de souscription a été fixé le 26 avril 2016 à 11,92 euros par action, correspondant au prix de référence diminué d'une décote de 20 %, auquel s'est ajouté un abondement de l'entreprise d'un maximum de 80 actions offertes par personne en France et de 100 actions offertes par personne hors de France. Cette opération a donné lieu à une augmentation de capital le 31 mai 2016.

5.6.1.3 Organisation du travail

Organisation du temps de travail

Nombre de salariés à temps partiel par quotité de temps de travail

	2016	2015 ⁽¹⁾	2014
Inférieur à 30 %	8 372	6 144	2 815
De 30 % à 49 %	108	151	198
De 50 % à 59 %	4 032	4 963	5 992
De 60 % à 69 %	4 077	4 444	4 389
De 70 % à 79 %	2 447	2 269	738
De 80 % à 89 %	5 510	6 118	6 648
De 90 % à 99 %	2 008	1 644	1 434
Total Groupe	26 554	25 733	22 214

(1) La ventilation 2015 a été actualisée.

À fin 2016, le nombre de salariés à temps partiel dans le groupe Orange s'élève à 26 554 effectifs, soit 17,1 % des effectifs actifs du Groupe *versus* 16,5 % en 2015, progressant de + 821 salariés, soit + 3,2 %.

Ces salariés sont principalement présents en France (22 405 à fin 2016 soit 84,4 % du total des salariés à temps partiel du Groupe), et pour 75 % d'entre eux, présents dans l'un des dispositifs issus des accords en faveur des seniors et de l'aménagement des fins de carrière. Ces accords instaurent en particulier le dispositif « Temps Partiel Senior » (TPS), prolongé d'un an dans le cadre du volet « emploi des seniors » de l'accord intergénérationnel, signé avec les partenaires sociaux le 23 décembre 2015. Il est ainsi accessible aux salariés pouvant prendre leur retraite jusqu'en 2021 selon la formule choisie.

Le succès de ces dispositifs ne se dément pas, près de 4 800 nouveaux salariés les ayant intégrés en 2016, portant désormais à plus de 26 000 le nombre d'entrées depuis leur création. Ces résultats confirment le succès de ces formules permettant le maintien des seniors dans l'emploi, tout en adaptant leur fin de carrière et en assurant le transfert et le renouvellement des compétences.

Ces dispositifs d'aménagement du temps de travail de fin de carrière permettent de dégager une période de « temps libéré » avant le départ définitif en retraite du salarié. Elle peut varier entre six mois et trois ans selon le dispositif. Pendant cette période de « temps libéré » le salarié reste bien présent dans les effectifs en activité de l'entreprise. Le volume important constaté sur la tranche inférieure à 30 % correspond à cette phase du dispositif.

Absentéisme

Nombre de journées d'absence des salariés pour maladie ⁽¹⁾

	2016 ⁽²⁾	2015 ⁽³⁾	2014
Total Groupe	1 108 955	1 287 010	1 225 245
dont Orange SA	771 210	844 725	904 787

(1) La définition porte sur les salariés sous contrat à durée indéterminée et sur les salariés sous contrat à durée déterminée. Elle exclut les alternants.

(2) La valeur indiquée pour Orange SA correspond à une donnée portant sur l'exercice 2016, arrêtée au 16.01.2017. Celle-ci ne tient pas compte des éventuelles régularisations survenues a posteriori.

(3) Les résultats 2015 ont été actualisés par la valeur définitive du périmètre Orange SA.

Nombre de journées d'absence des salariés pour accident de travail ⁽¹⁾

	2016 ⁽²⁾	2015 ⁽³⁾	2014
Total Groupe	43 521	52 947	56 772
dont Orange SA	36 714	44 830	49 969

(1) Cet indicateur porte sur les salariés sous contrat à durée indéterminée et sur les salariés sous contrat à durée déterminée. Il exclut les alternants.

(2) La valeur indiquée pour Orange SA correspond à une donnée portant sur l'exercice 2016, arrêtée au 16.01.2017. Celle-ci ne tient pas compte des éventuelles régularisations survenues a posteriori.

(3) Les résultats 2015 ont été actualisés par la valeur définitive du périmètre Orange SA.

En 2016, les efforts ont été maintenus sur le suivi des quatre indicateurs clés composant le tableau de bord en matière de santé, sécurité et absentéisme, déployé sur l'ensemble du Groupe depuis 2012, et couvrant plus de 95 % du périmètre.

Au périmètre Groupe, une amélioration notable du nombre de journées d'absence de salariés pour maladie et pour accident du travail est constatée.

L'absentéisme maladie présente une baisse de près de 14 %, l'absentéisme consécutif à un accident du travail s'améliore lui de près de 18 %. Ces diminutions du nombre de jours d'arrêt peuvent trouver plusieurs explications :

- des causes d'arrêts de moindre gravité (corroboré pour les accidents du travail par le TGRAC 2016 : voir chapitre 5.6.1.5 *Santé et Sécurité*) ;
- une meilleure compréhension de la définition des accidents du travail (n'incluant pas les accidents de trajet) ;
- des diagnostics et orientations thérapeutiques plus précoces ;
- une meilleure information et formation sur la santé et la sécurité au travail (des salariés, des managers et des membres des CHSCT/CSS) ;
- une couverture médicale optimisée dans le cadre du renouvellement de l'agrément du service de santé au travail et dans le cadre du déploiement de l'accord mondial santé et sécurité au travail signé en novembre 2014 ;
- une amélioration de la qualité de vie au travail ressentie (déploiement à large échelle du télétravail dans le Groupe, projets immobiliers et modernisation des locaux...).

On peut donc y voir le résultat des actions de prévention du fait d'un déploiement efficace de la politique santé sécurité Groupe.

5.6.1.4 Dialogue social

Organisation du dialogue social

En France

En 2015, le Comité central de l'unité économique et sociale d'Orange (CCUES) avait siégé durant 13 séances soit 18 journées de réunion.

En 2016, le CCUES a siégé durant 13 séances représentant 20,5 journées de réunion. Au cours de l'exercice, cette instance représentative du personnel a traité à son ordre du jour 62 sujets auxquels se sont rajoutées toutes les résolutions votées quant à la gestion des Activités Sociales et Culturelles (ASC).

62 dossiers ont été présentés aux élus représentants des salariés, dont 37 ont fait l'objet d'une information simple et 25 d'une information-consultation. Sur ces 25 dossiers, 17 portaient sur des rapports et bilans annuels prévus conventionnellement ou par le Code du travail, six relatifs à des projets d'évolution de l'organisation ou des process et deux concernant des projets d'accords collectifs.

Enfin, 11 accords et avenants à accords existants ont été conclus au sein du Groupe en 2016 dont deux concernent Orange SA, quatre l'UES et cinq le Groupe France.

Il convient de noter également que le Comité de Groupe France, instance conventionnelle qui regroupe les filiales du Groupe en France, s'est réuni quatre fois durant l'exercice 2016, traitant de neuf sujets relatifs à l'activité, la situation financière, l'évolution de l'emploi et la structure du Groupe.

En Europe

Le Comité de Groupe européen est un lieu d'échanges et de dialogue sur des questions économiques, financières et sociales qui présentent un caractère global et dépassent le cadre d'un pays (stratégie industrielle et d'innovation, grandes orientations de l'investissement, acquisitions, emploi...). En 2016, il s'est réuni trois fois, une fois à Paris (février), une fois à Athènes (juin) et une fois à Tours (novembre).

28 représentants des salariés composent ce Comité qui regroupe aujourd'hui 19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Suède et Suisse.

Dans le monde

Le Comité de Groupe Monde, créé par un accord signé le 23 juin 2010, a pour objectif de développer le dialogue social avec tous ses salariés (le Groupe compte aujourd'hui 38 % de ses effectifs hors de France et 18 % hors d'Europe) en leur permettant d'être représentés et de partager un socle commun d'informations à l'échelle du Groupe, dont la stratégie globale et les projets transnationaux au-delà de l'Europe.

La réunion du Comité de Groupe Monde s'est tenue les 7, 8, 9 et 10 mars à New Delhi. Le Comité Groupe Monde réunit 31 membres qui ont été renouvelés en 2015, représentant 21 pays dans le monde comportant plus de 400 salariés chacun. Il se réunit une fois par an à l'initiative du directeur général du Groupe, ou de son représentant le directeur des ressources humaines. Un nouveau pays est représenté depuis 2016 : le Maroc.

Les représentants des salariés sont à la fois des représentants d'organisations syndicales, des représentants désignés par les forums élus de salariés et des représentants des salariés désignés par un processus démocratique selon des règles définies localement.

Bilan des accords collectifs

Au cours de l'année 2016, 11 accords ont été négociés et signés au niveau national, dont le 27 septembre 2016, l'accord portant sur l'accompagnement de la transformation numérique.

Les quatre grandes négociations démarrées en 2015 se sont poursuivies en 2016. Par ailleurs, concernant les négociations liées à la « rétribution », les accords suivants ont été signés : l'accord salarial Orange SA du 19 avril 2016, l'avenant à l'accord d'Intéressement Orange SA 2015-2017 du 30 juin 2016 et l'avenant à l'accord Cadre du 27 février 2001 instituant des garanties collectives décès incapacité invalidité et remboursement des frais médicaux dans le groupe Orange.

Au niveau mondial, le Groupe a poursuivi le déploiement de l'accord santé sécurité, notamment avec le lancement des formations des membres des Comités santé sécurité dans la zone Afrique Moyen Orient (six sessions organisées à Dakar (deux), Abidjan (deux), Casablanca (une) et Le Caire (une)).

Le Groupe est en cours de réflexion, afin de se préparer aux futures exigences réglementaires relatives à l'impact des accords collectifs sur la performance économique ainsi que sur les conditions de travail des salariés et s'engage à communiquer de la façon la plus pertinente sur ces éléments.

5.6.1.5 Santé et sécurité

Dans le cadre de sa politique de Responsabilité Sociale d'Entreprise, le groupe Orange s'est engagé à faire de la politique santé, sécurité et qualité de vie au travail un élément fondamental de son engagement. Sa politique en la matière vise à garantir la sécurité de ses salariés, à protéger leur santé et à améliorer leur qualité de vie au travail. L'objectif est d'intégrer la santé et la sécurité dans toutes les activités de l'entreprise et d'être un des employeurs de référence dans le secteur. La révision de la lettre de politique Groupe datant de 2012 a été engagée.

En 2016, les efforts d'accompagnement des entités Orange du Groupe à l'international se sont étendus. Le déploiement d'un système de management santé sécurité au travail (SMSST) s'est poursuivi. Le réseau santé sécurité est maintenant bien établi et permet d'identifier les acteurs de la santé et de la sécurité dans les différentes entités du Groupe.

Des formations à l'appropriation de l'accord mondial sur la santé et sécurité ont été dispensées à Dakar, Abidjan, Le Caire et Casablanca. Elles ont réuni des représentants des salariés et de directions.

Les conditions de santé et de sécurité au travail en France

Les acteurs de la prévention

L'expertise et le soutien local sur les questions de santé et de sécurité s'appuient notamment sur environ 220 préventeurs dont le métier a été reconnu en 2015 comme un métier d'avenir pour l'entreprise dans le cadre du dispositif Futur'O. Le renouvellement de cette population se poursuit en cohérence avec l'évolution globale de l'entreprise et de son organisation. L'accès à ce métier s'effectue principalement par une évolution professionnelle de salariés de l'entreprise et deux sessions de formation ont été organisées en 2016 pour satisfaire aux besoins. Quelques recrutements externes ont également été réalisés, ce qui contribue à l'enrichissement du réseau. L'animation nationale de celui-ci permet d'apporter les éléments méthodologiques et les compétences nécessaires au maintien au bon niveau de l'expertise et du soutien local. Elle favorise par ailleurs l'échange de pratiques entre préventeurs et unités.

Le renouvellement d'agrément du service de santé au travail est en cours d'instruction. Mais, comme annoncé l'an dernier, ce travail a permis de compléter les compétences au sein de la coordination médicale par l'arrivée de quatre psychologues du travail en 2016 et 2017. Au service des médecins du travail, les psychologues apportent leur expertise sur des problématiques de situations de travail collectives difficiles. Les évolutions réglementaires marquantes portées par la loi El Khomri nécessitent une réflexion prospective concernant les ambitions de l'entreprise en matière de santé pour ses salariés qui débutera en cours d'année 2017, une fois connues les conditions de renouvellement de l'agrément du service.

Des revues de projets périodiques sont développées avec les directions métier et les unités pour définir les sujets requérant une approche spécifique au regard des enjeux d'adéquation (travail prescrit, vécu, réel, expérience salariés), de prévention et d'ingénierie sociale. Le travail d'animation pluridisciplinaire se consolide également auprès d'une pluralité d'acteurs (médecin du travail, infirmier, préventeur, environnement du travail, assistant social du travail). Il se concrétise par des Groupes Pluridisciplinaires de Prévention ou de Projet (GPP) sur les risques psychosociaux, sur l'étude des impacts humains des projets ou sur l'analyse des transformations organisationnelles. Ces travaux sont également impulsés par des Commissions Pluridisciplinaires de Prévention (CP2) et repris au niveau national par une CP3 qui s'est réunie deux fois en 2016. D'autres missions d'analyse et d'accompagnement ont été couvertes sur 2016 notamment sur le Nouvel Environnement de travail Orange (NEO), l'insertion de l'analyse du travail et des usages dans les projets immobiliers, la méthode AGILE en entreprise, la gestion du travail à distance sur pics de pollution.

La sous-traitance

La prise en compte des questions de santé et de sécurité au travail dans les relations avec les partenaires auxquels Orange fait régulièrement appel pour ses activités de production ou de maintenance constitue toujours une préoccupation pour l'entreprise. Dans le domaine de l'intervention, des rencontres régulières sont maintenant organisées avec les principaux partenaires afin notamment de travailler en commun sur les mesures de prévention à mettre en œuvre.

Le système de management santé sécurité au travail

Les audits systématiquement réalisés dans les unités opérationnelles pour mesurer l'évolution vers une véritable culture de management de la santé et de la sécurité au travail enregistrent une progression régulière des résultats depuis leur mise en place en 2006. À la fin

2016, le taux global de conformité au référentiel défini pour l'entreprise, sur la base des grands standards internationaux, s'établit à 72 % toutes unités confondues, 32 % des unités se situant à plus de 75 %.

Un appel d'offre a été organisé au second semestre pour désigner les prestataires externes accompagnant Orange dans ces audits.

L'enquête triennale sur le stress

En conformité avec l'accord sur l'évaluation et la prévention du stress, la troisième enquête triennale sur le stress dans l'entreprise a été organisée avec le Comité national de prévention du stress. Cette enquête a été réalisée au mois de mai par le cabinet SECAFI. Les conclusions nationales qui montrent une évolution favorable de la situation globale dans l'entreprise ont été discutées en septembre. Pour la première fois, une restitution dans 87 établissements secondaires répartis dans les 14 activités principales de l'entreprise a été organisée de façon à permettre une analyse et une mise en œuvre de mesures de prévention au plus près des salariés concernés.

L'accord sur l'évaluation et l'adaptation de la charge de travail

La négociation engagée en 2015 à ce sujet a débouché sur l'accord du 21 juin 2016 signé par trois organisations syndicales représentant plus de 50 % des salariés. Cet accord pose un cadre méthodologique et des repères communs afin d'appréhender concrètement les problématiques de charge de travail en lien avec les évolutions des effectifs et des compétences. Depuis le second semestre 2016, un kit d'appropriation de l'accord est présenté en CHSCT, en *call managers*, en *call RH* et auprès des acteurs de la prévention. Des actions sont depuis initiées en inter-CHSCT, dans le cadre de problématiques de charge de travail qui se posent localement ou de projets de réorganisation. Le CNSHSCT est informé de la mise en œuvre de cet accord.

Le premier accord sur l'accompagnement de la transformation numérique du 27 septembre 2016

Cet accord s'inscrit dans un contexte où la numérisation va transformer l'organisation du travail, les conditions de travail et les métiers. Les engagements pris dans le cadre de cet accord nécessitent, en préalable de mener un travail de réflexion prospectif associant les acteurs de la pluridisciplinarité et les représentants du personnel au sein du CNSHSCT.

Le dialogue social en matière de santé et sécurité

Le dialogue social en matière de santé et de sécurité au travail est très important dans le Groupe, soit au travers d'accords signés avec les partenaires sociaux en lien avec la santé et la sécurité des salariés, soit au travers des instances légales (les 250 Comités hygiène sécurité et conditions de travail – CHSCT) ou conventionnelles telles que le CNSHSCT (Comité national santé hygiène sécurité et conditions de travail) et le CNPS (Comité national de prévention du stress) en France. Une articulation dans les deux sens a été mise en place afin d'alimenter respectivement les CHSCT et le CNSHSCT.

Les accidents du travail et les maladies professionnelles

Les indicateurs santé sécurité, présentés dans le tableau de bord Groupe commun avec l'absentéisme, couvrent en 2016 plus de 95 % des effectifs. Les indicateurs sont exprimés en base calendaire. Le nombre d'heures théoriques travaillées sur l'année fluctue en fonction des pays. Il est calculé à partir de l'effectif en activité (équivalent temps plein), du nombre de jours théoriques travaillés annuels et du nombre d'heures théoriques travaillées par jour dans chacun des pays d'implantation du Groupe (source OIT pour les deux derniers éléments).

Nombre d'accidents de travail avec arrêt⁽¹⁾

	2016 ^{(2) (3)}	2015 ⁽⁴⁾	2014 ⁽⁴⁾
Total Groupe	649	877	860
dont Orange SA	481	617	681

(1) Les accidents de travail avec arrêt et le nombre de jours d'arrêt associés sont comptabilisés selon les réglementations locales en vigueur.

(2) L'indicateur a été collecté sur plus de 95 % du périmètre Groupe.

(3) La valeur indiquée pour Orange SA correspond à une donnée portant sur l'exercice 2016, arrêtée au 15.01.2017. Celle-ci ne tient pas compte des éventuelles régularisations survenues a posteriori.

(4) Les résultats 2014 et 2015 ont été actualisés par les valeurs définitives du périmètre Orange SA. La définition de cet indicateur a changé (avec un effet rétroactif sur 2014 et 2015). Les alternants en sont désormais exclus.

Nombre d'accidents de travail mortels

	2016	2015	2014
Total Groupe	0	1	5
dont Orange SA	0	0	5

Taux de fréquence des accidents de travail (TFRAC)⁽¹⁾

	2016 ⁽²⁾	2015 ⁽³⁾	2014 ⁽³⁾
Total Groupe	2,99	3,67	3,46
dont Orange SA	3,97	4,82	5,03

(1) Le taux de fréquence des accidents de travail (TFRAC) correspond au nombre d'accidents de travail avec arrêt par million d'heures théoriques travaillées. Ces heures théoriques travaillées sont calculées sur la base du nombre de jours théoriques travaillés annuels dans chacun des pays d'implantation du Groupe (source OIT). Les accidents de travail avec arrêt et le nombre de jours d'arrêt associés sont comptabilisés selon les réglementations locales en vigueur.

(2) La valeur indiquée pour Orange SA correspond à une donnée portant sur l'exercice 2016, arrêtée au 15.01.2017. Celle-ci ne tient pas compte des éventuelles régularisations survenues a posteriori.

(3) Les résultats 2014 et 2015 ont été actualisés par les valeurs définitives du périmètre Orange SA. La définition de cet indicateur a changé (avec un effet rétroactif sur 2014 et 2015). Les alternants en sont désormais exclus.

Taux de gravité des accidents de travail (TGRAC)⁽¹⁾

	2016 ⁽²⁾	2015 ⁽³⁾	2014 ⁽³⁾
Total Groupe	0,20	0,22	0,23
dont Orange SA	0,30	0,35	0,37

(1) Le taux de gravité des accidents de travail (TGRAC) correspond au nombre de jours d'arrêt pour accident de travail par millier d'heures théoriques travaillées. Ces heures théoriques travaillées sont calculées sur la base du nombre de jours théoriques travaillés annuels dans chacun des pays d'implantation du Groupe (source OIT). Les accidents de travail avec arrêt et le nombre de jours d'arrêt associés sont comptabilisés selon les réglementations locales en vigueur.

(2) La valeur indiquée pour Orange SA correspond à une donnée portant sur l'exercice 2016, arrêtée au 15.01.2017. Celle-ci ne tient pas compte des éventuelles régularisations survenues a posteriori.

(3) Les résultats 2014 et 2015 ont été actualisés par les valeurs définitives du périmètre Orange SA. La définition de cet indicateur a changé (avec un effet rétroactif sur 2014 et 2015). Les alternants en sont désormais exclus.

Nombre de salariés dont le dossier a fait l'objet d'une reconnaissance de maladie professionnelle

	2016 ⁽¹⁾	2015	2014 ⁽²⁾
Total Orange SA	20	78	98

(1) La valeur indiquée pour Orange SA correspond à une donnée portant sur l'exercice 2016, arrêtée au 15.01.2017. Celle-ci ne tient pas compte des éventuelles régularisations survenues a posteriori.
(2) Le résultat 2014 a été actualisé par la valeur définitive.

Le Groupe ne compte aucun accident mortel en 2016.

Au niveau du Groupe, le taux de fréquence des accidents du travail est en légère baisse avec un taux de couverture qui s'est amélioré. Dans le même temps, l'évolution du nombre d'accidents avec arrêt de travail marque une diminution notable, portée par son évolution sur le périmètre Orange SA.

L'indicateur « nombre de salariés dont le dossier a fait l'objet d'une reconnaissance de maladie professionnelle » concerne exclusivement Orange SA. Sa baisse est particulièrement forte. Plus de la moitié des maladies professionnelles reconnues sont des troubles musculo-squelettiques.

5.6.1.6 Formation

Le reporting est en phase de stabilisation sur le périmètre international. Il couvre désormais plus de 96 % des effectifs.

Nombre d'heures de formation (en millions)	2016	2015	2014
Total Groupe	4,33	4,79	4,53
dont Orange SA	2,79	2,96	2,97

Nombre d'heures de formation par salarié	2016	2015	2014
sur le Groupe	28,7	31,5	29,8
sur Orange SA	31,9	32,9	32,0

La politique de formation et de développement des compétences d'Orange soutient la promesse de faire vivre à ses salariés une expérience unique, digitale et humaine.

Elle a pour ambition d'accompagner les salariés d'Orange dans le développement de leurs compétences et de soutenir leur parcours professionnel au travers d'un parcours apprenant renouvelé offrant des modes d'apprentissage à la fois variés et innovants.

Pour répondre à ces objectifs, elle s'articule autour de cinq enjeux principaux :

- permettre à chaque salarié, de façon personnalisée, de maintenir, développer et faire reconnaître ses compétences ;
- garantir les compétences utiles pour soutenir la stratégie *Essentiels2020* ;
- sensibiliser et former tous les salariés à la culture digitale et aux usages digitaux ;
- soutenir l'évolution du modèle managérial et faire vivre une expérience manager réussie ;
- développer les compétences transverses pour contribuer à la réussite du collectif et soutenir les parcours professionnels.

Dans le cadre de cette politique, Orange a ainsi conduit en 2016 les actions permettant à ses salariés de développer leurs compétences notamment dans le domaine des réseaux du futur, de la connaissance client, du *big data*, de la sécurité et de la cyber-sécurité.

Elle a parallèlement poursuivi ses actions visant à sensibiliser et former ses salariés à la culture digitale et aux usages digitaux avec notamment la mise en place de nouveaux visas digitaux et le lancement du programme *software culture*.

Enfin l'offre d'Orange Campus articulée autour de trois programmes (les indispensables, le développement individuel et les enjeux collectifs) a permis d'accompagner les managers dans leurs enjeux de transformation.

Pour Orange France : le nombre d'heures de formation par salarié reste élevé à 34 heures soit environ cinq jours de formation par salarié sur 2016.

L'effort de formation pour accompagner les enjeux stratégiques d'*Essentiels2020* se prolonge en 2016 avec une accentuation de la transformation des modes de dispense vers plus de digital et plus de modularité pour une plus grande personnalisation de l'offre.

Ainsi, dans tous les domaines Orange poursuit l'accompagnement d'une expérience client incomparable en développant la prise en charge exemplaire du client de bout en bout :

- sur le domaine commercial :
 - du marché Grand Public au travers des programmes : *Compétences relationnelles pour les services clients*, *Accompagnement de l'ouverture des Smart stores* (55 boutiques ouvertes en 2016) et *du Mégastore Opéra* (150 salariés), et *Managers Essentiels2020* pour accompagner les équipes vers l'expérience client incomparable (1 000 managers impactés en 2016),
 - du marché entreprise avec la simplification des parcours clients au travers des programmes *Delivery*, *Come*, *Optimiser l'interaction vente/digital/client* mais également des parcours sur l'expérience client spécifiques à chaque périmètre : les ventes entreprises avec *S'adapter à divers interlocuteurs*, PME avec *Enchantement client & posture relation client durable – gestion de portefeuille clients* ;
- sur le domaine technique :
 - avec l'accompagnement de la transition vers une meilleure expérience client, l'approche pédagogique déjà engagée en 2015 se poursuit avec *La couleur de notre service*,
 - mais également au travers des formations dans les domaines du SI et des réseaux, pour répondre aux souhaits des clients d'avoir une meilleure qualité d'expérience et un meilleur accompagnement d'Orange, qu'il s'agisse de la couverture *indoor* ou *outdoor* pour une connectivité enrichie.

L'accompagnement des managers et des chefs de projets à tous niveaux fait l'objet de programmes spécifiques autour du service, de l'agilité collective et de la performance globale.

Pour la zone MEA : le taux d'accès à la formation progresse avec près de 80 % des salariés formés en 2016. Le nombre moyen d'heures de formation par salarié est stable (27 heures) par rapport à 2015.

L'effort de formation pour accompagner les enjeux stratégiques *Essentiels2020* a porté essentiellement :

- sur le renforcement des compétences marketing : le cursus *Marketeur centré clients* a été dispensé à l'ensemble des salariés concernés dans les filiales MEA ;
- sur le B2C, un accroissement du nombre de sessions de formations de formateurs et de certifications a eu lieu en 2016, avec un total de 18 formateurs sur l'ensemble des filiales MEA, 11 000 heures de formation ont été dispensées en 2016 (+ 40 %), 600 stagiaires ont été directement formés par la *sales academy* (+ 79 %) ;
- le cursus Orange Money a été déployé en 2016 dans huit pays : Côte d'Ivoire, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Cameroun, Sénégal, Guinée, Madagascar ;
- sur le B2B, un des principaux relais de croissance pour MEA, 4 700 heures de formation (y compris du *coaching* individuel) ont été dispensées soit une progression de 27 % par rapport à 2015 ;
- les formations Orange Campus se sont poursuivies en 2016 dans tous les pays de la zone : parcours indispensables, enjeux collectifs, parcours individuels avec des dynamiques « de plaque » : Moyen-Orient, Océan Indien, Afrique subsaharienne, et avec un transfert régional des contenus. Au final, 12 % du total des heures de formation en 2016 ont concerné la dispense des programmes à destination des managers. La culture managériale est bien diffusée et présente sur la zone, grâce à la volonté, au dynamisme et à l'investissement des filiales.

Pour la zone Europe, l'accent a été mis sur le service clients, la Fibre, les formations managériales, et l'usage du réseau social d'entreprise.

- en Pologne, ce sont plus de 4 000 salariés qui ont suivi des modules de formation sur la Fibre, et plus de 1 000 salariés du service clients qui ont été formés à de nouvelles méthodes d'écoute pour mieux adresser les demandes des clients. La formation des managers s'est poursuivie avec 900 managers formés en 2016 ;
- en Espagne, le *pool* de formateurs internes a été renforcé (330 salariés) pour poursuivre l'internalisation de la dispense d'actions de formation. Une nouvelle méthode a été mise en place pour le service clients ;
- en Roumanie, ce sont 800 vendeurs et directeurs de boutiques qui ont été formés à l'expérience digitale sur l'offre *Orange Home* ;
- au Luxembourg les techniciens ont été sensibilisés à la sécurité ;
- au Royaume-Uni, l'accent a été mis sur le réseau social d'entreprise et le bien-être au travail ;
- en Moldavie, la formation s'est concentrée sur le management et la prise d'initiatives, et sur le management de projet avec la méthode AGILE ;
- en Slovaquie 160 salariés ont suivi la formation à *Plazza*, le réseau social d'entreprise, et plus de 900 salariés de la *frontline* ont été formés à l'amélioration de l'expérience client ;
- pour Orange Belgique, 2016 a été l'année du *rebranding*, de Mobistar à Orange Belgique. Les programmes de formation se sont concentrés autour des thèmes « être Orange » et « le changement culturel », respectivement suivis par 560 et 440 participants.

Pour innovations marketing technologie et wholesale, la formation a accompagné en priorité :

- les nouveaux produits et services tels les objets connectés ou encore le *mobile banking* ;
- l'agilité des réseaux, des infrastructures, des systèmes d'information avec la virtualisation des réseaux, le *Cloud* et les API ;
- l'agilité opérationnelle des équipes avec les méthodes AGILE et le *devops* ;

- la transformation vers une *software company* en renforçant les métiers du logiciel et en diffusant la culture du logiciel vers nombre de métiers ;
- les clés d'une expérience client incomparable avec des compétences de *design*, l'utilisation du *Big data* et la sécurité des données.

Dans le domaine du marketing, l'accent a été mis sur le développement des compétences digitales avec la formation *Activer les bons leviers digitaux dans la démarche marketing* ainsi que sur le renforcement des compétences sur l'expérience client autour de trois piliers :

- la professionnalisation des analystes marketing avec un parcours dédié de 11 jours certifiant ;
- la formation en format 100 % digital sur *l'insight client dans la démarche marketing* ;
- la formation sur les *nouveaux business models* pour améliorer la proposition de valeur client.

L'activité vente en gros, importante pour le Groupe est soutenue par une *Wholesale Academy* permettant de mieux partager le savoir spécifique de ce domaine avec l'ensemble des acteurs techniques et plus largement tous les pays du Groupe. 2016 a marqué un nouveau palier avec un enrichissement du catalogue de formations et une augmentation du nombre de sessions. Les parcours digitaux se sont également développés tout particulièrement vers les pays de la zone MEA.

Pour Orange Business Services : en 2016, en ligne avec la stratégie *Essentiel2020*, le développement des compétences clés pour la transformation a été poursuivi, avec un engagement particulier autour de l'expérience client et de la symétrie des attentions pour les salariés.

L'activité formation en 2016 a été marquée par :

- la participation de 150 animateurs au déploiement de *Customer Essentials Tour 2016 – Les Voix Essentielles*, une formation en ateliers interactifs, auprès de 8 000 salariés à travers l'ensemble des régions du monde ;
- le déploiement d'*Orange In Touch*, concernant l'expérience client, qui s'est poursuivi, avec près de 1 000 salariés formés en 2016, dont deux tiers à l'international ;
- le démarrage auprès des équipes de vente en France de nouveaux parcours de professionnalisation et de spécialisation, qui intègrent le développement de compétences techniques et transverses, indispensables au business à l'international ; parcours qui vont se poursuivre et s'intensifier en 2017 ;
- le management de projet, qui reste un axe de compétences sur lequel Orange Business Service investit, notamment avec les méthodes AGILE, qui viennent compléter les certifications PMI, PMP ou *synergy* déjà fortement utilisées ;
- le *Software Defined Network* (SDN), sujet technique pour le développement de nouvelles réponses aux attentes business ;
- une campagne *Micro-learning*, lancée pour la première fois via *Orange Learning*, à destination de l'ensemble des salariés d'Orange Business Services, à laquelle ont participé 1 200 salariés, en France et à l'International.

L'investissement dans la formation en 2016 a également porté sur d'autres domaines importants, avec plus de 500 salariés formés en *e-learning* à l'anti-corruption, 1 000 salariés formés dans le cadre du projet OCEANE (formation technique) ou encore près de 2 000 salariés formés à la sécurité.

En 2017, Orange poursuivra son engagement sur ces activités, et développera les compétences de ses salariés dans les domaines de la cybersécurité, l'*IoT* et les *data*.

5.6.1.7 Promotion de la diversité et de l'égalité des chances

Orange a fait de la diversité et de l'égalité des chances un axe de sa stratégie à travers sa politique de ressources humaines et sa politique de responsabilité sociale d'entreprise. Axe essentiel de la Promesse employeur d'Orange « être un employeur digital et humain », la politique de diversité d'Orange s'appuie sur une vision où le management des individus et de leur singularité, dans un climat de bienveillance, est un facteur de performance pour l'entreprise. Ceci implique d'éradiquer toute forme de discrimination ou d'iniquité et de favoriser un climat de « **bien travailler ensemble** ».

En 2016, pour la première fois, la direction de la Diversité et la direction de la RSE, ont organisé un dialogue « parties prenantes » sur la diversité et l'égalité professionnelle au niveau Groupe, en lien avec la démarche d'Essentiels2020 « écouter pour agir ».

L'objectif de ce dialogue : nourrir la stratégie de diversité du Groupe avec des propositions innovantes répondant aux attentes des parties prenantes et ainsi, valoriser Orange en interne et en externe comme acteur sociétal engagé et pionnier.

Cette démarche repose sur deux volets :

- **Écouter** : mesurer la perception et les attentes des parties prenantes en interne (membres du Comité exécutif, salariés, managers, RH) ainsi qu'en externe (clients, ONG, syndicats, autorités...) sur les six thèmes majeurs de la diversité : égalité femmes-hommes, origines, handicap et fragilités temporaires, âge, orientation sexuelle et opinion ;
- **Agir** : décliner/adapter au niveau local cette politique en travaillant avec les régions/pays pour mettre au point une stratégie locale et proposer des plans d'actions adaptés répondant à leurs enjeux

stratégiques, business, réglementaires, sociaux et sociétaux en impliquant massivement le corps social.

De ce dialogue, quatre essentiels majeurs ont été identifiés par les parties prenantes (au Sénégal, au sein d'OBS Russie et OBS Inde, en Jordanie, en Roumanie et en France dans cinq régions) :

- Essentiel 1 : l'égalité professionnelle femmes-hommes, un levier de transformation avec un potentiel fédérateur ;
- Essentiel 2 : renforcer la diversité des profils : facteur de performance d'un employeur digital et humain ;
- Essentiel 3 : favoriser la mixité générationnelle des équipes pour accompagner la transition digitale dans tous les territoires ;
- Essentiel 4 : détecter les signaux faibles pour prendre en compte les impacts de thèmes sociétaux sensibles en entreprise.

Cela permet à chaque pays Orange de prioriser ses initiatives « diversité » en cohérence avec la politique du Groupe et ses enjeux locaux ; l'égalité professionnelle femmes/hommes restant une priorité transverse, commune à l'ensemble des entités du groupe Orange. L'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et l'intégration des publics fragiles et potentiellement discriminés sont les autres sujets les plus fréquemment retenus.

Cette démarche, récompensée avec l'obtention du trophée de la diversité 2016, va progressivement s'étendre à d'autres pays dès 2017.

Au-delà de cette posture globale, différentes thématiques font l'objet d'une attention particulière dans le cadre du dialogue social ou du fait d'une criticité particulière, évaluée notamment en France grâce au baromètre des diversités d'Orange.

Égalité professionnelle femmes-hommes

Pourcentage de femmes – Groupe

	2016	2015	2014
% de femmes dans l'effectif en activité	✓✓ 36,1 %	36,0 %	36,0 %
% de femmes dans l'encadrement ⁽¹⁾	✓✓ 29,4 %	29,1 %	28,8 %
% de femmes dans les réseaux de management ⁽²⁾	✓✓ 27,3 %	25,2 %	24,5 %

(1) L'indicateur « personnel d'encadrement » comptabilise les salariés appartenant à la catégorie « cadres supérieurs », laquelle correspond à la consolidation des niveaux E, F et G de la Convention collective nationale des télécommunications (CCNT). Les entités hors France s'appuient sur un document décrivant chaque niveau de la CCNT, pour associer, à chacun de leur salarié, le niveau CCNT pertinent.

(2) Il s'agit des réseaux des exécutifs et des leaders, qui comptent à eux deux 1 086 cadres à fin 2016. Ces cadres occupent des postes à très fort enjeu de responsabilité pour le Groupe.

✓✓ Élément revu par KPMG : **assurance raisonnable**.

L'égalité professionnelle est identifiée par les parties prenantes comme un levier de transformation avec un potentiel fédérateur commun à toutes les entités du Groupe. Son déploiement est piloté par le Comité stratégique égalité professionnelle et sa politique est déployée dans le Groupe à travers quatre axes :

- **l'égalité salariale**, qui donne lieu à un diagnostic régulier par pays. En France, les écarts salariaux non explicables sont minimes à 0,63 %⁽¹⁾ pour un marché français exactement à dix fois plus (6,3 %). Au travers de l'accord d'entreprise sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes datant du 9 juillet 2014 et valable pour 3 ans, Orange innove en se préoccupant de mettre en place les conditions de l'égalité professionnelle tout au long de la carrière ;
- **l'accès des femmes aux postes à responsabilités**, avec notamment un objectif de 35 % de femmes dans le réseau de management des leaders et des Comités de direction. En 2016, le Comité exécutif (Comex) est féminisé à hauteur de 33 % et les Comités de direction de 30,65 %. Les filiales du Groupe au Cameroun, en Roumanie ainsi qu'en République centrafricaine sont dirigées par des femmes. Le Comité de direction d'Orange Tunisie est féminisé à hauteur de 38,5 % et celui de la Roumanie 43 %. Les réseaux féminins, le plus souvent ouverts aux hommes, se sont

multipliés en France sous le pilotage du réseau ombrelle du groupe Orange (*Innov'Elles*) avec une approche géographique (50/50, Odace, 364°...) et métier, (*SupportHer*, *MixIT*...). Des réseaux ont été également lancés dans des activités hors de France, au Niger et au Mali, ainsi que chez Orange Business Services (*Happy Men* MSC Maurice, *Double You* Égypte, Inde, pays nordiques et Slovaquie) ;

- **l'équilibre de la représentation des femmes et des hommes dans tous les métiers du Groupe** : les femmes représentent 35,7 % des effectifs permanents en activité sur l'ensemble du Groupe. Les actions vers le système éducatif, afin de lever les freins à une orientation stéréotypée des jeunes filles, s'intensifient : *Girls'day* en Allemagne, *Profesia day* en Slovaquie, *Shadowing days* en France, en Espagne et dans les entités internationales d'Orange Business Services.

En France, dans le cadre de l'objectif d'augmentation de la présence des femmes dans ses métiers techniques, Orange porte une attention particulière aux taux de féminisation de ses recrutements externes. Un des leviers de cette ambition réside dans le développement du dispositif des « Classes de filles » qui permet à des femmes en recherche d'emploi de se former aux métiers techniques puis d'intégrer des Unités d'Intervention. Ce dispositif

(1) Étude conduite dans le cadre d'une thèse de doctorat chez Orange – C Coron 2014.

se généralise depuis 2015 à toutes les régions et a été étendu dans le cadre de l'accord intergénérationnel. Orange a remporté de nombreuses reconnaissances dans ce domaine en 2016 dont le trophée de l'alternance au féminin (prix entreprise 2016) et le trophée de l'Entreprise Vertueuse pour son action en faveur de la féminisation des métiers techniques.

Pour maintenir sa connaissance du sujet, Orange est sponsor depuis sept ans de l'étude *Gender Scan* (précédemment nommée *MutationnellesTM*) sur la place des femmes dans les métiers techniques dans le monde ;

- **l'équilibre vie privée-vie professionnelle** : en 2014, le Comité stratégique égalité professionnelle a décidé du déploiement de la Charte sur l'équilibre des temps de vie dans toutes les géographies du Groupe.

Les progrès en matière d'égalité professionnelle femmes-hommes ne pourront se poursuivre sans l'évolution des modes de management et, dans une certaine mesure, de l'organisation du travail. Ainsi, Orange Polska, Orange Espagne, Orange Slovensko, Orange Romania et Orange Luxembourg ainsi que Orange Égypte ont œuvré pour le développement des horaires flexibles et du télétravail. Pour autant, l'essentiel des responsabilités familiales et domestiques repose encore sur les femmes, ce qui peut limiter leurs ambitions professionnelles. Plusieurs études indiquent que ces phénomènes ne sont pas vraiment perçus par les hommes. C'est pourquoi, l'engagement des hommes dans les initiatives en faveur de l'égalité professionnelle est primordial. Les *Cercles Happy men* (créés en France en 2013) leur permettent d'échanger sur

l'articulation des temps de vie et les environnements de travail favorables à l'égalité professionnelle. Leur nombre est en expansion depuis 2013, et ils se sont étendus à l'international depuis 2016.

Orange soutient les actions de plusieurs associations féminines œuvrant en faveur de la santé et du développement de l'accès à l'éducation dans ses filiales en Afrique.

Effectivité de la politique de l'Égalité professionnelle

La politique Égalité professionnelle du Groupe fait l'objet d'une démarche d'amélioration continue avec une évaluation dans le cadre de la certification *Gender Equality European and International Standard* (GEEIS). Ainsi, depuis 2011, la stratégie du Groupe et de l'ensemble des filiales européennes, Orange Égypte, OBS (global, Égypte, Brésil, Allemagne, Italie) ont été auditées et labellisées. Cette certification permet de faire le point sur l'existant et donne lieu à des recommandations et à des plans d'actions globaux et locaux pour aller plus loin. En 2016, le Comité stratégique égalité professionnelle a décidé d'étendre cette certification à tous les pays du Groupe et de l'étendre à tous les volets de la diversité.

Le dialogue parties prenantes mené depuis 2016 complète cette démarche en intégrant dans ces plans d'actions issus de la certification, les attentes des parties prenantes. En matière d'égalité professionnelle, globalement les parties prenantes ont confirmé la pertinence des orientations prises par Orange depuis quelques années en estimant qu'Orange était plutôt en avance sur l'accès aux postes à responsabilité avec cependant des attentes en matière de féminisation de l'entreprise à tous les niveaux et dans tous les métiers techniques.

Emploi et insertion des personnes en situation de handicap

Travailleurs handicapés – Orange SA

	2016 ⁽²⁾	2015	2014
Nombre de salariés handicapés ⁽¹⁾	5 425	5 063	4 660
Montant des marchés facturés au secteur protégé (en millions d'euros)	16,9	16,4	15,3
Taux d'insertion ⁽³⁾	6,8 %	6,1 %	5,4 %

(1) Salariés handicapés déclarés dans la DOETH (Déclaration Obligatoire à l'Emploi des Travailleurs Handicapés). La valeur 2015 a été actualisée.

(2) Les valeurs indiquées pour 2016 sont provisoires.

(3) Taux d'insertion calculé selon les modalités DOETH (la donnée 2015 a été actualisée).

En 2014, le Groupe a signé, à l'unanimité des cinq organisations syndicales représentatives, un cinquième accord pour l'emploi et l'insertion des personnes handicapées pour la période 2014-2016. Cet accord ambitieux s'inscrit dans la continuité de la démarche d'Orange en faveur des personnes en situation de handicap et porte un objectif d'atteinte du taux d'emploi global de 6 %, conformément au taux cible de la réglementation.

- L'animation des correspondants handicap dans les divisions et entités opérationnelles, a été renforcée en 2016 par un rythme cyclique des réunions et différents travaux de réflexions. Ceci a contribué à la professionnalisation du réseau des correspondants et à la sensibilisation des managers.
- 2016 a été une année au cours de laquelle de nouveaux partenariats et conventions ont été signés (convention IDF rectorat-universités-multi-entreprises, convention PRITH...). Les partenariats et actions mis en œuvre par les acteurs du recrutement ont permis de maintenir ainsi le volume global de candidatures reçues. La participation à des forums d'emploi spécialisés pour les candidats en situation de handicap a été maintenue en 2016. Les forums représentent cette année plus de 33 % des candidatures pour les personnes qui ont été recrutées et devant les autres sources telles que CAP Emploi, les écoles ou autres partenaires.
- La participation à des conférences, débats inter-entreprises et le partage des pratiques avec d'autres MIH (mission insertion handicap) ont permis de déployer de nouvelles initiatives de sensibilisation un peu partout en France en 2016, telles que le Cercle des équitables

(Groupe de travail multi-entreprises : premiers travaux initialisés sur les enjeux du handicap, la communication). Les moyens de communication internes tels que la publication de la *newsletter* : le fil de la diversité, le site « handicapaction » ou la communauté *Plazza* représentent des vecteurs forts d'information.

- En 2016, à l'occasion de l'événement annuel de la « Semaine de l'hangagement », dont le thème clé portait sur les différents types de formations, une communication spécifique (vidéos sur les formations) a été relayée sur le portail intranet Groupe et via le réseau *Plazza* sur la communauté « Semaine de l'hangagement ». 24 ateliers et formations en ligne ont été organisés sur le thème de l'accessibilité. Une animation événementielle sur 50 sites (*handibox* : kit de sensibilisation, application *Appility* de mise en situation) a été lancée pour faire connaître dans l'ensemble des divisions du Groupe et des directions Orange, les actions au quotidien sur le thème lié à la formation, et pour valoriser l'engagement auprès des entreprises du secteur protégé et adapté.
- En 2016, la formation au recrutement et à l'accompagnement des personnes handicapées a été poursuivie dans les entités et soutenue par les actions menées lors de la « Semaine de l'hangagement ».
- Les efforts en matière d'insertion des jeunes se sont poursuivis en 2016. Plus globalement, les recrutements réalisés dans le domaine technique réseaux se confirment et se sont accrus.
- En 2016, la politique volontariste en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi s'est poursuivie avec un volume de prestations

de maintien dans l'emploi en légère évolution. Le nombre de salariés s'étant vus rembourser leurs prothèses auditives par le fonds insertion handicap s'est maintenu par rapport à 2015, ainsi que les dépenses sur les sollicitations pour du transport adapté. Ceci représente les deux premiers postes de dépenses. Les postes sur l'interprétariat en langue des signes française (LSF), et en vélotypie ont quant à eux augmenté.

- Le logiciel Ocara, dédié à l'audit sur l'accessibilité des sites d'Orange déployé en 2015, et ouvert à la communauté *Open Source* en 2016 est maintenant utilisé par d'autres entreprises.
- Le montant des achats au secteur du travail protégé et adapté (STPA) est en progression de 3 % en 2016 par rapport à 2015, avec près de 16,9 millions d'euros. Ceci est le résultat du travail d'information et de soutien effectué depuis plusieurs années auprès des donneurs d'ordre et des acheteurs.

Dans le cadre du Dialogue Parties Prenantes (DPP), les enjeux relatifs au handicap ont été identifiés comme l'une des principales attentes en matière de diversité et d'égalité des chances pour l'ensemble de l'écosystème de l'entreprise.

Le 5 décembre 2016, Orange a participé pour la seconde année consécutive à la journée internationale des personnes en situation de handicap. À cette occasion, le Groupe a mis en place des animations innovantes en France et dans nombre de ses géographies. Il a ainsi lancé une application de réalité virtuelle afin de sensibiliser aux enjeux du handicap au travail : *Appility*. Cette initiative résulte des points soulevés par le DPP et incarne les engagements du Groupe dans le cadre de la charte signée avec l'Organisation internationale du travail (OIT) en faveur de l'insertion des personnes en situation de handicap dans le monde du travail.

L'objectif de l'application *Appility* est d'offrir une expérience vivante et interactive, cohérente avec la stratégie de transformation numérique de l'entreprise.

Grâce à l'utilisation d'un casque de réalité virtuelle ou d'un simple *smartphone* utilisant une vision à 360 degrés, l'utilisateur d'*Appility* se retrouve de manière immersive et ludique dans la peau d'un employé en situation de handicap devant faire face à divers enjeux d'accessibilité sur son lieu de travail. Au fur et à mesure que l'utilisateur avance dans *Appility*, il découvre un court questionnaire sur le handicap dans le monde et les solutions proposées par Orange.

37 géographies du Groupe se sont portées volontaires pour réaliser le 5 décembre 2016 des démonstrations d'*Appility* auprès des salariés Orange, mais aussi du public des boutiques. Plus de 3 000 casques de réalité virtuelle *Google Cardboard* ont été ainsi distribués pour permettre à chacun des participants de profiter pleinement des fonctionnalités de l'application, disponible en 10 langues.

En complément d'*Appility*, les initiatives sont nombreuses et variées en fonction des réglementations et des enjeux locaux :

- aménagements de postes et du système d'information ;
- adaptations des fonctionnements de ressources humaines ;
- participation à des forums de recrutement de travailleurs handicapés ;
- missions confiées à des ateliers protégés ;
- salariés handicapés mis à disposition de structures d'accueil adaptées ;
- sensibilisation des salariés et séances de *coaching*.

La politique de lutte contre les discriminations

En 2016, Orange a renforcé ses partenariats avec des associations via lesquelles plus de 850 salariés Orange s'investissent pour accompagner des jeunes de milieux modestes, de façon individuelle ou collective, vers le monde de l'entreprise.

- Ainsi, *Capital Filles* favorise l'accès de lycéennes de quartiers prioritaires de la politique de la ville et de zones rurales au monde de l'entreprise, grâce à l'alternance et à l'accompagnement de

marraines. 237 tutrices et déléguées Orange sont engagées bénévolement. En 2016, près de 5 000 jeunes filles ont été accompagnées. L'association est maintenant présente dans 21 académies en France et déployée depuis 2014 en Roumanie après l'adaptation aux enjeux locaux. L'association *Capital Filles* est présidée par Stéphane Richard.

- *Passeport Avenir* qui a pour objectif de permettre à des jeunes bacheliers de milieux modestes d'accéder aux filières d'excellence et ainsi de diversifier les leaders de demain. En 2016, *Passeport Avenir* a continué et initié des programmes ciblés, par exemple *Étincelles* à destination de l'ensemble des lycéens et étudiants de milieux populaires. Le programme *Ambition* regroupe 80 animateurs dont 25 volontaires d'Orange. Un MOOC *Leadership Inclusif* a également été lancé. L'association est maintenant présente au Maroc. Des cadres de Meditel et Sofrecom, filiales d'Orange, sont engagés dans le dispositif local conçu en partenariat avec la Fondation Marocaine de l'Étudiant. En France, Orange soutient les initiatives de l'association au travers de l'accompagnement des jeunes par plus de 200 salariés bénévoles et l'engagement de plusieurs collaborateurs seniors en mécénat de compétences. À ce jour, près de 1 850 collaborateurs et collaboratrices ont été mobilisés depuis le début du partenariat. Le soutien annuel d'Orange a été budgété à 70 000 euros pour la France. *Passeport Avenir* est une des associations reconnues comme d'excellence par le programme présidentiel « La France s'Engage ».
- Avec *Nos Quartiers ont des Talents*, Orange s'engage également pour l'insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi, diplômés de l'enseignement supérieur, âgés de moins de 30 ans, issus des quartiers prioritaires ou de milieux sociaux défavorisés. Le dispositif est largement déployé en région, à titre d'exemple en septembre 2016, Orange Normandie Centre a organisé une rencontre avec des jeunes diplômés dans l'objectif de les préparer à de futurs entretiens professionnels. 172 cadres et dirigeants Orange accompagnent et conseillent ces jeunes dans tous les aspects de leur recherche d'emploi.
- Pour lutter contre la fracture numérique et favoriser notamment l'accès des femmes aux métiers techniques, Orange soutient les femmes, quel que soit leur profil, dans l'apprentissage du code informatique en finançant leur formation auprès de *Simplon.co*.
- Orange participe activement à la lutte contre l'échec scolaire dans les collèges de zones d'éducation prioritaire en contribuant largement au développement d'*Énergie Jeunes*, association du programme présidentiel « La France s'Engage ». 174 salariés Orange s'engagent aux côtés des jeunes et interviennent dans les collèges, ainsi que de nombreux collaborateurs seniors en mécénat de compétences. Sur l'année 2016, 29 400 élèves ont été formés par des volontaires Orange.

Orange se veut innovant sur la connaissance des leviers du management efficace de la diversité et participe à de nombreuses études et réflexions sur ce sujet. En 2015, les travaux de réflexion menés ont porté principalement sur deux axes : l'impact de l'apparence physique sur les carrières, fruit d'un travail avec l'AFMD ; ainsi que les bénéfices en terme de créativité et d'innovation dans les équipes hétérogènes en âge. Cet axe a été l'objet du quatrième et dernier volet d'étude sur les stéréotypes : stéréotypes et âges. Forte de ces enseignements, la direction Diversité du Groupe a conçu et débuté le déploiement en 2016 d'un module de formation sur l'apparence physique et les stéréotypes.

En complément du Dialogue Parties Prenantes, Orange en France a participé, pour la quatrième année, au baromètre des diversités afin de mesurer le climat d'égalité des chances tel que perçu par ses salariés. À l'occasion de cette nouvelle édition du baromètre, l'âge est apparu comme le critère de discrimination majeur dont les salariés estiment qu'ils pourraient être potentiellement victimes un jour au sein de l'entreprise. Le genre et l'impact des diplômes initiaux sur la trajectoire de carrière représentent le deuxième et le troisième critère potentiel de discrimination en entreprise.

L'inclusion des salariés LGBT dans l'entreprise avait été identifiée comme une priorité dans les éditions précédentes du baromètre. En ce sens, Orange poursuit son soutien à l'association de salariés LGBT du Groupe, *Mobilisnoo*, notamment au travers de campagnes de sensibilisation. Orange a également réaffirmé son engagement en faveur de l'inclusion de toutes et tous au sein de l'entreprise à l'occasion de la journée internationale de lutte contre l'homophobie le 17 mai 2016 (IDAHOT).

5.6.1.8 Respect des conventions fondamentales de l'OIT

Orange a été l'une des premières entreprises à signer le Pacte mondial des Nations Unies en 2000. Le respect des principes fondamentaux énoncés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'Organisation internationale du travail figure explicitement dans la Charte de déontologie du Groupe.

En 2006, Orange a signé avec l'Alliance syndicale mondiale UNI un accord mondial sur les droits sociaux fondamentaux. Par cet accord, le Groupe réaffirme sa volonté de respecter les droits humains fondamentaux, tant sur le plan interne que dans ses relations avec ses fournisseurs et ses sous-traitants.

Cet accord a renforcé la clause d'achats responsables, intitulée « pratiques éthiques – responsabilité d'entreprise » déjà présente dans tous les contrats avec les fournisseurs au niveau du Groupe. En vertu de ce texte, Orange veille à ce que les fournisseurs et les prestataires s'engagent à prendre en compte :

- la lutte contre toute forme de travail obligatoire ou forcé ;
- l'interdiction du travail des enfants ;
- la non-discrimination.

La mise en œuvre de ces engagements est réalisée dans les différents pays selon le contexte local et dans le respect de la souveraineté nationale.

Enfin, le groupe Orange s'appuie sur sa démarche de dialogue avec les parties prenantes pour identifier les enjeux prioritaires dans chaque pays et mettre en place des actions adaptées.

La direction du Groupe, *UNI Global Union*, les organisations syndicales françaises adhérant à l'UNI et le représentant de l'Alliance syndicale mondiale d'Orange se rencontrent deux fois par an pour faire le point sur les opérations en cours à l'international et les grands projets d'évolution et d'acquisition.

5.6.2 Informations environnementales

L'explosion des usages numériques place Orange face à une équation environnementale difficile : privilégier les choix technologiques limitant les impacts sur l'environnement, tout en veillant à la qualité des investissements pour proposer à ses clients des services performants et utiles. Orange a, depuis de nombreuses années, adopté une approche proactive de gestion des risques et des impacts contribuant à préserver l'environnement et à entretenir la confiance de ses parties prenantes, tout en saisissant les nouvelles opportunités liées au développement des technologies « vertes ». La COP21, qui s'est tenue à Paris fin 2015, a donné à Orange, partenaire officiel de l'évènement, l'occasion de réaffirmer son engagement, et de se fixer deux priorités : réduire de 50 % ses émissions de CO₂ par usages client d'ici 2020 (par rapport à 2006), et favoriser l'intégration des principes de l'économie circulaire au sein de son organisation et de ses processus.

Orange sur la voie de l'économie circulaire

Orange s'intéresse depuis de nombreuses années au suivi de l'impact des ressources et des matières premières sur son activité pour optimiser ses processus en réduisant les impacts environnementaux de ses services mais également pour aider ses clients à réduire les leurs. C'est pourquoi déployer l'économie circulaire est pour Orange un enjeu stratégique.

Cet engagement, formalisé lors de la COP21, a été réaffirmé lors de la COP22 à Marrakech pour le *Global Climate Action*.

Depuis le début de l'année 2015, Orange est membre du programme « les 100 entreprises de l'économie circulaire » de la Fondation Ellen Macarthur, acteur de référence en la matière, afin d'accélérer sa propre transition vers l'économie circulaire, en partageant les bonnes pratiques avec d'autres acteurs engagés dans la démarche.

Orange s'engage donc résolument sur la voie de l'économie circulaire : de l'analyse des ressources rares à la mise en œuvre de l'économie circulaire, une évolution progressive des modèles économiques et processus se fait, en lien avec tout l'écosystème d'Orange. Cela inclut

plusieurs axes : l'écoconception, les actions à mener pour limiter les consommations en ressources critiques, l'optimisation de la gestion des déchets, et la possibilité de redonner une seconde vie aux déchets électroniques et électriques.

Cette démarche contribue également à l'objectif de réduction des émissions de CO₂.

Afin d'aller plus loin dans ce domaine, un dialogue spécifique a été initié en 2016 au niveau du Groupe, avec des parties prenantes externes et internes (voir chapitre 5.6.3.3).

5.6.2.1 Une démarche structurée

Une feuille de route environnementale mise à jour annuellement formalise les plans d'actions très volontaristes dont l'objectif est de permettre d'importantes économies tout en faisant face à l'explosion du trafic et des usages. Le suivi de cette politique se fait au niveau du Comité exécutif sur la base d'objectifs trimestriels.

Système de management de l'environnement

Pour atteindre les objectifs de réduction des risques et impacts environnementaux, le Groupe déploie progressivement dans ses principaux pays des systèmes de management de l'environnement (SME) suivant le référentiel ISO 14001. Cette norme internationalement reconnue décrit la façon dont les entreprises doivent s'organiser pour gérer l'impact de leurs activités sur l'environnement. Orange s'est fixé comme objectif d'élargir le périmètre certifié ISO 14001 du Groupe pour passer à 60 % à fin 2016.

À fin 2016, le périmètre certifié est de 66,87 %. Orange France rejoint l'ensemble des filiales certifiées à 100 %. En 2016 toutes les organisations du Groupe certifiées ISO 14001 ont passé avec succès leurs audits de renouvellement ou de suivi. L'indicateur mesurant l'importance du périmètre certifié au regard de l'ensemble des activités progresse d'un tiers par rapport à 2015.

	2016	2015	2014
Importance du périmètre certifié	✓✓ 67 %	50 %	41 %

✓✓ Éléments revus par KPMG : assurance raisonnable.

Entités consolidées ayant obtenu une certification ISO 14001 à fin 2016

Filiale	Périmètre
Orange Polska	Ensemble des activités mobiles
Orange Espagne	Ensemble des activités et sites
Orange Slovensko	Ensemble des activités
Orange Égypte	Ensemble des activités
Orange Marine	Ensemble des installations et navires
Orange France	Ensemble des activités
Siège du Groupe	Certifié
Orange Moldova	Ensemble des activités hors réseau (11 % du périmètre)
Orange Mali	Ensemble des activités
Orange Business Services	Site de Cesson-Sévigné, du Caire, et de son principal site parisien, Orange Stadium
Orange Romania	Ensemble des activités
Orange Sénégal	50 % du périmètre

À noter : Orange Tunisie, filiale non consolidée, a également été certifiée pour son siège et ses deux plus gros sites techniques.

Sensibilisation et formation des acteurs

La formation et l'information des salariés sont assurées à plusieurs niveaux, par la direction Environnement Groupe pour les correspondants locaux et par la communication interne pour les autres salariés.

Des actions de sensibilisation et d'échanges permettent ainsi à chacun des collaborateurs d'intégrer les objectifs de croissance responsable dans leurs activités quotidiennes. Un accent particulier est mis sur la sensibilisation de l'encadrement qui joue un rôle clé de relais auprès des équipes. Des formations dédiées sont régulièrement déployées.

Par ailleurs, afin de développer les compétences métiers sur les enjeux environnementaux, une communauté Orange Expert regroupe l'ensemble des experts du Groupe sur ces questions, afin qu'ils puissent échanger et partager les bonnes pratiques.

Prévention des risques environnementaux

Le groupe Orange estime que ses activités d'opérateur de télécommunication ne présentent pas de risques majeurs pour l'environnement. En effet, ces activités ne mettent en œuvre aucun

processus de production portant gravement atteinte aux ressources rares ou non renouvelables, aux ressources naturelles (eau, air) ou à la biodiversité et ne comportent le plus souvent pas de risques létaux.

Le groupe Orange utilise certaines installations, produits ou substances qui sont susceptibles de présenter des risques (même mineurs) pour l'environnement, et dont certains font l'objet de réglementations spécifiques. C'est le cas, en France, pour les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Ces installations font continuellement l'objet d'analyses approfondies de la part du groupe Orange et ont conduit à l'adoption de programmes de maintenance préventive et curative en supplément des visites périodiques réglementaires. Le déploiement du système de management environnemental et les audits de certification ISO 14001 veillent également au respect de la réglementation et des contrôles y afférents.

Afin de prévenir les risques liés à la santé (légionellose) et de diminuer la consommation d'eau, un mouvement important de remplacement des TAR (tours aéroréfrigérantes) par des systèmes « secs » nommés *dry cooler* se poursuit depuis 2006.

Indicateurs

	2016	2015	2014
Nombre de sites comportant des Installations Classées (ICPE A, D, DC et E) en France	269	275	302
Nombre de tours aéroréfrigérantes humides en France	27	28	29

Les navires câbliers détenus par Orange, via sa filiale Orange Marine, respectent l'ensemble des réglementations territoriales et extra-territoriales auxquelles ils sont soumis.

Substances dangereuses

Certaines installations utilisent des produits ou des substances réglementés. Il en est ainsi des chlorofluorocarbones (ou CFC, appellation courante) ou d'autres fluides frigorigènes (plus précisément HCFC ou HFC) contenus dans les systèmes d'air conditionné.

L'élimination du halon et son remplacement par des gaz d'extinction moins nocifs pour l'environnement, type FM 200 ou FE 13, ou même inertes, type azote ou INERGEN, dans les systèmes d'aspersion anti-incendie ont été réalisés depuis fin 2003 conformément à la réglementation.

En vertu du règlement européen REACH (*Registration – Evaluation – Authorisation and Restriction of Chemicals*), le Groupe s'est engagé à informer ses clients sur la présence de substances dangereuses, telles que définies par le règlement.

En vertu de la directive européenne RoHS II, le Groupe est tenu de respecter les obligations propres au producteur ou celles du distributeur. L'objectif de cette directive est de limiter l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques. Le Groupe demande à ses fournisseurs d'appliquer la directive RoHS à l'ensemble des produits qui y sont soumis, et ce, quel que soit le pays de destination du produit.

Provisions pour risque en matière d'environnement

En cohérence avec l'exposé des risques environnementaux ci-dessus, aucune provision pour risque environnemental n'est constituée. Toutefois, une provision est comptabilisée pour répondre à l'obligation du Groupe de démanteler les équipements techniques installés et de remettre en état les sites techniques qu'il occupe.

La valorisation de la provision est fonction :

- d'un coût de démantèlement (unitaire pour les poteaux, les terminaux et les publiphones, par site pour les antennes mobiles) supporté par le Groupe pour répondre à ses obligations environnementales ;
- des prévisions annuelles de dépose des actifs et de départs des sites.

La provision est estimée sur la base des coûts connus pour l'année en cours, extrapolés pour les années à venir en fonction de la meilleure estimation qui permettra d'éteindre l'obligation. Elle est actualisée à un taux sans risque. Cette estimation est révisée chaque année et si nécessaire la provision est ajustée.

Dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2016, la provision s'établit à 737 millions d'euros, dont 436 millions d'euros pour Orange SA. Elle comprend principalement des coûts de remise en état des sites des antennes de téléphonie mobile, de retraitement des poteaux téléphoniques, de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et de démantèlement des publiphones.

Adaptation aux conséquences du changement climatique

Orange, en tant qu'opérateur de télécommunication, n'a pas de problèmes spécifiques liés au changement climatique, autres que les variations dues aux risques d'intempéries comme les crues, etc. Le changement climatique ne fait qu'accroître leur probabilité. Ces risques sont pris en compte dans les processus de gestion ou de prévention des crises, régulièrement mis à jour.

5.6.2.2 Lutte contre le changement climatique

À l'occasion de la COP21 en décembre 2015, Orange a réitéré son engagement en matière d'environnement, avec deux priorités dont la première est de réduire de 50 % ses émissions de CO₂, par usage client, d'ici 2020 (par rapport à 2006).

Cet objectif a été défini sur la base d'un échantillon de dix pays plus Orange Business Services, représentant 90 % des émissions de CO₂ du Groupe. Par « usages client », sont visées les grandes « familles » d'usages que sont la voix, la TV ou l'Internet. Selon ce raisonnement, un abonnement *Livebox* compte pour trois usages, car il contient à la fois de l'Internet, de la téléphonie et de la TV. Contrairement à un mobile 3G ou 4G qui compte pour deux usages, un mobile 2G n'équivaut qu'à un usage – la voix – car on ne s'en sert que pour appeler et qu'il ne comprend pas d'accès Internet. L'usage client ainsi défini en valeur relative sert de « clé de voûte » pour rendre compte des impacts de la façon la plus concrète et fine que possible. Pour assurer un maximum de transparence, cette méthodologie a été réalisée par une « caution » externe à l'entreprise, et auditée par un auditeur externe.

Cette priorité mobilise tous les métiers du Groupe. Les efforts en matière d'émissions de CO₂ portent sur trois domaines : les réseaux et *datacenters*, le transport et les bâtiments.

À fin 2016, ces efforts ont permis de faire baisser les émissions de CO₂ de 48,23 % par usage client depuis 2006.

Consommation d'énergie des réseaux

Un vaste plan d'actions énergie, *Green ITN 2020*, a été lancé en 2008 pour réduire les consommations d'énergie liées au fonctionnement des réseaux et des systèmes d'information, qui représentent 72 % de la consommation totale du Groupe et 68,2 % des émissions de CO₂. Ce plan d'actions porte en priorité sur les domaines listés ci-après.

Ce plan d'action a été déployé dans la majorité des pays du Groupe. Grâce à ce programme, sur la période 2010-2016, au moins 3,5 TWh d'électricité et 217 millions de litres de fuel ont déjà été économisés sur le périmètre des réseaux et systèmes d'information du Groupe qui représente plus de 80 % de la consommation totale d'Orange. Ces économies ont permis d'éviter sur cette période le rejet d'au moins 1,8 million de tonnes de CO₂. Des chiffres plus précis complets seront fournis dans le rapport RSE en ligne.

Ces résultats ont été rendus possibles par la mise en place d'un certain nombre de mesures, et notamment :

- l'intensification de la coopération avec les fournisseurs d'équipements afin de développer et d'obtenir des équipements de télécommunication à haute efficacité énergétique d'ici 2020. De nombreux échanges ont eu lieu entre les Orange Labs et les centres de recherche des autres fournisseurs afin de travailler sur les systèmes de refroidissement liquide, d'alimentation 400 VDC ainsi que sur l'efficacité énergétique des équipements radio ;
- la réalisation, en France, d'audits énergétiques sur 13 grands sites techniques. Des actions d'optimisation engagées sur cinq sites pilotes suite à ces audits ont permis d'éviter plusieurs centaines de MWh de consommation électrique et le CO₂ associé. Ce plan d'actions a permis également de classer les actions à mener en fonction de leur efficacité et de pouvoir généraliser à l'ensemble des grands sites techniques en France (140). Des actions similaires sur les *datacenters* d'Orange France réalisées en 2016 vont permettre d'éviter la consommation d'environ 4 GWh par an d'électricité ;
- en Afrique et au Moyen-Orient, la poursuite du déploiement de l'énergie solaire sur les sites radio de la zone avec plus de 2 800 sites opérationnels en 2016. La décision d'Orange Jordanie de basculer à 100 % en énergie renouvelable avec la finalisation du projet de fermes solaires d'une puissance de 34 MW permettra en 2017 de couvrir tous les besoins en électricité de l'opérateur, soit 57 GWh, et d'éviter ainsi chaque année l'émission de 40 000 tonnes de CO₂ et de maîtriser les dépenses énergétiques ;
- la poursuite du déploiement des compteurs intelligents sur les sites techniques avec l'équipement de 1 900 nouveaux sites, soit un total de plus de 6 500 sites qui permettront à Orange d'optimiser sa consommation d'énergie.

Réduction des émissions liées aux bâtiments

Les bâtiments représentent 22 % de la consommation d'énergie du Groupe et 22,6 % des émissions de CO₂.

En France, le plan d'actions Énergie se décline sur tous les domaines techniques du bâtiment : chauffage, ventilation, climatisation, éclairage... Le déploiement de compteurs permettant la mesure des consommations multi fluides s'est poursuivi pour atteindre 120 des plus gros sites tertiaires et mixtes. Les audits et contrôles des prestataires ont été poursuivis, afin d'identifier les opportunités d'optimisation de la gestion énergétique d'un immeuble (830 000 m² de sites, bâtiments à fin 2016 contre 562 000 m² à fin 2015).

Dans les autres pays européens, le déploiement des outils de mesure des consommations d'énergie des équipements informatiques et bureautiques a été finalisé par l'ensemble des pays de la zone Europe. La mise en place de politiques d'optimisation depuis 2015 a permis à plusieurs pays de réduire de 30 % à 50 % la consommation de ces équipements, notamment grâce à un meilleur contrôle des équipements en dehors des heures de travail.

Réduction des émissions liées au transport

Les déplacements professionnels représentent 10 % des émissions de CO₂ du Groupe et 6 % de la consommation des véhicules. Véhicules électriques, limitation des déplacements professionnels, promotion de modes de transports collaboratifs et solidaires : Orange explore des solutions technologiques et humaines innovantes pour réduire ses émissions.

Le Groupe dispose en Europe et en Afrique d'une importante flotte de véhicules de société. L'objectif est d'optimiser cette flotte, et d'en réduire le niveau moyen d'émission de CO₂, tout en améliorant son accessibilité, par l'intégration d'outils de mobilité durable. Lancée en 2013 avec une centaine de véhicules, la flotte atteint 650 véhicules auto partagés à fin 2016, avec un objectif de déploiement de plus de 1 000 véhicules supplémentaires en 2017. Orange dispose ainsi de la première flotte d'auto partage en France.

Un autre axe innovant est la mise en place d'une flotte de véhicules électriques. À fin 2016, Orange dispose de près de 250 véhicules électriques et plus de 240 véhicules hybrides. Une infrastructure de recharge de véhicules électriques a également été déployée au sein des bâtiments Orange, à raison d'une borne par véhicule commandé. Plus de 500 points de charge ont été installés.

Plusieurs entités du Groupe ont mis en place des dispositifs visant à limiter l'usage de la voiture individuelle (plans de déplacement entreprise, dispositif de covoiturage, de partage de voitures, formations à l'éco-conduite...).

Les collaborateurs disposent par ailleurs de solutions permettant de limiter les déplacements professionnels (visioconférence, téléconférence, outils de travail collaboratif à distance...). De nombreuses salles de télé-présence sont ainsi à disposition des collaborateurs dans plusieurs pays. Les taux d'occupation progressent dans le monde à 14,5 % (16,8 % en France).

5.6.2.3 Prévention et gestion des déchets

Prolonger la durée de vie des produits et des équipements, notamment par leur réutilisation, et optimiser leur traitement en fin de vie est une priorité de la politique environnementale d'Orange depuis de nombreuses années. Pour ce faire, le Groupe veut intensifier la transformation de ses processus :

- en collectant plus (avec un objectif de 30 % dans la collecte de mobiles usagés d'ici 2020) ;
- en développant la vente de terminaux d'occasion ou remis à neuf ;
- en intégrant ces processus au niveau du cœur de métier – les réseaux – afin de maximiser la réutilisation des équipements également. On peut tout à fait imaginer qu'une antenne 3G renouvelée en France puisse être redéployée dans d'autres pays qui en ont besoin ;
- en favorisant la diffusion des principes d'économie circulaire dans la coopération avec les fournisseurs du Groupe.

En 2016, 54 852 tonnes de déchets ont été valorisés (+ 8,3 % par rapport à 2015).

Optimisation de la durée et de la fin de vie des équipements

Le Groupe agit selon plusieurs axes complémentaires :

- optimiser la gestion des déchets et des équipements en fin de vie générés en interne, en mettant en place des filières de traitement adaptées à chaque catégorie de déchets et en assurant leur traçabilité ;
- collecter et traiter avec des partenaires externes agréés ou des filières collectives (lorsque existantes) les équipements électroniques usagés des clients.

Si, dans les pays européens, la mise en place de dispositifs adaptés est déjà largement entamée, l'émergence de nouveaux modèles d'économie circulaire passe notamment par le développement du recyclage, avec des dispositifs adaptés dans les pays où il n'existe pas encore de filières structurées pour le traitement des déchets.

Le Groupe a ainsi lancé au Sénégal une première réalisation pilote de recyclage portant sur 45,3 tonnes de DEEE issus du réseau permettant une optimisation financière et environnementale, ainsi que l'obtention d'une bonne traçabilité des différentes sous-parties (électroniques, métaux ferreux et non ferreux).

Une consultation est en cours au Mali pour sélectionner un prestataire de collecte et traitement des DEEE.

Redonner une seconde vie aux équipements

Pour limiter l'impact des déchets électroniques sur l'environnement, le groupe Orange s'efforce de donner une seconde vie aux équipements

usagés ou d'assurer leur démantèlement et leur recyclage dans le respect des normes environnementales en vigueur.

Orange a ainsi mené une étude avec Sagemcom pour l'utilisation des plastiques issus des *Livebox 3* afin de fabriquer de nouvelles coques.

Orange s'est également engagé à collecter 30 % des mobiles usagés de ses clients en Europe d'ici 2020. En 2016, le taux de collecte est passé à 15,3 %, en augmentation de 9 % par rapport à 2015. Cette hausse est due en particulier à de très bonnes performances en Roumanie et en France où les taux de collecte sont respectivement de 34 % et de 19 %.

1,8 million de mobiles ont été collectés en 2016, soit un total de 9,7 millions depuis 2010.

Depuis 2010, Orange s'est associé à Emmaüs International et aux Ateliers du bocage, une entreprise du secteur de l'emploi social et solidaire, pour ouvrir des ateliers de collecte des déchets de mobiles en Afrique. En l'absence de filières de recyclage locales performantes, les déchets collectés sont massifiés puis renvoyés en France pour y être recyclés selon les normes environnementales européennes. Ouverts dans cinq pays (Burkina Faso, Bénin, Niger, Cameroun et Côte d'Ivoire) ces ateliers ont permis la création de 30 emplois locaux et la collecte et le recyclage de 250 tonnes de déchets de mobiles depuis 2010.

5.6.2.4 Utilisation durable des ressources

Afin d'évaluer de façon plus précise ses impacts sur la biodiversité, Orange a réalisé en 2013 une évaluation des risques liés à ses principaux métiers (réseaux, activités tertiaires, transport) et des opportunités associées à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Cette étude, menée selon la méthodologie du WBCSD (*World Business Council for Sustainable Development*) montre que de manière générale, les impacts du Groupe sont faibles. L'impact principal est lié aux émissions de CO₂ responsables du changement climatique, une des principales causes d'atteinte à la biodiversité.

Écoconception des produits et services

Orange œuvre à réduire l'impact sur l'environnement tout au long de leur cycle de vie des produits et des services commercialisés à ses clients. Cela passe notamment par le développement de processus d'écoconception des produits et des services.

Orange a appliqué ce principe à la nouvelle *Livebox 4* : un *design* plus compact, un emballage en carton issu de forêts gérées durablement, qui ne dépasse pas un tiers du poids du produit, pour limiter les matériaux d'emballage et optimiser le transport, et des encres végétales. Pour ce projet, Orange a été récompensé lors des Mariannes d'Or du développement durable.

En matière d'écoconception logicielle, Orange a mené des audits énergétiques sur quatre applications : Orange Football Club et Mon Réseau, *Orange Travel*, Orange Money. Les recommandations ont été mises en place sur *Orange Travel*.

L'utilisation de ressources rares et critiques

Au-delà de son engagement éco-citoyen, le Groupe est conscient que la préservation de la biodiversité est une condition essentielle pour assurer la pérennité de ses activités sur le long terme. Depuis 2011, Orange a engagé une démarche visant à prendre en compte les enjeux liés aux ressources rares et critiques entrant dans la composition des produits du Groupe. Une base de données actualisée régulièrement, avec des fiches sur chaque matériau, sert de base aux analyses de risque et à la recherche de ressources de substitution. Des échanges sont menés avec les fournisseurs pour les inciter à limiter l'usage de ces ressources en favorisant la substitution et l'utilisation de ressources recyclées.

Orange a la conviction que l'enjeu dépasse le cadre de sa propre politique RSE et représente une opportunité majeure de création d'emplois pérennes et de préservation de l'environnement. C'est pourquoi le Groupe a engagé des discussions avec des industriels de différents secteurs et les pouvoirs publics afin de soutenir le développement de filières performantes pour exploiter les vastes gisements de ressources rares contenus dans les DEEE – de véritables « mines urbaines », qui pourraient renfermer jusqu'à 40 fois plus de minerais extractibles que le sous-sol de la terre. Outre son intérêt économique, le recyclage des ressources rares présentes dans les équipements électroniques permettrait aussi une meilleure préservation des écosystèmes, l'extraction des métaux rares étant une activité particulièrement destructive pour la biodiversité.

5.6.2.5 Autres impacts sur l'environnement

Impact sur la faune et la flore

Le Groupe considère que les TIC peuvent contribuer à la protection de la diversité. Orange participe ainsi à des études sur la biodiversité, notamment dans le cadre d'un partenariat avec le CREA (Centre de recherche sur les écosystèmes d'altitude), par lequel Orange met à disposition du CREA ses antennes installées en haute montagne et les équipes de capteurs permettant de récolter des informations relatives aux températures dans le Mont Blanc. Il contribue au traitement et à la présentation des données en direction de la Communauté scientifique et du Grand Public. En complément, des salariés bénévoles, en plus d'assurer la maintenance des équipements dédiés à cette étude, collectent des données directement auprès de la population via des questionnaires et collaborent aux observations participatives de la faune et de la flore des Alpes.

Un autre exemple concerne les actions d'Orange Marine pour limiter l'impact environnemental de ses navires.

- des rejets limités : les rejets même autorisés des déchets sont restreints. Les ordures sont gardées à bord pour être détruites une fois le navire revenu à quai. Le rejet des eaux de ballast, qui peuvent contenir des organismes susceptibles d'envahir et de détruire d'autres écosystèmes ailleurs sur la planète, fait l'objet d'une haute supervision ;
- un accompagnement des clients : lors du tracé du câble pour un client, Orange Marine l'aide à sélectionner les routes les plus favorables pour préserver la faune et la flore sous-marine, et applique les procédés les plus adaptés pour protéger la faune et la flore maritime ;
- des équipements mieux adaptés : la flotte d'Orange Marine est équipée du système de localisation REPCET créé par l'association Souffleurs d'Écume, pour limiter les risques de collisions entre navires et cétacés en Méditerranée ;

- une contribution à la protection des animaux marins : ainsi le navire René Descartes a embarqué des observateurs de mammifères marins pour assurer la surveillance de la très forte population locale de phoques lors de ses opérations. Pour les 40 points d'atterrissage de câbles, il a fallu composer à la fois avec les zones de protection des lieux de reproduction des phoques et en même temps avec les déplacements de ces concentrations d'animaux.

Utilisation des sols

Le Groupe n'étend pas son emprise sur les sols, sauf pour les bâtiments dans lesquels il exerce ses activités (bureaux et *datacenters*).

La prise en compte des nuisances spécifiques aux activités d'opérateur de télécommunication

Les antennes relais de radiotéléphonie mobile peuvent parfois choquer visuellement. Dans un certain nombre de pays (France, Égypte...), le Groupe procède à l'intégration environnementale et paysagère d'un certain nombre d'entre elles, en les adaptant au style et au contexte local (mise en peinture, intégration aux bâtiments...). L'activité du Groupe ne génère pas de nuisances sonores.

Consommation de papier

Orange met en œuvre depuis plusieurs années des actions visant à réduire sa consommation de papier ou à utiliser du papier FSC et/ou recyclé.

Ainsi en France, 86 % de la documentation commerciale et du papier à usage interne est imprimé sur du papier FSC et/ou recyclé.

Consommation d'eau

En ce qui concerne l'eau, les principaux postes de consommation au niveau du groupe Orange sont les fontaines à eau, les sanitaires, les restaurants d'entreprise et les systèmes d'humidification des *datacenters*.

Rejets dans l'air, le sol, l'eau

À l'exception des émissions de CO₂, les seuls autres rejets concernent les substances (HCFC) utilisées dans les systèmes de refroidissement et libérées dans l'atmosphère. Les HCFC sont remplacés par les HFC quand cela est possible et des systèmes d'optimisation du conditionnement d'air permettant de réduire l'utilisation des climatiseurs sont mis en place, comme la ventilation optimisée, et la ventilation naturelle (*free-cooling*).

Gaspillage alimentaire

Au vu des activités du groupe Orange, cette thématique ne paraît pas pertinente. Orange étudie néanmoins s'il y a lieu de l'intégrer dans ses actions, et de quelle manière.

5.6.2.6 Chiffres clés sur les impacts liés aux activités du Groupe

Performance environnementale (énergie)	Unités	2016			Rappel 2015	Rappel 2014
		France ⁽¹⁾	Reste du monde	Valeurs Groupe	Valeurs Groupe	Valeurs Groupe
Installations à risques						
Cuves à Fioul	unités	1 888	3 262	5 150	5 615	7 618
Consommation d'énergie – Scope 1						
Fioul (tous bâtiments, tout usage)	m³	12 997	55 222	68 219	69 348	67 296
Gaz	m³	14 625 291	5 611 936	20 237 227	17 456 425	17 178 810
Charbon	tonnes	Na	52	52	81	14
Essence-GPL véhicules société	litres	54 714	3 909 155	3 963 869	2 921 972	3 409 907
Diesel véhicules société	litres	22 530 400	10 039 008	32 569 408	36 967 936	40 035 292
Total énergie Scope 1	GWh	530	835	✓✓ 1 365	1 384	1 391
Émissions de CO ₂ fuel-gaz-charbon	tonnes CO ₂	64 090	158 956	223 045	220 595	214 183
Émissions de CO ₂ dues aux véhicules	tonnes CO ₂	62 089	36 911	99 000	108 616	118 213
Émissions de CO ₂ du Scope 1 (énergie seule)	tonnes CO ₂	126 179	195 867	322 045	329 211	332 395
Émissions de CO ₂ des GES (fluides frigorigènes)	tonnes eqCO ₂	1 771	3 745	5 516	12 895	16 728
CO ₂ non émis grâce à projets de compensation	tonnes eqCO ₂	-	(2 185)	(2 185)	(2 145)	(2 153)
Émissions de CO₂ du Scope 1	tonnes CO₂	127 950	197 427	✓✓ 325 376	339 961	346 970
Consommation d'énergie – Scope 2						
Électrique	GWh	2 503	2 020	✓✓ 4 523	4 452	4 229
dont énergie verte	GWh	-	451	451	404	408
Émissions de CO₂ du Scope 2	tonnes CO₂	172 719	921 372	✓✓ 1 094 090	1 078 491	1 046 312
Total CO₂ (Scope 1 + Scope 2)	tonnes CO₂	300 668	1 118 798	1 419 466	1 418 453	1 393 282
Consommation d'énergie – Scope 3						
Distances parcourues en avion	km	172 519 284	81 135 709	253 654 993	230 926 102	225 591 784
Distances parcourues en train	km	95 008 892	11 451 446	106 460 338	102 515 949	98 059 490
Émissions de CO₂ du Scope 3	tonnes CO₂	31 956	15 561	✓✓ 47 517	43 289	42 315
Total CO₂ émis (Scope 1 + 2 + 3)	tonnes CO₂	332 624	1 134 359	✓✓ 1 466 983	1 461 742	1 435 597
Performance environnementale (déchets)						
Eau consommée	m³	1 031 116	495 536	1 526 652	2 002 402	1 896 733
Papier et carton : usage interne (bureau) et externe (marketing, facturation, annuaires, emballages...)	tonnes	7 109	2 016	9 126	10 607	8 786
Déchets internes produits évacués						
DEEE internes (réseau et tertiaires)	tonnes	1 719	492	2 210	1 713	3 022
Taux de valorisation	%	81,8 %	98,3 %	85,4 %	73 %	93 %
Poteaux métalliques	tonnes	1 232	19	1 251	1 303	1 342
Taux de valorisation	%	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %	100 %
Poteaux bois	tonnes	17 583	104	17 687	15 875	16 821
Taux de valorisation	%	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %	100 %
Câbles	tonnes	24 278	242	24 519	23 034	26 217
Taux de valorisation	%	86,2 %	95,8 %	86,3 %	85 %	86 %
Batteries	tonnes	1 086	695	1 781	2 288	1 863
Taux de valorisation	%	74,4 %	99,3 %	84,1 %	81 %	87 %
Papier carton	tonnes	2 836	320	3 157	3 296	2 960
Taux de valorisation	%	100,0 %	88,1 %	98,8 %	100 %	100 %
Autres déchets dangereux (PCB – cartouches imprimantes – tubes fluos inclus)	tonnes	241	13	254	422	528
Taux de valorisation	%	91,5 %	50,7 %	89,5 %	96 %	34 %
Autres déchets non dangereux	tonnes	9 641	1 023	10 664	10 270	11 607
Taux de valorisation	%	58,3 %	73,0 %	59,7 %	56 %	46 %
Total déchets internes évacués	tonnes	58 615	2 907	✓✓ 61 523	58 201	64 360
Taux de valorisation	%	86,4 %	88,1 %	86,5 %	85 %	83 %
Déchets clients DEEE collectés (piles et accus inclus)						
	tonnes	1 830	208	2 038	1 495	2 012
Taux de valorisation	%	87,0 %	23,0 %	80,7 %	82 %	82 %

Na : non applicable.

(1) Le périmètre France couvre Orange France, le siège du Groupe, Orange Marine et les entités d'Orange Business Services opérant sur le territoire.

✓✓ Éléments revu par KPMG : assurance raisonnable.

Note méthodologique

Des informations plus détaillées sur les engagements, les impacts et les performances sociales, sociétales et environnementales sont disponibles sur le site orange.com, rubrique Engagements/Responsabilité/Reporting. L'ensemble des indicateurs quantitatifs y sont également présentés.

Le détail des politiques et des actions menées est repris dans la page « Engagement », ainsi que dans les pages relatives aux trois axes de l'action RSE : « Confiance », « Développement », « Environnement ».

Période de reporting

Le rapport RSE 2016 couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

Périmètre et méthodologie de reporting

Les indicateurs ont été collectés, calculés et consolidés avec l'appui d'outils informatiques dédiés.

Le reporting RSE englobe les filiales consolidées selon les règles de consolidation financières (voir le détail des filiales couvertes dans la base de données RSE, sur le site orange.com, rubrique Engagements/Responsabilité/reporting sauf exception dûment mentionnée.

Le reporting environnemental de ce document s'effectue au moyen d'un système d'information extra-financier (Indicia). Seuls les pays consolidés selon les règles de consolidation financières dans le rapport annuel ont participé au reporting RSE.

En ce qui concerne l'évolution du périmètre de reporting 2016, par rapport à 2015, les modifications sont les suivantes : pays entrant : le Maroc, et Jazztel acquis par Orange Espagne ; pays sortant : aucun.

Le périmètre de reporting 2016 couvre en moyenne 99,6 % du chiffre d'affaires du Groupe ; le Burkina Faso, Sierra Leone et Liberia ne sont pas encore intégrés. Le taux de couverture, estimé en pourcentage du chiffre d'affaires des entités incluses dans le périmètre de reporting, est précisé pour chaque indicateur environnemental dans le tableau de données environnementales.

Le reporting est construit sur des campagnes de reporting trimestrielles pour les principaux indicateurs, sinon semestrielles ou annuelles pour les autres. Les valeurs du quatrième trimestre sont réelles ou, quand les données sont indisponibles à temps, estimées par les pays (à noter que les données des 11 grands pays du Groupe représentant 96,4 % du chiffre d'affaires ne sont pas estimées). Le reporting environnemental d'Orange France couvre les entités sous accord-cadre avec les prestataires et sous contrat avec les éco-organismes, représentant la grande majorité de ses impacts.

Les données présentées couvrent l'ensemble des activités et pays d'implantation du Groupe, sauf exception dûment mentionnée.

Le reporting d'Orange Business Services à l'international est limité à 11 pays (ou 117 sites) sur les 85 (hors France) où il intervient (l'Australie, le Brésil, la Suisse, l'Égypte, l'Allemagne, l'Inde, l'île Maurice, la Russie, Singapour, les États-Unis et le Royaume-Uni). Ces pays représentent 81 % des effectifs d'OBS International et 64 % de la surface occupée de ses bâtiments (en m²), hormis pour les deux indicateurs suivants :

- la consommation d'énergie électrique est reportée sur 257 sites de 45 pays, représentant 82 % de la surface occupée de ses bâtiments (en m²) hors France ;
- la consommation de carburant des véhicules de société est reportée sur sept pays représentant 66 % du nombre total de véhicules diesel et 51 % des véhicules essence, et extrapolée pour couvrir un total de 23 pays.

Énergie

Les consommations d'énergie des *datacenters* et des réseaux, partagées avec d'autres opérateurs, sont comptabilisées en partie ou en totalité, selon l'importance et la disponibilité de l'information. Les consommations des équipements mixtes en France (réseau et mobile) sont totalement affectées à l'indicateur couvrant les consommations des réseaux hors activité mobile.

Les consommations d'énergie des locaux – en particulier les boutiques – pour lesquels le groupe Orange ne paye pas de facture directe, ne sont pas reportées. La consommation d'énergie issue des centrales de chauffage urbain n'est pas comptabilisée du fait de la difficulté d'estimer les émissions de CO₂ associées.

Les consommations d'électricité de la Pologne sont calculées à partir d'un échantillonnage statistique des factures reçues au cours de l'exercice.

De la même manière, les consommations d'électricité du réseau d'Orange France sont fondées sur une part d'estimation.

La consommation d'énergie du réseau Orange Espagne est calculée sur la base des fichiers de facturation mensuels fournis par les sociétés d'approvisionnement d'électricité. La consommation d'énergie des *datacenters*, des bâtiments et des boutiques est calculée en utilisant un outil de contrôle en ligne contrôlant tous les systèmes des bâtiments, y compris l'informatique, la climatisation, l'onduleur et les redresseurs.

L'indicateur « consommation de fioul (tout bâtiment, tout usage) » regroupe les consommations (hors véhicules) de fioul domestique, de diesel et d'essence ainsi que les consommations de fioul lourd et de diesel des navires de la filiale Orange Marine.

Transport

Les données de transport en train et en avion proviennent en majorité de l'agence de voyage Groupe qui couvre plus de 80 % des kilomètres parcourus par les salariés. Les agences locales de voyages ayant fourni un reporting sont prises également en considération, ainsi que les voyages des familles des salariés expatriés.

Le facteur d'émission transport en avion « court courrier » du *GHG Protocol* (180 g CO₂/km passager) a été utilisé pour l'ensemble des vols (court, moyen et long-courriers).

Le facteur d'émission transport train est issu de la méthode « Bilan Carbone™ » lorsque ce dernier est disponible pour le pays correspondant. Dans les autres pays, un facteur standard de 100 g CO₂/km passager est utilisé.

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

Pour les émissions liées aux consommations d'électricité, les facteurs d'émission de l'IEA (*International Energy Agency*) dans sa version réactualisée de janvier 2015 ont été utilisés pour tous les pays, de 2006 à 2014. Les facteurs d'émission du *GHG Protocol* et de l'ADEME utilisés durant les années de reporting précédentes pour la France ont été remplacés par ceux de l'IEA.

Les facteurs d'émission utilisés pour les autres combustibles (gaz, fioul, charbon, essence, diesel et GPL) proviennent du *GHG Protocol*.

Émissions de fluides frigorigènes

Le reporting des émissions de fluides frigorigènes, prises en compte dans les émissions du Scope 1, n'est pas encore exhaustif ; même si ce poste d'émissions est négligeable (étude carbone 4 sur bilan Carbone), le Groupe travaille à l'amélioration du suivi de ces émissions.

Mobiles collectés

Le calcul du taux de mobile collectés prend en compte cinq flux de collecte : collecte éco-citoyenne, collecte des déchets mobiles en Afrique, offres de rachat Grand Public, offres de rachats en Entreprise et retours du service après-vente.

Le taux est calculé en divisant le nombre de terminaux mobiles collectés par le nombre de terminaux mobiles vendus par Orange au travers des canaux contrôlés.

Déchets électroniques collectés (e-déchets) auprès des clients

Les DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques) collectés auprès des clients particuliers correspondent aux DEEE (terminaux mobiles, terminaux fixes et multimédia) rapportés dans les points de vente, envoyés par courrier ou collectés par des prestataires pour le compte d'Orange.

Cet indicateur inclut les téléphones mobiles des salariés du Groupe. Il comprend les piles et accumulateurs faisant partie de l'équipement lorsque celui-ci est rapporté par un client, et les autres types de piles et d'accumulateurs collectés séparément dans les différents points de collecte.

En France, les DEEE provenant des clients entreprises (OBS France) ne sont pas comptabilisés dans cet indicateur mais dans l'indicateur DEEE interne (réseau)

Déchets évacués et déchets valorisés

Le *reporting* pour les déchets prend en compte les notions de déchets évacués (i.e. déchets qui ne sont plus stockés dans les locaux du Groupe ou sous son contrôle direct et confiés à un prestataire ou à un organisme externe avec ou sans transaction financière) et de déchets valorisés (i.e. déchets ayant fait l'objet d'une valorisation sous la forme de réemploi, recyclage, de valorisation matière ou énergétique). Ces notions s'appliquent pour les pays européens.

Pour les pays non européens, compte tenu de la mise en place progressive de filières structurées, les quantités de déchets valorisés concernent, de façon plus large, toutes les quantités de déchets évacuées et ayant été vendues.

Le *reporting* des indicateurs déchets n'est pas exhaustif pour les raisons suivantes : d'une part, en raison du travail continu d'identification et de pérennisation des filières de collecte et de traitement des déchets dans la zone MEA ; d'autre part, en raison de difficultés d'accès à la donnée dans le cadre de contrats d'externalisation de l'exploitation du réseau dans certains pays de la zone Europe.

Les déchets banals ne sont plus comptabilisés depuis 2012, à l'exception de la France pour laquelle en 2015 certains déchets banals qui ont été intégrés à des contrats-cadres ont été comptabilisés dans le *reporting* des autres déchets non dangereux.

Les déchets « néons », « PCB » (biphényles polychlorés), « cartouches d'imprimantes » sont inclus dans « autres déchets dangereux ».

Pour OBS, les déchets DEEE réutilisés sont comptabilisés comme valorisés. Également, des plans d'actions sont mis en œuvre pour renforcer l'exhaustivité du *reporting*.

En France, les déchets issus du programme de démantèlement des cabines téléphoniques sont comptabilisés dans les indicateurs suivants :

- « Autres Déchets Non Dangereux » : pour ce qui est de aluminium, l'inox, l'acier, les verres ;

- « DEEE réseau » pour ce qui est des DEEE.

Également, pour les déchets tertiaires et de réseaux hors DEEE clients, seuls les déchets pris en charge par un prestataire ayant signé un contrat-cadre avec le groupe Orange sont intégrés au *reporting* à l'exception des câbles et autres déchets dangereux (dont boues et eaux mazouteuses) d'Orange Marine et d'un nombre limité de déchets d'Orange Marine.

Différents prestataires spécifiques interviennent selon le type de déchet concerné (câbles en cuivre, papier, équipements de réseaux, batteries, poteaux bois, etc.). Une attention particulière est portée aux poteaux bois afin d'interdire leur réemploi, compte tenu des restrictions réglementaires, et d'assurer leur élimination de manière adéquate.

Pour les sites sous contrat de location, les déchets ménagers ou assimilés ne sont pas reportés, la gestion étant assurée par le bailleur.

Eau

En ce qui concerne l'eau, les principaux postes de consommation au niveau du groupe Orange sont les fontaines à eau, les sanitaires, les restaurants d'entreprise et les systèmes d'humidification des *datacenters*. Les restaurants d'entreprise sont du ressort exclusif des Comités d'Entreprises et ne sont pas dans le périmètre du groupe Orange, sous peine de délits d'ingérence.

À la suite d'une évaluation des volumes concernés, le Groupe estime que ceux-ci ne sont pas suffisamment significatifs pour qu'il soit judicieux de mettre en place un processus contraignant et vérifiable de collecte et de consolidation de données concernant les consommations d'eau.

La diminution constatée en 2016 par rapport aux exercices précédents provient d'un *reporting* incomplet de certains pays.

Système de management environnemental

Le KPI « Taux de certification ISO 14001 Groupe » est le ratio de l'énergie électrique consommée par le périmètre certifié ISO 14001 sur le total de l'énergie électrique consommée par le Groupe.

Il se calcule sur le périmètre des organisations consolidées par le Groupe. Pour la France, du fait de l'existence de certifications de processus pour lesquelles une énergie consommée n'a pas de sens, combinées avec les certifications de sites, un mode de calcul particulier est utilisé :

- somme des effectifs travaillant sur le périmètre certifié, divisé par le total des effectifs France pour obtenir un ratio ;
- ratio appliqué au total énergie électrique consommée en France (hors Orange Marine), permettant l'obtention d'une énergie « équivalente » qui est agrégée avec celles obtenues pour les autres organisations du Groupe.

Cette valeur d'énergie électrique équivalente est agrégée avec celle d'Orange Marine (totalement certifié) puis avec celles des autres périmètres certifiés dans les autres organisations du Groupe ; l'ensemble est ensuite divisé par la consommation totale d'énergie électrique du Groupe pour fournir le KPI.

5.6.3 Engagements sociétaux

5.6.3.1 Prévention de la corruption

Adoptée en 2003, la Charte de déontologie du Groupe expose les principes d'action du Groupe. Orange a par ailleurs renforcé son approche en matière de prévention de la corruption avec un programme de prévention qui a été mis en œuvre dès le début de 2013. Pour en savoir plus, voir la section 5.4 *Cadre de maîtrise de l'activité et des risques*.

5.6.3.2 Respect des droits humains

Orange a été l'une des premières entreprises à signer le Pacte mondial des Nations Unies en 2000, affirmant ainsi son engagement à respecter et promouvoir les droits humains fondamentaux dans ses activités et dans sa sphère d'influence. Le respect des principes fondamentaux énoncés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'Organisation internationale du travail figure explicitement dans la Charte de déontologie du Groupe. En 2006, Orange a donné à son engagement une nouvelle ampleur en signant un accord mondial avec l'Alliance syndicale mondiale UNI. Par cet accord, Orange réaffirme avec force sa volonté de respecter les droits humains fondamentaux, à la fois sur le plan interne et dans ses relations avec ses fournisseurs et sous-traitants.

En 2011, le Groupe a formalisé une doctrine interne rappelant explicitement les engagements pris en matière de respect des droits humains et déclinant les principes à respecter dans trois domaines complémentaires : les ressources humaines, les achats responsables et les affaires plus sectorielles. Depuis 2012, Orange fait établir par Verisk Maplecroft, un cabinet externe spécialisé, une évaluation des lignes directrices afin de lui permettre d'évaluer ses impacts et une adaptation prenant en compte des données propres à Orange pour une analyse et des index sur mesure dans chaque pays où Orange est opérateur de télécommunications.

En parallèle, Orange a continué à s'impliquer fortement dans la promotion des droits humains dans le secteur des TIC, notamment au sein de l'organisation *Telecommunication Industry Dialogue* (TID) qui regroupe huit opérateurs de télécommunication internationaux. Orange est membre du *Board* de l'*Industry Dialogue* qui se réunit tous les trois mois en présentiel pour échanger sur les bonnes pratiques et déployer les dix principes élaborés par TID sur le respect des droits de l'homme. Ces principes directeurs abordent des questions relatives à la vie privée et à la liberté d'expression dans le cadre du secteur des télécommunications. Ils portent plus particulièrement sur les interactions et les limites existant entre le devoir d'un gouvernement de protéger les droits de l'homme et la responsabilité des entreprises de télécommunications en matière de respect de ces derniers. Signés en mars 2013, ils posent un cadre commun au niveau du Groupe pour l'élaboration de politiques et de processus relatifs à la liberté d'expression et au respect de la vie privée dans le secteur des TIC. Orange rend compte chaque année sur son site web de la manière dont le Groupe applique ces principes.

Outre ces travaux, l'*Industry Dialogue* a engagé un dialogue poussé avec la *Global Network Initiative* (GNI) une plateforme multi-parties prenantes, incluant les opérateurs Internet, des ONG, des universitaires et des investisseurs socialement responsables, pour faire progresser la diffusion de ces principes et développer de nouveaux outils favorisant leur mise en œuvre. 2016 a été l'année de la fusion entre TID et la GNI.

Par le biais de *Telecommunication Industry Dialogue* et de la GNI, Orange a participé à de nombreux groupes de travail et forums pour soutenir les principes ci-dessus, et a ainsi notamment participé aux débats du Conseil de l'Europe (47 pays), et discuté avec David Kaye, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression et d'opinion, pour définir le rôle des entreprises et celui des gouvernements.

En France, Orange a participé activement, en tant que co-rapporteur, à la Plateforme RSE (dépendant du Premier ministre), pour l'élaboration du plan national d'action français de mise en application des principes directeurs des Nations Unies en matière de droits humains.

5.6.3.3 Le dialogue avec les parties prenantes, au cœur de la démarche RSE du Groupe

L'écoute et l'intégration des attentes des parties prenantes constituent une base de la politique RSE d'Orange, en accord avec les principes d'inclusion, de matérialité, et de réactivité de la norme AA1000 et les lignes directrices sur la responsabilité sociétale définies par la norme ISO 26000.

Pour Orange, un dialogue structuré et régulier avec les acteurs concernés par le fonctionnement de l'entreprise – employés, clients, fournisseurs, actionnaires, autorités publiques, société civile... – répond à trois objectifs :

- assurer la cohérence des projets RSE du Groupe avec les priorités des parties prenantes ;
- cartographier les risques et les opportunités liés aux enjeux sociétaux et environnementaux et aux besoins des pays dans lesquels Orange exerce ses activités ;
- identifier des opportunités d'innovation ouvrant de nouvelles perspectives de croissance pour Orange tout en soutenant le développement économique et social des pays.

Pour les parties prenantes, ce dialogue est l'occasion de faire valoir leurs attentes les plus fortes et d'inscrire ces échanges dans le long terme.

Cette approche est mise en œuvre tant au niveau du Groupe et de ses métiers, pour assurer la cohérence des politiques globales, qu'à l'échelle des pays qui sont au contact le plus immédiat des enjeux et des acteurs locaux. À cet effet, le Groupe a développé depuis plusieurs années un outil méthodologique et l'a adapté aux spécificités de la zone Europe et de la zone MEA. Cet outil a été mis en œuvre dans la quasi-totalité des pays du Groupe. À fin 2016, 46 dialogues ont été menés dans 20 pays, certains pays ayant lancé un second dialogue (France, Roumanie, Niger, Jordanie, Sénégal). Seuls l'Égypte, le Maroc, Maurice, la Slovaquie, et les filiales nouvellement acquises n'en ont pas encore mené, et devraient le faire d'ici 2018.

Des dialogues par thèmes ont également été menés, comme le dialogue Femmes et TIC. Après les deux premiers dialogues qui se sont déroulés au Niger et au Sénégal, un troisième dialogue *mWomen* est prévu en Guinée Conakry. Ou encore le dialogue Santé mené au Sénégal (décembre 2016), en zone urbaine et rurale, auprès de professionnels de santé du secteur public et privé, des autorités, et de patients, et qui a montré de fortes attentes en matière de services de diagnostic et suivi médical à distance, et de formation du personnel médical.

Enfin, au niveau du Groupe, certains enjeux revêtant un caractère transverse et particulièrement investi par le Groupe font l'objet d'une démarche tant globale et que multi-locale. Ainsi, un premier dialogue Groupe sur la diversité et l'égalité professionnelle a été mené dans six pays : France (cinq régions), Sénégal, Jordanie, Roumanie, OBS Russie, OBS Inde ; et ce en associant des parties prenantes internes (plus de 700 salariés) et externes (plus de 120), avec une forte utilisation du digital, notamment lors d'un chat vidéo interactif international avec des membres du Comité exécutif et les salariés, le 8 mars 2016. La restitution globale a eu lieu le 4 juillet, associant l'ensemble des parties prenantes.

Le 6 décembre 2016, Orange s'est vu remettre par la société Diversity Conseil le Grand prix intitulé « Prix 2016 de la Diversité » pour sa politique globale Diversité et tout particulièrement pour la mise en œuvre de ce dialogue « parties prenantes ».

Un autre dialogue Groupe a eu lieu sur le thème de l'économie circulaire : mené pendant la COP22 sous forme d'un chat vidéo interactif avec des membres du Comité exécutif et de la Fondation Ellen MacArthur (plus de 600 participants de 26 pays connectés – 70 % de parties prenantes externes, 30 % de salariés), d'un « Café numérique » lancé en France auprès de la société civile, d'entretiens en face à face auprès d'acteurs stratégiques en interne et externe et d'ateliers associant experts et salariés. La restitution aura lieu au premier semestre 2017.

Orange veut également ouvrir le débat sur les changements apportés par les nouvelles technologies dans la vie quotidienne, et donner des clés permettant à chacun de prendre la main sur sa vie digitale : tels sont les objectifs visés par le *Digital Society Forum* (DSF). Lancé en avril 2013 sous l'impulsion d'Orange en partenariat avec *Psychologies Magazine* et la Fondation Internet nouvelle génération (FING), cet outil d'échange collaboratif favorise la mise en place d'un dialogue ouvert sur les enjeux sociétaux liés aux nouvelles technologies. Au travers de différents types de rencontres (tables rondes, ateliers collaboratifs, événements en ligne), des sociologues, psychologues, chercheurs et acteurs du monde du numérique se penchent ensemble sur l'impact des technologies dans notre quotidien et partagent leurs visions avec celle du Grand Public.

Ainsi, en 2016 ont été lancés deux nouveaux forums : « Numérique et emploi » et « Nouvelles citoyennetés à l'heure numérique ». Au total 11 forums ont été lancés depuis 2013 et ils sont régulièrement actualisés et suivis, notamment au travers d'ateliers et de rencontres (plus de 50 ateliers en France, participation aux événements comme *Digital Forum Impact Maroc*, *Changer d'ère*, *World Forum Lille*, *Forum Avignon*, *Forum annuel de Grenoble École de management*) ou d'articles. La communauté du DSF a doublé en 2016, passant à plus de 8 000 personnes⁽¹⁾.

L'internationalisation du *Digital Society Forum* est un axe de développement important. Ainsi, au Sénégal a eu lieu le premier atelier avec comme lancement un grand événement le 1^{er} décembre à Dakar sur le thème « numérique et emploi ». S'en suivront des ateliers dans tout le pays.

5.6.3.4 Sous-traitance et fournisseurs

Les principes d'achats responsables d'Orange

Orange met en œuvre depuis plusieurs années une politique d'achats responsables visant à inscrire les principes de responsabilité sociale dans ses relations avec les fournisseurs en renforçant la maîtrise des risques sociaux et environnementaux.

Actualisée fin 2013, cette politique disponible sur le site orange.com, rubrique Engagements/Responsabilité/Confiance/Achats-responsables/s'articule autour de deux axes :

- agir comme donneur d'ordre responsable, en déclinant les principes RSE dans la gouvernance et les processus internes des achats et de la logistique et en contribuant par ses achats au développement territorial et à l'emploi local ;
- engager ses fournisseurs et sous-traitants à atteindre ses standards RSE et à les décliner dans leur propre filière d'achats.

Orange, donneur d'ordre responsable

Pour être reconnu comme un donneur d'ordre responsable, Orange a fortement renforcé la gouvernance RSE de ses achats et de sa chaîne logistique, avec la mise en œuvre d'un plan d'action RSE global visant à favoriser l'appropriation des engagements RSE par les différentes parties prenantes des achats et leur application dans les processus métiers concernés. L'ensemble de ces principes a

également été repris dans le cadre de BuyIn. Orange a ainsi renforcé la connaissance des fournisseurs notamment en matière de lutte active contre la corruption (identification des catégories d'achat à risque de fraude ou corruption, « *due diligence process* »...). Orange a également mis à disposition des filiales en zones MEA et Europe une plateforme web pour leur permettre d'évaluer la performance de leurs fournisseurs locaux. Les achats contribuent également aux objectifs de réduction des impacts environnementaux du Groupe par exemple avec le reconditionnement des *Livebox 2* usagées pour MEA (30 000 *Livebox 2* envoyées en Côte d'Ivoire et au Sénégal), ou la finalisation avec Sagem du projet de production de pièces détachées à base du plastique recyclé récupéré des coques de *Livebox* et *Set-top box*.

Agir en donneur d'ordre responsable, c'est aussi prendre acte de l'influence majeure qu'une grande entreprise comme Orange peut avoir sur le développement du tissu économique local. Le Groupe s'est notamment engagé à favoriser l'accès des PME à ses appels d'offres, et à les accompagner dans leur développement en signant la charte des entreprises à participations publiques en faveur de l'émergence et du développement des PME innovantes. Le Groupe soutient également de façon active le développement des entreprises du secteur adapté et protégé, avec un engagement de recourir pour au moins 15 millions d'euros d'achats par an à ce secteur. À fin 2016, le montant s'est élevé à 17 millions d'euros.

Orange est labellisé en France « relations fournisseur responsables ». Ce label d'État a été créé en 2012 pour distinguer les entreprises signataires de la Charte des relations fournisseur responsables, et démontrer leur bonne conduite en faveur de relations équilibrées et pérennes avec leurs fournisseurs. Pour Orange, l'adhésion des sous-traitants aux principes et engagements définis dans la Charte est un des axes majeurs de la mise en place de la RSE en France. Orange accompagne ainsi 230 *start-ups* et PME innovantes, identifiées en 2016 pour un volume d'achat de 135 millions d'euros (dont 107 millions d'euros en France) et au travers des programmes d'*open innovation* et d'engagements divers tels que la contribution active à la Frenchtech, ou l'Alliance pour l'Innovation Ouverte.

Orange poursuit sa politique d'affacturage collaboratif. Ce dispositif, principalement mis en place pour les PME et TPE sous contrats avec Orange, permet aux fournisseurs qui auraient des besoins de trésorerie, de se faire payer leurs factures plus rapidement que ce qui est prévu par les conditions contractuelles, avec un taux d'affacturage particulièrement préférentiel. Cette initiative avait d'ailleurs été récompensée en 2015 par le prix « des délais de paiement » remis par l'observatoire des délais de paiement.

Promotion des standards de la RSE dans la chaîne de sous-traitance

Afin de promouvoir les standards de la RSE auprès des fournisseurs et des sous-traitants, Orange les sélectionne à travers un processus structuré en sept étapes. Ce processus inclut une évaluation des fournisseurs au moment de leur référencement, mais aussi tout au long de la durée de vie du contrat. Cette évaluation tient compte, en plus des aspects innovation, qualité, délais, et coûts :

- du strict respect des lois et des réglementations applicables ;
- du respect des règles de confidentialité, de loyauté, d'anti-corruption et de sous-traitance ;
- de l'existence d'engagements et de principes d'action clairement formalisés ;
- des critères environnementaux, sociaux, et sociétaux, adaptés à chaque typologie d'achats.

Tous les contrats d'achat Groupe et une part croissante des contrats locaux intègrent une clause spécifique précisant les exigences d'Orange dans les différents domaines couverts par la RSE. Par ailleurs, un processus d'évaluation des fournisseurs est réalisé sur une base documentaire, soit via un questionnaire établi par Orange,

(1) Ce chiffre a été obtenu en cumulant les membres des communautés Facebook, Twitter, et Internet, ainsi que les participants aux ateliers, et en enlevant les doublons.

soit *via* une société spécialisée dans les achats responsables (EcoVadis). Un dispositif de mise sous surveillance et d'alerte des différents types de risques en matière d'achats et d'approvisionnement a été mis en place pour les fournisseurs considérés comme clés ou stratégiques pour l'entreprise, dont la défaillance pourrait avoir des conséquences importantes sur l'activité du Groupe.

Orange souhaite également intensifier le dialogue avec ses fournisseurs, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une organisation sectorielle, la JAC (voir paragraphe suivant). En juin s'est tenue la seconde édition du forum RSE Fournisseur initiée par Orange, sur le thème « La RSE, un moteur de création de valeur » (109 participants). Cet événement a rassemblé les principaux fournisseurs d'Orange et de Buyln, ainsi que d'autres opérateurs de la JAC.

La JAC (Joint Audit Cooperation)

Cofondée en 2010 par Orange, Deutsche Telekom et Telecom Italia, la *Joint Audit Cooperation* (JAC) est une association d'opérateurs des télécommunications (13 à ce jour), regroupés pour contrôler, évaluer et développer la mise en œuvre de principes RSE par les fournisseurs mondiaux du secteur des TIC.

Elle déploie un programme coordonné d'audits sur sites dans le domaine de la RSE fondés sur la vérification, l'évaluation et le développement d'une méthodologie commune. Des audits permettent d'évaluer l'état de conformité des fournisseurs aux standards sociaux et environnementaux (SA 8000, ISO 14001...) et d'établir des plans d'action correctifs, quand cela est nécessaire.

Des principes directeurs (*guidelines*) élaborés par la JAC ont pour objectif de faciliter la connaissance par les fournisseurs des attentes RSE communes, et de fournir un support dans leur mise en œuvre tout au long du processus d'audit et de suivi.

Chaque membre a la responsabilité, pour le compte des autres membres et à ses frais, de dérouler un processus complet d'audit des fournisseurs de son portefeuille. 69 audits ont été réalisés en 2016, sur des sites totalisant 70 000 employés. Depuis 2010, la JAC a mené 278 audits sur 173 sites totalisant 743 000 employés. 78 % des 1 777 cas identifiés de non conformité ont été clôturés, notamment après la mise en place de plans d'action correctifs.

Il est particulièrement notable que 67 % des audits concernent des fournisseurs de rang 2 et rang 3 (+20 % par rapport à 2015).

Afin de renforcer l'impact des audits, la JAC a lancé en 2016 un pilote d'audit *via smartphone*. Cette méthode inédite, menée en complément des audits classiques, recueille anonymement et en toute transparence les témoignages des salariés sur différents items (salaires, discrimination, travail des enfants, etc.). 4 800 réponses ont été obtenues.

Dans le cadre de la JAC se tient depuis plusieurs années un forum en Chine, avec les acteurs de l'industrie (fournisseurs et sous-traitants), des ONG (IPE, ICO), des institutions (université de Nanjing, *Global Compact*), des cabinets d'audit et d'autres opérateurs télécom. En janvier 2016 le thème abordé était « Comment la durabilité peut avoir un impact favorable sur la croissance économique de l'entreprise ? » (115 participants). En janvier 2017, le forum a porté sur le thème de l'échange de bonnes pratiques, des outils et des défis pour une chaîne de sous-traitance responsable (133 participants incluant des opérateurs et des équipementiers des télécommunications, des universitaires, des ONG). Une retransmission en direct a eu lieu pour la première fois avec près de 1 400 connections.

5.6.3.5 Orange, au service du développement socio-économique

Les technologies numériques changent le monde et contribuent au développement des sociétés, à tel point qu'elles peuvent être assimilées à un besoin fondamental. L'expérience démontre en effet combien le numérique, en Afrique tout particulièrement, peut accélérer le développement socio-économique et culturel d'un pays. Fournir l'accès au plus grand nombre, déployer des services numériques essentiels et adaptés aux besoins de chacun, soutenir l'entrepre-

neurial et l'*open innovation* notamment en tant que levier d'innovation sociale sont les trois leviers de l'action d'Orange au service du développement des territoires.

Fournir l'accès au plus grand nombre

Pour apporter les bénéfices du monde numérique sur les territoires, et assurer une montée en débit pour tous, Orange a engagé un plan d'action ambitieux qui s'appuie notamment sur :

- le développement des infrastructures pour étendre la couverture des réseaux fixes et mobiles et déployer de nouvelles technologies (fibre, 4G) ;
- l'expansion du réseau de câbles sous-marins haut débit en fibre optique permettant d'améliorer la connectivité Internet des pays d'Afrique ainsi que du Moyen-Orient et du sous-continent indien.

Voir plus de détails dans la section 3.2.1 *Réseaux*.

Contre la fracture numérique liée au handicap ou à l'âge, Orange déploie depuis plusieurs années une stratégie de « conception pour tous ». Elle a notamment pour objectif d'adapter les produits et services aux besoins de ces populations, et de concevoir des produits spécifiques alliant innovation, simplicité et ergonomie, soit directement, soit en partenariat avec des *start-ups* dans une logique d'*open innovation*.

Quelques exemples d'offres et de produits répondant aux besoins des personnes handicapées et âgées : application mobile multi-profile handicap ; application mobile pour aider à la communication des Sourds et Malentendants (Roger Voice) ; *solution browser* pour mettre en accessibilité les sites Internet ; solution de maintien à domicile qui permet aux aidants familiaux de veiller sur des personnes âgées à distance ; poursuite de la mise en accessibilité des sites web ; diffusion du catalogue de produits spécifiques en France et Espagne ; informations sur le site *Bien Vivre le Digital* (France).

En parallèle, Orange a mené un inventaire des projets dédiés aux personnes âgées dans les filiales européennes afin de sélectionner les meilleures pratiques et de proposer un cadre commun incluant les seniors dans notre approche marketing en Europe. Ce cadre commun sera étudié avec des équipes de marketing de certains pays européens pour proposer des solutions pratiques et des plans d'action adaptés.

Développer des services essentiels innovants

Les TIC peuvent apporter des solutions dans tous les domaines, à condition que soient proposées aux usagers des offres adaptées à leur situation. Dans le cadre de sa démarche globale pour le développement, Orange conçoit des produits et services qui, dans chaque domaine, constituent le meilleur levier de progrès. Nous avons identifié plusieurs axes d'engagement : l'agriculture (*mAgri*), la santé, l'éducation, les services financiers, ainsi que le développement de services pour les femmes (*mWomen*).

mWomen

Le développement de services *mWomen* est un des champs d'action prioritaires en MEA. En 2016 plusieurs nouveaux services ont déjà été lancés, comme le partenariat entre Orange Sénégal et la *start-up* Sooretul, qui commercialise *via* une plateforme web des produits agricoles locaux transformés par des communautés de femmes. À fin 2016, 3 540 femmes ont été impliquées directement ou indirectement dans les structures agricoles, avec plus de 400 produits référencés.

Le partenariat avec BEL pour l'offre *Community* pour les vendeuses de rue des produits laitiers BEL, permet à ces femmes d'augmenter leur niveau de vie et de monter en compétences en matière d'hygiène et de conservation des produits. Ce type de projet permet de donner accès à des contenus de formation spécialisés et sans contrainte de coûts, et contribue ainsi à l'autonomisation des femmes. Ce projet intègre une solution d'épargne pour payer les frais de scolarité de leurs enfants.

Une application de planification familiale a également été lancée dans le cadre de la politique du gouvernement de la République démocratique du Congo. L'application permet de mieux maîtriser les dates importantes liées aux cycles féminins, et ainsi éviter un certain nombre de difficultés sociales : grossesses précoces, décès du fait des avortements clandestins, difficultés pour les mères de subvenir aux besoins de familles nombreuses ou pour les jeunes parents. Après trois mois de fonctionnement cette application a enregistré 43 197 utilisateurs actifs.

mAgri

Cinq ans après le lancement du premier service *mAgri* d'Orange, un cabinet externe a été mandaté pour mener une évaluation des services *mAgri* dans les six pays dans lesquels ce service a déjà été lancé (Niger, Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal, Madagascar, Égypte). La restitution de cette étude a permis d'inscrire *mAgri* dans l'approche globale positionnant Orange comme le partenaire de la transformation numérique et de faire de ce service un levier de croissance. La stratégie s'articulera en trois phases : ajustement de l'existant, intégration à l'offre globale et extension de gamme visant à terme un ROI positif.

En 2016, les lancements de *mAgri* se sont poursuivis : lancement de *mAgri* au Botswana, de *Sandji* au Mali (outil moderne d'aide à la décision, via SMS, développé pour aider les petits agriculteurs à planifier les activités agricoles, sur la base de prévisions pluviométriques à 48 h pour la zone spécifique de l'agriculteur, ainsi que des prévisions saisonnières), lancement de *Bashaier* en Égypte, premier réseau en ligne pour le marketing agricole, par la diffusion régulière aux abonnés, par SMS, des prix des fruits et légumes, et des plantes aromatiques et médicinales.

eSanté

En matière de santé, de nombreuses initiatives ont été lancées.

- Cameroun : *Activa Makala* est une solution d'assurance santé via Orange Money, qui apporte un soutien financier à l'assuré immobilisé pour dommages corporels entraînant une incapacité de minimum cinq jours.
- Égypte : *Be Healthy Be Mobile*, est proposé en partenariat avec l'OMS, l'UIT, l'agence des Nations Unies pour les TIC, afin d'améliorer la prévention des NCDs. Orange est impliqué de trois manières : campagne par SMS, sensibilisation du public par des spécialistes du diabète ; développement d'une application mobile pour les médecins permettant de détecter les risques de diabète et d'hypertension.
- Tunisie : lancement du projet de lutte contre le tabagisme, « m-cessation » : diffusion par SMS aux populations cibles de messages édités par le ministère de la Santé pour les aider dans leur sevrage tabagique (service gratuit).
- Côte d'Ivoire : lancement du projet « Riposte contre le VIH » avec ONUSIDA : envoi de SMS, de *quiz* et de sondages pour sensibiliser les patients sur la prise de traitements antirétroviraux. Une première phase pilote démarrée au second trimestre 2016 sur 1 000 patients gérés par trois ONG a donné des premiers retours très positifs.
- Mali et Sénégal : lancement d'un service de rappel de vaccinations. Au Sénégal, durant la première phase pilote, plus de 14 000 utilisateurs ont bénéficié gratuitement du service.

Ces services reposent en large partie sur l'offre de paiement par mobile, Orange Money, déployé dans 17 pays.

Accès à l'énergie

L'accès à l'électricité est un enjeu majeur pour le continent Africain où Orange peut jouer un rôle majeur en capitalisant sur sa marque, sa présence commerciale et ses actifs techniques et ainsi engager un axe de diversification dans ce domaine à forts enjeux business qui renforcera en outre la présence positive et participative du Groupe dans la zone.

Orange développe deux offres distinctes :

- développement de services de *Smart metering* : offre B2B destinée aux exploitants de réseaux de transport et de distribution de l'électricité (PowerCo) et permettant de mieux en gérer les opérations, la facturation et la supervision ;
- développement de l'électrification rurale pour offrir, en partenariat avec ENGIE, des solutions de production et distribution d'électricité dans les zones rurales et reculées qui n'ont pas accès à l'électricité nationale, par exemple sous la forme de simples kits solaires individuels. Les premiers pilotes ont été lancés en Côte d'Ivoire, au Cameroun, et au Sénégal à la fin 2016.

Soutenir l'entrepreneuriat

Le monde hyperconnecté permet aujourd'hui de s'ouvrir et de collaborer avec des talents de tous horizons pour être plus inventifs, efficaces et faire croître les capacités d'innovation au bénéfice du plus grand nombre. Convaincu qu'une démarche collaborative entre les différents acteurs de l'innovation (*start-ups*, grands groupes, investisseurs, universitaires, étudiants, pouvoirs publics, ONG, etc.) donnera lieu à plus de créativité, d'efficacité et d'impact économique, Orange fait en sorte de favoriser les synergies entre acteurs, en créant des écosystèmes de soutien et d'échanges et en diffusant les savoirs, dans une démarche d'*open innovation*. Orange s'investit dans la mise en place de dispositifs pour repérer, soutenir et promouvoir les talents du numérique.

Orange a diversifié son approche pour proposer des dispositifs d'accompagnement à chaque moment de la vie des *start ups* que la *start-up* ne soit encore qu'une idée (Repérer), qu'elle soit déjà créée (Soutenir), ou que déjà mature elle nécessite une efficacité accrue (Promouvoir).

Repérer

En 2016, deux nouveaux incubateurs ont ouvert leurs portes : CREATEAM au Mali et SABOUTECH en Guinée. Ils viennent compléter les précédents situés au Sénégal (CTIC), à l'Île Maurice (EBENE), et au Niger (CIPMEN).

Un programme multipartenaire d'incubation et d'accélération de *start-ups* de l'économie positive a été lancé en partenariat avec La Ruche, espace d'innovation sociale, fortement reconnu dans l'écosystème de l'économie sociale en France, le *Digital Impact Challenge*. Ce concours a pour ambition de détecter, promouvoir et soutenir les entrepreneurs qui développent des projets numériques pour répondre aux grands enjeux de nos territoires, en leur proposant un programme d'accompagnement d'excellence et multi-partenarial.

Soutenir

Le site « Entrepreneur Club » est un nouvel espace d'information en français et en anglais dédié aux créateurs d'entreprises d'Afrique et du Moyen-Orient. Il renseigne les entrepreneurs et les met en relation avec les différents dispositifs d'Orange qui soutiennent l'entrepreneuriat. Entrepreneur club propose également des informations pratiques et des outils nécessaires à la création d'entreprise.

Le partenariat avec La Ruche s'est renforcé, avec notamment l'intégration de La Ruche dans les structures d'*open innovation* d'Orange et du Technocentre.

Promouvoir

L'édition 2016 du Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique et au Moyen-Orient connaît un succès grandissant. Ce prix récompense les entrepreneurs proposant des produits ou des services qui s'appuient de façon innovante sur les TIC pour répondre aux besoins dans des domaines comme la santé, l'agriculture, l'éducation, l'énergie, l'industrie ou encore le commerce. L'appel à candidatures a récolté 750 projets innovants venant d'Afrique mais aussi – pour la première fois depuis la création du prix il y a six ans – du Moyen-Orient. Autre nouveauté, le Prix Orange de l'Entrepreneur Social s'est enrichi d'un Prix spécial Contenu Culturel.

Les trois lauréats reçoivent des bourses allant de 25 000 euros pour le premier prix à 5 000 euros pour le prix spécial culturel. Par ailleurs, les finalistes du Prix et celui du Prix spécial Contenu Culturel bénéficieront d'un accompagnement privilégié par l'ONG *Grow Movement* ainsi que par des experts d'Orange pour une durée de six mois. Orange finance aussi le dépôt d'un brevet pour le premier Prix.

Depuis 2011, plus de 3 500 projets ont été présentés. 95 % des *start-ups* lauréates depuis l'origine poursuivent encore leur croissance aujourd'hui.

5.6.3.6 Le mécénat et la Fondation Orange

Depuis sa création en 1987, la vocation de la Fondation Orange est de créer du lien entre les individus, en particulier de faciliter la communication pour ceux qui en sont exclus pour des raisons diverses, de santé, de handicap ou du fait de leur situation économique. La Fondation mène aujourd'hui des actions de mécénat dans les pays où le groupe Orange est présent. Un de ses axes principaux est de donner aux jeunes et aux femmes les clés du monde digital à travers cinq grands programmes d'éducation numérique : les *FabLabs Solidaires*, *Ensemble pour l'insertion des jeunes*, les *Maisons digitales*, les *Écoles numériques*, les *Villages Orange*.

Dans ce cadre, la Fondation a ouvert 60 *FabLabs Solidaires* (dont 38 en France) à fin 2016, dans 11 pays ; ces *FabLabs* sont des structures d'apprentissage innovantes et gratuites pour former et remotiver les jeunes défavorisés et en difficulté scolaire et les préparer aux métiers de demain.

500 *Écoles Numériques* existent à fin 2016, dans 12 pays. Elles offrent aux enfants des écoles reculées dépourvues de livres et d'Internet, un accès aux contenus éducatifs ; 130 000 élèves en bénéficient. 118 *Maisons digitales* ont été ouvertes, dont 48 en France, avec pour objectif de redonner une autonomie à des femmes grâce à une formation numérique.

Enfin, plus de 250 000 personnes ont bénéficié des infrastructures de 55 *Villages Orange* dans neuf pays : point d'eau, centre de santé et école pour les jeunes en Afrique.

5.6.3.7 Protection de la santé et de la sécurité des clients

Le monde numérique ouvre de multiples opportunités d'interactions mais est aussi vecteur de complexité. L'ambition d'Orange est d'être, parmi tous les opérateurs, celui qui offre à ses clients la meilleure expérience, en les accompagnants et en facilitant leur vie numérique à chaque étape de la relation.

Au-delà des exigences fondamentales de qualité de service, Orange doit aussi apporter des réponses claires et des solutions adaptées aux préoccupations croissantes en matière de protection des données personnelles, de protection des enfants ou d'ondes radio, pour permettre à chacun d'accéder aux bénéfices du monde numérique en toute confiance.

Communiquer en toute sérénité

Une politique de sécurité globale

Dans le cadre de sa politique de sécurité globale, le Groupe s'assure de la prise en compte des différents risques que le développement des usages d'Internet peut accroître dès la phase de conception des offres, et met en place des outils garantissant la sécurité des données et le respect de la vie privée de ses clients. Pilotée par la direction Sécurité Groupe, cette démarche est révisée régulièrement pour tenir compte de l'émergence de nouveaux risques.

Mise en place d'une gouvernance axée sur une gestion responsable et légitime des données clients

Le Groupe a lancé le programme international *Data Strategy & Governance*, avec comme objectif de définir les bonnes pratiques permettant de maximiser l'utilisation des données des clients pour les besoins de l'innovation, l'amélioration de l'expérience de nos clients, la lutte contre la fraude ou encore pour accroître la performance opérationnelle. Au cœur de ces pratiques, Orange pose les principes d'une utilisation légitime et responsable des données.

Ainsi, en intégrant dans sa culture, la protection par défaut dans tous les métiers, Orange anticipe dès maintenant le besoin croissant des clients à se sentir en confiance avec Orange. Orange développe ainsi une démarche au-delà de la conformité, et qui permet de donner aux clients des applicatifs simples pour contrôler et gérer les données qu'ils partagent avec Orange.

Participe enfin à cette démarche, la nomination d'un *data protection Officer* par le Comité exécutif, au niveau du Groupe, afin d'assurer un suivi et un accompagnement d'Orange dans la mise en œuvre de la protection des données.

Des solutions au service des clients

Au-delà des mesures internes mises en œuvre pour protéger la sécurité et la confidentialité des données, Orange propose à ses clients professionnels toute une gamme de solutions de sécurité permettant de faciliter les échanges électroniques tout en les protégeant de bout en bout, comme la sécurisation des postes de travail (PC) et des outils communicants, la gestion sécurisée de flottes de mobiles, la sécurisation de l'accès au réseau, la protection des ressources des entreprises face aux tentatives d'écoute ou de destruction d'informations, et la détection et anticipation des attaques.

Des conseils pratiques sont régulièrement dispensés aux clients pour les sensibiliser aux risques et promouvoir des usages sûrs et responsables permettant de protéger leurs données personnelles. Les particuliers et professionnels peuvent ainsi consulter le site d'Orange *Bien Vivre le Digital*. Pour les entreprises, le blog sécurité d'Orange Business Services offre une information très complète sur les problématiques de sécurité et permet aux experts d'échanger leurs expériences et leurs meilleures pratiques. Plusieurs articles et vidéos ont notamment été mis en ligne pour sensibiliser les internautes à un usage sûr des sites de réseaux sociaux.

Orange a lancé le badge de confiance en France sur six applications mobiles Orange et cinq applications partenaires. Le badge de confiance est une application permettant au client utilisateur d'applications mobiles sur *smartphone* de connaître les données qu'utilisent ces applications et d'en contrôler l'usage lorsque l'application le permet.

Accompagner les jeunes vers des usages sûrs et responsables

Une priorité d'Orange est de développer des pratiques sereines, responsables et créatives du numérique par les enfants. Cet engagement est soutenu par le programme *Better Internet for Kids* (un meilleur Internet pour les enfants) dont la vocation est de donner aux parents le pouvoir d'agir et d'offrir à leurs enfants le meilleur du numérique.

Ainsi Orange s'est donné pour objectif de développer des offres marketing qui répondent aux préoccupations des familles, de mettre en œuvre des initiatives d'accompagnement des parents et des enfants sur les usages sûrs du numérique, mais aussi d'accompagner le développement de pratiques qui favorisent la créativité, l'esprit entrepreneurial et l'éducation, avec en particulier la mise en place d'ateliers de codage sur l'ensemble des pays du Groupe.

Plus globalement, Orange travaille à la définition et à la mise en œuvre d'un cadre de marketing responsable quand les enfants sont ciblés en matière de nouvelles technologies dont celles de l'Internet des Objets.

Dans ce cadre, Orange a déployé plusieurs solutions ou sites à direction des parents ou des éducateurs. Ainsi :

- en France, le site des parents (espaceparents.fr) avec des pages thématiques, des guides pratiques et des paroles d'experts, ainsi qu'un forum de discussion pour favoriser l'échange entre parents autour des bons usages du numérique ;
- en Espagne, un service de conseil et formation en boutique sur les bons usages d'Internet, et une plateforme collaborative de *e-learning* destinée aux enseignants du primaire et secondaire ;
- en Pologne, une application de contrôle parental pour le *smartphone* et la tablette, une assistance en boutique pour les parents qui souhaitent recevoir des conseils sur les bons usages du numérique, ainsi que des cours en ligne.

Cadre du marketing responsable, les *guidelines* « offres pour les jeunes » ont été validées en juillet et diffusées à l'ensemble de la communauté marketing et RSE d'Orange afin de prendre en considération les usages sûrs et responsables des produits et services d'Orange par les enfants lors de la conception et la commercialisation des offres. Une mise à jour est prévue pour intégrer les évolutions des offres, notamment celles comportant des fonctions de réalité virtuelle.

Un questionnaire et des recommandations sur sept enjeux d'usages sûrs et responsables destinés à l'ensemble des chefs de produits ont été intégrés au processus d'innovation et de définition des offres du Groupe, afin de promouvoir une conception plus responsable de nos offres.

Par ailleurs Orange a renouvelé l'opération #SuperCodeurs à l'intention des jeunes de 9 à 13 ans. L'objectif est de sensibiliser filles et garçons à la culture numérique en les initiant au codage informatique d'une façon simple et ludique. En 2016, 17 pays ont participé au programme #SuperCodeurs (<http://supercoders.orange.com/fr/accueil>) (quatre pays au démarrage en 2014 et neuf en 2015). Depuis sa création, plus de 7 500 enfants ont pu bénéficier des ateliers #SuperCodeurs, avec le soutien de 1 000 bénévoles Orange formés à la programmation sur la plateforme Scratch.

En décembre, #SuperCodeurs a reçu le premier Prix du challenge *European Digital Skills Awards* de la Commission européenne dans la catégorie *Digital Skills for all Citizen*, une récompense qui salue l'action du Groupe en matière d'éducation numérique à travers un projet international porté par les salariés volontaires d'Orange.

Répondre aux interrogations sur les ondes radio

Les technologies sans fil apportent de nombreux bénéfices à la société mais leur développement accéléré notamment auprès des jeunes et leur prise en main précoce suscite des interrogations liées aux usages et à la santé par manque de recul pour les évaluer sur le long terme, comme pour toutes nouveautés.

L'exposition aux ondes radio émises par les antennes ou les terminaux est une préoccupation ancienne d'Orange. À ce jour aucun effet sanitaire n'est avéré en dessous des limites recommandées par l'OMS. Cependant, dans l'attente de confirmation d'études complémentaires en cours, notamment sur l'enfant et l'usage à long terme, certaines autorités sanitaires, à titre de précaution, formulent des recommandations pour limiter l'exposition aux ondes radio des téléphones mobiles.

Orange veut poursuivre son rôle d'information et d'accompagnement des parties prenantes de manière proactive. En interne Orange sensibilise le personnel travaillant près ou sur les antennes aux consignes de sécurité.

En 2016, Orange a poursuivi le déploiement des formations auprès des salariés concernés des filiales MEA. Ainsi, en Côte d'Ivoire 40 personnes par vidéo conférence et 50 personnes sur place ont été formées sur la politique santé pour le personnel travaillant près ou sur les antennes.

Orange a poursuivi les actions de sensibilisation sur les bons usages :

- en interne, actualisation de la politique sur les ondes radio pour les enfants ; création d'une politique sur les lunettes de réalité virtuelle pour les enfants ;
- en externe, intégration dans les boîtes des mobiles de pictogrammes sur les bons usages du mobile, en cinq langues, sur tout le périmètre Orange, traduction du site « ondes radio » en langue arabe (septième langue du site), et préparation d'un guide pour les parents quant à l'abus d'utilisation des TIC.

5.6.4 Rapport de l'un des Commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

en notre qualité de Commissaire aux comptes désigné organisme tiers indépendant de la société, Orange SA, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049⁽¹⁾, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2016, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, préparées conformément aux procédures utilisées par la société (ci-après les « Référentiels ») dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponibles sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE) ;
- d'exprimer, à la demande de la société, une conclusion d'assurance raisonnable sur le fait que les informations sélectionnées⁽²⁾ par la société et identifiées par le signe (✓) dans le chapitre « Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale » du rapport de gestion ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux Référentiels (Rapport d'assurance raisonnable sur une sélection d'Informations RSE).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de neuf personnes et se sont déroulés entre octobre 2016 et février 2017 sur une durée totale d'intervention d'environ dix-huit semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission ainsi qu'à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux

Comptes relative à cette intervention et, concernant l'avis motivé de sincérité, et le rapport d'assurance raisonnable, à la norme internationale ISAE 3000⁽³⁾.

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce avec les limites précisées dans le chapitre « 5.6 Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale » du rapport de gestion.

Conclusion

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené une cinquantaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié des Référentiels au regard de leur pertinence, leur exhaustivité, leur fiabilité, leur neutralité, leur caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

(1) Dont la portée est disponible sur le site www.cofrac.fr.

(2) **Informations sociales** : nombre d'employés – effectif actif fin de période, par type de contrat, par genre, par âge et par zone géographique, pourcentage de femmes dans l'effectif en activité, pourcentage de femmes dans l'encadrement, pourcentage de femmes dans le réseau des leaders, nombre de recrutements externes en CDI, nombre de démissions de salariés en CDI, nombre de licenciements de salariés en CDI, nombre de départ définitifs de salariés en CDI.

Informations environnementales : importance du périmètre certifié ISO14001, consommation d'énergie – Scope 1, consommation d'énergie électrique – Scope 2, émissions de gaz à effet de serre (Scopes 1, 2 et 3), émissions de gaz à effet de serre par usage client, taux de mobiles collectés.

(3) ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information.

Pour les Informations RSE que nous avons considérées les plus importantes⁽¹⁾ :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées⁽²⁾ en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et pour identifier d'éventuelles omissions et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 67 % des effectifs considérés comme grandeur caractéristique du volet social, et entre 62 % et 97 % des données environnementales considérées comme grandeurs caractéristiques⁽³⁾ du volet environnemental.

Pour les autres Informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément aux Référentiels.

Observation

Sans remettre en cause la conclusion ci-dessus, nous attirons votre attention sur les éléments suivants :

Pour le calcul des indicateurs relatifs aux déchets, malgré la complexité associée au manque de maturité de certaines filières locales, Orange a de nouveau renforcé sa démarche d'amélioration de l'identification et de la collecte des informations au niveau d'OMEA pour encore gagner en exhaustivité.

3. Rapport d'assurance raisonnable sur une sélection d'Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Concernant les informations sélectionnées par la société et identifiées par le signe (✓✓), nous avons mené des travaux de même nature que ceux décrits dans le paragraphe 2 ci-dessus pour les Informations RSE considérées les plus importantes mais de manière plus approfondie, en particulier en ce qui concerne le nombre de tests.

L'échantillon sélectionné représente ainsi 67 % des effectifs considéré comme grandeur caractéristique du volet social et, entre 62 % et 91 % des données environnementales considérées comme grandeurs caractéristiques du volet environnemental.

Nous estimons que ces travaux nous permettent d'exprimer une assurance raisonnable sur les informations sélectionnées par la société et identifiées par le signe (✓✓).

Conclusion

À notre avis, les informations sélectionnées par la société et identifiées par le signe (✓✓) ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux Référentiels.

Paris-La Défense, le 23 février 2017

KPMG SA

Anne Garans
Associée
Sustainability Services

Marie Guillemot
Associée

(1) **Informations sociales** : nombre d'employés – effectif actif fin de période, par type de contrat, par genre, par âge et par zone géographique, pourcentage de femmes dans l'effectif en activité, pourcentage de femmes dans l'encadrement, pourcentage de femmes dans le réseau des leaders, nombre de recrutements externes en CDI, nombre de démissions de salariés en CDI, nombre de licenciements de salariés en CDI, nombre de départs définitifs de salariés en CDI, nombre de journées d'absence des salariés pour maladie, nombre de journées d'absence des salariés pour accident de travail, nombre d'accidents de travail avec arrêt, nombre d'accidents mortels, taux de fréquence des accidents du travail, taux de gravité des accidents du travail, nombre de salariés dont le dossier a fait l'objet d'une reconnaissance de maladies professionnelles, nombre d'heures de formation par salarié.

Informations environnementales : importance du périmètre certifié ISO 14001, consommation d'énergie – Scope 1, consommation d'énergie électrique – Scope 2, émissions de gaz à effet de serre (Scopes 1, 2 et 3), émissions de gaz à effet de serre par usage client, taux de mobiles collectés, total déchets internes évacués, taux de valorisation des déchets.

Informations qualitatives : l'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales, et le cas échéant les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement, la consommation d'énergie et les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables, les postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l'activité de la société, notamment pour l'usage des biens et services qu'elle produit, les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations, l'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale.

(2) Orange SA (France), Orange Marine (France), Orange Espagne, Mobistar (Belgique), Orange Polska (Pologne), Orange Côte d'Ivoire, ECMS (Égypte), OBS (Égypte) OBS (2 sites en Inde).

(3) Importance du périmètre certifié ISO 14001, consommation d'énergie – Scope 1, consommation d'énergie électrique – Scope 2, émissions de gaz à effet de serre (Scopes 1, 2 et 3), émissions de gaz à effet de serre par usage client, taux de mobiles collectés, total déchets internes évacués, taux de valorisation des déchets.

Actionnariat et Assemblée générale

6

6.1	Capital social	344
6.1.1	Montant et historique du capital social	344
6.1.2	Titres donnant accès au capital	344
6.1.3	Autorisations d'augmentation du capital	344
6.1.4	Actions propres – Programme de rachat d'actions	344
6.2	Principaux actionnaires	345
6.2.1	Répartition du capital et des droits de vote	345
6.2.2	Contrôle direct ou indirect d'Orange SA	346
6.3	Projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée générale mixte du 1 ^{er} juin 2017	347
6.4	Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale mixte du 1 ^{er} juin 2017	357
6.5	Rapports des Commissaires aux comptes sur les résolutions et les conventions réglementées	365

6.1 Capital social

6.1.1 Montant et historique du capital social

Au 31 décembre 2016, le capital social d'Orange SA est de 10 640 226 396 euros. Il est divisé en 2 660 056 599 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de quatre euros chacune. Le montant du capital social a été augmenté le 31 mai 2016 suite à

l'offre d'actions réservée au personnel « Orange Ambition » proposée aux salariés du groupe. Le capital n'avait pas évolué au cours des deux exercices précédents.

6.1.2 Titres donnant accès au capital

Dans le cadre de l'accord transactionnel qui a mis fin au projet de développement des activités mobile en Allemagne en partenariat avec MobilCom, Orange a émis le 3 mars 2003 des titres à durée indéterminée remboursables en actions (« TDIRA ») pour un montant global de 6 073 millions d'euros, réservés aux membres du syndicat bancaire et aux équipementiers créanciers de MobilCom. Voir la note 11.4 TDIRA de l'annexe aux comptes consolidés.

Émission potentielle d'actions nouvelles

Le tableau ci-dessous présente le nombre d'actions nouvelles qui seraient émises en cas de conversion ou de remboursement en actions de la totalité des titres donnant accès au capital en circulation au 31 décembre 2016 et d'exercice de la totalité des options de souscription d'actions existant à la même date, ainsi que le nombre d'actions qui composerait le capital de la Société à la suite de l'émission de ces actions.

	Actions correspondantes	% du capital (sur base totalement diluée)
Titres à durée indéterminée remboursables en actions ⁽¹⁾	52 079 350	1,91
Options de souscription ⁽²⁾	8 001 000	0,29
Sous-total	60 080 350	2,21
Capital au 31 décembre 2016	2 660 056 599	97,79
Total	2 720 136 949	100

(1) Voir la note 11.4 de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1).

(2) Voir la section 5.3.1 et la note 6.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

La note 13.7 *Résultat par action* de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1) présente le nombre moyen pondéré d'actions en circulation et dilutives, tel que calculé en application de la norme comptable IAS 33 *Résultat par action*.

6.1.3 Autorisations d'augmentation du capital

L'Assemblée générale d'Orange SA du 27 mai 2015 a autorisé le Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à augmenter le capital d'Orange SA, y compris en cas d'offre publique d'échange, par l'émission d'actions ou autres valeurs mobilières, pour un montant nominal total maximum de deux milliards et demi d'euros, avec droit préférentiel de souscription, un délai de priorité pouvant éventuellement être conféré aux actionnaires.

L'Assemblée générale a également délégué compétence au Conseil d'administration pour procéder à des augmentations de capital réservées aux adhérents des plans d'épargne du groupe Orange.

Les délégations en cours de validité accordées au Conseil d'administration par l'Assemblée générale dans le domaine des augmentations de capital, et l'utilisation faite de ces délégations sont mentionnées à la section 6.4 *Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions*.

L'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017 est appelée à voter de nouvelles délégations au Conseil d'administration pour procéder à des augmentations de capital (voir section 6.4).

6.1.4 Actions propres – Programme de rachat d'actions

L'Assemblée générale du 7 juin 2016 a renouvelé pour une période de 18 mois le programme de rachat d'actions propres dans la limite de 10 % du montant du capital social existant au jour de cette Assemblée. Le Conseil d'administration du 22 mars 2017 a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017 le renouvellement de cette autorisation aux mêmes conditions.

Le descriptif du programme 2017 figure dans le rapport du Conseil d'administration sur la quinzième résolution soumise à l'Assemblée

générale du 1^{er} juin 2017 (voir section 6.4 *Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions*).

En outre, le contrat de liquidité portant sur ses actions conclu par Orange le 9 mai 2007 avec un prestataire de services d'investissement s'est poursuivi en 2016. Les moyens affectés au compte de liquidité lors de la mise en œuvre du contrat s'élevaient à 100 millions d'euros. Au 31 décembre 2016, ils s'élevaient (en date d'exécution) à 122,7 millions d'euros.

Récapitulatif des achats et ventes d'actions propres effectués au cours de l'exercice 2016

Objectif des achats	Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2015	Nombre d'actions achetées	Prix moyen pondéré brut (en euros)	Nombre d'actions vendues	Prix moyen pondéré brut (en euros)	Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2016	Part du capital
Allocations d'actions au personnel	27 663	0	0	5 240 ⁽¹⁾	0	22 423	0,0002 %
Contrat de liquidité	0	51 172 166	14,44	51 172 166	14,48	0	-
Total	27 663	51 172 166		51 177 406		22 423	0,0002 %

(1) Actions attribuées gratuitement, en application de l'article L. 225-197-3 du Code de commerce, aux ayant-droits des bénéficiaires du plan d'attribution gratuite d'actions de 2011 décédés avant la fin de la période d'acquisition du plan (26 juillet 2015).

6.2 Principaux actionnaires

6.2.1 Répartition du capital et des droits de vote

Dé détenteur	31 décembre 2016			31 décembre 2015			31 décembre 2014		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Bpifrance Participations ⁽¹⁾	254 219 602	9,56 %	8,29 %	254 219 602	9,60 %	9,60 %	307 197 309	11,60 %	11,60 %
État	356 194 433	13,39 %	21,00 %	356 194 433	13,45 %	13,45 %	356 194 433	13,45 %	13,45 %
Total Secteur Public	610 414 035	22,95 %	29,29 %	610 414 035	23,04 %	23,04 %	663 391 742	25,04 %	25,04 %
Personnel du Groupe ⁽²⁾	142 857 760	5,37 %	8,43 %	132 266 948	4,99 %	4,99 %	134 509 713	5,08 %	5,08 %
Autodétention	22 423	0,00 %	0,00 %	27 663	0,00 %	0,00 %	41 017	0,00 %	0,00 %
Flottant	1 906 762 381	71,68 %	62,28 %	1 906 176 737	71,96 %	71,96 %	1 850 942 911	69,88 %	69,88 %
Total	2 660 056 599	100 %	100 %	2 648 885 383	100 %	100 %	2 648 885 383	100 %	100 %

(1) Groupe public de financement et d'investissement pour les entreprises, issu du regroupement de OSEO, CDC Entreprises, FSI et FSI Régions.

(2) Comprend les actions détenues dans le cadre des plans d'épargne Groupe, notamment par l'intermédiaire des FCPE *Cap'Orange* et *Orange Actions*, ou sous la forme nominative. Ne comprend pas les actions détenues au porteur.

À la date du présent document, aucun actionnaire autre que l'État, Bpifrance Participations et le Personnel du Groupe (en particulier par l'intermédiaire du Fonds Commun de Placement d'Entreprise *Cap'Orange* qui détient au 31 mars 2017 4,88 % du capital social et 7,85 % des droits de vote), ne possédait à la connaissance d'Orange directement ou indirectement plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Suite à l'entrée en vigueur de la loi Florange du 29 mars 2014, l'État et le Fonds Commun de Placement d'Entreprise *Cap'Orange* bénéficient de droits de vote double sur les actions qu'ils détiennent au nominatif depuis plus de deux ans (voir section 7.3.6 *Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions*).

6.2.1.1 Modifications dans la répartition du capital détenu par les principaux actionnaires au cours des trois derniers exercices

En octobre 2014, Bpifrance Participations a cédé environ 50 millions d'actions représentant 1,9 % du capital dans le cadre d'un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels.

Le 29 juillet 2015, Bpifrance Participations a cédé environ 53 millions d'actions représentant 2 % du capital, également dans le cadre d'un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels.

Au cours des trois derniers exercices, Orange SA a procédé à deux offres d'actions réservées au personnel du Groupe : en juillet 2014, la Société a cédé aux salariés 16 millions d'actions dans le cadre de l'offre

Cap'Orange et, en avril 2016, les salariés ont souscrit 11,2 millions d'actions dans le cadre de l'offre *Orange Ambition 2016* (voir section 5.6.1.2 *Rémunérations*).

À la connaissance d'Orange, il n'y a pas eu de variation significative dans la répartition du capital et des droits de vote depuis le 31 décembre 2016.

6.2.1.2 Information sur les pactes d'actionnaires

L'Autorité des marchés financiers a été informée le 23 février 2016 de la conclusion, le 18 février 2016, d'un nouveau pacte d'actionnaires entre Bpifrance Participations et la République française remplaçant le précédent pacte d'actionnaires conclu entre les mêmes parties le 24 décembre 2012 et formalisant le concert existant entre les deux parties du chef de leur participation respective dans Orange.

Conclu pour une période de deux ans renouvelable, le pacte d'actionnaires prévoit :

- une concertation sur le vote des résolutions d'Assemblée générale : engagement d'échanger les points de vue respectifs et de rechercher une position commune sur les résolutions, sans toutefois que les parties soient tenues d'y parvenir ;
- une concertation entre les parties sur la forme (au sens de l'article L. 228-1 du Code de commerce) des titres d'Orange qu'elles détiennent.

6.2.1.3 Informations complémentaires sur la répartition du flottant

Orange procède de manière régulière, à travers le service « Titres au Porteur Identifiable » (TPI), à une identification de ses actionnaires. Au 31 décembre 2016, les investisseurs institutionnels détenaient 63,6 % du capital et les particuliers 8,1 %, se maintenant ainsi à peu près à leur niveau de l'année précédente.

Répartition géographique des investisseurs institutionnels au 31 décembre 2016

France	27,6 %
Royaume-Uni	18,5 %
Autres pays européens	23,5 %
Total Europe	69,6 %
Amérique du Nord	25,3 %
Reste du monde	5,1 %
Total	100 %

Source : enquête TPI.

6.2.2 Contrôle direct ou indirect d'Orange SA

Le principal actionnaire d'Orange est la sphère publique qui détient 22,9 % de son capital et 29,3 % de ses droits de vote (voir la section 6.2.1 ci-dessus). Sans que cela soit de nature à lui assurer un contrôle de la Société, la sphère publique pourrait ainsi être en mesure de s'opposer en Assemblée générale à l'adoption de résolutions requérant un vote des actionnaires à la majorité qualifiée.

Dans le cadre des recommandations du code Afep-Medef révisé en novembre 2016, Orange a mis en place des règles de gouvernement d'entreprise qui permettent d'assurer un bon fonctionnement du

Conseil d'administration et de ses comités spécialisés dans le respect des intérêts de l'ensemble des actionnaires. Le Conseil d'administration comprend sept administrateurs indépendants parmi lesquels un administrateur référent et aucun actionnaire ou partie prenante ne dispose d'une majorité au sein du Conseil d'administration (Voir les sections 5.1.1 *Conseil d'administration* et 5.2 *Gouvernement d'entreprise*).

À la connaissance d'Orange, il n'existe aucun accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

6.3 Projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017

Les projets de résolutions présentés ci-après ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 22 mars 2017. Des projets de résolution supplémentaires sont susceptibles d'être inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale dans les conditions prévues à l'article L. 225-105 du Code de commerce.

La version définitive des projets de résolutions proposés au vote de l'Assemblée générale sera publiée sur le site Internet www.orange.com, rubrique Groupe/Actionnaires individuels/Assemblée générale) et dans l'avis prévu à l'article R. 225-66 du Code de commerce.

À titre ordinaire

Première résolution

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Elle arrête le bénéfice de cet exercice à 2 327 682 331,99 euros.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tel que ressortant des comptes annuels

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après

avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) constate que compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 327 682 331,99 euros et du report à nouveau créditeur de 5 262 838 994,60 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iii) ci-après), le bénéfice distribuable s'élève à 7 590 521 326,59 euros ;
- (ii) décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,60 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste « Report à nouveau » ;
- (iii) prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,20 euro par action mis en paiement le 7 décembre 2016, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,40 euro par action.

La date de détachement du dividende est le 12 juin 2017 et le solde du dividende à distribuer sera mis en paiement le 14 juin 2017.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de déterminer le montant global du dividende, étant précisé que les actions détenues par la Société au 14 juin 2017 n'auront pas droit au paiement du solde du dividende à distribuer et, en conséquence, de déterminer le montant du solde du bénéfice distribuable qui sera affecté au poste « Report à nouveau ».

Il est précisé que le solde du dividende à distribuer est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40 % en application du 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions (hors auto-détention)	Dividende par action	Quote-part du dividende éligible à l'abattement de 40 %
2013	2 633 342 321	0,80 €	100 %
2014	2 648 650 208	0,60 €	100 %
2015	2 659 400 794	0,60 €	100 %

Quatrième résolution

Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes, prend acte des conclusions dudit rapport et constate qu'aucune convention visée par l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue lors de l'exercice 2016.

Cinquième résolution

Renouvellement du mandat d'administrateur de Bpifrance Participations

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de Bpifrance Participations viendra à expiration à l'issue de la présente Assemblée générale et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de renouveler son mandat d'administrateur pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Sixième résolution

Ratification de la cooptation d'un administrateur

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, ratifie la nomination en tant qu'administrateur de Monsieur Alexandre Bompard, décidée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 7 décembre 2016, en remplacement de Monsieur Bernard Dufau, démissionnaire.

Septième résolution

Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à Monsieur Stéphane Richard, président-directeur général

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Stéphane Richard au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels que présentés dans la section 5.3.1.1 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2016.

Huitième résolution

Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à Monsieur Ramon Fernandez, directeur général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Ramon Fernandez au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels que présentés dans la section 5.3.1.1 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2016.

Neuvième résolution

Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à Monsieur Pierre Louette, directeur général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Pierre Louette au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels que présentés dans la section 5.3.1.1 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2016.

Dixième résolution

Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à Monsieur Gervais Pellissier, directeur général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Gervais Pellissier au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels que présentés dans la section 5.3.1.1 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2016.

Onzième résolution

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Monsieur Stéphane Richard, en sa qualité de président-directeur général

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Monsieur Stéphane Richard pour l'exercice 2017, en raison de son

mandat de président-directeur général, tels que détaillés dans la section 5.3.1.2 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2016.

Douzième résolution

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Monsieur Ramon Fernandez, en sa qualité de directeur général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Monsieur Ramon Fernandez pour l'exercice 2017, en raison de son mandat de directeur général délégué, tels que détaillés dans la section 5.3.1.2 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2016.

Treizième résolution

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Monsieur Pierre Louette, en sa qualité de directeur général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Monsieur Pierre Louette pour l'exercice 2017, en raison de son mandat de directeur général délégué, tels que détaillés dans la section 5.3.1.2 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2016.

Quatorzième résolution

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Monsieur Gervais Pellissier, en sa qualité de directeur général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Monsieur Gervais Pellissier pour l'exercice 2017, en raison de son mandat de directeur général délégué, tels que détaillés dans la section 5.3.1.2 du document de référence de la Société relatif à l'exercice 2016.

Quinzième résolution

Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration à acheter des actions de la Société, dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée générale, dans les conditions suivantes :

- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 24 euros par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution

gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté en conséquence ;

- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est fixé à 6 384 135 837,60 euros ;
- les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, plus de 10 % des actions composant le capital social ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés à tout moment, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires. Toutefois, le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés par tous moyens, dans les conditions prévues par la loi, notamment sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs ou par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré ;
- cette autorisation est valable pour une période de 18 mois.

Ces acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- (i) d'honorer des obligations liées :
 - a. aux programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux membres du personnel de la Société ou d'entreprises associées et notamment d'allouer des actions aux membres du personnel de la Société et des entités de son groupe dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'achat, d'options d'achat ou d'attribution gratuite d'actions au profit des membres du personnel et mandataires sociaux ou de certains d'entre eux, ou (iii) de toute offre d'acquisition d'actions réservée au

personnel du groupe Orange (en ce compris toute cession d'actions visée à l'article L. 3332-24 du Code du travail), ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations,

- b. aux valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société (y compris réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières), y compris aux valeurs mobilières souscrites par des membres du personnel ou des anciens membres du personnel de la Société et des entités de son groupe ;
- (ii) d'assurer la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- (iii) de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- (iv) de réduire le capital de la Société en application de la trente-deuxième résolution soumise à la présente Assemblée générale, sous réserve de son adoption.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser les termes et en arrêter les modalités, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer toutes formalités, en ce compris affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités poursuivies, et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2016 par sa dixième résolution.

À titre extraordinaire

Seizième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières complexes, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (utilisable uniquement en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, sauf autorisation spécifique de l'Assemblée générale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires,

- (i) d'actions de la Société,
- (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société,
- (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre,
- (iv) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre par une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale »), et

- (v) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la Société détient directement ou indirectement des droits dans le capital,

dont la souscription pourra être opérée en espèces ou par compensation de créances.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 2 milliards d'euros. Ce montant ne comprend pas le montant du nominal des actions de la Société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation (sauf si le titre émis est une valeur mobilière qui n'est pas un titre de capital et donne accès à des titres de capital à émettre par une Filiale, un tel droit n'étant alors pas applicable). Le Conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre

réductible aux actions ou aux valeurs mobilières émises, qui s'exercera proportionnellement à leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes.

Dans le cas de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions à émettre d'une Filiale, l'Assemblée générale de la Filiale devra, à peine de nullité de la décision d'émission, autoriser la suppression du droit préférentiel de souscription de ses actionnaires relativement aux actions à émettre.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les différentes facultés offertes par la loi, y compris celle d'offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

La présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes. En cas d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis et des conditions d'exercice du droit préférentiel de souscription ainsi que de ses modalités de négociation le cas échéant ; le Conseil d'administration pourra procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, permettre l'imputation des frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et plus généralement, faire le nécessaire.

Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, le Conseil d'administration ne pourra, à compter du dépôt du projet d'offre publique et jusqu'à la fin de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente délégation de compétence, sauf autorisation en application de la dix-septième résolution soumise à la présente Assemblée générale (si celle-ci est approuvée par la présente Assemblée générale) ou autorisation spécifique en période d'offre publique donnée par l'Assemblée générale.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2015, par sa dix-neuvième résolution.

Dix-septième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'utiliser la délégation de compétence accordée à la seizième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise l'utilisation par le Conseil d'administration de la délégation de compétence accordée par la présente Assemblée générale à la seizième résolution (sous réserve de l'approbation de celle-ci par la présente Assemblée générale) à tout moment, y compris, en cas de dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, à compter de ce dépôt.

Il est précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital intervenant dans ce cadre serait imputé sur le plafond fixé à la seizième résolution.

Dix-huitième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au public (utilisable uniquement en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, sauf autorisation spécifique de l'Assemblée générale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission par une offre au public,

- (i) d'actions de la Société,
- (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société,
- (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et,
- (iv) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre par une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale »),
- (v) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la Société détient directement ou indirectement des droits dans le capital,

dont la souscription pourra être opérée en espèces ou par compensation de créances.

L'Assemblée générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 1 milliard d'euros. Ce montant ne comprend pas le montant du nominal des actions de la Société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix d'émission des actions émises en vertu de la présente délégation devra être au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de la décision d'émission. Ce montant pourra être corrigé, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance des actions.

Le prix d'émission des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société ou, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions d'une Filiale, par la Filiale, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société ou la Filiale, selon le cas, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa précédent corrigé, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance des actions.

Le Conseil d'administration pourra instituer en faveur des actionnaires un droit de priorité, irréductible et éventuellement réductible, pour tout

ou partie de l'émission, pour souscrire les actions ou les valeurs mobilières, dont il fixera, dans les conditions légales, les modalités et les conditions d'exercice, sans donner lieu à la création de droits négociables. Les titres non souscrits en vertu de ce droit pourront faire l'objet d'un placement sur le marché international.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, et/ou répartir librement les titres non souscrits.

L'Assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis, pourra procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, permettre l'imputation des frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et plus généralement, faire le nécessaire.

Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, le Conseil d'administration ne pourra, à compter du dépôt du projet d'offre publique et jusqu'à la fin de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente délégation de compétence, sauf autorisation en application de la dix-neuvième résolution soumise à la présente Assemblée générale (si celle-ci est approuvée par la présente Assemblée générale) ou autorisation spécifique en période d'offre publique donnée par l'Assemblée générale.

Dix-neuvième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'utiliser la délégation de compétence accordée à la dix-huitième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise l'utilisation par le Conseil d'administration de la délégation de compétence accordée par l'Assemblée générale à la dix-huitième résolution (sous réserve de l'approbation de celle-ci par la présente Assemblée générale) à tout moment, y compris, en cas de dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, à compter de ce dépôt.

Il est précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital intervenant dans ce cadre serait imputé sur le plafond fixé à la dix-huitième résolution.

Vingtième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration, à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (utilisable uniquement en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, sauf autorisation spécifique de l'Assemblée générale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration

et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier,

- (i) d'actions de la Société,
- (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société,
- (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et,
- (iv) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre par une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale »),
- (v) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la Société détient directement ou indirectement des droits dans le capital,

dont la souscription pourra être opérée en espèces ou par compensation de créances.

L'Assemblée générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux augmentations de capital prévu à la dix-huitième résolution soumise à la présente Assemblée générale (1 milliard d'euros) (et en tout état de cause sera limité, conformément à la loi, à 20 % du capital social). Ce montant ne tient pas compte du montant du nominal des actions de la Société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société.

Le prix d'émission des actions émises en vertu de la présente délégation devra être au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de la décision d'émission. Ce montant pourra être corrigé, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance des actions.

Le prix d'émission des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société ou, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions d'une Filiale, par la Filiale, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société ou la Filiale, selon le cas, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa précédent corrigé, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance des actions.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, et/ou répartir librement les titres non souscrits.

L'Assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis, pourra procéder

à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, permettre l'imputation des frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et plus généralement, faire le nécessaire.

Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, le Conseil d'administration ne pourra, à compter du dépôt du projet d'offre publique et jusqu'à la fin de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente délégation de compétence, sauf autorisation en application de la vingt-et-unième résolution soumise à la présente Assemblée générale (si celle-ci est approuvée par la présente Assemblée générale) ou autorisation spécifique en période d'offre publique donnée par l'Assemblée générale.

Vingt-et-unième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration, à l'effet d'utiliser la délégation de compétence accordée à la vingtième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise l'utilisation par le Conseil d'administration de la délégation de compétence accordée par l'Assemblée générale à la vingtième résolution (sous réserve de l'approbation de celle-ci par la présente Assemblée générale) à tout moment, y compris, en cas de dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, à compter de ce dépôt.

Il est précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital intervenant dans ce cadre serait imputé sur le plafond fixé à la vingtième résolution.

Vingt-deuxième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet, en cas d'émission de titres, d'augmenter le nombre de titres à émettre

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration à décider, dans les délais et limites prévus par la loi et de la résolution en vertu de laquelle l'émission est décidée (à ce jour, dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour cette émission), pour chacune des émissions décidées en application des seizième résolution à vingt-et-unième résolution incluse soumises à la présente Assemblée générale, l'augmentation du nombre de titres à émettre.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Vingt-troisième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société (utilisable uniquement en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, sauf autorisation spécifique de l'Assemblée générale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider, en une ou

plusieurs fois, l'émission (i) d'actions de la Société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la Société, à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange sur des titres d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 du Code de commerce, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux augmentations de capital prévu à la dix-huitième résolution soumise à la présente Assemblée générale (1 milliard d'euros). Ce plafond ne tient pas compte du nominal des actions de la Société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société.

L'Assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, aura tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre les opérations visées par la présente délégation et notamment :

- de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soule en espèces à verser ;
- de constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
- de vendre les titres qui n'ont pu être attribués individuellement et correspondant à des droit formant rompus ;
- de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance, des actions, ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ;
- d'inscrire au passif du bilan à un compte « prime d'apport », la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ; et
- de procéder à l'imputation sur la « prime d'apport » de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'offre.

Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, le Conseil d'administration ne pourra, à compter du dépôt du projet d'offre publique et jusqu'à la fin de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente délégation de compétence, sauf autorisation en application de la vingt-quatrième résolution soumise à la présente Assemblée générale (si celle-ci est approuvée par la présente Assemblée générale) ou autorisation spécifique en période d'offre publique donnée par l'Assemblée générale.

Vingt-quatrième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration, à l'effet d'utiliser la délégation de compétence accordée à la vingt-troisième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise l'utilisation par le Conseil d'administration de la délégation de compétence accordée par l'Assemblée générale à la vingt-troisième

résolution (sous réserve de l'approbation de celle-ci par la présente Assemblée générale) à tout moment, y compris, en cas de dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, à compter de ce dépôt.

Il est précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital intervenant dans ce cadre serait imputé sur le plafond fixé à la vingt-troisième résolution.

Vingt-cinquième résolution

Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (utilisable uniquement en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, sauf autorisation spécifique de l'Assemblée générale)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration les pouvoirs à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionnés aux 1^{er} et 2^e alinéas de l'article L. 225-147 du Code de commerce, à l'émission (i) d'actions de la Société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs des titres de capital ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux augmentations de capital prévu à la dix-huitième résolution soumise à la présente Assemblée générale (1 milliard d'euros) (et en tout état de cause sera limité, conformément à la loi, à 10 % du capital social). Ce plafond ne tient pas compte du nominal des actions de la Société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

L'Assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment pour statuer, sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionnés aux 1^{er} et 2^e alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers.

Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, le Conseil d'administration ne pourra, à compter du dépôt du projet d'offre publique et jusqu'à la fin de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente délégation de pouvoirs, sauf autorisation en application de la vingt-sixième résolution

soumise à la présente Assemblée générale (si celle-ci est approuvée par la présente Assemblée générale) ou autorisation spécifique en période d'offre publique donnée par l'Assemblée générale.

Vingt-sixième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'utiliser la délégation de pouvoirs accordée à la vingt-cinquième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise l'utilisation par le Conseil d'administration de la délégation de pouvoirs accordée par l'Assemblée générale à la vingt-cinquième résolution (sous réserve de l'approbation de celle-ci par la présente Assemblée générale) à tout moment, y compris, en cas de dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, à compter de ce dépôt.

Il est précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital intervenant dans ce cadre serait imputé sur le plafond fixé à la vingt-cinquième résolution.

Vingt-septième résolution

Limitation globale des autorisations

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de fixer à 3 milliards d'euros le montant nominal maximum d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées par les seizième à vingt-sixième résolutions soumises à la présente Assemblée générale, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Vingt-huitième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes, suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions ou de l'élévation du nominal des actions existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les titres de capital qui n'auront pu être attribués individuellement et correspondant à des droits formant rompus seront vendus ; la vente de ces titres et la répartition des sommes provenant de cette vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation.

Le montant nominal d'augmentation de capital, immédiat ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 2 milliards d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2015 par sa vingt-sixième résolution.

Vingt-neuvième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de dirigeants mandataires sociaux et de certains membres du personnel du groupe Orange

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de majorité et de *quorum* requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration à procéder, en une fois et aux conditions qu'il déterminera, dans les limites fixées dans la présente autorisation, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit de dirigeants mandataires sociaux (au sens de l'article L. 225-197-1 II. du Code de commerce) et de certains membres du personnel de la Société ou de sociétés ou groupements qui sont liés à la Société au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Cette autorisation est consentie pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente Assemblée générale.

Le nombre total des actions attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution ne pourra représenter plus de 0,06 % du capital de la Société à la date de la présente Assemblée générale, étant précisé que le nombre total des actions attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux de la Société au titre de la présente résolution ne pourra excéder 100 000 actions.

L'Assemblée générale décide que toute attribution décidée par le Conseil d'administration en application de la présente résolution sera soumise à l'atteinte des conditions de performance suivantes, telles que ces conditions pourront être précisées par le Conseil d'administration.

Les conditions de performance sont les suivantes :

- montant du cash-flow organique du Groupe (pour 50 % du droit à attribution définitive), dont l'atteinte de l'objectif sera appréciée sur trois années successives (dont l'année au cours de laquelle les actions auront été attribuées gratuitement) par rapport au budget de chacune de ces trois années tel que le Conseil d'administration l'aura préalablement approuvé ;
- évolution relative du *Total Shareholder Return* (TSR) Orange (pour 50 % du droit à attribution définitive), dont la performance sera appréciée en comparant (i) l'évolution du TSR Orange calculé en comparant la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange des quatre mois précédant le 31 décembre 2016 à la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange des quatre mois précédant le 31 décembre 2019, (ii) à l'évolution du TSR du secteur calculé selon la même méthodologie à partir de l'indice de référence *Stoxx Europe 600 Telecommunications* ou de tout autre indice qui viendrait s'y substituer.

Le résultat global obtenu pourra être modulé de manière limitée dans une fourchette de +/- 15 % par le Conseil d'administration sur la base de critères choisis pour leur cohérence avec les objectifs stratégiques du Groupe tels que fixés dans le plan stratégique *Essentiels2020*.

Le Conseil d'administration fixera la durée de la période d'acquisition définitive, qui ne pourra se terminer avant le 31 mars 2020 et en tout état de cause être inférieure à deux ans, étant précisé que :

- les bénéficiaires dirigeants mandataires sociaux de la Société devront conserver jusqu'à la cessation de leurs fonctions au moins 50 % des actions qu'ils recevront ;

- pour les autres bénéficiaires, aucune période minimale de conservation ne sera applicable.

En cas d'invalidité du bénéficiaire remplissant les conditions fixées par la loi, l'attribution définitive des actions pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition et la condition de présence pourra être levée.

En cas d'attribution au titre de la présente résolution sous la forme d'actions existantes, ces actions devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la quinzième résolution soumise à la présente Assemblée générale au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions applicable antérieurement ou postérieurement.

L'Assemblée générale prend acte et décide, en tant que de besoin, que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des attributions d'actions, renonciation des actionnaires à tout droit sur les actions attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de :

- décider la répartition de l'attribution gratuite entre actions existantes et actions à émettre ;
- préciser les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, en particulier les éventuelles zones de tolérance pour éviter l'effet cliquet du principe *hit or miss* et les pourcentages d'attribution au sein de chaque critère en cas d'atteinte partielle des conditions de performance ;
- fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites ;
- déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, et les modalités d'attribution et de livraison des actions ;
- décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions attribuées sera ajusté ; et
- plus généralement, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

Trentième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice des membres du personnel du groupe Orange

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de majorité et de *quorum* requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à procéder, en une fois et aux conditions qu'il déterminera, dans les limites fixées dans la présente autorisation, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit des membres du personnel de la Société et de sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Cette autorisation est consentie pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente Assemblée générale.

Le nombre total des actions attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution ne pourra représenter plus de 0,4 % du capital de la Société à la date de la présente Assemblée générale.

L'Assemblée générale décide que toute attribution en application de la présente résolution sera soumise à l'atteinte des conditions de performance suivantes, telles que ces conditions pourront être précisées par le Conseil d'administration :

- évolution du « *cash flow organique* du Groupe » (pour 50 % du droit à attribution définitive) ;
- évolution de l'« EBITDA ajusté du Groupe » (pour 50 % du droit à attribution définitive).

La performance sera appréciée sur trois années successives (dont l'année au cours de laquelle les actions auront été attribuées gratuitement) par rapport au budget de chacune de ces trois années tel que le Conseil d'administration l'aura préalablement approuvé.

Le Conseil d'administration fixera la durée de la période d'acquisition définitive, qui ne pourra se terminer avant le 31 mars 2020 et en tout état de cause être inférieure à deux ans, étant précisé qu'aucune période minimale de conservation ne sera applicable. Une condition de présence pourra être stipulée.

L'Assemblée générale décide que si, au terme de la période d'acquisition définitive, les conditions de performance n'étaient pas remplies, chaque membre du personnel du groupe Orange concerné recevra néanmoins, sous condition de présence, la moitié des actions initialement attribuées au membre du personnel considéré.

En cas d'invalidité du bénéficiaire remplissant les conditions fixées par la loi, l'attribution définitive des actions pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition définitive et, le cas échéant, la condition de présence pourra être levée.

Les actions existantes pouvant être attribuées au titre de la présente résolution devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la quinzième résolution soumise à la présente Assemblée générale au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions applicable antérieurement ou postérieurement.

L'Assemblée générale prend acte et décide, en tant que de besoin, que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des attributions d'actions, renonciation des actionnaires à tout droit sur les actions attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, afin de :

- décider la répartition de l'attribution gratuite entre actions existantes et actions à émettre ;
- préciser les conditions d'attribution des actions ;
- fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites ;
- déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les modalités d'attribution et de livraison des actions ;
- décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions attribuées sera ajusté ; et
- plus généralement conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

Trente-et-unième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des émissions d'actions ou de valeurs mobilières complexes, réservées aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission (i) d'actions de la Société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la Société, réservée aux adhérents des plans d'épargne d'entreprise (et/ou aux adhérents de tout autre plan pour lequel l'article L. 3332-18 du Code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société ou de son groupe.

Pour les besoins de la présente délégation, on entend par groupe, la Société et les entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la Société en application des articles L. 3344-1 et L. 3344-2 du Code du travail.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société immédiate ou à terme résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 200 millions d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles sera égal à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que le Conseil d'administration pourra réduire cette décote s'il le juge opportun, notamment en cas d'offre aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de titres sur le marché international et/ou à l'étranger notamment afin de satisfaire aux exigences des droits locaux applicables.

Le Conseil d'administration pourra attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions à souscrire en numéraire, des actions existantes ou à émettre, de même nature ou non que celles à souscrire en numéraire, à titre de substitution de tout ou partie de la décote susvisée et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires applicables. Le montant nominal des augmentations de capital réalisées immédiatement ou à terme du fait de l'attribution d'actions s'imputera sur le plafond ci-dessus (200 millions d'euros).

L'Assemblée générale décide de supprimer, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre dans le cadre de la présente délégation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux titres attribués gratuitement sur le fondement de cette délégation (y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution desdits titres faite sur le fondement de la présente délégation).

L'Assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, disposera de tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :

- arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission de titres ;
- déterminer que les émissions pourront avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) d'épargne salariale ou organismes équivalents ;
- arrêter la liste des sociétés, ou groupements, dont les membres du personnel et anciens membres du personnel pourront souscrire aux actions émises ;
- déterminer la nature et les modalités de l'augmentation de capital, ainsi que les modalités de l'émission ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital ;
- déterminer, s'il y a lieu, le montant des sommes à incorporer au capital dans la limite fixée ci-dessus, le ou les postes des capitaux propres où elles sont prélevées ainsi que la date de jouissance des actions ainsi créées ;
- s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ; et
- prendre toute mesure pour la réalisation des augmentations de capital, procéder aux formalités consécutives à celles-ci, notamment celles relatives à l'admission aux négociations des titres créés, et apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2015 par sa vingt-septième résolution.

Trente-deuxième résolution

Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

- délègue, pour une durée de 18 mois, au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder à l'annulation, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital de la Société, par périodes de 24 mois, de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre des programmes d'achat d'actions autorisés, par la quinzième résolution soumise à la présente Assemblée générale ou encore de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à la date de la présente Assemblée générale ;
- décide que l'excédent du prix d'achat des actions sur leur valeur nominale sera imputé sur le poste « Primes d'émission » ou sur tout poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de 10 % de la réduction de capital réalisée ;
- délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour procéder à la réduction de capital résultant de l'annulation des actions et à l'imputation précitée, ainsi que pour modifier en conséquence les statuts.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2016 par sa douzième résolution.

Trente-troisième résolution

Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

6.4 Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017

Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée générale à titre ordinaire

Première et deuxième résolutions

Approbation des comptes sociaux et des comptes consolidés

Aux termes des première et deuxième résolutions, il est proposé à l'Assemblée générale d'approuver les comptes annuels de la Société ainsi que les comptes consolidés du groupe Orange au 31 décembre 2016.

Il est précisé qu'au titre de l'exercice 2016, les dépenses ou charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts se sont élevées à 1 474 228 euros et l'impôt y afférent à 507 577 euros.

Troisième résolution

Affectation du résultat et fixation du montant du dividende

Il est proposé à l'Assemblée générale de constater que, compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 327 682 331,99 euros et du report à nouveau créditeur de 5 262 838 994,60 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé ci-après), le bénéfice distribuable au 31 décembre 2016 s'élève à 7 590 521 326,59 euros.

Le montant de la réserve légale étant égal au minimum de 10 % du capital social requis par les textes, aucune dotation n'est proposée à l'Assemblée générale.

Conformément à la politique de distribution des dividendes annoncée par votre Conseil en 2016, il est proposé à l'Assemblée générale de décider de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,60 euro par action.

Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,20 euro par action payé en décembre 2016, le solde à distribuer s'élèverait à 0,40 euro par action. Le solde qui serait ainsi versé est entendu net de la contribution additionnelle de 3 % à l'impôt sur les sociétés (article 235 ter ZCA du Code général des impôts), directement réglée par la Société.

Le solde du dividende à distribuer serait mis en paiement le 14 juin 2017 au profit des titulaires d'actions ayant droit au dividende, c'est-à-dire ceux qui détiendront, à la date de détachement du dividende (date se situant, pour la France, 2 jours ouvrés avant la date de mise en paiement, soit le 12 juin 2017), des actions Orange donnant droit au dividende au titre de l'exercice 2016.

Sur la base du nombre d'actions donnant droit à dividende constaté au 31 décembre 2016, le montant global du solde du dividende s'élèverait à 1 064 013 670 euros.

Le nombre d'actions ayant droit à dividende pouvant évoluer jusqu'à la date de mise en paiement, l'Assemblée générale conférerait tous pouvoirs au Conseil d'administration pour déterminer le montant global définitif du dividende, puis le solde du bénéfice distribuable et, en conséquence, le montant à porter au poste « report à nouveau ».

Les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents (donnant droit à un abattement de 40 % en application du Code général des impôts) ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende par action	Quote-part du dividende éligible à l'abattement de 40 %
2013	2 633 342 321	0,80 €	100 %
2014	2 648 650 208	0,60 €	100 %
2015	2 659 400 794	0,60 €	100 %

Les actions de la Société détenues par cette dernière n'ouvrent pas droit à dividende.

Quatrième résolution

Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce

Aucune convention réglementée n'a été approuvée par le Conseil d'administration au cours de l'exercice 2016. Seules les conventions antérieurement autorisées dont les effets se sont poursuivis font donc l'objet du rapport spécial des Commissaires aux comptes dont il est demandé aux actionnaires de prendre acte.

Ces conventions ont par ailleurs été présentées au Conseil d'administration du 22 mars 2017 pour réexamen annuel, conformément aux dispositions de l'article L. 225-40-1 du Code de commerce.

Les conventions concernées sont les mêmes que celles figurant dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes soumis à votre assemblée, à savoir les avenants conclus avec la société Novalis ayant pour objet d'étendre aux mandataires sociaux le champ

d'application des contrats du groupe Orange relatifs aux frais de santé, d'une part, et à la couverture décès, incapacité, invalidité, d'autre part. Les mandataires sociaux concernés sont Stéphane Richard et les directeurs généraux délégués : Ramon Fernandez, Pierre Louette et Gervais Pellissier.

Cinquième et sixième résolutions

Renouvellement et ratification de cooptation d'administrateurs

Le mandat de Bpifrance Participations vient à expiration à l'issue de l'Assemblée générale. Il vous est proposé de le renouveler pour une durée de 4 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Le Conseil d'administration du 7 décembre 2016 a décidé de nommer Monsieur Alexandre Bompard par la voie de la cooptation en remplacement de Monsieur Bernard Dufau, démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de ce dernier.

Conformément à l'article L. 225-24, alinéa 4 du Code de commerce, cette nomination doit, pour être valable, être présentée à la plus prochaine Assemblée générale. C'est pourquoi, il est demandé aux actionnaires de ratifier la cooptation de Monsieur Alexandre Bompard.

Le Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE) avait initialement été mandaté pour trouver un profil féminin, digital et disponible pour remplacer Bernard Dufau, démissionnaire. Malgré de nombreuses candidatures, le CGRSE n'a pas réussi à finaliser sa recherche et a en conséquence changé le profil recherché. Dans ce cadre, Alexandre Bompard a été identifié avec un profil de dirigeant opérationnel connaissant bien les enjeux de la distribution y compris dans le secteur des télécommunications et ayant une solide expérience dans les médias et les contenus.

Après cette cooptation, le conseil compte cinq femmes sur douze administrateurs, hors les administrateurs élus par le personnel qui ne sont pas pris en compte, soit une proportion de 41,7 % de femmes qui reste conforme aux dispositions légales applicables en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des Conseils d'administration

Alexandre Bompard, né en 1972 à Saint-Étienne, est président-directeur général de la Fnac Darty. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise de droit public et d'un DEA de sciences économiques, et diplômé de l'École nationale d'administration (promotion Cyrano de Bergerac). À sa sortie de l'ENA, Alexandre Bompard est affecté à l'Inspection générale des finances (1999-2002). Il devient par la suite Conseiller technique de François Fillon, alors Ministre des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité d'avril à décembre 2003. Entre 2004 et 2008, Alexandre Bompard exerce plusieurs responsabilités au sein du groupe Canal+. Il est directeur du cabinet du président Bertrand Méheut (2004-2005),

puis directeur des sports et des affaires publiques du groupe (juin 2005-juin 2008). En juin 2008, il est nommé président-directeur général d'Europe 1 et d'Europe 1 Sport. En janvier 2011, il rejoint le groupe Fnac, dont il est nommé président-directeur général. À son arrivée, il engage un ambitieux plan de transformation de l'enseigne, intitulé «fnac 2015», pour répondre au défi de la révolution numérique et à l'évolution des attentes des clients. À l'automne 2015, la Fnac lance une offre de rachat sur le groupe Darty et Alexandre Bompard devient, le 20 juillet 2016, président-directeur général du nouvel ensemble regroupant les enseignes Fnac et Darty. Alexandre Bompard est marié et père de trois enfants. Il est Chevalier dans l'Ordre des Arts et des Lettres. Il est de nationalité française.

Alexandre Bompard détient, à la date de ce document, 1 000 actions de la Société.

Septième à dixième résolutions

Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016 au président-directeur général et aux directeurs généraux délégués

Le code Afep-Medef, auquel la Société se réfère, recommande de présenter aux actionnaires, afin que ceux-ci émettent un avis consultatif, un projet de résolution sur les éléments de la rémunération individuelle du directeur général, et, le cas échéant, des directeurs généraux délégués.

À ce titre, il est donc proposé aux actionnaires le vote d'une résolution sur la rémunération individuelle de chacun des quatre dirigeants mandataires sociaux : Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange (septième résolution), et Ramon Fernandez, Pierre Louette et Gervais Pellissier, directeurs généraux délégués (respectivement huitième, neuvième et dixième résolutions).

Les tableaux ci-après reprennent une synthèse de ces éléments de rémunération, sur lesquels il vous est proposé d'émettre un avis favorable.

Montants bruts (en euros)	Montants versés au titre de l'exercice à Stéphane Richard	Montants versés au titre de l'exercice à Ramon Fernandez	Montants versés au titre de l'exercice à Pierre Louette	Montants versés au titre de l'exercice à Gervais Pellissier
Rémunération fixe	900 000	600 000	600 000	600 000
Rémunération variable	640 906	300 000	300 000	427 271
Rémunération variable pluriannuelle	0	0	0	0
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	0 ⁽¹⁾	NA ⁽²⁾	NA ⁽²⁾	NA ⁽²⁾
Attribution d'options d'actions, d'actions de performance ou d'éléments de rémunération de long terme	NA	NA	NA	NA
Indemnités liées à la prise ou cessation de fonction	NA	NA	NA	NA
Régime de retraite supplémentaire	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature	5 361	15 922	24 146	15 970
Total	1 546 267	915 922	924 146	1 043 241

(1) Stéphane Richard a renoncé à percevoir ses jetons de présence.

(2) Non applicable.

Une présentation détaillée de la rémunération des mandataires sociaux est donnée à la section 5.3.1.1 *Montant des rémunérations versées aux dirigeants mandataires sociaux*.

Il est rappelé que suite à l'adoption de la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi « Sapin II », les actionnaires seront appelés, lors de l'Assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018, à se prononcer sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sous la forme d'un vote contraignant et non plus uniquement consultatif.

Onzième à quatorzième résolutions

Approbation des principes et critères de rémunération du président-directeur général et des directeurs généraux délégués

Conformément à l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, les actionnaires doivent approuver en Assemblée générale les principes et critères de détermination, répartition et attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages en nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux.

Les onzième à quatorzième résolutions ont donc pour objet de proposer aux actionnaires le vote sur la politique de rémunération de Stéphane Richard (11^e résolution), Ramon Fernandez (12^e résolution), Pierre Louette (13^e résolution) et Gervais Pellissier (14^e résolution).

Le détail de cette politique figure dans le Rapport sur les rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux établi par votre Conseil. Voir section 5.3.1.2 *Principes et critères de rémunération des dirigeants mandataires sociaux en 2017*.

Quinzième résolution

Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions Orange

Votre Conseil d'administration vous propose de l'autoriser à racheter des actions de la Société dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital et au prix maximum de 24 euros par action (ce prix pouvant être ajusté en cas d'opération sur le capital). Le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est ainsi fixé à 6 384 135 837,60 euros.

Cette autorisation serait valable pour une période de 18 mois à compter de l'Assemblée générale et pourrait être mise en œuvre à tout moment sauf en période d'offre publique visant les actions de la Société.

Le programme de rachat aurait pour objet (i) de permettre à la Société d'honorer des obligations liées à des titres donnant accès au capital ou à des programmes de stock-options ou toute autre forme d'allocation d'actions aux salariés (en particulier d'attribution gratuite d'actions ou d'offres réservées au personnel), (ii) d'assurer la liquidité de l'action Orange par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, (iii) de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe et (iv) de réduire le capital de la Société.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette délégation et en arrêter les modalités.

L'adoption de cette résolution mettrait fin à l'autorisation de rachat donnée par l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2016 qui n'a pas été utilisée pour acquérir des actions, à l'exception des opérations réalisées par un prestataire de services d'investissement (PSI) indépendant dans le cadre du contrat de liquidité en place.

Le Conseil d'administration vous informera dans son rapport annuel, des achats, transferts ou annulations d'actions réalisés et le cas échéant de l'affectation des actions acquises aux différents objectifs poursuivis.

Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée générale à titre extraordinaire

Autorisations financières

(Seizième à vingt-huitième résolutions et trente-deuxième résolution)

Il est proposé aux actionnaires de consentir au Conseil d'administration des autorisations pour lui permettre de choisir, à tout moment, au sein d'une large gamme de valeurs mobilières donnant accès en particulier à des actions de la Société, avec maintien ou non du droit préférentiel de souscription des actionnaires, l'instrument financier le plus approprié au développement de la Société, compte tenu des caractéristiques des marchés financiers au moment considéré :

- (i) autorisations globales (seizième à vingt-sixième résolution) d'une durée de 26 mois chacune, qui est la durée maximale fixée par le Code de commerce, et limitée au total (par la vingt-septième

résolution) à 3 milliards d'euros de nominal, permettant l'émission, via différentes résolutions et avec ou sans droit préférentiel de souscription, d'actions et de valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à des actions de la Société ;

- (ii) délégation complémentaire (vingt-huitième résolution) pour la même durée de 26 mois, concernant l'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, dans la limite de 2 milliards d'euros de nominal, indépendante du plafond de l'autorisation globale ;
- (iii) délégation complémentaire (trente-et-unième résolution) pour une durée de 18 mois concernant l'augmentation du capital au bénéfice des adhérents des plans d'épargne d'entreprise mis en place au sein du Groupe, dans la limite de 200 millions d'euros de nominal.

Les montants proposés sont présentés en nominal, étant rappelé que la valeur nominale de l'action Orange est de 4 euros.

Par ailleurs, chaque autorisation globale fera l'objet de deux résolutions séparées : l'une autorisant votre Conseil à utiliser cette autorisation en dehors d'une période d'offre publique sur les titres de la Société, et l'autre (qui suit immédiatement la précédente en termes de numérotation pour une meilleure lisibilité) pour autoriser expressément votre Conseil à utiliser cette autorisation en période d'offre publique sur les titres de la Société.

L'Assemblée générale du 7 juin 2016 a autorisé votre Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, à annuler tout ou partie des actions Orange acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions mis en place par votre Société, et, en conséquence, à réduire le capital (vingt-huitième résolution de l'Assemblée générale du 7 juin 2016). Cette délégation venant à échéance le 8 décembre 2017, votre Conseil d'administration vous demande d'y mettre fin, avec effet immédiat au jour de l'Assemblée générale, et de la renouveler pour la même durée de 18 mois (trente-deuxième résolution).

L'ensemble de ces délégations fournira au Conseil d'administration les moyens lui permettant, le cas échéant en faisant appel aux marchés financiers, de réunir avec rapidité et souplesse auprès d'actionnaires les moyens financiers nécessaires au développement de votre Société. Ces délégations donnent au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour en assurer l'exécution (en constater la réalisation, procéder aux modifications statutaires ou aux formalités, etc.), avec faculté de délégation au directeur général, conformément à la loi.

Enfin, le tableau récapitulatif joint en annexe fait apparaître les opérations effectuées au cours de l'exercice 2016 dans le cadre des délégations.

Seizième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières complexes, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, exerçable uniquement hors période d'offre publique

Il est demandé à l'Assemblée générale, en utilisant le dispositif légal de la délégation globale de compétence, de donner au Conseil d'administration une délégation, d'une durée de 26 mois, pour décider l'émission, avec droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions de la Société, (ii) de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, (iv) de titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre par une Filiale de la Société, et (v) de titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la Société détient, directement ou indirectement, des droits dans le capital), le tout dans la limite d'un montant nominal maximal

d'augmentation de capital de 2 milliards d'euros, étant précisé que toute émission sur le fondement de cette résolution sera prise en compte pour l'application de la limitation globale de 3 milliards d'euros faisant spécifiquement l'objet de la vingt-septième résolution.

La **dix-septième résolution** autorise le Conseil à utiliser la délégation de compétence prévue à la seizième résolution en période d'offre publique sur les titres de la Société, pour la même durée et avec un plafond commun.

Dix-huitième et vingtième résolutions

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, exerçable uniquement hors période d'offre publique

Il est demandé à l'Assemblée générale, en utilisant le dispositif légal de la délégation globale de compétence, de donner au Conseil d'administration une délégation, d'une durée de 26 mois, pour décider l'émission par offre au public (dix-huitième résolution) et/ou par offre s'adressant à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs au sens du Code monétaire et financier, généralement appelée « placement privé » (vingtième résolution), **sans droit préférentiel de souscription des actionnaires**, (i) d'actions de la Société, (ii) de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, (iv) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre par une Filiale de la Société, et (v) de titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la Société détient, directement ou indirectement, des droits dans le capital, le tout dans la limite d'un montant nominal maximal d'augmentation de capital de 1 milliard d'euros, étant précisé que toute émission sur le fondement de ces résolutions sera prise en compte pour l'application de la limitation globale de 3 milliards d'euros faisant spécifiquement l'objet de la vingt-septième résolution.

En outre, s'agissant des offres à des investisseurs qualifiés (vingtième résolution), le montant nominal maximal des augmentations de capital réalisées sur le fondement de cette résolution s'imputerait sur le plafond de la dix-huitième résolution (1 milliard), soit environ 9 % du capital quand la loi permet un plafond de 20 % du capital au maximum.

Dans le cadre de ces délégations, le prix d'émission serait au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la délégation, après correction de ce montant, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance des actions de la Société ou de la Filiale concernée.

En fonction de ces éléments, le Conseil d'administration fixerait le prix d'émission des titres émis, et, le cas échéant, les modalités de rémunération des titres de créance, au mieux des intérêts de la Société et de ses actionnaires en tenant compte de tous les paramètres en cause. À cet effet, il prendra en considération, notamment, la nature des titres émis, la tendance des marchés boursiers et du marché de l'action Orange, les taux d'intérêt pratiqués si les valeurs émises consistent en des titres de créance, le nombre d'actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit et plus généralement l'ensemble des caractéristiques des titres émis.

Par ailleurs, le Conseil d'administration pourra instituer en faveur des actionnaires un droit de priorité.

En l'état actuel de la réglementation, le prix d'émission des actions nouvelles émises dans le cadre d'une offre au public (dix-huitième résolution) ou dans le cadre d'une offre s'adressant à des investisseurs qualifiés au sens du Code monétaire et financier (vingtième résolution), sans droit préférentiel de souscription, par une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé ne peut être inférieur à la moyenne pondérée des cours

des trois dernières séances de Bourse précédant la fixation de prix éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %.

Enfin, seraient exclues des dix-huitième et vingtième résolutions toutes émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de préférence.

Les **dix-neuvième et vingt-et-unième résolutions** autorisent le Conseil à utiliser les délégations de compétence prévues respectivement aux dix-huitième et vingtième résolutions en période d'offre publique visant les titres de la Société, pour les mêmes durées et avec un plafond commun.

Vingt-deuxième résolution

Autorisation au Conseil d'administration à l'effet, en cas d'émission de titres, d'augmenter le nombre de titres à émettre

Cette résolution a pour objet d'autoriser le Conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas de demandes excédentaires, dans les conditions légales et sous réserve du respect du plafond prévu dans la résolution en application de laquelle l'émission est décidée.

Cette résolution peut être utilisée pour chacune des émissions décidées en application des seizième à vingt-et-unième résolutions.

Ce dispositif donnerait au Conseil d'administration la faculté de procéder à des augmentations de capital complémentaires à des conditions identiques à l'émission initiale. Ceci permet d'augmenter la taille d'une émission en cas de demandes excédentaires (sur-allocation) de la part des actionnaires, du public ou des investisseurs considérés, selon le cas.

En l'état actuel de la réglementation, (i) la mise en œuvre de cette délégation devrait intervenir au plus tard dans les 30 jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale et (ii) l'augmentation de capital complémentaire serait limitée à 15 % de l'émission initiale et devrait intervenir au même prix d'émission que celui retenu pour l'émission initiale.

Vingt-troisième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société, exerçable uniquement hors période d'offre publique

Cette résolution a pour objet de permettre à la Société, conformément à l'article L. 225-148 du Code de commerce, l'émission, sans droit préférentiel de souscription, d'actions – ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions – pour permettre la réalisation d'offres publiques d'échange (OPE) qu'elle initierait en France ou à l'étranger.

Ces actions ou valeurs mobilières serviraient, par voie d'échange, à rémunérer les actionnaires qui apporteraient des titres d'une société objet d'une OPE, quelle qu'en soit la forme, à titre principal ou accessoire, initiée par la Société.

Toutefois, le bénéfice du régime de l'article L. 225-148 du Code de commerce est subordonné à la condition que les titres visés par l'offre soient admis aux négociations sur un marché réglementé, d'un État – telle la France – partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen ou membre de l'OCDE.

Il s'agit là d'une procédure qui autorise l'échange de titres sans que soit respecté par la Société le formalisme imposé lors de la réalisation d'un apport en nature.

L'augmentation de capital correspondante serait réalisée sans qu'il y ait lieu à droit préférentiel de souscription des actionnaires, auquel il est demandé de renoncer.

Le Conseil d'administration aurait à déterminer, lors de toute offre, la nature et les caractéristiques des actions ou des valeurs mobilières à émettre; le montant de l'augmentation de capital dépendrait du résultat de l'offre et du nombre de titres présentés à l'échange, compte tenu des parités arrêtées et des actions ou des valeurs mobilières émises.

Cette délégation serait donnée pour un montant de 1 milliard d'euros, qui s'imputerait sur le plafond autorisé par la dix-huitième résolution relative aux émissions sans droit préférentiel de souscription par offre au public. Ce plafond ne tient pas compte du nominal des actions de la Société qu'il faudrait émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société; elle serait donnée pour la même durée de 26 mois à compter de l'Assemblée générale.

Les modalités d'application de la vingtième résolution s'appliqueraient aux émissions réalisées sur le fondement de cette vingt-troisième résolution, à l'exception de celles relatives au prix d'émission des actions et valeurs mobilières donnant accès à des actions, et au droit de priorité des actionnaires.

La **vingt-quatrième résolution** autorise le Conseil à utiliser la délégation de compétence prévue à la vingt-troisième résolution en période d'offre publique visant les titres de la Société, pour la même durée et avec un plafond commun.

Vingt-cinquième résolution

Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières complexes, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société, exerçable uniquement hors période d'offre publique

Cette résolution a pour objet de déléguer au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à une augmentation de capital, sans droit préférentiel de souscription, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Cette délégation serait donnée pour un montant de 1 milliard d'euros qui s'imputerait sur le plafond autorisé par la dix-huitième résolution (comme la vingt-troisième résolution). En tout état de cause, le plafond sera limité, conformément à la loi, à 10 % du capital social (tel qu'existant à la date de l'Assemblée générale). Sur la base du capital social au 31 décembre 2016, le plafond serait de 1 064 022 639 euros.

Elle permettrait au Conseil d'administration de disposer des pouvoirs nécessaires pour procéder à l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre de la Société en vue de rémunérer de tels apports lorsque l'article L. 225-148 du Code de commerce n'est pas applicable (offre publique d'échange, voir vingt-troisième résolution).

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises serait supprimé au profit des porteurs des titres de capital ou valeurs mobilières objet des apports en nature. Cette délégation emporte également renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les actions et valeurs mobilières qui seraient émises pourraient donner droit.

En cas de mise en œuvre de la vingt-cinquième résolution, le Conseil d'administration statuerait sur le rapport du ou des Commissaires aux apports et dans les mêmes conditions que si l'Assemblée générale s'était elle-même prononcée : il pourrait ainsi approuver seul l'évaluation des apports en nature et l'octroi d'avantages particuliers et constater l'augmentation de capital; il pourrait aussi réduire l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers, si les apporteurs y consentent.

La **vingt-sixième résolution** autorise le Conseil à utiliser la délégation de pouvoirs prévue à la vingt-cinquième résolution en période d'offre publique visant les titres de la Société, pour la même durée et avec un plafond commun.

Vingt-septième résolution

Limitation globale des autorisations

Le montant nominal maximum des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des seizième à vingt-sixième résolutions est fixé à 3 milliards d'euros.

Vingt-huitième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes

Cette résolution a pour objet de permettre l'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, opération qui ne se traduit pas nécessairement par l'émission de nouvelles actions, et doit être autorisée par l'Assemblée générale aux conditions de *quorum* et de majorité des assemblées ordinaires en application de l'article L. 225-130 du Code de commerce. C'est pourquoi elle fait l'objet d'une résolution particulière.

La délégation de compétence, qui serait conférée également pour une durée de 26 mois, permettrait au Conseil de décider, en une ou plusieurs fois, une augmentation de capital, à concurrence d'un montant nominal maximum de 2 milliards d'euros, étant précisé que ce plafond est fixé (i) compte non tenu du nominal des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions ordinaires et (ii) de façon autonome des plafonds d'augmentation de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières autorisées par les seizième à vingt-sixième résolutions.

Vingt-neuvième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de dirigeants mandataires sociaux et de certains membres du personnel du groupe Orange

Il vous est demandé d'autoriser l'attribution gratuite d'actions, sous la forme d'actions de performance, aux dirigeants mandataires sociaux et à certains membres du personnel de la Société ou de sociétés ou groupements qui sont liés à la Société (filiales et participations).

Cette attribution serait faite dans le cadre du plan de rémunération variable pluriannuelle (*long term incentive plan* ou LTIP) mis en place pour les dirigeants mandataires sociaux de la Société et les membres du Comité exécutif qui ne sont pas dirigeants mandataires sociaux de la Société pour la période 2017-2019, LTIP qui est étendu aux membres du personnel désignés « Executives » et « Leaders » selon les mêmes modalités (hors le nombre d'actions) et conditions. Ces modalités et conditions sont décrites dans le Rapport sur les rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux établi par votre Conseil (voir section 5.3.1.2 *Principes et critères de rémunération des dirigeants mandataires sociaux en 2017*).

Les caractéristiques de cette attribution ont été étudiées et décidées par votre Conseil sur la base des recommandations du CGRSE :

- le nombre d'actions attribuées est limité à 0,06 % du capital social en ce compris les actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux de la Société, étant précisé que, s'agissant de ces derniers, le nombre total d'actions serait plafonné à 100 000 actions;
- il s'agit d'actions existantes ou d'actions nouvellement émises;

- la durée de l'autorisation est limitée à 12 mois, le souhait du Conseil d'administration étant de procéder rapidement après l'Assemblée générale à l'attribution des actions afin de permettre une appréciation des conditions de performance sur les trois exercices 2017, 2018 et 2019 ;
- cette autorisation est assortie de conditions de performance liées :
 - au montant du *cash flow organique* (pour 50 % du droit à attribution définitive),
 - à l'évolution relative du *Total Shareholder Return* (TSR) (pour 50 % du droit à attribution définitive).

L'atteinte de l'objectif cash-flow organique sera appréciée sur trois années successives (dont l'année 2017 au cours de laquelle les actions auront été attribuées gratuitement) par rapport au budget de chacune de ces trois années tel que le Conseil d'administration l'aura préalablement approuvé.

L'évolution relative du *Total Shareholder Return* (TSR) Orange sera appréciée par comparaison avec l'évolution du TSR du secteur des Telecommunications. L'évolution du TSR Orange sera calculée en comparant la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange des quatre mois précédant le 31 décembre 2016 à la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange des quatre mois précédant le 31 décembre 2019 ; celle du TSR du secteur des Telecommunications sera calculée selon la même méthodologie à partir de l'indice de référence *Stoxx Europe 600 Telecommunications* ou de tout autre indice qui viendrait s'y substituer ;

- l'acquisition définitive des actions (livraison de ces actions aux bénéficiaires) ne pourra pas intervenir avant le 31 mars 2020 ;
- les dirigeants mandataires sociaux auront l'obligation de conserver pendant toute la durée de leur fonction au moins la moitié des actions qu'ils recevront ; les autres bénéficiaires ne seront pas soumis à une période minimale de conservation.

Trentième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice des membres du personnel du groupe Orange

Ainsi que l'a rappelé Stéphane Richard, développer l'actionnariat salarié est un élément de force et de reconnaissance dans toutes les entreprises et au sein du groupe Orange.

Dans l'objectif d'associer tous les salariés du Groupe à la réussite du plan stratégique *Essentiels2020*, il est ainsi proposé de mettre en place un plan d'attribution gratuite d'actions Orange (« AGA ») sous condition de performance et de présence. Le plan est conditionné à l'atteinte de conditions de performance sur les trois années 2017, 2018 et 2019 qui sera constatée par le Conseil d'administration d'Orange au cours du 1^{er} semestre 2020.

Au titre de ce plan, il serait attribué à tous les membres du personnel des sociétés consolidées du groupe Orange qui auront accepté d'y participer un nombre d'actions équivalent à environ 1 000 euros par personne en Europe de l'Ouest (nombre à adapter en fonction du niveau de vie dans les autres pays) selon une répartition égalitaire au sein de chaque pays.

Dans ce cadre, il vous est demandé d'autoriser votre Conseil d'administration à attribuer gratuitement des actions à l'ensemble du personnel du groupe Orange, en France et à l'international.

Les caractéristiques de cette autorisation sont les suivantes :

- le nombre d'actions attribuées sera limité à 0,4 % du capital social ;
- il s'agira d'actions existantes ou d'actions nouvellement émises ;

- la durée de l'autorisation est limitée à 12 mois ; le souhait du Conseil d'administration étant de procéder rapidement après l'assemblée générale à l'attribution gratuite d'actions, parallèlement à l'attribution des actions de performance ;
- cette autorisation est assortie de conditions de performance liées :
 - au montant du *cash flow organique* (pour 50 % du droit à attribution définitive),
 - au montant de l'EBITDA ajusté (pour 50 % du droit à attribution définitive) ;
- la performance sera appréciée annuellement sur les exercices 2017, 2018 et 2019 par rapport au budget préalablement approuvé par le Conseil d'administration ;
- l'acquisition définitive des actions (livraison de ces actions aux bénéficiaires) sera soumise à une condition de présence et ne pourra pas intervenir avant le 31 mars 2020 ;
- si, au terme de la période d'acquisition définitive, les conditions de performance ne sont pas remplies, chaque membre du personnel du groupe Orange concerné recevra néanmoins, sous condition de présence, 50 % des actions.

Trente-et-unième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des émissions d'actions ou de valeurs mobilières complexes, réservées aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Cette résolution a pour objet de permettre l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société, à souscrire en numéraire, au bénéfice des adhérents du plan d'épargne d'entreprise du groupe Orange. Le cas échéant, dans le cadre d'une telle émission, il pourrait être attribué à titre gratuit des actions ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société, en substitution de tout ou partie de la décote visée ci-après et/ou de l'abondement.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de cette délégation, serait fixé à 200 millions d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles serait égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que le Conseil d'administration pourrait réduire cette décote s'il le juge opportun, notamment en cas d'offre de titres sur le marché international et/ou à l'étranger pour satisfaire notamment aux exigences des droits locaux applicables.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ainsi émises serait supprimé au profit des adhérents du plan d'épargne d'entreprise du groupe Orange.

Cette délégation aurait une durée de 18 mois.

Au 31 décembre 2016, le personnel du Groupe détenait, à travers les FCPE du Plan d'épargne Groupe, 4,97 % du capital et 7,76 % des droits de vote.

Conformément aux recommandations de l'Autorité des marchés financiers (AMF), il est précisé que la délégation ayant le même objet adoptée par l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2015 a été utilisée dans le cadre de l'Offre Réservée au Personnel *Orange Ambition 2016* et qu'à ce titre 11 171 216 actions nouvelles ont été émises et intégralement souscrites par les salariés.

Le tableau ci-après résume les plafonds de l'ensemble des autorisations financières proposées au vote des actionnaires.

**Délégations au Conseil d'administration soumises au vote
des actionnaires à l'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017**

Plafonds (en euros)	Émission d'actions et de valeurs mobilières ⁽¹⁾			Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	Augmentation de capital réservée aux adhérents du PEG
	Avec maintien du DPS	Avec suppression du DPS			
	16 ^e résolution	17 ^e à 21 ^e (2) et 23 ^e et 24 ^e (2) résolutions	25 ^e et 26 ^e résolutions (2)	28 ^e résolution	32 ^e résolution
Montant nominal maximal d'augmentation de capital	2 milliards	1 milliard	1 064 022 639 euros (10 % du capital)	2 milliards	200 millions
Plafond global 27 ^e résolution	3 milliards			-	-
Date d'échéance des délégations	31 juillet 2019				

(1) La 22^e résolution prévoit la possibilité d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du Droit Préférentiel de Souscription (16^e à 21^e résolutions) à hauteur de 15 % maximum.

(2) En cas d'utilisation, le montant nominal total d'augmentation de capital s'imputerait sur le plafond de 1 milliard d'euros de la 18^e résolution.

Trente-deuxième résolution

Autorisation d'annulation des actions rachetées

Le Conseil d'administration vous propose de l'autoriser, pendant une période de 18 mois à compter de l'Assemblée générale, à annuler tout ou partie des actions Orange qui auraient été acquises, soit dans le cadre du programme de rachat d'actions qui fait l'objet de la douzième résolution, soit dans le cadre de programmes de rachat d'actions antérieurs ou postérieurs à l'Assemblée générale, et, en conséquence, de réduire le capital.

Les actions ne peuvent être, selon la loi, annulées que dans la limite de 10 % du capital de la Société par période de 24 mois.

Trente-troisième résolution

Pouvoirs pour formalités

Il est proposé très classiquement à l'Assemblée générale de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale en vue de l'accomplissement de toutes les formalités et dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur en matière d'Assemblée générale.

Si les propositions du Conseil d'administration vous agréent, nous vous demandons de bien vouloir les consacrer par le vote des résolutions qui vous sont soumises, après avoir pris connaissance des rapports établis par les Commissaires aux comptes conformément aux différents textes légaux applicables.

Rapports complémentaires en cas d'utilisation des délégations

Règles applicables

Si le Conseil d'administration fait usage des délégations consenties par votre Assemblée générale, il doit établir un rapport complémentaire, ou, si un tel rapport complémentaire n'est pas requis, vous en informer dans son rapport annuel, dans les conditions prévues par la loi et la réglementation en vigueur au moment de l'utilisation de la délégation.

Par ailleurs, lors des émissions effectuées en vertu de ces délégations, les Commissaires aux comptes doivent établir un rapport au Conseil d'administration dans les conditions prévues par la loi et la réglementation en vigueur au moment de l'utilisation de la délégation.

Utilisation en cours

Le tableau joint en annexe au présent rapport comprend l'utilisation faite par le Conseil d'administration des délégations accordées dans le domaine des augmentations de capital.

Annexe

Tableau récapitulatif des délégations et autorisations accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration – Exercice 2016

À l'exception du programme de rachat d'actions propres qui fait l'objet de mentions spécifiques dans le document de référence valant rapport de gestion, conformément à l'article L. 225-211, alinéa 2 du Code de commerce, le tableau ci-après rend compte, pour l'exercice

2016, de l'ensemble des autorisations en cours de validité données au Conseil d'administration par l'Assemblée générale, y compris les délégations accordées en matière d'augmentation de capital requises par l'article L. 225-100 du Code de commerce.

Délégations accordées par l'Assemblée générale	Date de l'Assemblée générale ayant accordé la délégation	Durée de la délégation et date d'échéance	Montant total de la délégation (en euros)	Utilisation faite de la délégation au cours de l'exercice (en euros)	Solde (en euros)
Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. (19 ^e résolution)	27 mai 2015	26 mois 26 juillet 2017	2 milliards	-	2 milliards
Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes. (26 ^e résolution)	27 mai 2015	26 mois 26 juillet 2017	2 milliards	-	2 milliards
Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel des actionnaires. (27 ^e résolution)	27 mai 2015	26 mois 26 juillet 2017	200 millions	44 684 864	155 315 136
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions. (12 ^e résolution)	7 juin 2016	18 mois 6 décembre 2017	10 % du capital par période de 24 mois	-	1 064 022 639

6.5 Rapports des Commissaires aux comptes sur les résolutions et les conventions réglementées

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société Novalis

Personnes concernées

Les mandataires sociaux (MM. Stéphane Richard, président-directeur général, Ramon Fernandez, Pierre Louette et Gervais Pellissier, directeurs généraux délégués).

Nature et objet

Deux avenants aux contrats en cours avec la société Novalis, ayant pour objet d'étendre aux mandataires sociaux le champ d'application des contrats du groupe Orange relatifs aux frais de santé, d'une part, et à la couverture décès, incapacité, invalidité, d'autre part, ont été conclus le 11 janvier 2010.

Ces deux avenants ont été autorisés par le Conseil d'administration du 24 mars 2010 et approuvés par l'Assemblée générale du 9 juin 2010.

Paris-La-Défense, le 22 mars 2017
Les Commissaires aux comptes

KPMG SA
Marie Guillemot

Ernst & Young Audit
Charles-Emmanuel Chosson

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017 – résolutions n° 16 à 27

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Conseil d'administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
 - émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (16^e résolution) (i) d'actions de la société, (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la société, (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, (iv) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre par une société dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, (v) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la société détient directement ou indirectement des droits dans le capital, étant précisé que cette délégation ne pourra être utilisée en période d'offre publique sur les titres de votre société ;
 - de l'autoriser à utiliser la délégation de compétence prévue à la 16^e résolution en période d'offre publique sur les titres de votre société, pour la même durée, (17^e résolution) ;
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (18^e résolution) (i) d'actions de la société, (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la société, (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, (iv) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre par une société dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, (v) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la société détient directement ou indirectement des droits dans le capital, étant précisé que cette délégation ne pourra être utilisée en période d'offre publique sur les titres de votre société ;
 - de l'autoriser à utiliser la délégation de compétence prévue à la 18^e résolution en période d'offre publique sur les titres de votre société, pour la même durée (19^e résolution) ;
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier et dans la limite de 20 % du capital social par an (20^e résolution) (i) d'actions de la société, (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la société, (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, (iv) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre par une société dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital et (v) de valeurs

mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créance d'une entité dans laquelle la société détient directement ou indirectement des droits dans le capital, étant précisé que cette délégation ne pourra être utilisée en période d'offre publique sur les titres de votre société ;

- de l'autoriser à utiliser la délégation de compétence prévue à la 20^e résolution en période d'offre publique sur les titres de votre société, pour la même durée (21^e résolution) ;
- émission, en cas d'offre publique d'échange initiée par votre société (23^e résolution), (i) d'actions de la société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la société, étant précisé que cette délégation ne pourra être utilisée en période d'offre publique sur les titres de votre société ;
- de l'autoriser à utiliser la délégation de compétence prévue à la 23^e résolution en période d'offre publique sur les titres de votre société, pour la même durée (24^e résolution) ;
- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à une émission (i) d'actions de la société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la société en vue de rémunérer des apports en nature consentis à votre société, et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (25^e résolution), dans la limite de 10 % du capital, étant précisé que cette délégation ne pourra être utilisée en période d'offre publique sur les titres de votre société ;
- de l'autoriser à utiliser la délégation de pouvoirs prévue à la 25^e résolution en période d'offre publique sur les titres de votre société, pour la même durée (26^e résolution).

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder 2 milliards d'euros au titre des 16^e et 17^e résolutions et 1 milliard d'euros au titre des 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 23^e, 24^e, 25^e et 26^e résolutions, et ce dans la limite d'un plafond global fixé par la 27^e résolution à 3 milliards d'euros.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e et 21^e résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, si vous adoptez la 22^e résolution.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration au titre des 18^e, 19^e, 20^e et 21^e résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des 16^e, 17^e, 23^e, 24^e, 25^e et 26^e résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seraient réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-

ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 18^e, 19^e, 20^e et 21^e résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'administration en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Paris La Défense, le 29 mars 2017

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit

Département de KPMG SA

Marie Guillemot

Associée

Ernst & Young Audit

Charles-Emmanuel Chosson

Associé

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre aux dirigeants mandataires sociaux et à certains membres du personnel du groupe Orange

Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017 – résolution n° 29

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de dirigeants mandataires sociaux (au sens de l'article L. 225-197-1 II du Code de commerce) et de certains membres du personnel de la société ou de sociétés ou groupements qui sont liés à la société au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 0,06 % du capital de la société à la date de la présente Assemblée générale, étant précisé que le nombre total d'actions attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux de la société ne pourra excéder 100 000 actions.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de douze mois à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Paris La Défense, le 29 mars 2017

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit

Département de KPMG SA

Marie Guillemot

Associée

Ernst & Young Audit

Charles-Emmanuel Chosson

Associé

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre aux membres du personnel du groupe Orange

Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017 – résolution n° 30

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit des membres du personnel de la société ou de sociétés ou groupements qui sont liés à la société au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 0,4 % du capital de la société à la date de la présente Assemblée générale.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de douze mois à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Paris La Défense, le 29 mars 2017
Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG SA
Marie Guillemot
Associée

Ernst & Young Audit
Charles-Emmanuel Chosson
Associé

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ou de valeurs mobilières réservée aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise

Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017 – résolution n° 31

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une émission (i) d'actions de la société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la société, réservée aux adhérents des plans d'épargne d'entreprise (et/ou aux adhérents de tout autre plan pour lequel l'article L. 3332-18 du Code du travail permettrait de réserver une augmentation du capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de votre société ou de son groupe, le groupe étant constitué de votre société et des entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la société en application des articles L. 3344-1 et L. 3344-2 du Code du travail, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal maximal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra excéder M€ 200.

Cette opération est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de dix-huit mois la compétence pour décider une ou plusieurs émissions et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration en cas d'émission d'actions ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre.

Paris La Défense, le 29 mars 2017
Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG SA
Marie Guillemot
Associée

Ernst & Young Audit
Charles-Emmanuel Chosson
Associé

Rapport des Commissaires aux comptes sur la réduction du capital

Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017 – résolution n° 32

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Conseil d'administration vous propose de lui déléguer, pour une période de dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de vingt-quatre mois, les actions achetées au titre de la mise

en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Paris La Défense, le 29 mars 2017
Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG SA
Marie Guillemot
Associée

Ernst & Young Audit
Charles-Emmanuel Chosson
Associé

Attestation des Commissaires aux comptes sur le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées

Attestation sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L. 225-115 4° du Code de commerce

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en application de l'article L. 225-115 4° du Code de commerce, nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées, figurant dans le document joint et s'élevant à 8 766 700 euros avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

La présente attestation tient lieu de certification de l'exactitude du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées au sens de l'article L. 225-115 4° du Code de commerce.

Elle est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Paris-La Défense, le 23 février 2017

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit

Département de KPMG SA

Marie Guillemot

Associée

Ernst & Young Audit

Charles-Emmanuel Chosson

Associé

Relevé du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées

Le montant global des salaires, allocations et indemnités diverses, honoraires et avantages en nature, versés aux dix personnes les mieux rémunérées pendant l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'élève à 8 766 700 euros (huit millions sept cent soixante-six mille sept cent euros).

Fait à Paris, le 22 février 2017

Le président du Conseil d'administration

Stéphane Richard

Informations complémentaires

7

7.1	Personne responsable	372
7.1.1	Personne responsable des informations contenues dans le document d'enregistrement	372
7.1.2	Déclaration de la personne responsable	372
7.2	Contrôleurs légaux	372
7.2.1	Commissaires aux comptes titulaires	372
7.2.2	Commissaires aux comptes suppléants	372
7.3	Informations statutaires	373
7.3.1	Raison sociale	373
7.3.2	Lieu et numéro d'enregistrement	373
7.3.3	Date de constitution et durée de vie	373
7.3.4	Siège social, succursales, forme juridique et législation applicable	373
7.3.5	Objet social	373
7.3.6	Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	373
7.3.7	Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	374
7.3.8	Règles d'admission et de convocation des Assemblées générales	374
7.3.9	Dispositions ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle	375
7.3.10	Déclarations de franchissement de seuils	375
7.4	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	375
7.5	Conventions réglementées et opérations avec des apparentés	376
7.6	Contrats importants	376

7.1 Personne responsable

7.1.1 Personne responsable des informations contenues dans le document d'enregistrement

Le président-directeur général Stéphane Richard

7.1.2 Déclaration de la personne responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en pages 35 à 40, 189 à 240 et 271 à 272 du présent document de référence présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes, données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les informations financières historiques présentées dans ce document ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant aux pages 187 et 273.

Paris, le 6 avril 2017

Le président-directeur général
Stéphane Richard

7.2 Contrôleurs légaux

7.2.1 Commissaires aux comptes titulaires

Ernst & Young Audit

Représenté par Charles-Emmanuel Chosson
Tour First – TSA 14444 – 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Ernst & Young Audit a été nommé par arrêté interministériel du 18 septembre 1991, et a été renouvelé par arrêtés interministériels du 14 mai 1997 et du 27 mai 2003, puis par décisions de l'Assemblée générale ordinaire du 26 mai 2009 et de l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2015 pour une période de six exercices.

KPMG SA

Représenté par Marie Guillemot
Tour Eqho – 2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

KPMG SA a été nommé par décision de l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2015 pour une période de six exercices.

7.2.2 Commissaires aux comptes suppléants

Auditex

Tour First – TSA 14444 – 1/2, Place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Auditex a été nommé par arrêté interministériel en date du 27 mai 2003, et renouvelé par décisions de l'Assemblée générale ordinaire du 26 mai 2009 et de l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2015 pour une période de six exercices.

Salustro Reydel

2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

Salustro Reydel a été nommé par décision de l'Assemblée générale du 27 mai 2015 pour une période de six exercices.

Les mandats de tous les Commissaires aux comptes expireront à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

7.3 Informations statutaires

7.3.1 Raison sociale

Orange

7.3.2 Lieu et numéro d'enregistrement

Registre du commerce et des sociétés de Paris

Numéro : 380 129 866

Code APE : 642 C

7.3.3 Date de constitution et durée de vie

Orange a été constitué en société anonyme le 31 décembre 1996 pour une durée de 99 ans. Sauf dissolution anticipée ou prorogation, la Société expirera le 31 décembre 2095.

7.3.4 Siège social, succursales, forme juridique et législation applicable

Siège social : 78, rue Olivier de Serres, à Paris (15^e), France

Téléphone : +33 (0) 1 44 44 22 22

Succursale : Orange SA dispose d'une succursale en Pologne : Oddział w Polsce, Al. Jerozolimskie 160, 02-326 Varsovie.

Orange est régi par la législation française sur les sociétés anonymes sous réserve des lois spécifiques qui lui sont applicables, notamment la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom, telle que modifiée.

La réglementation applicable à Orange en raison de ses activités d'opérateur de télécommunications est décrite à la section 2.2 *Réglementation*.

7.3.5 Objet social

La Société a pour objet, en France et à l'étranger, conformément notamment au Code des postes et télécommunications :

- d'assurer tous services de communications électroniques dans les relations intérieures et internationales ;
- d'assurer les missions relevant du service public et, en particulier, de fournir, le cas échéant, le service universel des télécommunications et les services obligatoires ;
- d'établir, de développer et d'exploiter tous réseaux ouverts au public de communications électroniques nécessaires à la fourniture de ces services et d'assurer leur interconnexion avec d'autres réseaux ouverts aux publics français et étrangers ;
- de fournir tous autres services, installations, équipements terminaux, réseaux de communications électroniques, ainsi qu'établir et exploiter tous réseaux distribuant des services audiovisuels, et notamment des services de radiodiffusion sonore, de télévision ou multimédia ;
- de créer, d'acquérir, de louer, de prendre en location-gérance tous meubles, immeubles et fonds de commerce, de prendre à bail, d'installer, d'exploiter, tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'un des objets précités ;
- de prendre, d'acquérir, d'exploiter ou de céder tous procédés et brevets concernant les activités se rapportant à l'un des objets précités ;
- la participation directe ou indirecte à toutes opérations pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés ou d'entreprises nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de prises d'intérêt, de fusion, d'association ou de toute autre manière ;
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'un quelconque des objets précités, à tous objets similaires ou connexes et même à tous objets qui seraient de nature à favoriser ou à développer les affaires de la Société.

7.3.6 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions

Orange n'a émis que des actions ordinaires. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées générales, dans les conditions légales et statutaires. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'Assemblée générale.

Il n'existe pas de clause statutaire prévoyant un droit de vote double ou multiple en faveur des actionnaires d'Orange. Cependant, la loi du

29 mars 2014 visant à reconquérir l'économie réelle (dite loi Florange) prévoit l'attribution de droits de vote double à toutes les actions pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Païement des dividendes

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée générale sont fixées par elle, ou, à défaut, par le Conseil d'administration. Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice. L'Assemblée générale ordinaire a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions, dans les conditions légales.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître qu'Orange, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements

et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les dividendes non réclamés sont prescrits au profit de l'État français à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur mise en paiement.

Cession et transmission des actions

Les actions sont librement négociables, sous réserve des dispositions légales et réglementaires. Elles font l'objet d'une inscription en compte et se transmettent par voie de virement de compte à compte.

7.3.7 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires

Les droits des actionnaires peuvent être modifiés dans les conditions légales. L'Assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut

toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectuées.

7.3.8 Règles d'admission et de convocation des Assemblées générales

Accès, participation et vote aux Assemblées générales

Les Assemblées générales se composent de tous les actionnaires dont les titres sont libérés des versements exigibles et qui ont justifié, au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure (heure de Paris), de leur droit de participer aux Assemblées générales par l'enregistrement comptable de leurs titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte lorsqu'ils n'ont pas leur domicile sur le territoire français.

L'enregistrement comptable des titres dans le délai prévu au paragraphe précédent doit s'effectuer soit dans les comptes titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Le Conseil d'administration peut, s'il le juge utile, faire remettre aux actionnaires des cartes d'admission nominatives et personnelles et exiger la production de ces cartes.

Pour le calcul du *quorum* et de la majorité de toute Assemblée générale, sont réputés présents les actionnaires participant à l'Assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification répondant aux conditions légales et réglementaires. Le Conseil d'administration organise, dans les conditions légales et réglementaires, la participation et le vote de ces actionnaires à l'Assemblée générale; il s'assure notamment de l'efficacité des moyens permettant leur identification.

Tout actionnaire peut, dans les conditions légales et réglementaires, voter à distance ou se faire représenter par toute personne physique ou morale de son choix. Les actionnaires peuvent, dans les conditions légales et réglementaires, adresser leur formulaire de vote à distance ou de procuration, soit sous forme papier, soit par moyens électroniques de télécommunication jusqu'à 15 heures heure de Paris la veille de l'Assemblée générale. Les modalités d'envoi sont précisées par le Conseil d'administration dans l'avis de réunion et l'avis de convocation.

Les actionnaires votant à distance, dans le délai prévu aux statuts, au moyen du formulaire mis à la disposition des actionnaires par la Société sont assimilés aux actionnaires présents ou représentés.

Les formulaires de vote à distance ou par procuration, de même que l'attestation de participation, peuvent être établis sur support électronique dûment signé dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables. À cette fin, la saisie et la signature électronique du formulaire peuvent être directement effectuées sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'Assemblée.

Les actionnaires n'ayant pas leur domicile sur le territoire français peuvent se faire représenter par un intermédiaire inscrit qui intervient dans les conditions légales.

Convocation des Assemblées générales

Les Assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou, à défaut, par les Commissaires aux comptes, ou par toute personne habilitée à cet effet. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Sauf exceptions prévues par la loi, la convocation est faite 15 jours au moins avant la date de l'Assemblée générale, et lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le *quorum* requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dix jours au moins à l'avance, dans les mêmes formes que la première.

Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice social, pour statuer sur les comptes annuels et les comptes consolidés de cet exercice, ou, en cas de prorogation, dans le délai fixé par décision de justice. Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté à distance, possèdent au moins le cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun *quorum* n'est requis. L'Assemblée statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

Assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Sous réserve des dispositions légales applicables aux augmentations de capital réalisées par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins, sur première convocation le quart, et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote. À défaut de ce dernier *quorum*, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous la même réserve, elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

7.3.9 Dispositions ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle

Il n'existe pas de dispositions statutaires ayant pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle de la Société. Les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique,

mentionnés à l'article L 225-100-3 du Code de commerce, sont décrits à la section 7.4.

7.3.10 Déclarations de franchissement de seuils

Outre l'obligation légale d'informer la Société et l'Autorité des marchés financiers du franchissement des seuils de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 30 %, 33 1/3 %, 50 %, 66 2/3 %, 90 % et 95 % du capital ou des droits de vote, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui viendrait à détenir, directement ou indirectement, au sens des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce, un nombre d'actions, de droits de vote ou de titres émis en représentation d'actions, correspondant à 0,5 % du capital ou des droits de vote d'Orange est tenue, dans les cinq jours de Bourse à compter de l'inscription des titres qui lui permettent d'atteindre ou de franchir ce seuil, de déclarer à Orange par lettre recommandée avec avis de réception, le nombre total d'actions, de droits de vote et de titres donnant accès au capital qu'elle possède.

Cette déclaration doit être renouvelée dans les conditions ci-dessus, chaque fois qu'un nouveau seuil de 0,5 % est atteint ou franchi à la hausse comme à la baisse, quelle qu'en soit la raison, et ce y compris au-delà du seuil de 5 %.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus et si un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 0,5 % du capital ou des droits de vote en font la demande à l'Assemblée générale, le ou les actionnaires concernés sont, dans les conditions et limites fixées par la loi, privés du droit de vote afférant aux titres dépassant les seuils soumis à déclaration.

7.4 Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En application de l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sur les actions Orange sont, à la connaissance de la Société, les suivants :

porteurs, les Conseils de surveillance décident de l'apport des titres inscrits à l'actif de ces fonds aux offres d'achat ou d'échange, conformément à l'article L. 214-164 du Code monétaire et financier. Les FCPE détiennent, au 31 décembre 2016, 4,97 % du capital de la Société et 7,76 % des droits de vote en Assemblée générale.

Structure du capital de la Société

L'État et Bpifrance Participations détiennent de concert 22,95 % du capital et 29,29 % des droits de vote en Assemblée générale, compte-tenu des droits de vote double sur les actions qu'ils détiennent au nominatif. Voir la section 6.2.1 *Répartition du capital et des droits de vote*.

Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

Les règlements des Fonds Communs de Placement d'Entreprise (FCPE) des plans d'épargne Groupe investis en actions Orange prévoient que les droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif de ces fonds sont exercés par les Conseils de surveillance des fonds. En l'absence de mention expresse dans les règlements sur les cas où les Conseils de surveillance doivent recueillir l'avis préalable des

Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

L'État et Bpifrance Participations ont conclu le 18 février 2016 un nouveau pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert qui a été porté à la connaissance de la Société et de l'AMF. Voir la section 6.2.1.2 *Information sur les pactes d'actionnaires*.

Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration

Voir la section 5.2.2.1 *Règles légales et statutaires relatives à la composition du Conseil d'administration*.

7.5 Conventions réglementées et opérations avec des apparentés

Orange SA a conclu avec certaines de ses filiales des accords-cadres, des accords d'assistance ou de licences de marques, ainsi que des contrats relatifs à des services et prestations. En outre, des conventions de trésorerie sont mises en place entre Orange SA et la plupart de ses filiales. Ces contrats ont été conclus à des conditions normales de marché.

Durant l'exercice 2016, Orange SA n'a pas conclu de conventions réglementées, telles que définies à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Au regard des exercices antérieurs, se sont poursuivis au cours de l'exercice 2016 les deux avenants aux contrats en cours avec la société Novalis, conclus le 11 janvier 2010 et ayant pour objet d'étendre aux mandataires sociaux le champ d'application des contrats du groupe Orange relatifs aux frais de santé, d'une part, et à la couverture décès, incapacité, invalidité, d'autre part. Sont concernés par ces conventions réglementées les dirigeants sociaux de la société Orange SA : Stéphane Richard, président-directeur général ainsi que Ramon Fernandez, Pierre Louette et Gervais

Pellissier, directeurs généraux délégués. Voir le rapport spécial des Commissaires aux comptes d'Orange SA (section 6.5).

Par ailleurs, à l'exception d'éventuelles conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, aucune convention n'a été conclue au cours de l'exercice 2016, directement ou par personne interposée, entre un mandataire social ou un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote d'Orange SA et une société dont Orange SA possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital.

Voir également le tableau des opérations réalisées entre le Groupe et les principales sociétés mises en équivalence (EE) en note 3.2 *Principales variations de périmètre* de l'annexe aux comptes consolidés, ainsi que la note 10 *Titres mis en équivalence* de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1.1) et la note 7 *Transactions avec les entreprises et les parties liées* de l'annexe aux comptes annuels d'Orange SA (section 4.7.1).

Voir enfin la note 6.4 *Rémunération des dirigeants* de l'annexe aux comptes consolidés.

7.6 Contrats importants

Le 21 décembre 2016, Orange a signé avec 24 banques internationales un crédit syndiqué de six milliards d'euros à échéance décembre 2021 afin de refinancer le précédent crédit syndiqué de six milliards d'euros mis en place le 27 janvier 2011. Voir note 12.3 *Gestion du risque de liquidité* de l'annexe aux comptes consolidés.

En outre, Orange a procédé à des acquisitions et cessions significatives au cours des derniers exercices (voir note 3.2 *Principales variations de périmètre* de l'annexe aux comptes consolidés).

En dehors des contrats visés ci-dessus, Orange n'a pas conclu de contrats significatifs autres que ceux conclus dans le cours normal des affaires.

Annexes

8

Glossaire des termes techniques	378
Glossaire financier	382
Tables de concordance	384

Glossaire des termes techniques

3G/3G+ : voir UMTS (3G) et HSDPA (3G+).

4G : 4^e génération des standards pour la téléphonie mobile, successeur de la 3G et de la 2G. Elle permet le « très haut débit mobile » (débits théoriques supérieurs à 100 Mbit/s) et utilise la Voix sur IP.

4G+ : évolution de la norme 4G. Son déploiement permet d'assurer une couverture renforcée dans les centres-villes de forte densité et avec un débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 223 Mbit/s.

5G : futur standard non encore normalisé qui succèdera à la 4G et à la 4G+ caractérisé par un débit plus élevé et une consommation d'énergie plus faible.

ADSL (Asymmetrical Digital Subscriber Line) : technologie de transmission de données à haut débit sur le réseau téléphonique traditionnel. Elle permet de fournir des services de transfert de données (en premier lieu l'accès à Internet) à haut débit sur un câble en cuivre en paire torsadée (le fil téléphonique qui arrive dans la plupart des bâtiments).

API (Application Programming Interface) : interface de programmation informatique qui permet l'interaction des programmes les uns avec les autres, de manière analogue à une interface homme-machine.

Arcep : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

ATM (Asynchronous Transfer Mode) : voir Mode de transfert asynchrone.

B2B ou Business to Business : ensemble des activités d'une entreprise (échanges ou transactions commerciales) qui visent une clientèle d'entreprises.

B2C ou Business to Consumer : ensemble des activités d'une entreprise (échanges ou transactions commerciales) qui visent une clientèle Grand Public.

Backbone : réseau dorsal de transmission longue distance à fibre optique et à très grande capacité. Voir DWDM et SDH.

Backhaul : liaison de raccordement pour la transmission de la voix ou de données soit à un *backbone*, soit à un point depuis lequel on effectue une liaison.

BAS (Broadband Access Server) : voir Serveur d'accès large bande.

Bit : abréviation de Binary digit. Unité élémentaire d'information codée de manière binaire (0 ou 1) utilisée par les systèmes numériques.

Bitstream : type d'offre de gros permettant aux opérateurs alternatifs de louer des accès haut débit qui ont été activés par l'opérateur historique. Ils sont alors en mesure de proposer des services haut débit de détail dans les zones où ils ne sont pas présents au titre du dégroupage.

Boucle locale : partie du réseau téléphonique qui connecte le commutateur téléphonique local aux foyers individuels des abonnés.

CDMA (Code Division Multiple Access) : procédé utilisé notamment en téléphonie mobile et permettant de transmettre plusieurs signaux numériques simultanément sur la même fréquence porteuse. Il permet aux opérateurs de proposer à leurs abonnés notamment des services d'accès à l'Internet à haut débit sur leur mobile.

Centrex : service permettant à une ou plusieurs entreprises d'utiliser un autocommutateur public en disposant de tous les compléments de service disponibles sur les PABX (Autocommutateur privé d'entreprise).

Cloud Computing : concept qui consiste à déporter sur des serveurs distants des stockages et des traitements informatiques traditionnellement localisés sur des serveurs locaux ou sur le poste de l'utilisateur.

Cloud Gaming ou jeu à la demande : technologie de streaming à haut débit permettant de jouer sur son ordinateur ou sa télévision à des jeux vidéo localisés sur des serveurs distants.

Dégroupage : obligation faite à un opérateur propriétaire de la boucle locale, de fournir à un opérateur tiers des paires de cuivre nues. L'opérateur tiers rémunère l'opérateur propriétaire pour cet usage et il installe lui-même ses propres équipements de transmission à l'extrémité de la boucle locale afin de relier les abonnés à son propre réseau. Une offre de colocalisation des équipements est aussi proposée aux opérateurs tiers en complément du dégroupage. On distingue le dégroupage partiel et le dégroupage total. Le dégroupage partiel permet à l'opérateur tiers de proposer un service haut débit sur la bande de fréquences haute de la ligne, tandis que l'opérateur propriétaire continue à fournir l'abonnement et le service téléphonique sur la bande basse. Le dégroupage total permet à l'opérateur tiers de raccorder l'intégralité d'une ligne à ses propres équipements, et donc de fournir à la fois la téléphonie et le haut débit.

Docsis (Data Over Cable Service Interface Specification) : norme qui définit les conditions d'interface de communications pour un système de transfert de données à vitesse élevée sur un système existant de télévision par câble. DOCSIS emploie la méthode d'accès TDMA (Time Division Multiple Access)/SCDMA (Synchronous Code Division Multiple Access).

DSL (Digital Subscriber Line – Ligne d'abonné numérique) : technologies qui permettent d'utiliser les lignes de cuivre raccordant les clients du « réseau téléphonique commuté » (RTC) pour opérer de la transmission à haut débit en mode paquet (numérique). Voir ADSL.

DSLAM (Digital Subscriber Line Access Multiplexer) : équipements DSL qui assurent la démodulation des modems ADSL des clients et un premier niveau d'agrégation pour le transport des données sur le réseau IP. Ils servent également à filtrer la voix et les données. Installés à proximité des répartiteurs d'abonnés, ils desservent en général entre 100 et 2 000 abonnés.

Dual play : offre d'abonnement haut débit composée de deux services : un accès à Internet, et une offre de téléphonie sur IP. Voir *multiplay*.

DWDM (Dense Wavelength Division Multiplexing) : technologie de transmission numérique sur fibre optique par multiplexage de longueur d'ondes qui autorise l'acheminement de très hauts débits d'information (jusqu'à 10 Gigabits par seconde) sur les réseaux longue distance.

Edge (Enhanced Data rates for GSM Evolution) : technologie radio qui constitue une étape intermédiaire entre le GPRS et l'UMTS et qui repose sur l'utilisation des fréquences radio GSM existantes pour offrir des services Internet et multimedia, avec un débit théorique allant jusqu'à 380 Kbit/s, et des débits réels jusqu'à quatre fois plus rapides que le GPRS.

Ethernet : technologie de raccordement de réseau local, développée à l'origine par Xerox, dans laquelle les ordinateurs sont raccordés par une combinaison de cartes d'interface réseau installées sur chaque PC et des câbles coaxiaux qui relient les stations de travail à un débit de 10 mégabits par seconde. Dans un réseau Ethernet, chaque station peut, à tout moment, initialiser une transmission.

FDD (Frequency Division Duplexing) : mode d'allocation des fréquences UMTS qui consiste à affecter une bande de fréquence pour chacune des voies montantes (du terminal à la station de base), et descendantes (de la station de base au terminal).

Fournisseur d'accès à Internet – FAI (Internet Service Provider ISP) : société procurant un accès à Internet aux utilisateurs particuliers, aux professionnels et aux entreprises.

Frame Relay : protocole de transmission de données qui utilise uniquement les deux premières couches du modèle de la norme internationale OSI (*Open System Interconnection*) visant à normaliser et faciliter l'interconnexion des réseaux. Il permet d'établir simultanément, par un multiplexage statistique, plusieurs communications sur un même accès et autorise des débits élevés.

FTTH (Fiber To The Home) : liaison par fibre optique directement jusque chez l'abonné assurant de très hauts débits de transmission compatibles avec les offres *triple play*.

FTTx (Fiber to the X) : nom générique des différents modes de raccordements optiques.

Full MVNO : MVNO qui exploite lui-même ses propres éléments de cœur de réseau et ses plateformes de service, tout en louant les capacités radio aux opérateurs hôtes. Voir MVNO.

Gateway : voir Passerelle.

Gbit/s ou Gigabit par seconde : milliard de bits (10^9) acheminés par seconde sur un réseau de transmission. Voir bit.

Go ou Gigaoctet : unité de mesure en informatique pour indiquer la capacité des mémoires informatiques et correspondant à un milliard d'octets (l'octet est une unité de codage de l'information composée de 8 bits).

GPON (Gigabit Passive Optical Network) : architecture de réseau optique FTTH passif, exclusive de l'architecture concurrente FTTH point à point, et utilisé pour la diffusion à la demande telle que la vidéo sur IP (IPTV).

GSM (Global System for Mobile Communications) : norme européenne pour réseaux de téléphonie mobile de deuxième génération qui opère dans les bandes de fréquence 900-1 800 MHz.

Hiérarchie numérique synchrone ou Synchronous Digital Hierarchy (SDH) : standard de transmission sur fibre optique à très haut débit qui permet d'assurer le transport de flux d'informations de débits différents de manière sécurisée, et d'en faciliter la gestion.

HSDPA (High Speed Downlink Package Access) : évolution de la norme de téléphonie mobile de 3^e génération (3G) UMTS aussi appelé 3,5G ou 3G+. Il offre, grâce à une évolution logicielle, des performances dix fois supérieures à la technologie 3G (UMTS). Il supporte des hauts débits en mode paquet dans le sens descendant.

Infogérance : contrat de service passé par une entreprise avec un opérateur, et consistant à lui confier la gestion de l'ensemble de ses besoins en matière de télécommunication ou d'informatique.

IP (Internet Protocol) : voir Protocole IP.

IPTV (Internet Protocol Television) : système de distribution de télévision et/ou de vidéo utilisant des connexions à haut débit sur le protocole IP.

IPVPN : voir Réseau Privé Virtuel.

IPX : service d'interconnexion qui assure l'interfonctionnement entre différentes technologies et permet ainsi l'échange sécurisé de trafic IP entre les clients de différents opérateurs mobile, fixe, ou Internet.

Itinérance (roaming) : utilisation d'un service de téléphonie mobile sur le réseau d'un autre opérateur que celui auprès duquel est souscrit l'abonnement. L'exemple type est l'utilisation d'un mobile à l'étranger à partir du réseau d'un autre opérateur.

kbit/s ou kilobit par seconde : millier de bits (10^3) acheminés par seconde sur un réseau de transmission. Voir bit.

LAN (Local Area Network) – Réseau Local d'Entreprise (ou d'établissement) : réseau qui permet de raccorder des postes de travail ou des micro-ordinateurs d'une même entreprise sur un même site, de s'interconnecter avec d'autres réseaux locaux sur d'autres sites et d'être relié au réseau public.

Large Bande : technologie de transmission de données où la modulation est utilisée pour permettre le passage simultané de plusieurs canaux indépendants sur un même support physique. Expression utilisée pour désigner les réseaux à haut débit (débits de l'ordre de plusieurs Mbit/s minimum). On parle aussi pour l'ADSL d'accès haut débit (connexion individuelle à partir de 128 Kbit/s dans le sens descendant du commutateur à l'utilisateur).

Livebox : terminal commercialisé par Orange qui offre des fonctions de modem haut débit, de routeur et de point d'accès sans fil Wifi et BlueTooth, et donne accès via l'ADSL à l'Internet, à la télévision, et à la téléphonie sur IP.

LTE (Long Term Evolution) : nom d'un projet développé au sein du 3GPP qui vise à produire les spécifications techniques de la future norme de réseau mobile de quatrième génération (4G). Par extension, LTE désigne les systèmes mobile dits de quatrième génération, issus de ce projet.

M2M ou Machine to Machine : échanges d'informations entre machines qui s'établissent entre le système central de contrôle (serveur) et tout type d'équipement, à travers un ou plusieurs réseaux de communication.

Mbit/s ou Mégabit par seconde : million de bits (10^6) acheminés par seconde sur un réseau de transmission. Voir bit.

MHz : mesure de fréquence correspondant à un million de cycles par seconde d'un courant électrique (fréquence radio), ou de cycle d'horloge d'un microprocesseur (ordinateur).

MiFi : appareil haut débit mobile portable qui permet à plusieurs utilisateurs de terminaux mobiles de partager la même connexion haut débit mobile Internet 3G ou 4G en se connectant à cet appareil par Wifi.

MMS (Multimedia Messaging Service) : messagerie multimédia qui constitue une extension du SMS et permet d'acheminer des images et des sons sur les réseaux et terminaux de téléphonie mobile GPRS et UMTS.

Mode de Transfert Asynchrone (Asynchronous Transfer Mode – ATM) : technique de transmission haut débit permettant de multiplexer des flux de données sous forme de paquets (nommés cellules ATM) en mode connecté avec une qualité de service garantie.

MPLS (Multi-Protocol Label Switching) : projet de norme de l'*Internet Engineering Task Force* (IETF) qui est une communauté internationale ouverte d'opérateurs et concepteurs de réseaux dont le but est de coordonner les évolutions et résoudre les questions d'architecture et de protocole sur Internet. Le MPLS améliore l'efficacité et la rapidité du réseau en permettant aux routeurs d'acheminer les informations selon des routes prédéfinies en fonction du niveau de qualité requis.

Multiplay : offre d'accès de services multiples (Internet, télévision, Voix sur IP) au travers d'un seul point d'accès haut débit. La *Livebox* est le terminal *multiplay* commercialisé par Orange.

Multiplexage : technique permettant d'acheminer simultanément plusieurs flux de communication sur un même canal de transmission.

MVNO (Mobile Virtual Network Operator) : opérateur mobile qui utilise des infrastructures de réseaux tiers pour fournir ses propres services de téléphonie mobile. En français : opérateur mobile virtuel.

NAS (Network Access Server) : voir Serveur d'Accès au Réseau.

NFC (Near Field Communication) : technologie de communication sans-fil à courte portée et haute fréquence, permettant l'échange d'informations entre des périphériques jusqu'à une distance d'environ 10 cm.

NGN (New Generation Network, ou Next Generation Network) : concept générique désignant les réseaux voix et données basés sur protocole IP et permettant de passer d'une simple approche de connectivité à une nouvelle approche de développement de services apportés aux clients. Voir Protocole IP.

NRA : nœuds de raccordement d'abonnés ou commutateur vers lesquels aboutissent les lignes téléphoniques des abonnés.

Opérateur efficace : concept utilisé dans le cadre de la régulation des prix des services de gros ou de détail vendus par un opérateur lorsque l'autorité de régulation lui impose d'orienter ses prix vers les coûts supportés. Si les coûts réels de cet opérateur s'avèrent plus élevés qu'ils ne devraient l'être, du fait de son inefficacité, l'excédent de coût correspondant est exclu de l'assiette des coûts prise en compte pour déterminer les prix.

Outsourcing : voir Infogérance.

OTT (*Over-the-top*) : se dit d'un diffuseur qui fournit ses services, comme par exemple des services de vidéo à la demande sur Internet, en utilisant les infrastructures d'un opérateur de réseau télécom, sans que l'exploitant du réseau ne propose lui-même le service dont il assure le transport.

Passerelle (ou Gateway) : équipement permettant à deux réseaux différents de communiquer. Certaines passerelles sont bidirectionnelles, d'autres unidirectionnelles.

Pay TV : désignation de la Télévision payante, dont l'accès est assujéti à une commercialisation, soit par abonnement, soit en paiement à la séance.

Protocole IP (*Internet Protocol – IP*) : un des deux principaux protocoles de communication entre les réseaux (l'autre étant l'ATM) utilisé notamment sur les réseaux Internet et intranet. L'IP est un protocole de transfert spécifique à Internet basé sur le principe de la commutation de paquets.

PTS (point de transfert sémaphore) : routeurs du réseau sémaphore qui transmettent la signalisation entre les commutateurs.

Quadruple play : offre combinant l'accès à Internet, à la télévision, au téléphone mobile, et au téléphone fixe.

RBCI : Réseau *Backbone* et de Collecte IP.

Réseaux de la Prochaine Génération (*Next Generation Network – NGN*) : voir NGN.

Réseau numérique à intégration de service (RNIS) ou *Integrated Service Digital Network (ISDN)* : réseau numérique de transmission d'informations intégrées : données, voix, vidéo. Nom commercial d'Orange : Numéris.

Réseau Privé Virtuel : ensemble de ressources d'un réseau public mises à la disposition exclusive d'un client entreprise.

Réseau téléphonique commuté (RTC) : réseau de transport de la voix constitué de terminaux, de lignes d'abonnés, de circuits, et de commutateurs. Il est également utilisé pour accéder à certains services de données.

RNIS : voir Réseau Numérique à Intégration de Services.

Roaming : voir Itinérance.

RTC (réseau téléphonique commuté) : réseau téléphonique classique permettant d'établir *via* des commutateurs des communications voix en mode circuit.

SDH (*Synchronous Digital Hierarchy*) : voir Hiérarchie numérique Synchrone.

Serveur d'Accès au Réseau (*Network Access Server – NAS*) : équipement de bordure d'un réseau IP chargé de concentrer les accès modems téléphoniques du RTC et de les connecter au réseau IP.

Serveur d'Accès Large Bande : concentrateur d'accès à haut débit qui collecte le trafic émanant ou allant vers les DSLAM et qui assure l'interconnexion avec le réseau IP de l'opérateur. Cet équipement de concentration se charge de la gestion des sessions utilisateurs (authentification, contrôle du trafic, etc.) et de la concentration du trafic Internet.

Services de capacité : services de mise à disposition par un opérateur d'une capacité de transmission dédiée à un utilisateur, et assurant une transparence par rapport aux applications supportées (exemple : service de liaisons louées).

Service universel : une des trois composantes du service public en matière de télécommunications, avec la fourniture de services obligatoires de communications électroniques et des missions d'intérêt général. C'est la seule composante à être financée par un fonds sectoriel. Elles se distinguent en trois composantes : le service téléphonique, l'annuaire universel, et le service universel de renseignements.

Signalisation Sémaphore code 7 (SS7) : échanges d'informations nécessaires pour la gestion d'une communication téléphonique (établissement et rupture, maintenance et supervision, facturation) et acheminés sous une forme numérique par un réseau distinct de celui utilisé pour la communication elle-même.

Smartphone : téléphone mobile disposant aussi des fonctions d'un assistant numérique personnel. La saisie des données se fait par le biais d'un écran tactile ou d'un clavier. Il fournit des fonctionnalités basiques comme : l'agenda, le calendrier, la navigation sur le web, la consultation de courrier électronique, de messagerie instantanée, le GPS.

SMS (*Short Message Service*) : service de communication de messages écrits courts sur les réseaux et terminaux de téléphonie mobile.

SOHO (*Small Office, Home Office*) : désigne le marché informatique des très petites entreprises (moins d'une dizaine de salariés).

SS7 : voir Signalisation Sémaphore code 7.

Streaming : technologie permettant de diffuser sur Internet des images vidéo et de les visionner en temps réel et de manière continue.

Tbit/s ou Terabit par seconde : billion de bits (10^{12}) acheminés par seconde sur un réseau de transmission. Voir Bit.

TDSL (*Turbo Digital Subscriber Line*) : offre ADSL orientée entreprise.

Téléphonie sur IP : voir Voix sur IP.

Terminaison d'appel (tarif d'interconnexion, ou de terminaison) : montant par minute payé par un opérateur téléphonique à un autre opérateur pour écouler une conversation téléphonique à travers le réseau de cet autre opérateur jusqu'à sa destination. Ces tarifs sont régulés.

TIC (technologies de l'information et de la communication) : techniques utilisées dans le traitement et la transmission des informations, principalement de l'informatique, de l'audiovisuel, du multimédia, de l'Internet et des télécommunications.

Triple play : offre d'abonnement haut débit comprenant un accès Internet, une offre de téléphonie et un bouquet de chaînes de télévision.

UMTS (*Universal Mobile Telecommunications System*) : norme de téléphonie mobile de troisième génération (3G) permettant une communication haut débit (jusqu'à 2 Mbit/s en débit symétrique théorique) sur la bande de fréquences 1,9 à 2,2 GHz.

vDSL (*Very high bit-rate DSL*) : technique basée sur la même technique que l'xDSL. Les signaux vDSL sont transportés sur une paire de cuivre, simultanément et sans interférence avec la voix téléphonique. Elle permet d'atteindre de très hauts débits.

VDSL2 : extension du vDSL, cette technique offre un débit plus élevé (débits symétriques allant jusqu'à 100 Mbits/s) et répond ainsi aux exigences de l'accès en fibre optique sur une distance courte.

Voix sur IP (*Voice over Internet Protocol – VoIP*) : transport de la Voix sur IP.

VoIP : voir Voix sur IP.

VPN : voir Réseau Privé Virtuel.

VSAT (*Very Small Aperture Terminal*) : technique de communication par satellite bidirectionnelle qui utilise des antennes paraboliques dont le diamètre est inférieur à 3 mètres et nécessite donc peu de moyens au sol. Le VSAT est utilisé pour relier un petit site aux réseaux de communication, que ce soit pour la téléphonie ou pour l'accès à Internet.

WDM (Wavelength Division Multiplexing) : voir *Dense Wavelength Division Multiplexing*.

Wifi (Wireless-Fidelity) : technologie qui permet de connecter des équipements sans fil au travers de liens radio dans la bande des 2,4 GHz à un débit de 11 Mbit/s (norme 802.11b) ou 54 Mbit/s (norme 802.11g). Déclinaison d'Ethernet dans le monde radio, le Wifi offre la possibilité aux entreprises et aux particuliers de relier sans fil plusieurs ordinateurs ou périphériques partagés en réseau sur des distances pouvant atteindre quelques dizaines de mètres.

Wimax : standard de transmission sans fil à haut débit fonctionnant à 70 Mbit/s (norme 802.16) qui permet de connecter des points d'accès Wifi à un réseau de fibre optique et ainsi d'accroître la portée des réseaux Wifi. Avec une portée théorique de 50 kilomètres, il devrait permettre, à terme, le développement de réseaux métropolitains (MAN) reposant sur un unique point d'accès.

xDSL : voir DSL.

XoIP : désigne toute forme de transmission de données au protocole IP.

Glossaire financier

Achats et reversements aux opérateurs : voir Achats externes.

Achats externes : les achats externes comprennent :

- les **Charges commerciales et coûts de contenus** : achats de terminaux et autres produits vendus, commissions de distribution, dépenses de publicité, de promotion, de sponsoring et de changement de marque, et coûts de contenus ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** : charges de réseau et charges d'interconnexion ;
- les **Autres charges de réseau et charges informatiques** : charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, et charges informatiques ;
- et les **Autres achats externes** : frais généraux, charges immobilières, achats et reversements d'autres services, coûts de matériel et autres fournitures stockées, charges de sous-traitance des centres d'appels, et autres consommations externes, nets de la production immobilisée sur biens et services.

ARPU mobile : le chiffre d'affaires annuel moyen par client (*Average annual Revenues per User, ARPU*) mobile est calculé en divisant i) le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée et de l'itinérance (*roaming*) internationale, généré sur les douze derniers mois, par ii) la moyenne pondérée du nombre de clients (hors clients *Machine to Machine – M2M*) sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU mobile est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client.

ARPU fixe haut débit : le chiffre d'affaires annuel moyen par accès haut débit (ADSL, FTTH, Satellite et Wimax) Grand Public est calculé en divisant le chiffre d'affaires des services haut débit Grand Public généré sur les douze derniers mois par la moyenne pondérée du nombre d'accès sur la même période. La moyenne pondérée du nombre d'accès est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre d'accès en début et en fin de mois. L'ARPU fixe haut débit est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par accès.

Autres achats externes : voir Achats externes.

Autres charges de réseau et charges informatiques : voir Achats externes.

Autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) : voir Autres produits et charges opérationnels.

Autres produits et charges opérationnels : les autres produits et charges opérationnels comprennent :

- les **Autres produits opérationnels** : principalement les produits du service universel, les intérêts de retard sur créances clients, les redevances de marque et rémunérations de gestion facturées à certaines entités non consolidées, les crédits d'impôts et subventions, le résultat de cession des immobilisations, les produits sur créances clients dépréciées, les produits sur dommages aux lignes, les pénalités et remboursements des clients, et le Produit Net Bancaire (PNB) d'Orange Bank (solde net des produits et charges d'exploitation bancaire établi conformément aux pratiques de présentation comptable habituellement utilisées en France dans le secteur bancaire) ;
- et les **Autres charges opérationnelles** : principalement les charges du service universel, les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms, les litiges, et le coût du risque de crédit bancaire d'Orange Bank.

Autres revenus : voir Chiffre d'affaires.

CAPEX : investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement (voir note 1.3 de l'annexe aux des comptes consolidés). Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Charges commerciales et coûts de contenus : voir Achats externes.

Charges de personnel : salaires et charges (nets de la production immobilisée), charge de participation des salariés, et charge de rémunération en actions.

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires (hors Entreprises et Opérateurs internationaux & Services partagés) comprend :

- les **Services mobiles** : le chiffre d'affaires des services mobiles comprend le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée, du *Machine to Machine (M2M)*, le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming*) des clients d'autres réseaux (itinérance nationale et internationale), le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) et le chiffre d'affaires du partage de réseaux ;
- les **Ventes d'équipements mobiles** : ventes d'équipements mobiles subventionnés et non subventionnés, hors ventes d'accessoires ;
- les **Services fixes** : le chiffre d'affaires des services fixes comprend le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe classique, des services fixes haut débit, des solutions et réseaux d'entreprise (à l'exception de la France, pour lequel les solutions et réseaux d'entreprise sont portés par Entreprises) et des services aux opérateurs (interconnexion nationale et internationale, dégroupage et vente en gros de lignes téléphoniques) ;
- et les **Autres revenus** : ventes et locations d'équipements fixes, ventes d'accessoires mobiles et divers autres revenus.

Données à base comparable : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente (voir section 4.3.5.1 *Données à base comparable*). Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de refléter l'évolution organique de l'activité. Les données à base comparable ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Données contributives : données après élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

Données sociales : données avant élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

EBITDA : résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, et avant résultat des entités mises en équivalence (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'EBITDA ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

EBITDA ajusté : EBITDA (voir cette définition) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille de titres et d'activités, des coûts de restructuration et d'intégration, et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques qui sont systématiquement précisés (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). Depuis le 1^{er} trimestre 2016, l'EBITDA ajusté exclut la totalité du résultat de cession de titres et d'activités, et l'EBITDA ajusté des périodes passées a été homogénéisé en conséquence. Depuis le 4^e trimestre 2016, l'EBITDA ajusté est la nouvelle dénomination de l'EBITDA retraité, sans modification de la définition de cet indicateur. L'EBITDA ajusté ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Endettement financier net : l'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (a) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), diminués (b) des dépôts versés de cash collatéral, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie et de couverture d'investissement net, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas (flux de trésorerie futurs, actif net en devise). Les effets des couvertures de ces éléments sont comptabilisés en capitaux propres. En conséquence, les « éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie » sont ajoutés à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle (voir note 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés). L'endettement financier net ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon

similaire par d'autres entreprises (voir section 4.3.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Impôts et taxes d'exploitation : impôts et taxes incluant la Contribution Économique Territoriale (CET) et l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en France, les redevances de fréquences et les taxes sur services de télécommunication.

Investissements corporels et incorporels : voir CAPEX.

Investissements financiers : acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et variations des parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales.

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Salaires et charges : voir Charges de personnel.

Services fixes : voir Chiffre d'affaires.

Services mobiles : voir Chiffre d'affaires.

Variation du besoin en fonds de roulement : i) variation des stocks bruts, plus ii) variation des créances clients brutes, plus iii) variation des dettes fournisseurs d'autres biens et services, plus iv) variation des autres éléments d'actif et de passif (hors créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation).

Ventes d'équipements mobiles : voir Chiffre d'affaires.

Tables de concordance

I. Document d'enregistrement relatif aux actions

Rubriques de l'annexe 1 du règlement (CE) n° 809/2004

Document de référence

	Section	Pages
1. Personnes responsables		
1.1 Nom et fonction des personnes responsables des informations	7.1.1	372
1.2 Déclaration des personnes responsables	7.1.2	372
2. Contrôleurs légaux des comptes		
2.1 Noms et adresses	7.2	372
2.2 Changement éventuel	7.2	372
3. Informations financières sélectionnées		
3.1 Informations financières historiques sélectionnées	1.2	7
3.2 Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	Na	
4. Facteurs de risque		
4.1 Les risques juridiques	2.4.2	38
4.2 Les risques industriels et environnementaux	2.4.1	35-37
	5.6.2	326-333
4.3 Le risque de crédit et/ou de contrepartie	2.4.3	40
4.4 Les risques opérationnels	2.4.1	35-37
4.5 Les risques de liquidité	2.4.3	39
4.6 Les risques de marché	2.4.3	39-40
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1 Histoire et évolution de la Société	1.1	4-5
5.1.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	7.3.1	373
5.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	7.3.2	373
5.1.3 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	7.3.3	373
5.1.4 Siège social, forme juridique et législation applicable à l'émetteur	7.3.4	373
5.1.5 Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur	1.1	4-5
5.2 Investissements		
5.2.1 Principaux investissements réalisés	4.3.2.5	201-203
5.2.2 Principaux investissements en cours	4.3.1.4	191-194
5.2.3 Principaux engagements et projets d'investissements	4.1 Note 14.1	172
	4.3.2.5.3	202-203
6. Aperçu des activités		
6.1 Principales activités		
6.1.1 Nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités	3.1	42-75
6.1.2 Nouveaux produits	3.1	42-75
6.2 Principaux marchés	3.1	42-75
6.3 Événements exceptionnels	4.3.1.3	191-194
6.4 Dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	Na	
6.5 Position concurrentielle	3.1	42-75
7. Organigramme		
7.1 Description sommaire et organigramme du Groupe	1.1	4-5
	1.3	7
7.2 Liste des filiales importantes	4.1 Note 18	183
8. Propriétés immobilières, usines et équipements		
8.1 Immobilisations corporelles importantes	3.2	75-80
8.2 Contraintes environnementales pouvant influencer l'utilisation par l'émetteur de ses immobilisations corporelles	2.4.1	35-37
	5.6.2	326-333

9.	Examen de la situation financière et du résultat		
9.1	Situation financière	4.3	189-239
9.2	Résultat d'exploitation	4.3.2.1-4.3.2.2	194-199
9.2.1	Facteurs importants influant sensiblement sur le revenu d'exploitation	4.3.1.3	191-194
9.2.2	Explication des changements importants du chiffre d'affaires	4.3.1.2	190
		4.3.2.1.1	194
9.2.3	Stratégie ou autre facteur ayant influé ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations	2.3-2.4	31-34
10.	Trésorerie et capitaux	4.3.4	227-232
10.1	Informations sur les capitaux	4.1.1 Note 13	166-171
		6.1	344-345
10.2	Flux de trésorerie	4.1.1	90-91
		4.3.4.1	227-230
10.3	Conditions d'emprunt et structure de financement	4.1.1 Note 11	146
		4.3.4.2	230-232
10.4	Restrictions à l'utilisation des capitaux	4.1.1 Note 12.3	159
10.5	Sources de financement attendues	4.1.1 Note 12.3	159
11.	Recherche et développement, brevets et licences	3.3	80-82
12.	Information sur les tendances		
12.1	Principales tendances depuis la fin du dernier exercice	4.1.1 Note 17	183
		4.3.2.5.3	202-203
		4.4	240
12.2	Tendances connues et incertitudes pour l'exercice en cours	2	10-39
		4.5	240
13.	Prévisions ou estimations du bénéfice		
13.1	Principales hypothèses	Na	
13.2	Rapport élaboré par les contrôleurs légaux	Na	
14.	Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
14.1	Composition des organes d'administration et de direction	5.1	276-286
14.2	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale	5.1.4.3	286
15.	Rémunération et avantages		
15.1	Montant des rémunérations versées et avantages en nature octroyés aux membres des organes d'administration et de direction	5.3	294-302
15.2	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	4.1 Note 6.4	129
		5.3.1	302
16.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1	Date d'expiration des mandats actuels	5.1.1	276-278
16.2	Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages au terme de ces contrats	5.3.1	294
		5.3.2	302
16.3	Comités du Conseil d'administration	5.2.2.6	288-289
		5.2.2.8	290-292
16.4	Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur en France	5.2.1	287
17.	Salariés		
17.1	Nombre de salariés et répartition des effectifs	5.6.1.1	312-316
17.2	Participation dans le capital et stock-options détenues par les membres des organes d'administration et de direction	5.1.4.2	285
		5.1.4.4	286
17.3	Accords prévoyant une participation des salariés dans le capital	5.6.1.2	316-317
18.	Principaux actionnaires		
18.1	Actionnaires détenant plus de 5 % du capital	6.2.1	345
18.2	Existence de droits de vote différents	7.3.6	373
18.3	Contrôle de l'émetteur	6.2.2	346
18.4	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle de l'émetteur	Na	
19.	Conventions réglementées et opérations avec des apparentés	7.5	376

20.	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1	Informations financières historiques	4.1.1	86-185
		4.2	187
		4.7	241-270
		4.8	273
20.2	Informations financières pro forma	Na	
20.3	États financiers	4.1.1	86-185
		4.7	241-270
20.4	Vérification des informations financières historiques annuelles		187
		4.8	273
20.5	Date des dernières informations financières	31/12/2016	
20.6	Informations financières intermédiaires et autres	Na	
20.7	Politique de distribution des dividendes	4.6	240
		6.3	347
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	4.1.1 Note 16	180-183
		4.7.1 Note 6; 4.4	263-264, 240
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	4.4	240
21.	Informations complémentaires		
21.1	Capital social		
21.1.1	Capital social souscrit et nombre d'actions	6.1.1	344
21.1.2	Actions non représentatives du capital	Na	
21.1.3	Actions détenues par l'émetteur ou ses filiales	6.1.4	344-345
21.1.4	Valeurs mobilières donnant accès au capital	6.1.2	344
21.1.5	Informations sur le capital souscrit mais non libéré	Na	
21.1.6	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option	Na	
21.1.7	Historique du capital social	6.1.1	344
21.2	Actes constitutifs et statuts		
21.2.1	Objet social	7.3.5	373
21.2.2	Dispositions statutaires ou autres concernant les organes d'administration et de direction	5.2.2	287-292
21.2.3	Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	7.3.6	373-374
21.2.4	Modification des droits des actionnaires	7.3.7	374
21.2.5	Règles d'admission et de convocation des Assemblées générales d'actionnaires	7.3.8	374
21.2.6	Dispositions statutaires ou autres qui pourraient avoir pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle	7.3.9	375
21.2.7	Franchissements de seuils	7.3.10	375
21.2.8	Dispositions statutaires ou autres régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	Na	
22.	Contrats importants	7.6	376
23.	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	Na	
24.	Documents accessibles au public	Nota	
25.	Informations sur les participations	4.7 Note 3.2	249-251

II. Rapport financier annuel

Le rapport financier annuel requis en application des articles L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-3 du règlement général de l'AMF et rendant compte des éléments mentionnés ci-après est inclus dans le présent document de référence.

Éléments requis par les articles L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-3 du règlement général de l'AMF

Document de référence

	Section	Pages
Comptes consolidés (IFRS)	4.1.1	86-185
Comptes annuels (normes françaises)	4.7	241-270
Rapport de gestion		Voir table de concordance du rapport de gestion
Déclaration de la personne responsable	7.1.2	372
Rapport des contrôleurs légaux sur les comptes consolidés	4.2	187
Rapport des contrôleurs légaux sur les comptes annuels	4.8	273
Honoraires des contrôleurs légaux des comptes	Annexe aux comptes consolidés, Note 19	185

III. Rapport de gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée générale

Le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale rendant compte des éléments mentionnés ci-après est inclus dans le présent document de référence. Il a été arrêté par le Conseil d'administration d'Orange SA le 22 mars 2017. Il est complété du rapport mentionné à l'article L. 225-37-2 du Code de commerce.

Éléments requis par le Code de commerce, le Code monétaire et financier, le Code général des impôts et le règlement général de l'AMF

Document de référence

	Section	Pages
I. Activité		
Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société durant l'exercice écoulé (L. 225-100 et L. 232-1 du Code de commerce)	3.1 ; 4.3.1.3 ; 4.3.3 et 4.7	42-75; 191-194 203-227; 241-270
Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du Groupe durant l'exercice écoulé (L. 225-100-2 et L. 233-26 du Code de commerce)	4.3	189-239
Résultats des filiales et des sociétés contrôlées par branche d'activité (L. 233-6 du Code de commerce)	4.3.3	203
Activités en matière de recherche et de développement (L. 232-1 et L. 233-26 du Code de commerce)	3.3	80-82
Description des principaux risques et incertitudes (L. 225-100 et L. 225-100-2 du Code de commerce)	2 4	35-40
Politique du Groupe en matière de gestion des risques financiers, exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie (L. 225-100 et L. 225-100-2 du Code de commerce)	4.3.4.2.3	232
Réintégration des frais généraux et des charges somptuaires (CGI article 39.4 et 223 <i>quater</i> , article 39.5 et 223 <i>quinquies</i>)	4.7.2.2	272
Informations sur les délais de paiement fournisseurs (L. 441-6- 1 du Code de commerce)	4.7.2.4	272
Tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices (R. 225-102 du Code de commerce)	4.7.2.5	272
Évolution prévisible (L. 232-1 et L. 233-26 du Code de commerce)	4.5	240
Événements importants survenus après la date de la clôture de l'exercice (L. 232-1 et L. 233-26 du Code de commerce)	4.1 Note 17; 4.4	183, 240
II. Informations environnementales, sociales et engagements sociétaux		
[(L. 225-100, L. 225-102-1 (modifié par la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 et les lois du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives, du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire) et R. 225-105-1 du Code de commerce (modifié par les décrets du 24 avril 2012 et du 19 août 2016)]		
Informations relatives aux questions de personnel et conséquences sociales de l'activité	5.6.1	312-326
Informations relatives aux questions d'environnement et conséquences environnementales de l'activité	5.6.2	326-333
Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable	5.6.3	334-339
III. Informations juridiques et liées à l'actionnariat		
Participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice (L. 225-102 du Code de commerce)	6.2	345
Identité des actionnaires détenant plus de 5 % ; autocontrôle (L. 233-13 du Code de commerce)	6.2	345
Informations sur les rachats d'actions (L. 225-211 du Code de commerce)	6.1	344-345
Montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices (243 bis du Code général des impôts)	6.4	357
Prises de participation ou de contrôle dans des sociétés ayant leur siège en France (L. 233-6 du Code de commerce)	4.7.2.3	272
Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital et utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice (L. 225-100 du Code de commerce)	6.4	364
Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (L. 225-100-3 du Code de commerce)	7.4	375
Conventions réglementées et opérations avec des apparentés	7.5	376
Montant des prêts interentreprises consentis		Na
Liste des succursales existantes	7.3.4	373
IV. Informations concernant les mandataires sociaux		
Mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice (L. 225-102-1 du Code de commerce)	5.1.4.1	281-285
Rémunération totale et avantages de toute nature versés à chaque mandataire social (L. 225-102-1 du Code de commerce)	5.3.1.1	294-297
Rapport visé à l'article L. 225-37-2 du Code de commerce sur les principes et critères de rémunération des dirigeants mandataires sociaux	5.3.1.2	298-300
État récapitulatif des opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société (L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et 223-26 du RG de l'AMF)	5.1.4.2	286

IV. Rapport du président sur la gouvernance et le Contrôle interne

Le rapport du président du Conseil d'administration requis en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce et rendant compte des éléments mentionnés ci-après, est inclus dans le présent document de référence.

Il a été approuvé par le Conseil d'administration d'Orange du 22 mars 2017.

Éléments requis par l'article L. 225-37 du Code de commerce

Document de référence

	Section	Pages
Composition du Conseil d'administration	5.1.1	276-279
Application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes	5.2.2.3	288
Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration	5.2.2.4-5.2.2.9	288-292
Procédures de Contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société	5.4.1-5.4.2	303-307
Limitations aux pouvoirs du directeur général	5.2.3.2	292-293
Référence à un Code de gouvernement d'entreprise	5.2.1	287
Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée générale	7.3.8	374
Principes et règles arrêtés par le Conseil d'administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux	5.3.1	298-302
Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre au public (L. 255-100-3 du Code de commerce)	7.4	375

V. Documents adressés aux actionnaires sur demande

Les documents requis par l'article R. 225-88 du Code de commerce (documents adressés aux actionnaires qui en font la demande avant l'Assemblée générale annuelle) inclus dans le présent document de référence sont listés ci-après. Les autres documents requis par ledit article sont inclus dans l'avis de convocation adressé aux actionnaires et sont, ainsi que le bilan social, accessibles sur le site Internet www.orange.com à la rubrique *Actionnaires individuels/Assemblée générale*.

Éléments requis par l'article R. 225-88 du Code de commerce

Document de référence

	Section	Pages
Liste des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux et mandats exercés	5.1.1-5.1.2 5.1.4.1	276-279 281-285
Texte des projets de résolutions	6.3	347-356
Rapports du Conseil d'administration à l'Assemblée générale	6.4	357-364
	et voir table de concordance du rapport de gestion du Conseil d'administration	
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	6.5	365
Rapport des Commissaires aux comptes sur les résolutions proposées à l'Assemblée générale	6.5	366-370
Comptes annuels	4.7	241-270
Affectation du résultat	6.4	357
Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	4.8	273
Comptes consolidés	4.1.1	
Rapport sur la gestion du Groupe	4.3	189-239
Rapport du président sur les procédures de Contrôle interne	Voir table de concordance du rapport du président	
Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du président sur les procédures de Contrôle interne	5.5	310
Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs en matière d'augmentation de capital	6.4	364

Orange

78 rue Olivier de Serres – 75015 Paris

Tél : 33 (0) 1 44 44 22 22

www.orange.com

Orange

78 rue Olivier de Serres - 75015 Paris

Tél : +33 (0)1 44 44 22 22

www.orange.com



Orange - SA au capital de 10 640 226 396 € - RCS Paris 380 129 886 - Conception et réalisation : Agence Marc Praquin - Couverture : Studio de la Marque **PEFC** 04-31-2292 Certifié PEFC - Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées - pefc-france.org